ERIC DENÉCÉ
ALAIN-PIERRE LACLOTTE

LA NOUVELLE GUERRE SECRÈTE

UNITÉS MILITAIRES CLANDESTINES ET OPÉRATIONS SPÉCIALES

Mareuil
Éditions

Éric Denécé et Alain-Pierre Laclotte

LA NOUVELLE GUERRE SECRÈTE
UNITÉS MILITAIRES CLANDESTINES ET OPÉRATIONS SPÉCIALES

Mareuil
Éditions

Ouvrages d'Éric Denécé

Renseignement et espionnage du Premier Empire à l'affaire Dreyfus (dir.), Ellipses, Paris, 2021.

Renseignement et espionnage de la Renaissance à la Révolution (dir.), Ellipses, Paris, 2021

Renseignement et espionnage pendant l'Antiquité et le Moyen-Âge (dir.), Ellipses, Paris, 2019.

Le Renseignement au service de la démocratie, ouvrage rédigé en collaboration avec Jean-Marie Cotteret, Fauves éditions, Paris, 2019.

La Menace mondiale de l'idéologie wahhabite (dir.), VA éditions, Paris, 2017.

Écoterrorisme. Altermondialisme, écologie, animalisme : de la contestation à la violence, ouvrage rédigé en collaboration avec Jamil Abou Assi, Tallandier, Paris, 2016.

Les Services secrets israéliens : Mossad, Aman, Shin Beth, ouvrage rédigé en collaboration avec David Elkaïm, Tallandier, Paris, 2014.

L'Espionnage en 365 citations, éditions du Chêne, Paris, 2013.

La Face cachée des « révolutions » arabes (dir.), Ellipses, Paris, 2012 (traduit en chinois).

Les services secrets français sont-ils nuls ?, Ellipses, Paris, 2012.

Commandos et forces spéciales, Ouest-France éditions, Rennes, 2011.

Les Services secrets au Moyen-Âge, ouvrage rédigé en collaboration avec Jean Deuve, Ouest-France éditions, Rennes, 2011.

Dico Atlas des conflits et des menaces, ouvrage rédigé en collaboration avec Frédérique Poulot, Belin, Paris, 2010.

Histoire mondiale de l'espionnage, ouvrage rédigé en collaboration avec Gérald Arboit, Ouest-France éditions, Rennes, 2010.

Renseignement, médias et démocratie (dir.), Ellipses, Paris, 2009.

Mission agent secret : ***les techniques de l'espionnage expliquées aux enfants***, ouvrage rédigé en collaboration avec Sophie Merveilleux du Vignaux, collection « Graine de savant », Milan Jeunesse, Toulouse, 2009 (traduit en

chinois).

Les Services secrets, collection « Tout comprendre », EPA éditions, Paris, 2008.

Renseignement et contre-espionnage, collection « Toutes les clés », Hachette pratique, Paris, 2008 (Prix Akropolis 2009).

Histoire secrète des forces spéciales : de 1939 à nos jours, Nouveau Monde éditions, Paris, 2007 (traduit en polonais et en portugais).

Tourisme et terrorisme : des vacances de rêve aux voyages à risque, ouvrage rédigé en collaboration avec Sabine Meyer, Ellipses, Paris, 2006.

L'autre guerre des États-Unis. Économie : les secrets d'une machine de conquête, ouvrage rédigé en collaboration avec Claude Revel, Robert Laffont, Paris, 2005.

Al-Qaeda : les nouveaux réseaux de la terreur (dir.), collection « Géopolitique », Ellipses, Paris, 2004.

Les Secrets de la guerre économique, ouvrage rédigé en collaboration avec Ali Laïdi, Seuil, Paris, 2004.

Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?, collection « L'art de la guerre », éditions du Rocher, Paris, 2002 (traduit en italien).

Guerre secrète contre Al-Qaeda (dir.), collection « Géopolitique », Ellipses, Paris, 2002.

Le Nouveau contexte des échanges et ses règles cachées : information, stratégie et guerre économique, L'Harmattan, Paris, 2001.

Géostratégie de la mer de Chine méridionale et des bassins maritimes adjacents, collection « Recherches asiatiques », L'Harmattan, Paris, 1999.

Tous droits réservés. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

ISBN : 978-2-372-542609

Pour vous tenir informé des prochaines publications de
Mareuil Éditions, rendez-vous sur : www.mareuil-editions.com

© *MAREUIL ÉDITIONS – 2021*

À toutes celles et ceux qui veillent et combattent dans l'ombre.

INTRODUCTION

SPECIAL INTELLIGENCE : L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU TYPE DE RENSEIGNEMENT

Depuis la fin de la Guerre froide, la guerre a changé de nature et les affrontements armés de physionomie. Le terrorisme et les guerres civiles – ethniques ou religieuses – ont remplacé les conflits interétatiques. Les guérillas et les groupes terroristes étant dans l'impossibilité d'affronter les États occidentaux dans une bataille classique, ils contournent leurs défenses en transformant les affrontements en une série d'actions imprévisibles, fugaces, brutales et médiatiques.

Les caractéristiques les plus marquantes de ces nouveaux conflits sont :

– des ennemis difficilement identifiables : fin de la distinction entre militaires et civils, entre front et arrière et raréfaction des forces portant encore un semblant d'uniforme ;

– des adversaires se dissimulant délibérément au milieu de la population civile pour ne pas être repérés comme combattants ou pour ne pas être frappés ;

– des combats ayant de plus en plus fréquemment lieu dans des zones urbaines ou semi-urbaines (sauf en Afghanistan et au Sahel) ;

– des forces irrégulières bénéficiant d'un accès de plus en plus rapide à la haute technologie (drones, cyber, etc.).

En conséquence, depuis trente ans, les États occidentaux interviennent hors de leurs frontières dans un environnement chaotique répondant à des règles nouvelles et complexes. Leurs forces doivent sans cesse s'adapter à des adversaires déterminés et créatifs, connaissant parfaitement leurs modes de fonctionnements militaire et politique (rôle des médias et de l'opinion).

Les terroristes islamistes qui ont déclaré la guerre au monde depuis deux décennies représentent notamment une menace en constante évolution. À

mesure que celle-ci évolue, la stratégie et les tactiques de riposte doivent changer, de nouvelles approches doivent être envisagées, car le défi est toujours de détruire les groupes djihadistes ou à défaut de les empêcher de lancer des attaques contre les forces ou les villes occidentales.

La transformation de la guerre, la lutte contre le terrorisme et la multiplication des conflits asymétriques rendent le renseignement, sous toutes ses formes, encore plus essentiel qu'auparavant.

La recherche d'un nouveau type de renseignement

Pendant la Guerre froide, les services de renseignement cherchaient à accroître leur connaissance d'objectifs de grande taille : garnisons de plusieurs milliers d'hommes, bases aériennes ou navales, sites de missiles, usines de production d'armements, mouvements de troupes, etc. Les informations recherchées pouvaient être obtenues par divers biais, en raison du nombre élevé de personnel concerné, du volume des télécommunications échangées, d'une importante logistique et de nombreux sous-traitants, ce qui offrait de multiples cibles pour le recrutement d'agents et les interceptions. Au demeurant, si les services œuvraient sans cesse pour mieux connaître les capacités ennemies, il n'y avait guère de surprises quant aux intentions du camp adverse.

Ainsi, durant toute la Guerre froide, ce fut le renseignement stratégique et civil qui fut le plus important pour les dirigeants politiques et militaires : analyse de la situation internationale, suivi des questions stratégiques (armement, économie, négociations internationales, connaissance approfondie des intentions et de l'organisation politique adverses, etc.). En complément, la tâche du renseignement militaire était de détecter et d'analyser des signaux d'alerte afin d'éviter la surprise d'une action adverse ou d'une guerre. Un système de veille permanent et tous azimuts – reposant largement sur la collecte via des moyens techniques – permettait en théorie d'assurer cette mission, de rassembler une grande quantité de données brutes et de les traiter soigneusement. Ce processus était adapté tant que la menace était celle d'un conflit – nucléaire ou conventionnel – de grande ampleur, c'est-à-dire lorsque les défis étaient de nature stratégique. Ce dispositif s'avérait accessoirement valable pour détecter des attaques terroristes peu fréquentes, provenant de groupes peu nombreux et bien identifiés, téléguidés par des États étrangers.

Mais depuis vingt ans, la situation a fondamentalement changé. Avec l'explosion de la menace terroriste, c'est le renseignement opérationnel qui est

devenu prépondérant. En effet, les intentions des groupes terroristes sont connues. Il n'y a donc pas de surprises stratégiques, seulement de multiples surprises tactiques. Désormais, le but du renseignement n'est plus tant d'identifier les moyens et les activités de l'ennemi que d'anticiper ses opérations et d'identifier les cibles visées afin de les protéger. L'objectif est également de localiser les cellules adverses afin de les détruire.

Tout conflit exige une connaissance des forces adverses, mais aucun n'exige une compréhension aussi détaillée de l'ennemi que la lutte contre le terrorisme. Or, les informations recherchées ne sont pas simples à acquérir. En effet, l'efficacité des méthodes classiques du renseignement se trouve remise en cause par la façon dont fonctionnent les organisations terroristes modernes. Les adversaires auxquels sont confrontés les États occidentaux sont des « sociétés fermées » : cellules de petite taille, cloisonnées, accordant une importance majeure à leur sécurité, n'utilisant pas toujours les moyens de communication classiques ou recourant au cryptage. Elles sont composées d'individus se connaissant depuis l'enfance, provenant des mêmes quartiers, voire des mêmes familles, parlant souvent des langues rares ou des dialectes spécifiques. Aussi, il leur est facile de détecter immédiatement un intrus et de l'éliminer.

Les groupes djihadistes sont également des organisations virtuelles, exploitant toutes les ressources des technologies modernes (internet et réseaux sociaux) et fonctionnant de manière très décentralisée. Or, rien n'est plus difficile que de lutter contre une structure virtuelle, qui n'a ni territoire ni base arrière et qui fonctionne quasiment sans centre de commandement. C'est le cas d'Al-Qaïda, à la différence de Daech, tout au moins jusqu'à son élimination de la zone syro-irakienne qui l'a obligé à changer de méthode. Cela complique l'identification des centres de décision et multiplie les objectifs à cibler.

Les renseignements nécessaires pour empêcher un acte terroriste sont donc extrêmement difficiles à obtenir. Les services recherchent désormais des informations de nature microscopique, particulièrement protégées, au sein de sociétés fermées. Ces données critiques se trouvent dans la mémoire d'un individu, dans un ordinateur non connecté à internet, dans un message noyé dans un océan de communications téléphoniques, etc. Les secrets utiles ne sont partagés que par un nombre extrêmement réduit d'individus, vivant dans une paranoïa permanente. Surtout, le terrorisme est totalement imprévisible : les services ignorent qui va frapper, où auront lieu les attentats et quels seront les modes d'action utilisés. L'incertitude est entière et la surprise ne peut être

évitée.

Afin de répondre à ce défi, la recherche clandestine par moyens humains demeure indispensable, mais est rendue difficile en raison même de la nature des objectifs visés. En effet, la pénétration d'un réseau terroriste ou d'une organisation criminelle est une opération excessivement difficile. Les services occidentaux sont confrontés à des « boîtes noires » qu'il est difficile de pénétrer pour anticiper leurs actions. En effet, il est quasiment impossible de recruter au sein des mouvements terroristes. Les très fortes convictions des islamistes radicaux les rendent imperméables aux méthodes classiques de retournement. Il faut donc recruter des hommes extérieurs à ces mouvements pour les y infiltrer. Mais cela implique souvent de faire appel à des individus dont la loyauté reste fragile. Et lorsque, malgré ces difficultés, un service réussit à introduire un agent dans un groupe djihadiste, maintenir un canal de communication avec lui est un véritable défi, en raison des mesures de sécurité drastiques appliquées par les terroristes. Ils pratiquent la vie en communauté, se surveillent mutuellement et interdisent tout lien avec l'extérieur. Or, un renseignement relatif à un attentat en préparation n'a d'intérêt que s'il est transmis rapidement.

À défaut de pénétrer ces groupes, les services occidentaux ont donc recherché les renseignements à leur périphérie, domaine dans lequel la technique joue un rôle essentiel. Si au cours de la Guerre froide, il était possible de comprendre les Soviétiques de l'extérieur, il n'est guère possible aujourd'hui d'identifier et de contrer les intentions des terroristes sans pénétrer leurs organisations.

Al-Qaïda et Daech utilisent à la fois des facilités modernes de communication (internet, téléphones cellulaires cryptés, liaisons satellites, etc.) et des agents de liaison porteurs de messages. La technologie occidentale, aussi puissante soit-elle, a beaucoup de mal à identifier, intercepter, déchiffrer et traduire rapidement les communications des terroristes. D'autant qu'avec plusieurs téléphones portables, un djihadiste peut déjouer les écoutes. Évidemment, celles-ci ne sont d'aucune utilité contre les courriers humains.

Toutefois, depuis une décennie, des progrès ont été réalisés grâce à l'emploi de drones de reconnaissance ou de surveillance. Ils survolent en toute discrétion les zones dans lesquelles les services ne peuvent agir et en rapportent photographies ou enregistrements. Le développement des microdrones devrait offrir encore de nouvelles opportunités. Cependant, ces merveilles de la technologie moderne ne pourront jamais savoir ce qui se trame dans la tête

d'un membre d'Al-Qaïda ou de Daech préparant un attentat[1].

Il est donc indispensable d'en revenir à une approche humaine, même si celle-ci est particulièrement risquée. C'est pourquoi certains États ont fait le choix de confier cette mission à des opérateurs militaires disposant d'une expérience éprouvée des situations dangereuses. Toutefois, le type de renseignement recherché n'a rien à voir avec le renseignement tactique classique des armées (reconnaissance, surveillance, désignation de cibles, éclairage, etc.) ni avec le renseignement stratégique fourni par les services. Il faut opérer dans des villes étrangères, au sein de populations souvent hostiles, pour repérer, surveiller, écouter, etc. Cela sous-entend dissimulation, furtivité, voire clandestinité, action en civil, manipulation et rétribution de sources, etc.

Pour lancer une attaque de drones, déclencher une frappe aérienne ou l'intervention d'une équipe spécialisée, les renseignements doivent être extrêmement précis, ce qui nécessite un suivi et une actualisation continue des cibles et de leurs déplacements afin de dimensionner au mieux les moyens d'attaque. Car plus le renseignement est approximatif, plus la force employée sera importante, lente et indiscrète. Ce type de mission n'est pas le travail d'un service de renseignement « stratégique » qui a d'autres priorités.

On parle donc désormais de *special intelligence* (SI) (renseignement spécial), terme qui définit une nouvelle démarche de collecte de renseignements tactiques et opérationnels en situation de conflit asymétrique, ciblant les mouvements terroristes ou insurrectionnels, en vue de leur démantèlement ou de leur destruction (arrestation, élimination…). Compte tenu du contexte dans lequel elle s'effectue, cette démarche est de nature clandestine.

Le développement d'un nouveau type d'unités

Pour acquérir le type de renseignement nécessaire au démantèlement ou à l'élimination des réseaux terroristes[2], le besoin de nouvelles unités spécialisées – militaires ou paramilitaires – recourant à de nouvelles méthodes opérationnelles est donc apparu au sein des armées occidentales.

Plusieurs pays ont ainsi créé de petites unités de recherche humaine opérant en civil et en secret, travaillant en collaboration directe avec les forces spéciales et les agences de renseignement civiles et militaires, mais œuvrant au profit de l'autorité militaire et restant dans le giron des armées[3].

Les premières unités militaires chargées de rechercher du « renseignement spécial » ont vu le jour au Royaume-Uni et en Israël, en réponse au développement du terrorisme urbain des années 1970 avant de connaître une expansion notable afin de lutter contre le terrorisme islamiste des années 2000.

Qu'est-ce qu'une unité militaire clandestine ? C'est une formation dont le personnel appartient aux forces armées d'un État et est spécialement entraîné et habilité à opérer clandestinement, en civil, pour conduire des opérations de renseignement antiterroriste (HUMINT ou SIGINT) au profit des forces spéciales, des forces régulières ou des agences de renseignement civiles.

Ces unités sont destinées à opérer en zones hostiles, au sein des populations locales, pour infiltrer des mouvements ou groupes adverses. En conséquence, elles sont entourées du secret le plus strict et se sont affranchies des règles classiques en vigueur dans le monde militaire (uniforme, hiérarchie, coupe de cheveux, etc.) :

– leur existence est dissimulée sous une appellation banale ; le reste des forces ignore leur activité réelle et le public leur existence même ;

– leurs membres travaillent sous pseudonymes et peuvent, au besoin, utiliser des identités fictives.

Toutefois :

– ce sont des unités militaires, composées de militaires, respectant la hiérarchie militaire, rattachées aux armées – au commandement de théâtre local ou au ministère de la Défense – et non aux services secrets ; leurs membres proviennent des armées et y retournent éventuellement à l'issue de leur affectation ;

– elles sont toujours hébergées au sein d'une garnison militaire très protégée, plus ou moins secrète, dans laquelle elles vivent coupées du reste des forces ;

– leurs membres utilisent le plus souvent les armes et le matériel de transmission de leur armée d'appartenance ;

– dans la plupart des cas, ils ne se servent pas de faux papiers et n'entrent pas clandestinement sur un théâtre d'opérations ; ils y arrivent grâce aux moyens des armées. Ce n'est donc là qu'une clandestinité partielle ou temporaire.

Il convient d'établir une distinction entre ces unités clandestines de renseignement et les « pseudo-gangs » employés – notamment par les Britanniques – au cours de la période de décolonisation, dans diverses campagnes de lutte contre-insurrectionnelle ou contre-terroriste. Un pseudo-

gang est une unité formée de guérilleros ou de terroristes retournés chargés d'infiltrer leur ancienne organisation ou les zones contrôlées par elle pour y découvrir ses projets et ses bases, et déclencher une intervention armée pour les neutraliser.

Quelles sont les missions des unités militaires clandestines ? Elles sont de trois types complémentaires :

– des missions de surveillance clandestine (*covert surveillance*), technique ou humaine, de cibles, généralement sans contact. Elles ont pour but d'identifier les terroristes et de localiser leur domicile et ceux de leurs proches, leurs refuges, leurs caches d'armes et les éléments de leur réseau de soutien. Ces unités recueillent des informations de manière discrète. Il peut s'agir d'une surveillance statique à partir de postes d'observation ou d'une surveillance mobile (filature) en suivant les cibles à pied ou dans des véhicules banalisés ;

– des missions de traitement et de manipulation de sources (*sources handling*), qui ont conduit au développement du métier d'officier traitant au sein des armées[4]. Ces unités peuvent recruter des informateurs dans la population civile ou même « retourner » des membres de groupes terroristes afin qu'ils agissent comme informateurs à leur profit. Cette mission estompe fortement les lignes entre le soldat et l'espion. Les opérations clandestines de ces unités sont souvent similaires à celles menées par le service de renseignement extérieur d'un État à l'étranger, ou à celles d'opérations d'infiltration de policiers dans des bandes criminelles ;

– des actions de vive force (*direct action*) afin de capturer ou d'éliminer des cibles, ou dans le but de saisir documents et matériels. Elles sont le prolongement naturel des deux types de missions précédents, mais se rapprochent du domaine de compétence des forces spéciales.

Un nouveau rôle pour les forces spéciales

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la lutte contre-insurrectionnelle a été la principale mission des forces spéciales occidentales, puisque face à une lutte asymétrique de type guérilla, seules de petites unités mobiles, agressives, agissant de manière non conventionnelle pouvaient lutter efficacement. La majorité des conflits de l'après-Guerre froide (Indochine, Palestine, Malaisie, Algérie, Bornéo, Oman, Viêt Nam, Laos, Irlande du Nord, etc.) en a été

l'illustration.

Déjà, ces unités accordaient une grande importance au renseignement, qu'elles recueillaient souvent elles-mêmes via des sources humaines (Algérie, Irlande du Nord), des forces indigènes qu'elles encadraient (Indochine, Algérie, Oman, Bornéo, Viêt Nam) et les populations qu'elles secouraient et protégeaient (opérations « *hearts and minds* »). Ainsi, dès l'origine, le renseignement s'est affirmé comme un carburant indispensable à leurs opérations et les forces spéciales se sont révélées être d'importants producteurs de renseignements.

Aussi, lorsqu'est apparu le besoin de nouvelles unités de surveillance clandestine pour la lutte antiterroriste en milieu urbain, les états-majors ont choisi de confier cette mission à leurs forces spéciales, ou ont créé de nouvelles unités en recourant aux critères de sélection et de formation adoptés par celles-ci.

En effet, ces nouvelles missions étant particulièrement dangereuses, le profil des opérateurs devait être adapté. Les officiers traitants des services de renseignement opérant depuis leur ambassade n'y étaient pas préparés. Il ne s'agissait pas d'infiltrer un appareil d'État ou de recruter des sources dans la société civile – avec généralement pour seuls risques d'être arrêté, interrogé énergiquement et expulsé –, mais de pénétrer des structures criminelles, paranoïaques et ultraviolentes afin de les mettre hors d'état de nuire rapidement via une intervention armée. C'est pourquoi il a été fait appel à des militaires formés à opérer secrètement, seuls ou en très petites équipes, derrière les lignes ennemies. Ainsi, dans les pays où elles ont été créées, les unités militaires clandestines ont été rattachées au commandement des opérations spéciales.

*

Ce livre est consacré aux unités militaires clandestines britanniques, américaines et israéliennes qui, depuis les années 1970, ont été amenées à accomplir dans le plus grand secret des missions particulièrement périlleuses. Au Royaume-Uni, c'est un principe admis au plus haut niveau du gouvernement que les opérations clandestines doivent être à la pointe du combat contre le terrorisme. Aux États-Unis, les autorités politiques estiment que pour réaliser de telles missions en environnement hostile, les forces

spéciales sont mieux préparées et plus capables que les officiers de la CIA. En Israël, où de nombreux dirigeants politiques sont eux-mêmes des anciens des forces spéciales, recourir à des unités militaires clandestines de surveillance et d'intervention est une pratique ancienne. C'est pourquoi Londres, Washington et Tel-Aviv font tout pour garder secrète l'action de ces unités, changeant régulièrement leur dénomination, dissimulant leurs budgets, cachant parfois même leur existence aux parlementaires comme à l'opinion, et faisant en sorte que les adversaires ignorent leurs déploiements.

D'autres pays disposent très certainement d'unités militaires clandestines (Russie, Chine, etc.). Toutefois, très peu d'informations ouvertes sont disponibles et il nous a donc été impossible d'en parler dans ce livre. Nous évoquerons le cas français, bien que la France ne dispose pas *stricto sensu* d'unités de ce type rattachées à l'état-major des armées. En effet, elle entretient un double appareil d'action spéciale, relevant d'une part des armées, d'autre part de la DGSE.

L'étude des unités militaires clandestines ne peut avoir lieu sans considérer le contexte sécuritaire qu'ont traversé les pays dans lesquels elles ont vu le jour, les doctrines contre-terroristes qu'ils ont élaborées et leur emploi par les autorités politiques. Elle doit également aborder leurs liens avec le renseignement militaire et les forces spéciales, auxquelles elles sont généralement rattachées et avec lesquelles elles travaillent étroitement. Enfin, il convient d'étudier leurs interactions – et leurs rivalités – avec la branche paramilitaire des services spéciaux, dont le recrutement s'effectue, hormis pour certains spécialistes, quasi exclusivement au sein de la communauté des anciens opérateurs de forces spéciales.

La littérature concernant les unités militaires clandestines demeure limitée. Ceci est en grande partie dû au secret qui les entoure. Les états-majors n'ont aucun intérêt à révéler les missions et les modes opératoires de ces unités, et les gouvernements, même démocratiques, ne sont pas disposés à déclassifier les informations concernant leurs activités passées, car cela pourrait compromettre l'identité d'agents et d'informateurs ou révéler des détails sur les méthodes et tactiques toujours utilisées.

Les archives relatives étant toujours classifiées, le tableau présenté dans les pages qui suivent est fondé sur les sources suivantes : entretiens avec des acteurs ayant appartenu à ces unités ou ayant travaillé avec ; récits d'anciens de leurs membres ; ouvrages leur ayant été consacrés ; rapports officiels dont la

publication a été autorisée par les autorités gouvernementales et presse. Évidemment, les auteurs ne sont pas assez naïfs pour ne pas imaginer qu'ils n'ont eu accès qu'à la partie émergée de l'iceberg et que la réalité dépasse certainement ce qu'ils peuvent en percevoir et relater. Aussi le présent ouvrage ne doit être considéré comme exact qu'en l'état des connaissances accessibles.

1. Éric Denécé, « La révolution du renseignement », *Sécurité Globale* n° 4, n° 141, été 2008.

2. Distinct de l'antiterrorisme, le contre-terrorisme a pour but d'empêcher les groupes armés de passer à l'action. C'est donc une démarche préemptive qui vise à interpeller ou éliminer les membres des cellules opérationnelles, détruire leurs camps d'entraînement, interrompre leur approvisionnement en armes et en explosifs, etc.

3. À noter que ces unités sont apparues dans des pays ne disposant pas d'une gendarmerie. C'est une spécificité britannique, américaine et israélienne : il n'y a pas d'unités militaires clandestines au sein des armées en Europe de l'Ouest.

4. Celui qui recrute et dirige des agents afin qu'ils lui apportent les informations recherchées est dénommé officier traitant (OT), qu'il soit civil ou militaire. Le terme « officier traitant » n'est pas un grade militaire. C'est une fonction administrative, au même titre que l'officier ministériel ou l'officier de police judiciaire. L'OT est donc le membre permanent d'un service de renseignement, c'est-à-dire un fonctionnaire en activité.

PREMIÈRE PARTIE :
ROYAUME-UNI

CHAPITRE 1

NAISSANCE DES UNITÉS SPÉCIALES ET CLANDESTINES BRITANNIQUES

En raison de leur nature insulaire, les Britanniques ont toujours cultivé une approche originale des conflits, privilégiant largement la stratégie indirecte et les méthodes non orthodoxes. Ils ont également toujours accordé une importance majeure au renseignement. Par ailleurs, les Anglais ont le plus souvent su traiter de manière originale les situations militaires nouvelles, sans rester prisonniers d'un cadre doctrinal. Leur non-conformisme leur a permis d'innover assez naturellement en matière de guerre non conventionnelle ou de contre-insurrection, notamment en développant des formations militaires clandestines et des unités spéciales.

Ainsi, l'Armée britannique a toujours manifesté un talent inné pour réunir, en temps de guerre, des soldats peu orthodoxes au sein d'unités militaires particulières. Certes, elle a aussi toujours été constituée de soldats traditionnels, très attachés à la discipline et la hiérarchie, à l'ordre serré et aux uniformes d'apparat. Mais nos voisins d'outre-Manche ont toujours compté parmi leurs officiers de brillants excentriques – à l'image de Lawrence d'Arabie, d'Orde Wingate et de David Stirling – qui sont à l'origine de leurs principales innovations en matière de renseignement et d'action spéciale.

Les origines : la Seconde Guerre mondiale[1]

General Staff (Research) et Military Intelligence (Research)

En 1936 fut créée une petite section au sein du bureau de la Guerre, appelée General Staff (Research) – GS(R) –, relevant directement du chef adjoint de l'État-Major général impérial (*Deputy Chief of the Imperial General Staff* – DCIGS). Le statut clandestin de l'unité fut précisé dès sa création par le

DCIGS : *« Cette section doit être petite, presque anonyme, aller où bon lui semble, parler à qui bon lui semble. »* Pourtant, le GS(R) ne fut au départ qu'une mission d'étude confiée au lieutenant-colonel John Charles Francis Holland qui, pendant un an, *« s'intéressa à des problèmes de tactique et d'organisation »* et *« assura la liaison avec d'autres branches du War Office et avec les commandements afin de recueillir de nouvelles idées sur ces sujets »*. Ainsi, de 1936 à 1939, le rôle du GS(R) se limita à réfléchir aux nouvelles méthodes de guerre et à l'étude de la guérilla.

Début janvier 1939, le GS(R) fut transformé en Military Intelligence (Research) – MI(R) – sous l'autorité directe du directeur du renseignement militaire (Military Intelligence), le général Beaumont-Nesbitt. Holland se rapprocha alors du major Colin McVean Gubbins, un expert de la lutte antisubversive, et lui commanda trois manuels d'instruction : *The Art of Guerilla Warfare*, *Partisan Leader's Handbook* et *How to Use High Explosives*. Gubbins étudia particulièrement les méthodes du chef militaire de l'IRA Michael Collins, les actions des Boers d'Afrique du Sud et les *Schutztruppen* coloniales allemandes[2]. Ces manuels deviendront la bible des opérations britanniques de guérilla et de contre-guérilla au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi après-guerre lors des opérations militaires liées à la décolonisation.

Après la défaite française de mai 1940, Churchill demanda à Gubbins de mettre sur pied une unité militaire secrète destinée à résister sur le sol même de Grande-Bretagne, dans l'hypothèse d'une invasion allemande. Avec l'aide d'un petit groupe d'officiers de renseignement, Gubbins recruta et forma, dans son centre de Caxton Hall créée pour l'occasion, des volontaires militaires – provenant principalement de la Home Guard, la réserve territoriale – et civils. Il mit sur pied trois bataillons : les GHQ Special Reserve Battalions 201 (Écosse et Nord de l'Angleterre), 202 (Midlands) et 203 (Sud de l'Angleterre).

Intervenant à partir de bases secrètes afin d'agir sur les arrières de l'ennemi en cas d'invasion, ces unités devaient opérer en liaison avec un groupe de renseignement appelé Special Duties, également secret. Le manuel d'instruction des trois bataillons fut dissimulé sous la couverture d'un catalogue agricole intitulé *Highworth's Fertilisers*. En réalité, il traitait d'explosifs, de cordons allumeurs et comportait des listes d'objectifs à saboter en cas de guerre ! Gubbins venait d'inventer les *stay-behind*, idée qui sera

reprise par l'OTAN au cours de la Guerre froide dans l'hypothèse d'une invasion soviétique. Ces trois unités seront dissoutes en novembre 1944 lorsque la menace allemande sera considérée comme définitivement écartée. Entre-temps, Gubbins fut nommé à la tête des opérations du Special Operations Executive (SOE)[3].

La section D du SIS

En avril 1938, un mois après l'annexion allemande de l'Autriche, le Secret Intelligence Service (SIS) – ou Military Intelligence 6 (MI6) – créa sa propre cellule d'actions spéciales : la section D (sabotage et destruction), dirigée par le major Laurence Douglas Grand des Royal Engineers pour étudier la guerre non conventionnelle, ou selon les mots du chef du SIS, *« pour réfléchir aux possibilités de sabotage*[4] *»*.

La différence entre la section D et le MI(R) était que ce dernier se chargeait des opérations irrégulières menées par du personnel des forces armées en uniforme, tandis que la section D conduisait les actions pour lesquelles le gouvernement britannique voulait pouvoir nier toute implication et responsabilité.

Les premières études de la section D concernèrent l'approvisionnement de l'Allemagne en matières premières stratégiques, notamment le minerai de fer de Suède et le pétrole de Roumanie. Elle étudia également les groupes locaux susceptibles de réaliser des actions de sabotage, notamment les juifs, les catholiques et les communistes. Après avoir recommandé de déployer des agents dans les pays frontaliers de l'Allemagne pour perturber les importations et pour soutenir les opposants au régime nazi, elle convint que de telles opérations seraient trop provocatrices en temps de paix. Puis, à l'automne 1938, Grand se rendit à Prague rencontrer l'état-major tchécoslovaque afin d'envisager la possibilité de saboter les usines de Skoda Armaments afin qu'elles ne tombent pas entre les mains des Allemands. En dépit de ces idées ambitieuses, mais souvent irréalisables, la section D se limita à la recherche d'idées et d'alliés potentiels, jusqu'à l'éclatement du conflit.

Dès le déclenchement de la guerre, la section D lança diverses opérations, en particulier dans les Balkans. Le champ pétrolifère de Ploesti en Roumanie, qui fournissait 20 % de son pétrole à l'Allemagne, fut en particulier ciblé. Mais toutes les tentatives de sabotage échouèrent[5].

Puis, en juin 1940, la section D créa son propre centre d'instruction dans l'Herefordshire pour former des hommes de diverses nationalités qui pourraient ensuite en recruter et en former d'autres. Parmi les quatre instructeurs figuraient Guy Burgess et Kim Philby, deux espions soviétiques membres du réseau de Cambridge. Le programme de formation, d'une durée de six semaines, couvrait la mise en œuvre d'explosifs, la spéléologie, le contre-espionnage et l'utilisation d'armes. La première promotion, composée de Norvégiens, de Belges, de Français et d'un Écossais, acheva sa formation le 12 octobre 1940[6].

La création du Special Operations Executive

À partir de l'été 1940, le Royaume-Uni se retrouva seul face à l'Allemagne, qui contrôlait la quasi-totalité du continent européen. Mal préparés à ce conflit et ne disposant pas encore du soutien des États-Unis, les Britanniques, sous l'impulsion de Winston Churchill, décidèrent de multiplier les actions de sabotage et de guérilla sur les arrières ennemis.

Le 1er juillet 1940, Hugh Dalton écrivit à Lord Halifax :

« Nous devons organiser en territoire occupé par l'ennemi des mouvements comparables au Sinn Fein irlandais, aux guérilleros chinois qui se battent en ce moment contre le Japon, aux irréguliers espagnols qui ont joué un rôle notable dans la campagne de Wellington ou – autant l'admettre – aux organisations que les nazis eux-mêmes ont développées de manière si remarquable dans presque tous les pays du monde. Cette "internationale démocratique" doit recourir à une grande diversité de méthodes, dont le sabotage industriel et militaire, l'agitation ouvrière et la grève, la propagande systématique, les attentats terroristes contre les traîtres et contre les responsables allemands, le boycott et l'émeute.

Il est tout à fait clair à mes yeux qu'une organisation de cette nature, agissant à cette échelle, n'est pas quelque chose qui puisse être administré par la machinerie ordinaire de la fonction publique civile ou de l'armée. Ce qu'il faut, c'est une organisation nouvelle qui coordonnera, animera, contrôlera et aidera les nationaux des pays opprimés, qui doivent eux-mêmes être les acteurs directs de ces opérations. Il nous faut un secret absolu, un enthousiasme fanatique, le goût de travailler avec des gens de différentes nationalités, une totale fiabilité

politique. Ces qualités sont certainement présentes chez certains officiers et, si ces hommes sont disponibles, il faut assurément les utiliser. Mais l'organisation elle-même doit être, selon moi, totalement indépendante de l'appareil du ministère de la Guerre[7]*. »*

Ainsi, fin juillet 1940, Winston Churchill décida de créer le Special Operations Executive (SOE), une « organisation secrète et inavouable » qui fut chargée de « mettre le feu à l'Europe » via le sabotage et la propagande. Le SOE fut constitué sur la base de la section D du MI6 et du MI(R) du major McVean Gubbins qui fusionnèrent alors.

L'objectif du SOE n'était pas de renseigner, mais de mener une guerre subversive. Certes, il transmit aussi quantité d'informations utiles, mais ses principales fonctions furent tout autre : le sabotage industriel et militaire de la machine de guerre allemande ; la propagande et l'assassinat des dirigeants civils et militaires adverses ; la constitution et le soutien de mouvements de résistance armés dans les pays occupés par l'ennemi. Trois divisions furent originellement créées : propagande (SO1), opérations (SO2) planning-sécurité (SO3). Mais en août 1941, le SOE se vit retirer sa division SO1 qui fusionnera avec Electra House, le service de propagande du ministère de l'Information, pour donner naissance au Political Warfare Executive (PWE). Les opérations de sabotage et de soutien aux mouvements de résistance (SO2) devinrent alors l'activité unique du service.

Pour mener à bien ses missions, le SOE disposait de moyens importants : ateliers et laboratoires secrets en tout genre pour le support des opérations clandestines (fabrication de bombes, de mines et d'armes spéciales ; confection de vêtements et d'accessoires « à la mode continentale » ; fabrication de faux papiers, etc.). Le SOE disposait également de ses propres moyens de communication et de transport – mis à disposition par la RAF et la Royal Navy –, afin de maintenir les liaisons avec les mouvements de résistance en Europe occupée. Mais il ne limitait pas son action au vieux continent ; il aidait, entraînait et armait également les groupes qui résistaient aux Japonais. Son antenne pour l'Extrême-Orient était désignée sous le nom de Force 136.

Pour la formation de ses cadres et de ses agents, le SOE mit sur pied de nombreux centres d'entraînement en Grande-Bretagne et partout dans le monde (Singapour, Australie, Palestine, Canada, Algérie, Indes, Afrique du

Sud) : les Special Training Schools (STS), dont s'inspireront plus tard tous les futurs services spéciaux. Malgré l'urgence de la situation, le SOE prendra le temps de bien former ses agents (les premières opérations ne commenceront qu'en 1941). Les formations auront lieu dans de petites maisons ou des manoirs loués sur tout le territoire britannique de façon à garantir cloisonnement et clandestinité. Ces fameuses STS étaient réparties en quatre catégories :

– les écoles préparatoires situées dans le sud de l'Angleterre. Elles avaient pour but l'évaluation des candidats, l'entraînement physique et militaire de base, la formation initiale aux transmissions et l'orientation du candidat vers une affectation ;

– les écoles d'endurcissement situées en Écosse : y était dispensées des formations commando, le s*ilent killing*, la démolition, la planification de raids tactiques, les transmissions en morse et les procédures de transcriptions codées ;

– les écoles spécialisées : formation parachutiste à Ringway (Manchester), formation opérateur radio à Thames Park (Oxfordshire) ;

– l'école « de finition spéciale » située à Beaulieu (Hampshire) assurait les formations individuelles et collectives à la sécurité, l'organisation et la gestion de réseaux, le traitement des sources recrutées, les communications clandestines et la propagande. Elle organisait enfin des exercices de synthèse avant les départs en mission.

De 1941 à 1945, dans ces 50 centres spécialisés, environ 1 200 instructeurs assurèrent 13 500 cours au profit de 6 800 stagiaires, dont 480 Anglais. En France, en 1944, le SOE comptait environ 2 000 agents formés.

La sécurité opérationnelle fut pour le SOE une préoccupation primordiale et permanente. Le cloisonnement entre ses différentes composantes était extrêmement strict. Chaque section régionale (désignée par une lettre) disposait de sa propre organisation, totalement étanche. Par exemple :

– la section F était la section française du SOE. Créée en août 1940 et dirigée par F. Buckmaster, elle n'avait aucune relation avec la France libre[8] ;

– la section RF – créée en 1941 – fut chargée de travailler avec les gaullistes, notamment avec André Dewavrin (« Passy »), le chef du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de Londres ;

– de nombreuses autres sections seront impliquées dans les opérations en

France : DF pour les filières d'évasion, AL pour les liaisons aériennes, MT pour la formation, AMF (basée à Alger) pour les actions dans le sud de la France, etc.

En matière de clandestinité, chaque agent se voyait attribuer un nom de guerre en arrivant en Angleterre, une identité fictive pour chaque mission et un pseudonyme permanent. Une extrême attention était accordée aux moindres détails dans la préparation des missions : fabrication de faux papiers, vérification des soins dentaires, vêtements coupés et cousus comme dans le pays dans lequel devait avoir lieu l'opération, etc. À l'occasion de ses opérations en Indochine française, la Force 136 mit même au point du savon ne moussant pas et du papier hygiénique biodégradable afin que les Japonais ne puissent repérer la présence des guérillas[9].

Parallèlement à l'action des services spéciaux, l'Armée britannique mit sur pied, avec beaucoup d'imagination et même de fantaisie, de petites unités non conventionnelles, très performantes, destinées à opérer sur le continent européen, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique et en Extrême-Orient. Les volontaires qui rejoignirent ces formations devaient faire preuve d'un esprit offensif, d'un mépris de la routine militaire et devaient être aptes à mener la guerre la plus insolite sur les arrières de l'ennemi.

Une unité particulière et méconnue : Phantom[10]

La première unité de renseignement militaire secrète – et non clandestine – vit le jour en novembre 1939 en Belgique, avant même le déclenchement de l'agression allemande en Europe de l'Ouest, et avant que les Commandos et les SAS ne soient créés.

Phantom, de son nom officiel GHQ Liaison Regiment, était une unité spécialisée dans la collecte de renseignements stratégiques au profit du Haut État-Major qui les exploitait afin de se rendre compte de la situation sur le champ de bataille pendant les opérations. Bien que Phantom ait été active sur la plupart des théâtres d'opérations de la Seconde Guerre mondiale, son existence demeura secrète, c'est pourquoi il n'est pas surprenant que les traces de ses actions soient rares[11].

Le régiment était à l'origine une unité de la RAF, dénommée N° 3 British Air Mission. Lors de sa création, en novembre 1939, sa mission consistait à assurer la liaison avec l'état-major belge. En effet, il avait été constaté par les troupes

sur le terrain qu'il était d'une importance vitale de tenir les forces aériennes alliées informées de leur position exacte afin de ne pas être victimes de frappes aériennes fratricides.

Aussi, l'état-major britannique eut l'idée de mettre sur pied une unité dont la mission consistait à vérifier auprès des Belges où les troupes alliées étaient déployées. Comme l'état-major belge était réticent à coopérer avec les Alliés, pensant éviter une agression allemande, apparut rapidement le besoin de développer les moyens de reconnaissance au sol. C'est ainsi que l'unité de la RAF se vit adjoindre un peloton du 12th Lancers, une unité de cavalerie légère équipée de voitures blindées dotées de postes émetteurs radio. L'ensemble fut complété par une section de motocyclistes (du Queen Victoria's Rifles), une section de renseignement (six officiers et six sous-officiers parlant couramment le français) et quatre détachements du Royal Corps of Signals. Phantom réunissait des hommes aux compétences très pointues : spécialistes du recueil et de l'analyse du renseignement, linguistes (français et flamands), transmetteurs et chiffreurs. En juin 1940, l'unité fut renommée N° 1 Reconnaissance Unit/GHQ, puis GHQ Liaison Regiment en 1941. Phantom devint une unité interarmes et interarmées et ses effectifs s'étoffèrent pour atteindre près de 600 membres… et 500 pigeons.

Déployé au cœur des combats, Phantom avait pour mission de fournir à l'État-Major général (GHQ) l'image la plus à jour possible des batailles en cours, afin qu'il puisse avoir une vision globale des opérations, planifier les frappes aériennes et décider de l'engagement des réserves. Phantom disposait de six escadrons, comprenant généralement chacun six patrouilles. Chaque escadron était affecté à une armée et localisé auprès du QG de l'armée à laquelle il était rattaché. Une patrouille de Phantom était présente au sein de chaque division engagée en première ligne. Elle devait obtenir les renseignements par tous les moyens nécessaires et auprès de n'importe quelle source dans sa zone d'opérations. Une fois obtenues, les informations étaient transmises à la section Phantom rattachée au corps d'armée qui les adressait alors au GHQ de l'armée via un chiffrement de haute sécurité. Au cours du conflit, Phantom devint ainsi un service de renseignement opérationnel hautement efficace et professionnel à la disposition du Haut État-Major, et parfois du gouvernement britannique.

Phantom participa à la plupart des grandes opérations de la Seconde Guerre

mondiale : débarquement de Dieppe (août 1942), opération Torch en Afrique du Nord (novembre 1942), campagne d'Italie (1943), opérations en Grèce et au Moyen-Orient, etc. Lors du Débarquement du 6 juin 1944, Phantom disposait de détachements auprès des 3e et 50e divisions britanniques, de la 3e division canadienne et des 5e et 7e corps US[12]. Puis, de juin à août 1944, un escadron fut rattaché à chaque grand commandement allié : le A aux forces britanniques, le B aux troupes canadiennes, le L aux Américains et le F à la Brigade Special Air Service (SAS).

Peu à peu, ses escadrons se spécialisèrent : certains s'entraînèrent à opérer avec les maquis français et le SOE, d'autres avec les opérations combinées (commandos) ou les troupes aéroportées. Le F Squadron fut rattaché aux 1er et 2e régiments SAS britanniques, dont il assurait les transmissions, et fut engagé en Bretagne et dans les Ardennes. Ses hommes étaient aussi bien entraînés que les unités SAS avec lesquelles ils opéraient.

Phantom fut une unité hors norme réunissant des hommes hors du commun, dont beaucoup poursuivirent de belles carrières, civiles ou militaires, après-guerre. L'un d'eux fut l'acteur David Niven, qui commanda un escadron et fut très respecté dans l'unité pour ses qualités de soldat.

La multiplication des unités spéciales

Très marqué par son expérience de la guerre des Boers en Afrique du Sud, qu'il avait suivi comme journaliste, Winston Churchill s'inspira des tactiques non conventionnelles des Afrikaners pour riposter à l'Armée allemande. Il était convaincu que ce mode de combat était particulièrement adapté à la mentalité britannique. C'est pourquoi il fut à la fois le père et le meilleur soutien des forces spéciales britanniques, tout au long du conflit.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses unités spéciales à des fins de renseignement, de sabotage ou de guérilla furent mises sur pied : Commandos, MI 9, Special Boat Squadron, Long Range Desert Group, Pathfinders, Small Scale Raiding Force, Jedburghs, Royal Marines Boom Patrol Detachment, Royal Navy Beachhead Commandos, Chindits, Popski's Private Army… expression de la créativité britannique en ce domaine. Elles inclurent souvent des ressortissants des pays occupés par l'Allemagne ou donnèrent naissance à des unités constituées d'étrangers (notamment français, belges et grecs). La plus célèbre et performante d'entre elles fut le SAS. D'autres, moins

connues, n'en jouèrent pas moins un rôle important : le N° 14 Commando fut mis sur pied au début de 1943 pour effectuer des raids à longue distance dans l'Arctique. Le N° 30 Commando[13], créé en 1942, eut pour mission, sous l'autorité du *Director of Naval Intelligence* (DNI) puis du commandement des opérations combinées, de précéder les forces alliées lors des offensives. Cette unité de 120 commandos s'infiltrait en secret en territoire ennemi par voie terrestre, maritime ou aérienne, afin de récupérer des renseignements dans les postes de commandement ennemi (codes, documents, cartes, etc.), de s'emparer de matériels (machines de chiffrement, etc.) et de faire des prisonniers[14]. L'unité participa aux opérations en Norvège, en Méditerranée (Grèce, Sicile, Corse) et au débarquement de Normandie.

Les équipes Jedburghs semblent avoir été une idée de Colin Gubbins, qui avait observé en 1939 qu'il pourrait être utile d'envoyer des officiers auprès des guérillas pour servir de conseillers militaires à leurs commandants. En juillet 1942, il proposa *« d'envoyer derrière les lignes ennemies, en coopération avec une invasion alliée du continent, de petits groupes d'officiers et d'hommes pour dresser et armer la population civile pour mener des activités de guérilla »*. Le concept fut validé en mars 1943. Les Jedburghs devaient *« aider à la coordination des activités de résistance avec les objectifs des armées d'invasion, former des hommes dans de nouveaux centres de résistance après le débarquement et diriger la livraison de fournitures supplémentaires par voie aérienne »*. Les équipes Jedburghs étaient composées de trois membres, américain, britannique et français : un officier, un instructeur et un opérateur radio. Tous devaient disposer d'une excellente maîtrise du français. Au total, 93 équipes de Jedburghs furent parachutées en Europe avec l'aide de la RAF. Par leur action, le SOE et l'Office of Strategic Services (OSS) américain ont pu armer près d'un million de résistants français qui reçurent plus de vingt mille tonnes d'armes et de munitions[15].

Ces nombreuses unités jouèrent un rôle significatif sur les différents théâtres d'opérations. Mais l'*establishment* militaire ayant une telle horreur de ces « armées » privées, à ses yeux incontrôlables, qu'elles furent dissoutes dès la fin du conflit.

Les leçons des conflits de la décolonisation

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni fut confronté à plusieurs conflits insurrectionnels dans son empire colonial (Malaisie, Kenya,

Oman, Yémen). Il lui fallut apporter des réponses policières et militaires adaptées à ce nouveau type de conflit armé et de lutte politique. Ainsi, les Britanniques développèrent la notion de « guerre contre-subversive » qui fut théorisée à travers plusieurs textes fondateurs, notamment les écrits du général Frank Kitson : *Gangs and Counter-gangs* (1960), *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping* (1971) et *Bunch of Five* (1977).

Le développement de nouvelles méthodes

De nouvelles méthodes durent être mises au point pour lutter contre les différents mouvements de libération nationaux se livrant au terrorisme urbain ou à la guérilla rurale. La géographie particulière des lieux d'engagement (jungle, désert, ville) montra bien vite la limite d'emploi des unités militaires classiques, peu adaptées à ce genre de combat contre un ennemi fuyant et se dissimulant au sein des populations civiles. Aussi, l'Armée britannique dut développer d'autres méthodes de renseignement et d'action. Elle recourut alors :

– à l'emploi systématique d'unités spéciales, type SAS, opérant en petits groupes et s'appuyant sur des forces indigènes locales ;

– à l'emploi de rebelles ralliés comme forces supplétives (pseudo-gangs) ;

– à la mise en place d'opérations de « conquêtes des cœurs et des esprits » (« *hearts and minds* »).

Bien que les forces employées ne correspondissent pas intégralement à la définition d'unités militaires clandestines travaillant en civil et sous fausse identité, ces conflits permirent d'élaborer un concept de guerre contre-subversive qui fut largement amélioré au cours des décennies ultérieures. Dans son étude du Strategic Studies Institute consacrée aux opérations de contre-guérilla, Lawrence Cline parle de *« pseudo-forces »* conduisant des *« pseudo opérations »*, c'est-à-dire *« des actions dans lesquelles des forces loyalistes déguisées en insurgés, généralement composées de repentis, infiltrent des zones ou des groupes ennemis »*. Ces pseudo-forces pouvaient soit servir d'unités de renseignement opérationnel, soit de forces spéciales en charge d'actions psychologiques visant à décevoir ou intoxiquer l'adversaire[16].

Ces nouvelles méthodes furent mises au point, expérimentées et améliorées au cours des conflits de Malaisie, du Kenya, d'Oman, du Yémen et de Bornéo, de 1948 à 1967.

Malaisie (1948-1961)

Durant la Seconde Guerre mondiale, la Malaisie fut envahie par les Japonais. Quelques officiers britanniques prirent le maquis dans la jungle pour organiser la résistance en s'appuyant sur des populations locales. Ils furent aidés en cela par la Force 136 qui parachuta armes et munitions et infiltra des agents et combattants chinois commandés par des officiers anglais. Toutefois, une méfiance réciproque régna toujours entre ces deux groupes.

Les maquisards les plus efficaces et disciplinés furent ceux du Parti communiste de Malaisie opérant sous le nom du Malayan National Liberation Army (MNLA), qui dès la fin de la guerre se transforma en un parti anti-britannique. Début 1948, Londres se trouva face à une armée d'environ 5 000 maquisards aguerris et bien encadrés s'appuyant sur une fraction de la population constituée de 600 000 Chinois favorables à leur idéologie. Ces « *communist terrorists* » (CT) possédaient un réseau de camps disséminés dans la jungle et un stock d'armes et de munitions qui leur avait été fourni par le SOE britannique.

Les autorités anglaises décrétèrent alors l'état d'urgence et créèrent une unité dédiée au combat de jungle : la Ferret Force. Ce fut un échec, car cette force ne pouvait poursuivre profondément les CT sur leur terrain, c'est-à-dire la jungle. Les autorités firent alors appel à Mike Calvert, un ancien officier des Chindits[17] de Birmanie et ex-commandant de la SAS Brigade de 1944 jusqu'à la dissolution de l'unité. Fervent partisan de la renaissance d'une unité SAS dans l'armée, il élabora, après six mois d'observation sur place, un plan d'action qui fut accepté. Il préconisait :

– de créer une unité spéciale de pénétration profonde, de traque et de combat en jungle ;

– de couper l'approvisionnement des CT ;

– de combattre et poursuivre la guérilla jusque dans ses sanctuaires ;

– de regrouper les exilés chinois favorables aux CT dans des villages fortifiés et contrôlés ;

– de gagner la confiance des aborigènes par un programme « *hearts and minds* ».

En 1951, Calvert reçut l'autorisation de monter une unité spéciale qui prit le nom de Malayan Scouts (SAS) et qui comptait environ 300 hommes organisés

en trois escadrons :

– le *squadron* A était composé de volontaires recrutés en Extrême-Orient ;

– le *squadron* B comprenait des réservistes du *squadron* M (formé à l'origine pour intervenir en Corée, mais qui finalement ne fut pas déployé) et du 21st SAS[18] ;

– le *squadron* C fut constitué de volontaires rhodésiens.

Les *squadrons* étaient divisés en patrouilles de quatorze hommes qui opéraient accompagnées de policiers ou de Chinois. Le rythme opérationnel était éreintant, chaque séjour en jungle pouvait durer jusqu'à trois mois, suivi de deux semaines de repos, puis de deux semaines d'entraînement avant de repartir en opération. La patrouille établissait un camp de base d'où rayonnaient des groupes de quatre hommes qui dressaient des embuscades à partir des renseignements qui leur étaient transmis ou agissaient en « chasse libre » sur le territoire.

À l'automne 1951, Mike Calvert, épuisé par la maladie, le stress des opérations et la pression des autorités, dut être évacué. Il fut remplacé par le chef de corps du Malayan Scouts (SAS), le lieutenant-colonel J. Sloane, qui recruta des officiers d'expérience ayant servi dans des unités spéciales au cours de la Seconde Guerre mondiale pour l'aider à appliquer le plan d'action. Toutefois, l'unité connut quelques problèmes de fonctionnement. À la différence des *squadrons* B et C, le *squadron* A posait toujours des problèmes de discipline et d'efficacité. Son recrutement, effectué dans l'urgence, n'avait pu suivre le processus habituel de stricte sélection et d'entraînement. Début 1952, il fallut retirer tous les *squadrons* de la jungle, les regrouper au camp de base et procéder à une très sérieuse remise à niveau, une homogénéisation des méthodes et tactiques et une révision du processus de sélection des futurs candidats.

À partir de 1952, le Malayan Scouts (SAS) devint le 22nd SAS Regiment et reprit la traque des CT en jungle, en utilisant de nouvelles tactiques telles que le piégeage d'armes et de munitions récupérées sur les insurgés et réintroduites dans leurs camps (tactique employée plus tard dans le conflit nord-irlandais).

Courant 1953, le lieutenant-colonel Sloane transmit le commandement du SAS au lieutenant-colonel Oliver Brooke et le *squadron* C repartit en Rhodésie, remplacé par le *squadron* D formé à partir d'un recrutement local.

Les opérations « *hearts and minds* » commencèrent à porter leurs fruits. Elles

consistaient à regrouper les populations rurales dans des villages protégés, où elles échappaient à l'emprise et à la vengeance des CT. Elles y recevaient nourriture, soins et pouvaient développer différentes activités agricoles. Elles étaient également étroitement surveillées. Cette technique des « hameaux stratégiques » permit de couper la guérilla de tout soutien populaire ou logistique[19]. Cela permit également aux forces britanniques de récupérer d'excellents pisteurs au service des patrouilles rayonnant à partir de ces villages et s'enfonçant plus profondément en jungle.

En 1955, le nouveau chef de corps du 22nd SAS, le colonel George Lea, renforça l'entraînement de son unité avec l'introduction de nouvelles techniques de combat en jungle. Parallèlement, l'effectif du régiment s'accrut et passa à 560 hommes grâce à deux nouveaux escadrons : le New-Zealand Squadron (NZS) – composé d'un tiers de Maoris ayant un contact facile avec les populations malaises – et d'un Parachute Regiment Squadron (PRS) en provenance d'Angleterre.

Déployés sur le terrain par période de trois mois, les *squadrons* agissaient de manière autonome dans leurs zones de chasse respectives, semant la terreur dans les rangs des CT dont l'état-major décida finalement d'aller se réfugier en Thaïlande.

Les années 1956-1957 furent relativement calmes et le régiment fut réorganisé. Les *squadron*s NZS et PRS quittèrent la Malaisie et le *squadron* B fut dissout, ses éléments étant répartis entre les *squadron*s A et D. La rébellion étant exsangue, la dernière opération eut lieu en février 1958 et marqua la fin de l'insurrection.

La victoire contre la résistance malaise connut un tel retentissement qu'une véritable école britannique de contre-insurrection vit le jour. Certains de ceux qui allaient devenir les maîtres à penser des années 1970 – Richard Clutterbuck, Robert Thompson, Frank Kitson – y firent leurs premières armes.

Kenya (1950-1964)

Colonie britannique depuis 1920 et pays essentiellement agricole, le Kenya était administré de façon particulièrement partiale, favorisant systématiquement les colons blancs au détriment des populations africaines et indiennes, notamment concernant l'attribution et l'exploitation des riches terres de la région centrale du pays, berceau traditionnel de l'ethnie Kikuyu.

En 1952 naquit un mouvement insurrectionnel agissant au nom des Kikuyus, les Mau-Mau. Il s'agissait d'une société secrète, imprégnée de sorcellerie et aux rites d'initiation sauvages, opposée au mode de vie occidental. Elle s'appuyait sur une population agraire dont l'unique but était de chasser les blancs de leurs terres par la terreur et la violence. Les Mau-Mau déclenchèrent une révolte armée, incendiant les fermes, mutilant le bétail et assassinant les colons blancs et les Kenyans « loyalistes ».

À l'inverse des Chinois communistes de Malaisie, le mouvement Mau-Mau était un regroupement de bandes disparates de type criminel, recrutant essentiellement dans les milieux pauvres des individus ayant été spoliés de leurs terres, peu ou pas politisés. Ces combattants étaient majoritairement équipés d'armes blanches. Aussi, ils se limitèrent à des actions de guérilla et d'assassinats locales, mais ne provoquèrent jamais d'affrontements directs avec les forces de l'ordre.

Les Britanniques ripostèrent alors par une lutte contre-insurrectionnelle caractérisée par une répression impitoyable qui durera jusqu'en 1960 et poussera nombre de jeunes kikuyus à rejoindre les maquis installés dans les forêts et massifs montagneux du centre du Kenya. Cette lutte contre-insurrectionnelle prit plusieurs formes :

– administrative, par l'instauration de l'état d'urgence dès 1952, la création de « réserves » où furent regroupés les Kikuyus. À partir de 1955 fut mise en place une politique de « villagisation », c'est-à-dire de réinstallation des personnes suspectes dans des villages désignés par les autorités, et placées sous bonne garde avec interdiction de toute forme d'activité politique ;

– policière, par des campagnes d'arrestations et d'internement, le recours systématique aux mauvais traitements (torture et exécutions sommaires) et l'emploi de milices composées de Kenyans loyalistes (supplétifs et petits propriétaires) appelés Home Guard*s* ;

– militaire, par une action massive de l'armée renforcée de régiments venant d'autres colonies, et l'emploi de l'aviation pour bombarder les bases Mau-Mau.

En complément, à l'instar de la campagne de contre-subversion de Malaisie, les autorités utilisèrent des rebelles Mau-Mau retournés pour infiltrer les camps ennemis, les renseigner, guider et épauler de petites unités des Home Guards afin de traquer les rebelles dans leurs sanctuaires et détruire leurs refuges situés en forêt.

La guérilla, exsangue, prit fin en 1956. Toutefois, l'état d'urgence ne sera levé

qu'en 1960, ouvrant la voie aux négociations qui conduisirent à l'indépendance promulguée en décembre 1963. Frank Kitson, qui servit au Kenya comme capitaine et y fut décoré, tira de son expérience un ouvrage qui allait devenir une référence en matière de contre-subversion : *Gangs and Counter-gangs*. Il aura l'occasion d'en appliquer les leçons en Ulster, au début des années 1970.

Sultanat d'Oman (1958-1976)

En 1957, une guerre civile éclata au Sultanat d'Oman avec lequel le gouvernement britannique avait un accord de défense. Les rebelles occupèrent le djebel Akhdar, haut plateau rocheux de 350 km^2, truffé de grottes, situé dans le nord du pays. Ils déclarèrent ce territoire indépendant et essayèrent de renverser le sultan.

En 1958, l'Angleterre envoya une brigade d'infanterie restaurer l'autorité du sultan dans le petit État, mais il restait à déloger les rebelles du plateau. Le *squadron* D du SAS (employé en Malaisie) fut désigné comme avant-garde. Dès son arrivée, il dut s'entraîner à un nouveau type de combat en zone montagneuse, aux longs déplacements dans un climat désertique et au tir à longue distance dans des conditions climatiques particulières et éprouvantes.

En janvier 1959, la décision de reconquérir le djebel Akhdar fut prise. Le *squadron* A, arrivé en renfort de Malaisie, attaqua par le nord et le *squadron* D par le sud. Appuyés par l'aviation, les SAS progressèrent et, malgré les nombreux accrochages, prirent pied sur le plateau et commencèrent à nettoyer le djebel. Ils y parvinrent après cinq jours de combats acharnés. En février 1959, la rébellion avait pratiquement cessé d'exister.

Mais elle reprit cinq ans plus tard. En 1964, une nouvelle insurrection armée eut lieu dans la région montagneuse du Dhofar, contiguë au Yémen et à l'Arabie saoudite. Deux mouvements rebelles y étaient à l'œuvre : le Dhofar Liberation Front (DLF) – islamiste – et le Popular Front for the Liberation of Oman (PFLO) d'obédience marxiste.

Le nouveau sultan, Qabus ibn Saïd, demanda l'aide de l'Armée britannique qui envoya le 22 SAS en juillet 1970 pour conduire dans un premier temps une opération à vocation psychologique de conquête « des cœurs et des esprits » (« *hearts and minds* »). Il s'agissait, d'une part, d'aider les tribus en apportant des soins médicaux, en creusant des puits, en construisant des routes

et en apportant des soins vétérinaires au bétail ; et d'autre part, d'aider les forces armées du sultan à se moderniser. Le SAS constitua également deux détachements appelés British Army Training Teams (BATT) et créa des commandos de chasse, les Firqats, composés de rebelles ralliés, et les Adoos, encadrés par des SAS auxquels ils servirent de guides. En février 1971, le *squadron* A fut discrètement déployé à Oman rejoint par le *squadron* G.

En octobre 1971, une opération fut lancée pour établir une base permanente au cœur du Dhofar, sur un ancien aéroport. Deux *squadrons* SAS, cinq Firqats et quelques unités du Sultan's Army Force y participèrent. Un pont aérien fut organisé pour les ravitailler. Ce fut un succès et les troupes progressèrent jusqu'à la frontière yéménite, bloquant ainsi les caravanes apportant armes et munitions aux rebelles.

Les BATTs et les Firqats poursuivirent leurs actions jusqu'en 1975, date à laquelle les derniers combats décisifs eurent lieu. Les SAS restèrent à Oman jusqu'à fin 1976, poursuivant leurs opérations « *hearts and minds* » afin de s'assurer qu'une nouvelle insurrection ne pouvait renaître.

Bornéo (1963-1966)

Début 1960, les ex-colonies britanniques d'Asie du Sud-Est se regroupèrent pour donner naissance à la fédération de Malaisie, comprenant Singapour, la Malaisie et les États de Sabah, Sarawak et Brunei, tous trois situés sur l'île de Bornéo, dont une grande partie est indonésienne. Cette initiative fut vivement combattue par le président indonésien Sukarno, qui avait dans l'idée de réunifier l'île au profit de Djakarta. À partir d'avril 1963, l'Armée indonésienne multiplia les incursions transfrontalières. En réponse à une demande d'assistance du jeune État indépendant, Londres dépêcha sur place divers contingents du Commonwealth, dont un élément du SAS qui fut chargé de conduire des patrouilles en jungle, pour fidéliser les tribus locales et pour neutraliser les unités indonésiennes se livrant à des incursions. Avec moins d'une centaine d'hommes, les SAS durent surveiller une frontière de 1 500 km, dans une zone de jungle si impénétrable qu'elle n'avait souvent jamais été cartographiée. Au cours de cette « confrontation », les forces spéciales britanniques tirèrent largement parti de l'expérience acquise lors de la lutte contre l'insurrection malaise.

La seule façon de contrôler la frontière était de bénéficier du soutien des tribus locales, lesquelles étaient plutôt bien disposées à l'égard des

Britanniques. Les SAS s'installèrent donc par groupe de quatre hommes dans les villages de jungle. Ils y demeurèrent de longues semaines, vivant parmi les indigènes, leur apportant une aide médicale, et conduisant avec eux de fréquentes patrouilles pour détecter les infiltrations des troupes indonésiennes. Grâce à une liaison radio permanente avec l'état-major, les SAS alertaient les forces d'intervention (Royal Marines Commandos et Gurkhas) dès qu'une incursion adverse était repérée. Celles-ci intervenaient alors immédiatement pour la neutraliser. Les SAS recrutèrent et instruisirent également certaines populations locales (les Ibans) pour former des *border scouts* qui recueillaient des renseignements auprès des tribus indigènes et servirent de guides au profit de leurs patrouilles.

Les SAS conduisirent également, en 1964 et 1965, des raids transfrontaliers ultra-secrets, connus sous le nom de code *Claret,* car le Royaume-Uni et l'Indonésie n'étaient pas officiellement en guerre. Ces opérations avaient pour but de repérer les bases de départ ennemies et de neutraliser les unités avant qu'elles ne pénètrent en territoire malaisien. Grâce à ces actions couronnées de succès, les Indonésiens abandonnèrent leurs prétentions sur les États de Malaisie orientale. Les combats cessèrent définitivement à la mi-1966, après le renversement du président Sukarno (1965).

Aden (1964-1967)

Simultanément au conflit de Bornéo, le protectorat d'Aden fut le théâtre d'une insurrection qui commença en 1963.

Aden était une colonie britannique depuis 1839. Elle servait de refuge contre les pirates et de station navale de ravitaillement en charbon pour les navires ralliant les Indes britanniques en passant par le canal de Suez. Depuis l'indépendance de l'Inde en 1947, Aden ne présentait plus la même importance stratégique pour le Royaume-Uni qui pensait, à terme, s'en retirer.

L'insurrection était le fait de deux groupes de rebelles qui luttaient à la fois entre eux et contre la présence britannique : Le National libération Front (NFL) et le Front for the Liberation of Occupied South Yemen (FLOSY). Leurs actions consistaient principalement en des jets de grenades dans des rassemblements de citoyens britanniques et en l'assassinat d'officiers et de policiers anglais hors service. Le principal point chaud était le vieux quartier arabe d'Aden, appelé Crater. Afin de pacifier la ville et sa région, et de mettre un terme aux approvisionnements d'armes arrivant par la route du nord, il

fallait contrôler la zone montagneuse du Radfan. L'Armée britannique envoya alors la 24e brigade d'infanterie en 1964. Elle restera sur place jusqu'à la fin du conflit, en 1967. Le *squadron* A du SAS, commandé par Peter de la Billière[20], fut également dépêché sur place et livra de violents combats dans le Radfan, avant de repartir à Bornéo.

Début 1966, le *squadron* A revint à Aden et s'impliqua dans la lutte antiterroriste. Une vingtaine de SAS, principalement d'origine fidjienne, furent sélectionnés en raison de leur apparence physique et de leur capacité de mimétisme. Ils furent spécialement entraînés à l'utilisation d'armes de poing à courte distance, puis, vêtus comme les locaux, ils parcoururent les ruelles du quartier arabe pour y repérer et y éliminer les terroristes. Ces opérations reçurent le nom de *Keeni-Meeni*, appellation d'origine swahilie décrivant l'approche silencieuse d'un serpent dans l'herbe avant d'attaquer par surprise. Ce type d'opérations semi-clandestines est le premier signe de l'évolution d'une partie des forces spéciales en unités militaires clandestines.

L'ordre ne sera finalement restauré qu'en juin 1967. En octobre, les Britanniques quittèrent Aden, qui devint alors la République populaire du Yémen du Sud.

Les innovations de la Guerre froide face au pacte de Varsovie

Le développement d'unités spéciales ou clandestines ne se limita pas aux théâtres d'opérations outre-mer. Au cours des années 1960, la British Army of the Rhine (BAOR), stationnée en Allemagne de l'Ouest afin de faire face aux forces blindées mécanisées du pacte de Varsovie, mit sur pied une nouvelle unité secrète de reconnaissance au sein du Royal Armoured Corps, le Special Reconnaissance Squadron. Cette unité fut créée pour renforcer le 23rd SAS, dont la mission était la reconnaissance profonde au profit de la BAOR, mais qui demeurait basé en Grande-Bretagne. En cas de conflit, ce *squadron* – dont les hommes étaient passés par des tests de sélection et un entraînement similaires aux SAS – devait conduire les reconnaissances jusqu'à l'arrivée du 23rd SAS, puis les deux formations devaient fonctionner comme une seule unité et se concentrer sur la localisation des états-majors et des unités nucléaires, blindées, de logistique et de génie soviétiques. Leur tâche principale était de fournir les renseignements de ciblage pour les missiles de champ de bataille *Caporal* et *Honest John* et l'artillerie lourde.

Le Special Reconnaissance Squadron était basé à Paderborn, dans le centre de l'Allemagne, garnison qui accueillait également le 23rd SAS lors de ses déploiements. Il comprenait une centaine d'hommes organisés en vingt patrouilles de quatre hommes.

En cas d'invasion des forces du pacte de Varsovie, les deux unités devaient s'enterrer et se laisser dépasser le long des axes de pénétration adverses, préalablement identifiés par le commandement de l'OTAN, qui espérait qu'elles se transformeraient en goulots d'étranglement pour les forces d'invasion du pacte de Varsovie. Des caches furent établies dans ces zones, offrant de bons champs d'observation sur les voies de progression probables de l'Armée rouge.

Toutefois, les unités de reconnaissance demeuraient très vulnérables. Pour évaluer leurs chances de survie en cas de conflit, des exercices furent organisés en Allemagne de l'Ouest chaque automne, à partir des années 1970, sous le nom de code « *Badger's Lair* ».

À l'occasion de l'un de ces exercices, huit équipes SAS furent déployées sur la zone d'entraînement de Soltau, tandis que les équipes de transmissions de l'Armée britannique jouaient le rôle du KGB et testaient leur vulnérabilité aux procédures d'interception et de radiogoniométrie soviétiques. Des appareils de la RAF survolaient également la zone d'exercice afin de repérer les caches des SAS avec des caméras thermiques et en utilisant la photographie monochrome. La vulnérabilité aux fouilles par des patrouilles dotées de chien fut également testée. À la consternation des SAS, 39 des 41 caches qu'ils créèrent furent retrouvées au cours des six premières heures de l'exercice. Les patrouilles canines se révélèrent particulièrement performantes, mais ce furent surtout les véhicules de radiogoniométrie qui furent les plus efficaces. À la surprise des équipes de recherche, ils interceptèrent non seulement les messages en code Morse, mais également le trafic crypté en rafale depuis des radios spéciales envoyant l'intégralité du message en une seconde. Cela conduisit au développement d'équipements de communication plus performants pour ces missions[21].

Le 23rd SAS était également chargé de la constitution de réseaux d'évasion en Allemagne, reprenant la tradition du MI 9[22]. Il avait créé dans le plus grand secret un réseau de caches à proximité immédiates de la frontière interallemande, dans lesquelles étaient entreposées munitions, rations et piles

pour les postes radio ; d'autres étaient destinées à abriter une équipe en cours de mission. En vertu du sacro-saint principe de cloisonnement, une même équipe était chargée de la construction et de l'entretien d'une seule cache.

1. À ce sujet, le lecteur pourra également se reporter au livre d'Éric Denécé, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, collection « L'art de la guerre », éditions du Rocher, Monaco, 2002.

2. Unités chargées de la défense des colonies allemandes d'Afrique, constituées de volontaires européens et d'indigènes encadrés par quelques officiers. Elles furent largement influencées par l'expérience des Boers.

3. R.B. Linderman, *Rediscovering Irregular Warfare: Colin Gubbins and the Origins of Britain's Special Operations Executive*, University of Oklahoma Press, 2016.

4. *Ibid.*, p. 43-44.

5. *Ibid*.

6. *Ibid.*, p. 125.

7. Michael R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance : le SOE en France, 1940-1944*, Tallandier, Paris, 2008, p. 62.

8. La section F effectua sa première mission en France en mai 1941. À la fin de la guerre, elle comptait 95 réseaux opérationnels dans l'hexagone.

9. Michel Caply (pseudonyme de Jean Deuve), *Guérilla au Laos,* Presses de la Cité, Paris, 1966 (republié sous le vrai nom de l'auteur en 1997 chez L'Harmattan).

10. Philip Warner, *Phantom*, Pen & Sword Books, Londres, 1982 ; R. G. T. Hills*, Phantom was There,* Arnold, Londres, 1951.

11. Phantom fut dissoute en 1945.

12. Lors de son parachutage en Normandie, la 6e division aéroportée britannique ne disposait pas de patrouille Phantom à sa disposition. Elle connut d'importants problèmes de transmission et ne put communiquer efficacement avec l'état-major interallié.

13. Initialement désigné sous le nom de Special Intelligence Unit et également dénommé 30 Assault Unit.

14. Ian Fleming, le créateur de James Bond, fit partie de cette unité.

15. A. R. B. Linderman, *Rediscovering Irregular Warfare*, *op. cit.*, p. 166-168.

16. Lawrence Cline, *Pseudo-Operations and Counterinsurgency: Lessons From other Countries*, Strategic Studies Institute, US Army War College, Carlisle, Pennsylvanie, juin 2005.

17. Animal mythique birman. Nom donné aux unités d'infanterie légère britanniques combattant les Japonais dans la jungle birmane.

18. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, seul le 21st SAS (The Artists' Rifles) fut conservé par l'Armée britannique, mais comme régiment de réserve.

19. Les Américains reprirent cette méthode lors de la guerre du Viêt Nam sur les hauts plateaux d'Annam.

20. Nommé général, il sera le commandant en chef des troupes britanniques pendant l'opération *Desert Storm* en Irak, en 1991.

21. Richard J. Aldrich, *GCHQ: The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, HarperPress, Londres, 2019, p. 249-250.

22. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le MI 9 fut chargé de mettre en place des réseaux d'évasion

pour les aviateurs britanniques abattus au-dessus de l'Europe.

CHAPITRE 2

LE LABORATOIRE D'IRLANDE DU NORD

L'importance du « théâtre irlandais » pour l'élaboration du concept britannique d'opérations spéciales et de renseignement militaire clandestin ne commence pas avec les troubles des années 1970. Il remonte à la guerre d'indépendance (1916) et à la poursuite du combat par l'IRA après la création de la République d'Irlande (1920).

Après un séjour en Russie en 1919 comme attaché militaire auprès du général Denikine, Colin McVean Gubbins rentre en Angleterre pour se voir muter immédiatement en Irlande, à partir de décembre 1919, où il va être confronté à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et à son leader, l'un des plus éminents stratèges de la guérilla, Michael Collins. Gubbins va séjourner trois ans en Irlande. Trois années de terrorisme et de contre-terrorisme, de guérilla et de contre-guérilla, d'opérations de guerre psychologique, de massacres et d'exécutions sommaires. Il en tirera la majeure partie de sa doctrine anti-insurrectionnelle.

L'arrivée de Gubbins dans l'île coïncide avec le début de l'emploi de mercenaires, de policiers militarisés et de spécialistes de la lutte antiterroriste par les autorités britanniques.

À partir d'août 1920, l'Armée britannique fait ainsi appel à d'anciens militaires ayant servi durant la Première Guerre mondiale pour aider la Royal Irish Constabulary (RIC) et l'armée à lutter contre l'IRA. Regroupés sous l'appellation de RIC Special Reserve, mais plus connus sous le nom de Black and Tans, ce sont pas moins de 20 000 hommes qui sont recrutés et organisés en trois groupes, dont le fameux B Specials (environ 15 000 hommes employés à temps partiel et utilisés « en cas d'urgence »). Ses membres vont se comporter comme une véritable armée d'occupation, agissant de manière totalement autonome et s'illustrant par leur sauvagerie à l'occasion de leur lutte contre les

républicains irlandais. En particulier, ces auxiliaires vont constituer leur propre escadron de la mort, le Murder Gang. Ils se rendront fameux par leur violence aveugle. Quant à l'armée proprement dite, elle mobilise différentes unités appelées Permanent Raiders, encadrées par des officiers ayant participé aux opérations de soutien aux armées blanches en Russie (1918-1920), ainsi que le « Gang du Caire », une unité commando composée de militaires revenant d'Égypte, opérant sans liaison avec le commandement local, mais sous l'autorité directe de Londres.

Dans son ouvrage consacré à la répression britannique en Irlande du Nord, Roger Faligot[1] précise que les premières opérations clandestines seront l'œuvre du Gang du Caire – que les Anglais appellent entre eux « *The Particular Ones* » – qui est chargé de liquider physiquement des dirigeants républicains importants. Les membres du Gang du Caire vont s'infiltrer, sous couverture, au sein de la population civile catholique réputée sympathisante active de l'IRA. Il s'agit d'un véritable « escadron de la mort » au sens latino-américain. Dès octobre 1920, le gang assassine 17 personnes, membres ou sympathisants de la cause républicaine. Le 21 novembre 1920, l'IRA contre-attaque lors de ce qui entrera dans la mémoire populaire sous le nom de *Bloody Sunday* : à 9 heures du matin, huit groupes d'hommes font irruption simultanément au domicile des agents anglais. Quatorze d'entre eux sont exécutés.

Les innovations britanniques au cours du conflit irlandais

Le conflit armé en Irlande du Nord débute véritablement à la fin des années 1960. Il va durer presque quarante ans et se terminera officiellement en 2007, mais les braises n'en sont toujours pas définitivement éteintes. La montée de la violence est due aux groupes paramilitaires issus des deux communautés d'Ulster[2]. D'une part, l'Irish Republican Army (IRA), catholique[3], qui veut mettre un terme à l'autorité britannique et créer une République d'Irlande unie sur l'ensemble de l'île ; d'autre part, les loyalistes, protestants, qui souhaitent rester sujets du Royaume-Uni.

La formulation d'une doctrine contre-terroriste

Distinct de l'antiterrorisme, le contre-terrorisme a pour but d'empêcher les groupes armés de passer à l'action. C'est donc une démarche préemptive qui vise à interpeller ou éliminer les membres des cellules opérationnelles, détruire

les camps d'entraînement, interrompre l'approvisionnement en armes et explosifs, etc. C'est un principe admis au plus haut niveau du gouvernement britannique que les opérations clandestines doivent être à la pointe du combat contre le terrorisme. Le conflit nord-irlandais fut donc pour les Britanniques un terrain d'expérimentation des méthodes anti-insurrectionnelles modernes. En s'inspirant des expériences coloniales passées, les réponses et les mesures adoptées par le gouvernement britannique débouchèrent sur la formulation d'une doctrine globale contre-terroriste comportant plusieurs volets :

– un arsenal législatif qui soutient l'action des forces de sécurité et donne des pouvoirs étendus à la police et à la justice : emprisonnement sans charge, perquisition sans mandat, censure et surtout maintien en internement sans procès (*Special Power Act*) ;

– une militarisation des opérations de maintien de l'ordre. L'armée obtient un rôle de police et de nouvelles technologies et tactiques sont employées (gaz CS/CN, balles en caoutchouc, etc.) ;

– l'usage des mauvais traitements et de la torture sur des internés et prisonniers dès 1971 ;

– une guerre de l'information. Les médias britanniques sont invités à limiter leurs articles sur ce sujet, on parlera des « Troubles », mais jamais de conflit ou de guerre. Des points de presse ont lieu chaque jour à Belfast et des campagnes d'information sont organisées à l'intention de la presse étrangère ;

– une stratégie de tension et de déstabilisation opérée par les services spéciaux – Security Service (ex-MI5), Secret Intelligence Service (ex-MI6) et Royal Ulster Constabulary /Special Branch (RUC/SB) – en créant de fausses rumeurs, en recrutant de nombreux informateurs et sources humaines, en empêchant des rapprochements entre les deux tendances. En même temps, soutien à la création et à l'apparition de forces alternatives modérées de façon à retirer le soutien populaire aux groupes paramilitaires ;

– la nécessité vitale et assumée d'obtenir du renseignement fiable, actualisé et confirmé (renseignement d'origine humaine et technique) ;

– une politique de criminalisation. Les prisonniers républicains et loyalistes sont traités comme des prisonniers de droit commun et se voient refuser le statut de prisonniers politiques ;

– une politique d'élimination physique des opposants républicains (s*hoot-to-kill*) et une collusion avérée entre les forces de sécurité britanniques et les groupes paramilitaires loyalistes.

Si les réponses des Britanniques dans leur lutte contre l'IRA furent influencées par l'héritage des méthodes développées par le SOE pendant la Seconde Guerre mondiale, elles furent surtout l'œuvre du général Frank Kitson, qui tira les leçons de son expérience des conflits coloniaux (Kenya, Malaisie, Oman et Chypre) pour concevoir de nouvelles méthodes contre-insurrectionnelles[4]. Fort de cette expérience, Kitson en déduisit une nouvelle doctrine destinée à lutter contre l'IRA, qu'il exposa dans son célèbre ouvrage *Low Intensity Operations*[5]. Nommé commandant de la 39e brigade d'infanterie, couvrant Belfast, il appliqua ses principes en Ulster entre 1970 et 1972.

La mise sur pied d'un nouveau dispositif de renseignement

Lors de son déploiement en Ulster, en 1969 (opération *Banner*), l'Armée britannique opéra d'une manière très conventionnelle et la fonction renseignement fut assurée de manière classique. Des équipes de collecte du renseignement étaient présentes à tous les niveaux de la chaîne de commandement et rendaient compte à l'échelon supérieur.

Au niveau du bataillon, les patrouilles de soldats en uniforme rapportaient des renseignements d'ambiance glanés dans les quartiers et/ou recueillis à l'occasion de discussions avec la population civile. Mais ils étaient de qualité médiocre, car ils ne pouvaient presque jamais être contrôlés et recoupés. Chaque bataillon disposait d'un sous-officier (NCO) ayant la capacité de traiter des sources humaines. Formé au Joint Services of Intelligence d'Ashford (Kent), il travaillait avec un Field Intelligence NCO (FINCO) du renseignement militaire (Intelligence Corps[6]) qui reportait à sa propre chaîne de commandement.

Au niveau de la brigade, la fonction renseignement était assurée par un officier assisté d'une équipe de spécialistes du renseignement militaire chargée de l'exploitation des informations obtenues dans leur zone de responsabilité. Des officiers du renseignement militaire étaient également détachés auprès des services de police (*military liaison officers*/MILO). Ils étaient chargés de développer des liens de confiance entre l'armée et la Royal Ulster Constabulary/Special Branch (RUC/SB) – qui demeurait la principale source d'information –, de fournir aux unités sur le terrain les renseignements obtenus et de coordonner les actions (perquisitions et arrestations) entre les deux forces.

Au plus haut niveau, celui du quartier général pour l'Irlande du Nord (basé à

Thiepval Barrack, Lisburn), se trouvait le G-2 – équivalent du 2e Bureau – dont le directeur était un haut cadre du Security Service (MI5). Il était entouré d'officiers du renseignement militaire spécialisés sur des sujets précis (républicains, loyalistes, liaison et coordination…), de sections spécialisées (fichiers des personnes suspectes, informatique, transcription et archivage des écoutes) et d'équipes de support administratif.

Toutefois, en 1971, les Britanniques prirent conscience de la nécessité de repenser leur dispositif de recueil de renseignement et d'action pour plusieurs raisons :

– la nature du conflit se déroulant sur le territoire d'une province du Royaume-Uni, au milieu d'une population profondément divisée, chaque partie étant soudée par ses convictions religieuses ;

– la professionnalisation croissante de l'IRA ;

– le désastre de l'opération *Demetrius* (août 1971), causé par des renseignements incomplets, dépassés et partisans transmis par la RUC (principalement fondés sur des fichiers de sympathisants républicains et de l'IRA et datant de 1950) ;

– le tollé général provoqué par les mauvais traitements infligés aux prisonniers pendant leurs interrogatoires et l'usage de la torture ;

– le recueil de la majorité des informations par les patrouilles de l'armée. Or, depuis que les républicains regardaient celle-ci comme une force d'occupation, le commandement souhaitait diminuer les patrouilles à pied, trop visibles, trop vulnérables aux attentats et assez improductives ;

– les rivalités entre armée et police. La RUC était très réticente à fournir des renseignements et l'armée se méfiait d'elle, la jugeant trop favorable aux loyalistes protestants.

Ils mirent alors en place une nouvelle structure de renseignement et d'action :

– afin d'obtenir du renseignement de meilleure qualité pouvant être contrôlé et recoupé grâce au déploiement de spécialistes travaillant en civil. Ces derniers étaient chargés de recruter et de traiter des sources au sein des quartiers ou de retourner des agents parmi les groupes paramilitaires ;

– pour faire changer la terreur de camp en employant les mêmes règles que l'ennemi – c'est-à-dire pas de règle – et en usant des mêmes méthodes violentes.

Si l'armée poursuivit sans grand changement ses actions de recueil

d'informations dans les quartiers et sur les check-points, le commandement britannique mit sur pied plusieurs unités militaires clandestines chargées de la recherche du renseignement et de l'infiltration de l'IRA : la Military Reaction Force (MRF), la 4th Field Survey Troop, la 14th Intelligence and Security Company (14th ISC) et la Force Research Unit (FRU).

Les services spéciaux furent également davantage impliqués dans le conflit. Le MI5 prit dès 1972 le pas sur le MI6. Il fournit des renseignements d'origine humaine (HUMINT), en traitant ses propres sources, ainsi que des renseignements d'origine technique (TECHINT), en assurant la pose et l'exploitation de dispositifs d'écoute et d'interception.

À partir de 1976, la RUC joua également un rôle plus important dans la recherche du renseignement, mission qui fut alors confiée au département E de sa Special Branch (RUC/SB). En 1977, furent créées deux unités opérationnelles au sein du département E4 (Opérations) : E4A, chargée de la surveillance clandestine (formée par la 14th ISC) ; et E4B – également dénommée E4 Special Support Unit (SSU) ou Headquarters Mobile Support Unit (HMSU), formée par le SAS – chargée des interventions armées (arrestation ou élimination des membres de l'IRA) et qui sera impliquée dans la politique de *shoot-to-kill*[7].

Conscient que le renseignement était le cœur de toute opération antiterroriste, et compte tenu des mauvaises relations entre la RUC et l'armée, les autorités décidèrent, en 1979, de créer un organe de contrôle et de coordination du renseignement : le Tasking and Coordination Group (TCG), basé à Belfast[8]. Il regroupait des représentants de toutes les agences et unités impliquées dans la recherche et la collecte du renseignement (armée, RUC, MI5, MI6 et SAS). Des TCG régionaux furent également créés dans les différents comtés, ce qui fut certainement la mesure la plus efficace des années 1970. Leur rôle était d'éviter les doublons en termes d'opérations, de prévenir toutes les unités des « zones interdites » lorsqu'avaient lieu des opérations des forces spéciales, et surtout d'éviter des confrontations armées avec les unités militaires qui n'étaient pas au courant. Cela permit aussi d'éviter l'arrestation d'informateurs par mégarde ou méconnaissance.

Afin d'améliorer encore la coordination et de fluidifier le flux d'informations recueillies par le RUC et l'armée, le gouvernement Thatcher décida en 1980 de réactiver et de renforcer la Irish Joint Section (IJS) qui devint les yeux et les

oreilles du gouvernement britannique en Ulster. Sous la supervision du MI6 et du MI5, basée au sein du Army Headquarters Northern Ireland (HQNI) de Lisburn, elle accueillait des officiers détachés de la RUC, de la Special Branch et des unités militaires. Aucune action clandestine n'était menée sur le territoire de la province sans avoir été validée et approuvée par l'IJS qui mettait la pression sur tous les acteurs pour obtenir des résultats. L'IJS reportait directement au Joint Intelligence Committee (JIC) à Londres, c'est-à-dire au cabinet du Premier ministre, lequel demandait chaque semaine un rapport sur la situation en Ulster.

L'engagement des SAS

C'est un principe admis au plus haut niveau du gouvernement britannique que les opérations clandestines doivent être à la pointe du dispositif de combat contre le terrorisme, notamment en Irlande du Nord. Bien qu'on ne puisse qualifier le SAS d'unité clandestine, son action dans le conflit nord-irlandais ne peut être ignorée. Mais elle fut toujours soumise à des considérations politiques.

Les SAS vinrent pour la première fois en Ulster en 1966 afin de s'entraîner en situation. Ils y revinrent en août 1969, où ils patrouillèrent comme n'importe quel autre régiment en tenue réglementaire, car tout devait être fait pour camoufler leur engagement dans la province. Ce premier déploiement du régiment, resta très limité, ne concernant qu'une quinzaine d'hommes à Armagh pour lutter contre les infiltrations de l'IRA par la frontière sud. Ils furent rapidement retirés pour être envoyés à Oman. Toutefois, certains d'entre eux quittèrent le régiment pour intégrer la MRF lors de sa création en 1971.

À partir de 1972, sous l'impulsion du colonel John Waddy, le SAS développa ses compétences en matière d'intervention antiterroriste. En 1973, suite à la dissolution de la MRF, apparut le besoin d'une nouvelle unité chargée de la surveillance clandestine. La moitié de son B Squadron se vit confier cette tâche en attendant que fût prête la nouvelle unité chargée de prendre le relais de la MRF, la 14th Intelligence Company, formée par l'autre moitié de l'escadron. Les éléments destinés à être rapidement déployés en Ulster reçurent une formation spécialisée d'un mois aux techniques de surveillance en milieux urbain et rural[9]. Toutefois, cette nouvelle mission ne fut pas sans provoquer quelques remous dans l'unité, car elle était très opposée à l'idée qu'avait définie

en 1941 son créateur David Stirling, puisque les membres du régiment allaient devoir intervenir le plus souvent en tenue civile pour des actions non militaires sur le territoire des îles britanniques. Le régiment connut alors une période de crise, certains officiers jugeant qu'il s'écartait de sa vocation initiale. En effet, employer le SAS sur le territoire national dans ce nouveau type de mission était lourd de conséquences, car cette unité n'avait pas vocation à agir clandestinement en civil et n'avait pas pour habitude de faire des prisonniers[10].

Les SAS s'impliquèrent à fond dans cette nouvelle mission qui fut un nouveau départ pour le régiment et en tirèrent une expérience considérable qui contribua à faire évoluer son cadre d'emploi initial et à le transformer en une très efficace unité contre-terroriste. Le régiment revint officiellement en Irlande du Nord afin d'opérer dans le comté de Down, en janvier 1974. En 1976, douze hommes, puis la totalité du D Squadron furent déployés dans le South Armagh pour contrôler les mouvements d'infiltration/exfiltration de l'IRA à travers la frontière avec la République d'Irlande. En 1978, le déploiement du SAS fut étendu à toute l'Irlande du Nord et il fut désormais employé dès lors qu'existait le risque d'une confrontation armée avec les Active Service Units (ASU), les cellules « action » de l'IRA.

À partir de 1980, le SAS travailla conjointement avec le 14 Det, conduisant des actions de surveillance et surtout, à partir de 1983, des actions de « neutralisation » des membres de l'IRA, en Ulster (embuscade de Loughgall, le 8 mai 1987) et à l'étranger (Gibraltar, le 6 mars 1988).

Limites de la doctrine antiterroriste britannique

C'est une spécificité typiquement britannique que de recourir à la violence, parfois extrême, afin d'éliminer une menace. Comme le déclarait Margaret Thatcher : *« la décision d'utiliser la force est difficile à prendre et je hais la violence. Mais il y a une chose que je hais plus encore : céder à la violence. »* Alors que de très nombreux spécialistes du contre-terrorisme et de la contre-guérilla – y compris britanniques – ont toujours affirmé que les gouvernements démocratiques luttant contre ce type de subversion devaient bien se garder de sortir de la légalité, Londres semble avoir toujours ignoré ce principe. Avec un succès réel, mais un respect de la légalité fort variable.

Les dérives du recours à la violence

En dépit de l'excellence du professionnalisme des Britanniques, certaines dérives n'ont pas manqué de se produire, conséquence de l'utilisation de méthodes de plus en plus radicales pour éliminer les terroristes. En effet, à l'occasion des premières situations insurrectionnelles que connut l'Empire britannique outre-mer, la police se vit rapidement dépassée par les actions de guérilla. Le gouvernement fit alors appel à l'armée pour assurer l'ordre public et la lutte contre les groupes armés. Mais cela ne fut pas toujours suffisant et le besoin de porter le fer chez l'adversaire se fit sentir. Ainsi, au cours de ces conflits, le MI5 et la British Army se décidèrent progressivement à lancer des campagnes d'élimination des terroristes en retournant contre eux leurs propres méthodes. Mais cette mission ne pouvait être confiée à la police, tenue de respecter les formes du droit ; et dans l'armée, peu d'officiers étaient disposés à accepter ce type missions. La nature ayant horreur du vide, ce sont alors les forces spéciales qui se spécialisèrent sur ce « créneau ».

L'origine du *shoot-to-kill* (tirer pour tuer) pratiqué en Irlande du Nord remonte à la période de lutte contre les groupes terroristes juifs de Palestine en 1947, lorsque ceux-ci multiplièrent leurs actions violentes contre les forces britanniques. En réponse, le général Ferguson décida de riposter en montant des opérations spéciales définies comme « des actions violentes conçues et réalisées en dehors de l'appareil militaire et qui aient un effet choquant pour l'ennemi ». Concrètement, il s'agissait d'opérations de liquidation des terroristes conduites par des unités non officielles jouant le rôle « d'escadrons de la mort ». Le savoir-faire développé en Palestine – ainsi qu'un certain nombre d'individus ayant participé à ces actions – fut ensuite réutilisé pour lutter contre d'autres insurrections auxquelles le Royaume-Uni fut confronté : au Kenya par Kitson, en Malaisie par Templar et en Irlande du Nord. Grâce à ces méthodes parfois extrêmement brutales, en tout point similaires à celle des terroristes, les Britanniques remportèrent des succès réels. Mais ces pratiques transformèrent parfois les SAS ou les autres unités engagées dans ce type de missions en de véritables *killers' squads.* Londres n'hésita pas non plus à utiliser des voyous et des repris de justice, constituant de véritables milices privées. En Ulster, cela contribua à radicaliser davantage l'action de l'IRA, tout en amenant certains membres des services de sécurité à s'interroger sur le bien-fondé des actions entreprises, comme ce fut par exemple le cas lors de l'opération de Gibraltar.

Lorsque l'on parle de dérives, il s'agit bien de celle des autorités politiques et

militaires qui ont décidé de la création de ces unités. Celles-ci n'ont ensuite fait que ce qu'il leur était demandé de faire. La manière peut effectivement prêter à critique et dénonciation, mais la plupart du temps ce furent les circonstances imposées par la loi du terrain et un manque de contrôle qui dictèrent ou autorisèrent de telles actions. Ainsi que l'exprime très bien Mark Urban dans son ouvrage *Big Boys' Rules*[11] : *« Le résultat fut un de ces compromis typiques du gouvernement britannique dans lequel le pouvoir réel est exercé par ceux qui n'en sont pas responsables devant le parlement ou l'électorat et qui, en retour, camouflent ceux qui sont responsables de douloureuses décisions. »*

Le conflit ayant duré presque quarante ans, il est évident que les volontés et orientations d'actions données par les différents gouvernements et Premiers ministres ne furent pas linéaires et uniformes. De plus, la personnalité et les convictions des différents responsables civils et militaires qui se succédèrent sur le terrain influèrent sur les actions pouvant être menées par des entités disparates et jalousement indépendantes.

Sur le terrain, celles-ci durent opérer en zone grise, car la lutte contre l'IRA devait être menée de façon clandestine et par des moyens souvent inavouables. Elles bénéficièrent d'une large autonomie dans leur action, mais Londres exerçait sur eux des pressions permanentes pour obtenir des résultats. Deux unités se singularisèrent en particulier par leurs actions souvent indiscriminées : la MRF et la RUC.

La MRF fut directement inspirée de la théorie des *counter-gangs* développée par Frank Kitson. Sa mission était de faire changer la terreur de camp et de provoquer une lutte armée entre républicains et loyalistes afin de détourner l'IRA de ses campagnes d'attaques contre l'Armée britannique. Le mode opératoire de la MRF consistait principalement à effectuer des tournées en ville à bord de véhicules banalisés et à pratiquer des tirs à vue sur des cibles désignées par des informateurs, ou sur des groupes de personnes dans les quartiers catholiques, ceci en totale violation des règles d'engagement de l'Armée britannique. L'unité fut impliquée dans plusieurs actions ayant entraîné la mort d'innocents s'étant trouvés au mauvais endroit et au mauvais moment. Ces actions contribuèrent à rendre la MRF parfaitement détestable aux yeux de tous et à la qualifier de *« ramassis de tueurs légaux »* ou de *« bande de cow-boys, fous de la gâchette »*. Dans ses luttes postcoloniales, la Grande-Bretagne a toujours utilisé des forces locales pour combattre révoltes et

insurrections. Mais ce qui pouvait être acceptable dans des conflits anciens et lointains l'était beaucoup moins aux yeux de la population à partir des années 1970 et sur le territoire britannique. En conséquence, fin 1973, la MRF fut démantelée et remplacée par une unité mieux entraînée et surtout mieux contrôlée.

Mais elle ne fut pas la seule à subir de telles accusations. En 1984, une enquête menée par John Stalker, *deputy chief constable* de la police de Manchester, fut ouverte sur des allégations de pratique d'une politique de *shoot-to-kill* conduite en 1982 par des éléments de la RUC/HMSU. Le déroulement de l'enquête fut assez perturbé. Les membres de la RUC considérèrent que l'équipe chargée des investigations n'était qu'une bande de policiers rigoristes, incapables de comprendre la situation de terrain en Irlande du Nord. Finalement, en 1986, J. Stalker fut révoqué et l'enquête fut reprise par un autre officier de police dont les conclusions ne furent jamais rendues publiques.

La collusion forces de sécurité/loyalistes

La collusion entre les forces de sécurité et les loyalistes devint une caractéristique majeure – mais dissimulée – de la doctrine de contre-terrorisme britannique, car cela permettait (du moins, Londres le pensait) de démentir toute implication dans les actes de violence et les assassinats. Le gouvernement a ainsi sous-traité une partie des *Executive Actions* aux loyalistes, tout en demandant aux unités militaires clandestines et au SAS d'en assumer d'autres.

Cette collusion apparut dès les années 1970. Le Premier ministre de l'époque, Edward Heath, accepta de manière officieuse la formation d'un groupe de défense civile, l'Ulster Defence Association (UDA), qui échangeait des informations avec l'Ulster Defence Regiment (UDR). Puis il fut découvert que dans deux fermes situées dans le sud de l'Ulster, des officiers du RUC et de l'UDR, agissant comme un gang, avaient été responsables de la mort de 120 personnes entre 1972 et 1976. Les soupçons de collusion se confirmèrent dans les années 1980 quand les violences commises par les loyalistes augmentèrent d'une manière singulière et dépassèrent de loin celles commises par les républicains entre 1992 et 1994. De même, Londres toléra jusqu'en 1992 l'existence de l'UDA, bien qu'elle fût responsable de la mort de centaines de catholiques. Les liens étroits entre la communauté protestante et la police

nord-irlandaise favorisèrent grandement le phénomène de collusion[12].

Certains auteurs britanniques[13] ont cherché à relativiser l'importance des assassinats sauvages et de la collusion entre forces de sécurité et groupes paramilitaires protestants. Ils ont tenté de démontrer que cela n'avait été le fait que de certaines unités, pendant un temps très court, et que rapidement, RUC, SAS et les autres unités spécialisées n'avaient agi qu'avec mesure, dans un cadre légal bien défini, et que les accusations relatives à une soi-disant politique de *shoot-to-kill* n'étaient qu'un produit de la propagande républicaine. Mais les récits de nombreux autres opérateurs et de victimes viennent largement contredire cette tentative de réécriture de l'histoire.

1. *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, Paris, 1980.

2. L'Ulster comprend alors six comtés, quatre à majorité protestante (Antrim, Armagh, Londonderry, Down) et deux à majorité catholique (Fermanagh, Tyrone).

3. Pour une meilleure compréhension de l'évolution de la résistance irlandaise, il convient de rappeler qu'en décembre 1969 eut lieu une convention générale de l'IRA qui, ayant déposé les armes en 1962, n'est plus en position de défendre les quartiers catholiques. En cette occasion, le mouvement se scinda en deux factions. La première, l'Official IRA (OIRA), d'inspiration marxiste, est partisane d'une approche exclusivement politique en s'appuyant sur son mouvement, le Workers' Party. Elle respecte les couvre-feux et disparaîtra en 2008. Des dissidents de ce mouvement, opposés à la trêve de 1974, créeront l'Irish Republican Socialist Party (IRSP) et sa branche militaire l'INLA, classée mouvement terroriste (1974-2008). La seconde, la Provisional IRA (PIRA ou Provos), est partisane d'un réarmement et d'une ligne militariste dure. Elle s'appuie sur son mouvement politique, le Sinn Fein, qui deviendra la principale force politique en Ulster. Là aussi, des groupes dissidents partisans d'une ligne encore plus dure et hostiles aux accords du Vendredi saint de 1998 créent en 1997 une organisation armée appelée Real IRA, puis en 2012 New IRA, encore active à ce jour. Par commodité et simplification, dans cet ouvrage il ne sera fait référence qu'au nom générique d'IRA.

4. Kitson fit ses premières armes de guerre contre-insurrectionnelle au Kenya, dans les années 1960, où il combattit les Mau-Mau comme officier du renseignement militaire. Il s'y fit une solide réputation dans l'art de retourner les partisans kenyans et de les intégrer dans de fausses unités Kikuyus qui pourchassaient les vraies dans la brousse, ou bien commettaient des atrocités que l'on attribuait aux Mau-Mau. Un de ses meilleurs chasseurs, qui s'était fait une réputation dans l'art de castrer les prisonniers, s'appelait Idi Amin Dada.

5. *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping*, Faber & Faber, Londres, 1971.

6. Corps de la British Army entièrement dédié à la recherche et à l'exploitation du renseignement.

7. En 1982, le HMSU fut impliqué dans une série d'éliminations physiques de républicains non armés. Ceci entraîna une enquête judiciaire qui provoqua un profond malaise au sein de la RUC.

8. Harry McCallion, *Undercover War: Britain's Special Forces and Their Secret Battle Against the IRA*, John Blake Publishing, Londres, 2020, p. 77-78.

9. *Ibid.*, p. 20 et p. 22.

10. Toutes les confrontations armées avec l'IRA se terminèrent par l'élimination physique des

terroristes au cours d'embuscades, mais aussi par la mort de quelques personnes innocentes alimentant la dénonciation de la politique *shoot-to-kill*. Aussi, l'appellation SAS devint, pour les catholiques, synonyme de « *Special Assassination Squadron* ».

11. *Big Boys' Rules: The SAS and the Secret Struggle against the IRA*, Faber & Faber, Londres, 1992.
12. Harry McCallion, *Undercover War*, *op. cit.*, p. 284.
13. Notamment Harry McCallion dans *Undercover War, op. cit*.

CHAPITRE 3

LES UNITÉS DE RECONNAISSANCE ET DE SURVEILLANCE

La Military Reaction Force (1971-1973)

La Military Reaction Force (MRF) fut créée durant l'été 1971. Elle fut la première unité secrète de renseignement et de contre-insurrection de l'Armée de terre britannique en Irlande du Nord. Son emploi fut rendu possible par l'entrée en vigueur de la *Direct Rule,* le 24 mars 1972, date à laquelle la province d'Irlande du Nord (Ulster) passa sous le contrôle direct de la couronne britannique.

La création de la MRF correspond à la mise en application des expériences passées du général Frank Kitson, qui avait créé avec succès des « contre-gangs », comme nous l'avons vu, pour vaincre l'insurrection des Mau-Mau au Kenya (1952-1956). Auteur de deux livres consacrés aux tactiques de contre-insurrection – *Gangs and Counter-gangs* (1960) et *Low Intensity Operations* (1971) – il appliqua ces idées lorsqu'il prit le commandement de la 39e brigade en Irlande du Nord, basée à Belfast.

Suite au retournement d'une dizaine de membres de l'organisation irlandaise, Kitson ressentit le besoin d'une unité qui soit capable de « traiter » ces éléments infiltrés dans l'IRA – appelés « Freds » – de combattre clandestinement l'organisation irlandaise, d'exploiter les renseignements obtenus, d'identifier ses responsables et de semer la discorde dans ses rangs. Cette mission fut initialement confiée à un groupe du Parachute Regiment connu sous le nom de Special Detachment of the Military Reconnaissance Force (MRF). La MRF fut la première unité militaire clandestine britannique en Irlande du Nord. Elle opérait en dehors de la chaîne de commandement traditionnelle de l'armée, ne rendant compte qu'à l'état-major de la 39e brigade de Kitson. Elle agissait à l'extrême limite de la légalité et disposait dans l'action d'un pouvoir discrétionnaire, ce qui fit que les bornes de l'acceptable furent souvent

dépassées. Son existence ne fut reconnue officiellement par le gouvernement britannique qu'en 1994.

Recrutement et formation

La MRF était implantée dans la caserne de Palace Barracks, dans la banlieue est de Belfast. L'unité était d'une taille modeste, ses effectifs ne comprenant qu'une quarantaine d'hommes âgés de 20 à 35 ans. Elle était dirigée par un capitaine et répartie en trois équipes de neuf hommes, chacune commandée par un sous-officier issu des forces spéciales – SAS et Special Boat Service (SBS) – ou des unités d'élite : Royal Marines, Parachute Regiment. Les cadres, issus des forces spéciales et régiments d'élite, étaient directement affectés dans l'unité au sein de laquelle ils complétaient leur formation. Ils devaient toutefois démissionner de leur unité d'origine le temps de leur affectation à la MRF. Le reste du personnel militaire était quant à lui recruté suite à un long processus conduit au sein de l'armée conventionnelle.

Le recrutement, basé sur le volontariat, privilégiait autant que possible des soldats issus des classes populaires, donc aptes à se fondre dans la population locale. Les candidats d'origine irlandaise étaient particulièrement recherchés pour leur aspect physique et leur accent. Toutefois, leur nombre ne fut jamais très élevé. La MRF ne comprenait pas d'officiers – à l'exception du chef d'unité – lesquels, par leur allure et leur comportement, étaient trop facilement repérables.

La présélection était effectuée directement au sein des unités militaires, la hiérarchie de chaque bataillon servant en Ulster devait choisir quatre hommes pour la MRF. Les candidats devaient être caporal ou sergent, avec au minimum trois ans d'ancienneté et avoir été déjà affectés à au moins deux reprises en Irlande du Nord. Leur dossier personnel devait être sans tache, leur formation militaire complète. Ils devaient avoir un caractère calme et méthodique, et être capables de travailler seul et sous pression. Ils ne devaient pas avoir de tatouage, être bruns et de tailles moyennes, et surtout être volontaires pour une affectation de trois ans en Ulster pour travailler en civil, en *special duty*, pour lutter contre l'IRA.

Les candidats entraient alors dans un processus de sélection de plusieurs semaines, toujours au sein des régiments. L'évaluation était dirigée par une équipe de deux personnes en civil, issues probablement de l'Intelligence Corps.

Elle consistait en de longs entretiens et des tests, et était menée dans un cadre strictement confidentiel, tant vis-à-vis de leurs camarades d'unité que de leurs familles.

Un ancien membre de la MRF, alors en poste dans un régiment classique en Ulster, a décrit ce long processus de sélection[1]. Les entretiens, les questions posées, les jeux de situation de plus en plus stressants appelant des réponses toujours plus rapides… Tout cela permettait de tester l'aptitude du candidat à travailler sous pression et laissait entrevoir la définition du futur emploi :

– questionnaire sur l'environnement familial ;
– étude de la carrière militaire et des choix effectués ;
– évaluation psychologique, test psychotechnique ;
– mise sous pression physique et mentale ;
– simulation d'interrogatoire en position physique inconfortable et déstabilisante ;
– exercices d'observation/mémorisation/restitution, de jour comme de nuit ;
– test de discrétion par des approches amicales de tierces personnes posant des questions.

Tout au long de ce processus, les candidats étaient en observation permanente, même pendant les activités sportives, laissées à leur complète initiative. À l'issue, seuls quelques-uns étaient retenus. Dans son récit, Simon Cursey indique que seuls trois candidats furent choisis sur l'ensemble de son bataillon (1 000 hommes). Leur départ fut organisé discrètement pour rejoindre leur nouvelle unité à Belfast.

La formation des nouvelles recrues s'effectuait ensuite au sein même de la MRF sur une période de deux mois. L'unité devait assurer elle-même l'instruction des nouveaux opérateurs. Comme elle n'avait ni le temps ni les ressources pour affecter du personnel permanent à la formation, celle-ci s'effectuait donc « sur le tas » (*on-the-job training*). À leur arrivée dans l'unité, les nouvelles recrues étaient aussitôt intégrées dans des équipes opérationnelles à raison d'un « jeune » pour deux ou trois anciens. Le programme de formation couvrait les domaines suivants :

– surveillance statique et mobile avec procédure radio simplifiée ;
– mise en place d'un poste d'observation (*Observation Post*/OP) ;
– connaissance des armes étrangères employées par l'IRA ;

– tir à courte distance, en embuscade et contre-embuscade ;
– techniques d'enlèvement et de contre-kidnapping ;
– protection rapprochée ;
– conduite offensive et défensive ;
– photographie à courte et longue distance ;
– méthodes d'intrusion discrète dans une maison.

Surtout, la formation comprenait une phase de « démilitarisation » de façon à ce que les nouveaux venus perdent les habitudes et comportements du personnel militaire, tant dans le langage et l'attitude corporelle que dans la façon de s'habiller, de marcher et de converser avec des locaux. La traditionnelle discipline s'en trouvait donc très relâchée.

Si la jeune recrue ne se faisait pas à son nouvel environnement de travail ou si elle n'arrivait pas à s'intégrer dans son équipe, c'était un retour immédiat dans l'unité d'origine (*Return to Unit* – RTU), mais sans aucune sanction ni conséquence négative pour sa carrière. Elle devait toutefois garder le secret sur son court séjour au sein de la MRF, ce qui fut rarement respecté[2].

Missions et modes opératoires

La mission première de la MRF était le renseignement. L'unité était chargée de :

– mener des opérations de surveillance et de renseignement clandestines dans des situations où les soldats en uniforme et véhicules militaires étaient trop visibles et reconnaissables ;
– rechercher des personnalités républicaines connues et les arrêter ou les neutraliser ;
– recruter et exploiter des sources au sein des groupes républicains pour en faire des agents doubles (les Freds) traités par les services de renseignement.

Mais la détérioration de la situation en Ulster, à partir de 1972, fit que la MRF reçut un feu vert pour se montrer plus offensive vis-à-vis de l'IRA et fut chargée de missions d'élimination. Cette partie de son activité demeura particulièrement secrète et fut longtemps démentie par les autorités britanniques, mais reconnue et confirmée par d'anciens membres. En effet, l'unité devait :

– éliminer des membres de l'IRA ou ses sympathisants – qu'ils soient armés ou non, ils étaient désignés comme « coupables par association » – pour semer

terreur et confusion dans le camp républicain. L'idée était de faire changer la terreur de camp et de montrer à la population catholique que l'IRA ne pouvait pas les protéger. La MRF se livrait à cette fin à des actions très rapides de *shoot-and-scoot* (tir et fuite rapide) ;

– kidnapper des membres de l'IRA – en se faisant passer pour les protestants loyalistes de l'Ulster Volunteer Force (UVF) – et mener des interrogatoires particulièrement « musclés[3] » pour en tirer des informations et discréditer les individus capturés en les relâchant ;

– pousser les républicains dans une guerre meurtrière avec les loyalistes pour détourner leurs attaques contre l'armée.

Toutes ces actions furent menées en totale contradiction avec les règles d'engagement de l'Armée britannique. C'est d'ailleurs pour cela que la MRF fut créée. Plusieurs témoignages (télévisuels ou écrits) d'anciens membres de l'unité confirment qu'ils menaient une véritable politique de *shoot-to-kill*, obéissant aux ordres du gouvernement, lequel menait alors un double jeu politique. Avant action, la MRF se voyait communiquer par les services de sécurité (MI5, MI6) une liste de cibles sur lesquelles ses membres avaient l'ordre de « tirer à vue ».

La MRF devint ainsi surtout une unité d'élimination et certains n'ont pas hésité à qualifier ses membres de « tueurs légaux ». Un ex-membre de la MRF, interviewé pour l'émission *Panorama* de la BBC en novembre 2013 déclara : « nous étions là pour agir comme un groupe terroriste. » D'après les témoignages d'acteurs présents en Ulster à cette époque, il est estimé que la MRF est responsable de quarante éliminations au cours de ses patrouilles en secteur républicain. Les constatations judiciaires étaient alors effectuées par la Military Police britannique, qui concluait systématiquement à des règlements de comptes entre factions rivales…

Une des opérations menées – si elle est véridique – mérite d'être signalée tant ses conséquences auraient pu être désastreuses pour l'Ulster. Elle est relatée par Tom Siegriste dans son livre[4] :

> *« En juin 1973, un sous-officier, ancien SAS et chef d'équipe à la MRF détaché en Angleterre pour la formation de la future unité (la SRU), reçut l'ordre de retourner à Belfast au siège de la MRF pour se présenter à son chef d'unité.*

Il y rencontra son ancien responsable d'unité, le capitaine Watches (probablement du MI6), qui lui apprit que Gerry Adams, le dirigeant du PIRA (bien que participant à des pourparlers avec des représentants du MI6 pour trouver une solution aux "Troubles"), devait assister, le 23 juin 1973 après-midi, à une réunion avec d'autres chefs de l'organisation dans le quartier d'Andersonstown, à Belfast. En cette occasion, Gerry Adams, la cible, devait être tué en faisant croire qu'il s'agissait d'une action de l'UVF.

Le sous-officier accepta, en dépit de toutes les implications d'une telle action, et il monta l'opération avec deux autres membres de la MRF. Le jour dit, le bureau MI6 de Lisburn confirma l'heure d'arrivée de Gerry Adams et le dispositif (trois véhicules dont une Rover 3500S spécialement volée pour l'opération) se mit en place. Juste au moment où la cible sortit de la voiture, l'ordre de stopper l'action et de retourner à la base fut reçu sur la radio de bord des trois véhicules. Les raisons de ce "feu rouge" ne sont pas connues, mais Gerry Adams eut beaucoup de chance ce jour-là… »

Le centre névralgique de la MRF était la salle « opérations », activée en permanence (24/7). Elle disposait d'accès à plusieurs bases de données (plaques minéralogiques, adresses, etc.), ainsi que d'importants moyens de communication permettant le suivi radio des équipes sur le terrain et le contact direct avec les autorités et les bureaux des services spéciaux situés aux Headquarters Northern Ireland (HQNI) de Lisburn. Dans une salle adjacente, réservée aux briefings, étaient affichés et tenus à jour les organigrammes et photos des cibles (terroristes et suspects) recherchées.

Les membres de la MRF patrouillaient en permanence dans Belfast en équipe de deux à quatre hommes, selon un rythme ternaire : une équipe sur le terrain, une en stand-by et une au repos-entraînement.

Ils patrouillaient à bord de véhicules banalisés (type berline ou utilitaire) partiellement blindés et équipés de radios discrètes pour rester en liaison constante avec la salle « opérations ». Les véhicules utilisés étaient des modèles courants à l'époque en Ulster : Morris Oxford Estate, Ford Cortina GT, Austin Cambridge, Farina Traveler, Volvo 160, etc. Le nombre important de sorties opérationnelles – mais aussi les accidents ou les véhicules ayant été touchés par des tirs – imposait d'alimenter régulièrement ce parc, en prenant en compte le temps de blindage et d'équipement réalisé sur place par les mécaniciens et techniciens de l'Armée britannique. Aussi, une partie de ces véhicules était

régulièrement volée en Ulster ou en Angleterre… Tous étaient munis d'un jeu de plusieurs plaques minéralogiques.

Les membres de la MRF opéraient en civil et étaient munis de fausses identités. Au cours de leurs missions de surveillance, ils utilisaient également de nombreux déguisements : ils se faisaient passer pour des équipes de nettoyage urbain ou pour des ivrognes sans-abri, vivant dans la rue.

Toujours armés et autorisés à faire feu, les opérateurs utilisaient les mêmes armes que les terroristes, telles que le pistolet Browning HP, les pistolets-mitrailleurs Sterling ou Thompson ou le fusil d'assaut Armalite. Cet armement avait été généralement récupéré sur le terrain par l'armée et réaffecté à la MRF. Un stand de tir situé dans les locaux de l'unité permettait à ses membres de s'entraîner quotidiennement.

Dans certains cas, les membres de la MRF eurent à mener des missions de protection rapprochée (*Close Personal Protection/Close Protection* – CPP/CP) discrètes lors de visites officielles ou lors de contacts entre un personnel de l'armée et une source. Certaines de ces rencontres s'avérèrent être des pièges tendus par l'IRA dans le but de tuer ou d'enlever un membre de l'armée. Chaque fois qu'une équipe de la MRF décelait des intentions hostiles chez ses interlocuteurs, elle prit l'initiative des tirs et élimina ses adversaires avant toute action de leur part.

Le rythme opérationnel était très soutenu, à raison de trois à quatre sorties chaque nuit plus celles du week-end. Les opérations de *shoot-and-scoot* visaient principalement les barrages défensifs urbains de l'IRA dans lesquels les membres de la MRF supposaient – parfois à tort – que les participants étaient armés. Ils ouvraient alors le feu sans aucune sommation. Ces engagements armés ne duraient jamais plus de 30 secondes puis les opérateurs s'exfiltraient rapidement avant l'arrivée des véhicules de la RUC (en moyenne 10 à 15 minutes après l'action). La MRF aida également les loyalistes à monter des opérations de plasticage de pubs républicains.

En ces diverses occasions, plusieurs civils totalement innocents et étrangers aux événements furent tués. Courant 1972, au moins quinze personnes trouvèrent la mort dans des opérations dites de *drive-by shooting*, les membres de l'unité tirant depuis leurs véhicules avant de prendre la fuite.

Le programme « Freds »

Les Freds étaient des membres des groupes paramilitaires républicains

capturés qui, au cours de leur interrogatoire, choisissaient de coopérer avec les forces de sécurité, le plus souvent contre une somme d'argent de l'ordre de 20-30 livres par semaine, mais qui atteignait 500-600 livres pour les plus productifs et/ou les plus sensibles.

Les Freds disparaissaient de Belfast et étaient hébergés sur le site de Palace Barracks dans un bâtiment normalement réservé au personnel marié. Ils étaient protégés et traités par le MI5. Pour les plus sensibles, une légende était montée à l'intention de leur famille et de l'IRA. Officiellement, la personne disparue était partie travailler en Angleterre, le plus souvent sur des chantiers de construction, donc sans adresse fixe. Le MI5 se chargeait d'envoyer une partie du salaire à la famille pour étayer la légende.

Les opérateurs de la MRF emmenaient les Freds avec eux lors de leurs patrouilles en ville. Ces derniers, dissimulés dans un véhicule blindé, étaient chargés d'identifier des sympathisants ou des agents de l'IRA – ou des lieux dans lesquels ils se retrouvaient – qui étaient alors désignés comme cible. Grâce à l'emploi des Freds, la MRF put constituer de nombreux dossiers photographiques sur les militants des deux factions à Belfast.

Deux Freds, Seamus Wright et Kevin McKee, furent à l'origine du plus grand désastre que connut la MRF : la découverte par la PIRA de deux structures de façade utilisées par la MRF.

Les sociétés-écrans

Afin de recueillir des renseignements leur permettant de cibler les membres de l'IRA, les services de sécurité et la MRF créèrent astucieusement deux fausses structures commerciales :

– la blanchisserie *Four Square*, dont un camion circulait dans le secteur républicain de Belfast-Ouest deux fois par semaine. Moyennant des tarifs très avantageux et un système de code couleur par rue, il collectait à domicile le linge à laver et le ramenait une fois propre. Le camion était conduit par un jeune couple qui s'occupait de la collecte et du retour du linge tout en discutant avec les clients. Tous deux étaient militaires d'active, appartenaient à la MRF et étaient natifs d'Irlande du Nord (pour l'accent).

Avant d'être lavés dans une vraie blanchisserie (à laquelle sous-traitait la MRF), les ballots de linge étaient examinés scientifiquement à la recherche de traces d'explosifs, de poudre, d'huile d'arme ou de sang et ils étaient pesés en

comparaison avec la semaine précédente pour déterminer s'il y avait des personnes supplémentaires hébergées dans la maison.

– le salon de massage *Gemini*, situé 397 Antrim Road, abritait des masseuses qui prodiguaient des services sexuels à des politiciens locaux et à certains membres de l'IRA venus se relaxer et se « déstresser ». Les six salons étaient équipés de micros et de caméras et surveillés depuis l'étage supérieur pour recueillir les paroles des clients.

La gérante de l'établissement, Kitty O'Neil, native d'Irlande du Nord, était un agent dormant du MI5. Connaissant bien des membres du 3e bataillon de l'IRA de Belfast, elle leur proposa d'ouvrir un salon de massage à leur usage unique moyennant 50 % de ses gains. L'IRA accepta et ainsi crut posséder la plus belle maison close de Belfast à son unique usage et profit. Les masseuses employées étaient recrutées localement (de préférence loin de Belfast) et totalement inconscientes de l'usage réel du salon.

Se croyant en sécurité, la vigilance et la méfiance des clients tombèrent d'un cran et beaucoup d'informations orales furent recueillies. Chaque matin, un courrier du MI5 venait chercher les bandes magnétiques et les films de la soirée précédente pour les exploiter au HQNI de Lisburn. Les billets utilisés étaient aussi marqués et tracés pour savoir de quel compte et de quelle banque ils provenaient. Beaucoup d'opérations et de membres de l'IRA furent ainsi compromis, créant ainsi chez les responsables de l'organisation le sentiment dévastateur qu'il y avait une taupe britannique parmi eux.

Mais en septembre 1972, la PIRA découvrit que Seamus Wright et Kevin McKee étaient des agents doubles travaillant pour la MRF. Sous couvert d'une promesse de pardon, ils furent attirés dans un piège et interrogés. Ils révélèrent alors l'existence du programme *Freds* ainsi que celle des structures de façade[5].

Le responsable de la brigade PIRA de Belfast décida de retourner les deux hommes et les renvoya aux Britanniques pour jouer le rôle d'agents triples et plaça les sociétés-écrans sous surveillance. Mais le MI5 se doutait que ses agents avaient été retournés et décida à son tour de les utiliser pour désinformer et intoxiquer l'IRA par ce biais, mais sans prévenir la MRF…

La PIRA prépara alors l'attaque des structures de façade. Le 2 octobre 1972, plusieurs équipes de Provos attaquèrent en même temps le camion de blanchisserie, les locaux de la blanchisserie et le salon de massage. Le camion

fut stoppé et mitraillé dans le secteur de Twinbrook (Belfast-Ouest). Son chauffeur fut tué, mais sa jeune collègue en réchappa, car elle rapportait du linge dans une maison voisine[6]. L'action contre les locaux de la blanchisserie à College Square ne donna aucun résultat, les bureaux étant vides. Le salon de massage d'Antim Road fut aussi attaqué, mais seule une personne, dans la salle d'attente, fut blessée suite à un tir accidentel. L'équipement de surveillance fut découvert. La tenancière du salon disparut, probablement emmenée par les assaillants. Les deux Freds capturés par la PIRA furent jugés comme traîtres par l'organisation républicaine et éliminés. Leurs corps ne furent jamais retrouvés.

Dissolution

En septembre 1973, après seulement dix-huit mois d'existence, la MRF fut dissoute. Plusieurs éléments sont à l'origine de sa dissolution :

– les attaques contre les sociétés-écrans remontèrent le moral de l'IRA et lui permirent de communiquer très largement sur l'événement. Les médias semblèrent enfin découvrir une des faces cachées du conflit nord-irlandais, et la dénonciation médiatique de la politique de *shoot-to-kill* commença ;

– de son côté, la RUC, qui n'avait jamais apprécié la MRF qui la tenait complètement à l'écart de ses actions, lança des enquêtes de police sur des faits de fusillades dans les rues de Belfast, ainsi que sur les exécutions de citoyens irlandais ;

– la BBC dévoila dans son émission *Word in Action: A question of Intelligence* (septembre 1973) le rôle de la MRF[7], révélant ses tactiques et listant ses actions et exactions depuis sa création. Des fuites dans la presse eurent lieu, probablement organisées par l'opposition politique ;

– les questions de l'opposition gouvernementale travailliste au Parlement au sujet de cette unité devenant pressantes, le ministère de la Défense annonça la dissolution de la MRF le 13 septembre 1973. Le mode d'action de l'unité présentait, aux yeux des dirigeants politiques, un fort risque d'exposition médiatique tant ses méthodes, unanimement décriées, étaient incontrôlables et habilement exploitées par le camp républicain qui la présentait comme un *death squad* officiel.

Mais les autorités politiques et militaires étant toujours décidées à casser la spirale de violence nationaliste de l'IRA, elles créèrent une nouvelle unité clandestine désignée sous le terme générique de Special Reconnaissance Unit

(SRU[8]). Elle se consacrerait uniquement au renseignement, serait mieux préparée, plus rigoureuse et surtout mieux contrôlée. Les leçons tirées de l'expérience de la MRF montrèrent qu'il y avait beaucoup de progrès à faire pour conduire des opérations clandestines de renseignement en Ulster. En fait, dès novembre 1972, les autorités étaient conscientes que cette unité opérait de manière fort approximative, sans procédure, manquant de discrétion et surtout d'une structure de commandement et de contrôle inadaptée.

Suite à la dissolution de la MRF et en attendant que la SRU soit opérationnelle, le commandement britannique se trouva en 1974 dépourvu d'unité capable de faire de la surveillance discrète. Cette mission fut alors assurée pendant plusieurs mois par des opérateurs du SAS (*squadron* B) et par des éléments du MI6.

14th Intelligence and Security Company (1973-2005)

Créée fin 1973, la 14th Intelligence and Security Company est certainement l'unité correspondant le mieux au concept d'unité militaire clandestine. Spécialisée dans la recherche du renseignement, elle est demeurée longtemps secrète. Elle fut initialement connue sous le nom de Special Reconnaissance Unit (SRU), puis de 14th Field Security and Intelligence Company (fin 1973) avant d'adopter sa dénomination officielle au début des années 1980[9]. Elle était généralement désignée sous le terme de « 14th Det » ou « The Det ». Dans les années 2000, l'unité prit le nom de Joint Communications Unit-NI (JCU-NI), et ses détachements régionaux devinrent les Special Communication Units-NI (SCT-NI), avant d'être regroupés et implantés sur la base aérienne d'Aldergrove[10].

Missions

La mission principale de la 14th Intelligence and Security Company était de conduire des opérations de surveillance clandestines des terroristes afin de permettre leur arrestation par les forces de sécurité. Cette unité fut ainsi les yeux et les oreilles (« *The Watchers* ») des divers services de renseignement opérant en Irlande du Nord (RUC/SB, MI5) :

– Elle effectuait la surveillance des cibles à partir de postes fixes (OPs) ou de véhicules banalisés (*Q-cars*) et des infiltrations à pied dans les zones urbaines et rurales en se fondant dans le paysage et la population ;

– elle exploitait les renseignements fournis par le RUC/SB en les affinant et les complétant ;

– elle montait des opérations de surveillance technique (effraction, pose de micros, de caméras discrètes et de balises de suivi) au profit de la RUC/SB et du MI5 ;

– elle assistait les groupes d'intervention dans leurs missions en réalisant un « encagement » et une surveillance des cibles (hommes, résidences, véhicules) ;

– elle mettait en œuvre et entretenait les équipements de surveillance technique (réseau de caméras, postes d'écoute et d'enregistrement des micros installés clandestinement) ;

– elle assurait le transport secret des SAS lors de leurs opérations ;

– ses cadres participaient, par roulement, à la sélection et à la formation des futurs opérateurs de l'unité.

Les membres de la 14th ISC devaient impérativement éviter toute confrontation armée afin de ne pas être impliqués ou identifiés. Ils ne faisaient usage de leurs armes qu'en cas de légitime défense, en cas de découverte ou pour porter un secours immédiat à un opérateur en danger. Les interventions – arrestations, embuscades, extractions d'agents – étaient assurées uniquement par les unités d'intervention de la police (Headquarters Mobile Support Unit [HMSU] de la RUC en milieu urbain) et de l'armée (SAS en milieu rural).

En quelques rares occasions, les opérateurs du Det eurent à mener des opérations offensives qui se conclurent par l'élimination physique de terroristes, mais aussi par la compromission des opérateurs et de la mission de renseignement.

Organisation

Les effectifs de la 14th ISC étaient ceux d'une compagnie classique. Son état-major était situé à Lisburn (comté d'Antrim). L'unité comprenait trois détachements ou « Dets », chacun dans un secteur d'Irlande du Nord :

– le North Det basé à Ballykelly (comté de Londonderry), zone de la 8e brigade ;

– le South Det basé à Bessbrook (comté d'Armagh), zone de la 3e brigade ;

– le East Det basé à Aldergrove (Belfast, comté d'Antrim), zone de la 39e brigade.

Chaque Det était dirigé par un *officer commanding* (OC) assisté d'un

operation officer (OPSO) – souvent un sous-officier ancien. Chaque Det régional était composé d'une vingtaine d'opérateurs, caporaux ou sergents (hommes et femmes), affectés pour une période de deux ans, dans l'unité et travaillant sous identité fictive. Était également présent sur place un *military intelligence liaison officer* (MILO), chargé d'effectuer les liaisons avec la RUC et le MI5, de fournir des renseignements et de relayer les demandes d'intervention ou de support.

Les opérateurs étaient assistés d'un important staff de techniciens : transmetteurs, électroniciens, mécaniciens, électriciens, photographes, cuisiniers, personnel de ménage… Ils étaient recrutés parmi tous les corps de métier de l'Armée britannique et ne participaient pas directement aux opérations, à l'exception des techniciens radio qui devaient se déplacer sur le terrain pour installer de nouveaux équipements ou effectuer des opérations de maintenance[11].

Les cantonnements des Dets étaient en général des *compounds* totalement clos et protégés des vues extérieures, munis de plusieurs sorties possibles et entièrement construits par des sociétés anglaises s'étant spécialement déplacées en Irlande pour éviter tout risque de fuite.

Le site comprenait des hangars à accès contrôlé abritant tous les ateliers (mécanique, électricité-électronique, radio, serrurerie, labo photo, infirmerie), un garage (motos, vans, berlines, camionnettes, camions), un stand de tir couvert, un hélipad, un mât d'antennes, un ensemble de préfabriqués abritant des bureaux, une salle de réunion, une salle « opérations et transmission », les vestiaires des opérateurs, l'armurerie, parfois une *killing house* pour s'entraîner, la salle de sport, la cantine, la cuisine et le bar. Le cœur du dispositif était la salle « opérations » dirigée par un sous-officier ancien faisant fonction d'OPSO, assisté d'un opérateur et de techniciens (radio, vidéo, etc.).

À l'intérieur du cantonnement, chaque bâtiment était isolé et l'accès contrôlé. Tout était basé sur le « besoin d'en savoir » et le personnel de soutien ne pouvait pénétrer dans certaines pièces que sur convocation. Les techniciens et le personnel de soutien avaient pour consigne d'éviter au maximum les contacts avec les opérateurs, hormis pour raison professionnelle. L'accès à certains bureaux leur était interdit sauf sur convocation, et dans ce cas tous les murs étaient recouverts de rideaux occultants pour cacher les renseignements affichés (photos, plans, itinéraires, etc.).

Au quotidien, les membres de l'unité employaient tous des pseudonymes. En opération, ils s'appelaient par un prénom (pseudo) suivi d'une abréviation désignant leur fonction. Par exemple : John OPSO, Jim OP, Sean Pronto, Mat Bleep, etc[12].

Suite aux leçons tirées de l'expérience – et des erreurs – de la MRF, la création et le fonctionnement de la 14th ISC furent régis par de très strictes règles de secret et de confidentialité. Dès le début, l'unité fut dissimulée sous une pléthore d'appellations différentes et proches d'unités existantes de façon à semer le doute quant à son existence et son appellation exacte. Elle n'apparaissait pas dans l'ordre de bataille de l'Armée britannique. Cette politique rigoureuse de confidentialité permit de garder la couverture du Det pendant de longues années. Tout manquement à ces règles ou incident involontaire provoquant la compromission d'une mission était immédiatement puni. Ces sanctions allaient du retour à l'unité d'origine (« *Return to Unit* » – RTU) ou, quand il n'y avait pas eu faute avérée, à l'affectation temporaire en Angleterre à la formation des futures recrues avant réaffectation dans un autre détachement régional.

Ces notions de secret et de confidentialité furent tellement bien appliquées que, pendant de longues années, tous les revers et échecs que connurent les groupes paramilitaires furent attribués au RUC et/ou au SAS plutôt qu'au Det.

Particularités

Les opérateurs du Det durent s'adapter en permanence au contexte local. L'extrême rigueur indispensable à la préparation et à l'exécution des missions était contrebalancée par une grande familiarité et décontraction hors mission. Cet état d'esprit était nécessaire pour évacuer la pression résultant de phases d'activités stressantes en milieu hostile et dangereux, d'une durée de six semaines. L'obligation de devoir se fondre dans la population nécessitait de remarquables qualités de mimétisme permettant de passer inaperçu aussi bien dans les quartiers républicains que loyalistes. Aussi, le comportement humain et la façon de s'habiller en mission étaient à l'opposé de la tradition militaire. La réalité et la dangerosité du terrain imposaient une permanente remise en question des opérateurs afin de garder leurs compétences au plus haut niveau. C'est pourquoi le personnel de commandement (OC et OPSO) sortait régulièrement en mission avec les autres opérateurs.

Sélection et formation

Le recrutement, sur la base du volontariat, était ouvert à tout le personnel de l'Armée britannique, hommes et femmes, quels que soient le corps d'appartenance, le grade et la spécialité. Les candidats étaient le plus souvent des sous-officiers. Le personnel féminin était soumis aux mêmes critères de sélection et de formation que les hommes.

Au sein des unités de l'armée, une brève circulaire annonçait qu'un recrutement particulier avait lieu pour effectuer des missions spéciales et dangereuses en Irlande du Nord, au sein d'une unité appelée Intelligence and Security Group. Les volontaires devaient être célibataires, n'avoir ni cicatrice visible ni tatouage, et suivre une formation rigoureuse de six mois.

Les postulants étaient d'abord convoqués à l'état-major de leur division pour un programme d'une journée comprenant un test physique, des tests de QI et un entretien avec trois personnes en civil. Puis, les candidats retenus (environ la moitié) devaient rejoindre en civil un camp militaire situé à proximité de Birmingham, dans les Midlands, pour une durée de deux semaines avec un paquetage réduit. Dès l'accueil, l'ambiance était donnée : anonymat et confidentialité. Un numéro était attribué à chaque stagiaire, consigne leur était donnée de ne pas faire mention de leur nom, de leur grade et de leur unité d'origine et de ne s'adresser aux instructeurs (hommes et femmes) que sous l'appellation « *staff* ». Les papiers d'identité, clés de voiture et téléphones portables leur étaient retirés.

Les missions de surveillance clandestines au contact des terroristes étant très longues et risquées, elles nécessitaient une forte stabilité psychologique, de la confiance en soi et une forte autonomie, car l'opérateur opérait souvent seul. D'excellentes capacités d'observation, d'endurance et la capacité de réfléchir et d'agir sous stress étaient des qualités indispensables. L'obligation de devoir se fondre dans la population impliquait par ailleurs des qualités de mimétisme poussées afin de passer inaperçu aussi bien dans les quartiers républicains que loyalistes. Aussi, le comportement et la façon de s'habiller en mission étaient à l'opposé des règles militaires, qui devaient être désapprises.

Le stage de sélection avait donc pour but de déstabiliser psychologiquement et physiquement les candidats, de les sortir de leurs cadres de pensée et de vie habituels, de les désorienter et de les mettre en situation de fatigue intense et de stress permanent. Ils étaient laissés dans l'ignorance totale des événements à

venir et leurs réactions étaient très étroitement notées par les instructeurs. À tout moment de la sélection, un candidat pouvait décider d'arrêter. De même, si ses résultats étaient insuffisants, il pouvait être éliminé par les instructeurs et renvoyé dans son unité (RTU) sans blâme ni sanction.

Les exercices comprenaient :

– activité physique, de jour comme de nuit, y compris en conditions climatiques extrêmes, course d'orientation nocturne avec alternance d'ateliers pratiques, course de 5 km par équipe en portant un poteau télégraphique, combat de boxe entre stagiaires, etc. ;

– connaissance des armes et pratique du tir avec l'arme de dotation (pistolet automatique Browning High Power) ;

– projection d'une séquence vidéo montrant un braquage de banque avec à l'issue un questionnaire d'observation détaillé à remplir ;

– conférence nocturne et projection de films dans une salle surchauffée invitant au sommeil, avec interrogation écrite à l'issue ;

– privation de sommeil ;

– réponse à de longs questionnaires sans aucune logique apparente ;

– exercices d'observation en déplacement, avec mémorisation et restitution écrite ;

– surveillance par binôme à partir d'un OP rural sommairement aménagé durant 48 heures sans interruption ni ravitaillement, suivi par une traversée à la nage d'un petit lac gelé ;

– reconnaissance en tenue civile d'un village et restitution de sa configuration sur plan ;

– reconnaissance nocturne d'un bar mal famé dans un environnement hostile avec pour mission de se fondre dans l'environnement et d'en faire une reconnaissance aussi précise que possible pour pouvoir en dresser un plan détaillé de retour au camp ;

– exercice de liaison et de reconnaissance en civil d'une durée de 36 heures avec pour objectif de rejoindre discrètement et par tous les moyens un village. Les candidats recevaient des instructions en chemin par contact humain ou par relève de boîtes aux lettres mortes, avec des consignes précises d'horaires à respecter pour entrer en contact avec des agents en un lieu donné et recevoir d'autres instructions de rendez-vous, le lendemain, avec des renseignements à obtenir ;

– pour les officiers, exercice de commandement avec prise de décision sur un

problème d'ordre militaire. Exposé devant un parterre d'instructeurs avec critiques et obstructions systématiques.

Ce processus de sélection rigoureux était conçu pour éliminer toute personne n'ayant pas les qualités nécessaires pour relever les défis du métier d'opérateur d'infiltration.

Formation de base (Camp One)

Les candidats sélectionnés suivaient dans un premier temps une formation de base d'une durée de deux mois et demi (sept jours sur sept) à Pontrilas (Pays de Galles), camp entièrement dédié à l'unité et très sévèrement protégé. Les stagiaires étaient en premier lieu invités à choisir un prénom qui deviendrait leur pseudonyme. Seuls les officiers gardaient leur véritable prénom en cas de rencontre ultérieure avec des collègues connaissant leur identité réelle. Le strict respect des règles de confidentialité était impératif et tout manquement – comme l'échec à des matières éliminatoires – entraînait un renvoi de la formation.

Celle-ci couvrait l'ensemble des compétences de base que devaient maîtriser les futurs opérateurs :

– conduite rapide et conduite défensive (deux semaines, test éliminatoire) ;

– identification et reconnaissance de véhicules d'après la silhouette, la forme d'une aile, le type de feux arrière, etc. ;

– connaissance de tous les types d'armes légères d'origines européenne, soviétique ou chinoise que les terroristes étaient susceptibles d'utiliser, ainsi que les anciennes armes de l'Armée britannique ;

– conduite de nuit et mémorisation de plaques minéralogiques y compris vues dans un rétroviseur ;

– photographie (deux semaines) : théorie de la photographie, connaissance des appareils, objectifs, films, pratique jour et nuit en extérieur, en intérieur, depuis un hélicoptère, sous support, prise de photos d'armes et de document, développement, vidéo ;

– techniques et tactiques de surveillance à pied : attribution de noms aux principaux lieux et itinéraires fréquentés et procédure radio particulière et spécifique au Det, connaissance de l'équipement radio individuel avec installation des micros et mini haut-parleurs, habillement et gestuelle ;

– techniques de filature en véhicule, orientation et baptême des quartiers, des carrefours et des rues (couleur et numéros), pratique jour et nuit, par binôme

puis en solo ;

– techniques de combat à mains nues et techniques de combat utilitaire en riposte ;

– *close quarter battle* (CQB) : technique de combat armé en espace clos (deux semaines) ;

– comment porter une arme en civil, comment dégainer, changer de chargeur, régler un incident de tir, les différentes techniques de tir, parcours de tir urbain en mouvement ;

– *close target reconnaissance* (CTR) : reconnaissance d'objectif au contact (une semaine) ; comment établir et exploiter un poste d'observation camouflé en milieu urbain et rural ;

– comment récupérer des informations de manière ouverte et comment préparer l'établissement d'un poste d'observation (OP) ; cadre d'ordre, préparation matérielle, phase de dépose, gestion, transmission et contact, récupération en fin de mission, prévision et étude des cas non conformes ;

– exercice de tenue d'un OP pendant 48 heures.

Tous les cours étaient entrecoupés de vigoureuses séances de sport, l'entretien de la forme physique étant essentiel.

Après cinq jours de repos, les stagiaires ayant réussi les épreuves de cette première phase étaient admis à poursuivre la formation.

Formation avancée (Camp Two)

La phase de formation avancée durait de trois mois et demi. À ce stade, il était recommandé aux candidats de prévenir leurs proches de la particularité de leur prochaine affectation et, pour les célibataires, d'établir un testament. Les stagiaires accédaient également à une assurance-vie spécifique et à un nouvel échelon de solde propres aux unités spéciales, avec un bonus annuel. Autre avantage, les stagiaires avaient le droit de rejoindre le camp avec leurs véhicules personnels, et à sortir du camp pendant leur temps libre.

Cette seconde partie de la formation avait pour objectif de parfaire et d'agréger toutes les connaissances acquises jusque-là, dans un environnement tactique proche de la réalité d'Irlande du Nord, le but étant de prendre la bonne décision au bon moment. Tous les exercices étaient filmés en vidéo, commentés en séance de débriefing et refaits si nécessaire. L'instruction avancée comprenait :

– connaissance et pratique des armes équipant le Det ;

– parcours de tir en progression ;

– formation et exercice de progression dans un immeuble et libération d'un otage ou d'un prisonnier dans une *killing house*, encadrés par le personnel du 22 SAS ;

– premiers secours sur un blessé par arme à feu avec mise en place de perfusion pendant une évacuation vers un hôpital ;

– pratique intensive des techniques de surveillance en véhicule et en solo avec conduite rapide, orientation et trafic radio ;

– photographie de cibles (hommes, résidences et véhicules) en milieu urbain et rural ;

– conduite défensive (manœuvre de demi-tours rapides en marche avant et arrière) et offensive (forcer un barrage avec un véhicule) ;

– réaction lors d'embuscade contre un véhicule avec secours et assistance d'un deuxième véhicule ;

– initiation sur les *methods of entry* (MOE) : généralités sur la serrurerie, comment copier rapidement une clé temporairement subtilisée, etc.[13] ;

– étude et réaction sur les inévitables cas non conformes surgissant au cours d'une opération et réclamant une réponse immédiate, avec exercices d'application dirigés ;

– exercice de surveillance de trois jours et trois nuits : s'infiltrer et installer un poste d'observation depuis un bâtiment face à l'entrée d'une banque et au-dessus d'un magasin occupé ; surveiller et photographier toutes les allées et venues dans l'attente de l'identification de deux cibles dont la photo était fournie ; communiquer avec le PC pour déclencher une prise en charge et la filature d'une des cibles puis quitter le poste d'observation sans laisser aucune trace. Cet exercice final faisait appel à toutes les techniques et tactiques apprises pendant ces six mois. Il se déroulait aux abords d'une ville importante et dans un quartier connu pour être un repaire de délinquants et de trafiquants de drogue où le moindre étranger était observé, car soupçonné d'appartenir aux forces de l'ordre.

Par ailleurs, tous les stagiaires subissaient un enlèvement, réalisé par des membres du personnel du SAS se faisant passer pour des Irlandais. Le rapt était suivi d'une séquestration, de traitements humiliants et d'un interrogatoire, le tout sur une durée de 24 heures. Ce fut une expérience traumatisante pour tous.

Durant toute cette formation, les stagiaires étaient mis en situation d'instabilité permanente : aucun programme ne leur était connu à l'avance, car le Det devait constamment s'adapter aux événements et la réalité du terrain. Il fallait donc préparer les opérateurs à une remise en question continue afin qu'ils gardent leurs compétences au plus haut niveau.

La formation avait lieu dans un contexte hautement confidentiel et protégé, car l'IRA cherchait à connaître la localisation du camp pour y commettre des attentats.

À l'issue de cette seconde phase de formation, à peine une dizaine de candidats étaient retenus pour intégrer l'unité. Leur affectation leur était alors communiquée (North, East, South Det), ainsi qu'un complément d'informations pratiques :

– présentation du Det, son organisation, ses missions, les relations avec l'armée et la police (RUC/SB) et les responsabilités de chacun ;

– particularités du Det de rattachement, de la région, de la population, des activités de l'IRA et de ses principaux membres et des groupes et communautés qu'ils devront surveiller.

Une initiation aux expressions et à l'accent irlandais leur était également dispensée.

À l'arrivée dans leur Det d'affectation, les nouveaux membres étaient exempts d'opérations pendant trois semaines afin d'avoir le temps de se familiariser avec leur nouvel environnement, mais aussi afin d'être évalués par le commandement et les autres opérateurs en vue de leur admission définitive. Cette période leur permettait de :

– se présenter aux responsables ;

– découvrir les installations et de s'installer ;

– percevoir leurs équipements individuels (armement, radio) ;

– être mis au courant des règles de conduite internes, vis-à-vis des autres opérateurs et du personnel de soutien technique ;

– essayer et régler leurs armes ;

– se familiariser avec la topographie de la zone, apprendre les noms de codes des lieux et itinéraires ainsi que la procédure radio interne ;

– percevoir et personnaliser leur véhicule banalisé ;

– sortir en compagnie d'un opérateur confirmé pour effectuer des reconnaissances de zone ;

– se familiariser avec la pose de dispositifs de surveillance technique (micro,

caméras, balises) ; recevoir et exploiter les signaux émis par ces dispositifs ;

– apprendre à poser une balise sur une arme ou des munitions découvertes, ou à les trafiquer[14] ;

– se familiariser avec les techniques d'effraction (pour les sous-officiers seulement) ;

– se former aux techniques de repérage et de filature à partir d'hélicoptère. Un détachement de Gazelle de l'Army Air Corps (AAC), surnommé le « Bat Flight » (« Les chauves-souris ») était fréquemment utilisé dans les opérations de la 14th ISC. Les Gazelle étaient également dotées d'équipements sophistiqués, opérés par les membres l'unité : caméras vidéo et infrarouges (FLIR) asservies à un viseur habituellement utilisé pour tirer des missiles filoguidés. Un ou plusieurs opérateurs du Det embarquaient dans l'hélicoptère, prenant en filature des suspects à distance sans qu'ils ne se doutent de rien. Les membres du Det étaient généralement armés de fusils d'assaut HK53 ou de fusils G3, prêts à engager, si nécessaire, leurs cibles depuis les airs, bien qu'il semble que le cas ne se soit jamais produit.

Les techniciens chargés du soutien (transmetteurs, électroniciens, mécaniciens, électriciens, photographes, cuisiniers, personnel de ménage) recevaient quant à eux une formation « sécurité », mais pas de formation opérationnelle, car ils ne participaient pas directement aux opérations.

Équipements spéciaux

Les équipements des opérateurs comprenaient :

– armement individuel : pistolets automatiques (BHP, Walter PPK), pistolet-mitrailleur HF MP5K, fusil d'assaut HK 53 et HK G3, fusil à pompe Remington 870, grenades *stun*, etc. ;

– radio individuelle chiffrée (marque Racal type « Cougar ») à porter sur soi avec les accessoires d'exploitation discrète : micro-cravate et écouteur d'oreille à boucle d'induction ;

– plusieurs mini appareils photo.

La 14th ISC disposait d'un parc de véhicules qui ressemblaient à des berlines civiles classiques, mais intégraient en réalité des caractéristiques spéciales. Ces voitures banalisées (*Q-cars*) étaient modifiées par les mécaniciens et les techniciens radio de l'unité :

– moteur et suspension renforcés ;

– radio de bord chiffrée avec micro et haut-parleur camouflés dans l'habitacle, commutateur (*push-to-talk*) discret au pied ou à la main sur des commandes de bord ;
– dispositif de *tracking* par balise émettrice ;
– dispositif d'antennes émettrices/réceptrices ;
– alarme et dispositif anti-piégeage ;
– trousse de premiers secours ;
– lot de mini appareils photo et caméras axiales et latérales, permettant aux opérateurs de filmer subrepticement ;
– blindage latéral au niveau des portières (kevlar) ;
– feux de freinage pouvant être désactivés par un interrupteur afin de déposer ou de récupérer secrètement un opérateur de nuit ;
– coupe-circuit moteur pour empêcher le vol ou le détournement du véhicule ;
– dispositif télécommandé de largage de grenades *stun* destiné à des situations d'urgence telles que la fuite face à un barrage routier terroriste ou la dispersion d'une foule hostile ;
– jeu de plaques minéralogiques correspondant aux zones d'action.

Dispositifs techniques de surveillance

Les dispositifs de surveillance technique furent une aide précieuse pour les forces de sécurité. Ils s'améliorèrent constamment au fil de temps et l'on peut considérer qu'aucune liaison téléphonique en Ulster n'échappait à leur surveillance. Tous les lieux critiques étaient couverts par des dispositifs vidéo fixes ou mobiles, les résidences et véhicules des cibles étaient piégés, soit par des microphones toujours plus performants, soit par des balises de suivi.

De façon à avoir une couverture totale, le réseau radio du Det était renforcé par la présence de relais dans toutes les bases militaires, postes de police et autres lieux sécurisés. Les équipements radio – portables ou installés dans les voitures ou dans les Dets – disposaient d'une clé de chiffrement à entrer chaque jour avant de partir en mission. Le territoire d'Irlande du Nord était maillé par un réseau de liaisons à micro-ondes et de fibres optiques chiffrées, à l'usage unique du renseignement britannique. Il permettait, via des installations de commutation, de relayer n'importe quel signal intercepté vers n'importe quel PC opérationnel, lequel pouvait aussi se connecter aux réseaux de vidéosurveillance urbaine de la police. Ces caméras urbaines avaient des

qualités optiques exceptionnelles permettant de lire une plaque minéralogique à une distance de 1,8 km, puis à 4 km pour les modèles les plus récents. Les images obtenues étaient affichées sur les écrans de la salle « opérations » des différents Dets, renommés en 2000 Special Communication Units-NI (SCTNI). À partir du moment où fut entreprise la démobilisation de ces derniers, toutes les images furent exploitées depuis le nouveau centre opérationnel d'Aldergrove, une base de la RAF.

Parallèlement, le Det était doté de puissants brouilleurs de signaux vidéo, portables ou fixes. En effet, l'insécurité en Ulster était telle que tout le monde (administration, commerce, particuliers) avait installé des caméras de vidéosurveillance pour protéger ses locaux et surveiller les alentours. Aussi, le Det devait être capable de les brouiller pendant que ses opérateurs conduisaient une action devant rester discrète.

Participation du SAS

Au début des années 1980, une *troop* SAS (seize hommes) fut rattachée à la 14th ISC, chargée des interventions. Ensemble, les deux unités formèrent l'Intelligence and Security Group – Northern Ireland (INTSYGP-NI)[15]. Les SAS étaient installés sur la base aérienne d'Aldergrove et disposaient d'installations d'entraînement à Ballykinler (comté de Down) où fut construite la réplique d'une petite ville irlandaise.

Puis à partir du milieu des années 1980, chaque année, le SAS et le SBS détachèrent deux opérateurs au sein de la 14th ISC pendant deux ans. Ils étaient dispensés des stages de sélection, mais devaient suivre intégralement la formation spécifique. Le SAS considérait qu'il s'agissait là d'un savoir-faire qu'il ne devait pas perdre et qui lui serait, le cas échéant, utile de maîtriser. Il disposait ainsi de cadres aptes à former ses propres opérateurs en cas de besoin et l'affectation au 14 Det devint alors une spécialité reconnue au SAS.

Contrairement aux SAS, qui n'intervenaient que ponctuellement et sur demande, les membres du Det étaient sollicités en permanence, souvent de nuit, ce qui permit de forger esprit de groupe très fort. Cela créa parfois également de la jalousie de la part des SAS, qui surnommèrent les opérateurs du Det les « Walts » en référence au film *La Vie secrète de Walter Mitty*, dans lequel le personnage principal s'imagine être le héros d'aventures imaginaires pour s'évader de sa vie sédentaire, monotone et stressante.

L'expertise acquise par les opérateurs du Det fut d'un tel niveau que certains membres du personnel purent intégrer les unités spéciales et que la formation très spécifique du Det fut intégralement reprise par le SAS et le SBS, créant ainsi une forme d'interopérabilité entre les unités. Toutefois, l'intégration de membres de la 14th ISC au sein des forces spéciales ne se passa pas sans entraîner des grincements de dents au sein du SAS. En effet, les nouveaux venus n'étaient pas soumis aux très sélectives épreuves de recrutement du régiment qui garantissent sa qualité et lui donnent son esprit de corps.

Intégration au commandement des forces spéciales (1987)

Il est impossible de lister toutes les opérations et interventions du Det, tant elles furent nombreuses – plusieurs chaque jour et chaque nuit et pendant toute la durée des troubles en Ulster – et parce qu'elles sont demeurées secrètes. À noter qu'une quinzaine d'opérateurs de la 14th ISC ont perdu la vie en Irlande du Nord.

Il est cependant possible de dire qu'au cours des années 1980, en dépit de la création d'une unité similaire au sein de la RUC (E4A[16]), la 14th ISC fut intensivement sollicitée. Elle contribua à prévenir de nombreux attentats terroristes majeurs. La quantité d'informations issue de ses opérations de surveillance dans les zones républicaines permit de dresser un tableau de plus en plus précis des réseaux et activités de l'IRA. La surveillance était complétée par les rapports plus fréquents et précis d'informateurs recrutés en son sein. Dans les années 1980, les actions de la brigade PIRA de Belfast furent considérablement perturbées : les trois quarts de ses opérations étaient soit interrompues, soit compromises. Ces succès étaient dus à l'étroite coopération entre le Det et les unités de la RUC (HMSU et E4)[17].

L'unité fut par ailleurs engagée en plusieurs occasions sur d'autres théâtres, en raison de son expertise unique. L'un de ses succès a été de fournir, en 1988, des renseignements pour l'opération du SAS qui a entraîné la mort de trois terroristes de l'IRA prévoyant d'attaquer les forces britanniques à Gibraltar. Le seul engagement du Det hors d'Irlande du Nord et du territoire britannique semblerait avoir eu lieu en Serbie (1997), en support d'une opération du SAS qui visait à la capture de criminels de guerre serbes (opération *Tango*). Comme d'habitude, les opérateurs du Det furent employés dans une mission de renseignement et de surveillance des cibles avant action.

Suite à ces succès, les autorités militaires décidèrent, en 1987, le rattachement de la 14th ISC au Directorate of Special Forces (DSF), au même titre que les trois régiments SAS[18] et le SBS.

En conséquence de l'évolution de la situation en Irlande du Nord, la 14th ISC quitta l'Ulster à l'été 2004 pour se replier sur Pontrilas, où elle subit un nouvel entraînement adapté à sa nouvelle zone d'engagement, le Moyen-Orient, et à sa nouvelle mission, la traque d'Al-Qaïda. En 2005, l'unité donna naissance au Special Reconnaissance Regiment (SRR), dans lequel tous ses membres – environ 200 personnes – furent incorporés.

Special Reconnaissance Regiment (2005-…)

Le Special Reconnaissance Regiment (SRR) fut créé le 6 avril 2005 au sein du Directorate of Special Forces pour répondre au besoin croissant de renseignement à fin d'action des forces spéciales identifié dans la *Strategic Defence Review* de 2002. Il concerne notamment la reconnaissance et la surveillance de cibles dans le cadre de la traque de criminels de guerre ou de la lutte antiterroriste. Cela permet ainsi aux SAS et SBS de se concentrer sur leurs missions d'interventions. Selon un officier, *« le rôle du SAS est essentiellement de tuer des gens. Le rôle de ce nouveau régiment est de fournir les renseignements nécessaires au SAS pour le faire. »*

Le secret entourant le SRR est encore plus grand que celui protégeant le SAS ou le SBS, et très peu d'informations sur l'unité sont disponibles dans le domaine public. Ses effectifs précis ne sont pas connus, mais selon les sources on l'estime entre 500 et 700 personnes (hommes et femmes, tous services confondus) dont environ 300 opérateurs. Le SRR est le seul régiment du DSF à inclure des femmes dans des missions opérationnelles. L'unité est basée à Credenhill, près de Hereford, aux côtés du SAS.

Le SRR est très engagé dans les opérations à l'étranger (Moyen-Orient, États baltes, Afrique) et collabore étroitement avec le Security Service, le Secret Intelligence Service et certains services étrangers. Il semblerait que les nombreux engagements opérationnels dans le monde entier mettent le SRR en tension, car les sessions de recrutement n'arrivent pas à combler son déficit en personnel. Ce phénomène semble d'ailleurs commun à toutes les unités spéciales britanniques.

Recrutement et formation

Le recrutement est ouvert à tous les personnels hommes et femmes des trois armées, avec une limite d'âge de 32 ans. Toutefois, la grande majorité des postulants est issue des unités aéroportées ou des commandos. Le SRR ne recrute jamais de candidats n'ayant pas d'expérience militaire. Le régiment recherche en particulier des militaires d'origine moyen-orientale ou méditerranéenne, ainsi que des musulmans et des membres des minorités ethniques. En effet, ils seront plus capables de se fondre dans la population lors d'opérations au Moyen-Orient.

La sélection des candidats a lieu deux fois par an et les épreuves sont identiques à celles des forces spéciales : évaluation initiale de cinq semaines avec un très fort taux d'élimination des candidats. En général, seuls 10 % réussissent à passer cette première phase. Pour ceux qui sont retenus, la formation dure six mois et est similaire à celle qui était dispensée pour la 14th ISC.

Elle comprend d'abord une formation de base commune à tout le personnel des forces spéciales : quatorze semaines de formation au combat, neuf semaines de stage de jungle au Belize, quatre semaines de stage « survie, résistance et évasion » (SERE) et le brevet parachutiste pour ceux qui ne le possèdent pas encore.

Elle se poursuit ensuite par une formation spécifique de quatorze semaines adaptée aux missions du SRR :

– pose de micros et de caméras ;
– techniques d'effraction douce et de neutralisation d'alarme ;
– surveillance secrète et photographie ;
– combat rapproché (CQB) ;
– conduite avancée ;
– communications ;
– premiers secours.

Enfin, certains suivront également des cours de langues étrangères – arabe, persan et autres langues orientales – à l'école des langues des forces armées à Beaconsfield, Buckinghamshire.

Les recrues, quel que soit leur grade initial, redémarrent au rang de *trooper* ou de *marine* au sein des forces spéciales (UKSF), mais bénéficient d'une solde plus avantageuse. Leur ancienneté et leur avancement dans leurs unités

d'origine sont néanmoins conservés (principe du « *shadow rank* »).

Principales opérations

Depuis sa création, le SRR a été engagé dans toutes les opérations majeures des forces britanniques à l'étranger comme sur le territoire national, en raison de ses compétences uniques.

Londres (2005 et 2012)

Suite aux attentats terroristes de juillet 2005, des opérateurs du SRR furent détachés auprès de la Metropolitan Police pour la faire bénéficier de ses capacités en termes de surveillance urbaine et de recueil de renseignements. Des membres du SRR auraient été impliqués dans l'opération de surveillance concernant le Brésilien Jean Charles de Menezes, qui aurait été confondu par erreur avec un des responsables des attentats du 7 juillet par des agents du SRR. Alors qu'il montait dans le train, il a été abattu par la police[19].

Lors des Jeux olympiques d'été de 2012 à Londres, il a été signalé que certains membres de SRR – en particulier des femmes – auraient agi en tant que gardes du corps des athlètes et des officiels olympiques britanniques.

Irak (depuis 2005)

Dès sa création, le SRR a été impliqué dans la guerre d'Irak dans le cadre de la Task Force Black[20] aux côtés de membres du SAS, du SBS, et du 18th Signals Regiment, et en étroite collaboration avec la Delta Force américaine, en particulier dans la région de Bagdad. Selon le journaliste Sean Rayment du *Telegraph*, la Task Force Black/Knight aurait arrêté ou tué plus de 3 500 terroristes dans la capitale irakienne jusqu'en 2008. Ces opérations d'élimination ont réduit les attentats à Bagdad d'environ cent cinquante par mois à seulement deux.

Fin novembre 2014, Mark Nicol, journaliste du *Mail on Sunday*, a fait état d'une série d'embuscades nocturnes des SAS contre les terroristes de l'État islamique en Irak. L'unité utilisait des hélicoptères Chinook HC4 pour déployer dans le désert des équipes dotées de motos KTM 350 et Yamaha Grizzly 450 ATV, armées de mitrailleuses L82A1 et de fusils de sniper, afin d'attaquer des cibles identifiées par des drones ou des hommes du SRR. Un cadre des SAS a déclaré au journaliste : *« Ils ne savent pas où nous allons frapper*

ensuite, et il n'y a franchement rien qu'ils puissent faire pour nous arrêter. Ils ne peuvent pas nous voir ou nous entendre… Ils voient juste leurs collègues allongés morts dans le sable. »

À partir de 2016, en soutien du SIS, du MI5 et du GCHQ, le SRR participa à la recherche et à la neutralisation de deux cents djihadistes britanniques avant qu'ils ne rentrent sur le territoire britannique.

Toutefois, ces missions n'étaient pas sans risques. En septembre 2005, deux membres du SRR furent arrêtés à Bassorah, dans le sud de l'Irak[21]. Les deux hommes observaient apparemment secrètement les unités de police locales infiltrées par les milices et les insurgés anti-coalition de l'Armée du Mahdi lorsqu'ils furent repérés[22]. Une fusillade s'ensuivit et les deux opérateurs du SRR furent arrêtés. Les autorités britanniques ayant été incapables d'obtenir la libération des deux hommes par des moyens diplomatiques, ils furent secourus par leurs collègues du SAS lors d'une opération en force contre le poste de police.

En janvier 2014, le *Daily Star* a rapporté que deux femmes soldats du SRR combattant aux côtés des SAS en Irak avaient été impliquées dans une fusillade avec des terroristes. Parlant couramment l'arabe et traitant des agents en Irak et en Syrie, elles avaient été « compromises » à un poste de contrôle alors qu'elles étaient engagées dans des opérations clandestines avec des sympathisants anti-ISIS. Les deux femmes, armées de pistolets et de pistolets-mitrailleurs HK P5K, ont dû s'exfiltrer sous le feu aux côtés du SAS et auraient abattu un certain nombre de terroristes.

Enfin, le *Daily Star* a rapporté qu'en septembre 2017, une femme sergent du SRR aurait tué au moins trois militants de l'État islamique dans une ville située sur la frontière syro-irakienne après qu'une mission de renseignement ait mal tourné. La femme et les SAS avec lesquels elle opérait ont été attaqués par des militants islamiques et ont riposté, abattant de nombreux terroristes.

Afghanistan et Pakistan (depuis 2006)

À partir de 2006, le SRR a été déployé en Afghanistan, ciblant les chefs insurgés talibans afin de les capturer ou de les éliminer. Au cours d'une mission particulièrement dramatique, le 27 juin 2006, une unité de seize hommes du SBS et du SRR a tenté de capturer quatre dirigeants talibans dans la province de Helmand, mais a été violemment prise à partie. Après un combat de près de

trois heures, les forces spéciales ont été secourues par des Gurkhas, des aéronefs américains et britanniques et des hélicoptères d'attaque Apache. Deux des chefs talibans ont été tués au cours de l'affrontement, les deux autres parvenant à s'échapper. Un sergent du SBS et un capitaine du SRR ont été tués lors de ce combat.

Irlande du Nord (2009-2015)

En mars 2009, le Service de police d'Irlande du Nord (PSNI) a demandé le déploiement du SRR pour l'aider à recueillir des renseignements sur des groupes dissidents républicains (Real Irish Republican Army and Continuity Irish Republish Army). Soixante opérateurs du régiment ont alors été déployés. Ils repartirent en 2011 puis revinrent en 2015.

Libye (2011)

Fin juillet 2011, des membres du SRR ont été envoyés en Libye pendant la guerre civile avec une équipe de SAS afin de former et d'encadrer les rebelles luttant contre le régime de Mouammar Kadhafi, ainsi que pour agir comme contrôleurs aériens avancés pour les frappes aériennes de l'OTAN. En cette occasion, ils ont opéré avec les unités du Commandement français des opérations spéciales (COS) au sud-ouest de Benghazi et dans les montagnes occidentales de Libye.

Yémen et Somalie (2016)

En soutien du SIS, à partir d'avril 2016, des membres du SRR ont été infiltrés au Yémen pour former des forces yéménites luttant contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQAP) et identifier des cibles pour les frappes de drones. Ils auraient également effectué des actions similaires en Somalie.

Iran (2019)

À la mi-mai 2019, deux équipes du SRR et du SBS auraient embarqué sur des pétroliers immatriculés au Royaume-Uni transitant par le détroit d'Ormuz alors que les tensions avec l'Iran s'accroissaient dans le golfe Persique. Ils ont notamment surveillé l'activité militaire iranienne autour de l'île de Qeshm, qui abrite les vedettes d'attaque rapide des Gardiens de la révolution islamique. Ils auraient ensuite été intégrés au sein de la force aéronavale américaine destinée à intervenir après que les Iraniens aient placé des mines contre les coques de

quatre pétroliers civils et abattu un drone de reconnaissance non armé de l'US Navy.

1. Simon Cursey, *MRF Shadow Troop,* Thistle Publishing, Londres, 2013.

2. H. McCallion, *Undercover War*, *op. cit.*, p. 4.

3. Les membres de la MRF avaient coutume de casser immédiatement le bras d'un individu interpellé et le menaçaient ensuite de fracturer le second s'il ne parlait pas.

4. *SAS Warlord: Shoot to Kill*, Casemate, Philadelphie, 2010 (traduction des auteurs).

5. Il semble que cela soit à cause de leur nostalgie du pays et pour des raisons familiales que les deux dissidents ont été autorisés à rentrer en Ulster. Le rôle du MI5 à ce sujet ne fut pas clair, car il était parfaitement conscient du sort qui attendait ces hommes et des implications qui en résulteraient pour la MRF.

6. Les occupants de la maison, pensant qu'il s'agissait d'une attaque loyaliste, la cachèrent. Elle fut ensuite exfiltrée en Angleterre et décorée à Buckingham Palace.

7. Afin de dissimuler l'appellation véritable de l'unité aux yeux de la presse et de la justice, elle fut désignée sous les noms de Military Reconnaissance Force ou de Mobile Reconnaissance Force.

8. Le terme SRU est présent dans les documents officiels depuis 1970. En 1974, un briefing top secret préparé pour le Premier ministre Harold Wilson confirma que la SRU opérait en Irlande du Nord sous le nom de code de « Northern Ireland Training and Advisory Team-Northern Ireland » (NITAT-NI) et que les détails sur son organisation et ses modes opératoires étaient secrets.

9. Ce nom fut choisi par analogie avec la 12th Intelligence and Security Company, une unité de documentalistes, d'exploitants et d'informaticiens sans vocation opérationnelle.

10. Cf. annexe 4.

11. Le rythme de travail était de six semaines en 24/7 suivies de quatre jours de repos, puis de nouveau six semaines suivies de huit jours de repos, pouvant être pris en Angleterre.

12. Cf. glossaire.

13. En Ulster, les effractions (crochetage de serrure, neutralisation d'alarme et pénétration dans la maison d'une cible) étaient menées par des membres du MI5. Les opérateurs du Det assuraient leur protection.

14. Reprenant les tactiques utilisées en Malaisie, mais avec des dispositifs plus sophistiqués et plus miniaturisés, les armes découvertes dans des dépôts clandestins furent munies de balises et remises en place pour en suivre leur mouvement et effectuer des interventions en flagrant délit.

15. La dénomination NITAT fut remplacée en 1978 ou 1979 par Intelligence and Security Group – Northern Ireland (INTSYGP-NI), également connu sous le nom d'Int & Sy Group ou simplement « The Group ». Il existait d'autres *Int & Sy Groups* au sein des forces britanniques en Grande-Bretagne (UKLF) et en Allemagne (BAOR).

16. Environ 120 policiers. PC à Knock, au sud de Belfast.

17. H. McCallion, *Undercover War*, *op.cit.*, p. 117 et 221.

18. Les 21st et 23rd SAS sont aujourd'hui rattachés à la 1st Intelligence, Surveillance and Reconnaissance Brigade.

19. Le rapport officiel sur l'incident de Stockwell ne mentionne pas le SRR, identifiant plutôt les agents de surveillance impliqués comme étant de S0 12 (Special Branch) et S0 13 (Anti-Terrorist Branch) – tous deux désormais intégrés dans le S0 15 (Counter-Terrorism Command). Certains rapports

indiquent que le SRR a fourni à l'époque une « assistance technique » à la police.

20. Rebaptisée « Task Force Knight », après que son nom d'origine ait été divulgué à la presse.

21. Certaines sources indiquent que les deux soldats capturés étaient du SAS.

22. Geraint Hughes, « The use of undercover military units in counter-terrorist operations: a historical analysis with reference to contemporary anti-terrorism », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 21, n° 4, p. 561-590.

CHAPITRE 4

LES UNITÉS DE TRAITEMENT DE SOURCES

La 4th Field Survey Troop (1973-1975)

La 4th Field Survey Troop (4th FST) des Royal Engineers est l'unité militaire clandestine la plus mystérieuse du conflit nord-irlandais. Le gouvernement britannique n'a jamais reconnu son existence. Cantonnée de façon anodine, au sein d'un régiment du génie, à Castle Dillon (comté d'Armagh), cette unité était également parfois désignée sous le nom de Northern Ireland Training and Tactics Team (NITAT). Selon certaines sources, elle aurait servi de couverture pour les missions d'infiltration en Ulster des SAS et de soldats de l'Armée britannique formés par leurs soins. Selon d'autres, il s'agissait d'un nom de couverture utilisé en 1974 par le détachement de la SRU rattaché à la 3e brigade.

Mais l'hypothèse la plus probable est que la 4th FST ait été une unité de gestion de sources humaines. Elle aurait été chargée de recruter et de diriger des agents au sein d'organisations paramilitaires républicaines et aurait fonctionné entre 1973 et 1975. Son effectif aurait été de 30 opérateurs sous les ordres de deux officiers[1]. Elle aurait eu connaissance des assassinats loyalistes en préparation et en aurait même organisé certains.

En effet, de nombreux éléments laissent penser à une implication des services de renseignement britanniques dans les attentats menés par les loyalistes à Dublin et Monaghan, en mai 1974, qui ont fait 33 morts et 240 blessés. Ce fut la pire atrocité de l'histoire des troubles irlandais.

C'est grâce aux questions posées en mars 1988 à la Chambre des communes par le député Ken Livingstone à Fred Holroyd[2] que l'on eut connaissance des actions conduites en Ulster par la 4th FST et de ses dérives. La réponse du gouvernement britannique fut alors évasive et il ne reconnut jamais l'existence d'une unité militaire clandestine derrière cette appellation : l'unité était selon

lui chargée de *« fournir ou traiter des photographies aériennes, des relevés au sol et des cartes au profit de l'Armée de terre »*. Roger Freeman, alors sous-secrétaire d'État aux Forces armées, déclara que la 4th FST avait été créée en 1973 et dissoute en 1975, qu'elle avait en effet été basée à Castle Dillon, mais que tous les documents la concernant avaient été détruits suite à sa dissolution.

Une enquête journalistique approfondie au sujet des attentats de 1974 eut lieu en 1993 et donna naissance à un documentaire diffusé sur la télévision britannique Yorkshire TV. En interviewant des détectives irlandais et en accédant à des documents inédits sur ces attentats, Yorkshire TV constata que les noms de huit suspects – tous membres des UVF de Belfast et de Portadown – avaient été communiqués par la Garda[3] à la RUC dans les semaines ayant suivi les attentats. Or, à l'époque, les services de renseignement britanniques et la RUC dirigeaient de nombreux agents au sein des UVF de Portadown. Selon les enquêteurs de la Garda, la RUC n'a lancé aucune poursuite contre les suspects.

Yorkshire TV braqua également ses projecteurs sur la 4th Field Survey Troop. Un ancien membre de l'unité lui déclara : *« Nous étions entraînés aux armes, au sabotage avec des explosifs et à l'assassinat. Nous avons également traversé la frontière irlandaise avec des explosifs pour piéger des stocks d'armes et pour d'autres missions. »* Londres nia catégoriquement les accusations d'opérations d'armes secrètes dans le Sud et la collusion de l'armée avec des paramilitaires loyalistes, déclarant que la 4th Field Survey Troop était une unité de cartographie. Malheureusement, le Royaume-Uni dit également que tous les documents de l'unité aujourd'hui disparue avaient été détruits en 1988…

Puis, en 2003, le *Sunday Tribune* révéla que la 4th Field Survey Troop avait traité plusieurs des suspects des attentats en tant qu'agents. Selon le journal, l'Armée britannique et la RUC disposaient d'un certain nombre d'informateurs bien placés au sein de l'organisation loyaliste derrière les attaques. D'après le *Sunday Tribune*, quatre des loyalistes soupçonnés d'avoir participé aux attentats étaient membres ou anciens membres actifs de l'Ulster Defence Regiment. Identifiés comme messieurs « H », « B », « J » et « M », ils travaillaient tous pour le renseignement militaire britannique – la 4th Field Survey Troop en l'occurrence – ou le RUC/SB, avant et après les attentats.

Les enquêteurs ont par ailleurs observé que les bombes utilisées lors des attentats de Dublin étaient bien plus sophistiquées que celles que les loyalistes

avaient l'habitude de confectionner pour leurs attaques. Un ancien officier du RUC a également affirmé dans un communiqué qu'un capitaine nommé dans l'UDR aurait fourni les explosifs et qu'au moins quatre officiers du renseignement de l'Armée britannique et un officier de la RUC auraient participé à la planification des attaques.

La Force Research Unit (1980-1990)

Traditionnellement, en Ulster, la fonction renseignement était assurée par la RUC qui en avait le quasi-monopole. Au début du conflit (1969), le MI5 et l'armée entrèrent à leur tour en jeu. Des militaires chargés du recrutement et du traitement des sources humaines et des informateurs (HUMINT) étaient rattachés aux différents bataillons de l'armée qui se relayaient tous les quatre mois en Ulster. Mais cette solution n'était pas satisfaisante. En 1976, le système fut réorganisé et le traitement des sources fut transféré au niveau de la brigade et assuré par des officiers et sous-officiers affectés en Ulster pour des périodes de deux ans.

Élue Premier ministre en 1979, Margaret Thatcher afficha sa volonté d'en finir avec la terreur républicaine. Sa détermination fut renforcée par les assassinats de son ami Airey Neave en mars 1979 et de Lord Mountbatten, le 27 août 1979. Ce même jour, l'embuscade de Warrenpoint déboucha sur la mort de dix-huit soldats. Elle demanda alors que de nouvelles mesures soient prises.

En 1980, il fut décidé que le traitement des sources humaines par l'armée serait confié à l'Intelligence Corps. C'est ainsi que le général James Malcom Glover[4] créa la Force Research Unit (FRU), sur le modèle des unités de manipulation d'agents en Allemagne et en Extrême-Orient.

Organisation et missions

Le commandement britannique des forces terrestres décrivait le rôle de la FRU comme étant complémentaire aux actions de collecte de renseignements effectuées par la RUC/SB. Composée de personnel militaire travaillant en civil et se consacrant entièrement au recrutement de sources – avec comme devise : *Fishers of Men* (*pêcheurs d'hommes*) –, elle était spécialement chargée de « traiter » des agents clandestins afin d'obtenir des informations pour lutter contre le terrorisme, reprenant en partie les activités de la MRF. Son véritable

rôle aurait été en réalité de transmettre des informations aux groupes d'action loyalistes, afin que ceux-ci éliminent les partisans républicains de l'IRA après leur identification par les forces britanniques. Ainsi, le « sale boulot » serait effectué par des civils. De toutes les unités à vocation clandestine agissant en Ulster, la FRU fut celle qui resta la plus longtemps secrète. La reconnaissance de son existence par le gouvernement britannique n'eut lieu qu'en 1989… et du bout des lèvres.

La FRU était composée d'officiers traitants (OT), recrutant et dirigeant des sources humaines dans les milieux extrémistes républicains et loyalistes, et d'une équipe de *collators* chargée du soutien administratif, du suivi des dossiers des sources et de la protection des réunions. Dans certains cas, elle pouvait être amenée à remplacer les OT. En 1987, la FRU comptait environ 70 OT et 400 *collators* et personnel de support administratif.

Son QG opérationnel était situé à Thiepval Barracks, à Lisburn et elle disposait de trois détachements :

– le détachement Nord-Ouest basé à Enniskillen (comté de Fermanagh), puis à Derry ;

– le détachement Sud basé à Bessbrook (comté d'Armagh) ;

– le détachement Est basé à Belfast (comté d'Antrim).

Recrutement et formation

Le recrutement était ouvert à tous les membres des forces armées, hommes et femmes. Ceux-ci devaient d'abord réussir avec succès un stage de sélection de deux semaines avant de pouvoir suivre la formation proprement dite.

À partir de 1984, le recrutement du personnel de la FRU monta en gamme, l'unité cherchant à attirer les meilleurs officiers et sous-officiers. Une campagne fut lancée, offrant aux postulants des conditions plus attrayantes que celles des autres affectations en Irlande du Nord : meilleure solde et frais de mission conséquents ; logement en maisons sûres ; bureaux dans des bâtiments sécurisés ; mise à disposition de véhicules neufs, d'armes et de systèmes de communication sophistiqués ; informatique performante ; support administratif et technique entièrement dédié, etc. Grâce à un budget et à des moyens conséquents, le FRU put attirer d'excellents éléments et devint une unité d'élite. Cette politique eut des effets indésirables sur les autres unités effectuant des tâches similaires (14th ISC, unité E4A de la RUC) qui

réclamèrent des traitements identiques.

La formation était dispensée à la Joint Services School of Intelligence d'Ashford dans le Kent, par la Special Intelligence Wing (SIW) pendant huit semaines pour les OT et deux semaines pour les *collators*. Elle portait sur la façon de recruter une source en gagnant sa confiance pour obtenir des renseignements. Elle incluait également le tir aux armes de poing, la conduite rapide et les manœuvres de contre-embuscade en véhicule, la surveillance, l'effraction et le combat à mains nues. L'entraînement était particulièrement poussé, effectué essentiellement sous la houlette de SAS.

Modes opératoires

Le plus souvent, les renseignements conduisant à un recrutement d'agent provenaient des soldats en patrouille ou en poste sur un checkpoint. Le premier contact s'établissait souvent au niveau d'un barrage routier où une personne pouvait être interrogée sous couvert de vérification de son identité. Les informations recueillies étaient alors transmises au détachement local de la FRU et les *collators* établissaient un *screening report* d'évaluation aussi complet que possible sur la cible potentielle. Venait ensuite l'opération de recrutement, moment toujours très délicat. À noter que quand la FRU voulait recruter un nouvel agent, elle devait d'abord consulter le MI5 et la RUC pour éviter les doublons, sauf s'il s'agissait d'un ancien soldat.

Très vite, les OT de la FRU développèrent leurs propres techniques d'approche et de recrutement, opérant sans passer par la RUC/SB, qui était honnie par la population catholique. De façon à se différencier de celle-ci et de ses manières brutales[5], les entretiens qu'ils conduisaient étaient tout à fait cordiaux et respectueux des individus. Le plus souvent organisés autour d'un verre de thé, ils ne dépassaient jamais les quatre heures, permettant ainsi, au cours d'une conversation courtoise, de vérifier les simples éléments d'identité et d'adresse et d'initier une relation. Cette procédure était tellement courante en Ulster qu'elle n'attirait pas de suspicion. C'est en cette occasion que l'OT pouvait juger de l'éventuel intérêt d'un futur recrutement. Un numéro de téléphone était alors remis au contact avec une invitation à rappeler si la personne était intéressée.

La situation économique et le taux de chômage en Ulster favorisèrent les approches de la FRU, car pour beaucoup la tentation de gagner rapidement de

petites sommes d'argent liquide (10-20 livres) contre information était grande. Ces informateurs « de base » ne se compromettaient pas trop et les informations d'environnement transmises, certes considérées comme étant de bas niveau, permettaient souvent des recoupements. Et rapidement, l'appât du gain poussait les informateurs à fournir plus et mieux.

Mais l'objectif principal de la FRU restait de recruter des sources humaines agissant comme agents doubles au sein des groupes paramilitaires terroristes. Or, s'infiltrer et recruter en Ulster au sein des communautés républicaines ou loyalistes était une mission d'une extrême difficulté, étant donné la nature très homogène des lotissements urbains et des communautés, et la très grande connaissance qu'elles avaient de la population y résidant. Tous ceux qui n'en étaient pas issus avaient de très grandes chances d'être rapidement repérés et éliminés.

Pour cela, la FRU dut :

– mettre en place un système de liaisons sécurisées avec les sources ; organiser des réunions secrètes et enregistrer tous les débats ; analyser la valeur et la véracité de la production et, à l'issue, rédiger des rapports d'entrevue ; faire des demandes d'exclusion de zones (zones interdites temporairement à toute force de sécurité) en étroite liaison avec les Tasking Coordinating Group (TCG[6]) ;

– fournir parfois à ses sources des informations ou des services pour étayer leur légende, afin de conforter et de légitimer leurs positions d'agents doubles ;

– rémunérer les sources selon un barème établi et, en cas d'urgence, organiser leur exfiltration en Angleterre ou à l'étranger (Canada, Australie), en les faisant bénéficier d'un programme de protection des sources.

Afin de pouvoir rencontrer ses agents en toute sécurité, la FRU dut mettre en place un système complexe. La prise de contact s'effectuait via des appels téléphoniques anodins, demandant à parler des noms prédéfinis, qui aboutissaient à des standards contrôlés par l'armée. Cette disposition obligea la FRU à mettre en place une permanence téléphonique avec des opérateurs formés à recevoir ce type d'appels et connaissant la marche à suivre pour prévenir les OT concernés. En fonction du motif de l'appel, quatre phrases types pouvaient indiquer quatre niveaux d'urgence dans la demande de contact.

Quand un rendez-vous était organisé, la source était récupérée à un endroit donné puis conduite en véhicule jusqu'au lieu de la rencontre, une maison sûre

ou un local dédié et spécialement aménagé. Durant tout le parcours, la voiture était suivie par deux véhicules : un premier avec du personnel armé, et un deuxième chargé du contrôle de filature et, si nécessaire, de bloquer la circulation sous un prétexte quelconque (accrochage, panne, etc.). Une fois en sécurité dans une des maisons sûres de leur réseau, les OT pouvaient débriefer leurs sources, orienter leurs recherches, leur donner des consignes et les payer, tout en enregistrant discrètement les échanges.

Les conséquences de l'attentat de Brighton et de l'Anglo-Irish Agreement (1985)

En octobre 1984, l'attentat à la bombe du Grand Hotel de Brighton pendant la convention du Parti conservateur, revendiqué par l'IRA, causa la consternation dans les rangs du parti et la colère du Premier ministre. Margaret Thatcher déclara une guerre sans merci à l'organisation républicaine, tout en blâmant sévèrement tous les organes de sécurité et principalement le MI5, qui passa alors à ses yeux pour amateur et incompétent.

Margaret Thatcher, voulant des résultats rapides, donna alors carte blanche au renseignement militaire. La FRU se retrouva ainsi en pointe de la lutte contre l'IRA et se mit à transmettre des renseignements aux loyalistes de l'UDA qui devinrent son bras armé. Londres se lança dans la campagne secrète la plus agressive jamais conduite en Ulster, ciblant les groupes paramilitaires républicains et, par extension, toute la communauté catholique.

Puis, en novembre 1985, sous la pression de Ronald Reagan, les Premiers ministres britannique (Margaret Thatcher) et irlandais (Garret FitzGerald) signèrent un accord (*Anglo-Irish Agreement*) permettant au gouvernement de la République d'Irlande d'avoir un regard sur certaines parties de la gouvernance de l'Ulster. En contrepartie de quoi Dublin reconnut l'existence de l'Irlande du Nord et le désir de la majorité de sa population de rester dans le Royaume-Uni.

Les organisations paramilitaires loyalistes, ulcérées par cet accord, considérèrent que le gouvernement britannique les abandonnait, ce qui conduisit à une rupture entre l'UDA et les autorités – RUC, Armée britannique et gouvernement –, lesquelles furent brutalement privées de tous les renseignements fournis par les loyalistes. Plus grave, l'UDA se radicalisa sous l'impulsion de nouveaux dirigeants et s'organisa en cellules secrètes et cloisonnées. Elle décida de passer à l'offensive contre l'IRA et se mit à acquérir

des armes et des explosifs pour équiper l'Ulster Freedom Fighters (UFF[7]). La FRU reçut alors l'ordre d'infiltrer les groupes loyalistes, malgré le malaise grandissant des OT de terrain vis-à-vis de leurs sources et de leur hiérarchie. Ils eurent ainsi à gérer des cas épineux, par exemple celui de contrecarrer des projets d'assassinats de cadres républicains, tels que Gerry Adams par exemple, sans que leurs sources protestantes sachent qu'elles en étaient à l'origine.

Deux exemples décrivent bien les différentes tactiques et approches utilisées par la FRU pour recruter des sources dans les milieux extrémistes. Ils illustrent l'habileté de ses OT et les leviers sur lesquels ils jouèrent pour y parvenir[8].

– Dans le cas de Brian Nelson, l'agent 1033, ce fut l'exploitation des ressentiments d'un homme alcoolique et vénal, désirant se venger d'un collègue loyaliste et animé d'une haine viscérale de l'IRA.

– Dans le cas de Freddie Scappaticci – l'agent « Stakeknife » –, ce fut l'exploitation des sentiments d'un homme désintéressé, mais dégoûté du comportement de cadres de l'IRA, croyant sincèrement à la noblesse de la cause et à sa mission personnelle[9].

L'affaire Brian Nelson (l'agent 1033)

L'homme qui fut chargé de la supervision des négociations et de la livraison des armes en provenance d'Afrique du Sud pour l'UDA était Brian Nelson. Un irlandais d'origine, sans qualification professionnelle, ancien soldat chassé de l'Armée britannique en 1969 pour mauvaise conduite et membre de l'UDA à Belfast depuis 1972. Responsable de quartier, il fut emprisonné en 1975 pour possession d'arme. Grâce à son passé militaire, il devint le responsable renseignement de l'UDA en 1980.

En 1985, suite à un différend d'ordre privé avec des cadres de l'organisation, il décide, pour se venger, d'offrir ses services au renseignement militaire britannique, qui le recrute alors sur la foi de ses dires et de sa position dans l'UDA. Mais rapidement, ce recrutement s'avère totalement improductif et sans intérêt.

En 1986, Brian Nelson déménage en Allemagne pour travailler dans une société du bâtiment, mais reste toujours en contact téléphonique avec ses vieilles connaissances de l'UDA qui, peu de temps après, le recontactent pour l'envoyer en Afrique du Sud gérer et organiser l'achat et la livraison d'armes et d'explosifs. Étant résidant à l'étranger, il risquait en effet moins d'être repéré

par les services anglais.

Nelson reprend alors immédiatement contact avec son OT de la FRU qui, à son tour, alerte le MI5. Ce service bondit alors sur l'occasion et donne son feu vert. Il fait transiter Nelson par Londres à l'aller et au retour de son voyage, s'entretient avec lui, lui donne des consignes et contribue financièrement à son déplacement.

À partir de ce moment, Nelson intéresse aussi bien le MI5 que la FRU, qui se disputent mutuellement sa manipulation. Il choisit de faire confiance au renseignement militaire plutôt qu'au MI5, de peur de fuites vers la RUC. La FRU, en collaboration avec les services allemands, organise donc son retour et son implantation à Belfast. Moyennant de gros avantages financiers et une aide à l'installation, Nelson reprend alors sa place de responsable du renseignement de l'UDA. Il devient une des principales sources de la FRU qui, en retour, lui fournit ou confirme des informations sur les leaders et sympathisants de l'IRA. Elle ira même jusqu'à installer chez lui un terminal informatique lui permettant de générer ses propres fichiers et dossiers d'objectifs destinés aux équipes action de l'UFF. De plus, avant toute action offensive des loyalistes, la FRU prévient le TCG afin d'établir un « ordre d'exclusion ». Cette manœuvre permet de vider la zone concernée de toute force de sécurité pouvant s'y trouver afin de laisser la voie libre aux équipes de tueurs de l'UFF.

Les OT de Brian Nelson eurent beaucoup de mal à gérer l'individu, qui était à la fois fanatisé dans sa haine de l'IRA, alcoolique, fantasque, vénal, et ne prenait aucune précaution élémentaire de discrétion dans les bars ou vis-à-vis de la gent féminine. Il devint de plus en plus autoritaire et exigeant avec ses traitants, sans jamais donner aucun renseignement sur l'organisation et les buts de l'UDA. Dans son livre *Dead Men Talking*, Nicholas Davies avance que Brian Nelson, probablement pour se couvrir, aurait avoué assez tôt son recrutement à ses chefs de l'UDA. Au lieu de l'exécuter comme il était de coutume dans ce genre de cas, ces derniers lui firent jouer le rôle d'agent triple pour favoriser leurs plans offensifs contre le PIRA et le Sinn Fein. Disposant de leurs propres informateurs, la RUC et le MI5 apprirent dès 1989 que la source de tous les renseignements aboutissant à la campagne de meurtres de l'UDA était Brian Nelson qui, on l'a vu, était très indiscret.

C'est ainsi qu'à partir de septembre 1989, plusieurs enquêtes officielles sur les nombreux assassinats de citoyens irlandais furent confiées à John Stevens, alors *commissionner* de la Metropolitan Police de Londres, avec autorité pour

enquêter et entendre toute personne appartenant aux forces de sécurité présentes en Ulster. Les investigations conduisirent rapidement à l'arrestation et à l'inculpation de nombreux membres de l'UDA/UFF. La FRU ne fut pas inquiétée et reçut l'ordre de continuer ses actions. Mais progressivement, l'attention des enquêteurs fut attirée par Brian Nelson et ils voulurent l'entendre. Un vent de panique commença à souffler à la FRU, qui prévint Brian Nelson de la gravité de sa situation s'il dévoilait leurs relations et réduisit le nombre de renseignements qu'elle lui transmettait.

Les investigations de Stevens aboutirent progressivement à la certitude qu'il y avait bien eu collusion entre l'UDA et les services britanniques (RUC, MI5, FRU) par l'intermédiaire de Brian Nelson, et que les loyalistes faisaient alors le « sale travail » pour Londres. À partir du moment où les enquêteurs subodorèrent la collusion entre les tueurs de l'UDA et la FRU, la RUC et le MI5 firent tout pour se désolidariser de celle-ci, n'ayant toujours pas digéré que l'unité ait recruté cet agent sous leur nez. En janvier 1990, le local abritant tous les documents et archives de l'enquête au quartier général de la police à Belfast est ravagé par un incendie volontaire avec, très opportunément, une panne du système de détection d'incendie et du réseau téléphonique. Le même jour, Brian Nelson disparut, exfiltré en Angleterre par la FRU. Toutefois, persuadé qu'il ne risquait rien, il revint en Irlande en 1990 et fut arrêté.

Lors de son procès en 1992, pour éviter toute révélation gênante, les avocats de la Couronne passèrent un marché avec lui. Il plaida coupable et fut condamné à dix ans de prison sans que des charges de meurtres soient retenues contre lui. Libéré en 1994, il bénéficia d'un programme de relocalisation et de compensation. Il décédera d'une hémorragie cérébrale en 2003. Son décès, très opportun, deux semaines avant la parution du dernier rapport Stevens, mit un terme à l'affaire.

L'affaire Freddie Scappaticci (l'agent Stakeknife)

L'un des plus grands succès de la FRU fut le recrutement d'un agent haut placé dans les rangs républicains, le fameux Stakeknife (Freddie Scappaticci dit « Scap[10] »). La révélation de cette affaire en 2003 donna lieu à une série d'incroyables manipulations et à un assassinat ciblé destiné à protéger l'identité de cet agent double, qui faisait partie de l'unité de sûreté interne du PIRA en tant que responsable des « interrogatoires ».

Né dans une famille d'émigrants italiens arrivés à Belfast dans les années 1940, Freddie Scappaticci vit et grandit dans un quartier catholique en proie aux incessantes injustices, humiliations et discriminations de la part de la population protestante et de la RUC. Sa famille, relativement aisée, était dans le commerce des fruits et légumes depuis cinquante ans, ce qui permit à Freddie Scappaticci d'ouvrir un établissement de *fish & chips*. Il était ainsi assuré d'avoir un travail et un revenu pour la vie, échappant à la délinquance dans laquelle sombrait la majorité de la jeunesse catholique désœuvrée, sans travail et sans ressource.

Engagé dès les années 1960 dans les mouvements de défense des droits civils, Scappaticci participa aux manifestations, désireux d'être intégré dans la communauté catholique irlandaise et de sortir du cercle restreint des émigrés italiens. Le fait d'avoir été sévèrement bastonné par des policiers de la RUC lui donna une légitimité parmi les jeunes catholiques d'origine irlandaise et il fut identifié dorénavant comme un meneur de quartiers. En 1969, il vécut les émeutes intercommunautaires de Bogside. Il vit alors avec plaisir débarquer l'Armée britannique en 1970, comme la plupart des catholiques, avant de la considérer, quelque temps plus tard, comme une force d'occupation soutenue par la communauté protestante.

En 1972, le jeune « Scap » rejoignit les Provos et partit se former dans un camp situé sur la frontière avec la République d'Irlande. Il s'y distingua par des talents de tireur de précision et, trois semaines après son retour, il fut recruté dans une Active Service Unit (ASU). Dans ce cadre, il participa à des attaques contre des soldats britanniques patrouillant dans les rues de Belfast.

Toutefois, très vite, il fut indigné par la conduite de certains leaders Provos qui ne prenaient jamais aucun risque personnel, jouaient avec la vie des jeunes, profitaient de leur situation auprès des épouses de camarades emprisonnés et monnayaient leur protection aux petits commerçants catholiques. De plus, Scappaticci n'était pas convaincu que l'ordre d'attaquer systématiquement les jeunes soldats de l'Armée britannique soit la meilleure solution pour régler le problème nord-irlandais. En 1978, en raison de ses critiques, il fut enlevé par les siens et sévèrement molesté. Il reçut comme consigne de suivre les ordres donnés et d'abandonner ses idées de justice sociale. Cet épisode allait modifier la suite de sa vie.

Un événement allait alors le faire définitivement basculer. Fin 1978, arrêté à un checkpoint routier, il est retenu pour un interrogatoire de routine, le

screening, une des tactiques de base de recrutement du renseignement militaire. Il s'agit d'établir un début de dialogue avec une source potentielle, dans une atmosphère courtoise et respectueuse, en essayant de présenter l'intervention militaire comme un élément positif pour rétablir la paix dans la province et bien marquer la différence avec les contrôles et interrogatoires menés par le RUC.

Durant ce premier entretien, « Scap » admit seulement supporter la campagne des droits civils et avoir participé aux manifestations, se déclarant révolté par les discriminations subies quotidiennement par la communauté catholique. Ce fut toute l'habilité du sous-officier ancien qui l'interrogea d'entrevoir la possibilité d'un recrutement. Aussi, à aucun moment il ne le brusqua ni n'évoqua des sujets pouvant le bloquer et proposa juste la possibilité d'un autre entretien, s'il le désirait.

Intrigué par l'intérêt que lui portait l'armée, « Scap » revint pour plusieurs entrevues, car il prenait progressivement plaisir à ces entretiens. Il était intimement persuadé qu'il ne risquait rien et que son interlocuteur ne pouvait deviner son appartenance aux Provos. En l'espace de trois mois, il réussit à bâtir une relation solide avec le sous-officier devenu son OT. Il admit le rôle difficile, voire impossible, de l'armée dans le maintien de la paix, ainsi que son approche différente de celle de la RUC, surtout des B Specials, auxiliaires de police volontaires et brutes épaisses qui n'étaient là que pour assouvir leur haine des catholiques.

Progressivement, il fut amené à fournir de petites informations non compromettantes et se persuada que ceci pourrait servir à arrêter les luttes fratricides. Bien entendu, il n'était jamais question d'argent au cours de ces entretiens et « Scap » n'en demanda jamais. Son OT sentait bien qu'il avait en face de lui quelqu'un de spécial, différent des autres informateurs avides d'argent : une sorte d'idéaliste à très fort potentiel.

Au bout de quelques mois, « Scap » avoua être un membre de la PIRA et, surtout, critiqua ouvertement et sans retenue les leaders Provos, les accusant d'utiliser la communauté catholique pour couvrir leur campagne de violence et déballant toutes leurs turpitudes. À partir de ce moment, ses OT jouèrent sur ses motivations profondes – frustration, idéologie et égo – pour obtenir davantage de renseignements et « Scap » devint la pépite de la FRU. Des conditions extraordinaires de protection furent prises afin de préserver son identité réelle et ses rencontres avec ses OT. Des pièces spéciales pour gérer son

dossier et le débriefer furent construites au sous-sol d'un bâtiment occupé uniquement par la FRU et le renseignement militaire, et dotées d'un système de climatisation dédié. Cette zone, surnommée « *Rat Hole* », fut protégée H24 et son accès contrôlé. La sécurité des procédures de récupération et de dépose fut renforcée pour assurer la totale confidentialité des rencontres et la protection de « Scap ».

Pour pouvoir influer sur la suite des événements, ses OT l'encouragèrent à prendre une position majeure dans la hiérarchie de la PIRA. Aussi postula-t-il pour devenir membre de la tristement célèbre et redoutée unité de sécurité interne et de contre-espionnage, la Nutting Squad, chargée de faire avouer et d'exécuter les Provos suspectés de fournir des informations aux Britanniques. C'était la place idéale pour obtenir des informations de premier ordre. Ainsi, « Scap » se spécialisa dans les techniques d'interrogatoire. En l'espace de six mois, il acquit une triste et terrible réputation d'efficacité dans ce domaine, ce qui lui permit de gagner la confiance du Conseil militaire de l'IRA – la plus haute instance de l'organisation – et une relative liberté, car personne n'osait plus lui causer d'ennuis. Toutefois, il ne participa jamais aux exécutions. On estime cependant le nombre d'informateurs exécutés après être passés entre ses mains à environ cinquante.

Pour la FRU et le MI5, Stakeknife devint le meilleur agent recruté depuis le début du conflit et il fut tellement apprécié que le Premier ministre, Margaret Thatcher, exigea que les comptes rendus de ses débriefings lui soient intégralement transmis afin qu'elle puisse en lire et apprécier chaque mot. En 1986, « Scap » fut invité à passer un long week-end en Angleterre, au Chequers, résidence du Premier ministre, durant lequel il rencontra longuement Margaret Thatcher. Elle lui proposa d'être rétribué pour ses services, suggérant une somme annuelle de 75 000 livres, rétroactive, non imposable et versée sur un compte à Gibraltar, avec l'engagement qu'en cas de problème, cette somme irait à sa femme et à ses enfants.

« Scap » a très discrètement mais concrètement participé au sauvetage de plusieurs agents britanniques infiltrés dans l'IRA, démasqués ou suspectés de traîtrise. Il est étonnant que dans sa position d'agent double particulièrement exposée, il n'ait pas été perturbé au point de commettre une faute et d'être démasqué. Lorsque les Provos se mirent en tête de trouver qui les trahissait au plus haut niveau – une rumeur courut qu'il s'agissait d'un étranger d'origine italienne –, la FRU reçut l'autorisation, pour détourner l'attention, de sacrifier

un homme, Francisco Notarantonio, un vieil activiste de l'IRA de 66 ans, d'origine italienne, retiré du service actif. Il fut enlevé en octobre 1987 sur instruction de l'agent 1033 (Brian Nelson) et exécuté par une équipe de l'UDA.

Les choses se gâtèrent en 2003 quand parut dans la presse une série d'articles identifiant Freddi Scappaticci comme l'agent Stakeknife, suite aux révélations d'un ancien agent britannique infiltré dans l'IRA et en délicatesse avec la Couronne. Évidemment, « Scap » nia. Il déclara avoir été un fervent républicain ayant quitté le mouvement en 1990 et donc ne pouvoir être l'agent Stakeknife. En dépit de la parution de son nom et de photos de lui dans la presse, accompagnés d'informations solides, il ne fut pas inquiété par l'IRA, qui lui renouvela sa confiance dans un communiqué. Il dut néanmoins quitter l'Irlande du Nord.

Cet épisode laisse beaucoup de personnes (ex-membres de la communauté du renseignement, journalistes spécialisés, etc.) sceptiques lorsque l'on connaît la manière qu'a l'IRA de punir ceux qu'elle considère comme des traîtres. Par ailleurs, la révélation de son double jeu pose question, en particulier celle d'une possible manipulation par les services britanniques en vue de protéger une ou d'autres sources plus importantes et toujours actives…

Puis, en 2015, « Scap » fit l'objet d'une investigation entreprise par le PSNI au sujet de 24 meurtres. Et en 2016 fut déclenchée l'opération *Kenova*, menée par le *chief constable* John Boutcher (police du Bedfordshire) à l'encontre d'une vingtaine de personnes – anciens membres de l'IRA, du MI5 et de la FRU. Elle fit suite à des accusations de collusion entre ces personnes ayant entraîné une cinquantaine d'éliminations physiques effectuées par l'unité de contre-espionnage interne de l'IRA que dirigea Fred Scappaticci. Bien entendu, les services de sécurité britanniques (MI5 et renseignement militaire) n'avaient aucun intérêt à ce que Freddie Scappaticci puisse être interrogé sur ces événements passés et surtout pas sur ses rapports avec la FRU, ce qui aurait renforcé les accusations de collusion, déjà nombreuses.

« Scap » fut néanmoins arrêté en janvier 2018 et détenu quelque part en Angleterre. Curieusement, il ne fut condamné qu'à trois mois de prison ferme pour détention d'images pornographiques sur son ordinateur. À ce jour, il est, semble-t-il, toujours vivant et partage sa vie entre sa résidence de Belfast et l'Italie, pays d'origine de sa famille.

Dissolution de la FRU

Tout au long de son existence, la FRU fut largement impliquée dans la collusion avec les loyalistes, surtout à cause de ses relations avec Brian Nelson, « l'agent 1033 », responsable du renseignement de l'UDA. Durant cette période, il est estimé qu'environ 85 % des informations parvenant aux loyalistes provenaient de la FRU via Brian Nelson. Cette collusion eut des conséquences dramatiques, en particulier suite à l'assassinat d'un sympathisant républicain de Belfast, Gerard Slane, le 23 septembre 1988, au meurtre du notaire Pat Finucane en février 1989, ou encore aux diverses tentatives d'assassinat sur Gerry Adams. Ces événements révélèrent la grave dérive de l'unité, complice d'une série de meurtres commis à partir de 1987. Ces faits sont relatés dans les ouvrages de Nicholas Davies *Ten-Thirty-Three* (1999) et *Dead Men Talking* (2004).

À l'issue des enquêtes menées par Stevens, concluant à la poursuite en justice des responsables de la FRU, l'unité fut dissoute en 2007. Toutefois, hommes et savoir-faire furent conservés et transférés dans une nouvelle unité, baptisée Joint Support Group (JSG), qui poursuivit les missions de la FRU et continua à travailler en Irlande du Nord.

À noter également qu'une unité secrète, basée dans le sud de l'Angleterre, aurait été créée pour la relocalisation et la protection des agents irlandais ayant collaboré avec les Britanniques en Irlande du Nord.

Joint Support Group (2005-…)

Le Joint Support Group (JSG) est une unité d'élite de l'Intelligence Corps. Son rôle est d'obtenir du renseignement en recrutant et en dirigeant des agents au sein des organisations terroristes. Le JSG travaille étroitement avec le SIS, le MI5 et le Directorate of Special Forces et a vocation à opérer dans le monde entier. Les autorités britanniques ont décidé d'exploiter l'expérience unique acquise en Ulster par la FRU sur d'autres théâtres d'opérations.

L'unité est installée sur la base de Chisksands (Bedfordshire), où se trouve le quartier général du renseignement militaire, le Joint Intelligence training Group (JITC) ainsi que le Defence College of Intelligence (DCI) de l'Armée britannique. Selon un article publié en 2014 dans *The Mirror*, le JSG comprend un état-major et quatre *squadrons* d'une centaine d'opérateurs chacun. Ce chiffre englobe probablement le personnel administratif (*collators*, analystes) et les techniciens appuyant les OT.

Le recrutement est ouvert à tous les personnels des trois armes de l'Armée britannique, hommes et femmes, avec une limite d'âge de 42 ans. La formation comprend une présélection de deux semaines, suivie par une formation spécifique de quatre mois, effectuée au JITC. Elle se concentre sur les méthodes de recrutement des terroristes afin d'en faire des agents doubles. Il faut une connaissance poussée de la psychologie, de la manipulation et de la persuasion pour convaincre un insurgé de trahir ses camarades et devenir un agent double. Les OT du JSG doivent donc être en mesure de se lier d'amitié avec des personnes qu'ils peuvent mépriser, gagner leur confiance et les persuader de devenir des agents. Bien qu'ils ne soient pas chargés de missions de combat direct, les membres du JSG peuvent avoir besoin de rencontrer leurs agents dans des quartiers hostiles. Ils sont donc formés aux exercices de contre-surveillance, aux techniques anti-embuscade et au combat rapproché (CQB), en mettant l'accent sur le tir au pistolet.

À peine formé, le JSG aurait été déployé à Bagdad où il travaillerait avec les forces spéciales britanniques et américaines. Installé dans la « zone verte » de Bagdad, il a pour mission de retourner des terroristes endurcis et d'en faire des espions au service de la coalition. Les renseignements sont obtenus de diverses manières. Certains leur parviennent via des appels téléphoniques vers une hotline confidentielle où les appelants peuvent parler à un membre du JSG. D'autres sont échangés lors de réunions à l'intérieur de la « zone verte[11] ». En effet, en raison du grand nombre d'Irakiens entrant dans la zone chaque jour, ceux qui souhaitent transmettre des informations peuvent le faire avec un certain anonymat. En revanche, il est trop dangereux pour les opérateurs du JSG de s'aventurer en ville afin d'y rencontrer leurs agents.

Tous les agents potentiels sont avertis que toute personne soupçonnée d'être un espion de la coalition sera torturée avant d'être assassinée. S'il s'agit d'un homme marié, sa femme sera violée collectivement devant leurs enfants, qui seront probablement assassinés. Malgré ces risques, les opérateurs JSG traitent chaque semaine avec des dizaines d'Irakiens qui sont prêts, pour diverses raisons, à devenir des informateurs. *« Certains Irakiens viennent à nous parce qu'ils en ont simplement marre de la violence »*, déclare un membre du JSG. *« Ils peuvent avoir eu des membres de leur famille assassinés, torturés ou kidnappés. Contrairement à une grande partie de la classe moyenne qui a déjà fui le pays, ils sont peut-être trop pauvres pour partir et ils viennent donc chez nous pour voir s'ils*

peuvent gagner un peu d'argent, car ils peuvent avoir eu des informations ou une connaissance détaillée d'une attaque planifiée. »

En ce qui concerne les individus recrutés au sein des groupes terroristes, il est absolument clair que ce sont des criminels et qu'ils doivent cesser immédiatement toute activité dès lors qu'ils deviennent agents. « Nous les avertissons qu'ils courent le risque d'être tués ou capturés et qu'ils devraient se retrouver dans une position au sein de l'organisation où ils ne seront pas directement impliqués dans les opérations. »

En Irak, le JSG s'est révélé être l'une des unités les plus efficaces de la coalition dans la lutte contre le terrorisme. Depuis le début de la guerre, l'unité a travaillé aux côtés du SAS et de la Delta Force dans le cadre de l'unité antiterroriste basée à Bagdad connue sous le nom de Task Force Black. Ses membres ont recruté des douzaines d'agents irakiens qui ont fourni des renseignements ayant sauvé des centaines de vies et ayant abouti à certains des succès les plus notables contre les groupes terroristes. Les renseignements obtenus par le JSG auraient notamment permis l'une des opérations les plus réussies de la Task Force Black, en novembre 2005, lorsque des tireurs d'élite du SAS ont abattu en même temps trois kamikazes. Le JSG aurait également rassemblé une partie des renseignements ayant conduit, en juin 2006, à l'élimination d'Abou Moussab Al-Zarqaoui, le chef d'Al-Qaïda en Irak, et à la libération du Britannique Norman Kember (mars 2006).

Defence Human Intelligence Unit

Le renseignement militaire britannique semble disposer également d'une Defence Human Intelligence Unit (DHU) ayant des fonctions spéciales de renseignement.

On sait très peu de choses sur l'unité. Il est possible qu'il s'agisse d'une dénomination de couverture pour le SRR ou le JSG[12].

La DHU compterait 400 membres et serait commandée par un officier ayant travaillé sous couverture en Irlande du Nord. Elle aurait travaillé aux côtés des SAS et du SIS pour rassembler des renseignements à travers l'Afghanistan lorsque les troupes britanniques combattaient les talibans. Ses recrues d'origine moyen-orientale auraient notamment fait un travail remarquable dans le Helmand.

Cependant, devant les craintes croissantes d'une attaque terroriste majeure

sur le sol britannique, l'unité serait maintenant utilisée pour soutenir le Home Office en collectant des renseignements sur le territoire national. Ses hommes travaillent en civil dans toute la Grande-Bretagne, ne sont pas armés et reçoivent leurs ordres du MI5 et du Home Office. Ils seraient stationnés ou infiltrés dans des zones où les extrémistes sont connus pour opérer. Leur seule tâche est de surveiller et d'enregistrer les événements. Personne ne sait qui ils sont. Ils sont déployés seuls ou en couple et se fondent dans l'environnement[13].

La DHU est formée par le Joint Intelligence Training Group (JITG), basé à Chicksands (Bedfordshire). L'unité aurait connu une expansion significative après que David Cameron ait annoncé le déblocage de 2 milliards de livres pour les forces spéciales dans la lutte contre l'État islamique**.**

1. Selon certaines sources, le capitaine Robert Nairac appartenait à cette unité et opérait comme agent infiltré lorsqu'il fut enlevé dans un pub à Dromintee, dans le sud du comté d'Armagh, et exécuté par l'IRA en mai 1977. Selon d'autres, il était officier de liaison (MILO) auprès de la 14th Intelligence & Security Company, ce qui est plus probable (H. McCallion, *Undercover War*, *op. cit.*, p. 46).

2. Ancien capitaine de l'Armée britannique, formé à la Joint Services School of Intelligence d'Ashford et affecté en Irlande du Nord dans les années 1970 comme officier de renseignement (basé à Portadown).

3. Garda Siochàna : police de la République d'Irlande.

4. En matière de guerre contre-révolutionnaire, Kitson est souvent cité pour ses travaux. Mais concernant l'emploi d'unité militaire pour des missions de renseignement, c'est le général Glover, un expert du renseignement, qui fait référence. Formé au Wellington College, Jimmy Glover rejoint la Royal Artillery en 1949. Il est transféré à la brigade des fusiliers en 1956 et sert en Malaisie pendant l'insurrection communiste. En 1970-1971, il commande le 3e bataillon des Royal Green Jackets, puis la 19e brigade aéroportée, de 1974 à 1975. Il est nommé commandant des forces terrestres en Irlande du Nord de 1979 à 1980. Il devient ensuite chef d'état-major adjoint de la Défense (renseignement) de 1981 à 1983, vice-chef de l'État-Major général impérial de 1983 à 1985, puis commandant en chef des Forces terrestres britanniques de 1985 à 1987, date de sa retraite.

5. La RUC pouvait retenir une personne jusqu'à sept jours sans justification.

6. La FRU participait au Tasking Coordinating Group (TCG), qui réunissait l'ensemble des organismes intervenant dans la lutte antiterroriste en Ulster (14th ISC, RUC/Special Branch, MI5, etc.)

7. Unité « action » de l'UDA qui fut impliquée dans de nombreux meurtres de républicains et de citoyens irlandais. Entre 1992 et 1994, l'UDA fut responsable d'une campagne d'assassinats d'une ampleur supérieure à celle de l'IRA.

8. Le lecteur pourra se reporter au livre de Rob Lewis, *Fisher of Men* (Hodder & Stoughton, Londres, 1999), qui décrit bien le travail au jour le jour au sein d'un détachement de la FRU.

9. Sur ces deux affaires, on se reportera à l'excellent livre de Nicholas Davies, *Dead Men Talking* (Mainstream Publishing Co., Édimbourg, 2004) qui décrit en détail le long processus de recrutement de l'agent Stakeknife, qui devint le meilleur agent double recruté pendant toute la durée du conflit.

10. À ce jour, l'identité réelle de l'agent Stakeknife n'a toujours pas été officiellement confirmée, malgré les révélations parues dans la presse en 2003.

11. La zone verte est une enclave américaine hautement sécurisée de 10 km^2 située au cœur de Bagdad.

12. De la même manière que la dénomination Special Reconnaissance Unit fut longtemps l'appellation de couverture de la 14th ISC.

13. Jake Burman, « Would YOU make the cut? British spy chiefs seeking undercover anti-terror troops », *Daily Express*, 4 mars 2016 [en ligne]. https://www.express.co.uk/news/uk/649712/British-Spy-Chiefs-Recruitment-ISIS-Islamic-State-Defence-Human-Intelligence-Unit-SAS [consulté le 03/05/2021]. Le DISC a été depuis renommé.

CHAPITRE 5

LES AUTRES CAPACITÉS BRITANNIQUES EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENT MILITAIRE ET D'OPÉRATIONS SPÉCIALES

En complément des unités militaires clandestines de surveillance et de gestion des sources, le Royaume-Uni dispose de nombreux autres moyens de renseignement et d'action spéciale.

La création d'un commandement des unités spéciales (1987)

Outre-Manche, les unités spéciales ont été regroupées en 1987 sous l'autorité d'un *Director Special Forces* (DSF). Le DSF conseille les hautes autorités militaires et politiques pour toutes les questions relatives aux forces spéciales ; il définit en particulier les options concernant la doctrine d'emploi, l'entraînement et les programmes d'équipement. Il assure le commandement des opérations spéciales montées par ses soins. En revanche, il n'exerce aucun contrôle sur celles menées par les détachements spéciaux, placées sous le contrôle opérationnel d'un commandant de théâtre d'opérations.

Bien que le gouvernement britannique communique peu sur ces sujets, l'énoncé des missions de l'United Kingdom Special Forces (UKSF) couvre la totalité des actions devant être menées discrètement ou secrètement et surtout pouvant être démenties :

– contre-terrorisme ;

– guerre non conventionnelle et contre-subversive ;

– action directe et neutralisation/destruction d'objectifs humains ou d'infrastructure ;

– protection rapprochée en zone à risque ;

– surveillance discrète de cibles (personnes, infrastructures, vecteurs) ;

– reconnaissance en profondeur et observation de longue durée ;

– reconnaissance et préparation du champ de bataille ;
– recherche et capture, enlèvement d'individus désignés ;
– recueil de renseignements humain (HUMINT) et technique (TECHINT) ;
– entraînement de forces armées étrangères ou de mouvements insurrectionnels.

Pour assurer ces missions, le DSF dispose du 22e SAS, du Special Boat Service et de trois unités aériennes spécialisées dans le soutien aux forces spéciales : les 7th et 357th Royal Air Force Squadrons (hélicoptères), et le 47th Royal Air Force Squadron (Hercules C-130).

Depuis les événements du 11 septembre 2001 et le déclenchement de la guerre au terrorisme, le DSF a reçu le renfort de trois nouvelles unités spéciales, ce qui a accru très significativement ses moyens d'action.

La première est le Special Reconnaissance Regiment (SRR).

La deuxième formation de création récente est le Joint Special Forces Support Group (JSFSG). Résultant de la transformation du 1st Battalion, The Parachute Regiment, le JSFSG est toutefois une unité interarmées qui recrute aussi au sein de la Royal Air Force et des Royal Marines. Principalement mis sur pied pour appuyer les forces spéciales, il a été déclaré opérationnel en avril 2006. Sa garnison est située à St Athan, au Pays de Galles.

La troisième unité est le 18th (UKSF) Signals Regiment. Créée au cours du premier semestre 2005, cette formation est spécialisée dans l'interception des communications au profit des unités de forces spéciales. Il a été constitué à partir des 63rd et 602nd Signal Troops (Special Communications) des Royal Signals, unités de transmissions opérant au profit des régiments SAS et du DSF.

Ces unités ont été déployées dans tous les conflits de basse intensité et opérations secrètes menés depuis le début des années 2000, avec une forte implication dans la lutte antiterroriste.

En plusieurs occasions, diverses sources ont fait état d'un rôle particulier tenu par les deux régiments SAS de réserve (21st et 23rd SAS) : leurs réservistes constituent un réseau de compétences susceptible d'être mis à profit par les équipes du 22nd SAS. Qu'il s'agisse de modifier discrètement un véhicule pour en améliorer les performances, ou de louer un pavillon de banlieue destiné à

servir de « planque » dans le cadre d'un entraînement ou d'une opération clandestine, un garagiste ou un agent immobilier réservistes du 21st ou du 23rd SAS s'en chargeront.

L'appel aux réservistes apparaît d'autant plus nécessaire que les unités du DSF connaissent des difficultés de recrutement croissantes. Si les forces spéciales attirent, voire font fantasmer dans l'institution militaire – comme dans le grand public –, la sélection draconienne qui les caractérise conduit à rejeter 90 % des candidats. Or, comme les effectifs des armées ont connu une réduction sans précédent depuis la fin de la Guerre froide, le nombre de volontaires diminue. De plus, au Royaume-Uni comme dans tous les pays occidentaux, on observe que la rusticité des nouvelles générations baisse sensiblement. Ainsi, les unités spéciales ont de plus en plus de mal à recruter et à compléter leur tableau d'effectifs, alors même qu'elles sont sans cesse davantage engagées sur des théâtres d'opérations extérieurs. En conséquence, ces unités fonctionnent en permanence à la limite de leurs capacités, ce qui pose problème. Selon les confidences d'un ex-SAS, *« tout le monde doit travailler plus dur pour faire le travail. […] La vie est difficile. Vous passez beaucoup de temps sur les opérations, les exercices à l'étranger et les cours. C'est infernal. »* *The Mirror* a rapporté en février 2019 que les forces spéciales britanniques ne comprennent que 200 opérateurs disponibles à l'instant T, en raison du temps devant être consacré à la formation, à l'entraînement, aux permissions et aux blessures, mais surtout à cause d'une importante chute du recrutement (-20 % pour le SAS[1]). Toutes les unités, qui comptent approximativement autour de 400 opérateurs, sont en sous-effectif. Par exemple, le SRR, engagé en Afghanistan, en Irak, dans les États baltes et en Afrique, connaît en 2020 un déficit d'une soixantaine d'opérateurs.

Les difficultés de recrutement sont accrues par les départs des membres des unités spéciales vers le secteur privé. Forts de l'expérience acquise sous l'uniforme, les anciens des forces spéciales n'hésitent pas à rejoindre diverses sociétés militaires privées (SMP) ou à fonder leurs propres entreprises. Si le développement de la sécurité privée est une aubaine pour nombre d'individus issus des forces spéciales – les rétributions proposées par les SMP sont particulièrement alléchantes comparées aux soldes de l'armée régulière ou des unités spéciales –, il est une calamité pour les unités spéciales. En février 2004, le journal britannique *The Scotsman* révélait qu'un nombre croissant de

membres du SAS et du SBS quittaient prématurément le service actif, alléchés par les rémunérations proposées par les sociétés privées, notamment pour les missions de sécurité en Irak. Entre 2002 et 2005, un quart des membres des forces spéciales britanniques – plus de 120 membres des SAS et SBS – a démissionné afin de rejoindre une des sociétés militaires privées opérant en Irak, où ils gagnent jusqu'à sept fois leur ancienne solde. Un vétéran des forces spéciales peut en effet gagner jusqu'à 14 000 livres par mois en assurant la protection des sociétés reconstruisant l'Irak. Ainsi, au Royaume-Uni, au moins 46 entreprises militaires privées ou de sécurité emploient d'anciens membres des forces spéciales britanniques. La ville de Hereford, siège des SAS et SRR, en abrite à elle seule une quinzaine.

Au Royaume-Uni, la méthode utilisée pour conserver les hommes dans leurs unités consiste à leur attribuer primes et augmentations de soldes. C'est ainsi qu'à l'été 2006, Londres a décidé d'augmenter de 50 % les émoluments versés aux membres de ses forces spéciales. Cette mesure a provoqué, bien sûr, la jalousie des unités classiques. Par ailleurs, SAS et SBS qui prennent leur retraite à l'issue de 22 ans de service, se voient désormais offrir des contrats courts allant d'un à cinq ans. Cela permet aux forces spéciales britanniques de garder dans leurs rangs ceux qui disposent d'une expérience irremplaçable.

Les autorités britanniques ont décidé, fin 2017, que l'ensemble des forces spéciales recevrait un financement supplémentaire de 300 millions de livres – soit environ 400 millions de dollars – pour améliorer le recrutement de ces unités en sous-effectif, les porter à leur pleine puissance et leur fournir les dernières armes et véhicules afin de détruire les groupes terroristes en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Amérique centrale et dans certaines parties de l'Afrique.

Le renseignement militaire

La Defence Intelligence

La Defence Intelligence (DI)[2] est la direction du renseignement militaire britannique. Elle comprend environ 4 500 personnes. Sa mission est de recueillir des renseignements et de produire des analyses pour le ministre de la Défense (MOD) et les forces armées britanniques. Elle reçoit ses directives du chef d'état-major de la Défense et du sous-secrétaire permanent au

renseignement du MOD, et suit les directives nationales du Joint Intelligence Comittee (JIC).

Au profit du MOD, la DI s'intéresse à toutes les questions touchant la défense, aux problèmes économiques et politiques, aux capacités industrielles et technologiques étrangères, et à la prolifération des armes de destruction massive. Par ses analyses, elle oriente les décisions politiques, aide à la prise de décision concernant l'engagement et l'emploi des forces armées britanniques, éclaire les décisions relatives aux marchés publics de défense. Elle renseigne et conseille également le ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth, le ministère du Développement international et le ministère du Commerce et de l'Industrie. Elle fournit enfin régulièrement des évaluations du renseignement à l'OTAN et à l'Union européenne.

Au profit des forces, la DI assure le soutien « renseignement » lors des opérations, la sécurité des unités, fournit les cartes, forme les linguistes militaires et les photographes, etc. Elle est responsable de l'orientation et de la coordination des unités chargées de la collecte du renseignement (HUMINT, SIGINT, MASINT, IMINT, GEOINT) et gère également les attachés militaires.

Le Joint Forces Intelligence Group

Le Joint Forces Intelligence Group (JFIG) a été créé en 2012 pour remplacer l'Intelligence Collection Group (ICG). Il est installé sur la base RAF de Wyton (Cambridgeshire). Ses missions sont la collecte des renseignements de toute origine au profit des forces et des états-majors et du MOD. Il est commandé par un général de brigade et emploie plus de 3 300 personnes. Il comprend :

– le Defence Geographic Centre (DGC), installé à Feltham. Sa mission est de fournir des cartes et du renseignement GEOINT au MOD et aux forces déployées, sous forme papier ou numérique. Le DGC est une organisation essentiellement civile regroupant environ 530 personnes ;

– le Defence Geospatial Intelligence Fusion Center (DGIFC[3]) – ex-Joint Air Reconnaissance Intelligence Centre (JARIC) –, le Centre national d'exploitation de l'imagerie, basé à RAF Brampton, Huntingdon. Sa mission est de fournir le renseignement « image » (IMINT) grâce à l'exploitation de prises de vues effectuées par satellites, par moyens aériens ou terrestres ;

– la Joint Services Signals Organization (JSSO), qui étudie les systèmes et

techniques de communication afin de fournir un soutien opérationnel aux unités. Elle est basée à RAF Digbyin, Lincolnshire, sous le commandement d'un officier supérieur et regroupe 1 600 salariés provenant des trois armées ;

– la Joint Aeronautical and Geospatial Organisation (JAGO), basée à Hermitage, Berkshire, qui fournit le support géographique au renseignement et à la cartographie, par des relevés de terrain. Elle dispose à cet effet :

– du 42e régiment du génie, qui effectue des relevés de terrain. Le régiment comprend 450 membres ;

– de l'unité d'information et de documentation aéronautiques n° 1 (No 1 AIDU), qui réalise les relevés cartographiques en vol. Cette unité comprend 50 personnes, civils et militaires ;

– la Defence HUMINT Organisation (DHO), basée à Feltham, Middlesex, qui a pour mission de fournir du renseignement d'origine humaine en soutien des opérations militaires. La DHO pilote et coordonne la recherche HUMINT pour le ministère sous le commandement d'un colonel. L'unité regroupe 350 personnes issues des trois armées. Compte tenu de la culture du secret propre aux Britanniques, il est difficile de déterminer s'il s'agit ou non de la même unité que le Defence Humint Service (DHU).

Le Joint Intelligence Training Group

Le Joint Intelligence Training Group (JITG[4]), basé à Chicksands, Bedfordshire, est le centre de formation en renseignement, sécurité, langues et photographie pour toutes les forces armées britanniques. Il forme 5 000 personnes par an dans toutes ces disciplines, y compris la Defence Humint Unit. Il se compose des unités de formation suivantes, réparties sur divers sites :

– le Defence College of Intelligence (DCI), qui dispense les formations en matière de renseignement et de sécurité aux membres des forces armées britanniques, à la police et à d'autres agents du secteur public, ainsi qu'à des partenaires internationaux ;

– la Defence School of Languages à Beaconsfield ;

– la Defence School of Photography à RAF Cosford ;

– la Royal School of Military Survey à Hermitage.

L'Intelligence Corps

L'Armée de terre britannique dispose d'un corps à part entière dédié à la recherche et à l'exploitation du renseignement, l'Intelligence Corps. Regroupant sept Military Intelligence Battalions, son état-major se trouve à Chicksands, à proximité du Joint Intelligence Training Group. Sur le théâtre d'engagement des forces britanniques, il a pour missions principales :

– la recherche opérationnelle du renseignement tactique (reconnaissance et observation du champ de bataille, interrogatoire des prisonniers et déserteurs ennemis, planification de raids de commandos et de l'interprétation des photos aériennes, etc.) ;

– le contre-espionnage et la protection. Le contre-espionnage a pour finalité de découvrir l'identité, la capacité et les intentions de l'ennemi, à apprendre comment il a opéré dans le passé, comment il opère dans le présent et comment il est susceptible d'opérer à l'avenir. La protection est la mise en œuvre systématique de mesures défensives physiques et personnelles. Elle s'exerce en opération, mais aussi sur le territoire britannique afin de protéger les infrastructures militaires et des sites d'importance nationale, tels que les centrales électriques et les bâtiments gouvernementaux. Il s'agit également de conduire des enquêtes sur des atteintes à la sécurité.

La 1st Intelligence, Surveillance and Reconnaissance Brigade

La 1re brigade de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (1st ISR Bde) de l'Armée britannique regroupe sous un commandement unique toutes les capacités ISR de l'Armée britannique (IMINT, SIGINT, MASINT, etc.). Mise sur pied en 2014, elle compte plus de 6 000 personnes, dont près 60 % appartiennent à l'Intelligence Corps. Elle se compose de dix unités d'active et de neuf de réserve, chacune avec leur spécialité, et déploie des groupes ISR *ad hoc* pour soutenir les forces sur tous leurs théâtres d'interventions.

Unité	Rôle	Statut
14th Signals Regiment	Renseignement et guerre électronique	Active
5th Regiment Royal Artillery	Radars de localisation	Active
Honourable Artillery Company	Patrouille de renseignement et de désignation d'objectifs	Réserve

32nd Regiment Royal Artillery	Drones de reconnaissance	Active
47th Regiment Royal Artillery	Drones de reconnaissance	Active
74th Battery (The Battle Axe Company) Royal Artillery	Drones de reconnaissance	Active
1st Military Intelligence Battalion	Unité de renseignement opérationnel	Active
2nd Military Intelligence Battalion	Exploitation des renseignements (équipements et matériels étrangers)	Active
3rd Military Intelligence Battalion	Unité de renseignement opérationnel	Réserve
4th Military Intelligence Battalion	Unité de renseignement militaire	Active
5th Military Intelligence Battalion	Unité de formation au renseignement	Réserve
6th Military Intelligence Battalion	Unité d'analyse du renseignement	Réserve
7th Military Intelligence Battalion	Unité de renseignement opérationnel	Réserve
Defence Cultural Specialist Unit	Unité de médiation et de linguistes	Active
Weapons Material and Personnel Exploitation Capacity	Étude des armes et matériels étrangers	Active
Land Intelligence Fusion Centre	Centre de fusion des renseignements militaires	Active
Specialist Group Military Intelligence	Prospective et développement des capacités de renseignement	Réserve
21st (Artists) SAS Regiment	Patrouilles de reconnaissance	Réserve
23rd SAS Regiment	Patrouilles de reconnaissance	Réserve

Le 30 Commando Information Exploitation Group

Le 30 Commando Information Exploitation Group est l'unité chargée des missions de renseignement[5] au profit de la brigade des Royal Marines dont elle est « les yeux et les oreilles ». Elle comprend diverses composantes spécialisées chargées de la reconnaissance, de la surveillance et de l'acquisition d'objectifs (Brigade Patrol Troops), des interceptions et de la guerre électronique, de l'interrogatoire de prisonniers, des communications, etc.

1. Toutefois, après avoir créé début 2004 un cinquième escadron opérationnel pour combattre Al-Qaïda et le terrorisme islamique, et en dépit d'une augmentation très substantielle de son budget, le SAS a refusé l'accroissement de ses effectifs par crainte d'abaissement du niveau de sélection et de perte d'efficacité.

2. Ce service était dénommé jusqu'en 2009 Defence Intelligence Staff (DIS).

3. Il semblerait qu'il ait été récemment renommé National Center for Geospatial Intelligence (NCGI).

4. Anciennement dénommé Defence Intelligence and Security Center (DISC) et basé à Ashford (Kent).

5. Anciennement dénommée HQ & Signals Squadron Royal Marines, puis UK Landing Force Command Support Group.

CHAPITRE 6

LES UNITÉS D'ACTION CLANDESTINE DU SIS

Bien que l'activité principale du SIS soit le recrutement et le traitement de sources, sa charte, connue sous le nom d'*Order Book*, l'oblige à maintenir la capacité de planifier et de monter des « opérations spéciales » paramilitaires. Mais contrairement à la CIA, au Mossad et à la DGSE, qui disposent de leur propre service Action, le SIS ne possédait pas de composante paramilitaire pour conduire des actions offensives clandestines pouvant être démenties. Les officiers du SIS n'ayant pas les compétences militaires nécessaires pour mener eux-mêmes de telles opérations, leur rôle est de fixer les objectifs de l'opération et d'obtenir l'autorisation politique auprès du ministre des Affaires étrangères. Ensuite, l'opération est exécutée par des membres des forces spéciales – SAS ou SBS – détachés de leur unité le temps de la mission.

Mais depuis la fin de la Guerre froide, avec la montée des conflits asymétriques et la multiplication des crises occupant largement les forces spéciales, le SIS ressentait le besoin d'une unité dédiée, exclusivement à son service et disponible sans préavis, pouvant lui servir de « bras armé ».

Du Directorate of War Planning à la General Support Branch

Avant la Seconde Guerre mondiale, le MI6 possédait une capacité d'action paramilitaire clandestine appelée section D[1], qui fut incorporée dans le SOE. À la fin de la guerre, en juin 1946, le SOE fut dissout, et une partie du personnel détaché revint au sein du MI6, qui créa une section des opérations spéciales : le Directorate of War Planning (D/WP) dont le but était de lutter contre l'extension du péril soviétique en Europe de l'Ouest.

Des liens étroits s'établirent alors entre le D/WP et le Royal Marines Special Boat (qui deviendra plus tard le SBS). Des centres de formation[2] furent créés, sur le modèle des Special Training Schools (STS) du SOE. De même, la

capacité de mise au point, en interne, d'équipements spécifiques aux missions clandestines fut développée. En 1954, le D/WP devint la Special Political Action (SPA) et fut engagée dans de nombreuses actions à l'étranger pouvant toujours être démenties, et ayant pour but de contrer les visées d'expansion soviétique. Mais en 1970, le gouvernement travailliste, hostile à ce genre d'actions, supprime la SPA.

Le SIS fut alors obligé de se rapprocher du SAS et d'un certain nombre de sociétés privées dirigées par d'anciens SAS pour conduire des opérations clandestines sur les théâtres d'opérations extérieurs. En quelques années, des liens très étroits se tissèrent entre SIS et SAS et chaque chef de poste du SIS avait une ligne directe avec la caserne SAS de Duke of York à Londres. Pour mettre de l'ordre dans ces pratiques pas toujours contrôlables, une collaboration plus étroite fut mise en place à partir de 2003 entre le Directorate of Special Forces (DSF) et le SIS, via sa General Support Branch (GSB) chargée de piloter les opérations inavouables.

Selon plusieurs auteurs, depuis la fin des années 1970, les missions d'assassinat organisées par le SIS pour le compte du gouvernement britannique auraient été confiées à une unité d'élimination composée d'anciens SAS et dénommée Group 13. Toutefois, aucune confirmation officielle de l'existence d'une telle unité n'a jamais été donnée.

The Increment et le Special Operations Department

D'autres sources font état d'un détachement spécial connu sous le nom de The Increment, rassemblant d'anciens éléments du SAS et du SBS, et qui serait utilisé pour des opérations clandestines, tant sous le contrôle du MI6 que du MI5. Il s'agit très probablement d'une évolution de l'unité auparavant dénommée Group 13. L'existence de The Increment a été rendue publique pour la première fois en 2001 par le livre de l'ex-SAS Richard Tomlinson, *The Big Breach*[3]. Un autre auteur, ancien membre du SIS, mais dont la crédibilité des révélations est difficile à vérifier, évoque cette unité d'action clandestine avec laquelle il eut à opérer clandestinement, notamment en Russie et au cœur du territoire iranien[4].

Au cours des années 1980, les demandes de Special Duties auprès du SIS augmentèrent, notamment suite à l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979 et à la volonté de Margaret Thatcher de lutter contre l'URSS. Le

SIS s'adjoignit alors le concours d'anciens des forces spéciales (SAS et SBS) et de spécialistes du transport aérien. Ces « auxiliaires » du SIS furent souvent désignés sous l'expression de « The Increment ». Leur principale mission fut l'instruction militaire de la résistance afghane, mais ils conduisirent également des incursions transfrontalières en Afghanistan, notamment la récupération d'un hélicoptère MI-24 Hind soviétique abattu par les moudjahidines, qui fut démonté et transporté pièce par pièce au Pakistan.

Les opérateurs de The Increment disposaient du « permis de tuer » et de leurs propres moyens aériens, un Puma et un C 130 Hercules. Un grand nombre d'entre eux avaient été choisis parce qu'ils étaient issus des ex-colonies britanniques (indiens, pakistanais, arabes, yéménites, caribéens, etc.), parlaient les langues locales et pouvaient se fondre dans la foule et donc opérer de manière invisible.

Puis au début des années 1990, le SIS créa le Special Operations Department (SOD), service chargé de piloter les opérations clandestines. Là encore, tout conduit à penser qu'il s'agit d'un changement de nom et d'une extension des missions de la General Support Branch. The Increment devint son bras armé. Les événements du 11 septembre 2001 et la nécessité d'accroître les moyens dévolus à la lutte antiterroriste conduisirent rapidement Londres à renforcer le SOD afin d'en faire son fer de lance contre les groupes djihadistes. En 2003, le SIS étoffa le SOD en recrutant 200 personnes (hommes et femmes) récemment retirées des forces spéciales, une centaine d'analystes, de linguistes et 200 administratifs destinés à soutenir les missions clandestines.

Opérant pour le SOD, The Increment est chargé des missions pouvant être désavouées par le gouvernement britannique :

– assistance militaire secrète à des États ou mouvements étrangers ;

– insertion et extraction clandestines d'agents du SIS ;

– reconnaissance secrète et collecte de renseignements.

Selon Richard Tomlinson, les membres de The Increment proviendraient de trois unités :

– la Counter Revolutionary Warfare Wing (RWW) du SAS. Elle fournit la majeure partie de The Increment, soit environ 45 sous-officiers expérimentés ;

– le SBS, dont la contribution serait plus modeste. 15 hommes issus de la M Troop (contre-terrorisme) ayant les qualifications de nageurs de combat, de démolition sous-marine et, pour certains, une qualification de skippers pour piloter des voiliers. Le SBS ferait profiter le SIS de ses compétences nautiques

pour placer des balises sur des navires amarrés dans des ports étrangers. Il utiliserait également ses mini-sous-marins (SDV) pour transporter des agents vers et depuis les côtes étrangères ;

– le RAF S&D Flight. Cette unité secrète de la Royal Air Force (RAF) est dédiée au soutien du SIS. Elle fournit à The Increment une dizaine de pilotes spécialisés, capables de voler de jour comme de nuit à très basse altitude, et d'effectuer des infiltrations ou extractions de personnel. Ils disposent d'un hélicoptère Puma du 33e escadron et d'un C-130 du 47e escadron (Special Forces Flight)[5] et sont également formés sur de nombreux autres avions militaires et commerciaux, grâce à des licences de pilote professionnel civil.

Pour être admissibles à The Increment, les personnels SAS et SBS doivent avoir servi pendant au moins cinq ans et avoir atteint le grade de sergent. Ils sont contrôlés par le MI6 en matière de sécurité et reçoivent un bref cours d'initiation à la fonction et aux objectifs du service. S'ils n'ont pas déjà acquis de compétences en surveillance, ils suivent un cours de trois semaines à Fort Monckton. De retour dans leurs bases de Hereford et de Poole, leurs compétences militaires déjà substantielles sont affinées. Ils apprennent à utiliser des explosifs improvisés, les techniques de sabotage et développent leurs compétences en matière de protection de VIP. Ils étudient l'art de la guérilla et pratiquent des techniques d'insertion avancées, comme le parachutisme à haute altitude à partir d'avions commerciaux ou les débarquements secrets de sous-marins. Des qualifications civiles sont également acquises : plusieurs des SBS ayant intégré The Increment disposent de licences de capitaine de navire commercial sous leur fausse identité, leur permettant de louer et piloter un chalutier clandestinement[6].

Chris Ryan, un ex-SAS en témoigne :

> *« On m'a demandé si The Increment est réel et si le genre d'opérations "noires" inavouables que je dépeins dans mon roman existe vraiment. The Increment existe réellement. C'est un petit groupe de gars badgés qui font partie de l'E-Squadron. Ils sont spécialement sélectionnés pour leurs compétences, qui sont exceptionnelles, même au regard des normes SAS. Ils ont été l'objet de vérifications de sécurité incroyablement strictes, car ils sont chargés des opérations les plus sensibles de toute l'armée. Être membre de The Increment, c'est être le meilleur des meilleurs*[7]*. »*

Parmi les missions d'élimination confiées au SOD est évoqué l'assassinat en 1990 de Gerald Bull, concepteur du soi-disant « *supergun* » destiné au régime de Saddam[8]. Une autre opération controversée associée à The Increment aurait eu lieu au Koweït le 2 août 1990, quelques heures seulement après le début de l'opération *Desert Storm.* Le vol 149 de British Airways atterrit en effet à l'aéroport de Koweït au lieu de se dérouter vers un aéroport plus sûr. 367 passagers et membres d'équipage furent pris en otages par les forces irakiennes et utilisés comme boucliers humains. Pendant le vol, la compagnie aérienne avait été informée par un fonctionnaire de l'ambassade britannique – qui s'est avéré plus tard être le chef de station du SIS – que l'escale était sans danger. Cependant, un événement étrange se produisit juste avant le décollage d'Heathrow : neuf hommes embarquèrent à l'improviste, provoquant le retard du vol 149. Après que l'avion se soit posé au Koweït, ils disparurent mystérieusement avant que les passagers ne soient pris en otages[9].

Le SOD aurait aussi planifié, en 1994, l'assassinat de Slobodan Milosevic. Il s'agissait de maquiller l'opération en accident de la route, en utilisant un éclairage stroboscopique pour aveugler suffisamment longtemps le conducteur de la voiture dans laquelle se trouvait la cible pour qu'un incident survienne au moment d'entre dans un tunnel. The Increment aurait également envisagé diverses actions afin d'éliminer le colonel Kadhafi et certains avancent qu'il serait responsable de la mort du D[r] David Kelly, expert en armes biologiques, en 2003.

L'E-Squadron

Unité secrète rattachée au SOD et chargée des *dirty operations*, l'E-Squadron aurait été créé en avril 2005, vers la même époque que deux autres éléments des forces spéciales britanniques : le SRR et le UK Special Forces Support Group. L'existence de l'E-Squadron est bien connue au sein de la communauté des forces spéciales, mais n'a jusqu'à présent pas été reconnue publiquement. Il est plus que probable que l'E-Squadron désigne la composante SAS affectée au SIS… ou soit le nouveau nom de The Increment.

L'E-Squadron opère à partir du quartier général du SAS à Credenhill, l'ancienne base de la RAF, et a pour mission d'accomplir des actions clandestines à l'étranger pouvant être totalement démenties, dans des endroits

particulièrement dangereux. Cela recouvre :

– infiltration/exfiltration d'agents du SIS par moyens aériens, terrestres ou sous-marins ;

– accompagnement et protection des membres du SIS en zone dangereuse ;

– mise en cache, à l'étranger, de matériel (armes, radio) et de packs d'évasion pour agents ;

– recrutement de sources sous « faux drapeau » ;

– assistance militaire secrète à des États ou mouvements étrangers ;

– opérations de neutralisation de cibles humaines ou sabotage d'infrastructures.

On ne sait pas grand-chose des missions effectuées par l'E-Squadron, mais on retrouve sa trace dans les Balkans, en Asie, en Afrique du Nord et dans les conflits du Moyen-Orient. Par ailleurs, il est certain que cette unité est très impliquée dans la lutte globale contre le terrorisme international.

En mars 2011, une opération en Libye a mal tourné, provoquant l'arrestation de l'équipe clandestine et sa détention provisoire. Dans le but d'aider la révolution libyenne et de prendre contact sur le terrain avec le Conseil national de transition (CNT), le SIS a cherché à intensifier les communications avec certains de ses contacts dans l'opposition. Il décida d'envoyer des émissaires à proximité de Benghazi pour rencontrer l'un de leurs contacts (opération *Ellamy*). Pour cette opération, le SIS fit protéger ses envoyés par six membres de l'E-Squadron qui embarquèrent donc avec eux à bord d'un hélicoptère Chinook depuis Malte pour être déposés de nuit en Libye. Les hommes de l'E-Squadron étaient en civil, dotés d'armes, d'équipements de communication sécurisés et de plusieurs faux passeports.

Dès l'atterrissage, leur hélicoptère éveilla la curiosité de la population locale, ce qui compromit la mission. La révolution libyenne s'est en effet accompagnée d'une grande paranoïa au sujet des mercenaires et des espions étrangers. Aussitôt arrivée, la délégation britannique fut interpellée par des hommes armés qui les prirent pour des mercenaires occidentaux au service de Kadhafi. Ils furent alors emmenés à Benghazi. Les hommes de l'E-Squadron décidèrent de ne pas faire usage de leurs armes, car le but de la mission était d'établir des liens et non de se battre. Après avoir expliqué qui ils étaient et pourquoi ils étaient venus, les envoyés purent prévenir Londres et le Foreign Office appela la direction du CNT pour confirmer leurs dires. Mais la communication fut interceptée par les services de Kadhafi, ce qui créa un très fort embarras

diplomatique et conduisit au rapatriement de l'équipe.

Suite à cet épisode malheureux, l'E-Squadron ne participa pas aux opérations spéciales qui permirent de renverser le régime de Kadhafi. Cela entraîna de grandes difficultés pour le MI6, qui avait l'intention de recruter certaines figures clés du cercle restreint du guide libyen.

Selon la BBC, l'E-Squadron aurait été déployé au Sahara en 2009 afin de libérer un citoyen britannique pris en otage par Al-Qaïda. Malheureusement, l'unité ne put intervenir avant la mort de celui-ci et l'opération fut donc annulée. Il semblerait également qu'il ait été impliqué dans des opérations en Syrie…

Les autres unités clandestines opérant pour le SIS

Le SIS dispose également d'une petite cellule appelée UKN, composée d'une trentaine d'hommes et de femmes, spécialisée dans les missions de surveillance et de contre-surveillance. Elle est souvent déployée à l'étranger avec le E-Squadron et agirait comme « ses yeux et ses oreilles », lui désignant ses cibles. Pour se fondre dans les rues étrangères, certains membres sont issus de minorités ethniques et beaucoup ont une bonne maîtrise des langues étrangères.

Seule une partie de ce personnel serait des permanents du MI6. Les autres travailleraient sans rémunération en prenant congé de leur travail pour participer aux opérations. UKN a un statut étrange au SIS, car ses membres sont considérés comme des agents plutôt que du personnel. Ce sont donc des « actifs consommables » : si l'un d'entre eux était capturé lors d'une opération, le MI6 ne ferait rien pour obtenir sa libération. Leur seul espoir d'être libéré serait par le biais d'une action en justice privée. Comme ils ne peuvent clairement pas obtenir d'assurance sur le marché commercial, ils prennent d'énormes risques personnels chaque fois qu'ils partent à l'étranger[10].

Enfin, le SIS fait appel à la 602nd Troop pour assurer ses communications lors des opérations dans les zones dangereuses. Cette unité est un détachement de 80 hommes du Royal Signals Regiment basé à Banbury, Oxfordshire. En temps de paix, ils gèrent les stations de relais radio haute fréquence du MI6 à l'étranger, sur l'île d'Ascension, en Irlande du Nord et aux Malouines, ou arment la chaîne de stations d'écoute au Chili. En temps de guerre, ils sont chargés de fournir des communications sur le terrain pour les opérations du

MI6, comme pendant la guerre du Golfe et la traque aux criminels de guerre en Bosnie[11].

Le recours à des sociétés de sécurité privées

Parallèlement à cette unité, le gouvernement britannique a largement recours, depuis quelques années, pour tout ce qui concerne les actions clandestines de protection, de formation et d'assistance à l'étranger, à différentes sociétés de sécurité ou sociétés militaires privées (SMP), toutes dirigées et composées d'anciens des forces spéciales.

Après la Seconde Guerre mondiale, David Stirling – le fondateur du SAS lui-même – a été directement à l'origine de l'essor de ces sociétés très particulières. Il créa la compagnie Watchguard, qui, au début des années 1960, procura des mercenaires pour combattre au Yémen aux côtés des forces royalistes. Après Watchguard, Stirling fonda GB 75, une milice privée chargée d'intervenir en cas de grève générale au Royaume-Uni pour reprendre les usines occupées. La dernière occupation de Stirling, en 1978, fut de recruter des mercenaires pour la Rhodésie et l'Afrique du Sud, via la firme Keenie Meenie Services (KMS), située à Londres. Pour cela, il était en liaison avec de nombreux anciens officiers SAS et recrutait directement au sein de l'armée régulière, de sorte que dans les mess officiers on appelait volontiers la société de Stirling le « 24e SAS ».

Depuis les années 1960, la collusion entre le SAS et les sociétés militaires privées anglaises n'a cessé de se renforcer et l'exemple de Stirling a fait de nombreux émules. Le lieutenant-colonel Ian Crooke a créé Kilo Alpha Services (KAS). Le major Arish Turle a fondé le célèbre Control Risks Group. Les sociétés KMS et Saladin Security, dirigées respectivement par le major David Walker et le major Andrew Nightingale, ont installé leurs bureaux à deux pas du QG du 22nd SAS.

De nombreuses SMP britanniques sont également constituées d'anciens du SBS. Dès la deuxième moitié des années 1990, on assista à une multiplication des organismes proposant des prestations de sécurité maritime, tel que Maritime Rescue International. Cette société présentait ainsi les compétences de ses consultants : *« Des représentants de MRI ont été impliqués dans un spectre étendu d'activités relevant des catégories suivantes : opérations spéciales en zones maritimes, opérations spéciales utilisant les voies d'eau navigables et les plans d'eau,*

réponse d'urgence en ambiance maritime. » Il était précisé que les activités de la société concernaient également *« le développement, la construction ou la modification de prototypes de vedettes rapides tout autant que leur évaluation, achat, maintenance ainsi que l'entraînement, les tactiques d'emploi et l'utilisation de ces navires ».*

Ces sociétés sont toujours en contact étroit avec les autorités et demeurent très suivies par le MI5 et le MI6. Elles offrent la possibilité au gouvernement britannique de nier son implication dans certaines actions si celles-ci devenaient politiquement embarrassantes ou lorsque la situation diplomatique ne permet pas d'intervention directe.

La raison pour laquelle le SIS, bien qu'étant à l'origine une structure militaire (MI6), n'a pas développé de service Action est que ce service est, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une administration purement civile, de culture civile, rattachée au ministre des Affaires étrangères et n'ayant pas de militaires dans ses rangs. Quand ce service ressent le besoin de conduire des missions opérationnelles dangereuses ne relevant pas de ses compétences, il fait appel aux forces spéciales ou, depuis plus récemment, à des sociétés militaires privées. Il n'y a donc pas eu, contrairement à la France, de duplication de l'appareil d'action spéciale.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le développement du terrorisme international et des conflits asymétriques a mené le SIS à faire faire évoluer son dispositif. À la différence de la Guerre froide, où une simple contre-surveillance de l'officier traitant suffisait au recrutement d'un agent étranger (il risquait au pire d'être arrêté et interrogé avant d'être expulsé), le recrutement de sources terroristes dans un environnement hostile nécessite la présence d'une équipe de protection armée afin de parer à toute tentative de « piège » adverse (enlèvement ou élimination de l'OT). C'est pourquoi le SIS a bénéficié de la création de quelques unités militaires clandestines n'opérant qu'à son profit.

1. Cf. chapitre 1.

2. Dont le fameux Fort Monckton (baie de Stockes, Hampshire), aujourd'hui centre de formation du SIS.

3. Cutting Edge Press, 2001.

4. Nicholas Anderson, *NOC: Non-Official Cover. British Secret Operations*, Miura! Publishing. Quatre

tomes sont parus, en 2013, 2014, 2016 et 2019. Il affirme avoir été le premier OT à diriger une unité « action » opérant en civil au profit du MI6 et composée d'éléments issus du SAS et du SBS. Elle aurait opéré sous sa direction en Iran, Irak, Somalie, Yémen et Afghanistan (cf. *Non Official Cover*, vol. 4, Miura! Publishing, 2019, p. 6-7).

5. Le C-130 est principalement utilisé pour la livraison ou la récupération d'équipements outremer trop volumineux ou dangereux pour voyager dans une valise diplomatique ; et le Puma est utilisé pour transporter le personnel du MI6 et les VIP à travers le Royaume-Uni, notamment entre le siège de Vauxhall Cross et Fort Monckton (Richard Tomlinson, *The Big Breach*, Cutting Edge Press, 2001, p. 73.).

6. R. Tomlinson, *op. cit.*, p. 74 et p. 77-78.

7. Chris Ryan, *The Increment*, Arrow Books, Londres, 2005.

8. D'après Ronen Bergman (*Rise and Kill First,* Random House, New York, 2018), Gérald Bull aurait été tué le 22 mars 1990 par une équipe du Kidon, le service Action du Mossad.

9. Dans son livre *The Secret of Flight 149* (Headline books Publishing, Londres, 2019), Stephen Davis pense que les neuf hommes étaient des membres de The Increment.

10. R. Tomlinson, *op. cit.*, p. 77-78.

11. *Ibid.*, p. 160.

CHAPITRE 7

ANALYSE DES MODES OPÉRATOIRES BRITANNIQUES

Chaque fois qu'un gouvernement britannique a été engagé dans une guerre contre-insurrectionnelle, des unités militaires clandestines ont été créées et les forces spéciales déployées afin de lutter contre les terroristes en employant leurs méthodes. Le conflit nord-irlandais fut notamment le laboratoire d'expérimentations de missions pouvant être menées par des unités militaires opérant en civil dans le cadre de lutte contre le terrorisme. Leur emploi a été considéré comme nécessaire au Royaume-Uni afin de combler l'espace entre les opérations de police et celles de l'armée, le pays ne disposant pas de forces intermédiaires du type gendarmerie.

Doctrine d'emploi des unités militaires clandestines

À la lumière de l'analyse des opérations conduites par les Britanniques, il est possible de dégager les grands traits d'une doctrine d'emploi des unités militaires clandestines, jamais explicitement formulée auparavant :

– l'Armée britannique a créé et mis en œuvre des unités de traitants opérant en civil (Source-Handling Unit : FRU, JSG), des unités de surveillance (Covert Surveillance Unit : MRF, 14th ISC, SRR) et a déployé ses forces spéciales pour les opérations d'intervention (SAS) ;

– le recrutement, basé sur le volontariat, est interarmes, tous grades et toutes armes confondus, et ouvert aux personnels masculins et féminins ;

– le processus de sélection est drastique et la formation spécifique extraordinairement sélective. Elle a lieu dans le plus grand secret et s'avère particulièrement adaptée ;

– les femmes et les hommes affectés dans ces unités disposent d'avantages particuliers (solde) ;

– le secret entourant ces unités est total, y compris dans les armées. Les

opérateurs travaillent sous pseudonyme, des cantonnements spécifiques et sécurisés leur sont réservés ;

– sur le terrain, ils sont autorisés à opérer en civil, sous identité fictive, en utilisant un équipement particulier et très spécifique (armement, mobilité, observation, transmission) ;

– ces unités, certes peu nombreuses, disposent d'un budget et de moyens conséquents (technologie, armement, véhicules, soutien héliporté, etc.) ;

– ces unités opèrent parallèlement ou en appui du MI6, du MI5 et de la Special Branch de la RUC.

– les autorités leur confient des missions de renseignement ou d'action, souvent violentes, inavouables et pouvant être démenties ;

– ni le MI5, ni la Special Branch de la RUC, ni le MI6 ne protestent lorsque l'armée développe ses propres capacités clandestines en la matière ;

– en dépit de certaines rivalités, la coopération est bonne entre les acteurs engagés dans le conflit, que cela soit pour la gestion des agents ou les interventions ;

– ces diverses unités ont toutes obtenu d'excellents résultats, pérennisant ainsi leur existence à l'issue du conflit d'Irlande du Nord.

Ces unités ont opéré initialement dans un contexte très particulier : sur le sol national (Ulster), dans un environnement hostile leur étant plutôt familier (langue, organisation urbaine, milieu naturel), où il leur était assez facile de passer inaperçu (population blanche) et où une bonne partie de la population leur était favorable (loyalistes).

Alors que l'on aurait pu penser que de telles unités, formées uniquement pour un théâtre européen, auraient eu du mal à jouer un rôle similaire ailleurs, leur capacité d'adaptation leur a permis d'agir efficacement partout dans le monde. Elles se sont parfaitement adaptées aux théâtres d'opérations extérieurs, notamment en élargissant le recrutement à des citoyens issus des minorités ethniques.

Toutefois, l'exemple de l'Irak montre que dans des conditions où la présence des terroristes et insurgés est plus importante, et où la police locale est corrompue et infiltrée, les unités militaires clandestines ont davantage de difficultés à effectuer leurs missions de surveillance clandestine[1].

L'application des idées de Kitson

Pour l'essentiel, la création d'unités spéciales de renseignement et la définition initiale de leur emploi sont dues aux leçons des expériences opérationnelles du général Frank Kitson au Kenya, en Malaisie, en Oman et à Chypre. Elles ont connu leur aboutissement en Irlande du Nord à partir des années 1970.

Kitson fut le premier à comprendre que le type de renseignements dont avait besoin l'armée afin de vaincre une insurrection ne pouvait provenir ni de la police ni des services de renseignement et de sécurité, dont les focales n'étaient pas adaptées à cette situation :

> *« J'avais déjà découvert au Kenya qu'une organisation de renseignement telle que la Special Branch ne pourrait jamais espérer fournir suffisamment d'informations de contact pour permettre aux forces de sécurité d'identifier et de neutraliser les membres des groupes d'insurgés, bien qu'elle puisse fournir beaucoup d'informations de base. En Malaisie, j'en avais reçu la confirmation*[2]*. »*

Kitson prend très vite conscience qu'il y a *« presque autant de différence entre les méthodes utilisées pour recueillir des informations politiques et celles utilisées pour recueillir des renseignements opérationnels, qu'il y en a entre la façon dont un agent en Angleterre traque un traître de l'Amirauté et celle dont une patrouille de reconnaissance obtient des renseignements sur une position ennemie en situation de conflit. La raison principale en est que les informations politiques peuvent être accumulées sur une période de plusieurs jours, semaines ou mois, tandis que les informations opérationnelles doivent arriver à temps pour permettre aux forces de sécurité de frapper une cible*[3]*. »*

Au Kenya, il eut d'abord l'idée de détacher des officiers auprès de la Special Branch afin de décharger cette dernière de la recherche des renseignements tactiques nécessaires aux opérations, lui laissant ainsi la liberté de se concentrer sur l'aspect politique de la subversion[4]. Il observa cependant que les officiers de renseignement militaire traditionnels n'étaient pas plus qualifiés que les policiers de la Special Branch pour recueillir les renseignements nécessaires. C'est alors qu'il eut l'idée de retourner des insurgés et de les renvoyer espionner leurs ex-camarades. En effet, il considérait que *« si l'objectif tactique est de détruire un groupe de terroristes opérant sous une forme ou une autre, le principal*

problème sera de découvrir qui ils sont et où ils se trouvent, afin de pouvoir les neutraliser. Comme un commandant ne peut pas recevoir d'informations suffisamment détaillées pour lui permettre de le faire, il doit les obtenir lui-même, car la responsabilité de l'atteinte d'un objectif tactique doit être celle du commandant de la force concernée[5]*. »* Il estimait qu'il était plus utile de *« confier au commandant tactique, plutôt qu'aux services de renseignement, la responsabilité d'obtenir les informations précises ou les coordonnées dont il a besoin*[6] *»*. Il insistait notamment sur l'importance de faire des prisonniers afin de les interroger, voire de les retourner.

En effet, *« pendant de nombreuses années, la question de la collecte des renseignements a été considérée comme relevant principalement du service de renseignement. L'idée était que, de temps en temps, celui-ci produirait le type d'informations qui permettrait aux forces de sécurité d'intercepter les insurgés et que, le reste du temps, ces unités s'occuperaient de tâches défensives »* ou conduiraient des patrouilles le plus souvent infructueuses. Il ajoutait :

> *« Par la nature même des choses, ce système ne peut pas fonctionner efficacement, car, dès le début de la campagne, l'organisation des insurgés est toujours susceptible de se développer plus rapidement que celle des services de renseignement, avec pour conséquence que les informations précises disponibles seront insuffisantes pour que les forces de sécurité puissent remplir leurs missions*[7]*. »*

Au fur et à mesure de ses expériences, Kitson en vint à préconiser la mise en place d'une unité spécialisée au sein de la British Army :

> *« Alors qu'au Kenya nous avions utilisé des ex-ennemis pour tromper leurs anciens partisans, afin qu'ils fournissent plus d'informations, en Malaisie nous avions utilisé nos propres soldats pour les obtenir en envoyant des patrouilles à la recherche de confirmation de nos théories. En d'autres termes, les informations de base, analysées de manière sensée, nous ont permis d'obtenir ce que nous voulions*[8]*. »*

Il proposa donc *« de créer une unité spéciale de soldats et de policiers qui pourrait être centralisée et envoyée dans toute colonie qui semblait sur le point*

d'exploser. Chaque colonie devait désigner un certain nombre d'hommes […] qui renforceraient l'unité spéciale à son arrivée. Mon idée était que celle-ci fournirait les officiers qui travailleraient dans les quartiers généraux des districts et des provinces, et que les locaux fourniraient l'équivalent des assistants de renseignement sur le terrain[9]*. »*

Selon lui, il était également nécessaire que cette unité de renseignement soit appuyée par des forces spéciales, afin de conduire les interventions. Mais il précisait : *« Il n'est absolument pas nécessaire que des opérations spéciales soient menées de manière illégale ou immorale […] parce que le gouvernement doit être prêt à en assumer la responsabilité. »* Il anticipait aussi les rivalités pouvant naître avec les forces conventionnelles en recommandant que ces dernières soient informées *« de la nature et du but des opérations spéciales, dans la mesure où cela est compatible avec les exigences de la sécurité, afin qu'elles en viennent à considérer les forces spéciales comme des collègues utiles et non comme des personnes sauvages et irresponsables dont le but est de voler le mérite à ceux qui remplissent des rôles plus modestes, mais nécessaires*[10] *»*.

Le rôle particulier du SAS

Dès la Seconde Guerre mondiale, David Stirling, le fondateur du Special Air Service, a parfaitement délimité le domaine d'intervention des unités spéciales et ses frontières, en aval avec les commandos et en amont avec les opérations clandestines. Les attributions des uns et des autres étaient ainsi définies : les commandos soutenaient l'aspect tactique de la bataille, tandis que les éléments des services secrets œuvraient en civil aux côtés de la Résistance. L'action des forces spéciales se situait à mi-chemin : elles agissaient à un niveau stratégique, mais en uniforme. Depuis, ce cadre a connu des évolutions : à partir des années 1970-1980, des éléments du SAS ont opéré en civil, conduisant des opérations paramilitaires secrètes au profit du MI6, ainsi que des missions de renseignement et d'action en Irlande du Nord. Ils furent rapidement remplacés, dans ce premier rôle, par des unités militaires clandestines de surveillance ou de traitement de sources.

Le rôle du 22 SAS est triple : il est à la fois une force spéciale capable de modes d'actions militaires, un groupe antiterroriste sur le territoire national comme à l'étranger[11] et un organisme paramilitaire dont les détachements peuvent être ponctuellement placés sous contrôle opérationnel du SIS. Ainsi, le

régiment intervient aussi bien au profit du Secret Intelligence Service que de l'état-major des armées ou du ministère des Affaires étrangères.

En Ulster, depuis 1974, les SAS ont simultanément ou successivement conduit des missions de renseignement et de surveillance en civil, agi comme un groupe d'intervention afin de capturer ou d'éliminer des membres de l'IRA et formé les opérateurs de la 14th ISC et l'unité d'intervention de la RUC (HMSSU).

Un nouveau concept d'opérations spéciales

Le 22 juin 2019, le *Director Special Forces* a dévoilé un nouveau plan, appelé *Special Operations Concept*, qui selon la BBC oriente les unités de UKSF vers des actions moins « cinétiques » ou violentes, après plus de vingt ans de chasse à l'homme et de lutte contre-terroriste en Irak et en Afghanistan, et les prépare à une coopération plus étroite avec le SIS et les services de renseignement alliés. Le fait que l'actuel chef de l'Armée britannique, Mark Carleton-Smith, ait commandé les SAS et le DSF n'y est certainement pas étranger.

La recherche du renseignement joue un rôle majeur dans le cadre de ce nouveau concept qui donne mandat à l'UKSF de contrer la stratégie hybride russe. Moscou emploie des méthodes subtiles et clandestines, recourt à la cyberguerre et à la manipulation de l'information et des médias sociaux pour atteindre ses objectifs ainsi que les Britanniques l'ont observé en Ukraine (2014), en Syrie (2015) et en Afrique. Londres considère que ces « guerres grises » risquent de se généraliser à l'avenir et qu'il lui faudra combattre énergiquement les manœuvres adverses, notamment via l'emploi de méthodes similaires, rôle qui incombe aux forces spéciales, aux unités militaires clandestines, aux unités de guerre psychologique et aux services spéciaux.

Selon ce nouveau concept, les forces spéciales britanniques pourraient se retrouver déployées avec une fréquence accrue aux confins orientaux de l'Europe, en Scandinavie et dans les États baltes. Le SRR, plus précisément, serait à l'avant-garde des opérations afin de collecter des renseignements, bénéficiant d'une augmentation significative de ses effectifs et de son budget. *« Par exemple, une opération pourrait être montée dans une république balte ou un pays africain afin de découvrir et de localiser les activités secrètes russes »,* déclare la BBC. « *Le gouvernement déciderait alors de l'intérêt de les rendre publiques ou de coopérer secrètement avec les forces de sécurité locales afin de les perturber.* »

Une dérive démocratique ?

Si elles ont fait la preuve de leur efficacité, les unités militaires clandestines britanniques se sont aussi livrées à des actions particulièrement répréhensibles, parfois de leur propre chef (MRF), mais le plus souvent sur ordre des autorités civiles et militaires. Agissant comme de véritables « escadrons de la mort » sur le territoire même de la Couronne, elles ont commis des éliminations extra-judiciaires fort discutables, des meurtres d'innocents, ont perpétré des attaques « sous faux drapeau » afin de discréditer leur adversaire ou ont transmis des renseignements aux groupes « loyalistes » d'Ulster afin qu'ils ciblent leurs rivaux catholiques[12].

Rappelons pourtant que leur principal initiateur, le général Kitson, déclarait dans les années 1970 : *« Il n'est absolument pas nécessaire que les opérations spéciales soient menées de manière illégale ou immorale »,* les conséquences politiques pour le gouvernement pouvant être catastrophiques. C'est pourtant ce qui se produisit en Ulster.

Depuis avril 2018, la pression politique s'est intensifiée pour que ces unités soient soumises au contrôle parlementaire, ce qui les alignerait sur le reste des forces armées et des services de renseignement. En effet, l'accroissement de leurs effectifs et la multiplication de leurs déploiements à l'étranger (Afghanistan, Irak, Syrie, etc.) au cours des deux dernières décennies ont suscité critiques et inquiétude chez les groupes de défense des droits de l'homme au Royaume-Uni, d'autant que le *Special Operations Concept* plaide encore pour un accroissement de leurs moyens[13].

L'utilisation accrue des forces spéciales dans la lutte antiterroriste soulève des problèmes majeurs de transparence et de responsabilité. La base juridique de certaines de leurs opérations n'est pas claire. En effet, selon les groupes de défense des droits de l'homme, les unités du DSF ou du SIS chargées de capturer ou tuer des terroristes échappent aux règles d'engagement militaires classiques. Ils reprochent aux autorités britanniques d'exploiter ce vide juridique pour multiplier les frappes de drones et les assassinats de terroristes sans en rendre compte au Parlement[14].

Le Royaume-Uni est l'un des seuls membres de l'OTAN à ne permettre aucune discussion sur l'utilisation de ses forces spéciales. Malgré le rôle croissant joué par l'UKSF dans les conflits contemporains, et contrairement à

ses alliés, il n'existe aucun contrôle public ou parlementaire sur les déploiements de ces unités, leur efficacité, leurs coûts réels, les mécanismes de responsabilité ou la manière dont leurs déploiements s'inscrivent dans une stratégie plus large. Bien que l'Intelligence & Security Committee (ISC) exerce un certain contrôle sur les services de renseignement du Royaume-Uni, ses attributions ne couvrent pas le DSF, pas plus que celles de la commission de la Défense ou de toute autre commission parlementaire.

Ce manque de transparence est exacerbé par le fait que le DSF est exempté de la loi sur la liberté d'information et que quiconque divulgue des informations le concernant aux médias s'expose à des poursuites en vertu des lois sur les secrets officiels. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de fuites. Des informations sur les opérations du DSF apparaissent régulièrement dans les médias britanniques, souvent divulguées par les membres des forces spéciales eux-mêmes. Pourtant, les mécanismes habituels mis en place pour examiner l'activité du gouvernement ne s'appliquent pas à ces forces. Cela constitue une limitation sévère du débat public. C'est également un obstacle important pour les députés qui souhaitent débattre de la question, mais qui sont simplement confrontés à la réponse : *« No comment*[15]*. »*

Le rôle de plus en plus central du SRR soulève en particulier la crainte d'erreurs lors d'identifications de suspects, comme dans l'exemple de la mort par balle de Jean Charles de Menezes, identifié à tort comme un terroriste djihadiste par des sources inconnues, en juillet 2005. Les groupes de défense des droits de l'homme soulignent également les risques potentiels que pourrait générer l'emploi excessif des unités spéciales dans des opérations antiterroristes, surtout si les moyens du DSF étaient déployés à la recherche d'agents hostiles dans les rues britanniques ou sur le territoire d'un allié. En effet, ces opérations produisent des situations au cours desquelles les opérateurs doivent décider d'ouvrir le feu en quelques secondes, dans des circonstances ambiguës et souvent devant des témoins. Ils risquent en conséquence de faire face au jugement d'autres personnes qui n'ont jamais été dans leur position. Un exemple célèbre de ce type de situation reste l'« incident » de mars 1988 à Gibraltar. Les choses atteindraient de nouveaux niveaux de complication si des épisodes comme celui-ci se reproduisaient dans les rues de Tallinn ou de Vilnius[16].

1. Geraint Hughes, « The use of undercover military units in counter-terrorist operations: a historical analysis with reference to contemporary anti-terrorism », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 21, n° 4, p. 561-590.

2. Frank Kitson, *Bunch of Five*, Faber & Faber, Londres, 1977, p. 149-150 (traduction des auteurs).

3. *Ibid.,* p. 60

4. *Ibid.*, p. 21.

5. *Ibid.,* p. 149-150.

6. *Ibid.,* p. 296.

7. *Ibid.,* p. 296.

8. *Ibid.,* p. 149-150.

9. *Ibid.,* p. 61-62.

10. *Ibid.,* p. 298.

11. Des membres du SAS armés et en civil embarquent régulièrement dans des avions de ligne en période de menace terroriste.

12. Geraint Hughes, *op. cit.*

13. *Ibid.*

14. Liam Walpole et Megan Karlshoej-Pedersen*, Britain's Shadow Army: Policy Options for External Oversight of UK Special Forces,* Oxford Research Group, Remote Warfare Program, avril 2018 ; Jon Moran, *Assessing SOF Transparency and Accountability: The use of Special Operations Forces by the UK, US, Australia, and Canada*, Remote Control, Londres, juillet 2016 ; Paul Rogers, *UK Special Forces: Accountability in Shadow War*, Oxford Research Group, Global Security Briefing, mars 2016.

15. Megan Karlshøj-Pedersen, *ORG Explains #14: The UK's Special Forces*, Oxford Research Group, 11 mai 2020 [en ligne]. https://www.oxfordresearchgroup.org.uk/org-explains-14-the-uks-special-forces [consulté le 04/05/2021].

16. Simon Anglim*,* « British Special Forces in the 2020s: Still a National Asset », *Military Strategy Magazine,* vol. 7, n° 1, printemps 2020.

DEUXIÈME PARTIE :
ÉTATS-UNIS

CHAPITRE 8

OPÉRATIONS SPÉCIALES ET RENSEIGNEMENT MILITAIRE CLANDESTIN AUX ÉTATS-UNIS

Créées à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale, à laquelle elles participèrent activement sur tous les théâtres d'opérations (Europe, Afrique du Nord, Pacifique), les unités spéciales américaines mises sur pied furent presque toutes d'inspiration britannique : OSS/SO copié sur le SOE ; Rangers et Raiders créés sur le modèle des commandos ; Marauders du général Merrill instruits et organisés à l'image des Chindits ; participation aux équipes Jedburghs, etc. Le développement des forces spéciales eut lieu simultanément sous la responsabilité des armées et de l'OSS, ce qui entraîna la naissance d'un double appareil d'action non conventionnelle.

La Seconde Guerre mondiale et la naissance des premières unités d'action clandestine[1]

Dès le début du conflit, de nombreux mouvements de résistance à l'occupant allemand (en Europe) ou japonais (en Asie) s'organisèrent et reçurent une assistance des Britanniques. Cette initiative frappa beaucoup les Américains, qui décidèrent d'adopter une politique similaire. Ce fut chose faite avec la création, en juillet 1941, de l'Office of Coordinator of Intelligence (COI) qui devint en juin 1942 l'Office of Strategic Services (OSS). À l'image des services spéciaux du Royaume-Uni dont il était très fortement inspiré, l'OSS comprenait deux grandes composantes : la Special Operations Branch (OSS/SO) et l'Intelligence Branch. Il regroupait donc en un seul service ce qui, outre-Manche, relevait de deux structures différentes (SOE et SIS).

Dès le 10 octobre 1941, une section dénommée « Special Activities – K and L Funds » vit le jour au COI. Elle s'occupait non seulement de la recherche de renseignements, mais aussi de la subversion et de la guérilla. Le major général

William J. Donovan envoya alors quelques officiers suivre une formation approfondie dans les écoles britanniques du SOE et, au cours des mois suivants, il préconisa l'expansion du domaine des opérations spéciales de l'OSS[2].

La mission des Operational Groups (OG) de l'OSS/SO était d'encadrer et de ravitailler des maquis dans les pays occupés par l'Allemagne ou le Japon, afin de harceler les forces d'occupation en coordination avec l'effort de guerre principal[3]. En Europe, les éléments « action » de l'OSS/SO participèrent également aux équipes Jedburghs qui avaient pour mission d'assurer la liaison, en Europe de l'Ouest, entre la Résistance et les Alliés[4]. Parallèlement, l'OSS était également chargé de la propagande noire et de la guerre psychologique, et joua un rôle significatif en ce domaine pendant la guerre, aux côtés de l'Office of War Information et du Political Warfare Executive britanniques.

C'est donc à l'occasion de la lutte contre l'Allemagne et le Japon, et grâce aux enseignements britanniques que les Américains firent leurs premières armes en matière d'opérations clandestines et d'action psychologique. Ils allaient rapidement développer considérablement ces deux domaines d'action.

La Guerre froide et le développement des actions clandestines de la CIA

Suite à la dissolution de l'OSS par le président Truman le 20 septembre 1945, les États-Unis ne disposèrent plus de véritable service de renseignement durant les deux années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale. La branche analytique de l'OSS intégra le Département d'État et les officiers ayant conduit des actions clandestines rejoignirent le département de la Guerre. Ils y formèrent une nouvelle unité, la Strategic Services Unit (SSU), sous les ordres du général John Magruder, ancien chef des opérations de guerre spéciales au sein de l'OSS. Le Counter-Intelligence Corps (CIC) de l'US Army fut en revanche conservé et demeura une structure d'opérations clandestines. Le renseignement militaire, ou G-2, agissait quant à lui en Europe de l'Est et contre l'Union soviétique, en raison de la présence de l'armée en Allemagne, en Autriche et au Japon, dans le contexte de l'occupation militaire de ces trois pays. Les premiers contacts américains avec des émigrés antisoviétiques furent ainsi l'œuvre du CIC et du G-2[5].

Mais devant l'accroissement de la menace soviétique, le besoin d'un véritable service de renseignement et d'action se fit sentir. La Central Intelligence

Agency (CIA) vit le jour suite au *National Security Act* du 18 septembre 1947 qui institua le National Security Council (NSC), lequel créa aussitôt un service de renseignement civil.

Deux mois plus tard, la directive *NSC-4* du 19 novembre 1947 chargea le Département d'État de la propagande anticommuniste. Toutefois, une annexe secrète, la *NSC 4/A*, demandait au directeur de la CIA d'appuyer celui-ci par une action psychologique clandestine. Pour remplir cette mission, la CIA créa en son sein, fin 1947, l'Office of Special Operations (OSO) destiné à conduire la « propagande noire ». Cet organisme fut remplacé le 18 juin 1948 par l'Office for Political Coordination (OPC), qui devint le bras armé de la CIA. L'éventail de missions qui lui était confié était large :

> *« Propagande, guerre économique, action préventive directe comprenant sabotage, lutte contre le sabotage, démolition, mesures d'évacuation ; subversion à l'encontre d'États hostiles, comprenant l'assistance à des mouvements souterrains, des guérillas et des groupes de libération, et soutien à des éléments locaux anticommunistes dans les pays menacés du monde libre. »*

C'était un retour aux sources, à la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'OSS infiltrait ou parachutait ses agents derrière les lignes ennemies, un peu partout dans le monde. Par le biais de l'OPC, la CIA pouvait désormais se livrer à toute la gamme de la guerre secrète. L'idée du National Security Council était que la politique étrangère des États-Unis devait être appuyée par des opérations clandestines pour renforcer son efficacité, mais celles-ci devaient demeurer non attribuables afin que le gouvernement puisse nier toute responsabilité ou toute implication.

Le premier responsable de l'OPC fut Frank Wisner, un ancien de l'OSS. Il orienta les premières actions clandestines de la CIA en direction des pays baltes. Puis, en réponse à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie (1948) afin de mettre un terme au printemps de Prague, Washington décida d'accroître ses opérations clandestines contre l'URSS. Ainsi fut rédigée la directive *NSC-20*, signée par le président Truman en août 1948. Elle décrivait les actions clandestines envisagées afin de déstabiliser l'URSS et les États communistes soviétiques, et chargeait la CIA de les mener. Washington s'y déclarait prêt à soutenir n'importe quel groupe anticommuniste des pays de l'Est, quelles qu'aient pu être ses activités pendant la période nazie.

Ainsi, les opérations spéciales devinrent l'apanage quasi exclusif de la CIA. En effet, à l'époque, les militaires n'étaient guère tentés de s'engager dans des actions non conventionnelles, qu'ils considéraient comme secondaires – si ce n'est inutile – en raison de la menace conventionnelle soviétique. Les armées ne jouèrent ainsi qu'un rôle secondaire en la matière, principalement via la mise à disposition d'infrastructures pour l'entraînement des agents. Ainsi, une école d'instruction à la guérilla fut créée à l'été 1948 afin de soutenir l'action des mouvements de résistance étrangers. Les principales matières enseignées concernaient les techniques d'infiltration, de sabotage et d'évasion. Mais la CIA limita au maximum son engagement direct et préféra faire appel à des volontaires étrangers déterminés à lutter contre le communisme dans leur pays, qui furent chargés du « sale boulot » (sabotages, attentats, assassinats, etc.).

Les réseaux stay-behind

Dès le début de la Guerre froide, la possibilité d'un conflit majeur avec Moscou fut sérieusement envisagée. En 1949, le plan *Dropshot* fut élaboré en vue d'une guerre totale. Il prévoyait un conflit comprenant non seulement des affrontements nucléaires et conventionnels, mais également des combats clandestins dans toute l'Europe. Le rôle important des activités spéciales y était décrit dans le chapitre intitulé *« Initiate or Intensify Psychological, Economic and Underground Warfare »*. *Dropshot* instituait l'organisation *stay-behind*, des réseaux d'agents dormants répartis dans toute l'Europe, ayant pour mission, en cas d'offensive soviétique, de mener des actions de guérilla et de sabotage et d'assurer la récupération de pilotes dans les territoires occupés par les forces du pacte de Varsovie. Ce dispositif s'inspirait du modèle de la Résistance française de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, en France et en Italie, la situation était particulière : les communistes, ayant participé à la libération, se trouvaient bien implantés dans les structures de l'État, y compris dans les secteurs sensibles tels que la défense et le renseignement. En conséquence, dans ces deux pays les missions des réseaux *stay-behind* étaient principalement orientées vers l'élimination de ces éléments subversifs.

Ce fut Frank Lindsay, l'adjoint de Wisner, qui fut chargé de coordonner la mise en place des réseaux *stay-behind* en Europe. Sous son autorité, William Colby s'occupa des pays nordiques, tandis que Thomas Karamessines organisait les réseaux dans les pays méditerranéens. Les Américains envisagèrent également d'implanter des réseaux d'action dans les pays d'Europe de l'Est,

sous domination communiste. Ils estimaient que le personnel pour ces missions clandestines pouvait être trouvé en Allemagne où des milliers de réfugiés en provenance des pays d'Europe centrale et orientale continuaient à arriver régulièrement. La sélection des agents fut confiée au 66th Counter Intelligence Corps de Stuttgart, en septembre 1949. Mais ces actions ne connurent aucun succès en raison du contrôle policier étroit qui régnait dans les pays de l'Est. En 1959, les activités de l'ensemble des réseaux *stay-behind* de l'OTAN furent coordonnées par un organisme secret dénommé Clandestine Planning Committee (CPC). Le CPC gérait les réseaux dans les pays membres de l'Alliance. Hors zone (Suède, Finlande, etc.), c'est la CIA qui contrôlait directement les organisations mises en place.

Le regain d'intérêt du Pentagone pour les actions non conventionnelles à l'occasion de la guerre de Corée

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les militaires américains se désintéressèrent des opérations spéciales, considérées comme secondaires. Face à la menace soviétique, ils privilégièrent le développement des unités de guerre conventionnelle sur le théâtre européen. Les états-majors n'intégrèrent plus dans leurs plans d'opérations la possibilité de déclencher une guérilla derrière les lignes ennemies. Ainsi, beaucoup d'unités spéciales furent dissoutes et très peu de nouveaux officiers furent attirés par cette spécialité en perte de prestige. Lors de la création de la CIA en 1947, et jusqu'au début des années 1950, le haut commandement militaire américain vit d'un bon œil que ce soit l'Agence qui se charge de toutes les opérations spéciales.

Cependant, au début des années 1950, quelques officiers commencèrent à comprendre qu'ils étaient confrontés à un nouveau type de conflit, auquel devaient être apportées des réponses diversifiées. Puis, à l'occasion de la guerre de Corée (1950-1953), l'US Army prit conscience qu'à la différence de la CIA, elle ne disposait pas de moyens d'action spéciaux pour déclencher une guérilla derrière les lignes ennemies dans le cadre d'un conflit. Aussi, elle réclama aussitôt le retour des opérations clandestines dans le giron du Pentagone. Ce fut le début d'une rivalité qui dura jusqu'au début des années 1980.

En janvier 1951, l'US Army créa l'Office of Psychological Warfare (OPW), chargé de la guerre psychologique et des opérations spéciales. Son premier engagement fut la guerre de Corée, mais les quelques actions de partisans qui y

furent menées n'eurent qu'un impact mineur sur le déroulement du conflit. Vers la même époque, le général McClure mit sur pied au sein de l'US Army une Special Operations Section. Sa vocation résidait dans le développement de méthodes d'infiltration terrestre, aérienne ou navale en territoire ennemi, la formation et l'encadrement des mouvements insurrectionnels ou de résistance, la collecte de renseignements, le sabotage et la constitution de réseaux d'évasion. Cette section ouvrit la voie à la création d'unités spéciales et c'est ainsi que, le 1er mai 1952, le 10th Special Forces Group (Airborne) vit le jour, à Fort Bragg. Les fameux « Bérets verts » étaient nés.

Une partie de cette unité fut rapidement envoyée en Allemagne de l'Ouest afin d'étudier les possibilités d'exploiter le mécontentement qui se manifestait dans Berlin-Est contre les forces soviétiques. Les hommes du 10th SFG reçurent un entraînement poussé en langues étrangères et en effraction ainsi que des équipements adaptés à leurs missions, mais n'eurent pas l'occasion d'agir. L'autre partie du 10th SFG demeura aux États-Unis et donna naissance, en septembre 1953, à une seconde unité spéciale, le 77th SFG, ainsi qu'au Special Warfare Center. Puis, en juin 1957, des éléments du 77th SFG furent détachés à Okinawa pour donner naissance au 1st SFG. Spécialiste de l'Extrême-Orient, cette unité était chargée d'entraîner les soldats de Taïwan, du Viêt Nam, de Thaïlande et des Philippines à la guerre non conventionnelle. En 1960, les trois groupes de forces spéciales comptaient plus de 2 000 hommes.

Mais c'est surtout sous la présidence Kennedy (1961-1963) que l'intérêt des militaires américains pour les opérations spéciales se développa. Le nouveau président insistait sur l'importance de concevoir de véritables moyens de lutte contre les insurrections, la guérilla et la subversion, afin d'aider les mouvements alliés de l'Amérique. La visite qu'il effectua au quartier général des unités spéciales, auxquelles il accorda tout son soutien, convainquit – ou tout au moins obligea – l'état-major américain à les développer et à les intégrer à la doctrine d'emploi des forces. Ainsi commença leur expansion. En mai 1961, le 77th SFG devint le 7th SFG ; en juin de la même année, les 1st, 7th et 10th SFG étaient réunis au sein d'un nouveau 1st SFG à trois bataillons. Puis, comme l'engagement américain dans le Sud-Est asiatique prenait de plus en plus d'ampleur, quatre nouveaux groupes (3rd, 5th, 6th et 8th SFG) furent créés entre septembre 1961 et mars 1964. Chaque unité avait la responsabilité d'un théâtre d'opérations spécifique : le 3rd SFG, l'Afrique ; le 5th SFG, le Viêt

Nam ; le 6th SFG, le Moyen-Orient et le 8th SFG, l'Amérique latine.

Les forces spéciales américaines au Viêt Nam

À l'occasion de la guerre du Viêt Nam, les unités spéciales allaient connaître un formidable développement. Depuis la fin de la guerre de Corée, très préoccupés du développement du communisme en Asie, les Américains se montrèrent actifs afin d'aider leurs alliés et leur envoyèrent des experts de la guerre spéciale. Au Nord-Vietnam, les Français disposaient d'environ 10 000 partisans répartis en une vingtaine de maquis. En décembre 1953, deux officiers de l'Armée américaine furent affectés de façon permanente à un commando français de guerre spéciale afin d'étudier les méthodes de guérilla du groupement mixte de commandos aéroportés (GCMA). Sous l'intitulé obscur de « Détachement P de la 8 533e unité de l'US Army », une autre officine sous couverture fit son apparition à Hanoï pour fournir des renseignements de combat en soutien des opérations de partisans. Le commandant français Roger Trinquier se rendit en Corée pour observer sur place les activités des partisans organisés par les Américains. Le 15 février 1954, l'ambassadeur américain au Viêt Nam rapportait : *« Nous apportons déjà [une] contribution au recours de plus en plus fréquent des Français à la guerre non conventionnelle*[6]*. »*

Les opérations françaises en Indochine – contre le Viêt-Minh – et britanniques en Malaisie – contre l'insurrection communiste – furent étudiées en détail. De l'expérience française, les Américains tirèrent l'idée de l'organisation de guérillas ethniques ; de celle des Britanniques, le regroupement des populations dans des villages appelés « hameaux stratégiques ». En conséquence, lors de leur déploiement au Sud-Vietnam, les Special Forces choisirent comme terrain de chasse principal les régions montagneuses où les populations indigènes étaient depuis toujours hostiles aux Vietnamiens. Dès la fin de l'année 1961, une première équipe de Bérets verts commença à entraîner des tribus montagnardes, initialement sous l'autorité de la CIA. Avec l'aide des conseillers américains, leurs villages constituèrent de véritables noyaux d'autodéfense. Au bout de trois ans, 11 000 partisans avaient été formés et armés, chiffre qui s'élèvera, au cours de la guerre, à 60 000 volontaires. Ces irréguliers allaient mener la vie dure aux unités de l'Armée nord-vietnamienne venant en soutien au Viêt-Cong, entretenant un climat

d'insécurité dans les zones que les communistes croyaient avoir libéré.

Durant les premières années de la guerre, des hommes des 1st, 5th et 7th SFG furent engagés au Viêt Nam jusqu'à ce que le 5th SFG se voie confier l'ensemble des actions spéciales sur ce théâtre à partir de 1965. Il allait alors : planifier et conduire des opérations non conventionnelles dans les zones sous contrôle ennemi ; organiser, équiper, entraîner et diriger les forces indigènes dans la guerre de guérilla ; et entraîner, conseiller et assister les unités sud-vietnamiennes dans la conduite d'opérations de contre-insurrection et de contre-guérilla.

Sous son impulsion, l'intensification du programme *Civil Defence Irregular Groups* (CIDG) – désormais placé sous la direction des militaires – obtint des résultats remarquables : il perturba les communications du Viêt-Cong et participa à la réduction de l'emprise communiste sur les hauts plateaux. Hanoï fut contraint de réagir : tous les villages abritant des irréguliers subirent de sévères attaques de la part des forces communistes. En réaction, l'US Army mit sur pied, à partir de 1964, des groupes de combat mobiles dénommés « Mike Forces », regroupant l'élite des éléments du programme CIDG. Organisés et entraînés comme unités d'intervention rapide, ils comprenaient une compagnie de commandement et trois compagnies de combat, soit environ 600 hommes. Rompues aux opérations héliportées, les Mike Forces menaient des raids contre les bases du Viêt-Cong ou les implantations nord-vietnamiennes et récupéraient les soldats américains isolés en zone ennemie. En juillet 1968, 11 000 hommes s'y trouvaient engagés. Leur action était coordonnée par cinq états-majors régionaux dénommés Mobile Strike Force Commands.

À côté de ces actions impliquant principalement des combattants indigènes, les forces spéciales américaines montèrent de nombreuses opérations de recherche et de destruction de l'adversaire. Ces patrouilles étaient conduites aussi bien par les Rangers de l'US Army que par les unités de reconnaissance du corps des Marines. En complément de ces missions antiguérilla, les forces spéciales lancèrent également de nombreuses opérations pour libérer des prisonniers américains au Nord-Viêt Nam. Quatre-vingt-onze tentatives eurent lieu entre 1966 et 1970, dont la plus célèbre fut le raid sur Sontay. Mais toutes sauf une furent infructueuses ou échouèrent.

Malgré les succès qu'elles connurent à l'issue de la guerre du Viêt Nam, les

forces spéciales furent sensiblement réduites, sans toutefois être dissoutes. Cette mise en sommeil ne dura cependant que peu de temps. Le Pentagone prit rapidement conscience qu'il avait besoin de ce type d'unité afin de faire face aux nombreux conflits non conventionnels auxquels étaient confrontés les États-Unis.

Le temps des réflexions

À la différence des pays européens, les États-Unis ont été tardivement confrontés au problème des crises dans le tiers-monde et aux guerres dites révolutionnaires[7]. Il leur faudra attendre le Viêt Nam pour en faire l'expérience.

Alors que, de 1945 à la fin des années 1960, les anciennes puissances coloniales allaient se trouver confrontées aux mouvements de libération du tiers-monde soutenus par Moscou ou Pékin, les militaires américains n'envisageaient encore que deux types de conflits possibles : une confrontation nucléaire et une guerre classique de forte intensité en Centre-Europe, voire en Asie ou au Moyen-Orient. Jusqu'au milieu des années 1960, les États-Unis n'eurent à faire face qu'à quelques cas de lutte subversive en Amérique latine et il leur fallut attendre d'être engagés au Sud-Viêt Nam – à une époque où Paris et Londres en avaient fini de leurs guerres de décolonisation – pour qu'ils soient confrontés pour la première fois à une guerre révolutionnaire d'ampleur.

Le Viêt Nam fut donc une situation nouvelle pour les militaires américains qui n'étaient pas préparés à ce type de conflit et ils eurent beaucoup de difficultés à s'y adapter. Malgré s'être inspirés des méthodes de lutte antiguérilla développées par les Britanniques et les Français, les Américains conduisirent essentiellement ce conflit une guerre conventionnelle – engagement du contingent, emploi massif de moyens lourds, important déploiement logistique, etc. – ce qui sera une des raisons de leur échec.

Suite à cette défaite, le Pentagone comprit qu'il allait devoir faire face à la multiplication de ce type de conflit non conventionnel dans le cadre de la rivalité stratégique avec Moscou. Et en dépit des capacités sans cesse améliorées des moyens nucléaires et conventionnels de l'Union soviétique, il en tira la conclusion que le danger majeur pour la sécurité des États-Unis viendrait de conflits locaux impliquant certains de leurs alliés ou clients. Une réflexion fut alors menée par les états-majors et les *think tanks* sur les guerres

révolutionnaires et les façons de les combattre, suite à laquelle le Pentagone élabora une nouvelle doctrine intitulée *low-intensity conflict* (LIC), afin de répondre à ce nouveau type de menace.

La formulation des concepts Low Intensity Conflict et Special Warfare

Le concept LIC a été élaboré dans le contexte de la Guerre froide. Les crises dans le tiers-monde ont été d'abord perçues comme l'exploitation, par des mouvements armés par l'URSS, de difficultés politiques, économiques et sociales chez des alliés ou des clients des États-Unis. Ainsi, pour le Pentagone, un conflit de faible intensité était un affrontement dans lequel l'objectif de la partie adverse n'était pas la recherche d'une victoire militaire classique, mais la destruction d'un ordre social existant par la subversion, afin d'y substituer un nouveau système d'inspiration marxiste. Les Américains comprirent rapidement que la riposte à ce type de défi ne pouvait être exclusivement militaire. Il leur fallait envisager une approche globale, en agissant d'une part sur les causes des difficultés et des frustrations populaires, et d'autre part en menant une action armée pour répondre à la violence. Mais en la matière, Washington perçut qu'il était préférable de permettre à ses partenaires de se défendre eux-mêmes – avec son aide – plutôt que d'intervenir militairement à leur profit. Toutefois, si ces mesures se révélaient insuffisantes, l'Amérique devait pouvoir intervenir avec des moyens appropriés.

Ainsi, le Pentagone élabora sa doctrine chargée de répondre aux conflits de faible intensité autour des deux concepts de *nation-building* et de *counter-action.* Le *nation building* visait à créer une société stable et paisible en agissant pour réduire les causes d'insatisfaction à l'encontre d'un régime pouvant constituer un terrain favorable pour une guérilla. Un processus passant par une assistance humanitaire, économique et sociale ; des actions civilo-militaires pour le développement des infrastructures ; des entraînements bilatéraux réguliers, afin d'amener progressivement les régimes militaires à modérer leurs actions, et des opérations psychologiques.

Cependant, le *nation-building* ne pouvait à lui seul venir à bout d'une insurrection armée ou de groupes violents. Aussi, une réponse militaire, appelée *counter-action,* était donc indispensable pour vaincre les guérillas et les mouvements terroristes. Elle pouvait avoir lieu de manière indirecte (formation, encadrement, assistance) ou, si nécessaire, via une intervention militaire des États-Unis.

Toutefois, le Pentagone, encore très marqué par son échec au Viêt Nam, savait qu'il ne pouvait prendre le risque d'un engagement massif qui serait désavoué par l'opinion américaine. Il dut alors concevoir une doctrine et un outil lui permettant de conduire des actions efficaces, limitées dans le temps et n'engageant qu'un volume de forces réduit. La solution était l'action ciblée, déclenchée suffisamment tôt pour tuer l'adversité dans l'œuf grâce au renseignement et aux opérations spéciales.

Avec le concept LIC, les États-Unis se dotèrent ainsi d'un dispositif leur permettant de prévenir les crises, de conseiller et d'encadrer des armées étrangères et des mouvements de résistance aux régimes communistes, d'intervenir directement dans certains conflits – mais de façon discrète et chirurgicale –, et de conduire des actions de développement économique et d'assistance humanitaire au profit de populations touchées par la guerre. Ces actions étaient soutenues par des opérations psychologiques au profit des gouvernements en place. La doctrine LIC se révéla être plus qu'une simple méthode de traitement des conflits : elle incarna une véritable réorientation stratégique des États-Unis, qui s'engagèrent désormais dans une croisade globale contre les mouvements révolutionnaires et les gouvernements marxistes du tiers-monde, alliés de Moscou.

Les évolutions de l'ordre international suite à la désagrégation de l'URSS et les nombreuses interventions extérieures américaines depuis la fin des années 1980 (Liban et Grenade en 1983, Panama en 1989, etc.) ont entraîné un affinement de la doctrine LIC, principalement dans le domaine du déploiement de forces en situations non insurrectionnelles, en coopération avec d'autres agences gouvernementales (USAID[8], CIA), des ONG ou des armées étrangères. En 1990, l'US Army et l'US Air Force ont publié ensemble un nouveau manuel exclusivement consacré au LIC. Les seules évolutions survenues depuis cette date concernent le rôle accru des forces spéciales en matière de lutte contre la prolifération nucléaire et le terrorisme.

Parallèlement, les Américains développèrent leur concept de *special warfare*, qu'ils définirent comme l'ensemble *« des mesures militaires et paramilitaires liées à la guerre non conventionnelle, la guerre contre-insurrectionnelle et la guerre psychologique »*, selon la définition établie par Elvis J. Stahr, le secrétaire d'État à l'US Army, en 1962[9].

« La guerre non conventionnelle couvre les opérations de guérilla et de subversion à mener à l'intérieur du territoire ennemi ou contrôlé par l'ennemi par l'intermédiaire d'un personnel indigène soutenu et dirigé par les États-Unis. La guerre contre-insurrectionnelle, d'autre part, inclut toutes les actions, militaires ou politiques, conduites par les forces américaines, seules ou conjointement avec un gouvernement légal, pour prévenir ou éliminer l'insurrection subversive. Enfin, la guerre psychologique désigne toutes les activités planifiées et conduites pour influencer les opinions, les émotions, les attitudes et le comportement de l'ennemi, la population indigène, les groupes étrangers neutres ou bienveillants, afin d'aider les États-Unis à accomplir leurs objectifs[10]*. »*

Le nouvel essor des forces spéciales

La mise au point des doctrines LIC et *special warfare/special operations* dans les années 1980, ainsi que la volonté politique de soutenir les guérillas anticommunistes partout dans le monde entraînèrent le retour en grâce des forces spéciales, de l'action psychologique et des affaires civiles. Cependant, il fallut attendre la déroute de l'opération *Eagle Claw* – tentative de libération des otages détenus en Iran qui échoua lamentablement (1980) –, puis les nombreux problèmes survenus lors de l'intervention à la Grenade (1983) pour assister à une réorganisation et à un renforcement significatif des unités spéciales. Négligées depuis la fin de la guerre du Viêt Nam, sous-équipées et mal préparées à leurs missions, celles-ci allaient enfin voir leur utilité reconnue.

Toutefois, trois conceptions s'opposèrent lors de la redéfinition de leur rôle : la première, rapidement abandonnée, préconisait la création d'une Special Operations Agency, indépendante des autres armées ; la seconde recommandait d'affecter les forces spéciales exclusivement aux menaces de faible intensité ; la troisième les considérait comme des unités polyvalentes, capables d'intervenir sur l'ensemble des théâtres d'opérations et dans tout type de conflit. Si à l'origine parut prévaloir la tendance selon laquelle la probabilité d'intervention des forces spéciales décroissait de manière inversement proportionnelle à l'intensité d'une crise, leur engagement dans la guerre du Golfe (1991) illustra la victoire de la troisième conception. Le gouvernement américain fit désormais appel aux forces spéciales pour toutes les situations comprises entre les actions diplomatiques pures et l'engagement de forces classiques. Elles furent ainsi

destinées à intervenir sans préavis, n'importe où dans le monde.

La doctrine *special operations/low-intensity conflict* définit les opérations spéciales comme *« des opérations conduites par des forces militaires ou paramilitaires spécialement entraînées et équipées contre des cibles tactiques ou stratégiques, dans le cadre de la conduite de la politique américaine, afin d'atteindre des objectifs militaires, politiques, économiques ou psychologiques à l'aide de moyens non conventionnels dans des zones hostiles ou sensibles. Ces opérations sont réalisées aussi bien en temps de paix que dans le cadre d'un conflit. »* Elles sont conduites par des troupes hautement entraînées qui, à la différence des autres unités conventionnelles, sont capables d'agir comme des unités de guérilla. Les forces spéciales américaines sont ainsi destinées à accomplir une très vaste gamme de missions :

– reconnaissance spéciale ;
– action directe (saisie d'objectifs tactiques dans la profondeur du dispositif ennemi, raids, démolitions) ;
– déception tactique ;
– sauvetage de combat (récupération de pilotes ou d'aéronefs abattus) ;
– contre-guérilla ;
– antiterrorisme et contre-terrorisme ;
– évacuation de ressortissants ;
– opérations humanitaires et développement interne des pays ;
– opérations psychologiques et guerre de l'information (*infowar*) ;
– contre-prolifération ;
– instruction des forces étrangères.

En complément, les unités spéciales participent à d'autres opérations dans lesquelles leurs compétences spécifiques sont utilisées au profit des forces classiques : support d'opérations de coalition, assistance humanitaire, assistance aux gouvernements étrangers en matière de sécurité intérieure (*foreign internal defense*), opérations de déminage humanitaire, lutte contre le trafic de drogue, opérations de maintien de la paix, etc. Certaines de ces missions secondaires sont dues aux interventions récentes : la guerre du Golfe a par exemple mis en lumière le besoin pour les États-Unis de disposer d'hommes et de femmes rompus aux missions de liaison avec les armées alliées dans le cadre d'opérations de coalition. En effet, durant ce conflit, la connaissance des langues et des cultures étrangères du personnel de l'USSOCOM a largement contribué à améliorer la coordination entre les officiers des diverses nationalités

représentées au sein des états-majors.

L'USSOCOM : un commandement doté de moyens considérables

Dès son installation, l'administration Reagan se consacra à une profonde réforme des forces spéciales et à l'amélioration spectaculaire de leurs capacités, en dépit des réticences initiales de l'institution militaire, peu encline à consentir aux investissements nécessaires. De 1981 à 1989, les groupes de forces spéciales de l'US Army passèrent de six à sept, les bataillons de Rangers de deux à trois, tandis qu'une nouvelle unité d'hélicoptères fut affectée au support direct des forces spéciales. Le nombre d'équipes Seal passa de deux à six et celui des escadrons d'opérations spéciales de l'US Air Force fut augmenté.

La *Defense Authorization Bill* de novembre 1986 institua le poste de sous-secrétaire d'État assistant pour les opérations spéciales et les conflits de faible intensité (SO/LIC) et imposa, sous la responsabilité de celui-ci, la création d'un commandement interarmées ayant autorité sur toutes les forces spéciales. Le US Special Operations Command (USSOCOM) fut officiellement créé le 16 avril 1987 sur la base aérienne de MacDill, en Floride. Il réunit dans un même dispositif les unités spéciales de l'US Army, de l'US Navy et de l'US Air Force, ainsi que leurs moyens de soutien.

L'USSOCOM est un commandement interarmées. Sa mission principale est de *« préparer les forces d'opérations spéciales à mener avec succès et sur tous les théâtres des opérations spéciales, des opérations relatives aux affaires civiles ainsi que des opérations psychologiques en temps de paix comme en temps de guerre pour apporter un support spécialisé aux commandants en chef de zone géographique, à la diplomatie américaine ou aux autres agences gouvernementales ».* C'est aussi un commandement unifié au même titre que les cinq commandements régionaux (Europe, Atlantique, Pacifique, Amérique latine, Moyen-Orient) ou le commandement de l'Espace et des Transports. Mais à la différence des autres, l'USSOCOM dispose de son propre budget – le seul qui soit constamment en hausse dans le budget américain de la Défense –, ce qui lui confère une véritable autonomie. Par ailleurs, il est le seul à pouvoir intervenir directement auprès des industriels de l'armement pour demander la conception de matériels spécifiques pour la conduite des opérations spéciales.

Dans le cadre de sa mission, l'USSOCOM a pour responsabilités de :

– fournir des unités spéciales aux autres commandements, partout dans le monde ;

– assurer la formation de ces unités ;
– veiller à leur disponibilité opérationnelle et à leur interopérabilité ;
– veiller à la standardisation des matériels et des procédures ;
– élaborer la doctrine, les tactiques, les techniques et les procédures ;
– conduire la recherche technologique dans le domaine des opérations spéciales ;
– développer ou acquérir le matériel, la logistique et les services nécessaires aux forces spéciales ;
– gérer et administrer les carrières du personnel.

L'USSOCOM est enfin un commandement opérationnel : il planifie et exécute les missions spéciales qui lui sont confiées. Ainsi, pendant la guerre du Golfe, malgré la considérable défiance du général Schwarzkopf – qui usa de toute son autorité pour les écarter du théâtre des opérations – les forces spéciales américaines assurèrent de nombreuses de missions de reconnaissance, la récupération de pilotes abattus, des liaisons auprès des armées alliées, l'instruction des armées arabes, ainsi que des actions de guerre psychologique et de déception. Elles ne furent toutefois pas autorisées à conduire des missions offensives ou à créer et encadrer des groupes de guérilla derrière les lignes irakiennes. Le général Schwarzkopf considérait en effet les forces spéciales comme les auxiliaires difficilement contrôlables de sa campagne militaire. Il souhaitait qu'elles se limitent à des actions classiques : renseigner, éclairer, encadrer les armées étrangères, récupérer les pilotes abattus, déminer les plages, etc.

Chacune des armées a regroupé ses forces spéciales au sein d'un commandement spécifique, mais tous sont subordonnés à l'USSOCOM :

– l'US Army Special Operations Command (USASOC, Armée de terre) contrôle principalement l'United States Army Special Forces Command (USASFC, qui rassemble les sept groupes de forces spéciales, deux d'entre eux appartenant à la Garde nationale) ; le 75th Ranger Regiment, le 160th Special Operation Aviation Regiment, la 95th Civil Affairs Brigade (Provisional) ainsi que le 4th Psychological Operations Group (Airborne). Le personnel est formé au sein de l'United States Army John Fitzgerald Kennedy Special Warfare Center and School ;

– l'US Air Force Special Operations Command (USAFSOC, Armée de l'air) regroupe le 16th Special Operations Wing, le 352nd Special Operations Group,

le 353rd Special Operations Group, et le 720th Special Tactics Group ;

– le Naval Special Warfare Command (NAVSPECWARCOM, Marine) est principalement composé de deux Naval Special Warfare Groups, l'un situé sur la côte ouest (NSWG One à Coronado), l'autre sur la côte est (NSWG Two à Little Creek). Chaque NSWG comprend trois Seal Teams, un Seal Delivery Vehicles Team et un Special Boat Squadron. Ce dispositif est complété par plusieurs Naval Special Warfare Units prépositionnées. Le rôle de ces dernières est de soutenir les forces du NAVSPECWARCOM projetées dans le cadre d'un exercice ou d'un déploiement opérationnel ;

– le Marine Corps Special Operations Command (MARSOC, United States Marine Corps), réunit les différentes unités des Marines chargées des opérations spéciales. C'est le plus jeune de ces commandements.

Par ailleurs, l'USSOCOM a mis sur pied plusieurs structures interarmées :

– le Joint Special Operations Command (JSOC) ;

– la Joint Special Operations University (JSOU) ;

– les Theater Special Operations Commands (TSOC[11]).

La naissance des unités clandestines de renseignement

Parallèlement à ces moyens d'action spéciaux répondant à la vocation de l'USSOCOM, le Pentagone a développé ses propres moyens d'investigation clandestins.

En 1980, lors de l'opération *Eagle Claw*, la CIA réalisa une piètre prestation en matière de renseignement, se révélant incapable de fournir des informations utiles aux forces chargées de l'opération. Cette contre-performance se produisit alors même que l'évolution de la situation mondiale laissait craindre la multiplication de ce type de prises d'otages, lesquelles nécessitaient des renseignements très précis afin de planifier une intervention. Toutefois, avant l'opération, le Pentagone avait réussi à infiltrer deux équipes de renseignement militaire en Iran. La première comprenait quatre hommes du détachement A du 10th SFG de Berlin. La seconde relevait du Field Operations Group (FOG). Leur action fut suffisamment concluante pour que l'US Army décide de se doter d'une unité destinée à rechercher clandestinement des renseignements pour conduire la lutte antiterroriste. Elle le fit avec d'autant plus de conviction que ce type de recherche particulière n'était pas la priorité des autres agences fédérales de renseignement, et que les années 1980 se caractérisaient, aux États-

Unis, par un engouement et un développement très important du renseignement technique, au détriment de la recherche humaine.

L'activité du FOG fut donc reconduite le 3 mars 1981, sous le nom d'Intelligence Support Activity (ISA). Longtemps, l'ISA demeura une unité ultra-secrète, inconnue de la CIA comme de la Maison-Blanche, car ses créateurs ne voulaient pas qu'elle fût contrôlée par le comité du Congrès chargé de suivre les activités de renseignement. Aussi, lorsque son existence fut révélée, elle faillit être aussitôt supprimée, car le Pentagone avait contrevenu aux lois américaines. Cependant, parce qu'aucune autre unité n'était capable de remplir les missions qui lui étaient confiées, elle fut sauvée *in extremis*.

Toutefois, l'ISA ne fut pas utilisée préalablement à l'invasion américaine de la Grenade. L'état-major commit la très grave erreur d'engager des formations antiterroristes hautement spécialisées (Delta Force et Seal Team), sans reconnaissance préalable, contre des objectifs militaires conventionnels – tâches auxquelles sont entraînées d'autres unités – et non pour libérer les étudiants américains retenus sur le campus de l'université. En conséquence, ces unités spéciales américaines connurent d'importantes pertes au cours de cette opération. Sur les 35 hommes du détachement de la Delta Force, 6 furent tués et 16 blessés, quelques heures à peine après le début de leur entrée en action ; une équipe Seal (14 hommes) tomba dans une embuscade dès son arrivée, eut deux morts et deux blessés et dut être évacuée ; une autre équipe fut assommée par son embarcation lors d'un parachutage à basse altitude et se noya avec tout son matériel ; enfin, une troisième équipe connut une panne de moteur sur son embarcation et dériva pendant 11 heures vers le large, avant d'être récupérée par un hélicoptère de l'US Navy.

La guerre mondiale contre le terrorisme et le nouvel essor des opérations spéciales

Suite aux attentats du 11 septembre 2001 et à la déclaration de guerre de Washington aux groupes terroristes (*Global War on Terror*/GWOT), les forces spéciales américaines ont connu un développement sans précédent, tant en effectifs qu'en budget. L'USSOCOM regroupe aujourd'hui plus de 74 000 personnes, contre 33 000 en 2001[12]. Le financement a lui aussi considérablement augmenté : 2,3 milliards de dollars en 2001 ; 10,4 en 2013 ; 13,8 en 2020[13]. Les déploiements à l'étranger ont également connu un

accroissement exponentiel passant de 4 900 hommes en 2001 à 11 500 en 2013. En 2008, les forces spéciales américaines étaient déployées dans 60 pays dans le monde. En 2010, ce chiffre s'élevait à 75 et en 2011 à 120[14]. Actuellement, les unités de l'USSOCOM sont déployées dans 134 pays, ce qui signifie qu'elles sont présentes dans 70 % des États de la planète. L'immense majorité des opérations menées dans l'ombre par les troupes d'élite du Pentagone se déroule loin des regards indiscrets des médias et de l'opinion. C'est là une nouvelle preuve de l'importance de la guerre secrète à laquelle se livre Washington, de l'Amérique latine au Moyen-Orient, de l'Afrique aux Philippines[15].

À l'occasion de la campagne d'Afghanistan (opération *Enduring Freedom*), lancée en riposte aux attentats du 11 septembre 2001, les forces spéciales furent déployées dans des délais très rapides, pour conduire des opérations d'ampleur à l'autre bout du monde, sur un théâtre hostile, au relief tourmenté, sur lequel elles n'avaient jamais opéré auparavant. *Enduring Freedom* a été pour elles une revanche après avoir été tenues à l'écart des opérations lors de la guerre du Golfe. Elle leur a permis d'être largement engagées selon leur vocation et de faire la preuve de leur efficacité dans des registres très différents :

– renseignement en profondeur à l'intérieur des lignes adverses ;
– désignation d'objectifs pour l'aviation, les hélicoptères ou l'artillerie ;
– équipes C-SAR prêtes à intervenir pour récupérer des pilotes abattus ;
– formation, encadrement et soutien des forces de l'Alliance du Nord ;
– assaut contre des garnisons ou des aérodromes talibans ;
– fouilles des grottes d'Al-Qaïda ;
– captures de prisonniers adverses et saisie de documents essentiels ;
– lutte contre les producteurs d'héroïne.

Pourtant, il n'y eut guère plus que quelques centaines d'hommes des forces spéciales déployés sur le terrain aux côtés de l'Alliance du Nord, où ils opérèrent à pied, à cheval ou en véhicules légers. Mais ils bénéficièrent d'un appui très important de l'Army, de la Navy, et de l'Air Force qui assurèrent le transport et le ravitaillement des combattants et leur fournirent un appui feu conséquent. Grâce à ce soutien, les forces spéciales et les troupes de l'Alliance du Nord purent renverser le régime taliban en quelques semaines sans presque aucune perte américaine. Cependant, les forces spéciales ne se sont peu ou pas battues et sont essentiellement intervenues sur le mode « indirect » : guidage

des attaques aériennes et assistance à la guérilla. L'opération *Enduring Freedom* a par ailleurs été l'occasion de rappeler l'importance des connaissances linguistiques et culturelles pour les unités spéciales, car l'entretien de ces compétences avait été relégué au second plan depuis la fin de la Guerre froide.

Toutefois, fin 2001, les troupes américaines confièrent l'essentiel des opérations de combat terrestre aux unités de l'Alliance du Nord. Cette stratégie se révéla improductive, les unités afghanes ne parvinrent pas à empêcher la fuite massive des combattants taliban et d'Al-Qaïda vers les zones tribales pakistanaises. Début 2002, Washington décida en conséquence de reprendre les opérations à son compte. De vastes opérations de bouclage furent alors lancées, dans le cadre desquelles les forces spéciales américaines furent mises à contribution.

À partir de l'été 2002, le dispositif militaire américain en Afghanistan connut de très importantes réductions, en raison de la préparation de l'invasion de l'Irak. La CIA ferma ses stations à Herat, Mazar-e-Sharif et Kandahar, et abandonna le projet de former un vrai service de renseignement local. La Task Force 5, unité spéciale chargée de traquer Ben Laden et les leaders talibans, perdit les deux tiers de ses effectifs. Ces retraits ont hypothéqué la stabilisation du pays et la lutte contre le terrorisme, alors même que les talibans et les djihadistes se réorganisaient. La poursuite d'une stratégie offensive n'étant plus possible, la surveillance des frontières devenait indispensable. Elle fut confiée notamment aux Français.

Enseignements : opérations spéciales et actions clandestines : les armes des guerres asymétriques

L'étude des opérations spéciales et clandestines aux États-Unis permet d'observer que les Américains ont abordé ce domaine avec la forte conviction de leur utilité, ont cherché à disposer d'une palette complète de moyens d'action et ont accordé à ces opérations des budgets considérables. Dès 1947, face à l'accroissement de la menace soviétique, les États-Unis ont cherché à définir le champ des opérations clandestines, ont conduit une réflexion sur les différentes formes qu'elles pouvaient revêtir et ont attribué leur exécution à des organismes dédiés. Toutefois, l'importance qui leur fut accordée tout au long de la Guerre froide déboucha sur une rivalité entre la CIA et le Pentagone. Ainsi, jusqu'au début des années 1980, une nette confusion des genres se produisit entre actions clandestines et opérations spéciales, entraînant un

certain nombre d'échecs. La CIA se lança dans le pilotage de vastes opérations paramilitaires dont le secret finit par s'ébruiter, compromettant leur réussite ; les militaires n'arrivèrent pas à s'adapter au caractère spécifique des actions non conventionnelles à caractère clandestin, et les uns ou les autres transgressèrent effrontément les lois en vigueur. La réforme impulsée par le président Ronald Reagan a eu de réelles vertus en redéfinissant les attributions de chacun et en élaborant une doctrine correspondant parfaitement à la mentalité et au savoir-faire des armées.

Le Pentagone estime aujourd'hui que les opérations clandestines joueront un rôle de plus en plus important dans les années à venir, pour protéger la sécurité des États-Unis ou favoriser leurs intérêts. Ainsi ont été conçus des *Special Access Programs* (SAP), qui sont des projets d'action clandestine top secret, connus seulement de ceux qui en sont chargés et de quelques responsables de haut rang (secrétaire à la Défense, chef d'état-major combiné, directeur de la CIA). Ils sont financés sur le budget secret du Pentagone et échappent largement au contrôle des commissions du Congrès.

Définitions et faux-amis

Aux États-Unis, les opérations spéciales sont définies comme pouvant être menées par des forces militaires ou paramilitaires qui peuvent utiliser des techniques dites *covert* (dissimulation de l'identité du sponsor), *clandestine* (dissimulation de l'opération elle-même) ou *low visibility*. Ces deux modes d'action distincts correspondent à des réalités bien précises et sont, pour nous Français, des faux-amis qu'il importe de traduire de manière appropriée.

Clandestine operation (traduction française appropriée : opération secrète) :

Ces opérations sont des actions menées en secret afin de préserver la surprise tactique, mais reconnues par les autorités américaines après coup. C'est le domaine par excellence des opérations spéciales, y compris du JSOC. La préparation de l'opération doit se faire dans le plus grand secret, mais il est normal de le revendiquer *a posteriori*. La plupart des raids des forces spéciales contre des cibles de grande valeur à l'étranger en sont de bons exemples :

– Le raid afin d'éliminer Ben Laden au Pakistan est un parfait exemple d'une opération *clandestine*. L'équipe s'est entraînée au secret et très peu de personnes la connaissaient. Si une information ou une rumeur avait fuité, alors Ben Laden aurait quitté Abbottabad bien avant l'atterrissage des hélicoptères. Après

que les forces américaines l'aient tué, Washington a revendiqué l'opération parce que le besoin de secret avait cessé ;

– La préparation de l'invasion de l'Irak (2003) n'était pas un secret, le monde et Saddam savaient que les forces américaines étaient massées au Koweït, prêtes à déclencher leur offensive. Ce qui était *clandestine* et devait être gardé secret, ce sont les opérations des forces spéciales dans l'ouest de l'Irak, comme les parachutages des Rangers, la sécurisation du barrage de Haditha et d'autres opérations à proximité de Tikrit.

À noter qu'aux États-Unis, contrairement à la doctrine française, rien ne s'oppose à ce que des opérations *clandestine* soient menées par des unités militaires opérant en civil.

Covert operation (traduction française appropriée : opération clandestine) :

Dans une *covert operation*, tout doit être gardé secret : la préparation, l'exécution et la responsabilité. Le monde en verra le résultat, mais sans pouvoir jamais savoir qui en est responsable. Les implications politiques pourraient être catastrophiques. Ces opérations peuvent être des actes de sabotage (piratage du réacteur nucléaire iranien pour provoquer une fusion), des assassinats et, le plus souvent, des actions secrètes de changement de régime. L'action *covert* est définie par la loi américaine comme une activité destinée à *« influencer les conditions politiques, économiques ou militaires à l'étranger, où il est prévu que le rôle du gouvernement des États-Unis ne soit pas apparent ou reconnu publiquement »*. Aux États-Unis, ce type de mission incombe à la CIA et à ses officiers paramilitaires de la Special Activities Division, organisation responsable des opérations paramilitaires tactiques ainsi que des actions politiques secrètes.

1. À ce sujet, le lecteur pourra également se reporter au livre d'Éric Denécé, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, *op. cit*.

2. A. R. B. Linderman, *Rediscovering Irregular Warfare, op. cit.*, p. 136-137.

3. *Ibid.*, p. 144.

4. Elles se composaient de trois personnes – deux officiers et un radio, le plus souvent – de trois nationalités différentes : un Anglais et un Américain accompagnés, selon la mission, d'un Français, d'un Belge ou d'un Néerlandais. Plus de 80 équipes de ce type furent parachutées en zone occupée afin d'entrer en contact avec les groupes de la Résistance.

5. John Prados, *Les guerres secrètes de la CIA*, éditions du Toucan, Paris, 2008, p. 66.

6. *Ibid.*, p. 194.

7. À l'exception peu significative de la campagne anti-insurrectionnelle conduite contre les Huks, aux Philippines, au début des années 1950.

8. United States Agency for International Development.

9. Department of the Army, Office of the Chief of Information, *Special Warfare US Army: an Army Specialty*, US Government Printing Office, Washington, DC, 1962.

10. *Dictionary of US Military Terms for Joint Usage*, Joint Chiefs of Staff, Washington, DC, août 1968.

11. SOCAFRICA (Special Operations Command – Africa), SOCCENT (Special Operations Command – Central), SOCEUR (Special Operations Command – Europe), SOCKOR (Special Operations Command – Korea), SOCNORTH (Special Operations Command – North), SOCPAC (Special Operations Command – Pacific) et SOCSOUTH (Special Operations Command – South).

12. Dont 7 000 civils. Il s'approche de la taille de l'Armée de terre britannique (78 400 employés en 2019).

13. Andrew Feickert, *U.S. Special Operations Forces (SOF): Background and Issues for Congress,* rapport n° RS21048, Congressional Research Service, 22 mars 2019 [en ligne]. https://crsreports.congress.gov/product/pdf/RS/RS21048 [consulté le 05/05/2021].

14. Soit une augmentation de 123 % sous la présidence de Barack Obama.

15. Lors d'une audition devant le Comité des forces armées du Congrès, l'amiral William McRaven, alors commandant de l'USSOCOM, a déclaré : *« l'USSOCOM est en train d'améliorer son réseau global de forces spéciales afin d'appuyer nos relations internationales et nos partenaires étrangers afin de disposer d'une vaste connaissance des menaces et opportunités émergentes. Le réseau rend possible une présence limitée et persistante en des lieux cruciaux et facilite les possibilités d'actuation là où cela est nécessaire ou opportun. »*

CHAPITRE 9

LES CAPACITÉS DE RENSEIGNEMENT CLANDESTIN DU PENTAGONE

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'OSS, rattaché au Pentagone, avait compté jusqu'à 13 000 hommes en charge du renseignement et de l'action, mais il fut dissout par le président Truman le 20 septembre 1945. La CIA lui succéda en 1947, mais échappa à son contrôle, directement rattachée à la présidence. Toutefois, la création de l'agence ne mit pas fin à la volonté du Pentagone de disposer de ses propres moyens de renseignement clandestin.

The Pond (1942-1955)[1]

Créé par le renseignement militaire américain pendant la Seconde Guerre mondiale, The Pond était une organisation secrète qui se livra à des missions d'espionnage entre 1942 et 1955. Elle fut d'abord connue sous le nom de direction des services spéciaux, puis de Special Service Branch, de Special Service Section et de Coverage and Indoctrination Branch. Son existence n'a été reconnue que récemment après avoir été entourée du plus grand secret pendant plus de cinquante ans.

Au printemps 1942, le général Hayes Kroner, chef du War Department's Military Intelligence Service, reçut le feu vert pour mettre en place une organisation d'espionnage distincte de l'OSS de William Donovan – notamment afin de lui faire contrepoids – et sans aucun lien avec les services alliés européens. Il choisit pour la diriger le capitaine John Jean Grombach – un homme d'affaires, producteur de radio et ancien boxeur olympique[2] – qui était un rival et un ancien employé de Donovan.

The Pond avait pour mission de recueillir des renseignements secrets via de nombreuses sociétés, organisations religieuses, hommes d'affaires et citoyens étrangers disposés à coopérer avec les États-Unis, mais qui ne souhaitaient pas

travailler avec l'OSS. Ce dernier, collaborant étroitement avec les services de renseignement britannique et français, était suspecté d'être infiltré par les communistes et les Russes.

The Pond était une organisation obsédée par la sécurité et le secret. Elle opérait sous couvert de sociétés multinationales, notamment American Express, Chase National Bank et Philips, le géant électronique basé aux Pays-Bas. Grombach dirigeait ses opérations depuis un bureau situé dans le bâtiment Steinway Hall à New York, où il travaillait sous la couverture d'un consultant en relations publiques pour Philips. Seuls quelques-uns au plus haut niveau du gouvernement américain étaient au courant de son existence. Quelques membres de la direction du FBI en étaient également informés.

L'organisation exploitait un réseau de 40 agents principaux et disposait plus de 600 sources dans 32 des pays. Elle avait notamment des officiers clandestins installés à Budapest, Londres, Lisbonne, Madrid, Stockholm, Bombay et Istanbul.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, The Pond réalisa plusieurs actions majeures, qui ne furent pas toutes couronnées de succès : tentative d'enrôler le gangster Charles « Lucky » Luciano dans un complot visant à assassiner le dictateur italien Benito Mussolini ; identification de l'emplacement des stocks d'eau lourde en Norvège destinés aux usines allemandes effectuant des recherches atomiques ; tentative de négociation de la reddition de l'Allemagne avec Hermann Goering, six mois avant la fin de la guerre, etc.

L'un des informateurs les plus originaux de l'organisation était un tueur en série français du nom de Marcel Petiot. The Pond a commencé à recevoir des rapports de Petiot pendant la guerre. Ce médecin parisien soignait régulièrement des réfugiés, des hommes d'affaires et des agents de la Gestapo. Mais il sera ensuite connu pour avoir tué des Juifs et brûlé leur corps dans un four au sous-sol de sa maison[3]. Grombach, qui n'était pas au courant de ces faits, le considérait comme un précieux informateur en raison de ses contacts. Petiot transmettait les ragots recueillis auprès de ses patients, parmi lesquels des officiers allemands de l'Abwehr[4] en poste à Paris et des réfugiés de l'Est. Selon Grombach, en 1942, Petiot lui aurait rapporté une histoire qu'il avait entendue d'un patient polonais selon laquelle le NKVD[5] soviétique avait massacré 18 000 officiers polonais dans la forêt de Katyn. The Pond a alors transmis cette information au département de la Guerre qui ne l'a jamais prise en

compte[6]. Petiot aurait également identifié un certain nombre d'agents de l'Abwehr qui avaient été envoyés aux États-Unis, permettant au FBI d'arrêter certains d'entre eux.

Mais c'est principalement grâce à l'aide de l'entreprise Philips, notamment via sa filiale américaine, que The Pond a pu conduire ses missions d'espionnage dans les territoires contrôlés par l'Axe. Après Pearl Harbor, la compagnie néerlandaise avait approché l'OSS et le G-2 du département de la Guerre pour leur offrir son aide, ce qui fut accepté. La firme travailla avec les deux jusqu'à ce que, le 31 octobre 1942, le général Strong ordonne à Donovan que l'OSS cesse tout contact avec elle, ce qu'il accepta de mauvaise grâce. Philips servit dès lors les seules opérations de The Pond, participant à son financement, assurant sa couverture, lui permettant d'utiliser ses filiales et ses contacts dans le monde entier, y compris dans les pays occupés par l'Axe, et lui faisant bénéficier de sa technologie radio.

À la fin de la guerre, alors que l'OSS était dissout, The Pond continua ses missions, les orientant dorénavant contre l'URSS. Grombach et son équipe élaborèrent alors un plan afin de dissimuler leurs activités au sein des opérations commerciales de l'U.S. Rubber Co., présente dans 93 pays. Nul ne sait si cette stratégie fut menée à bien. Mais selon les documents des Archives nationales, The Pond travailla sous couverture d'American Express Co., de Remington Rand, Inc. et de Chase National Bank[7].

À partir de 1953, Grombach développa une approche originale du renseignement. Son idée était d'utiliser des « observateurs » avec lesquels The Pond établirait des relations à long terme et qui produiraient des informations bien plus précieuses que celles obtenues par des espions dérobant ou achetant des secrets. Il considérait également que des renseignements devaient être rarement, voire jamais, achetés, et qu'il ne devait y avoir aucun opérateur professionnel rémunéré. Il s'est avéré par la suite qu'une partie du personnel de The Pond payait non seulement ses propres dépenses, mais avançait également de l'argent pour les besoins de l'organisation.

L'organisation de Grombach obtint plusieurs succès importants : elle livra les premières informations sur l'explosion de la première bombe atomique en Russie ; parvint à implanter une taupe à haut niveau dans la police secrète soviétique ; et paya un groupe de dissidents derrière le Rideau de fer – avec des fonds de la CIA – pour obtenir des données cryptographiques qui permirent

de briser certains messages chiffrés de Moscou (opération *Empire State*). Mais l'un de ses succès majeurs fut l'évasion réussie de Pfeiffer, le chef d'un petit parti anticommuniste hongrois très populaire qui avait reçu des menaces de mort suite à ses succès aux élections. Cette opération fit la « une » des journaux américains de l'époque, mais jamais le rôle ni l'existence de The Pond ne furent mentionnés[8].

La Hongrie fut une cible majeure des opérations de The Pond, à la fois pendant et après la guerre. L'organisation disposait de nombreuses sources au sein du gouvernement, des services de renseignement et de l'Armée hongroise. Elles lui fournissaient des informations concernant le pays, mais aussi la Pologne et l'Allemagne de l'Est, obtenues auprès d'attachés militaires et d'observateur hongrois.

Alors qu'il travaillait principalement au profit du Département d'État, qui assurait l'essentiel du financement de ses missions, The Pond fut progressivement utilisé comme sous-traitant par la CIA, fonctionnant quasiment comme une société privée. Mais le Département d'État mit peu à peu fin à ses financements, tout comme Langley, notamment en raison des relations déplorables entre Grombach et la direction de l'Agence.

Dans les années 1950, The Pond fut également utilisé à des fins de politique intérieure et devint alors sous-traitant du FBI d'Edgar Hoover. Grombach fournit également au sénateur McCarthy des noms de membres de la communauté du renseignement américain présentant des risques de sécurité. Mais cette proximité entre l'organisation et les milieux radicaux anticommunistes lui valut une réputation de conspiratrice. En 1955, ses rivaux finirent par obtenir sa dissolution au nom d'une meilleure centralisation de la recherche de renseignements, après avoir critiqué le fait que The Pond refusait de révéler ses sources et obtenu la fin de leur financement.

Au cours de ses treize années d'existence, The Pond remporta des succès majeurs, mais l'idée de disposer d'une organisation secrète de renseignement ne fut pas acceptée aux États-Unis[9].

Les premières unités de renseignement clandestin des armées

Dès le début de la Guerre froide, parallèlement à la CIA et à The Pond, le Pentagone a mené de nombreuses opérations de renseignement, y compris clandestines, via les différents services de renseignement militaires placés sous

son autorité.

Chacune des armées[10] disposait en effet de ses propres moyens de reconnaissance et de sécurité afin de mener à bien ses missions. De plus, l'US Army, l'US Navy et l'US Air Force mirent sur pied de petites organisations secrètes chargées de l'espionnage dans leur domaine d'intérêt propre, notamment afin de recueillir des informations sur les ordres de bataille, les doctrines d'emploi et les systèmes d'armes étrangers. Ces moyens de recherche secrète des trois armées étaient coordonnés par le Washington Field Activities Support Center (WFSAC) rattaché à la Defense Intelligence Agency (DIA).

Naval Field Operations Support Group

L'US Navy conduisit des opérations clandestines de renseignement humain dès les années 1930 et durant la Seconde Guerre mondiale. Mais au milieu des années 1960, elle ne disposait plus d'aucun moyen de recherche clandestine. En 1965, l'amiral Rufus Taylor proposa de relancer un programme *Navy HUMINT*. Malgré une certaine inquiétude des officiers supérieurs, sa proposition fut approuvée par le secrétaire de la Marine, Paul Nitze, qui exigea que l'existence même du programme soit classée secrète.

Ainsi fut créé, en 1966, le Naval Field Operations Support Group (NFOSG) – bientôt plus connu sous l'appellation de Task Force 157 – une unité de renseignement ultra-secrète[11]. Dotée d'un budget de 5 millions de dollars, elle était basée dans un immeuble de bureaux d'Alexandria, en Virginie. Elle opérait au travers d'une dizaine de sociétés-écrans et recruta 75 employés dans le monde entier. La mission principale de la TF 157 était la surveillance des bâtiments et des moyens navals soviétiques. Ses bateaux, en apparence des yachts de plaisance, étaient équipés de moyens d'écoute électronique et montaient la garde en des points de passage obligé comme le détroit de Gibraltar et le canal de Panama. La TF 157 contribua notamment à évaluer l'armement soviétique en vue des négociations SALT[12], récupéra des avions tombés en mer et des navires – américains et soviétiques – coulés. Lorsqu'Henry Kissinger, le conseiller pour la Sécurité nationale de Richard Nixon, effectua son premier voyage en Chine, c'est la TF 157 qui s'occupa de la sécurité de ses communications, car la Maison-Blanche considérait ses canaux comme plus sûrs que ceux de la CIA.

Le Pentagone avait la plus haute opinion de cette unité qui compta jusqu'à

272 membres et qui fut très efficace dans la collecte et la production de renseignement. Son succès était dû en grande partie à la possibilité qu'elle avait d'opérer à l'écart de la bureaucratie militaire. Mais, comme tant d'autres unités spéciales, la TF 157 en fit plus que ce qui lui était permis, ce qui amena le chef du renseignement de la Marine, déjà peu favorable à cette unité, à dissoudre le groupe en 1977[13].

1127th USAF Field Activities Group

Concomitamment à la TF 157, une unité de recherche humaine fut également créée au sein de l'US Air Force (USAF), sous l'autorité du chef d'état-major adjoint pour le renseignement : le 1127th USAF Field Activities Group. Un document de 1967[14] évoque un certain nombre de ses programmes opérationnels, parmi lesquels :

– le *Sentinel Shotgun*, chargé de surveiller tous les avions soviétiques entrant ou sortant des États-Unis afin de s'assurer qu'ils ne survolent pas des zones interdites ;

– le *Sentinel Sentry*, préposé à la surveillance des déplacements des attachés de l'air soviétiques présents aux États-Unis ;

– le *Sentinel Echo*, qui procédait au débriefing des prisonniers de guerre relâchés par les Nord-Vietnamiens ;

– le *Moon Dust*, responsable de la collecte de matériel soviétique désorbité de l'espace.

En 1972, le 1127th changea de nom pour devenir le 7602nd Air Intelligence Group, puis devint en 1981 l'Air Force Special Activities Center (AFSAC), fort de plus de 250 personnes. Mais lorsque le Pentagone créa le Defense Humint Service (DHS) en 1993, les moyens HUMINT de l'USAF et des autres armées leur furent retirés pour être absorbés par la nouvelle structure[15].

Les unités clandestines de l'US Army

Pour sa part, l'US Army, qui était celle des trois armées qui accordait le plus d'importance et de moyens à la recherche du renseignement, développa différentes unités, secrètes ou non, placées sous son contrôle direct ou opérant au profit de l'USSOCOM.

La principale organisation qui conduisait des opérations HUMINT au profit de l'état-major de l'Army était l'Intelligence and Security Command

(INSCOM[16]). Ce commandement avait été créé en 1977 par fusion des moyens de l'Army Security Agency, qui coordonnait les activités de renseignement et de guerre électronique, et de l'US Army Intelligence Agency, chargée de la recherche humaine et du contre-espionnage.

Les fonctions de l'INSCOM consistaient à assurer la sécurité opérationnelle de toutes les installations, du personnel et des unités de l'Armée de terre en opération (contre-espionnage), à recruter des sources locales et à écouter les communications de certains pays étrangers. L'INSCOM était présent dans le monde entier comme sur le territoire des États-Unis L'une de ses unités les plus actives fut le 66th Military Intelligence Group, stationné à Munich, qui travaillait pour les forces américaines en Europe. Il était chargé de suivre les activités des diplomates et des officiers soviétiques et de conduire des opérations HUMINT[17].

Parallèlement, l'US Army développa des unités de renseignement clandestines, d'abord au sein des Bérets verts en Europe, dans les années 1950, puis au profit des forces spéciales pour les missions de contre-terrorisme, au début des années 1980. Ces deux formations, le 10th Special Forces Group Detachment A/Berlin et le Field Operations Group, sont développées chacune dans les chapitres suivants.

Les unités interarmes de renseignement clandestin du Pentagone

Traditionnellement, la CIA s'est souvent révélée médiocre dans l'obtention de renseignements tactiques utiles aux armées. Si la collecte d'informations militaires faisait partie de ses missions, ce n'était pas là sa priorité. L'agence se consacrait avant tout au recrutement de sources et à la recherche de renseignements d'ordre politique grâce à des agents situés à des niveaux administratifs ou gouvernementaux élevés. Or, les militaires avaient besoin d'informations précises, concrètes, avant de déclencher leurs opérations. C'est la raison pour laquelle le Pentagone créa, à partir des années 1990, plusieurs unités militaires spécialisées dans la recherche clandestine du renseignement. Les attentats du 11 septembre 2001 et la lutte contre le terrorisme l'ont incité à développer encore davantage ses capacités.

Defense Humint Service (DHS)

En 1965, lorsque fut créé le Defense Attache Service, pilotant tous les

attachés militaires, il fut placé sous l'autorité de la DIA, renforçant son rôle en matière de HUMINT. Alors que les attachés étaient principalement des collecteurs d'informations ouvertes, ils s'engagèrent progressivement dans des opérations de recherche secrète.

Puis, en 1993, le secrétaire adjoint à la Défense William Perry décida de créer un service HUMINT au Pentagone, le Defense Humint Service (DHS). Rattaché à la DIA, il absorba les moyens de renseignement humain des différentes armées. Cette décision fut vigoureusement combattue par l'US Army, qui avait le plus à perdre, mais en vain. Le DHS fut activé le 1er octobre 1995, réunissant 2 000 hommes répartis sur plus de 100 sites, et devint pleinement opérationnel à la fin de 1996.

Toutefois, le développement des activités HUMINT du Pentagone défraya rapidement l'actualité en raison d'incidents impliquant des attachés militaires américains à l'étranger, notamment en Chine, où plusieurs d'entre eux furent interpellés entre 1995 et 1996. Néanmoins, le DHS obtint des résultats et prouva son efficacité. Par exemple, certains de ses membres, basés à Tuzla, en Bosnie, collectaient et analysaient des informations sur les communautés musulmanes croate et serbe et leurs dirigeants, alors en guerre. Ils étaient chargés de signaler toute menace immédiate aux troupes américaines et à l'OTAN.

Mais début 2002, la CIA procéda à une réorganisation majeure dans le cadre de la « guerre au terrorisme ». Sa direction des opérations (DO) – chargée de la recherche secrète et des interventions clandestines – prit de l'ampleur et devint le National Clandestine Service (NCS), auquel les membres du DHS furent transférés, entraînant la dissolution de l'unité et mettant un terme aux efforts du Pentagone pour conduire ses propres recherches HUMINT secrètes.

Strategic Support Branch (SSB)

Mais cela n'allait pas durer. La CIA focalisant la quasi-totalité de ses moyens sur la lutte contre Al-Qaïda et ses réseaux, l'intérêt des militaires fut une nouvelle fois négligé. C'est pourquoi, en avril 2002, Donald Rumsfeld créa la Strategic Support Branch (SSB), rattachée à la DIA, afin de mettre un terme à la dépendance du Pentagone vis-à-vis de la CIA en matière de renseignement et jouer un rôle plus actif dans la guerre contre le terrorisme. Elle traduisit également le rapport de forces existant au sein de l'exécutif américain entre

Dick Cheney, le vice-président, et le ministre de la Défense.

Pour le Pentagone, la SSB devait fournir « *des capacités de renseignement aux unités opérationnelles sur le terrain* » et permettre au secrétaire à la Défense de disposer de tout l'éventail des moyens opérationnels dans le domaine du renseignement humain. Pour D. Rumsfeld, les forces spéciales devaient se doter de leur propre service de renseignement en vue de mener une campagne mondiale de capture et d'assassinat, en particulier dans des pays comme la Somalie, le Yémen, l'Indonésie, les Philippines et la Géorgie. La SSB a donc été conçue pour *« agir incognito, sous le commandement direct du secrétaire à la Défense »* et se posa ainsi en rival direct du National Clandestine Service[18].

La SSB déploie ses équipes d'officiers traitants, de linguistes, d'interrogateurs et de spécialistes techniques dans les ambassades américaines à l'étranger ou aux côtés des forces spéciales pour faire du renseignement opérationnel et conduire des opérations clandestines dans des pays jugés à risque par les États-Unis, même en l'absence de menace précise. Spécialisés dans le renseignement humain, les membres de la SSB ont toute latitude pour procéder au recrutement d'agents et participent régulièrement à des interrogatoires de prisonniers. Les membres de la SSB ont l'autorisation de travailler sous couverture, utilisant à l'occasion de fausses identités ou nationalités dans l'objectif d'embrasser *« tout le spectre des opérations relatives au renseignement humain »*.

Tout pays allié comme ennemi des États-Unis peut devenir le théâtre des opérations de la SSB, qui n'a même pas besoin de mettre la CIA, les ambassadeurs américains ou la Maison-Blanche au courant de sa présence. Depuis 2003, la SSB aurait mené des opérations clandestines en Afghanistan, en Irak et dans plus d'une douzaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est. Ces opérations auraient été financées en dehors de tout contrôle du Congrès, ce qui provoqua la colère de celui-ci[19].

Proactive Preemptive Operations Group

En octobre 2002, une étude réalisée par le Defence Science Board[20] exhorta le Pentagone à « *prendre la menace terroriste aussi sérieusement que celle d'une guerre majeure »,* recommandant aux responsables politiques et militaires de lancer des missions secrètes et des opérations de renseignement pour pénétrer et détruire les cellules terroristes à l'étranger.

Dans cette perspective, le rapport proposa la création d'un nouvel organisme d'activité de soutien au renseignement, baptisé Proactive Preemptive Operations Group (P2OG). Il lancerait notamment des opérations secrètes visant à *« stimuler les réactions »* des terroristes et des États possédant des armes de destruction massive, c'est-à-dire en les incitant à agir et à s'exposer à des ripostes foudroyantes des forces américaines[21]. Ce P2OG comprendrait des spécialistes de la guerre de l'information, de l'action secrète, de la diplomatie, des opérations de tromperie, du renseignement, des *PsyOps* et des opérations spéciales[22]. Les auteurs du rapport demandaient à ce que le Pentagone et la CIA coopèrent étroitement, tant pour acquérir du renseignement que pour conduire des actions clandestines.

La majorité de ces propositions furent retenues et Donald Rumsfeld voulut que les forces spéciales puissent capturer ou neutraliser les terroristes et neutraliser toute menace éventuelle contre les intérêts américains dans le monde. La nouvelle organisation fut ainsi rattachée directement au National Security Council (NSC). Cela se traduisit par la mise en place, dans certaines ambassades du Moyen-Orient, d'équipes de forces spéciales – appelées Military Liaison Elements/MLE –, totalement indépendantes de l'ambassadeur. Elles furent chargées de collecter localement du renseignement humain et technique, de préparer d'éventuelles interventions, voire de mener des actions directes contre des terroristes au cas où une situation viendrait à dégénérer, à la grande consternation du Département d'État[23].

Counter-Intelligence Field Activity (CIFA)

Toujours en 2002, le Pentagone se dota d'une unité de contre-espionnage opérant sur le territoire national. Créée par une directive du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, la Counter-Intelligence Field Activity (CIFA) fut officiellement chargée de protéger les infrastructures militaires du département de la Défense contre les menaces et les actions terroristes. Elle employait quelque 1000 personnes et était habilitée à mener des enquêtes approfondies, classées secret-défense.

Toutefois, la CIFA dériva rapidement et conduisit des opérations de renseignement et de surveillance contre des personnes soupçonnées de terrorisme à l'intérieur des États-Unis. Un de ses programmes, *Threat and Local Observation Notice* (TALON), initié en 2003, suivait et rédigeait des notes sur

de nombreuses manifestations organisées par des activistes pacifistes et conservait des informations non vérifiées sur les militants anti-guerre dans une de ses bases de données. En décembre 2005, des fuites dans la presse révélèrent ces faits et une controverse s'ensuivit.

En août 2008, le Pentagone indiqua qu'il fermait la CIFA et que son personnel serait absorbé dans une nouvelle entité, le Defense Human Intelligence and Counterterrorism Center (DHICC), chargé des activités de renseignement et de contre-espionnage pour le département de la Défense dans le monde entier. Le Pentagone s'empressa d'ajouter, dans un communiqué, que *« le nouveau centre n'aura pas de mission de surveillance domestique »*.

Defense Clandestine Service (DCS)

En avril 2012, le Pentagone annonça son intention de renforcer ses capacités HUMINT clandestines, dans le cadre d'une réorganisation du renseignement visant à étendre les efforts d'espionnage de l'armée au-delà du renseignement tactique dans les zones de guerre pour s'intéresser à un éventail plus large de menaces, telles que l'Iran et la Chine, les armes de destruction massive et la cyberguerre.

Cette décision fait suite à une étude classifiée de 2011 du *Director of National Intelligence* (DNI), qui conclut que les efforts de renseignement de la DIA devaient se concentrer davantage sur les menaces majeures et les problèmes mondiaux, au-delà du seul soutien tactique des opérations en Irak et en Afghanistan. L'étude préconisa également que le DIA partage ces renseignements avec les autres agences de la communauté du renseignement.

À cette fin, la DIA fusionna tous ses moyens de renseignement humain existant au sein d'un organisme unique, le Defense Clandestine Service (DCS), éliminant ainsi la duplication des efforts et offrant de meilleures perspectives de carrière aux officiers choisissant cette spécialité. Le DCS a ainsi absorbé le Defense Humint Service, le Defense Human Intelligence and Counterterrorism Center et la Strategic Support Branch.

Le DCS mène des activités d'espionnage clandestin dans le monde entier pour répondre aux besoins des états-majors, des responsables de la politique de défense et des autorités politiques américaines. Composé de personnel civil et militaire, il fait partie de la direction des opérations de la DIA et travaille en collaboration avec le National Clandestine Service (NCS) de la CIA et le Joint Special Operations Command (JSOC). Le DCS comptait en 2012 cinq cents

officiers-traitants (OT) et ce nombre devait atteindre le millier à l'orée des années 2020. Ces OT sont soigneusement sélectionnés et formés, parlent plusieurs langues et sont des experts de la région dans laquelle ils opèrent. En raison de leurs antécédents militaires, ils sont mieux préparés pour recruter et diriger des sources pouvant répondre à des questions militaires précises concernant, par exemple, les spécifications de la cinquième génération d'avions de chasse chinois ou le porte-avions nucléaire. *« La CIA ne veut pas chercher des missiles surface-air en Libye alors qu'elle est également sous pression pour évaluer l'opposition en Syrie »*, explique un ancien officier du renseignement militaire. Même dans les cas où leurs missions se chevauchent, le DCS est susceptible de se concentrer davantage que la CIA sur les aspects militaires[24].

Le DCS a reçu dès sa création le soutien du NCS de la CIA, car les demandes des militaires mettaient à rude épreuve les capacités de HUMINT de la CIA, un chef de poste estimant que plus de 75 % de ce qui lui était demandé étaient des renseignements de nature militaire. Langley a donc vu d'un bon œil la décision du Pentagone de rechercher lui-même les informations dont il avait besoin. La CIA a accepté de former les officiers traitants du DCS, qui représentent aujourd'hui 20 % des effectifs d'une promotion à la Ferme[25]. Cela a également permis de briser l'esprit de clocher qui régnait jusqu'alors, et de renforcer l'interaction entre le DoD et la CIA. Les membres du DCS sont en effet amenés à travailler en étroite collaboration avec les postes de la CIA, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé avec le SSB de Rumsfeld[26]. Les deux agences ont également convenu de partager certaines de leurs ressources à l'étranger, notamment le matériel technique, le soutien logistique, les locaux et les véhicules. Un groupe appelé Persia House a même été créé pour mettre en commun les renseignements concernant l'Iran[27].

Les autres capacités de renseignement du Pentagone

La croissance des services de renseignement américains pendant l'administration Bush (2000-2008) n'a pas été réglementée. Des dizaines d'unités secrètes ont été créées, principalement par le Pentagone, et autorisées à opérer librement en dehors de la structure de commandement officielle de la communauté du renseignement.

Par exemple, début 2009, un responsable du Pentagone du nom de Michael D. Furlong a mis en place une opération secrète de recherche de

renseignements confiée à la firme Lockheed Martin, avec un budget de 22 millions de dollars issus des fonds secrets, pour collecter des renseignements à l'intérieur du Pakistan sur Al-Qaïda. Bien que l'opération ait été approuvée par le chef de l'US Central Command, le général Petraeus, ni l'amiral Blair, le DNI, ni Leon Panetta, le directeur de la CIA, n'en furent informés. Ils apprirent son existence en même temps que le public, par le *New York Times*, en mars 2010[28].

Par ailleurs, l'US Army Special Operations Command (USASOC) a ouvert à Fort Lewis une école spécialisée, comparable à celle de la CIA dénommée « la Ferme », afin d'y former ses propres officiers traitants destinés à conduire des missions clandestines.

Il est ainsi possible d'observer qu'il existe deux communautés du renseignement distinctes aux États-Unis. La première, civile, pilotée par le DNI, réunit plus de 100 000 civils, militaires et opérateurs privés qui composent les 16 agences de renseignement du pays. À côté d'elle existe une seconde communauté du renseignement, plus secrète, composée de plus de 100 000 soldats, marins et aviateurs, qui travaillent exclusivement pour le Pentagone, sous l'autorité du sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement. Le DNI, pourtant censé piloter tous les moyens nationaux de renseignement, n'a aucun contrôle sur les activités de ce second ensemble. Ainsi, si l'on y inclut la NSA, c'est le Pentagone qui est responsable de la majorité de la communauté américaine du renseignement, puisque sont affectés sous son autorité ou dépendent de son budget les organismes suivants[29] :

– Office of the Director of National Intelligence (ODNI) : 2 900
– Defense Intelligence Agency (DIA) : 16 500
– National Geospatial-Intelligence Agency (NGA) : 16 000
– National Reconnaissance Office (NRO) : 4 500
– National Security Agency (NSA) : 38 000[30]
– U.S. Army Intelligence : 54 000
– U.S. Navy Intelligence : 11 000
– U.S. Air Force Intelligence : 32 000
– US Marine Corps Intelligence : 3 000
– US Coast Guard Intelligence : 300.

La Defense Intelligence Agency (DIA) et le pilotage du renseignement militaire

Créée en 1961, la Defense Intelligence Agency (DIA) est le service chargé de fournir renseignements et analyses au secrétaire à la Défense, aux chefs d'état-major et aux hauts commandants militaires américains dans le monde. Elle est responsable de la coordination des services de renseignement des armées, recueille des informations aussi bien par des moyens humains que techniques, gère les attachés militaires et fournit le personnel spécialisé aux différents états-majors. Si la DIA pilote la recherche HUMINT, MASINT, IMINT et SIGINT pour l'ensemble du DoD, c'est avant tout un organe d'analyse et de diffusion. Les opérations spéciales ne sont pas de son ressort.

Longtemps considérée par les initiés du renseignement comme le « poids léger » de la communauté du renseignement, la DIA a considérablement augmenté depuis le 11 septembre 2001, passant de 7 500 membres à plus de 16 500, basés pour l'essentiel au Pentagone, dont 40 % de militaires et 60 % de civils. Elle est structurée en plusieurs branches :

– le Defense Intelligence Operations Coordination Center (DIOCC) coordonne les activités de collecte de renseignement de défense concernant les menaces transnationales à la sécurité nationale des États-Unis et améliore la collaboration en matière de renseignement entre les services pour une utilisation optimale des ressources ;

– le Joint Functional Component Command for Intelligence-Surveillance, and Reconnaissance (JFCC-ISR) travaille en collaboration avec le DIOCC pour gérer les ressources du renseignement militaire. Le JFCC-ISR surveille les besoins en informations, sert de point d'entrée à la communauté du renseignement dans le système DoD/ISR et travaille pour maximiser l'utilisation des actifs ISR et identifier les lacunes dans la couverture ;

– par l'entremise de l'état-major interarmées J-2, la DIA exploite le National Military Joint Intelligence Center (NMJIC), qui fournit des indicateurs et des alertes en temps réel sur les situations de crise et sert de point focal national pour le soutien « renseignement » aux opérations militaires. Pendant une crise, la DIA établit des groupes de travail de renseignement au sein du NMJIC pour surveiller les événements en cours ;

– la DIA gère de manière centralisée l'analyse et la production de renseignements de défense à l'aide d'un processus analytique connu sous le nom de Defense Intelligence Analysis Program (DIAP). Ce programme permet

à la DIA de concentrer ses efforts d'analyse sur des enjeux majeurs et de limiter la duplication des efforts. La DIA développe une expertise analytique dans de nombreux domaines intéressant la défense (forces, intentions et capacités militaires étrangères ; analyse du commandement militaire étranger ; prolifération des armes de destruction massive ; développements politiques et économiques liés à la défense ; technologies militaires avancées et production de matériaux ; guerre de l'information ; développements de missiles et de systèmes spatiaux ; questions médicales et sanitaires liées à la défense) ;

– le Defense Human Intelligence Management Office (DHMO) pilote le renseignement humain de la Défense en gérant de manière centralisée toutes les méthodes, techniques et procédures HUMINT et en imposant des normes et une formation communes ;

– le Directorate for Human Intelligence (DH) pilote des opérations HUMINT dans le monde entier pour obtenir des renseignements qui ne sont souvent pas disponibles par des moyens de collecte techniques. Il gère également les attachés de défense affectés dans plus de 135 ambassades américaines ;

– le Joint Intelligence Task Force for Combat Terrorism produit des renseignements sur le terrorisme et pilote les actions du DoD en matière de contre-terrorisme au profit des forces ;

– la DIA exploite l'un des systèmes de communication les plus robustes au monde, le Joint Worldwide Intelligence Communications System (JWICS). Cet internet sécurisé est un système sécurisé à large bande passante permettant des téléconférences vidéo et des échanges de données à l'ensemble de la communauté du renseignement de la Défense ;

– la DIA joue également un rôle majeur afin de localiser le personnel militaire ou gouvernemental manquant, isolé, en fuite ou capturé, via sa cellule Prisoners of War/Missing in Action (POW/MIA).

Les moyens dont disposent les armées pour leurs missions de renseignement sont considérables.

L'US Army compte plus de 54 000 hommes opérant dans le monde entier, soit deux fois les effectifs de la CIA. Un tiers de ce personnel, plus de 19 000 hommes et femmes, sont des exploitants et des analystes présents au sein des états-majors de corps d'armée, de divisions, de brigades et de bataillons sur les théâtres d'opérations, principalement en Irak et en Afghanistan.

Le service de renseignement de l'US Navy, l'Office of Intelligence, dispose

d'effectifs moindres, mais effectue des missions dangereuses. Sous le nom de code *Aquador*, la Marine dirige plusieurs dizaines de missions sous-marines « top secret » de reconnaissance au large des côtes d'un certain nombre de pays hostiles. Certaines surveillent secrètement les activités de l'Iran dans le golfe d'Ormuz pour garantir la sécurité de la navigation dans cette zone maritime vitale. D'autres suivent les navires de la marine marchande soupçonnés d'être impliqués dans le trafic d'armes ou le transport de missiles balistiques ou de technologies nucléaires (Syrie, Iran, Corée du Nord).

Grâce à des augmentations budgétaires importantes après le 11 septembre 2001, le nombre et l'importance des missions de renseignement de l'US Air Force ont progressé de façon spectaculaire. Les vols de reconnaissance et de surveillance des RC-135 et U-2 recueillent toujours une grande quantité d'informations en survolant des pays comme la Syrie, l'Iran ou la Corée du Nord. L'USAF contrôle également un petit organisme appelé Air Force Technical Applications Center (AFTAC), situé à Patrick Air Base, en Floride, qui est chargé de détecter les essais nucléaires étrangers[31].

1. Mark Stout, « The Pond: Running Agents for State, War and the CIA », *Studies in Intelligence*, vol. 48, n° 3, 2004 [en ligne]. https://www.cia.gov/static/d08a4f7735c47a7c025d22ca60a2e3c7/the-pond.pdf [consulté le 05/05/2021] ; John Grombach, *The Great Liquidator,* Doubleday, New York, 1980.

2. Né en 1901, Jean Grombach était le fils du consul de France à La Nouvelle-Orléans. À 18 ans, il renonça à sa nationalité française pour entrer à West Point et obtint la citoyenneté américaine avant la Seconde Guerre mondiale. Il est décédé en 1982.

3. Marcel Petiot a été jugé, reconnu coupable de 26 meurtres, condamné et guillotiné en 1946.

4. Service allemand de renseignement et de contre-espionnage.

5. Service soviétique de renseignement et de contre-espionnage, ancêtre du KGB.

6. John Grombach, *op. cit*.

7. Mark Stout, *op. cit*.

8. McCargar, un fonctionnaire du Département d'État qui était secrètement l'agent de The Pond à Budapest, parvint à faire sortir Pfeiffer et sa famille du pays (cf. James McCargar, *A Short Course in the Secret War*, Dell, New York, 1988).

9. Le 27 avril 2008, l'Associated Press annonça que la CIA allait rendre publiques les archives de The Pond découvertes accidentellement dans une grange de Virginie en 2001. L'agence a remis aux Archives nationales de College Park (Maryland) des milliers de documents, après un long examen de sécurité. Ils sont accessibles au public depuis avril 2008. La National Security Agency a pour sa part conservé les appareils utilisés par The Pond pour envoyer des messages codés (Randy Herschaft et Cristian Salazar, « The Pond: US Spy Agency That Operated Before CIA Revealed in Classified Documents Disclosure », Associated Press, 29 juillet 2008).

10. US Army, US Navy, US Air Force, US Marine Corps, US Coast Guard, US National Guard, US

Air National Guard.

11. En 1969, l'US Navy établit parallèlement la Task Force 168 destinée à la collecte d'informations ouvertes.

12. *Strategic Armament Limitation Talks.*

13. Steven Emerson, *CIA, les guerriers de l'ombre*, Economica, Paris, 1991, p. 28-29.

14. *History of the Assistant Chief of Staff, Intelligence*, juillet-décembre 1967.

15. Jeffrey T. Richelson, « The Grounded Spies », *Air Force Magazine*, décembre 2014.

16. Ce commandement est toujours actif et opérationnel en 2020 (http://www.inscom.army.mil). Depuis sa création, ses effectifs sont passés de 10 000 à plus de 16 000 personnes, mais il ne représente qu'une partie des moyens de renseignement de l'US Army.

17. Steven Emerson, *op. cit.*, p. 108-109 et p. 149.

18. Jeremy Scahill, *Dirty Wars : le nouvel art de la guerre*, Lux éditeur, Paris, 2014, p. 124-125.

19. *Ibid.*

20. *Summer Study on Special Operations and Joint Forces in Support of Countering Terrorism*, rapport produit par un groupe de dix experts militaires, dont le vice-amiral William Studeman, ancien directeur de la NSA. Des extraits de celui-ci ont été obtenus et divulgués par la Federation of American Scientists, qui les a publiés sur son site web (http://www.fas.org/irp/agency/dod/dsbbrief.ppt).

21. William M. Arkin, « The Secret War », *The Los Angeles Times*, 27 octobre 2002.

22. Lawrence E. Cline, « Special Operations and the Intelligence System », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 18, n° 4, 2005, p. 575-592.

23. L'utilisation des MLE a été considérablement réduite lorsque Robert Gates a remplacé Donald Rumsfeld comme secrétaire à la Défense en 2006, bien qu'un document budgétaire 2010 du SOCOM comprenne un poste pour leur financement en Afrique (Marc Ambinder et D. B. Grady, « chapitre 8 : The Activity », in *The Command. Deep Inside the President's Secret Army*, John Wiley & Sons, Hoboken, 2012).

24. Greg Miller, « DIA to send hundreds more spies overseas », *The Washington Post*, 1er décembre 2012.

25. « The Farm », de son vrai nom Camp Peary (Virginie), est le centre d'entraînement dans lequel sont formés les officiers de la direction des opérations de la CIA, ainsi que ceux du Defense Clandestine Service de la DIA.

26. David P. Oakley, *Partners or Competitors? The Evolution of the Department of Defense/Central Intelligence Agency Relationship since Desert Storm and its Prospects for the Future*, rapport n° 14-2, Joint Special Operations University, Tampa, mars 2014, p. 138.

27. G. Miller, *op. cit.*

28. Matthew M. Aid, *Intel Wars: The Secret History of the Fight against Terror*, Bloomsbury, New York, 2017, p. 43.

29. *Ibid.*, p. 44.

30. Chiffre auquel il convient d'ajouter celui de 20 000 *contractors*, auxquels a appartenu Edward Snowden.

31. Matthew M. Aid, *op. cit.,* p. 52.

CHAPITRE 10

10TH SPECIAL FORCES GROUP
« DETACHMENT A » – BERLIN (1956-1990)

Parmi les unités militaires américaines chargées de conduire des opérations clandestines, le Detachment A-Berlin du 10th Special Forces Group est probablement la plus ancienne et la plus méconnue. Cette unité très particulière œuvra dans Berlin, en pleine Guerre froide, de 1956 à 1990, pour y mener des opérations clandestines.

Connue sous divers noms tout au long de ses trois décennies d'existence, le Detachment A-Berlin a été décrit par l'ancien commandant de l'US Army Special Operations Command (USASOC), le général Charles Cleveland, comme une unité qui *« est restée dans l'ombre jusqu'à ce que l'histoire et la discrétion permettent une comptabilité publique ».*

Contexte de la renaissance des forces spéciales américaines en Europe

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Américains comprirent qu'une nouvelle compétition stratégique était en train de prendre forme avec l'URSS, en raison de la volonté de Staline d'occuper de manière permanente l'Europe de l'Est et d'exporter la « révolution prolétarienne ». En 1947, Harry Truman, le nouveau président américain, décida qu'il était nécessaire de mettre en place une politique de *containment* afin de contrer l'expansion communiste partout dans le monde, par des moyens politiques et économiques, diplomatiques et militaires, mais aussi en recourant aux opérations clandestines pour éviter toute confrontation armée directe.

L'Allemagne, scindée en deux États distincts depuis 1945, était le point focal de la nouvelle rivalité Est/Ouest en Europe. Et Berlin, l'ancienne capitale, située au centre de l'Allemagne de l'Est (RDA) à environ 180 km de la frontière avec l'Allemagne de l'Ouest (RFA), était en particulier l'épicentre de

cet affrontement. Partagée en quatre secteurs contrôlés par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Union soviétique, la ville devint rapidement le principal terrain de jeu des services de renseignement américains, britanniques, français, soviétiques et allemands.

Au cours de la deuxième moitié des années 1940, devant la montée des tensions internationales[1], les deux camps renforcèrent leurs dispositifs militaires en Allemagne dans l'hypothèse d'un conflit. Puis ils s'organisèrent en coalition militaire (création de l'OTAN en 1949 et du pacte de Varsovie en 1955) et développèrent leur arsenal nucléaire. Mais le déséquilibre de forces en présence était important : les armées du pacte de Varsovie alignaient 175 divisions alors que les alliés occidentaux n'en avaient que 75. Le commandement militaire de l'OTAN, le Supreme Headquarters Allied Powers Europe (SHAPE) avait parfaitement intégré le fait qu'en cas de guerre, le déferlement des unités soviétiques balaierait rapidement les troupes de l'OTAN. Pour le commandement américain, il fallait pouvoir ralentir l'offensive des forces du pacte de Varsovie afin de permettre aux renforts d'arriver d'outre-Atlantique. Cela pouvait se faire par l'usage d'armes nucléaires tactiques et par la désorganisation des arrières de l'ennemi, au travers de forces spécialement entraînées aux actions de guérilla qui resteraient cachées pendant la progression de l'ennemi (*stay-behind*) puis l'attaqueraient afin de désorganiser les zones arrière et encadreraient des maquis locaux de résistants.

Aux États-Unis, dans l'immédiat après-guerre, les opérations avaient été négligées par les états-majors, qui les considéraient comme secondaires et laissèrent la CIA s'en charger. Cependant, analysant les événements internationaux du début des années 1950, un certain nombre d'officiers commencèrent à comprendre qu'ils étaient confrontés à un nouveau type de guerre auquel il convenait d'apporter des réponses novatrices, et qu'ils ne disposaient pas d'unités spécialisées capables d'organiser une guérilla derrière les lignes ennemies. En conséquence, ils conduisirent le Pentagone à se réintéresser aux opérations non conventionnelles.

La première décision, en 1950, fut de réactiver les opérations de guerre psychologique – *Psychological Warfare/PW* – au sein du département G-3 (Operations) de l'armée, afin de contrecarrer les programmes de désinformation soviétiques. Puis, en 1951, l'Office of the Chief of Psychologic Warfare (OCPW) fut créé, indépendamment du G-3. Il affirma que les

opérations psychologiques et la guerre non conventionnelle (*Unconventional Warfare/UW*) étaient intimement liées et que l'armée se devait de posséder ces deux capacités. Le principe ayant été accepté par le Pentagone, la « machine » militaire se mit aussitôt en marche pour acquérir et développer des capacités de guérilla et contre-guérilla. Le général McClure fut chargé de mettre en place, au sein de l'US Army, une Special Operations Section. Elle eut pour mission d'étudier des méthodes d'infiltration terrestre, aérienne ou navale en territoire ennemi ; de développer des programmes de formation et d'encadrement des mouvements insurrectionnels ou de résistance ; de mettre au point des tactiques de collecte de renseignements et de sabotage ; et de préparer la constitution de réseaux d'évasion. L'existence de cette section ouvrit la voie à la création d'unités spéciales : les fameux Bérets verts étaient nés.

Il fallut plus d'une année, émaillée de nombreuses discussions doctrinales, pour que soit arrêtée, en 1951, la structure opérationnelle du futur régiment de forces spéciales :

– l'équipe de base comprenait 12 hommes et était appelée Operational Detachment Alpha (ODA) ou « A-Team[2] » ;

– dix A-Team formaient une compagnie ;

– trois compagnies formaient un bataillon[3] ;

– trois bataillons formaient un Special Forces Group (SFG), soit théoriquement 2 500 hommes.

Le Special Forces Group, placé sous la responsabilité de l'armée, avait pour missions, en temps de paix, de préparer et de planifier des opérations non conventionnelles (renseignement, guérilla, sabotage, etc.), et en temps de guerre de les organiser et de les conduire. La moitié des soldats devaient être originaires d'Europe de l'Est afin d'opérer plus facilement derrière les lignes adverses.

La première unité de forces spéciales, le 10th SFG (Airborne), fut créée le 19 mai 1952 à Fort Bragg (Caroline du Nord), simultanément au Psychological Warfare Center (PWC). Toutefois, la première campagne de recrutement n'obtint que des résultats médiocres, principalement parce que les commandants d'unités conventionnelles, ne voulant pas perdre leurs meilleurs éléments, décourageaient les volontaires ou sabotaient les dossiers administratifs. Après intervention de l'état-major, les choses rentrèrent dans l'ordre et, en 1953, le groupe atteignit 1 700 hommes.

Courant 1953, l'unité fut déclarée opérationnelle suite à deux tests grandeur nature réalisés dans une forêt de Géorgie. Après un parachutage, une première équipe de 300 opérateurs conduisit une mission de formation d'un groupe de résistants en territoire hostile, suivie d'actions de récupération et d'exfiltration de pilotes abattus, d'embuscades et de sabotage contre des objectifs ennemis.

Les événements de juin 1953 en RDA accélérèrent le déploiement du 10th SFG en Europe. En effet, une grève massive des travailleurs de Berlin-Est s'étendit à toute l'Allemagne de l'Est dans l'espoir d'une intervention des Occidentaux. La répression brutale menée par les forces armées soviétiques fit des centaines de morts et entraîna plusieurs milliers d'arrestations. Les membres de l'OTAN ne purent apporter aucune aide, car ils ne disposaient d'aucune unité capable d'offrir un soutien clandestin aux grévistes. Les Américains décidèrent alors de développer des actions « de résistance active » en zone d'occupation soviétique, mais de manière clandestine afin d'éviter tout conflit armé direct avec l'URSS.

Le déploiement du 10th Special Forces Group en Allemagne

À l'automne 1953, le 10th SFG se scinda en deux. Une partie de l'unité partit en Allemagne de l'Ouest afin d'étudier et de mettre en place les possibilités de guérilla en Europe de l'Est afin de retarder et désorganiser une invasion soviétique. L'OPLAN 10-1 prévoyait que le 10th SFG se disperserait sur 49 zones de guérilla en Allemagne de l'Ouest et dans toute l'Europe de l'Est. Ses A-Teams étaient sensées mettre sur pied un bataillon de partisans chaque mois, créant ainsi un mouvement de résistance de près de 80 000 hommes en six mois[4]. Conservant l'appellation de 10th SFG, cette partie prit ses quartiers à Bad Tölz, en Bavière, début 1954. Le reste demeura à Fort Bragg, donnant naissance au 77th SFG[5].

Pour remplir les missions qui leur étaient désormais dévolues face au pacte du Varsovie, les membres du 10th SFG suivirent un entraînement poussé en langues étrangères, en effraction et reçurent des équipements adaptés. En effet, ils devaient rentrer en contact avec des organisations de résistance traitées par la CIA, reprenant ainsi le schéma mis en place par l'OSS pendant la Seconde Guerre mondiale[6].

Parallèlement, l'unité se mit à recruter directement pour ses actions de renseignement derrière le Rideau de fer. Ses membres prospectèrent parmi les

nombreux réfugiés fuyant les pays tombés sous la domination de l'URSS et surent exploiter ce potentiel humain. Maîtrisant les langues des États d'Europe centrale et orientale, familiarisés avec les méthodes policières des régimes communistes, ces recrues furent longuement « débriefées ». Les informations qu'elles livrèrent furent mises à profit pour rédiger les manuels doctrinaux de guerre non conventionnelle. Surtout, de nombreux individus furent recrutés pour des missions de propagande, de sabotage, voire d'assassinat[7].

Depuis sa base bavaroise, le 10th SFG pilota ainsi des missions de renseignement en République démocratique allemande et en Tchécoslovaquie, car le Rideau de fer était à l'époque loin d'être aussi hermétique qu'il le devint par la suite. Mais aucun Béret vert n'y participa, seules des recrues originaires de ces pays furent engagées. L'objectif était d'éprouver l'étanchéité de la frontière, de relever l'emplacement des postes de garde, leurs moyens de défense, de détecter les systèmes d'alerte, ainsi que les fréquences et les horaires des patrouilles. Ces opérations permirent au 10th SFG de développer ses savoir-faire en matière d'infiltration et d'exfiltration, sans jamais cependant atteindre l'expertise de la CIA, qu'il assista cependant dans certaines de ses opérations[8].

1956 fut une année très difficile en Europe : les soulèvements en Pologne et en Hongrie furent réprimés dans le sang par les troupes soviétiques. De plus, la balance des forces en présence était nettement en faveur de l'Est. Il était donc nécessaire d'obtenir du renseignement sur l'état de préparation de l'ennemi pour éviter l'effet de surprise et de pouvoir mener des actions de ralentissement ou de désorganisation sur ses arrières. Le 10th SFG devint donc un élément essentiel de la planification du Commandement suprême des forces alliées en Europe (Supreme Allied Command in Europe/SACEUR).

Le « Detachment A[9] »

En novembre 1955, SACEUR – qui ne disposait que 10 000 militaires alliés à Berlin-Ouest face aux 475 000 soldats est-allemands et soviétiques – décida d'affecter six A-Teams au commandement de Berlin (USCOB), considérant qu'en cas d'attaque des forces du pacte de Varsovie, ces équipes seraient les mieux placées pour agir, car situées directement au centre de l'Allemagne de l'Est. Elles devaient former et encadrer des mouvements de résistance locaux et conduire des actions de guérilla sur les arrières ennemis.

Mise en place et formation

Au printemps 1956, le détachement destiné à cette mission – six équipes et un petit état-major, soit une quarantaine d'hommes – fut mis sur pied à Bad Tölz. Son nom, son organisation et ses missions furent classifiés et, comme couverture, il fut rattaché à l'état-major du 6th Infantry Regiment en tant que *security platoon*, avec comme mission officielle le soutien de la brigade américaine de Berlin.

Le recrutement était basé sur le volontariat, uniquement réservé à des officiers et des sous-officiers masculins. Ils devaient être habilités « *Top Secret* », parler allemand ou une autre langue est-européenne et être volontaires pour effectuer des missions de nature clandestine. La majorité des candidats ne savait absolument pas à quoi s'attendre et ne découvrit la teneur de leur mission qu'à leur arrivée à Berlin.

La phase suivante fut d'acheminer les hommes à Berlin, le plus discrètement possible, et de les y installer. En juillet 1956, les premiers éléments rejoignirent la capitale de la RDA par petits groupes. Ils se rendirent d'abord en voiture jusqu'à Helmstedt, ville frontière avec la RDA, où se trouvait le checkpoint *Alpha* tenu par la Military Police (MP) côté RFA, et par les Soviétiques côté RDA. Ils embarquèrent alors, en tenue civile, dans l'*US Army Duty Train* avec un ordre de mission de la 7781st Army Unit[10]. C'était le moyen le plus sûr et le plus anodin de rejoindre Berlin. En effet, à l'époque les autorités américaines interdisaient à tout détenteur d'une habilitation « *Top Secret* » de traverser la RDA par la route, de peur d'une arrestation et d'une compromission par les Soviétiques. Les véhicules civils, laissés à Helmstedt, furent directement convoyés par des MP par autoroute jusqu'au checkpoint *Bravo* (point d'entrée berlinois dans le secteur américain). Le matériel et les équipements du détachement furent quant à eux acheminés par train ou dans des camions militaires sous la garde des MP.

En s'installant à Berlin Ouest, le Detachment A passa sous la supervision directe de l'USCOB et rompit tout lien administratif et opérationnel avec Bad Tölz. En temps de guerre, il passait sous le commandement Support Operations Task Force Europe (SOFTE), qui dirigera ses opérations pendant trente-cinq ans, jusqu'à la chute du mur en 1989.

Après avoir séjourné deux ans au camp McNair dans les bâtiments abritant l'état-major du 6th Infantry Regiment, l'unité s'installa au printemps 1958 au

camp Andrews et prit la dénomination de Detachment A (officiellement 39th Special Forces Detachment), qu'elle garda jusqu'en 1984. Le camp Andrews était une ancienne base de la Waffen SS, présentant la particularité d'inclure une piscine de taille olympique, pratique pour l'entraînement à la natation et la plongée, ainsi qu'un stand de tir dans ses sous-sols.

Commença alors une seconde phase de recrutement, afin de compléter le tableau d'effectifs et d'organisation de l'unité. Le recrutement s'opéra d'abord dans les rangs des forces spéciales à Fort Bragg, aux États-Unis, mais fut également ouvert à des étrangers issus de pays d'Europe de l'Est, selon le *Lodge-Philbin Act*[11]. Cela permit de porter l'effectif des équipes à 11 hommes, commandés par un sous-officier ancien, voire par un capitaine.

Au cours des premières années, 50 % de l'effectif n'était pas né aux États-Unis. En raison de la forte proportion d'étrangers, il régnait un état d'esprit très particulier dans chaque équipe en fonction de l'origine des opérateurs et des langues parlées. Les Américains qui la rejoignaient mettaient un certain temps à s'intégrer et à être acceptés. De plus, toutes les recrues ne possédaient pas la qualification « forces spéciales », en particulier les opérateurs radio (graphie) et le personnel destiné au support technique, administratif ou logistique des équipes.

Malheureusement, la couverture officielle du détachement – unité de soutien de la brigade de Berlin – était tellement vague que l'unité connut des débuts difficiles, n'ayant pas de statut officiel dans l'organisation militaire de Berlin et ses hommes n'ayant pas encore de légendes individuelles. Cela attirait l'attention sur elle, lui conférant une aura de mystère, ce qui était à l'opposé du but recherché.

La ***formation*** des membres du Detachment A n'intervenait qu'après leur intégration. Certes, la majorité était issue du 10th SFG ou de Fort Bragg, toutefois une instruction complémentaire devait leur être donnée pour leurs missions particulières. Celle-ci portait sur des matières bien spécifiques qui leur étaient enseignées dans le plus grand secret :

– guerre non conventionnelle (combat et vie en zones urbaine et rurale) ;

– techniques d'évasion d'un camp de prisonniers[12] ;

– démolition, sabotage d'infrastructures, fabrication d'explosifs improvisés (IED) ;

– connaissance des armements étrangers et pratique intensive du tir ;

– entraînement physique et pratique des sports de combat ;
– ski (nordique et alpin) et vie en zone montagneuse ;
– natation et plongée avec équipements autonomes, apprentissage des techniques de nageurs de combat ;
– secourisme ;
– conduite de véhicules en zone urbaine et rurale, orientation et connaissance de la ville ;
– radiocommunications, codage et décodage de messages[13] ;
– connaissance et identification des armées du pacte de Varsovie ;
– techniques clandestines de contact et équipement de zone (boîtes aux lettres mortes) ;
– serrurerie, effraction, photographie ;
– surveillance et contre-surveillance ;
– opérations aériennes clandestines ;
– parachutisme[14].

Outre ses propres membres, l'unité faisait appel pour la formation à d'anciens officiers de la CIA ayant servi dans l'OSS, dont les connaissances et pratiques avaient été remises à jour et adaptées au contexte de la ville.

L'apprentissage de la vie en clandestinité fut certainement la partie la plus nouvelle et la plus déroutante pour les opérateurs – surtout pour les Américains qui ne possédaient aucune culture européenne –, car ils devaient apprendre à se fondre dans la population et faire attention à leur façon de parler, de s'habiller et de se comporter, de façon à ressembler à des Berlinois. Une partie de l'entraînement s'effectuait en civil, sous de fausses identités. L'étayage des légendes individuelles était laissé à la charge et à l'appréciation de chacun et il est certain que ce fut plus facile pour ceux qui avaient des racines européennes. Tous firent de réels efforts pour se fondre dans la société civile en trouvant de petits emplois (restauration, chantiers, etc.) ou en s'intégrant dans des équipes sportives locales. Certains trouvèrent des appartements ou des locaux à louer pouvant servir de s*afe houses*, parfois avec l'aide bienveillante d'Allemands farouchement anticommunistes.

Au-delà de la formation, l'entraînement était permanent et se déroulait soit à Berlin, soit en RFA ou à l'étranger afin de varier les exercices.

Des missions très diversifiées

En cas de conflit, il était évident que les forces est-allemandes et soviétiques chercheraient à s'emparer en priorité de Berlin-Ouest[15]. Tous les couloirs aériens et les voies d'accès seraient fermés et les forces locales se retrouveraient isolées. Dans ce contexte, les six équipes du Detachment A avaient pour missions de saboter les infrastructures (communications, énergie, routes, voies ferrées, canaux, etc.) et les installations (dépôts) pouvant être utilisées par l'ennemi ; de conduire des opérations de guérilla en armant et en encadrant la population civile de Berlin[16] et des mouvements de résistance en RDA ; et de détruire des cibles situées en Allemagne de l'Est désignées par l'USCOB. Ces missions comportaient beaucoup d'incertitudes quant aux objectifs et aux soi-disant groupes de résistants, ainsi qu'au plan d'évasion prévu pour rejoindre les lignes amies. Beaucoup pensaient qu'elles n'atteindraient même pas cette phase et les jugeaient suicidaires.

En 1959, par manque d'officiers – principalement en raison de la guerre du Viêt Nam –, l'organisation du Detachment A fut modifiée. Trois groupes, formés chacun de deux équipes, devaient intervenir dans un secteur précis de Berlin et dans la zone de la RDA attenante : le groupe Nord (Teams 1 et 2), dans le secteur français ; le groupe Centre (Teams 3 et 4[17]), dans le secteur britannique ; et le groupe Sud (Teams 5 et 6) dans le secteur américain.

Selon le principe du cloisonnement, seul le commandant d'unité avait connaissance de toutes les cibles et chaque équipe devait constituer ses propres dossiers d'objectifs (plans, cartes, photos) et surtout les tenir à jour par des reconnaissances permanentes. Le choix des cibles était dicté par des principes simples :

– la cible est-elle critique pour les armées du pacte de Varsovie ?
– la cible est-elle accessible ? Comment l'équipe peut-elle y parvenir ?
– l'ennemi est-il capable de la réparer ou de la remplacer rapidement ?
– la destruction de la cible aura-t-elle un effet tangible sur l'ennemi ?

Les équipes passèrent beaucoup de temps à étudier les possibilités d'infiltration à l'Est, mais la construction du mur de Berlin dans la nuit du 12 août 1961 et la fermeture de tous les points de passage entre les deux Allemagnes – doublée d'une surveillance extrêmement étroite par de nombreux gardes-frontières – compliqua considérablement leur tâche[18]. Cela obligea les *teams* du Detachment A à revoir leurs plans d'infiltration pour entrer à l'Est et y réaliser leurs opérations de renseignement ou de guérilla.

Si la planification du sabotage d'infrastructures fut une tâche relativement facile à organiser, car elle relevait du métier traditionnel des armes, l'organisation de la guérilla fut beaucoup plus difficile à mettre en place. Tout reposait sur la CIA qui devait recruter des dissidents derrière le Rideau de fer[19], lesquels devaient constituer des groupes de résistance qui formeraient les bases d'une guérilla armée. En cas de conflit, les Bérets verts devaient alors rentrer en contact avec eux. Toutefois, invoquant des raisons de sécurité, la CIA refusa de livrer l'identité de ses contacts tant que la guerre n'était pas imminente.

En fait, depuis 1950, plusieurs programmes de recrutement avaient été lancés par l'Agence en Europe centrale et orientale, mais avec des résultats très décevants. En 1955, la CIA reconnut que les quelques agents recrutés n'étaient pas en mesure de jeter les bases d'un mouvement de résistance et ne pouvaient servir qu'à recueillir et transmettre du renseignement. De plus, l'efficacité du système de contre-espionnage soviétique dans les États du pacte de Varsovie rendait quasiment impossible un recrutement à grande échelle.

La recherche de cibles potentielles à détruire était un objectif permanent pour les équipes du Detachment A. Or, depuis la construction du mur, acquérir des renseignements à l'Est était devenu quasiment impossible, même pour la CIA. Heureusement, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France disposaient à Berlin de missions militaires de liaisons (MML), autorisées à se déplacer « librement » en RDA[20].

Composés de trois personnes – un officier, un sous-officier et un conducteur – leurs équipages pouvaient parcourir les routes, à l'exception de quelques zones interdites. Ils étaient chargés de rapporter le maximum d'informations sur le dispositif militaire de l'Armée rouge en Allemagne de l'Est et sur la montée en puissance de l'Armée est-allemande. Ainsi, les MML répertorièrent tous les sites militaires et les unités terrestres et aériennes présents sur le sol de la RDA. Elles surveillèrent également routes et gares par lesquelles transitaient hommes et matériels. Les MML sillonnaient l'Allemagne de l'Est dans des véhicules spécialement modifiés. Ils étaient équipés d'appareils photographiques dotés d'optiques à haute performance et de systèmes d'interception des communications radio. La sécurité des véhicules avait également été renforcée : réservoirs supplémentaires, blindage, rideaux permettant de dissimuler le matériel spécial embarqué à bord, etc. Ces missions

n'étaient pas sans danger, car policiers est-allemands et militaires soviétiques n'hésitaient pas à bloquer les véhicules, provoquer des accidents parfois mortels, voire à ouvrir parfois le feu dans leur direction.

Les MML disposaient également d'aéronefs – avions Havilland Beaver et Pilatus Porter ainsi que des hélicoptères UH-1H – pouvant survoler la RDA pour des inspections. Cela permettait de prendre des photos des cibles, de leurs environnements, des voies d'accès et aussi d'identifier de possibles points d'accès à reconnaître. Le Detachment A profitait parfois de ces missions pour remplacer un sous-officier à bord d'un véhicule ou d'un aéronef par l'un de ses opérateurs, qui devait donc avoir été formé en conséquence. Ces missions leur permettaient de s'approcher au plus près des cibles à détruire et de prendre des photos.

Autre défi, ***la création de caches*** pour les équipements et armements destinés à servir aux opérations de sabotage et à la guérilla en cas d'invasion. Comme il était certain qu'en cas de guerre, les voies de communication seraient coupées et que les hommes du Detachment A ne pourraient rejoindre leur base pour s'armer, il fut décidé de créer des caches dans lesquelles étaient entreposées, dans des conteneurs étanches en aluminium, des armes (PM Sten et PA P-38 en 9 mm), des munitions, du matériel médical, des explosifs, des systèmes de mise à feu et des radios. Elles reçurent le nom de *Mission Support Sites* (MSS) et furent implantées dans chaque zone d'opérations des différentes *teams*. Chaque équipe rechercha et proposa des sites qui durent ensuite être approuvés par les officiers S2 (renseignement) et S3 (opérations) de l'unité. La construction des caches – urbaines et rurales – était alors effectuée, en camouflant les travaux sous un prétexte plausible pour ne pas attirer l'attention, et seul l'officier S2 connaissait leur localisation, conservant leurs dossiers dans son coffre. Mais ce système présentait un défaut : le risque de perte de l'information de localisation due à la rotation des équipes. Ainsi, plusieurs chefs d'équipe se constituèrent des caches personnelles d'urgence avec munitions et explosifs, sans en parler aux officiers S2. Ils communiquaient l'emplacement du site à leur successeur lors de leur départ[21].

Enfin, pour mener des opérations de guérilla en cas de conflit, les membres du Detachment A devaient pouvoir disposer d'argent liquide. L'unité acheta ainsi 1 500 pièces d'or, des ducats autrichiens, des marks allemands et des

roubles russes pour un montant d'environ 12 000 dollars. L'argent était gardé dans un coffre à l'état-major de l'USCOB.

Début 1950, quand il devint clair qu'une nouvelle guerre mondiale était possible, il fut envisagé d'employer des armes nucléaires tactiques pour arrêter le déferlement des divisions soviétiques en Europe. Or, dans l'arsenal nucléaire existaient de petits modèles destinés à la destruction d'infrastructures spécifiques, les ***Atomic Demolitions Munitions*** (ADM). Le Pentagone eut ainsi l'idée de parachuter des équipes des forces spéciales dotées d'ADM derrière les lignes ennemies pour stopper l'avance des troupes et créer la confusion. Ce programme, baptisé *Green Light*, fut entouré du plus grand secret jusque dans les années 1990. En 1956, le Detachment A reçut donc l'ordre de tester des techniques d'infiltration terrestre avec ces armes (y compris après une mise en place sur zone par parachutage[22]) en employant la dernière génération d'armes nucléaires miniaturisées et plus légères, les Special Atomic Demolition Munitions (SADM).

L'ADM-4 fut le premier modèle dédié à cette tâche. Il était composé de quatre colis, pesant chacun une vingtaine de kilos. La Team 5 fut désignée pour tester sa mise en œuvre dans le plus grand secret. L'équipe fut isolée à Bad Tölz et un exercice fut organisé contre un objectif situé au nord de Stuttgart. Le plastron était uniquement composé de troupes américaines, de peur d'une quelconque fuite d'information. Le test donna satisfaction, l'équipe ayant réussi son infiltration, la pose de la charge, la mise à feu et son exfiltration de la zone.

Le concept fut donc considéré comme valide, surtout avec des composants plus compacts et plus fiables, et il devint populaire auprès des planificateurs militaires, car ces armes étaient considérées comme « défensives » et moins susceptibles de provoquer une escalade nucléaire que les autres armes nucléaires tactiques[23]. Néanmoins, pour des raisons politiques et de sécurité, ces armes ne pouvaient être stockées qu'en Europe de l'Ouest et pas dans une ville. Le Detachment A fut donc relevé de cette mission qui ne pouvait pas être menée depuis Berlin.

Une autre mission fut confiée au Detachment A, élargissant la palette de ses compétences. En 1957, Willy Brandt devint le maire de Berlin. Il était

extrêmement populaire à l'Ouest – apportant son soutien inconditionnel à l'OTAN face à la menace soviétique – et détesté à l'Est. En 1961, les Américains eurent vent d'un projet d'attentat contre lui organisé par les services de l'Est (RDA et URSS). Le commandement de l'USCOB décida de discrètement évaluer son niveau de protection.

Deux opérateurs du Detachment A furent chargés de suivre Willy Brandt nuit et jour et d'élaborer plusieurs scénarios d'attaque basés sur l'étude des vulnérabilités du système. Rapidement, plusieurs possibilités d'action se dégagèrent :

– un tir à courte distance depuis un véhicule avec une arme munie d'un silencieux, car le maire suivait chaque jour le même rituel en s'arrêtant tous les matins au même kiosque pour acheter son journal favori. Dans la confusion créée, le véhicule pouvait rapidement quitter la zone et disparaître ;

– un tir de sniper à 300 mètres ciblant le maire dans sa salle à manger où il dînait chaque soir avec sa famille et dont la fenêtre donnait sur un lac. Après avoir tiré depuis la rive opposée, le sniper pouvait abandonner l'arme dans le lac et disparaître dans la nature ;

– une attaque de son véhicule sur le trajet menant à sa résidence, facilitée par la présence de plusieurs points de ralentissement et de canalisations d'égouts passant sous la chaussée, où il était facile de placer un engin explosif télécommandé.

Une fois le rapport remis et commenté, des mesures de renforcement de la sécurité de Willy Brandt furent prises. La qualité de l'évaluation réalisée par le Detachment fut reconnue, ce qui contribua à son évolution vers des missions de contre-terrorisme.

Au début des années 1970, le commandement du Detachment A s'intéressa de très près à une nouvelle forme d'infiltration au-delà du mur, via ***les tunnels et les canaux*** de Berlin. Comme il était admis qu'en cas de conflit, aucun vecteur aérien ne pourrait être utilisé pour passer à l'Est et que les déplacements en ville seraient nécessairement limités par sa prise de contrôle par les forces est-allemandes et soviétiques, les seuls moyens restants étaient les voies souterraines. Or, des kilomètres de tunnels – métro, égouts, canalisations et autres galeries techniques (électricité, maintenance industrielle) –, le plus souvent inondés ou laissés à l'abandon, couraient sous la ville[24]. Une partie

d'entre eux était condamnée, mise sous alarme et gardée par des soldats de RDA. Mais tous n'étaient pas répertoriés et certains n'étaient connus que de quelques personnes.

Suite à une rencontre avec un officiel qui connaissait ces tunnels, le Detachment A entreprit une série de reconnaissances. L'une d'entre elles déclencha une alarme côté RDA, qui, croyant à une tentative d'invasion, mobilisa des troupes prêtes à riposter. Cette péripétie ne mit pas un terme à l'étude de cette possibilité d'infiltration à l'Est. Tunnels et canaux se révélèrent d'excellentes et discrètes voies de communication, permettant de cacher du matériel et même d'évacuer des blessés. Ils devinrent une spécialité du Detachment A qui développa ses compétences en matière d'*underwater operations* (UWO).

Depuis 1965, la Team 2 était devenue l'élément nautique du Detachment après avoir suivi des formations à la plongée dans les lacs de Berlin (Wannsee), dans la rivière Havel, ainsi qu'à la base d'Andrews où se trouvait une piscine olympique avec une fosse de plongée de sept mètres, utilisée pour l'instruction et les tests de matériels[25]. Dès lors, l'entraînement s'intensifia, car les conditions de plongée dans les canaux étaient très pénibles et angoissantes (eaux sombres et froides, absence de visibilité et impossibilité d'utiliser des lampes), et pleines de dangers en raison de la présence de structures métalliques immergées et de bateaux en mouvement.

En 1972, le Detachment envoya dix hommes de la Team 2 en Crête suivre un cours de plongée dispensé par le 10th SFG, puis, en 1973, un stage encadré par le Seal Team 2 pour se former aux démolitions sous-marines. Comme les plongeurs des forces spéciales devaient pouvoir intervenir avec des appareils de respiration autonome en circuit fermé, une autre formation eut lieu auprès des nageurs de combat de la RFA, la Kampfschwimmerkompanie (KSK)[26]. En 1975, la Team 2 revint à Eckenförde, la base de la KSK, pour se former aux techniques de navigation sous-marine et de plongée tactique par moins de dix mètres de profondeur, dans les eaux froides et sombres de la Baltique. Puis 1976, les missions de pénétration sous-marine fut transférée à la Team 3 qui, avec la Team 4, devait rester dans Berlin en cas de conflit pour assurer une mission de *stay-behind*.

La spécialisation antiterroriste

Berlin-Ouest a toujours abrité des communautés contestataires, cherchant à échapper au service militaire en RFA et protestant contre la présence des armées occidentales et la guerre du Viêt Nam. Une partie de ces activistes se radicalisèrent dans les années 1970, à l'image de la bande à Baader[27] ou des Cellules révolutionnaires (RZ). Ces groupes d'extrême gauche qui allaient se livrer à des attentats étaient encouragés et soutenus (entraînement, finance, équipements) par le département XXII du Ministerium für Staatssicherheit (MFS), le service d'espionnage et de contre-espionnage de la RDA, dans le but de déstabiliser l'Ouest.

Face aux attaques visant des personnalités et des installations américaines, la police ouest-allemande décida de renforcer ses capacités d'investigations antiterroristes. Mais il fallut le drame de la prise d'otages des athlètes israéliens en 1972 à Munich par des terroristes palestiniens – et le fiasco de l'opération de libération menée par la police bavaroise – pour que soit créée une unité d'intervention spécialisée, le GSG-9. En 1975, le Joint Chiefs of Staff (JCS) demanda au commandement de l'US Army en Europe (EUCOM) de développer rapidement sa propre capacité antiterroriste. La mission fut alors confiée au Detachment A[28].

L'unité n'était pas réellement novice en la matière puisque, début 1974, le SOTFE lui avait demandé de fournir des équipes de tireurs d'élite pour soutenir les forces de la Military Police (MP) qui devaient mener l'assaut en cas d'attaque terroriste sur des avions américains dans les aéroports berlinois. Cette expérience fut loin d'être satisfaisante, car le Detachment A et la MP étaient en total désaccord sur la façon de conduire l'intervention. Aussi au printemps 1974, six membres du Detachment furent envoyés suivre le cours *Counter-Air Crime* du FBI, qui était alors la seule agence à avoir réfléchi à la meilleure manière de traiter ce genre de situation.

C'est la Team 3 qui fut chargée de développer les compétences antiterroristes afin de pouvoir conduire des interventions. Plusieurs de ses membres furent envoyés à Quantico suivre le programme de formation antiterroriste du FBI. Puis, à partir d'avril 1977, le Detachment A (Teams 3 et 4) commença à s'entraîner avec le GSG-9 dans son centre de formation de Sankt Augustin, situé au sud de Bonn. Ces stages de trois semaines portaient sur le tir à courte et longue distance, les techniques d'assaut et d'entrée en force dans un

bâtiment ou un aéronef, l'emploi d'explosifs, les techniques de conduite rapide, offensive et défensive, etc. Durant les deux années suivantes, plusieurs *teams* suivirent ce stage.

Dans le cadre du traité régissant le fonctionnement de Berlin (*Four Power Agreement*), ni l'Armée allemande (Bundeswehr) ni le GSG-9 – qui était une unité de la police fédérale – ne pouvaient intervenir dans la ville. Aussi, suite à la tragédie de 1972, une unité d'intervention fut créée au sein de la police berlinoise, le Sondereinstazkommando (SEK). Le Detachment A prit l'habitude de travailler et de s'entraîner régulièrement avec lui. Au demeurant, les liens tissés entre les deux unités étaient considérés comme utiles à la mission *stay-behind* du Detachment, les membres du SEK étant réputés être farouchement anticommunistes.

Fin 1977, le terrorisme devint la principale menace pesant sur Berlin, devant celle d'une invasion par les forces est-allemande et soviétique. Aussi, l'entraînement aux techniques de tir et aux tactiques d'intervention en milieu clos supplanta la préparation des missions de guerre non conventionnelle. En 1978, l'allocation de munitions affectées au Detachment A dépassa celle de l'entière brigade de Berlin et la compagnie aérienne Pan Am mit des appareils Boeing 727 et 737 à disposition de l'unité afin qu'elle puisse parfaire son entraînement à la libération d'otages sur avion.

La fin de l'année 1979 fut marquée par un événement majeur : ***la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran***. Le 4 novembre 1979, une centaine d'étudiants radicalisés donnèrent l'assaut au bâtiment et prirent 56 Américains en otage sous prétexte que le Shah était autorisé par le président Carter à recevoir des soins médicaux aux États-Unis. Le nouveau gouvernement iranien ne fit rien pour résoudre ce problème et les leaders radicaux menacèrent de tuer les otages en cas d'intervention des États-Unis.

Dès le 9 novembre, parallèlement aux actions diplomatiques, les autorités militaires commencèrent à réfléchir à une intervention de vive force. Mais celle-ci se révélait très complexe :

– Téhéran était très éloigné de toute frontière amie ou alliée, donc inaccessible par hélicoptère ;

– le bâtiment de l'ambassade était situé en pleine ville ;

– les otages étaient regroupés dans deux endroits différents, à la chancellerie de l'ambassade pour la majorité (53) et au ministère des Affaires étrangères

iranien, pour le reste (3) ;

– le président Carter souhaitait une action la moins « intrusive » possible ;

– de plus, la direction des opérations de la CIA se déclara incapable de fournir des renseignements fiables, suite à une réduction majeure de ses effectifs dans le pays ayant entraîné la démoralisation du personnel restant et la disparition de ses réseaux locaux. Elle refusa donc de fournir des informations, de peur de compromettre ses quelques agents locaux, comme par défiance vis-à-vis de l'armée.

Au Pentagone, une Joint Task Force (JTF 179) fut constituée le 12 novembre afin de préparer l'opération. L'unité d'intervention retenue fut la Delta Force. Mais sans l'assistance de la CIA, elle allait devoir effectuer elle-même les reconnaissances pour obtenir des renseignements tactiques. Comme il s'avérait que l'assaut sur l'ambassade allait mobiliser tout son effectif, Delta déclara ne pas pouvoir mener ces deux missions. Le Detachment A fut donc chargé :

– d'effectuer les reconnaissances et recueillir les renseignements concernant les objectifs ;

– d'accueillir et assister les forces d'intervention pendant leur infiltration dans Téhéran ;

– de libérer les trois otages détenus au ministère des Affaires étrangères iranien.

À Berlin, afin ne pas attirer l'attention sur une activité inhabituelle, il fut décidé que tous les exercices et entraînements prévus seraient maintenus, que la constitution des équipes resterait inchangée et que les éléments qui effectueraient les reconnaissances en Iran seraient pris parmi les opérateurs disponibles, soit dans les Teams 2, 4 et 6.

Après quelques entretiens avec la CIA à Francfort, deux opérateurs du Detachment A furent choisis (« MG » et « Scotty »). Ils se virent remettre de faux papiers et une légende leur permettant d'entrer et de se déplacer en Iran. Les deux hommes furent rejoints par un sergent des forces spéciales à la retraite (R. Meadows) et un sergent de l'US Air Force (« Fred »), né en Iran et leur servant d'interprète. N'ayant pas d'expérience des interventions antiterroristes, Meadows et Fred furent chargés d'accueillir et de guider les troupes d'assaut dans la ville jusqu'aux cibles. Formés à ces techniques, MG et Scotty recueilleraient les renseignements, sachant quelles informations rechercher.

En avril, les quatre hommes partirent pour Téhéran par des chemins différents. Sur place, pendant une semaine, Scotty et MG purent reconnaître

les bâtiments dans lesquels étaient détenus les otages, leur environnement, l'état et l'attitude des forces iraniennes en présence. Puis ils procédèrent à la reconnaissance en véhicule[29] de tous les itinéraires d'accès et de fuite, de jour comme de nuit. En prenant des photos et des vidéos, ils purent compléter les cartes et photographies aériennes existantes. Ils ne furent pas inquiétés et revinrent en Allemagne par des itinéraires différents, puis rejoignirent Francfort où ils furent débriefés.

Au sein du Detachment A, de Berlin, ce ne fut pas une tâche facile de sélectionner les opérateurs qui participeraient à la mission de libération des otages, car tous voulaient être choisis. Au final, neuf hommes furent sélectionnés. Début mars, ils furent officiellement mis au courant de leur mission qui consisterait à :

– libérer les trois otages retenus au ministère des Affaires étrangères iranien ;

– les conduire au stade de football situé à côté de l'ambassade ;

– s'exfiltrer avec le reste des forces en hélicoptère vers l'aérodrome de Manzariyeh, tenu par une compagnie de Rangers.

Commença alors la préparation de la mission, notamment le choix de la meilleure méthode possible pour entrer au ministère des Affaires étrangères tout en bénéficiant de l'effet de surprise pour libérer les otages. Néanmoins, les opérateurs constatèrent rapidement qu'ils manquaient cruellement de renseignements adaptés. Aussi, à partir du 17 avril 1980, MG et Scotty retournèrent quelques jours en Iran pour une ultime reconnaissance des objectifs, préparer l'accueil des hélicoptères et le guidage des forces d'assaut. Ils furent rejoints par Meadows qui se chargea de la reconnaissance des itinéraires entre le hangar, la zone d'atterrissage finale, baptisée *Desert Two*, et les cibles.

La date d'intervention fut fixée au 24 avril et, le 19, l'équipe du Detachment A quitta Berlin à bord d'un C-130 en direction de l'Égypte. La manœuvre générale de l'opération *Eagle Claw* était la suivante (cf. carte en annexe) :

– regroupement initial de tous les éléments en Égypte, sur la base de Wadi Qina ;

– transport vers l'île de Masirah (Oman) ;

– embarquement des forces d'assaut (120 hommes) dans six avions C-130 à Masirah en direction du point *Desert One* (désert de Dasht-e Kavir) au cours

de la nuit du 24 avril ;

– décollage de huit hélicoptères RH-53 du porte-avions *Nimitz*, croisant en mer d'Oman, en direction de *Desert One* ;

– sur place, ravitaillement en carburant des hélicoptères, embarquement des combattants et envol vers le point *Desert Two* (distant de 300 km) situé à 75 km de Téhéran ;

– arrivée à *Desert Two*, accueil par l'élément précurseur (Detachment A), embarquement dans les camions, transfert vers le hangar, camouflage et repos pendant la journée du 25 ;

– nuit du 25 avril, guidage vers les objectifs, assaut, libération et récupération des otages, regroupement au stade, exfiltration par hélicoptères vers l'aérodrome de Manzariyeh et transfert dans deux C-141 Starlifter pour l'évacuation finale.

Comme l'intervention ne devait pas excéder 24 heures, l'équipement des opérateurs Detachment A fût réduit au minimum : un fusil d'assaut (M16) ou un pistolet-mitrailleur (Walther MPK) ; un pistolet automatique avec silencieux (Hi-Standard HDM, calibre 22 LR) ; des munitions ; un couteau ; une lance thermique portable pour faire fondre les serrures ; un peu de nourriture et de l'eau. Les hommes étaient en civil afin de passer inaperçus en ville.

Mais la mission fut un échec, à cause de la collision d'un hélicoptère et d'un avion transportant du carburant, due à une tempête de sable sur *Desert One*. Huit opérateurs moururent brûlés. L'opération fut annulée et tous les participants furent rapatriés à Oman puis vers la RFA pour l'équipe du Detachment A[30]. L'élément précurseur en attente à *Desert Two* fut averti par radio et se replia sur Téhéran. Livrés à eux-mêmes et en très fâcheuse posture, les hommes décidèrent de s'exfiltrer d'Iran au plus vite. Après des moments d'angoisse au milieu d'une foule hostile et de forces de sécurité omniprésentes à la recherche d'Américains, ils réussirent à embarquer le 29 avril sur un vol Air France et à rejoindre l'Europe.

Suite à cet échec retentissant, une deuxième opération de libération des otages (*Snowbird*) fut envisagée. La participation du Detachment A fut de nouveau sollicitée, avec le même objectif : libérer les trois otages détenus au ministère des Affaires étrangères. L'opération ne reposait plus sur la surprise, mais sur une action de vive force, une équipe conduisant un assaut héliporté et

deux autres assurant la sécurité au sol. Les Teams 1, 3 et 5 furent choisies pour cette mission et s'entraînèrent intensivement, d'abord à Berlin, puis au camp Rudder (Florida Ranger School). Mais l'intervention fut annulée, les otages ayant été libérés par les Iraniens à l'occasion de l'élection du président Reagan, en novembre 1980.

L'échec de la mission *Eagle Claw* et l'annulation de l'opération *Snowbird* furent douloureusement vécus par les membres du Detachment A, qui les ressentirent comme des opportunités manquées de faire la preuve de leur capacité d'action directe en matière de contre-terrorisme.

La grande leçon tirée de cette crise iranienne fut le succès de la reconnaissance de terrain menée de façon clandestine par l'équipe de terrain du Detachment A. Cela conduisit à la création d'une unité secrète dédiée à la reconnaissance et au renseignement tactiques au profit des forces spéciales : le Field Operations Group (FOG[31]).

Les dernières années de l'unité (1981-1984)

De retour à Berlin, les hommes reprirent leur mission originelle : préparer des actions afin de retarder l'invasion soviétique de Berlin-Ouest. La mission de contre-terrorisme repassa alors au second plan.

Le point d'orgue de l'activité était la participation à l'exercice annuel *Reforger*[32] qui réunissait les troupes de l'OTAN et des forces de sécurité allemandes en RFA. Près du tiers de l'effectif de l'unité (25 hommes sur 90) participait à cette manœuvre, opérant en civil par petites cellules de trois hommes menant une vie totalement clandestine au milieu d'une population suspicieuse. En utilisant uniquement des méthodes de communication non techniques (boîte aux lettres mortes, contacts clandestins, etc.), ils recueillaient du renseignement sur les forces ennemies, mettaient en place des filières d'évasion pour les pilotes abattus et effectuaient divers sabotages.

En juillet 1981, le commandement de l'OTAN visita le Detachment A à Berlin et lui fixa un nouveau cadre de mission : acquisition de renseignements stratégiques sur l'ennemi et tactiques sur les objectifs à détruire[33]. Le principe de quatre équipes opérant au-delà du mur et de deux équipes restant à Berlin-Ouest pour y effectuer des sabotages fut conservé. En fin de visite, le SACEUR posa la question de la sûreté opérationnelle (OPSEC[34]) de l'unité. En ce domaine, le Detachment A ne répondait à aucun critère réglementaire en tant

qu'unité à vocation spéciale. Il ordonna donc que ce problème soit résolu. Suite à cette visite et à la redéfinition des missions du Detachment, un nouveau cycle de formation et d'entraînement fut mis en place, fondé sur l'expérience et la méthodologie du SAS britannique.

L'unité n'abandonna pourtant pas son entraînement au contre-terrorisme. En 1983, une cellule de quatre hommes participa, pour la troisième fois, à l'exercice *Red Sails* à Southampton, en Angleterre. Dirigé par le MI6, il s'agissait d'une sorte de jeu antiterroriste entre les États-Unis, jouant le rôle des terroristes, et les Britanniques, chargés de les neutraliser. En prévision de cet exercice, en novembre 1982, deux membres du Detachment effectuèrent en Grande-Bretagne un court séjour de reconnaissance et d'équipement de zone en moyens de communication clandestins. Durant tout l'exercice, les Anglais gardèrent un œil sur les attaquants en les faisant contrôler par la police et en filmant les actions de sabotage. L'exercice fut un succès et les Britanniques furent impressionnés par la maîtrise des techniques de vie et d'action clandestines de l'équipe américaine.

En raison de ses compétences, le Detachment A fut également sollicité à plusieurs reprises. Elle fut d'abord chargée de surveiller un réfugié est-allemand qui avait attiré l'attention et la suspicion du renseignement militaire, puis, en juin 1984, elle assista les douanes et le SEK berlinois à l'occasion d'une importante opération de surveillance des activités d'un gang de contrebandiers d'Europe de l'Est, lesquels furent tous arrêtés.

Entretemps, l'audit OPSEC mené par la Special Operations Division (SOD[35]) rendit ses conclusions. Elles étaient totalement imprévues et inattendues :

– le Detachment A et ses activités étaient une des priorités des agences de renseignement soviétiques et est-allemandes ;

– à sa création, dans les années 1950, l'unité n'avait pas bénéficié d'un statut officiel lui permettant d'être conforme, dès le départ, aux normes OPSEC ;

– les « légendes » couvrant l'unité et les opérateurs s'étaient érodées au fil du temps et ces informations étaient certainement connues des services adverses ;

– toutes les dépenses concernant l'unité passaient par le département financier de l'US Army, lequel employait des civils allemands, avec donc d'importants risques de fuites ;

– les missions, méthodes et capacités de l'unité, comme les identités de ses

membres, étaient connues du département G-3 qui employait du personnel militaire et civil dont le niveau d'habilitation n'aurait pas dû lui permettre de connaître l'existence du Detachment ;

– enfin, suite au désastre de l'opération *Eagle Claw*, un article du magazine *Newsweek* d'août 1980 avait évoqué l'existence d'une unité secrète basée à Berlin.

En conséquence, la SOD recommanda que, pour rendre la tâche plus difficile à l'ennemi soviétique, le Detachment A soit dissout et remplacé par une nouvelle unité basée en un lieu différent. Cette nouvelle unité serait assujettie dès le départ aux normes OPSEC. Il fut aussi décidé qu'aucun homme ayant servi au sein du Detachment A ne pourrait y être affecté. Ainsi, début 1983, dans le plus grand secret, un bâtiment du camp Roosevelt fut remis en état pour accueillir la future unité qui ne disposait pas encore d'appellation. Le recrutement et la formation des recrues commencèrent également, en mettant l'accent sur l'apprentissage des langues étrangères, car le nouvel effectif comptait plus d'Américains que d'Européens.

En novembre 1983, alors que les hommes du Detachment se préparaient pour l'exercice annuel *Flintlock*, leur commandant leur annonça la dissolution de l'unité et la création d'une nouvelle entité qui rependrait ses missions. Le Detachment A resta en alerte pour des missions de contre-terrorisme jusqu'en juin 1984 et fut officiellement dissout le 1er octobre 1984.

Le « PSSE » – Berlin (1984-1990)

En 1984, la nouvelle unité prit le nom d'US Army Physical Security Support Element – Berlin (PSSE-B), rattachée à la 287th Military Police Company. Elle était donc également implantée à Berlin-Ouest afin d'y réaliser ses entraînements en temps de paix et d'y conduire ses opérations en temps de guerre. Sa mission officielle, lui servant de couverture, était d'effectuer des audits de vulnérabilité des sites de l'Armée américaine à Berlin afin de les protéger d'attaques terroristes. Cette couverture permit de justifier les nombreux entraînements tactiques.

L'organisation du PSSE-B était en tout point identique à celle d'une unité de MP – y compris l'obligation de porter l'uniforme et les attributs des MP, détestés au sein de l'armée –, mais la structure opérationnelle était conforme à celles des autres unités des forces spéciales. Son personnel de soutien

administratif et technique fut par ailleurs renforcé et l'appellation de « *teams* » fut remplacée par celle de « *platoons* » – numérotés P-17, P-23, P-34, P-43, P-52 et P-61 – pour créer un peu plus de confusion chez les services de renseignement ennemis.

Cependant, quelques erreurs administratives commises lors de la création du PSSE-B firent que des liens purent être établis par les services adverses entre l'ancien Detachment A et la nouvelle unité. En effet, quelques opérateurs ayant servi au Detachment furent réaffectés au PSSE-B. De plus, la nouvelle unité poursuivit les entraînements communs avec la police allemande, que son prédécesseur avait mis en place.

Si le Detachment A était dissout, les missions qui avaient été les siennes restaient d'actualité. À partir d'avril 1984, le PSSE-B reprit la préparation des missions de renseignement et de sabotage mises au point par leurs anciens pendant les trente années précédentes :

– avec six équipes, être en mesure de fournir, dès l'ouverture des hostilités, du renseignement de qualité au commandement (mission prioritaire) ;

– organiser des sabotages retardateurs derrière les lignes ennemies.

En décembre, l'unité reçut sa véritable désignation classifiée : le 410th Special Forces Detachment et continua de participer à des exercices annuels type *Reforger* et *Flintlock* pour affiner ses tactiques et techniques.

L'année 1985 fut riche en événements tragiques : la mort du major Nicholson de la mission militaire de liaison américaine, abattu par un soldat soviétique en RDA en mars ; le détournement du vol TWA 847 par des chiites libanais, en juin ; et la prise d'otages du paquebot *Achille Lauro* en octobre. À l'occasion des deux dernières affaires, chaque fois le PSSE-B fut mis en alerte et prépositionné, mais ne fut pas employé. La préparation aux missions de guerre non conventionnelle en zone urbaine se poursuivit à travers plusieurs exercices à l'occasion desquels les opérateurs se familiarisèrent avec l'utilisation de moyens de communication non techniques (boîte aux lettres mortes, contacts clandestins, etc.) qui étaient beaucoup plus sûrs que les moyens radioélectriques, mais rallongeaient énormément le délai de transmission des informations. Parallèlement, plusieurs exercices antiterroristes et entraînements avec le GSG-9 permirent à l'unité d'entretenir ses compétences en ce domaine.

Toutefois, pour « faire vivre » sa couverture, le PSSE-B dut accomplir de nombreuses missions d'évaluation du niveau de sûreté de sites américains à

l'étranger. Cela concerna des ambassades, des consulats et des sites militaires stratégiques en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Ces activités étaient extrêmement prenantes, occupant 60 % du temps de l'unité – alors qu'elles n'auraient dû en prendre que 25 à 30 % – et la détournant de ses véritables missions.

En août 1986, sous l'autorité d'un nouveau commandant, les évaluations de vulnérabilité de sites furent transférées à une cellule du commandement de l'US Army Europe à Stuttgart, ce qui permit à l'unité de se reconcentrer sur ses missions véritables. Au cours des années suivantes, chaque équipe dut réévaluer ses plans et les soumettre au jugement critique du nouveau commandant. L'entraînement mit l'accent sur l'utilisation des moyens modernes de communication (radio HF et Satcom), chaque homme devant pouvoir émettre et recevoir des messages de 15 mots/minute.

Les entraînements et exercices antiterroristes se poursuivirent également. Le PSSE-B se réarticula en quatre sections d'assaut et deux sections de tireurs d'élite/observateurs et l'unité fut dotée des meilleurs équipements disponibles (armement, lunettes de vision nocturne, protections balistiques, etc.). Enfin, les liens furent resserrés avec la CIA qui ouvrit les portes de sa division technique et fit profiter le PSSE-B des meilleurs dispositifs optiques et électroniques de surveillance.

Puis, à la surprise de tous les observateurs, le mur de Berlin commença à être détruit dans la nuit du 9 novembre 1989, bientôt suivi de l'ouverture des frontières de la RDA vers la Hongrie. Les compétences linguistiques des hommes du PSSE-B furent alors employées pour apporter une aide au Joint Allied Refugee Operations Center de Berlin afin de gérer l'afflux de réfugiés de l'ex-Allemagne de l'Est arrivant en RFA. Puis la Guerre froide prenant fin et l'URSS étant en voie de dislocation, le PSSE-B fut officiellement dissout le 15 août 1990, le nouvel environnement géopolitique ne justifiant plus son maintien.

Le 10th FSG de Bad Tölz reprit alors à sa charge les missions antiterroristes de l'unité. Les opérateurs du PSSE-B rejoignirent leurs camarades de l'ex-Detachment A soit dans les différents groupes de forces spéciales, soit pour certains au sein de la CIA.

Durant ses 34 années d'existence, cette unité changea plusieurs fois de nom et ne compta jamais plus de 90 opérateurs. Mais ce sont au total plus de

800 hommes qui y servirent. Aucun d'entre eux n'oublia l'extraordinaire épopée que fut le fait d'avoir servi dans la seule unité militaire américaine clandestine en Europe, spécialisée à la fois dans la guerre non conventionnelle en milieu urbain et dans les opérations antiterroristes, et qui opéra jusqu'en Iran, loin de son théâtre d'opérations initial.

1. En 1948, Staline ordonna à ses troupes de bloquer toutes les routes d'accès à Berlin afin de faire plier les Occidentaux. Il en résulta la mise en place d'un gigantesque pont aérien afin de ravitailler la ville, qui dura 300 jours. Le leader soviétique fut obligé de céder et rouvrir les voies de circulation menant à la capitale allemande.

2. Elle comprenait deux officiers et dix sous-officiers. Au commandement, un capitaine secondé par un lieutenant et un sergent ancien ; un sergent spécialiste « opérations et renseignement » ; deux sergents spécialistes « armement » ; deux sergents spécialistes « démolition » ; deux sergents spécialistes « transmissions » ; deux sergents spécialistes « médecine ». Outre sa spécialité principale, chaque membre avait une spécialité secondaire afin de suppléer un autre équipier en cas de nécessité. Tous étaient des instructeurs confirmés capables de former des résistants locaux. En cas de besoin, une A-Team pouvait être dissociée en deux éléments de six hommes ou quatre éléments de trois hommes.

3. Le commandement et les services des bataillons étaient appelés B-Team et C-Team.

4. John Prados, *Les Guerres secrètes de la CIA*, *op. cit.*, p. 365.

5. Le fameux béret vert, signe distinctif des US Special Forces spéciales, apparut au 77th SFG en 1953 à Fort Bragg. Il ne fut approuvé officiellement par le président Kennedy qu'en 1961. Néanmoins, le béret et l'insigne furent portés de manière régulière mais officieuse dès 1955 et jusqu'en 1962.

6. En se consacrant aux actions de guérilla derrière les lignes soviétiques, le 10th SFG faisait figure d'exception au sein des Special Forces. En effet, les Bérets verts opérant dans les autres régions du globe se concentraient davantage sur la contre-insurrection et l'assistance militaire (John Prados, *op. cit.*, p. 365).

7. John Prados, *op. cit.*, p. 365.

8. *Ibid*.

9. Une grande partie des informations ci-après sont issues du livre de James Stejskal, *Special Forces Berlin: Clandestine Cold War Operations of the US Army's Elite. 1956-1990* (Casemate, Philadelphie, 2017).

10. Bataillon des services du commandement américain à Berlin.

11. Le *Lodge-Philbin Act* (juin 1950) autorisait le recrutement d'étrangers non résidents pour servir dans une unité combattante de l'Armée américaine. Cela permit d'enrôler des hommes venant du bloc de l'Est (Ukraine, Allemagne, Hongrie, Tchécoslovaquie) et d'anciens soldats allemands (Wehrmacht ou SS) pour servir dans les forces spéciales. Après cinq ans et de bons états de service, ils pouvaient obtenir la citoyenneté américaine. Ce fut une sorte de « Légion étrangère » de l'US Army.

12. Les techniques d'évasion (*formation E&E : Escape & Evasion*) faisaient l'objet d'une attention toute particulière. À Berlin, les exercices se déroulaient de nuit dans la forêt de Grünewald (25 km^2). Chaque participant devait traverser une zone de trois kilomètres, patrouillée par la police et des chiens. En RFA, les opérateurs, censés être des prisonniers évadés d'un camp – vêtus d'un treillis, sans pièce d'identité et sans argent –, étaient largués en camion par groupes de cinq au sud de Bremerhaven et devaient rejoindre Bad Tölz, situé à 850 km au sud. Tous les policiers sur le trajet étaient avertis et traquaient les fuyards. Les

résultats furent bons avec une moyenne de dix jours pour rejoindre la base.

13. À cette époque, les radiocommunications entre les opérateurs et leur base se faisaient par radio HF. C'était certainement l'activité clandestine la plus dangereuse. Les messages devaient donc être courts et rapides. Les radios devaient pouvoir envoyer et recevoir, en morse, 20 mots/minute. Toutes les armées et les polices des pays de l'Est disposaient d'unités de surveillance radiogoniométrique traquant les émetteurs clandestins. Ce fut donc en permanence un jeu du chat et de la souris avec un formidable entraînement pour les radios du Detachment A.

14. Bien que l'option de parachuter des équipes derrière les lignes ennemies soit totalement irréaliste – Berlin était entourée de défenses antiaériennes et les aéroports auraient probablement été neutralisés dès le début d'un conflit –, l'entraînement aéroporté fut maintenu afin que les membres de l'unité conservent la qualification « *Airborne* »… et la prime afférente !

15. Les documents est-allemands trouvés après la chute du mur en 1989 prouvèrent que les autorités de la RDA avaient planifié une attaque combinée et la prise de Berlin en trois jours par des unités d'élite, suivies immédiatement par le déploiement de 600 officiers de renseignement de la Stasi chargés des arrestations de leaders politiques, de journalistes et d'intellectuels.

16. En prévision, 10 000 armes avaient été stockées en divers lieux de la ville.

17. Ces deux *teams* n'avaient pas pour mission d'opérer en RDA et devaient rester dans Berlin en cas d'invasion pour y organiser la résistance.

18. Suite à l'édification du mur, le Detachment A reçut deux nouvelles missions en cas de conflit : bloquer, au moyen d'explosifs, les lignes du métro de Berlin qui entraient en secteur américain ; préparer discrètement des démolitions de portions du mur pour permettre aux troupes américaines de sortir de la ville.

19. À l'origine, la CIA avait prévu le recrutement d'environ 400 agents, chiffre qu'elle n'atteint jamais.

20. L'accord de Londres du 14 novembre 1944 sur « les mécanismes de contrôle en Allemagne » entre les quatre puissances occupant l'Allemagne autorisait le déploiement d'unités de renseignement militaire pour « la surveillance des activités militaires et l'amélioration des relations entre les Alliés et les Soviétiques ». Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France disposaient chacun d'une mission et les Soviétiques en avaient trois (une par secteur occidental).

21. Les caches étaient régulièrement visitées pour s'assurer qu'aucune n'ait été compromise. En 1970, plusieurs d'entre elles furent ouvertes, mais aucun matériel ou équipement ne fut volé ou endommagé. En 1990, lors de la dissolution de l'unité, toutes les caches furent retrouvées et vidées.

22. En 1960, le sergent Joe Garner des forces spéciales de l'US Army fut le premier à effectuer un saut en parachute avec une petite ADM.

23. Richard J. Aldrich, *GCHQ: The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, HarperPress, Londres, 2019, p. 248.

24. Berlin compte plus de kilomètres de canaux qu'Amsterdam.

25. L'assistance médicale était assurée, en cas d'accident, par un caisson de décompression qui se trouvait en secteur français, sur le Tegeler See.

26. Ils utilisaient le système Dräger LAR-III, meilleur que le système Emerson utilisé par les Seals. Le Dräger fut adopté par le Detachment.

27. Également appelée Rote Armee Fraktion (RAF).

28. Deux autres attaques terroristes poussèrent ensuite le JCS à accélérer le processus : le raid de libération des otages d'Entebbe (Ouganda) mené par le sayeret Matkal, une unité militaire israélienne en juin 1976 ; et le détournement d'un avion de la Lufthansa à Mogadiscio (Somalie), en octobre 1977, crise résolue par l'intervention du GSG9. Aussi, en juin 1977, les Américains décidèrent de mettre sur pied deux unités contre-terroristes, le 1st Special Forces Operational Detachment-Delta – plus connu sous le nom de Delta Force – et le Seal Team 6.

29. Dès février, la CIA avait envoyé sur place Bob Plan, un de ses *contractors* (ex-OSS), pour assurer le support logistique de la mission. Cet homme ayant l'habitude de voyager et travailler dans cette zone, il fut chargé d'acheter des camions, des voitures, de vérifier leur état et de louer un hangar pour abriter ces véhicules. L'agence installa également une radio pour assurer un moyen de communication.

30. Les détails de l'opération du Detachment A sont décrits dans le livre de James Stejskal, *Special Forces Berlin, op. cit.*

31. Cf. chapitre 11.

32. *Return of Forces to Germany*.

33. *Strategic Intelligence Collection and Target Acquisition* (SICTA).

34. L'OPSEC est la démarche destinée à se prémunir des risques que peut courir une unité si des informations sensibles étaient obtenues par l'ennemi. Son processus a pour but de mettre en place un plan de protection et de contre-mesures.

35. Cf. chapitre 12.

CHAPITRE 11

« THE ACTIVITY »

Suite à la désastreuse opération *Eagle Claw* (24 avril 1980), une commission d'enquête du Pentagone, présidée par l'amiral Holloway, fut chargée d'étudier les raisons de l'échec de l'intervention. Ses conclusions furent les suivantes :

– manque de préparation : les unités engagées n'avaient jamais travaillé ensemble ni organisé d'exercices communs pour préparer l'intervention ;

– traditionnels cloisonnement et rivalités interarmes ;

– absence de contrôle centralisé ;

– incapacité de la CIA à fournir des renseignements utiles à l'opération ;

– absence d'hélicoptères à long rayon d'action et support aérien en partie défaillant, les hélicoptères et les pilotes de l'US Navy n'étant ni habitués ni entraînés à ce type de mission ;

– communication de crise non maîtrisée, puisqu'un officiel du Pentagone révéla à la presse[1] l'existence d'une équipe au sol à Téhéran avant même que celle-ci ne quitte le territoire iranien.

De tous ces enseignements, ce sont les déficiences en matière de renseignement qui apparurent les plus marquantes. Lorsqu'il prépara l'opération, le général Vaught sollicita la CIA afin d'obtenir des renseignements sur l'ambassade et le quartier environnant, le nombre de gardes, le type d'armes qu'ils utilisaient et les types de serrures des portes ; mais l'Agence ne put répondre à ses demandes. D'une part, celle-ci ne disposait ni de l'expertise ni des ressources humaines pour recueillir rapidement ces renseignements de nature opérationnelle. En effet, la CIA se consacre traditionnellement à la recherche de renseignements d'ordre politique en recrutant des sources situées à des niveaux administratifs ou gouvernementaux élevés. Or, la Joint Task Force 179 avait besoin de renseignements fiables et précis sur l'endroit où se trouvaient les otages, et sur leurs conditions de détention[2]. D'autre part,

Langley affirmait que la révolution iranienne avait entraîné la perte de presque tous ses agents et contacts en Iran[3].

Néanmoins, l'analyse de l'opération permit d'identifier un élément très positif : la réussite de la mission de renseignement menée clandestinement par les membres du Detachment A de Berlin, qui parvinrent à s'infiltrer sous couverture à Téhéran, à y effectuer les reconnaissances d'objectifs et d'itinéraires et à s'exfiltrer par des moyens civils.

Fort de cet enseignement, et parce que la CIA s'était révélée incapable de satisfaire ses besoins, le Pentagone décida de se doter d'une unité composée d'agents clandestins capables de recueillir des renseignements tactiques nécessaires à la préparation d'opérations spéciales. Cette nécessité était d'autant plus urgente que, suite à l'échec de la première tentative de libération des otages, une deuxième opération (*Snowbird*) fut lancée dès mai 1980.

En la matière, le Pentagone ne partait pas de rien. En effet, courant 1979, l'US Army avait mis sur pied un petit groupe de Special Forces[4] chargé de conduire en secret des audits de sûreté des ambassades américaines situées dans des pays à risque (Amérique latine et Moyen-Orient). Il s'agissait de monter de véritables dossiers d'objectifs en se mettant à la place des assaillants, d'identifier les vulnérabilités et de proposer des mesures. Ces audits permettaient aussi de disposer d'un descriptif complet de l'agencement interne des bâtiments, dans le but de faciliter une potentielle intervention de la Delta Force en cas de prise d'otages. Les hommes devaient être capables de s'infiltrer clandestinement dans un pays – en civil et munis de faux passeports –, de photographier l'ambassade américaine, d'étudier la disposition des lieux, les points d'entrée et de sortie du bâtiment, les modèles de serrures installés sur les portes… Exactement le type d'informations qui firent cruellement défaut lors de la préparation de l'opération *Eagle Claw*.

En raison de la détérioration de la situation politique au Nicaragua – Washington craignait d'éventuelles actions du nouveau gouvernement sandiniste d'inspiration marxiste ayant renversé le dictateur Anastasio Somoza – la première mission concerna l'ambassade de Managua. Ironie du sort, l'ambassade de Téhéran était prévue au programme, mais plus tard…

Field Operations Group (1980-1981)

Ainsi, en juillet 1980, l'US Army créa sa propre unité de renseignement

secrète, capable d'intervenir dans le monde entier en employant des spécialistes du renseignement humain et technique. Cette unité, indépendante du JSOC, s'appelait le Field Operations Group (FOG[5]) et avait pour mission :

– d'entrer, séjourner et sortir clandestinement d'un pays ;

– d'y effectuer des reconnaissances d'objectifs et d'itinéraires ;

– de suivre et surveiller des cibles humaines par des moyens humains et/ou techniques ;

– de préparer la voie à une intervention armée de forces spéciales (infiltration et exfiltration) ;

– de mener des actions offensives pouvant être démenties par le gouvernement.

Son premier commandant fut le colonel Jerry King, un officier des forces spéciales qui opéra au sein du 7th SFG pendant la guerre du Viêt Nam, et participa aux opérations pilotées par la CIA dans le Military Assistance Command/Vietnam – Studies and Observation Group (MAC/V-SOG[6]). Puis il devint le responsable des opérations de guerre non conventionnelles au Comité des chefs d'état-major interarmées (JCS) et fut l'adjoint du général Vaught lors de l'opération *Eagle Claw*. De plus, il était proche du colonel Charlie Beckwith, le fondateur de la Delta Force, car tous les deux avaient participé, dans les années 1960, à un programme d'échange avec le SAS britannique.

Devant l'urgence de la situation, les premiers membres du FOG furent recrutés au sein de la Delta force du colonel Beckwith, car ses membres étaient les seuls ayant suivis une instruction militaire et antiterroriste complète, indispensable pour ce genre de missions. En complément, ils reçurent une formation aux opérations clandestines.

Dans le cadre de l'opération *Snowbird*, le colonel Jerry King se vit confier les missions suivantes[7] :

– acquisition de renseignements tactiques sur les objectifs désignés ;

– reconnaissance des itinéraires d'infiltration et d'exfiltration ;

– destruction des moyens de communication du commandement iranien ;

– sabotage de plusieurs radars aériens ;

– préparation des zones de poser d'avions et de parachutage ;

– conduite d'actions de diversion ;

– récupération et exfiltration de personnel laissé sur place.

En dépit d'une préparation beaucoup plus rigoureuse que la première fois, cette seconde intervention ne put avoir lieu, car les otages détenus dans l'ambassade furent dispersés par les Iraniens en petits groupes dans Téhéran, rendant l'identification des nouveaux lieux de détention quasiment impossible. Finalement, la crise prit fin avec la libération des otages après l'élection du président Reagan, le 20 janvier 1981, grâce à l'intermédiation du gouvernement algérien.

US Army Intelligence Support Activity (1981-2002)

Suite à la libération des otages, le dispositif mis en place pour leur libération fut démonté. Mais, afin de ne jamais se retrouver dans une situation similaire, le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, décida de conserver et de développer le FOG et d'en faire une unité permanente. C'est ainsi que le 29 janvier 1981, le général Meyer autorisa la création de l'US Army Intelligence Support Activity (USA-ISA), plus communément dénommée ISA ou encore « The Activity ».

La Maison-Blanche perçut en effet rapidement l'intérêt qu'offrait une telle unité rattachée au Pentagone : elle lui permettait de conduire des opérations à l'étranger en échappant à la loi selon laquelle toutes les opérations clandestines de la CIA devaient faire l'objet de rapports au Congrès. Or cette loi ne s'appliquait pas aux opérations militaires. Grâce à elle, la Maison-Blanche pouvait faire ce qu'elle voulait et le Pentagone devint ainsi le responsable et le pivot des opérations clandestines les plus sensibles du pays[8].

L'Army Intelligence and Security Command (INSCOM) fut chargée de la création de l'unité. Sa mise sur pied ne fut pas tâche aisée. Elle dut composer avec les dissensions interarmes, l'hostilité d'une partie du Pentagone, le rôle ambigu que joua la CIA – qui se savait incapable d'effectuer ces missions, mais craignait l'émergence d'une unité concurrente – et la position de l'administration Reagan qui s'attacha à dissimuler la création de cette unité au Congrès.

Néanmoins, en quelques mois, le Pentagone jeta les bases ce qui allait devenir une mini-CIA ultra-secrète, une unité capable de collecter des renseignements dans le monde entier via des moyens humains et techniques, afin de permettre la conduite d'actions de contre-terrorisme. Il était entendu que cette unité demeurerait une entité secrète, y compris vis-à-vis du Congrès.

Le 3 mars 1981, la FOG, toujours placée sous le commandement du colonel King et basée à Arlington (Virginie), fut renommée USA-ISA. Elle se vit officiellement rattachée à l'US Army[9], sous la dépendance unique de l'*Assistant Chief of Staff for Intelligence* (ACSI). Au départ, son existence et ses activités furent classifiées sous le nom de *Tactical Concept Activity*, son administration et son budget camouflés sous le programme d'accès spécial *Royal Cape*. Par la suite, elle fut financée à travers plusieurs autres *Special Access Programs*[10] garantissant le secret de ses activités. Leur montant demeurait inférieur à 4,9 millions de dollars, seuil à partir duquel le Congrès devait être avisé. Ainsi, pendant longtemps l'ISA demeura secrète, opérant sous différents noms de code[11].

En mars 1989, une affaire de trafic d'armes dans laquelle fut impliqué un ancien officier de l'ISA attira la lumière sur l'unité avec, pour conséquence, la décision de sa dissolution à la fin mars. En fait, l'INSCOM ne procéda qu'à un changement de nom et de programmes d'accès spécial, et l'unité devint le Tactical Coordination Detachment (TCD), financé via le programme d'accès spécial *Capacity Gear*. Ce changement permit à l'unité de disparaître un peu plus aux yeux du Congrès et ses engagements opérationnels furent protégés par un changement de nom de code systématique à chaque opération afin de brouiller les pistes : *Granite Rock*, *Power Keg*, *Centra Spike*, *Torn Victor*, *Cemetery Wind*, *Robin Court*, *Gray Fox*… En 1997 eut lieu un nouveau changement d'appellation. Le Tactical Coordination Detachment devint le Security Coordination Detachment (SCD). Depuis le début des années 2000, lorsque l'ISA envoie du personnel en mission, ils opèrent toujours sous le nom de Task Force Orange (TFO).

Recrutement et formation

Au départ, l'unité ne comportait que 25 opérateurs issus du FOG. Puis le colonel King lança une campagne de recrutement ouverte aux personnels masculins et féminins de l'US Army, sous-officiers ou spécialistes, déjà brevetés parachutistes ou acceptant de le devenir. Le recrutement fut orienté en fonction des besoins spécifiques de l'unité afin de pourvoir les postes dans les différentes branches (HUMINT, TECHINT/SIGINT et Action), ainsi que sur d'autres critères particuliers tels que l'appartenance à une minorité ethnique (hispanique, asiatique, moyen-orientale), la maîtrise de langues étrangères, la

double nationalité ou la possession d'un passeport étranger. Puis, le recrutement s'ouvrit à des spécialistes issus de l'Air Force et de la Navy.

Les candidats passaient par un redoutable processus de sélection qui les plaçait en permanence dans des situations physiques éprouvantes et des circonstances psychologiques stressantes, dans le but de tester leur résistance mentale à la pression, leur ténacité, leurs facultés d'adaptation et de jugement, et surtout leur motivation. Quel que soit leur grade ou leur spécialité, tous devaient subir le même processus de sélection.

Une fois retenus, les membres devaient suivre et réussir une formation très spécifique à l'unité, l'*Operations Training Course* (OTC), permettant à tous d'acquérir ou de parfaire certaines techniques telles que le parachutisme, l'orientation, la connaissance et l'utilisation des armes, les techniques d'intervention antiterroristes, la survie en milieu hostile, les premiers secours et toutes les techniques et tactiques liées à l'espionnage humain et technique. Une fois que le candidat avait achevé sa formation, son nom était retiré de la liste officielle du personnel de l'armée pour être placé dans un annuaire confidentiel réservé aux membres des unités secrètes. La durée moyenne d'affectation des opérateurs dans l'unité était de trois ans.

Missions et organisation

La mission de l'ISA resta la même que celle du FOG : collecte clandestine de renseignements tactiques et soutien opérationnel aux unités d'intervention antiterroristes. L'ISA devait être capable de fournir n'importe quel type de renseignement nécessaire à la réalisation d'une opération spéciale.

Au départ, le cahier des charges prévoyait une unité forte de 50 opérateurs. Au fil du temps et des événements, cet effectif grossit pour atteindre le chiffre d'environ 300 puis 600 spécialistes de la collecte de renseignements, des langues et de la surveillance électronique.

Outre le commandement[12] et la direction de l'administration et du personnel, l'unité était organisée en plusieurs branches :

– *renseignement humain* (HUMINT). Ses opérateurs (les *spooks*) étaient les yeux et les oreilles de l'unité sur le terrain, chargés de l'observation et de la surveillance de cibles, de la reconnaissance d'itinéraires, de la planification d'infiltrations et d'exfiltrations, de la préparation de *safe houses*, du recrutement et du traitement d'agents locaux, ainsi que de l'analyse et de la diffusion des

renseignements obtenus ;

– *renseignement technique* (TECHINT/SIGINT). Ses membres (les *knob-turners*) s'occupaient de la surveillance du spectre radio et de tous les moyens de communication techniques (radio, téléphonie mobile, réseaux), du suivi de balises, de la cybersécurité et du cyber espionnage[13] ;

– *opérations*. Ses hommes (les *shooters*) constituaient la partie la plus secrète de l'unité. S'entraînant régulièrement avec les Delta et les Seals, ils étaient chargés de missions d'action directe (capture et élimination de terroristes[14]) ;

– *support technique aux opérations*. Cette branche était responsable du développement d'équipements spéciaux, du camouflage et de leur intégration dans des objets usuels. Ce support était assuré en partie par la branche technique DARISSA[15] ;

– *soutien aérien*. L'ISA disposait de son propre escadron d'aviation, composé d'environ 300 à 1 000 personnes selon les sources, issues des trois armées.

En mars 1984, le colonel King fut écarté du commandement de l'ISA et nommé à un poste dans la 82nd Airborne Division à Fort Bragg. Il fut remplacé par le colonel H. J. Floyd, spécialiste du renseignement, qui réorganisa l'unité. Il créa une direction « recherche et analyse », organisée en secteurs (Amérique latine, Moyen-Orient et Afrique) ; une direction « exploitation » des renseignements recueillis sur le terrain ; et une direction « traitement et gestion de la menace », chargée d'exploiter toutes les informations venant des divers services de renseignement (CIA, DIA, NSA, NRO).

En avril 1985, lors de la dissolution de la Special Operations Division (SOD[16]) du Pentagone, sa composante aérienne – dénommée Seaspray – passa sous le contrôle de l'ISA sous le nom de Flight Concept Division – nom de code « Quasar Talent[17] ».

En 1986, la structure de commandement fut renforcée et une cellule d'entraînement de six spécialistes fut rajoutée à la direction des opérations. L'unité participa à nombreux exercices d'interventions armées et d'actions nocturnes, tout en mettant l'accent sur les formations en langues étrangères et sur les techniques de vie clandestine en pays étranger. En août 1986, le colonel Floyd, frustré de toutes les rancunes et blocages de son unité par les autorités militaires, le Département d'État et la CIA, démissionna et fut remplacé par le colonel John Lackey, ayant travaillé avec le Bureau d'état-major adjoint pour le renseignement (ACSI). En même temps, l'unité déménagea d'Arlington pour

aller s'implanter à Fort Belvoir (Virginie).

Mais c'est surtout à partir de 2002, sous l'impulsion de Donald Rumsfeld, alors secrétaire à la Défense, que l'ISA prit véritablement son envol en se libérant du carcan des autorisations administratives, vingt ans après sa création. L'identité de l'unité et de ses membres fut inscrite dans un listing particulier protégé par le *Special Access Program Titrant Ranger*, soustrayant ainsi l'unité au contrôle de l'US Army Special Operations Command et la plaçant sous l'autorité de l'USSOCOM et le contrôle direct du JSOC, avec une liberté de manœuvre pour monter et réaliser ses opérations.

Dans le cadre de la *Global War on Terror*, Donald Rumsfeld voulait que les forces spéciales puissent être capables de poursuivre les terroristes partout dans le monde et de les capturer ou de les neutraliser sans avoir à souffrir des délais d'obtention des différentes autorisations. Le problème était que l'USSOCOM était là pour aider et supporter les cinq commandements régionaux qui contrôlaient les opérations militaires américaines dans le monde entier, et non pas pour passer au-dessus de leur autorité.

En 2003, l'unité fut transférée au JSOC et changea de nouveau de dénomination pour devenir la Mission Support Activity (MSA) – ou plus souvent dénommée TF Orange – et se concentra sur les opérations au profit de la Delta Force et du Seal Team 6. En raison de l'amélioration de la qualité des renseignements que lui apporta la MSA, le JSOC devint plus disposé à s'engager dans des missions à haut risque.

Opérations

1981, Italie : opération Winter Harvest

Le 17 décembre 1981, le général américain James Dozier, responsable de la logistique du commandement sud de l'OTAN était enlevé à Vérone par le groupe terroriste Les Brigades rouges. Le JSOC envoya aussitôt une petite équipe de la Delta Force et proposa son aide aux Italiens. Mais, par suite d'un manque de coordination et de rivalités internes, le Commandement des forces des États-Unis en Europe (EUCOM) et l'ambassade américaine refusèrent la présence du JSOC. Désireux de préserver ses bonnes relations avec Rome, le gouvernement américain accepta de limiter son action à une assistance technique aux forces italiennes en matière de renseignement d'origine électromagnétique – surveillance et écoute des émissions et communications

radio et radiotéléphoniques – en fournissant opérateurs, matériels et hélicoptères spécialement équipés. Une équipe de vingt-cinq opérateurs de l'ISA fut envoyée dans la péninsule et travailla en relation avec la NSA qui positionna un satellite au-dessus de la Méditerranée pour découvrir la cache des kidnappeurs. L'ISA intercepta des informations de localisation et les croisa avec l'analyse des consommations électriques des maisons des quartiers identifiés. L'unité parvint à isoler un appartement suspect au deuxième étage d'un bâtiment situé dans le quartier de Guizza, à Padoue. Sur place, une surveillance physique confirma le renseignement et l'assaut fut mené par l'unité d'intervention de la police italienne. Le général Dozier fut libéré le 28 janvier 1982 après six semaines de détention. L'action de l'ISA fut tenue confidentielle.

1981, Irak : opération Great Falcon

Bien que le terrorisme fût devenu un sujet d'inquiétude majeur pour les États-Unis, la menace d'une invasion soviétique en Europe de l'Ouest était toujours présente. Aussi, lorsque se présenta l'occasion de pouvoir observer de plus près le nouveau char russe T-72, l'ISA décida d'organiser une opération. Dans le cadre de sa guerre contre l'Iran, le régime irakien avait désespérément besoin d'artillerie à longue portée que Moscou refusait de lui fournir. Oudaï Hussein, le fils aîné de Saddam Hussein, s'en ouvrit à un membre de l'ISA qui tentait de le recruter. L'unité imagina alors un marché : les Américains fourniraient des obusiers M107 de 175 mm avec ses munitions ; en échange, Bagdad leur livrerait un char T-72. Les Irakiens furent si contents de cette proposition qu'ils décidèrent d'offrir en plus un hélicoptère Hind et un chasseur MIG-25. Toutefois, à la dernière minute, Saddam Hussein prit peur des éventuelles conséquences de cette transaction et de la réaction des Soviétiques s'ils venaient à découvrir ce marché. L'affaire ne se fit donc pas, mais elle montra le niveau des sources que parvenait à recruter l'ISA, la CIA reconnaissant qu'elle n'avait pas de tels contacts de ce niveau.

1982-1986, Salvador, Honduras, Nicaragua : opération Queens Hunter

Au début des années 1980, la situation des pays d'Amérique centrale préoccupa sérieusement le gouvernement Reagan qui craignait, après la révolution sandiniste du Nicaragua (1979), que les autres pays basculent sous l'influence soviétique. Washington décida alors d'aider le gouvernement

salvadorien en lui fournissant des informations pour lutter d'une part, contre une rébellion d'extrême gauche, le FMLN, et d'autre part, contre des « escadrons de la mort » d'extrême droite. La CIA et la NSA ne pouvant intervenir – l'interception et le suivi des communications radio ne pouvaient se faire qu'au plus près du terrain –, l'ISA fut alors engagée. Elle utilisa un avion Beechcraft King Air 100 de Seaspray, équipé des dernières technologies en matière d'interceptions, qui opéra à partir de la ville San Pedro Sula au Honduras. Cette mission, qui ne devait initialement durer que trente jours, fut victime de son succès et dura plus de trois ans. Les renseignements obtenus étaient envoyés directement depuis l'avion et par satellite à la NSA et à la CIA qui les retransmettaient au gouvernement salvadorien. L'opération *Queens Hunter* permit de fournir des renseignements tactiques à l'Armée salvadorienne – conseillée par des membres des forces spéciales américaines – qui l'aidèrent à venir à bout des rebelles. Elle permit également d'obtenir des renseignements sur le soutien apporté au FMLN par le gouvernement sandiniste du Nicaragua et sur l'armée de Managua contre laquelle se battaient les Contras, soutenus par la CIA. Enfin, des renseignements furent également recueillis sur divers groupes armés du Honduras. La NSA, extrêmement satisfaite de cette opération, augmenta le nombre d'avions Beechcraft King Air 100 engagés, lesquels volèrent jusqu'à six heures par jour au-dessus du Salvador et du Nicaragua, et renforça ses liens avec l'ISA.

Parallèlement, l'unité opéra dans tous les pays d'Amérique centrale avec pour mission de baliser des itinéraires d'infiltration, de reconnaître d'éventuelles zones de poser ou de parachutage, et de créer des points d'appui clandestins au cas où les forces spéciales américaines devraient intervenir dans un de ces pays. L'ISA créa plusieurs sociétés commerciales fictives[18] permettant aux opérateurs d'avoir une couverture afin de justifier leur présence et leurs déplacements dans la région. À partir de 1985, les membres de l'ISA entraient et sortaient directement du Nicaragua sans passer par l'ambassade, tant leurs légendes étaient solides[19].

1982, États-Unis : affaire POW/MIA Vietnam

À la fin des années 1970, le drame des soldats américains toujours prisonniers de guerre (POW) ou disparus au combat (MIA) au Viêt Nam était toujours d'actualité. En 1979, une source de la DIA confirma la présence de prisonniers

dans un camp laotien. Ces informations furent confirmées par des sources humaines et techniques. Le président Reagan ordonna alors que ces soldats soient libérés.

En 1981, une mission officielle (*Velvet Hammer*) fut organisée par le Pentagone avec la participation de Seaspray, de la Delta Force et de l'ISA. Mais l'ISA, de son côté, avait aussi monté une opération officieuse et parallèle avec une société privée dirigée par un vétéran du Viêt Nam, Bo Gritz, spécialisé dans ce genre d'action. Elle lui fournit de l'argent, du matériel d'observation et de communication, des billets d'avion, un faux passeport, des numéros de téléphone et des renseignements. L'opération officielle fut annulée, car aucune information ne vint confirmer les observations de la source de la DIA, et surtout les détails de cette affaire commençaient à fuiter, semant la panique au Pentagone. Toutefois, l'ISA poursuivit son action parallèle jusqu'à ce qu'elle découvre, en mars 1983, que Gritz allait témoigner devant le sous-comité de la Chambre des représentants qui voulait démêler cette sombre affaire. Elle comprit que ce dernier allait chercher à se couvrir, vu la tournure des événements. L'ISA cessa alors toute relation avec lui. Cette affaire entraîna une enquête du Congrès sur l'unité. En mai 1983, le *New York Times* révéla l'existence d'une unité militaire secrète, ce qui faillit causer la dissolution de l'ISA. Un intense lobbying de la part de Frank Carlucci (secrétaire adjoint à la Défense) et de Bill Odom (sous-chef d'état-major pour le renseignement et futur directeur de la NSA de 1985 à 1988) sauva son existence, mais lui imposa de strictes règles de contrôle[20]. Néanmoins, même pendant cette période agitée, les missions continuèrent, certaines diligentées par la CIA.

1982 : Soudan, Arabie saoudite

Dans le cadre de la protection du président soudanais Gaafar Numeiry et de ses proches contre des terroristes sponsorisés par la Libye, une équipe ISA composée de spécialistes du renseignement, d'experts en détection/neutralisation d'explosifs (NEDEX) et de maîtres-chiens fut envoyée sous couvert d'une mission de conseil militaire. Suite à l'enlèvement d'Occidentaux – dont des missionnaires américains – à Boma (frontière Soudan/Kenya/Éthiopie), l'équipe technique de l'ISA aida les Soudanais à localiser les ravisseurs, qui furent attaqués, et à libérer les otages. Cette action permit aussi de récolter des rensei-gnements sur les mouvements de troupes

libyennes et éthiopiennes dans la zone.

La même année, une équipe de l'ISA se joignit à un détachement de la Delta Force chargé de former une unité spéciale au sein de la Garde nationale saoudienne et de prendre en charge la protection de membres de la famille royale.

1983-1984 : Liban

Le 18 avril 1983, une attaque terroriste détruisit une partie de l'ambassade américaine de Beyrouth, faisant 63 morts, dont 17 Américains, parmi lesquels 6 officiers de la CIA. L'attentat fut revendiqué par le groupe chiite Amal. En réponse, 1 500 *marines* furent déployés à Beyrouth et une petite équipe de l'ISA fut envoyée sur place pour analyser la situation en termes de renseignement. En dialoguant avec toutes les parties prenantes, elle mit en exergue le manque de coordination et d'échanges d'informations entre la station de la CIA, le personnel de sécurité de l'ambassade, les forces spéciales entraînant l'Armée libanaise et le détachement de *marines*, comme avec les Israéliens et la population de Beyrouth. Elle insista sur le fait que la menace terroriste n'était pas suffisamment prise en compte. Mais son rapport fut largement ignoré, en partie à cause de la franche hostilité de l'armée traditionnelle vis-à-vis des forces spéciales. Pourtant, les informations émanant d'interceptions confirmèrent l'imminence d'une attaque d'envergure. Le 23 octobre, un camion piégé détruisit le QG américain de l'aéroport international de Beyrouth**,** tuant 241 militaires. Une nouvelle équipe de l'ISA fut aussitôt déployée au Liban, avec pour mission de préparer une intervention de représailles du JSOC contre des positions militaires tenues par le Hezbollah et les Syriens. Des itinéraires, zones de poser, de parachutage et d'amerrissage, ainsi que des *safe houses* furent reconnus pour permettre l'infiltration et l'action de forces spéciales avec le soutien de milices chrétiennes. L'ISA procéda également à des reconnaissances en vue de kidnapper ou de neutraliser les principaux chefs des groupes terroristes soutenus par l'Iran. De retour aux États-Unis, l'équipe présenta ses dossiers au plus haut niveau, en vain. Aucune action de représailles ne fut entreprise et les attentats continuèrent à Beyrouth avec, en point d'orgue, l'enlèvement et l'exécution du chef de station de la CIA, William Buckley, ce qui engendra la disparition complète du réseau d'agents et d'informateurs de l'Agence.

1983, île de la Grenade : opération Urgent Fury

Le 13 octobre 1983, le Premier ministre de la Grenade fut renversé par un mouvement révolutionnaire d'extrême gauche aidé par des troupes cubaines. Cette situation fut aggravée par la présence, sur l'île, d'étudiants américains pris en otage. Le président Reagan ordonna alors une opération militaire – 7 000 hommes – afin de reprendre l'île et d'évacuer les étudiants. Or, la CIA ne possédait aucune source sur place et l'ISA ne fut pas déployée préalablement à l'invasion américaine suite à la défiance provoquée par l'affaire POW/MIA. En conséquence, les forces d'intervention manquèrent cruellement de renseignements opérationnels. Au lieu de les employer pour libérer les étudiants détenus sur le campus de l'université, l'état-major commit la très grave erreur d'engager ses unités antiterroristes Delta Force et Seal Team 6, sans reconnaissance préalable, contre des objectifs militaires conventionnels – tâches auxquelles sont entraînées d'autres unités. D'où probablement les importantes pertes qui caractérisèrent l'action des unités spéciales américaines au cours de cette opération[21].

1984 : îles Seychelles

Le président marxiste des Seychelles, Albert René, décida de se rapprocher de Moscou et d'autoriser dans l'archipel occupant une position stratégique au milieu de l'océan Indien – à mi-chemin entre le cap de Bonne-Espérance et le golfe Persique – la présence de conseillers militaires russes, est-allemands, cubains, libyens et nord-coréens. Il autorisa également des travaux d'installation d'une station de radar est-allemande face à la base navale américaine de Diego Garcia, et envisagea l'idée de permettre aux Soviétiques de construire une base navale. L'ambassadeur américain réclama une aide urgente, en raison de la présence dans l'archipel d'une station américaine de surveillance de l'espace. Il fut décidé d'envoyer une équipe de l'ISA sur place pour obtenir une vision exacte de la situation et recueillir des renseignements tactiques au cas où les forces spéciales devraient intervenir. L'ISA commença à étudier un plan d'évacuation du personnel américain en infiltrant clandestinement une équipe chargée de reconnaître des points d'entrée possibles, d'étudier les itinéraires d'infiltration et d'exfiltration, les différents scénarios d'action et les cas non conformes en cas de contacts armés avec l'opposition. Mais une nouvelle fois, l'ISA se heurta à la défiance du Pentagone et du Département

d'État, dont les autorisations étaient nécessaires pour son déploiement, ce qui retarda le départ de l'équipe. La mission fut finalement approuvée, mais la situation locale s'étant apaisée entre-temps, le déploiement n'eut pas lieu.

1985 : Liban

Le 14 juin 1985, le vol TWA 847 reliant Athènes à Rome fut détourné et ses 153 passagers – parmi lesquels 135 Américains – furent pris en otages par des membres du groupe terroriste chiite Hezbollah qui exigèrent la libération de 700 prisonniers détenus en Israël. Par manque de carburant, l'avion du se poser à Beyrouth et un otage américain fut abattu. Le JSOC reçut l'ordre de préparer une mission de libération des otages, mais son déploiement fut retardé, l'Armée de l'air n'ayant pu assurer rapidement son transport sur place. Les éléments du JSOC parvinrent finalement à s'envoler pour Chypre avec les hélicoptères de la Task Force 160 et de Seaspray. Un détachement de l'ISA les y rejoignit, notamment des spécialistes de l'électronique et des opérateurs SIGINT. Ensemble, ils commencèrent à s'infiltrer dans Beyrouth par petits groupes.

Parallèlement, l'ISA déploya deux équipes de *shooters* par vols commerciaux, à Beyrouth et à Alger, pour envisager une intervention au cas où les forces spéciales n'arriveraient pas à temps. L'équipe infiltrée clandestinement à Beyrouth signala alors la dispersion des otages en plusieurs lieux de la ville, ce qui rendait une mission de libération très complexe, voire impossible. De plus, lors de son escale au Liban, l'avion contrôlé par les terroristes embarqua des combattants et des armes supplémentaires avant de se rendre à Alger, où les autorités refusèrent aux Américains l'autorisation de monter une opération sur leur sol. Finalement, Israël accepta de libérer 700 prisonniers chiites et les 30 derniers otages furent conduits à Damas pour y être remis à l'ambassadeur américain.

L'impossibilité d'intervenir fut ressentie comme une énorme vexation par le commandement du JSOC, d'autant que les querelles entre les forces spéciales et l'armée conventionnelle persistaient. Le chef d'état-major de l'US Army, apprenant que l'ISA avait été employée pour cette opération sans qu'il en ait été averti, eut une réaction violente. Il imposa à l'unité de déposer des demandes administratives avant d'entreprendre une quelconque mission. Face à ces restrictions, le colonel Floyd demanda la désactivation immédiate de l'ISA, ce qui ne fut pas accepté.

1985-1986, Liban : opération Round Bottle et réseau Felix

En septembre 1985, dans le but de localiser six otages américains détenus par le Hezbollah au Liban, l'ISA recruta et dirigea à Beyrouth un réseau d'agents issus de diverses milices, principalement chrétiennes, dénommé Felix. À partir de 1986, ce réseau livra de très nombreuses informations sur les lieux de détention d'otages américains. L'ISA transmettait ces renseignements à la CIA et la NSA. Ils étaient alors recoupés et vérifiés par image satellitaire et s'avérèrent toujours exacts. L'ISA prépara alors une mission de sauvetage approuvée par Ronald Reagan, avec pour mission supplémentaire la récupération et l'exfiltration des équipes d'intervention. Un plan de sauvetage audacieux et minutieux fut monté (*Round Bottle*), mais jamais déclenché à cause des révélations dans la presse américaine d'une négociation secrète « armes contre otages » conduite parallèlement avec les Iraniens par le lieutenant-colonel Oliver North du National Security Council.

1985-1986, Honduras : opération Grazing Lawn

En Amérique centrale, la menace soviétique était de plus en plus marquée et des forces spéciales américaines furent déployées (Task Force Bayonet) afin de mener des actions de formation ou d'assistance aux armées locales. Le rapprochement entre le président sandiniste Daniel Ortega et les Soviétiques amena le président Reagan à envisager d'envahir le Nicaragua pour s'opposer à l'avancée de Moscou dans la région. Une équipe de l'ISA fut alors envoyée sur place pour recueillir du renseignement tactique sur les troupes sandinistes, dans l'optique d'une invasion militaire du pays. L'équipe opérait à partir de Tegucigalpa (Honduras) avec un avion SIGINT et recueillait également des données à partir d'une station fixe située sur une montagne proche de la frontière avec le Nicaragua. La sécurité rapprochée des installations étant assurée par une équipe action de l'ISA. Une partie des renseignements obtenus fut transmise aux Contras luttant contre les troupes sandinistes.

1987, golfe Persique : opération Prime Chance

Une équipe de l'ISA fut déployée dans le golfe Persique à l'été 1987, afin de prendre part à l'opération *Prime Chance* qui avait pour but de protéger les navires pétroliers, car l'Iran avait commencé à attaquer les tankers koweïtis. L'équipe recruta un réseau d'agents au sein de la Marine iranienne qui avaient été formés par des Américains et partageaient leurs valeurs. Ce réseau transmit

beaucoup de renseignements de valeur sur les déploiements navals iraniens, des emplacements de lance-missiles et de dépôts de munitions. Ce réseau passa plus tard sous contrôle de la CIA, mais fut découvert par les Iraniens qui le retournèrent pour faire passer de fausses informations aux Américains. En parallèle, une équipe SIGINT de l'ISA fut déployée dans la zone et aida l'US Navy à recueillir des informations. Il s'agissait notamment de localiser les bateaux poseurs de mines iraniens, grâce aux patrouilles nocturnes de petits hélicoptères AH6 Little Bird, volant au ras de l'eau.

1989-1993, Colombie : opération Heavy Shadow

Dès 1986, le président Reagan avait déclaré la guerre aux trafiquants de drogue d'Amérique latine, plaçant cette menace au même niveau que l'expansion du communisme. En effet, l'argent de la drogue fournissait des ressources aux groupes révolutionnaires qui, en retour, louaient leurs services aux trafiquants. Quand George Bush parvint à la Maison-Blanche en 1988, il ordonna au Pentagone d'engager les forces spéciales dans cette lutte[22] et l'ISA fut de nouveau en première ligne, chargée de rechercher du renseignement tactique afin de préparer d'éventuelles futures interventions.

À partir d'août 1989, elle participa à la surveillance des barons de la drogue et plus particulièrement de Pablo Escobar. Une équipe SIGINT – opérant sous le nom de code « Centra Spike » à partir de l'ambassade américaine de Bogota et de la base aérienne de Palencaro – fut envoyée pour collecter le maximum de renseignements d'origine électromagnétique à partir de deux avions Beechcraft King Air, employant la même méthode qu'au Salvador. Les renseignements étaient transmis aux forces de sécurité colombiennes qui se chargeaient de l'arrestation ou de la neutralisation des chefs des cartels. Tous les moyens de télécommunication radio utilisés par les *narcos* furent surveillés, y compris les conversations cellulaires des téléphones mobiles, leurs messages interceptés et décodés. Grâce à l'analyse de ces données, l'équipe de l'ISA put dresser une cartographie de tous les contacts de Pablo Escobar dans la société colombienne, ce qui constitua un atout déterminant pour le succès de la lutte, malgré toutes les complicités dont celui-ci disposait dans les forces de sécurité. Sentant l'étau se resserrer autour de lui, Escobar décida de se rendre aux autorités colombiennes pour éviter une extradition vers les États-Unis. Il se fit construire une prison-palais d'où il continua à diriger son empire en toute impunité.

L'ISA quitta alors la Colombie.

En juillet 1992, le nouveau président colombien, Cesar Gaviria, décida de faire transférer Escobar dans une prison militaire. Ce dernier en profita alors pour s'évader et les autorités de Bogota requirent de nouveau l'aide américaine. En juillet 1992, l'équipe TECHINT de l'ISA reprit sa mission et les forces d'intervention colombiennes furent assistées par des équipes de la Delta Force et des Seals[23]. Et tous les moyens de la Navy, de l'Air Force et de la CIA[24] furent mis à contribution afin d'en finir avec Escobar. À l'automne, la station fixe de l'ISA à Medellín identifia le radiotéléphone d'Escobar et le localisa dans un faubourg au sud-ouest de la ville. Une équipe colombienne de surveillance mobile put alors localiser la maison, l'assaut fut donné et Escobar fut tué en tentant de fuir.

1991, Irak : opération Desert Storm

En janvier 1991, l'ISA participa à un important raid du SBS britannique visant à détruire un centre de communication irakien situé à Amarya, à 50 km de Bagdad, par lequel transitaient des câbles de fibres optiques reliant le commandement au front. La mission de l'ISA était de récupérer une certaine longueur de câbles pour pouvoir les étudier et mettre au point des systèmes d'interception. La mission fut un succès, car elle modifia l'opinion du commandement militaire vis-à-vis des opérations spéciales – le général Schwartzkopf, commandant l'opération *Desert Storm*, les tenait en piètre estime – et permit aux spécialistes américains et britanniques de mettre au point de nouvelles techniques d'interception sur fibres optiques qui leur servirent plus tard.

1993, Somalie : opération Gothic Serpent

En soutien de la Task Force Ranger, une équipe de l'ISA fut déployée à Mogadiscio pour participer à la chasse aux « seigneurs de la guerre » somaliens et notamment localiser Mohamed Farah Aïdid. La mission fit appel à des moyens SIGINT opérés par l'ISA et des sources humaines traitées par la CIA. Les interceptions techniques donnèrent peu de résultats, car l'ennemi, formé par les Soviétiques, utilisait le moins possible les moyens de communication radioélectriques. Quant aux sources humaines, elles se révélèrent très peu fiables.

Toutefois, suite à un renseignement transmis par l'une de ces sources, une opération héliportée destinée à capturer les principaux lieutenants d'Aïdid fut réalisée avec succès le 3 octobre 1993. Mais l'intervention tourna au désastre lorsque les unités d'intervention furent prises à partie en ville, alors qu'elles s'en retiraient. Le bilan fut de 18 soldats américains tués et 84 blessés[25]. Le président Clinton ordonna alors le retrait des troupes de Somalie. D'un point de vue tactique, la leçon tirée de cette action fut que toute mission spéciale avait besoin de sa propre équipe de renseignements humain et technique, indépendante de la CIA, mais capable de travailler avec elle. Cela renforça la position de l'ISA, dont l'existence devint enfin acceptée par l'armée et par l'Agence.

1996-2000, Balkans : opération Amber Star

Désireux d'aider à mettre fin à la guerre ravageant l'ex-Yougoslavie, les États-Unis s'investirent dans la capture des criminels de guerre serbes pour les traduire devant la cour pénale internationale (CPI) de La Haye (opération *Amber Star*). Ils détachèrent sur place des éléments de la Delta Force et du Seal Team 6, et des opérateurs SIGINT de l'ISA opérant sous le nom de code « Torn Victor ». Ils travaillaient avec les SAS britanniques et les forces spéciales hollandaises. Alimentées en permanence par des renseignements tactiques issus des interceptions, les premières opérations d'arrestations eurent lieu à partir de juillet 1997. Le SAS se montra particulièrement actif et bien plus entreprenant que les équipes américaines, freinées par un commandement qui rechignait à trop exposer ses troupes de peur de représailles. L'un des objectifs majeurs d'*Amber Star* était le leader serbe Radovan Karadzic, réfugié à Pale, en secteur français. Américains et Britanniques parvinrent à le capturer grâce à l'action combinée d'éléments de la CIA, de la NSA, de Torn Victor, du MI6 et de la 14th ISC britannique.

2001, Afghanistan : opération Enduring Freedom

L'ISA, sous l'appellation de Task Force Orange (TFO), fut très active en soutien de la Task Force Sword, regroupant 2 000 forces spéciales américaines et britanniques dans leur lutte contre les talibans et Al-Qaïda. La mission principale de la Task Force Sword, qui opérait dans le sud de l'Afghanistan, était de poursuivre et de neutraliser les *high-value targets* (HVT) et de les

empêcher de fuir vers les zones tribales du Pakistan. Sur le terrain, l'ISA utilisa toutes ses ressources : la branche HUMINT fut envoyée dans la région des grottes Tora Bora où Ben Laden était censé être caché et recruta des agents locaux ; la branche SIGINT effectua des interceptions de communications et la localisation d'appareils émetteurs. Certains de ses membres entrèrent dans les zones tribales du Pakistan et y installèrent des appareils d'écoute, car les satellites-espions américains n'étaient pas suffisamment sensibles pour détecter les transmissions radio ou par téléphone portable. La branche « action » se chargea de la protection de ces divers éléments.

L'ISA fut aussi intégrée à la Task Force Bowie et certains de ses membres participèrent aux Advanced Force Operations (AFO), de petites équipes de forces spéciales chargées des reconnaissances à haut risque en profondeur du territoire ennemi, notamment lors de l'opération *Anaconda* dans la vallée de Shahi Kot en 2002. L'unité fut enfin particulièrement active en participant à la recherche de Ben Laden, identifiant et surveillant ses lieutenants pour l'arrêter ou le neutraliser.

2002 : Yémen

À partir de l'année 2000, le Yémen devint un sujet de préoccupation majeur pour les Américains en raison de l'importante activité d'Al-Qaïda dans ce pays et de l'attaque du navire *USS Cole*. Le président Bush envoya des conseillers militaires pour former les forces de sécurité locales et annonça l'implantation d'une *task force* à Djibouti. Une équipe TECHINT de l'ISA fut également envoyée sur place afin de participer à la traque des membres d'Al-Qaïda et à leur neutralisation, en interceptant et en localisant leurs téléphones cellulaires et en transmettant ces données aux drones d'attaque.

Mission Support Activity (2003-…)

En 2003, l'ISA passa sous le contrôle du JSOC et changea de dénomination pour devenir la Mission Support Activity (MSA[26]). Elle allait désormais intervenir en priorité au profit de la Delta Force et du Seal Team 6.

La MSA est responsable de la « préparation opérationnelle de l'environnement », en clair, la recherche clandestine du renseignement préalablement aux interventions. Son personnel est formé à s'infiltrer dans des zones hostiles – mais aussi dans des pays avec lesquels les États-Unis ne sont

pas en guerre – et à y rechercher des renseignements. Certains sont également formés pour éliminer les terroristes lorsque les forces spéciales du JSOC ne peuvent intervenir. La branche SIGINT de la MSA exploite des avions de surveillance et de reconnaissance, comme le RC-12 Guardrail utilisé pendant des années pour suivre les membres d'Al-Qaïda dans les déserts d'Afrique du Nord. La MSA, par la nature très diversifiée de ses missions, est une unité absolument unique au sein des forces spéciales américaines, ce qui explique sa longévité malgré toutes les crises traversées. Elle est stationnée sur au moins cinq bases secrètes aux États-Unis et dispose de plusieurs sites opérationnels permanents dans le monde.

2003, Irak : opération Iraqi Freedom

Dès 2002, durant la phase de préparation à l'invasion, les équipes de l'ISA – une nouvelle fois dénommées Task Force Orange/TFO pour cette opération – furent employées en soutien des opérations spéciales. Les membres de sa branche HUMINT réussirent à recruter des réseaux d'agents dans Bagdad même, et ceux du SIGINT à pirater les câbles de fibres optiques utilisés par les forces irakiennes et à intercepter toutes leurs communications (téléphones fixes, cellulaires, satellitaires, trafic radioélectrique et balises de suivi de mouvements). Pendant l'invasion, la TFO fut la principale fournisseuse de renseignements humains et techniques des forces opérationnelles. Une fois le pays conquis, la TFO participa à la recherche de Saddam Hussein et de sa famille. Ses équipes furent incorporées au sein de la Joint Special Operation Task Force 121[27], composée d'une quarantaine d'opérateurs venant du Seal Team 6, de la Delta Force, du 160th SOAR, de la CIA et des forces spéciales britanniques (SAS et SBS). Environ 100 opérateurs étaient uniquement dédiés à la fourniture du renseignement tactique pour les forces spéciales. C'est la TFO qui obtint les renseignements qui permirent l'élimination du terroriste Moussab Al-Zarqaoui, créateur du groupe Al-Qaïda en Irak, par une frappe aérienne.

Les succès de la TFO durant l'opération *Iraqi Freedom* furent tels que l'on assista à un rapprochement de la MSA avec la CIA – certains opérateurs de la branche HUMINT de l'unité suivirent le cursus de formation des officiers traitants de l'Agence – et avec la NSA, dont elle devint le « fer de lance » pour les opérations de surveillance technique. Ainsi, Fort Meade lui fournit les

meilleurs équipements de pointe pour ses missions.

2003 : Syrie

À partir de l'été 2003, la MSA fut engagée dans des missions de renseignement clandestines en Syrie. Le gouvernement américain était en effet préoccupé par la possibilité que le gouvernement irakien ait déplacé provisoirement des armes de destruction massive en territoire syrien et soupçonnait Damas d'accueillir les combattants étrangers supportant l'insurrection en Irak. La MSA infiltra alors sur place des opérateurs non armés sous couverture commerciale, mission extrêmement dangereuse car effectuée sans aucune protection. Cette mission fut dévolue à la Troop B, qui comprenait une douzaine d'hommes et de femmes qualifiés comme agents clandestins pouvant travailler sous identité fictive, et dont seulement six furent déployés en Syrie. Leur mission, en solo ou en couple, consistait à effectuer des reconnaissances d'objectifs (localisation, prises de vue ou de vidéos, voire intrusion après effraction). Le personnel du Computer Network Operation Squadron (CNOS) réalisa en parallèle des interceptions de signaux électromagnétiques et la récupération de données (piratage informatique). Ils opéraient sous couverture commerciale en tant qu'hommes d'affaires ou équipes de maintenance technique, à partir de cybercafés et de camps de réfugiés.

Cette mission fut un succès total et permit de recueillir des preuves flagrantes qui servirent à faire pression sur le gouvernement syrien afin qu'il infléchisse sa position. Mais ce qui caractérisa surtout cette opération fut l'extrême minutie dans la préparation des couvertures et légendes des agents clandestins, ce qui fit qu'aucun agent ne fut compromis. Grâce à la MSA, le JSOC prouva qu'il pouvait réussir là où la CIA avait échoué.

Autres opérations

Dans la cadre de la *Global War on Terror* (*GWOT*) et du P2OG mis en place par Donald Rumsfeld, la MSA commença à exécuter des missions hors des zones de guerre officielles (Afghanistan, Irak). L'unité fut ainsi déployée au Yémen, au Kenya, en Somalie et en Éthiopie pour recueillir des renseignements, parfois au profit de la CIA. En 2006, en raison de l'accroissement de ses missions, son effectif fut porté à environ 600 opérateurs. Sa division cyber, basée à Arlington et spécialisée dans la surveillance et la

pénétration des réseaux informatiques (Computer Network Operation Squadron/CNOS), fut renforcée. Une de ses *troops* fut détachée à Fort Meade (QG de la NSA), une autre au quartier général de la CIA.

À partir de 2011, la MSA va être engagée dans les conflits liés aux « révolutions arabes ». Elle opère en Libye jusqu'au renversement de Kadhafi, puis au cours de la guerre civile qui continue de faire rage aujourd'hui. La MSA est également présente en Syrie, où les États-Unis et leurs alliés arabes et occidentaux ont essayé, sans succès, de renverser le régime de Bachar El-Assad en soutenant des groupes islamistes locaux.

En 2013, elle aide encore une fois le gouvernement péruvien à lutter contre les barons de la drogue et le mouvement de guérilla communiste du Sentier lumineux. Comme pour ses précédentes opérations en Amérique latine, il s'agit d'une mission de collecte d'informations SIGINT – via un avion Beechcraft – et de localisation de criminels. Ces derniers finiront par être arrêtés ou neutralisés par les forces de sécurité locales.

En 2013 toujours, elle participe à l'opération *Jupiter Garret* en Somalie. La Corne de l'Afrique était depuis longtemps un sujet de préoccupation pour le gouvernement américain. Toutefois, le travail d'acquisition des renseignements n'y était pas aussi aisé qu'en Afghanistan ou en Irak, où la capture de prisonniers permettait de récolter beaucoup d'informations. En Somalie, la lutte contre le mouvement Al-Shabaab fut particulièrement problématique. En effet, le pays traversant une guerre civile, les forces gouvernementales n'étaient pas des partenaires fiables et les recrutements locaux étaient rares. Le problème résida donc dans le manque de renseignement sur la localisation et le suivi des terroristes ciblés, qui étaient généralement éliminés par des frappes de drones ou d'avions.

Depuis 2014, la MSA conduit des opérations de renseignement de terrain en Syrie, Turquie, dans le nord de l'Irak et en Iran, principalement dans le but de lutter contre l'influence de Téhéran – via l'engagement de la force Al-Qods, le service action du Corps des Gardiens de la révolution islamique (les Pasdarans) – et de son allié, le Hezbollah libanais.

1. *The Washington Post*, repris par le *Teheran Times.*
2. Steven Emerson, *CIA : les guerriers de l'ombre*, Economica, Paris, 1991, p. 14.

3. En réalité, comme cela fut révélé ultérieurement (1985), la CIA disposait encore de sources clandestines en Iran et l'un de ses agents était parvenu à entrer dans l'ambassade et avoir accès aux otages. Mais elle ne voulait pas révéler son existence tant qu'elle n'était pas sûre que la mission aurait lieu. Lorsque celle-ci se déclencha, la CIA transmit les renseignements en sa possession en racontant qu'un de ses officiers avait rencontré, dans un avion, un cuisinier iranien ayant travaillé pour l'ambassade et qui lui aurait fait ces révélations (Steven Emerson, *op. cit.*, p. 12-13).

4. Cette unité reçut l'appellation de Foreign Operating Group (FOG), d'où une certaine confusion avec le Field Operations Group (FOG) créé en juillet 1980.

5. Parfois dénommé Forward Operation Group.

6. De 1965 à 1973, les unités du SOG réalisèrent des centaines d'incursions clandestines au Laos, au Cambodge et au Nord-Vietnam pour recueillir du renseignement sur les activités du Viêt-Cong, ou le long de la piste Hô Chi Minh pour y mener des actions offensives discrètes (cf. chapitre 15).

7. Steven Emerson, *op. cit.*, p. 14.

8. *Ibid.*, p. V-VI.

9. L'ISA ne fut rattachée à aucun grand commandement militaire régional. Elle dépendait uniquement de l'*Assistant Chief of Staff for Intelligence* (ACSI) de 1981 à 1989. Elle passa ensuite sous le commandement de l'USSOCOM de 1989 à 2002, puis du JSOC à partir de 2002.

10. *Royal Cape* (1981 à 1989), puis *Grantor Shadow* (1989 à 1997), *Capacity Gear* (depuis 1997) et *Titrant Ranger* (depuis 2002). La dénomination des *Special Access Programs* est changée tous les six mois.

11. Elle était généralement connue, dans la communauté du renseignement, sous l'appellation « The Army of Northern Virginia. »

12. Dès le début, le colonel King veilla à s'entourer d'un adjoint spécialiste du renseignement et d'un autre spécialiste des opérations spéciales.

13. À l'origine, les équipes SIGINT de l'ISA étaient principalement composées d'opérateurs de l'US Navy Tactical Cryptologic Support appartenant au Naval Security Group Activity Bahrain, chargés de fournir un soutien SIGINT aux commandos d'élite du Seal Team 6.

14. En juin 1985, à l'occasion de la prise d'otages sur le vol 847 de TWA survenue à Alger, le gouvernement algérien avait refusé que la Delta Force intervienne sur son sol. Les *shooters* de l'ISA présents clandestinement sur place se préparèrent à éliminer les terroristes, avant qu'une libération ne soit finalement négociée.

15. Cf. chapitre 12.

16. *Ibid*.

17. Elle sera ensuite transférée au JSOC dans les années 2000.

18. Pour assurer la sécurité opérationnelle de la mission, la SOD monta un réseau de plusieurs sociétés commerciales servant de couverture, dont Armairco (Californie) et XMCO, Inc. (Virginie).

19. Steven Emerson, *op. cit.*, p. 114.

20. Une charte fut éditée au milieu 1983, fixant les règles de contrôle de l'ISA, mais la confirmant dans ses missions et justifiant son emploi dans des *« circonstances où aucun autre organisme opérationnel ou de renseignement ne serait disponible ou son action jugée comme inappropriée »*.

21. Une trentaine de morts au total côté américain.

22. À noter que sous l'impulsion du Premier ministre britannique Margaret Thatcher, le SAS fut également engagé dans cette action, prenant en charge la formation des unités spéciales colombiennes.

23. Elles avaient auparavant été formées par des instructeurs du SAS britannique.

24. Pendant cette opération, une rivalité se développa entre Centra Spike et une équipe de renseignement de la CIA nommée Majestic Eagle. Les deux unités faisaient le même travail en Colombie, sauf que Centra Spike le réalisait à un coût beaucoup moins élevé. Lorsque la CIA s'attribua le crédit du travail de Centra Spike, l'armée devint furieuse et une compétition fut organisée entre les deux équipes

afin de repérer des cibles fictives au-dessus de Medellín. Centra Spike réussit à localiser leur emplacement à moins de 200 mètres, tandis que Majestic Eagle ne s'en approcha jamais à plus de quatre kilomètres…

25. Cette tragédie donna lieu à un livre et à un film, *La Chute du faucon noir*. Cette opération reste un souvenir extrêmement douloureux pour les militaires américains.

26. Selon certaines sources, la MSA aurait encore changé de dénomination en 2010 pour devenir l'US Army Studies and Analysis Activity (USASAS). Depuis 2016, il semblerait que l'unité soit camouflée sous la dénomination d'US Army Office of Military Support, mais, au sein du JSOC, elle reste The Activity.

27. Il est à noter que durant cette campagne, la Task Force 121 changea aussi plusieurs fois d'appellation.

CHAPITRE 12

LA SPECIAL OPERATIONS DIVISION (1981-1983)

La Special Operations Division (SOD) fut créée le 26 février 1981 au sein de la direction des opérations de l'US Army (DCS/OPS) commandée par le général Vaught, ancien responsable de la mission *Eagle Claw* (TF 179). Sa mission était de :

– créer et développer les unités clandestines et leurs moyens d'action aérienne ;

– coordonner les opérations spéciales/clandestines et les projets antiterroristes de l'US Army ;

– fournir les ressources humaines, financières et matérielles aux unités.

La SOD fut placée sous l'autorité directe et exclusive du sous-chef d'état-major plans et opérations, et non pas sous celle du sous-chef d'état-major pour le renseignement (ACSI). Ceci constitua un très important point de friction, car beaucoup de colonels et de généraux au Pentagone furent court-circuités et tenus dans l'ignorance de ce que faisait la SOD dans des domaines qui relevaient normalement de leurs compétences.

Le premier commandant de la SOD fut le lieutenant-colonel James Longhofer, ancien et brillant pilote d'hélicoptère à la guerre du Viêt Nam, cheville ouvrière du volet aérien (*Honey Badger*) de la deuxième tentative de libération des otages d'Iran (*Snowbird*) et surtout l'un des créateurs de la Task Force 160 (TF160[1]). Doté d'un caractère impétueux, farouchement indépendant et obsédé par la notion de secret, Longhofer était rétif à toute forme de bureaucratie militaire. Il n'hésita pas à bousculer tous les barrages administratifs qui se dressaient devant lui, au nom du sacro-saint principe « la mission prime sur tout », n'hésitant pas à se prévaloir d'un ordre direct signé de la main du général Meyer, chef d'état-major de l'US Army, pour obtenir ce qu'il voulait et dans des délais record.

Longhofer s'entoura de trois adjoints d'une grande efficacité : les lieutenants-colonels K. Nightingale (financier particulièrement habile à récolter des budgets), R. Freidel (chargé des relations avec la CIA) et B. Mauldin (chargé de superviser les missions et le déploiement des moyens aériens de la SOD). Ce groupe dynamique et indépendant s'efforça de conduire ses activités hors de la vue et du contrôle de l'administration militaire. Il est ainsi estimé que le SOD dépensa plus de 400 millions de dollars au cours de ses trois premières années d'existence, alors qu'au départ aucun budget ne lui était alloué. Ses bureaux, véritable ruche fonctionnant 24 h sur 24, étaient situés dans un petit local du sous-sol du Pentagone à côté du centre opération de l'US Army. Mais en raison de leur statut et de leur attitude, Longhofer et son équipe engendrèrent au Pentagone, et principalement de la part des généraux de l'US Army, une terrible jalousie et une profonde méfiance. Longhofer fut aussi en conflit permanent avec le colonel King, commandant l'ISA, ce qui fut une source de graves problèmes pour l'US Army suite à l'affaire du Nicaragua. Enfin, la découverte du scandale de la structure financière Yellow Fruit lui valut un jugement en cour martiale et un emprisonnement d'un an.

Organisation et sécurité

La SOD étant progressivement devenue l'épicentre de beaucoup de programmes sensibles et secrets des forces armées, elle devint une cible prioritaire pour les services de renseignement soviétiques. La nécessité de renforcer la sécurité opérationnelle (OPSEC) autour de l'unité se fit vite sentir. En effet, une des faiblesses de la SOD était la publication du nom de ses membres et de leurs numéros de téléphone dans les annuaires du Pentagone, assez facilement accessibles pour un service étranger. Par ailleurs, il y avait un besoin urgent de protéger toute information relative au budget de la SOD, aussi bien concernant l'origine des fonds que leur utilisation, ce qui aurait permis à l'adversaire ou à la presse de découvrir la nature des opérations clandestines. Enfin, le comportement assez arrogant des membres de la SOD vis-à-vis du reste de la communauté militaire attira l'attention sur cette mystérieuse unité et beaucoup voulurent apprendre ce qu'ils faisaient par curiosité ou par jalousie.

Aussi le 1er février 1982, la SOD passa dans la clandestinité sous le programme *Foreshadow* classé « Top Secret ». Tout son personnel fut inscrit sur

la « liste spéciale » de l'US Army au même titre que le personnel de la Delta Force, de l'ISA, de la DIA et d'autres unités spéciales. Une couverture pour le personnel et les programmes de la SOD fut créée par l'Administrative Survey Detachment (ASD^2). Un système de blanchiment d'argent « légal et approuvé » fut mis en place et dirigé par un agent payeur spécial de l'INSCOM, chargé de gérer les fonds clandestins de l'armée, qui remettait sur simple demande les sommes nécessaires au responsable de la comptabilité de la SOD. À noter que l'ensemble du personnel protégé par le programme *Foreshadow* était exempté de se soumettre à la réglementation militaire en vigueur concernant les frais de déplacement, ce qui donna lieu à des excès. Une fois les documents validés par la comptabilité de la SOD, les justificatifs étaient détruits, tout audit comptable externe étant exclu.

Parallèlement, l'organisation de la SOD fut modifiée en séparant les activités officielles de celles réellement clandestines. Les activités non clandestines, sur lesquelles des informations publiques existaient, regroupaient :

– le nom du chef de la SOD, qui figurait toujours sur l'annuaire du Pentagone ;

– la cellule « guerre non conventionnelle » (UW) ayant autorité sur les forces spéciales type Bérets verts et Rangers ;

– la cellule « opérations psychologiques » chargée des campagnes de propagande ;

– la cellule OPSEC, chargée de la sécurité opérationnelle des forces spéciales non clandestines.

Les activités clandestines comprenaient quant à elles :

– la cellule « opérations spéciales », qui coordonnait les opérations, procurait les avions à Seaspray et supervisait les missions aériennes clandestines ;

– la cellule « liaison CIA », qui transmettait les requêtes de l'agence à la SOD ;

– la cellule « désinformation », qui passait de fausses informations aux Soviétiques ;

– la cellule « contre-terrorisme », qui agissait avec la Delta Force et le JSOC ;

– la cellule « contrôle », qui gérait les fonds de la SOD ;

– la cellule Seaspray, qui gérait le groupe aérien clandestin CIA/US Army, et les achats d'aéronefs et de matériel pour la TF 160 ;

– le détachement OPSEC/CI – œuvrant sous la dénomination Yellow

Fruit –, qui assurait la sécurité opérationnelle et le contre-espionnage ;

– une cellule faisant la liaison avec l'ACSI pour satisfaire aux finances de l'ISA ;

– enfin la cellule DRX-SO, qui était chargée de pourvoir aux besoins du service technique DARISSA.

La branche aérienne

La première tâche du SOD fut de créer des unités d'aviation (officielle et clandestine) pour être en mesure de faire entrer ou sortir discrètement les unités d'intervention d'un pays étranger. Au printemps 1981, deux unités d'aviation furent créées avec aéronefs, personnel et budget : la TF160 pour les opérations spéciales et le groupe Seaspray pour les opérations clandestines.

Task Force 160

La TF160 (ex TF 158) est une unité d'hélicoptères de l'US Army plus confidentielle que secrète, dédiée aux opérations spéciales chargées de transporter, de récupérer et d'apporter un appui-feu aérien aux unités du JSOC. Ses missions ont généralement lieu de nuit et à basse altitude, ce qui vaut à ses membres le surnom de « *Night stalkers* » (« les pisteurs de nuit »). L'unité est basée à Fort Campbell (Kentucky) et ne compte, lors de sa création, que 40 pilotes et 160 membres du personnel chargés du soutien technique. Le premier bataillon est équipé d'hélicoptères légers OH-6 transformés en hélicoptères d'assaut MH-6 et d'attaque AH-6 Little Bird. Le deuxième bataillon regroupe les hélicoptères de transport CH-47C Chinook et MH-60 Black Hawk. La TF160 est rattachée directement au JSOC et doit être en mesure de fournir immédiatement des moyens en hélicoptères légers (alerte à quatre heures). Le fait que l'unité ne soit pas secrète permet d'attirer l'attention des curieux sur elle et de dissimuler ainsi l'existence de la composante aérienne clandestine de la SOD, Seaspray.

Seaspray

De manière à pouvoir assurer clandestinement le transport d'hommes et de matériel, l'US Army et la CIA s'associèrent en mars 1981 pour créer une unité secrète, la 1st Rotary Wing Test Activity – nom de code : « Seaspray. » Le fait, pour l'armée, de s'associer à l'Agence permettait de contourner l'arrêté

présidentiel 12036 que Jimmy Carter avait pris en 1978 qui stipulait que seule la CIA pouvait mener des opérations clandestines. De son côté, l'Agence accepta volontiers, car elle n'avait pas un sou à débourser pour devenir copropriétaire de Seaspray[3].

Basée à Fort Eustis (Virginie) et à Tampa (Floride[4]), Seaspray était composée d'appareils civils opérant sous la dénomination commerciale d'Aviation Tech Services (structure de façade de la CIA). Ceci permit de procéder à des achats « hors comptabilité militaire » de petits avions de type Cessna et Beechcraft King Air – qu'utilisa l'ISA dans ses missions de surveillance électronique (SIGINT) – ainsi que des hélicoptères Hughes 500MD, versions civiles du Little Bird modifiées pour le transport discret d'opérateurs et les interventions armées. Les modifications apportées aux 500 MD transformèrent radicalement les appareils, leur permettant de voler silencieusement de nuit à très basse altitude grâce à un radar FLIR, et d'emporter hommes et matériel sur de plus longues distances et avec un armement performant, convertissant ainsi l'appareil de transport léger en hélicoptère d'attaque. Comme le confie un ancien de Seaspray : *« Nous pouvions procurer dans l'instant et clandestinement des avions à n'importe qui et où que ce soit dans le monde. »* Il ajoute : *« Si un appareil ne figurait pas sur notre inventaire, nous pouvions l'avoir presque immédiatement*[5]*. »*

L'aspect le plus intéressant concernant Seaspray fut tout le réseau de sociétés-écrans et de coupe-circuits que la SOD mit en place, en grande partie sous la direction de l'INSCOM, pour dissimuler son existence et son financement : Armairco, Shenandoah Aerolease, XMCO (Virginie) et Summit (Delaware). Il n'y avait ainsi aucun lien direct entre les hommes de la SOD et les aéronefs utilisés[6].

L'existence de Seaspray ne fut dévoilée qu'en 1985, lors de la dissolution de la SOD. Elle passa alors sous le contrôle de l'ISA sous la dénomination de Flight Concept Division (nom de code : « Quasar Talent »), avant d'être intégrée, en 1989, à la Delta Force dont elle devint la composante aérienne sous le nom d'Echo Squadron.

La branche technique

De façon à satisfaire toutes les demandes spéciales des unités du JSOC en armements et équipements – et surtout de rester discrets sur ces besoins –,

l'US Army créa, fin 1981, avec l'aide de la SOD qui prêta 10 millions de dollars, un département technique spécial : le Department of Army Receipt, Issue and Support Activity (DARISSA).

DARISSA était à la fois un atelier de fabrication et un centre d'achat d'armements, de munitions spéciales, de matériels de communication, d'équipements de vision, de systèmes de guidage laser, de véhicules spéciaux, d'engins explosifs miniaturisés, de balises, de micros-espions, etc. De plus, DARISSA effectuait la maintenance des aéronefs de Seaspray.

Basé dans un ancien hangar à dirigeables au Lakehurst Naval Air Engineering Centre (New Jersey), dans lequel pouvait entrer un avion, DARISSA avait deux autres fonctions très importantes. Il servait tout d'abord de point d'embarquement discret d'où des unités spéciales pouvaient partir sans être décelées pour des missions clandestines à l'étranger. Il occupait également le rôle d'entrepôt secret de matériel sensible et d'hélicoptères[7].

La branche OPSEC/CI

Afin de ne plus dépendre des services de l'ACSI en matière de sécurité opérationnelle, Longhofer et ses adjoints décidèrent de mettre sur pied leur propre service OPSEC. En juin 1982, ils reçurent l'autorisation de créer un détachement de sécurité opérationnelle et de contre-espionnage. Le lieutenant-colonel Dale Duncan fut recruté pour prendre la tête de cette cellule. Ancien de l'ACSI, il était reconnu comme un des meilleurs experts en contre-espionnage et sécurité électronique, ce qui ne fit qu'exacerber les rivalités avec l'ACSI, celle-ci considérant que le contre-espionnage relevait de son unique compétence.

Duncan et sa petite équipe (neuf personnes) s'installèrent d'abord au Pentagone sous le nom de code de « Yellow Fruit » et commencèrent à organiser l'OPSEC de la SOD, bénéficiant de fonds discrétionnaires. Duncan s'entoura de trois agents du contre-espionnage parlant l'espagnol, d'un spécialiste des leurres, d'un spécialiste de la photographie et de la détection haute technologie et d'un expert des financements occultes. Leur première tâche fut de camoufler Yellow Fruit sous couvert d'une société-écran installée hors des bâtiments du Pentagone. Ainsi, Duncan quitta officiellement l'armée et monta une société privée de consultants dénommée Business Security International (BSI), située dans de luxueux bureaux à Annandale (Virginie) et

spécialisée dans l'assistance aux entreprises américaines voulant sécuriser leurs locaux et activités à l'étranger. En fait, tout cela n'était qu'une couverture pour les opérations secrètes de Yellow Fruit. Il est stupéfiant de penser que le haut commandement de l'US Army ne fut jamais totalement informé de l'existence de Yellow Fruit ni de son départ du Pentagone.

L'unité de Duncan avait pour mission de fournir dans le monde entier un soutien en matière de sécurité opérationnelle et de contre-espionnage aux opérations spéciales et de renseignement secrètes et sensibles. Si la fonction OPSEC était défensive, le volet contre-espionnage était par nature plus offensif et les experts capables d'effectuer des surveillances visuelles et électroniques discrètes, de pénétrer par effraction dans des locaux, de déjouer des systèmes d'alarme, de poser des dispositifs techniques de surveillance (balises de suivi, micros, piégeages téléphoniques) et de pénétrer des réseaux informatiques n'étaient pas légion au sein de l'US Army. Il les trouva au sein de l'INSCOM[8].

Les meilleurs experts en matière d'opérations techniques clandestines appartenaient en effet à un petit groupe de spécialistes : la Quick Reaction Team (QRT), une petite unité militaire (70 hommes) très discrète, crée en 1980 par l'INSCOM. Issue d'un programme appelé *Technical Surveillance Counter Measures* (TSCM), elle avait pour mission d'inspecter, chaque année et dans le monde entier, les installations militaires américaines. Le QRT, basé au sous-sol du quartier général de la NSA, à Fort Meade, apportait son expertise partout où une opération de contre-espionnage réclamait une aide urgente. À partir de l'automne 1982, il intervint de plus en plus souvent pour Yellow Fruit, y compris pour des missions offensives non autorisées. Les compétences de la QRT et de Yellow Fruit dans les domaines technique et du renseignement se complétaient parfaitement. De plus, les moyens financiers illimités de Duncan permettaient de confier des missions à la QRT sans que cela coûte un dollar à l'INSCOM et garantissaient l'acquisition des meilleurs équipements disponibles sur le marché. Selon certains ex-responsables de la QRT, Duncan envisageait même d'absorber un jour l'unité[9].

Les opérations de la SOD

Les engagements opérationnels de la SOD ont tous été couverts par le secret le plus strict. La presse et quelques rares ouvrages ne se sont fait l'écho que de quelques-uns.

1981 : Liban

En août 1981, le dirigeant chrétien libanais – et futur président – Béchir Gemayel vint secrètement rencontrer le président Reagan aux États-Unis. Les Américains s'étaient engagés à assurer un retour discret du visiteur sous 48 heures dans la partie chrétienne de Beyrouth. La CIA, qui avait organisé l'arrivée du visiteur, se révéla incapable d'assurer son retour dans les délais convenus. L'agence demanda alors à l'US Army de s'en charger et la mission fut confiée à la SOD. En utilisant un gros porteur C-141 avec à son bord des hélicoptères de Seaspray, elle réussit à ramener Béchir Gemayel à Beyrouth en un temps record, en transitant par la Sicile et l'Égypte. De là, l'hélicoptère, en volant au ras des vagues de la Méditerranée et sous les radars syriens, déposa le leader libanais dans le port de Jounieh, enclave chrétienne située au nord-ouest de Beyrouth.

La mission fut un succès complet, cependant entaché par un incident qui marqua les relations entre la SOD et l'ISA. Un technicien radio Satcom de l'ISA accompagnait le colonel Longhofer, qui suivait le déroulement de la mission depuis le toit de l'ambassade américaine au Caire. Longhofer ordonna au technicien de ne pas enregistrer les échanges radio de la mission de peur que l'ISA puisse utiliser ces enregistrements contre lui, en cas d'échec.

1982, Panama : opération Land Broker

Depuis plusieurs années, les services de renseignement américains suspectaient le président Noriega et son entourage de se livrer au trafic de drogue et au blanchiment d'argent. Plus grave encore, ils les soupçonnaient de vendre à Cuba des renseignements fournis par les Américains eux-mêmes et de livrer à la rébellion salvadorienne des armes distribuées par les sandinistes. Ils décidèrent donc de surveiller Noriega et son entourage par des moyens techniques. À la demande de Yellow Fruit, la QRT fut mise à contribution pour aller poser des micros dans les résidences connues de Noriega, avec plus ou moins de succès. Mais des enquêteurs de l'US Army découvrirent que la CIA n'avait été mise au courant ni de la mission ni de la présence de la QRT sur zone. L'US Army déclara cette opération inadmissible, tant les conséquences politiques auraient pu être désastreuses.

1983, États-Unis : opération Center Stage

Au cours de l'été 1983, deux scientifiques soviétiques vinrent aux États-Unis participer à des conférences sur des sujets techniques touchant la défense. Selon le FBI, un des deux savants était un officier du KGB venant pour entrer en contact avec ses agents américains**.** Le FBI demanda à Yellow Fruit de sonoriser toutes les chambres d'hôtel occupées par ces visiteurs. La QRT, se rendant de ville en ville, réussit à installer des micros – avec parfois juste quelques heures d'avance – et à enregistrer tous les propos tenus par les deux Soviétiques. Ce fut une grande réussite technique et opérationnelle et l'équipe reçut les félicitations du FBI et de la NSA.

1983, Allemagne de l'Ouest : opération Lanky Miss

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les forces alliées et soviétiques s'échangèrent, depuis Berlin, des missions militaires de liaison. Celles-ci patrouillaient « librement » en secteur adverse afin de s'assurer qu'aucune des parties ne se préparait à envahir l'autre. Il s'agissait en fait d'une forme de renseignement officiel et chaque patrouille était étroitement surveillée par le contre-espionnage local.

Dès 1981, les services américains décidèrent de placer des dispositifs d'écoute dans les voitures de la mission soviétique opérant dans leur secteur. Disposant de l'adresse des garages dans lesquels les véhicules soviétiques étaient réparés, ils réussirent à remplacer secrètement plusieurs réservoirs de carburant par des modèles contenant une balise de suivi. En 1983, les agents de l'INSCOM apprirent par un agent Yellow Fruit se faisant passer pour un ouvrier turc la commande de voitures spécialement aménagées pour des diplomates russes auprès de l'usine Opel de Rüsselsheim. Ils élaborèrent un plan pour s'introduire de nuit dans l'usine, démonter les véhicules, y placer des dispositifs d'écoute[10] fabriqués et posés par le QRT, et les remonter avant l'arrivée des ouvriers.

Après plusieurs semaines d'entraînement, une équipe de la QRT parvint à réduire la durée de l'opération de 20 à 11 heures. Au total, une douzaine de véhicules furent sonorisés et plusieurs agents soviétiques identifiés par la suite.

Dérives et dissolution

À cause d'un désaccord profond avec le nouveau directeur des opérations de l'US Army (DCS/OPS), le colonel Longhofer quitta la tête de la SOD à

l'automne 1982, et prit le poste d'adjoint militaire au directeur adjoint de la CIA, en charge des liaisons entre l'US Army et l'Agence. Mais il ne put résister à l'envie de continuer à tirer les ficelles au sein de la SOD, dont la majorité des cadres étaient en profond désaccord avec le nouveau commandement. En juillet 1982, le général Edward O'Connor devint le nouveau directeur des opérations de l'US Army en charge, entre autres, de superviser les activités de la SOD. Il fut sidéré par la quasi-absence de contrôle financier à la SOD et entendit instaurer des règles strictes en la matière et punir les irrégularités. S'en suivirent de fortes dissensions.

À partir de l'automne 1982, beaucoup de choses évoluèrent au sein de la SOD. Elle commençait à prendre de l'importance, menant des opérations et des projets dans le monde entier grâce à des ressources financières quasi illimitées. Elle était en train de devenir une petite armée au sein de l'US Army. Les services du chef d'état-major adjoint pour le renseignement (ACSI) contestèrent le fait qu'un bureau de planification relevant du DCS/OPS conduise des missions de renseignement sur le terrain alors que ce n'était pas son rôle. Des tensions apparurent également avec l'ISA. En effet, L'ISA et la SOD opéraient régulièrement ensemble, car il y avait toujours une composante aérienne dans les missions confiées à l'unité de renseignement clandestine. Les moyens aériens et les pilotes étaient fournis par Seaspray. Mais rapidement, les dissensions apparurent entre les deux unités. Les équipages des aéronefs manquant totalement de discrétion en opération, ils attirèrent l'attention des Soviétiques sur plusieurs missions secrètes de l'ISA – notamment au cours de l'opération *Queens Hunter* (1982-1985).

Par contre, la CIA conserva toujours d'excellentes relations avec la SOD. Elle avait très bien compris que cet organisme représentait pour elle un moyen très commode de mener des missions qu'elle ne pouvait faire approuver par le Congrès, et lui permettait également de financer des opérations pour lesquelles elle n'avait pas l'argent. De leur côté, les cadres de la SOD ne se rendaient pas compte qu'ils se faisaient manipuler, croyant qu'ils contribuaient à développer les moyens du Pentagone en matière d'opérations spéciales, alors qu'ils devenaient seulement la branche paramilitaire de la CIA.

À la suite d'audits comptables révélant des opérations financières frauduleuses, les missions de Yellow Fruit, de la QRT et de la SOD cessèrent en décembre 1983 et l'unité fut dissoute. L'affaire fut transmise au FBI et à la justice qui enquêtèrent sur les opérations clandestines de l'US Army,

provoquant effroi et panique dans les rangs du Pentagone. Longhofer, Duncan et quelques autres officiers passèrent en cour martiale et furent condamnés en 1986 à des peines financières et à de l'emprisonnement.

1. Unité qui donna naissance au 160th Special Operations Aviation Regiment.

2. Cette unité, peu connue, était hébergée dans les locaux de la NSA. Elle était chargée de la fourniture de faux papiers d'identité, de légendes, de la gestion de comptes bancaires spéciaux et de transfert de fonds discrets.

3. Steven Emerson, *op. cit.*, p. 48.

4. Base utilisée pour les nombreuses opérations militaires secrètes du JSOC et de la CIA en Amérique latine sous la présidence de Ronald Reagan.

5. Steven Emerson, *op. cit.*, p. 51.

6. *Ibid.*, p. 116-117.

7. *Ibid.*, p. 54.

8. *Ibid.*, p. 120-121.

9. *Ibid.*, p. 128 et p. 133.

10. La QRT mit au point en cette occasion un dispositif d'écoute relié à un émetteur totalement banalisé qui, en cas de découverte, ne révélerait ni son origine ni les données techniques.

CHAPITRE 13

LES CAPACITÉS DE RENSEIGNEMENT DU JSOC

L'US Army étant la plus concernée, ce fut elle qui, sous l'impulsion des généraux Meyer et Vaught – respectivement chef d'état-major et directeur des opérations, de la préparation au combat et de la mobilisation –, joua un rôle majeur dans la mise sur pied de nouveaux moyens antiterroristes et l'amalgame avec ceux déjà existants.

Suite à la faillite de l'opération *Eagle Claw*, la commission d'enquête présidée par l'amiral Holloway recommanda en 1980 la création d'une unité antiterroriste combinée, la Counter-Terrorist Joint Task Force (CTJFT) – rattachée au JCS, le comité des chefs d'état-major interarmées –, dont la mission serait de planifier, entraîner, et conduire des opérations de contre-terrorisme.

De son côté, le général Meyer créa en 1980 le Joint Special Operations Command (JSOC) et l'installa sur la base de Pope Field (Fort Bragg, Caroline du Nord), juste à côté de la Delta Force. Son véritable rôle était de coordonner les activités des unités à vocation spéciale – les Special Mission Units (SMU) – devant être engagées dans des opérations de contre-terrorisme. Outre la mise en œuvre et la coordination de ces activités, il lui revenait de mener des études techniques, d'assurer la standardisation ainsi que l'interopérabilité des matériels et armements, de planifier et de contrôler les exercices et entraînements interarmées, et de développer de nouvelles tactiques.

Le JSOC devait pouvoir intervenir dans le monde entier et comprenait au départ :

– la Delta Force, basée à Fort Bragg (Caroline) ;
– l'unité Seal Team 6, basée à Norfolk (Virginie) ;
– la Task Force 160[1], basée à Fort Campbell (Kentucky) ;
– une unité de transport et de soutien de l'Armée de l'air (Brand X devenue

Det 1 – MACOS).

Les trois « cercles » du JSOC

Les Special Mission Units (SMU) placées sous son commandement sont organisées en trois niveaux (*tiers*) selon leur degré de spécialisation :

– les SMU du premier cercle (Tier 1) forment le cœur du système. Ce sont elles qui traitent directement les objectifs. Elles sont chargées des missions les plus délicates, notamment dans le domaine du contre-terrorisme (mission de type « 0300 ») et de la contre-prolifération des armes de destruction massive (mission de type « 0400 »). Ces unités dépendent directement du JSOC, pour leur emploi comme pour leur financement ;

– les SMU du deuxième cercle (Tier 2) sont chargées de permettre aux précédentes de préparer leurs missions, de pénétrer et de sortir de leurs zones d'action cible, et d'assurer l'appui tactique (bouclage du périmètre de l'opération) et le soutien logistique. Elles travaillent au profit du JSOC, mais ne lui sont pas directement rattachées et ne relèvent pas de son budget, leur financement étant assuré par les armées. Le JSOC doit donc faire une demande officielle au cas par cas afin de les employer. Il s'agit de la Mission Support Activity, de l'unité aérienne 160th SOAR, du 75th Rangers Regiment ou encore d'unités particulières à vocation antiterroriste.

– Les SMU du troisième cercle (Tier 3) sont des unités militaires conventionnelles dont le JSOC peut avoir besoin au cas par cas en fonction de leurs spécificités et du contexte opérationnel.

Les unités du premier cercle

Les SMU du premier cercle sont au nombre de six : Delta Force, Naval Special Warfare Development Group, 24th Special Tactics Squadron, Mission Support Activity, Rangers Regimental Reconnaissance Company et Joint Communication Unit.

1st Special Forces Operational Detachment-Delta (SFOD-D)

Cette unité est également connue sous l'appellation de Combat Application Group (CAG) ou de Army Compartmented Element (ACE). Créée en 1977 sur le modèle du SAS britannique, la Delta Force compte plus d'un millier d'hommes, dont 250 à 300 opérateurs qualifiés, le reste du personnel étant

affecté au soutien spécialisé ou aérien. Relevant administrativement de l'US Army Special Operations Command (USASOC), l'unité, basée à Fort Bragg (Caroline du Nord), est placée sous le commandement opérationnel du JSOC et commandée par un colonel. Elle comprend :

– 4 escadrons de combat (*squadrons* A, B, C, D) ;

– 1 escadron de support au combat (spécialistes explosifs et déminage, SIGINT, personnel médical, experts NRBC, etc.) ;

– 1 escadron d'hélicoptères légers (Echo Squadron[2]) ;

– 1 escadron de renseignement opérationnel (G Squadron) ;

– 1 escadron de formation.

Chacun des escadrons de combat comprend trois *troops*, elles-mêmes composées de quatre *teams* de trois à six hommes appelés « opérateurs », dont l'expérience moyenne dans l'unité est de sept ans. Les *squadrons* sont commandés par des lieutenants-colonels, les *troops* par des commandants et les *teams* par des sous-officiers anciens. En fonction du contexte d'emploi, les *squadrons* peuvent se scinder en *detachment* comportant plusieurs *troops* renforcées par des spécialistes en renseignement, communication, explosifs, logistique, etc.

Naval Special Warfare Development Group (NSWDG)

Plus connu sous l'appellation de Seal Team 6 ou de DEVGRU, c'est l'unité antiterroriste de l'US Navy. Créée en 1980, elle compte environ 1 700 hommes, dont 300 opérateurs qualifiés et 1 350 auxiliaires de soutien, parmi lesquels 450 civils. L'unité, basée à Dam Neck Annex (Virginie), est administrativement rattachée à l'US Naval Special Warfare Command et opérationnellement contrôlée par le JSOC. Elle comprend :

– 4 escadrons de combat (Red, Gold, Blue & Silver Squadrons), forts d'environ 50 opérateurs chacun, organisés en 3 *troops,* elles-mêmes composées de 4 *teams.* Les *squadrons* sont commandés par des *commanders* (capitaines de vaisseau), les *troops* par un officier et les *teams* par des sous-officiers anciens ;

– 1 escadron d'assaut naval (Grey Squadron), chargé de la mise en œuvre des moyens nautiques de surface et des vecteurs sous-marins spécialisés ;

– 1 escadron de renseignement (Black Squadron) ;

– 1 escadron de formation (Green Squadron).

Le DEVGRU est parfois renforcé par des aviateurs du 24th Special Tactics

Squadron qui forment la composante Air de l'unité.

24th Special Tactics Squadron (24th STS)

Basée à Pope Field (Caroline du Nord) et dépendant administrativement de l'US Air Force Special Operations Command (AFSOC), cette unité a été officiellement rattachée au JSOC en 1992. Elle regroupe des contrôleurs aériens spécialistes du guidage des aéronefs des opérations spéciales et du guidage des frappes aériennes, ainsi que des sauveteurs-parachutistes chargés des missions de récupération et de sauvetage des pilotes abattus derrière les lignes ennemies. En tant que SMU du Tier 1, le personnel du 24th STS est tenu de suivre la formation complète des opérateurs combat.

Rangers Regimental Reconnaissance Company (RRC)

Cette unité du 75th Ranger Regiment a été intégrée au JSOC en 2005 en raison de ses capacités uniques en matière de reconnaissance spéciale d'objectifs et de préparation d'intervention. Rattachée au Rangers Special Troops Battalion (RSTB) et basée à Fort Benning, elle est composée de trois à quatre équipes de six opérateurs et d'une cellule de commandement.

Joint Communication Unit (JCU)

Créée en 1980, et basée à Fort Bragg, la JCU est l'unité de transmissions du JSOC chargée d'assurer les liaisons avec les unités déployées à travers le monde. Elle veille également à la standardisation des procédures et des équipements de communication (radio et informatique) utilisés au sein du JSOC et des unités qui lui sont subordonnées. La JCU intègre souvent des éléments du 25th Intelligence Squadron de l'US Air Force, qui mène des cyberattaques offensives.

Les unités du second cercle

Les SMU du deuxième cercle (Tier 2) opèrent régulièrement au profit du JSOC, mais n'en sont pas des éléments permanents. Néanmoins, elles passent sous son contrôle opérationnel lorsqu'elles sont déployées au sein d'une *task force* commandée par le JSOC.

Mission Support Activity (MSA[3])

La MSA, rattachée administrativement à l'US Army, est l'unité de collecte

clandestine de renseignements du JSOC (repérage des lieux d'intervention, surveillance, prise de contact avec des sympathisants, etc.).

160th Special Operations Aviation Regiment (Airborne)

Basé à Fort Campbell (Kentucky), le 160th SOAR (« *Night stalkers* ») est un régiment de l'US Army Aviation dépendant de l'US Army Special Operation Command (USASOC). Il fournit les hélicoptères (MH-60 Black Hawk, MH-6 Little Bird, MH-47 Chinook) pour les opérations spéciales du JSOC. Ses missions ont lieu généralement de nuit, à basse altitude, et ses pilotes sont considérés comme les meilleurs de l'US Army. Le 160th SOAR apparaît parfois sous le nom de Flight Concept Division.

75th Ranger Regiment

Créé pendant la Seconde Guerre mondiale, installé à Fort Benning (Géorgie) et dépendant de l'USASOC, ce célèbre régiment fort de 3 500 hommes est une unité d'infanterie légère rapidement déployable, dont l'entraînement et les capacités lui permettent d'effectuer des missions de soutien aux SMU du JSOC dans des environnements hostiles. Il dispose d'un bataillon spécial – le Rangers Special Troops Battalion (RSTB), comprenant notamment la Regimental Reconnaissance Company (Tier 1) – et de trois bataillons de combat.

Les unités du troisième cercle

Les SMU du troisième cercle (Tier 3) sont essentiellement des unités de soutien. Elles comprennent :

– l'Aviation Tactics and Evaluation Group (AVTEG), une unité aérienne clandestine fournissant avions et pilotes pour projeter les éléments du JSOC partout dans le monde. L'AVTEG comprend trois bataillons et dispose de tout type d'aéronefs dédiés aux opérations du JSOC ;

– le 66th Air Operation Squadron (66th AOS), basé à Pope Field, qui fournit les avions de transport C-130 au JSOC ;

– le Technology Applications Program Office (TAPO). Basé à Fort Eustis (Virginie) et rattaché à l'USASOC, il est chargé de fournir au 160th SOAR tout type d'aéronefs et d'y apporter les modifications nécessaires pour la réalisation de missions au profit du JSOC ;

– le National Assessment Group (NAG), qui évalue la technologie et les

aéronefs pour le JSOC et le SOCOM ;

– l'Air Force Human Intelligence Unit et la Technical Intelligence Unit. Cette dernière pourrait être liée au mystérieux programme *Special Reconnaissance Capabilities* (SRC), destiné à faciliter la diffusion en temps réel de renseignements dont on sait seulement qu'ils ne sont pas obtenus par moyens satellitaires ;

– la Joint Interagency Task Force–National Capital Region (JITF-NCR), chargée du croisement et de l'exploitation de données informatiques (*data mining*) ;

– le 25th Intelligence Squadron de l'US Air Force, basé à Hurlburt Field ;

– le Naval Cyber Warfare Development Group, qui collabore avec le 25th Intelligence Squadron en matière de cyberattaques ;

– le Special Operations Program Activity, piloté par l'INSCOM, fournissant des unités d'exploitation technique à l'intention des équipes d'assaut ;

– la JSOC Intelligence Brigade (JIB). Créée en 2008 et forte de 600 personnes, elle analyse les renseignements provenant de différentes sources (satellites, drones, CIA, Département d'État, services de renseignement étrangers, etc.) au profit du JSOC et lui fournit des interrogateurs qualifiés. Elle mènerait également des opérations de contre-espionnage ;

– l'Information Support Operations Division (IOSD), une unité *PsyOps* chargée des actions psychologiques de soutien aux opérations du JSOC qui mène des campagnes d'information offensives contre les terroristes et autres cibles sensibles ;

– le Ground Applications Program Office (GAPO). Basé à Fort Belvoir, ce bureau gère les programmes de développement et d'acquisition technologiques spécifiques au JSOC. Il assure également la gestion des bases JSOC permanentes ou temporaires dans le monde entier[4].

The Joint Special Operations Package/Rotational Group

Le *Joint Special Operations Package/Rotational Group* est le système mis en place par le JSOC afin de disposer de plusieurs groupes opérationnels réunissant des composantes de chacune des différentes SMU de niveau 1 et 2 pour qu'elles s'entraînent et interviennent ensemble. Chacune des unités des Tiers 1 et 2 dispose d'au moins trois composantes opérationnelles identiques (*squadrons* ou bataillons). Le cycle de rotation dure généralement trois mois.

Cela permet au premier groupe d'être en opération à l'étranger ; à un autre d'être en alerte à 18 heures, prêt à se déployer d'urgence n'importe où dans le monde ; et au dernier groupe de s'entraîner ou d'être en repos.

Par ailleurs, chaque unité du Tier 1 est tenue d'être pleinement opérationnelle quatre heures après le déclenchement d'une alerte. Pour la Delta Force, l'unité d'alerte s'appelle « Aztec », pour le Seal Team 6, « Trident » et pour la Task Force 160, « Bullet Package ».

Une répartition géographique des tâches s'est également effectuée entre les deux principales SMU : au Seal Team 6, l'Afghanistan ; à la Delta Force, l'Irak.

Commandements régionaux et Task Forces du JSOC

Le JSOC dispose de cinq postes de commandement régionaux permanents, un pour chacun des grands commandements militaires régionaux des États-Unis dans le monde[5]. Par ailleurs, sous le commandement du général McChrystal, deux commandements de théâtre dénommés Joint Interagency Task Forces[6] (JIATF) ont été mis sur pied au sein du JSOC : les JIATF/JSOC East (Bagram, Afghanistan) et JIATF/JSOC West (Balad, Irak). Ils assurent, dans leur zone de responsabilité, la préparation et le commandement des opérations spéciales. Ils ont permis de créer une forte synergie entre les unités sur leur théâtre d'opérations et d'assurer des liaisons efficaces avec les autres agences gouvernementales et les représentants de certains gouvernements étrangers.

Lorsqu'il déploie ses unités en opération, pour des raisons de sécurité, le JSOC les désigne sous le nom de Task Forces (TF) et leur attribue un nom de code :

– TF Purple : état-major du JSOC ;
– TF Gold : Joint Communication Unit ;
– TF Green : Delta Force ;
– TF Blue : Seal Team 6 ;
– TF Orange : Mission Support Activity ;
– TF White : 24th Special Tactics Squadron ;
– TF Red : RRC et 75th Ranger Regiment ;
– TF Brown : 160th Special Operations Aviation Regiment ;
– TF Silver : The Air Force's "covered air" Unit ;
– TF Gray : 1st Special Operating Wing.

L'évolution du JSOC depuis le 11 septembre

Depuis le 11 septembre 2001 et la « déclaration de guerre » au terrorisme (GWOT), le JSOC a connu une augmentation majeure de ses activités, de ses effectifs, de ses moyens et de ses budgets. Son quartier général a doublé de taille. Il a acquis toutes les caractéristiques d'une armée secrète autonome : du personnel en quantité ; des unités terrestres et aériennes ; des formations de soutien spécialisées ; une branche chargée de l'acquisition d'équipements et de matériels spécifiques ; un département R&D développant de nouvelles technologies, etc. Le JSOC dispose également de sa propre division du renseignement, qui peut créer des modèles de cibles, y compris en 3D, contre lesquelles ses SMU mèneront des raids. Il dispose de ses propres drones, de ses propres avions de reconnaissance et même de satellites dédiés. Ses cyberguerriers mènent des opérations offensives, comme l'intégration de capteurs dans les claviers d'ordinateur ciblés. Environ 5 000 entrepreneurs civils et 49 entreprises effectuent un travail top secret pour le JSOC. De 1 800 soldats en 2001, le JSOC est devenu une force de 25 000 hommes aujourd'hui. Il s'est également transformé en une organisation beaucoup plus complexe[7].

Cette montée en puissance est d'abord l'œuvre du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, furieux de la capacité de la CIA à pénétrer en premier en Afghanistan dès septembre 2001. Il jura alors que le Pentagone ne serait plus jamais surpassé par l'Agence et, en juin 2004, il signa l'*Al-Qaeda Senior Leadership Execute Order* (*AQSL ExOrd*) permettant au JSOC d'opérer dans plus de vingt pays et d'y conduire une nouvelle catégorie d'activités top secrètes – désignées sous le nom de code « *Focal Point* » – visant à perturber, capturer et détruire le réseau Al-Qaïda et ses partisans partout dans le monde.

La rédaction de cet *Executive Order* a nécessité de nombreux mois et des dizaines de réunions entre les différentes agences de renseignement américaines. La CIA ne voulait pas que le JSOC empiète sur son territoire ; le Département d'État s'inquiétait des conséquences diplomatiques si ces missions tournaient mal ou étaient découvertes. Mais grâce au soutien de G. W. Bush, Donald Rumsfeld est parvenu à imposer ses vues et les autres agences ont cédé. Cet *AQSL ExOrd* répertorie vingt pays où ces opérations peuvent avoir lieu. Pour chaque pays sont indiquées une liste des activités autorisées et

les approbations nécessaires pour déclencher une élimination. En Irak et en Afghanistan, où des guerres déclarées étaient en cours, la conduite d'actions meurtrières contre Al-Qaïda a été accordée aux membres du JSOC sans qu'il leur soit besoin d'obtenir l'approbation du président ou du secrétaire à la Défense. Dans les autres pays – notamment l'Algérie, l'Iran, la Malaisie, le Mali, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la Somalie et la Syrie –, les unités du JSOC doivent, dans la plupart des cas, obtenir l'approbation au moins tacite du pays concerné et d'un feu vert d'une autorité supérieure[8].

Aussitôt que cet *ExOrd* est entré en vigueur, le JSOC s'est complètement réinventé pour remplacer la CIA en tant que principal acteur de la guerre secrète contre Al-Qaïda[9]. Désormais, il emploie dix fois plus de drones que la CIA, certains armés de missiles Hellfire ; la plupart portent des caméras vidéo, des capteurs et des équipements d'interception de signaux. Lorsque la Special Activities Division (SAD[10]) de la CIA a besoin d'aide, ou lorsque le président décide d'envoyer des agents en mission secrète dans un pays étranger, ils font désormais le plus souvent appel au JSOC.

En raison de ses nombreux succès – il a éliminé des dizaines de dirigeants d'Al-Qaïda et des centaines de terroristes au cours de la décennie 2010 –, le Pentagone a également confié au JSOC un rôle plus important dans plusieurs missions non militaires. Le JSOC a ainsi travaillé pour retracer les flux secrets de financement des réseaux terroristes. Il s'est largement impliqué dans les opérations psychologiques[11], envoyant de petites équipes dans les ambassades du monde entier pour conduire des actions d'information et de communication dissimulées. À cet effet, le JSOC a créé en Caroline du Nord une unité spécialisée capable de produire des sites internet non attribuables aux États-Unis. Elle peut distribuer des téléphones portables et des radios à des forces amies, créer des magazines et des programmes vidéo et produire des programmes de radio à diffuser dans n'importe quel pays du monde.

Barack Obama (2009-2017) a encore davantage fait appel au JSOC que son prédécesseur George W. Bush pour conduire des éliminations ciblées de membres d'Al-Qaïda, de responsables talibans (Afghanistan et Pakistan) et de terroristes en Irak. En 2010, il a donné l'ordre au JSOC d'intervenir secrètement au Yémen pour éliminer les dirigeants d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA)[12].

Surtout, le vendredi 29 avril 2011, la Maison-Blanche a donné son feu vert à

l'opération *Neptune Spear* afin de capturer ou d'éliminer Oussama Ben Laden. C'était une mission ultra secrète ; même au sein de l'administration Obama, peu de personnes étaient au courant de l'opération[13]. Dans la nuit du 1er au 2 mai, une vingtaine de Navy Seals embarquèrent dans des hélicoptères UH-60 Black Hawk depuis la base de Ghazni, dans l'est de l'Afghanistan. Après avoir survolé clandestinement le territoire pakistanais, les commandos se posèrent à Abbottabad, ville située à 50 km au nord-est de la capitale Islamabad, et prirent aussitôt d'assaut le bâtiment dans lequel la CIA avait déterminé que se trouvait Oussama Ben Laden. Ses gardes du corps furent neutralisés les premiers. Le leader d'Al-Qaïda tomba ensuite, touché de deux balles. L'action ne dura que quarante minutes, les Navy Seals ne déplorant aucune perte, et les hélicoptères redécollèrent. Des ordinateurs et des disques furent récupérés et la dépouille d'Oussama Ben Laden emportée – elle sera ensuite immergée en haute mer. Mais la mission aurait pu mal tourner : un des appareils engagés dans l'action fut endommagé lors de son atterrissage et dut être détruit.

Le formidable développement des moyens de renseignement

Depuis le 11 septembre 2001, mais surtout depuis la lutte contre-insurrectionnelle en Irak, le JSOC s'est métamorphosé en une impressionnante machine à recueillir et traiter du renseignement opérationnel (*actionable intelligence*). Fin 2001, le JSOC mit en place des Advanced Forces Operations (AFO), unités *ad hoc* chargées de missions de renseignement à haut risque au cœur des lignes ennemies en préparation des opérations spéciales. Leurs membres sont puisés en fonction des besoins au sein des unités de la Delta Force, du Seal Team 6, de la MSA et de la Ranger Reconnaissance Company R, lesquelles ont appris à travailler ensemble en groupe de quelques hommes. Les AFO ont été régulièrement utilisées en Afghanistan (opération *Anaconda*, mars 2002) et en Irak (opération *Viking Hammer*, mars 2003).

En 2006, le JSOC mit ensuite au point le concept F3EAD (*Find, Fix, Finish, Exploit, Analyze, Disseminate*) sous l'impulsion du général Stanley McChrystal, alors commandant du JSOC. Le renseignement identifie et localise une cible (*Find & Fix*). Les unités d'action directe effectuent la capture ou l'élimination (*Finish*). Les analystes et interrogateurs exploitent les informations extraites par les commandos (*Exploit & Analyze*) puis les injectent dans le réseau allié

(*Disseminate*) pour donner lieu à de nouvelles opérations. Ce concept a permis une coordination bien plus fluide et efficace qu'auparavant entre le renseignement et les opérations.

Ce concept n'était pas réellement nouveau, puisqu'il était déjà à l'œuvre lors des chasses à l'homme contre Manuel Noriega, Pablo Escobar (1989), Mohamed Farah Aïdid (1993) et Radovan Karadzic (1997), mais il n'avait pas été appliqué à une telle échelle avant la lutte contre Al-Qaïda. Aucune chasse à l'homme n'avait donné lieu à une telle collecte de masses d'informations, analysées et utilisées à un rythme opérationnel aussi rapide.

Le JSOC s'est rapidement révélé bien plus performant que la CIA en matière de chasse à l'homme et démontre quotidiennement sa capacité sans égal à recueillir des informations sur les réseaux terroristes. Son efficacité en matière de recherche humaine (HUMINT) clandestine dans des environnements à haut risque et d'exploitation rapide des données recueillies surpasse désormais nettement celle de l'Agence[14].

Puis, fin 2008, l'amiral William McRaven, récemment nommé à la tête du JSOC, créa une brigade de renseignement (JSOC Intelligence Brigade/JIB), unité d'analyse du renseignement de 600 personnes qui exploite toutes les sources de renseignements provenant des satellites, des drones, de la CIA, des câbles du Département d'État, des interceptions de la National Security Agency et des services de renseignement étrangers et produit des analyses pour soutenir les commandements du JSOC et les unités sur le terrain[15].

En une décennie, le JSOC s'est donc doté d'un système mondial de collecte et de traitement du renseignement. Il met aujourd'hui en œuvre des moyens d'écoute et de surveillance, des équipes de reconnaissance et des officiers traitants opérant clandestinement à l'étranger, des traducteurs et des analystes, des interrogateurs et des cyberguerriers, disposant ainsi d'un arsenal plus complet que n'importe quelle autre agence de renseignement américaine. Il a aussi su développer une remarquable culture du renseignement en interne.

En accroissant ses activités en matière de renseignement depuis « 9/11 », le Pentagone aurait pu déclencher des guerres de territoire avec le reste de la communauté du renseignement. Mais les coopérations mises en place ont permis d'éviter cet écueil. Au contraire, les divers organismes ont réalisé qu'ils se complétaient parfaitement et le JSOC s'est notamment associé à la nouvelle force expéditionnaire de la National Security Agency[16].

Toutefois, rapidement, l'importance accordée au renseignement lors de la préparation des opérations du JSOC a dépassé les capacités de la seule MSA. Cela a conduit au développement de moyens de recherches clandestins au sein des deux principales unités du Tier 1, la Delta Force et le Seal Team 6.

Delta Force – G Squadron

Depuis le milieu des années 2000, la Delta Force dispose de son propre détachement de renseignement opérationnel, le G Squadron. Anciennement dénommé Operational Support Troop (OST), il est également appelé Recce Troop ou encore Funny Platoon.

Le G Squadron est chargé du renseignement et des opérations de reconnaissance très sensibles précédant les interventions. Il a été longtemps en compétition avec l'ISA. Il regroupe les opérateurs Delta les plus expérimentés, ayant servi plusieurs années au sein d'un *squadron* de combat. C'est la seule composante de l'unité à compter des femmes dans ses rangs[17]. Celles-ci sont fréquemment présentes dans les avions sous la couverture d'hôtesses de l'air.

En Irak, le premier élément infiltré dans Bagdad avant le lancement d'*Iraqi Freedom* fut un ex-opérateur Delta devenu un *non-official cover operative* (NOC) de la CIA. Sa première mission fut d'entrer dans le pays depuis la Jordanie dans un 4x4 bourré de capteurs, cachés en différents endroits du véhicule, que la NSA pouvait activer à distance pour surveiller le trafic radio HF et GSM avec beaucoup plus d'efficacité que les capteurs aéroportés ou les satellites. Il gara son véhicule près du quartier général du renseignement irakien afin d'identifier les fréquences radio utilisées par les gardes du corps de Saddam Hussein, lesquels, peu scrupuleux en matière de sécurité, changeaient rarement de fréquence, conservant parfois la même pendant plusieurs années. L'ex-opérateur Delta effectua aussi des reconnaissances GPS avec un appareil transmettant sa position chaque fois qu'il passait devant une cible potentielle.

Après la conquête du pays (mai 2003), la CIA se révéla incapable de faire face à l'insurrection islamiste. Nombre de ses sources furent éliminées par l'adversaire parce qu'elles avaient été approchées par des équipes trop repérables. Les opérateurs du G Squadron se révélèrent mieux préparés que les officiers traitants de l'Agence pour conduire des missions de renseignement discrètes en milieu hostile.

À l'automne 2003, la Delta Force commença à développer ses propres

sources de renseignement par divers moyens. L'un d'eux était l'utilisation de voitures civiles, achetées sur le marché local et équipées de caméras discrètes et camouflées, impossibles à distinguer de près ou de loin dans le trafic, et qui permettaient d'effectuer des missions de surveillance tout en roulant.

Début 2004, le JSOC focalisa ses efforts sur la traque d'Abou Moussab Al-Zarqaoui, chef d'Al-Qaïda en Irak. En l'absence d'un service de renseignement irakien efficace, les Delta chargés de sa capture entreprirent de recruter des agents locaux qu'ils surnommèrent les « Mohawks ». Ces Irakiens étaient rattachés à une unité conjointe JSOC-CIA connue sous le nom d'Interagency Support Activity[18]. Ils étaient chargés d'effectuer des missions de reconnaissance et de recruter des informateurs. Ils vivaient sur les bases américaines et opéraient dans les banlieues où les Américains ne pouvaient entrer sans se faire repérer[19].

La traque d'Al-Zarqaoui a également été l'occasion pour la Delta Force de participer aux opérations cyber avec le Computer Network Operations Squadron (CNOS). Ainsi, en Irak, les insurgés étaient également traqués sur internet et dans des cybercafés : un Mohawk venait installer discrètement un logiciel sur les ordinateurs de l'établissement qui permettait d'enregistrer l'utilisation du clavier ou d'activer une webcam à distance et de récupérer les images. Quand une cible de haute valeur était identifiée, les Delta lançaient un raid (capture ou élimination).

Les aéronefs de l'Echo Squadron[20] servirent également pour le renseignement, car c'était la seule unité en laquelle les Delta avaient confiance. Les appareils BirdEye équipés de boules optroniques Wescam fournirent l'ISR du JSOC huit heures par nuit, toutes les nuits, soutenant les opérations des SMU, volant à 2 000 ou 3 000 mètres d'altitude, tout en étant invisibles et inaudibles depuis le sol. Grâce à l'Echo Squadron, durant tout l'automne 2003, en Irak, les Delta rassemblèrent une masse d'informations sur Saddam Hussein et son entourage : ses maîtresses, leurs maris, son majordome, son tailleur, ses cuisiniers, et tout son cercle proche.

Par la suite, les appareils de l'Echo Squadron – également surnommé « Confederate Air Force » – furent dotés de matériels d'écoute permettant, lorsqu'ils s'approchaient d'un relais GSM, de se connecter passivement au réseau de téléphones portables pour enregistrer en temps réel les téléphones passant un appel. Les opérateurs pouvaient alors chercher les numéros

identifiés précédemment pour voir lesquels étaient en train de communiquer et où ils se trouvaient géographiquement. Au sol, les commandos utilisaient un appareil programmable leur indiquant à quel point ils se rapprochaient du téléphone recherché, même si celui-ci avait ensuite été éteint et sa carte SIM retirée. De plus, les spécialistes SIGINT pouvaient le rallumer à distance et activer son micro pour enregistrer tous les sons environnants. Ils étaient également en mesure de le cloner pour envoyer et recevoir des SMS, même sans avoir récupéré l'appareil original. Les Delta utilisaient des lecteurs de carte SIM leur permettant d'enregistrer tous les contacts d'un téléphone saisi lors d'un raid. Dans certains cas, ils faisaient semblant de n'avoir pas trouvé le téléphone pour masquer le fait qu'ils disposaient de tous les contacts de son possesseur. Ensuite, ils mirent au point un logiciel d'analyse nodale permettant de cartographier rapidement les réseaux insurgés en se basant sur leur trafic GSM. Ces moyens décuplèrent la vitesse à laquelle les SMU collectaient les informations et en conséquence, leur rapidité d'intervention. Ainsi, des centaines d'insurgés armés furent capturés sans avoir eu le temps d'ouvrir le feu.

Seal Team 6 – Black Squadron

Le Black Squadron est la composante du Seal Team 6 chargée du renseignement au profit des *squadrons* de combat. Il joue un rôle comparable à celui de la MSA pour le JSOC.

En 1989, lors de la préparation de l'opération *Just Cause* au Panama, le DEVGRU infiltra un binôme mixte à Panama pour reconnaître ses objectifs. Le succès de l'opération fut à l'origine de la création d'une composante renseignement au sein de l'unité (la Brown Cell) et de l'emploi de femmes.

Au sein du DEVGRU, le Black Squadron était initialement l'escadron rassemblant les meilleurs snipers de l'unité. C'est après le 11 septembre 2001 qu'il a été peu à peu transformé en unité de renseignement. Il a commencé par constituer le noyau de la cellule AFO créée au JSOC fin 2001. Le Black Squadron a véritablement pris son essor au milieu des années 2000 sous l'impulsion du général Stanley McChrystal, patron du JSOC, qui a assigné au DEVGRU un rôle accru dans les opérations spéciales sur le théâtre afghan, tandis que les Delta géraient le théâtre irakien. Une unité d'une trentaine d'hommes mise en place en 2006 donna entière satisfaction, ouvrant la voie à sa montée en puissance. Le Black Squadron aligne aujourd'hui une centaine

d'opérateurs, soit le double des escadrons d'assaut. Ses membres sont des spécialistes du renseignement humain qui opèrent en petites équipes depuis les ambassades américaines dans le monde, faisant entrer leurs armes et leurs équipements par valise diplomatique. Le Black Squadron intègre des femmes, qui peuvent opérer seules ou en binôme avec un opérateur masculin afin de se faire passer pour un couple.

En Afghanistan, les membres du Black Squadron ont opéré déguisés sous des costumes locaux, entrant discrètement dans les villages pour y dissimuler des caméras de surveillance et des appareils d'écoute, et y interroger les habitants avant une opération. Il fit également l'acquisition d'une flotte de *jingle trucks,* des camions locaux décorés à l'afghane, utilisés comme moyens de transport discrets pour toutes les incursions dans les zones tribales pakistanaises. En apparence, ces camions étaient simplement chargés de bois, mais ils recelaient un compartiment caché permettant de transporter un groupe de combat de huit à dix opérateurs. Ces *jingle trucks* offraient un moyen de transport ou de rapatriement discret et efficace, notamment pour les AFO.

Au-delà de l'Afghanistan et du Pakistan, des membres de l'unité sont déployés dans le monde entier pour des missions d'espionnage, notamment au Moyen-Orient. Le Black Squadron a mis en place des sociétés-écrans pour fournir une couverture à ses opérateurs et a acquis des navires qu'il a équipés de capteurs. Croisant au large des côtes de la Somalie et du Yémen, ils servent de station d'espionnage flottante et de base de départ pour ses commandos. Ainsi, les membres de l'escadron travaillant à l'ambassade américaine à Sanaa, la capitale yéménite, ont joué un rôle central dans la chasse à Anwar Al-Awlaki, religieux radical et citoyen américain ayant rejoint Al-Qaïda dans la péninsule arabique. Il a été tué en 2011 par un drone de la CIA.

Échapper au contrôle parlementaire

Le JSOC met aujourd'hui en œuvre plus de moyens d'écoute et de surveillance, plus de traducteurs et plus de moyens de cyberespionnage que n'importe quelle autre agence de renseignement américaine. Pourtant, les unités de renseignement du JSOC sont qualifiées « d'unités reconnaissance » (*Recce*) chargées de « la préparation opérationnelle du champ de bataille » (*Operational Preparation of the Battlespace*/OPB). Cette distinction est en réalité une astuce administrative du Pentagone afin de se livrer à la collecte de renseignements clandestins sans en informer les parlementaires. En effet, sous

son titre 10, Code 8, la loi qui régit les activités militaires des États-Unis stipule que le Congrès n'a pas à être informé des activités du JSOC, et ce commandement n'est donc pas considéré comme menant des actions secrètes. En revanche, toutes les opérations traditionnelles d'espionnage, généralement entreprises par la CIA, sont régies par le titre 50, Code 9, qui requiert une notification au Congrès et l'information du directeur du Renseignement national[21].

Pour des questions de sécurité, le JSOC camoufle son organisation et ses activités sous divers programmes de couverture et budgets secrets. Ses unités changent si souvent de nom que même leurs collègues militaires américains ne sont parfois pas sûrs de qui ils sont. Le JSOC participe actuellement à plus de cinquante *Special Access Programs*, chacun correspondant à une opération ou une capacité particulière. Ces programmes reçoivent des noms de code qui sont eux-mêmes classifiés. En fait, le JSOC ne veut pas que la plupart des dirigeants élus sachent quoi que ce soit, en particulier dans les cas où les choses tourneraient mal. Et la plupart des dirigeants élus préfèrent ne pas savoir non plus, pour la même raison[22].

Selon certaines estimations, 80 % des missions du JSOC effectuées avant 2000 restent classifiées. Certaines sources rapportent que des opérateurs de la Delta Force et du Seal Team 6, avec des éléments de la CIA, auraient été infiltrés en Chine pour cartographier les installations de transmission par satellite dans l'éventualité d'une action de neutralisation. Elles évoquent aussi des actions sur le sol iranien[23]. Après le 11 septembre, le JSOC aurait infiltré au moins deux agents dans le pays. Suite à l'invasion de l'Irak, MSA et Delta auraient effectué des actions le long de la frontière iranienne, en particulier au Kurdistan. Des agents kurdes recrutés localement auraient conduit à une ou deux sources sur le programme nucléaire iranien, livrant des renseignements capitaux. En 2004, la MSA, avec l'appui de la CIA, a introduit un couple en Iran sous couverture commerciale. En 2007, les généraux Stanley McChrystal et Michael Flynn ont créé un groupe de travail pour contrer l'influence de Téhéran et de son allié le Hezbollah libanais dans le monde. Son rôle consiste notamment à mettre en lumière les liens de ce dernier avec les cartels de la drogue en Amérique du Sud. Enfin, le JSOC a envisagé l'idée de provoquer des troubles en Iran afin de pousser le Corps des Gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) à livrer des représailles afin de les identifier et de les

éliminer un à un[24].

Bien qu'ils coopèrent régulièrement avec lui, CIA et la DIA observent avec inquiétude le développement croissant du JSOC. Certains ont chuchoté aux journalistes que le JSOC construisait un empire secret du renseignement sans surveillance ni contrôle. En réalité, ils craignent que ses activités ne viennent remettre en cause leur raison d'être et leurs missions[25].

En effet, la CIA a capturé, emprisonné et interrogé près d'une centaine de terroristes dans des prisons secrètes du monde entier. Mais les hommes du JSOC en ont capturé et interrogé dix fois plus. Ils les ont détenus dans des prisons en Irak et en Afghanistan qu'ils contrôlaient seuls. Durant au moins trois ans – de 2001 à 2004 – ils ont mené des interrogatoires qui ne respectaient pas les règles militaires américaines – pourtant déjà fort discutables – en la matière et ont employé tous les moyens qu'ils jugeaient efficaces.

De toutes les unités américaines combattant le terrorisme depuis le 11 septembre, c'est le JSOC qui a tué et capturé le plus de membres d'Al-Qaïda à travers le monde et détruit le plus grand nombre de leurs camps d'entraînement et refuges, bien davantage que les autres forces américaines réunies. Depuis près de deux décennies, le JSOC mène une guerre secrète jusque dans des pays n'étant pas en conflit avec les États-Unis en parvenant à maintenir un niveau d'opacité supérieur à celui de la CIA. Ses commandants successifs considèrent toujours que l'organisation est officiellement « non reconnue », ce qui signifie que son véritable objectif et tout ce qu'elle fait est classifié.

« *Nous sommes la matière noire* », a expliqué un jour un Navy Seal. « *Nous sommes la force qui commande l'univers mais ne peut pas être vue.* » Lorsque ses membres travaillent dans des agences gouvernementales civiles ou des ambassades américaines à l'étranger, ce qu'ils font fréquemment, ils se dispensent d'uniformes, contrairement aux autres militaires. Sur le champ de bataille, ils s'habillent en fonction de la mission et lorsqu'ils sont en uniforme, ils ne portent aucun identifiant de nom, de grade ou d'unité[26].

Au même titre que la CIA – voire davantage encore –, le JSOC est devenu l'arme du président américain contre les terroristes. G. W. Bush et Barack Obama l'ont largement employé au fil des ans, avec peu ou pas de contrôle du Congrès[27].

1. La Task Force 160, qui deviendra le 160th Special Operations Aviation Regiment (SOAR), est une unité d'hélicoptères formée spécialement aux opérations nocturnes.

2. L'Echo Squadron ne doit pas être confondu avec le 160th SOAR, qui fournit également des hélicoptères à la Delta Force. Il s'agit de l'ex-unité Seaspray, qui a été rattachée à la Delta Force après dissolution de la SOD. L'E-Squadron exploite une petite flotte d'hélicoptères AH-6 et MH-6 Little Birds, certains sous livrée civile, et opère régulièrement au profit de la CIA. Son surnom est « Confederate Air Force ».

3. Cf. chapitre 11.

4. Marc Ambinder et D. B. Grady, « Chapter 7: When You See the Word National, You Know It Is Important », in *The Command…*, *op. cit.*

5. USCENTCOM, USAFRICOM, USEUCOM, USPACOM, USOUTHCOM.

6. Un temps dénommées Joint Reconnaissance Task Forces (JRTF). Il s'agit d'une idée du général Michael Nagata, adjoint de McChrystal en charge du renseignement, qui l'aida à transformer le JSOC en Irak.

7. Dana Priest et William Arkin, *Top Secret America*, Back Bay Books, New York, 2011, p. 225 et p. 227.

8. *Ibid.*, p. 236.

9. D. Priest et W. Arkin, *op. cit.*, p. 237.

10. Cf. chapitre 15.

11. Renommées *Military Information Operations*.

12. D. Priest et W. Arkin, *op. cit.*, p. 251.

13. L'opération a été l'aboutissement d'un important travail de renseignement qui a conduit à la localisation puis à la mise sous surveillance du refuge de Ben Laden à Abbottabad. Sa découverte a notamment été rendue possible par des informations recueillies par la CIA lors des interrogatoires, parfois musclés, de plusieurs cadres d'Al-Qaïda : Mohammed al-Kahtani, Khalid Cheikh Mohammad, Abou Faraj al-Libi et Hassan Ghul. Leurs confessions ont abouti à l'identification d'Abu Ahmed al-Kuwaiti, un messager d'Oussama Ben Laden, ce qui a permis de remonter jusqu'à lui. La CIA a également monté une fausse campagne de vaccination à Abbottabad, dans le but de confirmer la présence sur place du chef d'Al-Qaïda.

14. James M. R. Thorp, *The rise of Special Intelligence: does the evolution of Joint Special Operations Command since September 11, 2001–with its large-scale merging of Special Operations Forces and intelligence into one networked military command–represents a significant change from the past, and therefore create a model for the future?*, mémoire de Master « Intelligence & International Security », sous la direction de Dylan Huw, King's College, Londres, août 2017, p. 49.

15. Marc Ambinder et D. B. Grady, « Chapter 7: When You See the Word National, You Know It Is Important », in *The Command*, *op. cit.*

16. D. Priest et W. Arkin, *op. cit.*, p. 228.

17. La Delta Force a tenté d'intégrer des femmes dès 1982, mais ce projet fut un échec en raison de frictions avec les opérateurs masculins. Une tentative pour recruter du personnel féminin au sein de l'OST en1989 fut couronnée de succès.

18. Elle comprenait également du personnel de la branche paramilitaire de la CIA, des membres du Seal Team 6 et de la MSA, ainsi que quelques opérateurs canadiens et britanniques. L'unité a été dissoute en septembre 2006.

19. James Michael Richard Thorp, *op. cit.*, p. 21.

20. En 1989, Seaspray devint l'escadrille aérienne de Delta en prenant le nom d'E-Squadron tout en continuant à assurer des missions de transport clandestines au profit du JSOC et de la CIA.

21. D. Priest et W. Arkin, *op.cit.*, p. 230.

22. M. Ambinder et D. B. Grady, « Chapter 1: The Tip of the Spear », in *The Command*, *op.cit.*
23. *Ibid.*, « Chapter 1: The Tip of the Spear ».
24. *Ibid.*, « Chapter 10: Widening the Playing Field ».
25. *Ibid.*, « Chapter 9: Semper ad Meliora ».
26. D. Priest et W. Arkin, *op.cit.*, p. 221-222.
27. *Ibid.*, p. 223.

CHAPITRE 14

LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE IRAKIENNE

L'impressionnante montée en puissance du JSOC et le développement de ses capacités en matière de renseignement ont eu lieu dans le cadre de la guerre au terrorisme. À partir de fin 2001, il est possible d'en percevoir les prémisses à l'occasion des opérations en Afghanistan. Mais ce sera surtout la lutte contre l'insurrection irakienne, à partir de mi-2003, qui transformera en profondeur le JSOC et mettra le renseignement au premier rang de ses priorités opérationnelles.

En Afghanistan, le JSOC excella dans la chasse à l'homme. Des « équipes de poursuite » conjointes JSOC/CIA – dénommées équipes Omega – furent créées et constituées de commandos des SMU, d'officiers de la branche paramilitaire de la CIA et de combattants afghans recrutés localement. Au cours de ce conflit – notamment pendant les premiers mois de la guerre –, ces équipes ont éliminé des milliers de terroristes, en particulier lors de la bataille de Tora Bora en décembre 2001, au cours de laquelle Ben Laden et nombre de ses partisans sont parvenus à fuir au Pakistan. Une cinquantaine de commandos du A Squadron de la Delta Force (Task Force 11) arrivèrent sur place le 8 décembre et opérèrent indépendamment du 5th Special Forces Group de l'USSOCOM et des forces de l'Alliance du Nord. Chaque nuit, alors que les troupes afghanes et les Bérets verts qui les accompagnaient cessaient le combat pour reconstituer leurs forces, les équipes du JSOC continuaient d'attaquer les combattants d'Al-Qaïda, dont les effectifs étaient estimés à 3 000 hommes. Dans la nuit du 13 au 14 décembre, le JSOC tua tant d'ennemis que le lendemain, selon l'histoire officielle de l'opération, les cadavres des combattants d'Al-Qaïda furent extraits du champ de bataille par camions entiers[1].

Toutefois, l'invasion de l'Irak affecta considérablement les opérations. En effet, les meilleurs éléments du JSOC et de la CIA furent déployés en Irak dès début 2003, ne laissant en Afghanistan que les « équipes B ». Néanmoins, dans les années qui suivirent, la liste EKIA (*Enemies Killed in Action*) du JSOC en Afghanistan continua de s'allonger. En 2008, ses commandos lancèrent 550 opérations et éliminèrent environ 1 000 terroristes, dont 17 civils. En 2009, ils exécutèrent 464 opérations et mirent hors d'état de nuire près de 500 ennemis, principalement des talibans. Entre mai et août 2010, les hommes du JSOC éliminèrent 365 chefs talibans et capturèrent 1 400 combattants à l'occasion de leurs opérations de nuit[2].

En Irak, bien avant le début de l'opération *Iraqi Freedom*, les divers services de renseignement américains fournirent des informations aux unités spéciales qui devaient intervenir dès l'ouverture du conflit contre les positions des forces de Saddam Hussein. Cela leur permit d'être plus efficaces et d'effectuer des raids de harcèlement permettant de débusquer les unités militaires irakiennes, lesquelles devinrent ensuite la cible de frappes aériennes américaines. La coordination avec les moyens aériens s'est avérée être l'atout majeur des forces spéciales. Dans l'exécution de leurs missions, elles étaient constamment reliées à des plateformes de surveillance persistantes – notamment des drones chargés de la détection et du suivi des cibles – et les moyens aériens de l'Air Force, de la Navy, ainsi que de l'USSOCOM étaient à leur disposition pour des frappes quasi immédiates[3]. Des spécialistes du renseignement opérationnel accompagnèrent également les forces spéciales lors de leur entrée en Irak, et elles furent largement appuyées par les divers moyens de renseignement d'origine électromagnétique des États-Unis.

À leur tour, les unités spéciales fournirent de précieux renseignements aux forces conventionnelles engagées dans l'opération terrestre, remplissant leur mission de *« préparation opérationnelle du champ de bataille »* (OPB). Elles disposaient d'une liaison directe avec le commandement des forces américaines ou britanniques du secteur où elles opéraient et l'aidaient à identifier les positions des unités ennemies, leur volume et leurs mouvements le long des axes de progression. Cette intégration réussie a entraîné la destruction ou la capture rapide des forces irakiennes. Les responsables militaires ont reconnu qu'ils n'auraient pu progresser aussi rapidement et avec aussi peu de pertes sans

le soutien des unités spéciales.

À l'occasion de l'opération *Iraqi Freedom*, les forces spéciales ont façonné le champ de bataille, dominé l'ennemi et ouvert la voie aux forces de la coalition qu'ils ont guidées à chaque étape de leur progression. Selon le général Richard Myers, président du Comité des chefs d'état-major, ce *« nouveau mode de guerre américain »*, intégrant une vaste collecte de renseignements, des moyens de communication performants et des armes de précision de haute technologie s'est révélé plus rapide, plus agile, plus précis que jamais il ne l'avait été auparavant.

Les innovations de la lutte contre-insurrectionnelle en Irak

À partir de l'été 2003, le JSOC a joué un rôle capital dans la lutte contre l'insurrection irakienne qui prit naissance dès la prise de contrôle du pays par les forces américaines, notamment contre son principal groupe, Al-Qaïda en Irak (AQI), dirigé par le Jordanien Moussab Al-Zarqaoui[4]. Le JSOC est parvenu à démanteler les réseaux terroristes, capturant ou éliminant un très grand nombre de dirigeants ou de combattants après avoir mis au point de nouveaux modes d'action particulièrement efficaces, dans lesquels le renseignement était la clé de voûte.

L'intégration de toutes les sources de renseignement

Au début de la lutte contre-insurrectionnelle, le commandement était frustré par le manque de renseignements concernant les réseaux terroristes, notamment leurs leaders, qualifiés de *high-value targets* (HVT). Après le 11 septembre, il était de notoriété qu'il existait des guerres de chapelles entre la CIA, les services du Pentagone, les unités militaires et les forces spéciales, ce qui limitait l'efficacité des actions. Le JSOC était alors particulièrement enclin à opérer indépendamment de la communauté du renseignement.

Dans ses Mémoires[5], le général Stanley McChrystal écrit que l'état-major du JSOC en Irak comprit très vite qu'il devait systématiquement intégrer toutes les sources de renseignement possibles afin de lutter efficacement contre l'insurrection. McChrystal et ses adjoints se sont concentrés sur la suppression des cloisonnements – les « silos » – qui existaient au sein de la *task force* du JSOC en Irak[6]. Ils ont commencé par briser les cloisons entre les opérations et l'analyse, ainsi qu'entre les différentes unités spéciales, donnant à chacune non

seulement une compréhension de la situation globale, mais aussi de ce que chaque unité faisait et de ce dont elle avait besoin. McChrystal et son équipe comprenaient que ce n'était pas le nombre de missions effectuées ou d'ennemis abattus qui importait vraiment, mais le renseignement recueilli à l'occasion de chaque opération, qui permettait de multiplier les nouveaux raids. Afin d'améliorer encore la qualité du renseignement et la connaissance des réseaux terroristes, certains opérateurs du JSOC furent formés aux techniques d'investigation criminelle technique (*forensic*) dans le cadre d'un stage intitulé *Sensitive Site Exploitation* (SSE).

Le général McChrystal veilla également à l'intégration du SIGINT dans les opérations du JSOC. En effet, en mai 2005, l'Irak comptait près de 2 millions d'Irakiens disposant de téléphones portables, et ce nombre était en croissance rapide. Les insurgés irakiens ne purent généralement pas résister à leur utilisation. Le JSOC développa alors ses capacités pour intercepter ce type de communication en plein essor. Ses moyens aériens se dotèrent alors d'équipements types IMSI-catchers[7] permettant de se connecter passivement aux antennes relais, de rechercher certains numéros, puis de localiser les téléphones. Les opérateurs au sol utilisaient ensuite une sonde de localisation électronique pour situer et identifier un téléphone spécifique, même lorsqu'il était éteint. Ils parvenaient également à allumer les téléphones ciblés, activer leur microphone à distance et même à les cloner, ce qui leur permettait d'envoyer et de recevoir ses SMS. Ils conçurent également un logiciel de cartographie des réseaux d'insurgés basé sur l'analyse du trafic des téléphones.

Parallèlement, la NSA mit toutes ses interceptions SIGINT concernant l'Irak sur une plateforme, la *Real Time Regional Gateway* (RTRG), à laquelle tous les membres du JSOC purent accéder[8]. Le National Media Exploitation Center (NMEC) participa également au partage de renseignements, ses experts utilisant des « logiciels innovants » pour accéder aux disques durs cassés et cartographier les réseaux insurgés.

Enfin, le JSOC développa avec la CIA la relation la plus étroite qu'il ait jamais eue et les interrogatoires des terroristes capturés furent menés conjointement par des membres du JSOC et par des interrogateurs expérimentés de l'Agence et du FBI.

Ainsi, grâce à ces renseignements, au cours de l'été 2005, le JSOC multiplia les opérations, exécutant jusqu'à 300 raids par mois, poussant les opérateurs de

ses unités – en premier lieu ceux de la Delta Force – au point de rupture. Ils éliminaient des dizaines de terroristes chaque nuit et en capturaient plus encore, le bilan ne cessant de s'accroître…

Les retombées du raid de Sinjar

Le 11 septembre 2007, les hommes de la TF 121 exécutent un raid dans la ville de Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, à quelques dizaines kilomètres de la frontière syrienne, contre un groupe local affilié à Al-Qaïda, dirigé par un terroriste du nom de Muthanna qui s'est autoproclamé *« émir de la frontière syro-irakienne*[9] *»*. Il contrôle alors une des voies principales de pénétration des combattants étrangers en Irak. L'opération est un succès. Plus important encore que l'élimination du leader islamiste et de son groupe, les hommes du JSOC récupèrent une importante quantité de documents, en particulier cinq téraoctets de données sur les disques durs des ordinateurs. Une grande partie de ces datas avait été effacée dans les minutes qui ont suivi l'attaque, mais des spécialistes informatiques de la NSA purent les récupérer. La rumeur s'est rapidement répandue dans la communauté du renseignement américain en Irak que les commandos du JSOC avaient mis la main sur ce qu'un haut responsable à Washington appela *« un Rolodex d'Al-Qaïda »*, ne concernant pas seulement l'Irak, mais aussi toute l'Asie du Sud-Ouest et l'Afrique du Nord. L'identité de 600 à 800 étrangers qui étaient entrés en Irak à la demande d'Al-Qaïda figurait dans le dossier. Les documents et les disques durs contenaient des documents biographiques sur 100 autres. Chaque fichier renfermait de précieux détails sur leur personnalité, leur vie, leurs malheurs, leurs inspirations et leurs objectifs[10]. Une vraie mine d'or pour le renseignement.

Le général McChrystal réalisa immédiatement la valeur de ces documents et l'exploitation qui pouvait en être faite. Il prit aussitôt une série de décisions audacieuses qui allait changer le cours de la lutte contre-insurrectionnelle : il décida de passer outre le secret et le cloisonnement, et diffusa très largement les listes de terroristes obtenues. McChrystal considérait qu'elles ne devaient pas rester seulement entre les mains des hommes du renseignement. Elles étaient à ses yeux trop précieuses et il lui paraissait essentiel que les 800 cibles répertoriées puissent être appréhendées ou éliminées au plus vite. Il estimait indispensable de mettre la pression sur les individus recherchés. Il décida donc de déclassifier ces documents et de les mettre en « *open sources* » plutôt que

d'attendre que la communauté du renseignement les exploite. Il diffusa donc ces listes à l'ensemble des forces américaines, aux militaires des autres pays membres de la coalition, aux alliés des États-Unis, aux pays d'origine des djihadistes identifiés et même aux pays avec lesquels les États-Unis n'avaient pas d'alliance dans la lutte antiterroriste.

Il n'existait aucun précédent d'une telle démarche de déclassification d'un si grand nombre de documents secrets et elle fut mal reçue au départ dans la communauté du renseignement. Mais la décision de McChrystal de diffuser ces renseignements opérationnels de première importance allait rapidement porter ses fruits et conduire l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre-insurrectionnelle en Irak – services de renseignement, forces spéciales, unités militaires – à changer de comportement. Ils allaient dorénavant systématiquement échanger leurs découvertes les plus précieuses entre eux, conférant à leur action contre-terroriste une efficacité incomparable. McChrystal parvint donc à impulser une véritable « révolution culturelle », affirmant que *« celui qui trouve les informations en est propriétaire »* et doit en faire ce qu'il juge adapté[11].

Grâce à l'exploitation intelligente qui fut faite des documents recueillis lors du raid de Sinjar, le nombre mensuel d'arrivées de combattants étrangers en Irak passa de 120 par mois à une dizaine, selon les statistiques de l'état-major américain[12]. L'insurrection allait voir rapidement ses effectifs stagner.

L'accélération du rythme d'exploitation des renseignements

Le *Field Manual FM 3-24/MCWP 3-33.5*[13] indique que *« le renseignement et les opérations se nourrissent mutuellement. Un renseignement efficace entraîne des opérations efficaces. »* Ainsi, *« des opérations efficaces produisent des renseignements qui génèrent plus de renseignements… »*, ce qui permet en retour de lancer de nouvelles opérations. C'est exactement ce qu'a fait le JSOC en Irak, surtout après le raid de Sinjar. Pour entrer dans le cycle de décision d'AQI, il était nécessaire de posséder un système efficace de collecte de renseignements multi-sources et de les exploiter rapidement. C'est ainsi qu'est né le concept F3EA (*Find, Fix, Finish, Exploit and Analyze*).

Ce concept n'était pas vraiment nouveau, car l'Armée américaine utilisait déjà auparavant le cycle « OODA » (*Observe-Orient–Decide–Act*[14]). Mais ce qui était nouveau, c'était la manière et le rythme avec lesquels F3EA était mis en

œuvre. En augmentant la rapidité des opérations, le JSOC accroissait le volume de renseignements recueillis, et put en conséquence monter davantage d'opérations. La *Real Time Regional Gateway* de la NSA permit également la *« multiplication par dix »* de la capacité du JSOC à accéder aux renseignements d'origine électromagnétique. Quant au NMEC de la DIA, il entraîna l'accroissement exponentiel de la capacité de traiter les données informatiques recueillies.

À titre de comparaison, au cours de l'opération *Iraqi Freedom* (2003), le commandant de la 1st Marine Expeditionary Force a révélé qu'il fallait 96 heures aux forces spéciales pour se voir attribuer leurs missions et les faire approuver par l'état-major[15]. En août 2004, le JSOC en Irak n'a lancé que 18 missions. Mais, en août 2006, il en lança plus de 300 ; et au printemps 2008, un seul peloton de Rangers de la Task Force North effectuait en moyenne plus de 60 missions par mois. Les évolutions tactiques et organisationnelles du JSOC en Irak ont conduit à cette augmentation significative des opérations et du renseignement.

Le décloisonnement et la mise en réseau des acteurs de la contre-insurrection

Un autre grand changement ayant amélioré le partage et le traitement du renseignement fut l'idée de l'amiral McRaven – qui succéda à McChrystal à la tête du JSOC en 2008 – d'un groupe de travail interagences (Joint Interagency Task Force/JIATF) pour l'Irak. À travers cette structure, il parvint à combiner toutes les informations provenant des agents et sources de la CIA, des signaux interceptés de la NSA, de l'expertise médico-légale et des investigations du FBI, et des renseignements militaires de la DIA et de la National Geospatial Agency (NGA).

De plus, le JSOC développa plusieurs approches radicalement innovantes par rapport à ce qui se faisait auparavant. D'abord, au lieu de la pratique normale consistant à consolider tous les renseignements aux États-Unis, l'exploitation des renseignements était effectuée en Irak par les analystes du JSOC et des autres agences de renseignement présentes sur place. Ensuite, la *task force* offrit à d'autres agences la possibilité de suivre ses opérations, afin de leur permettre de mieux appuyer son action. Enfin, tout le personnel présent dans son centre d'opérations – un grand hangar situé sur la base aérienne de Balad, à 60 kilomètres au nord de Bagdad, dans le « triangle sunnite » – avait accès à

toutes les informations, quel que soit son grade, ce qui allait à l'encontre des pratiques militaires standard.

En faisant travailler ensemble opérateurs et analystes sur le théâtre d'opérations, en autorisant à chacun l'accès aux informations, quel que soit leur niveau de classification, en mettant en place un système de liaison permettant à d'autres agences de suivre les opérations en temps réel, la JIATF créée par le JSOC en Irak a produit une évolution sans précédent. Par le partage des renseignements et la mise en réseau d'acteurs, elle a rendu possible le développement d'une compréhension globale des opérations. Ainsi, le JSOC est devenu un réseau décentralisé – *« un réseau pour vaincre un réseau »* – grâce à une meilleure utilisation de SIGINT et à un cycle de renseignement nettement plus rapide. Si rapide qu'il a perturbé le cycle de décision de l'ennemi.

Excès et dérives

La recherche de l'efficacité maximale dans leur lutte contre le terrorisme a amené les organismes américains d'opérations clandestines à aller très loin en matière d'action. Ce qui a débouché, en de nombreuses occasions, sur des fiascos retentissants (centre de détention d'Abou Ghraïb). Certains membres de la TF 121 soumirent leurs prisonniers à des traitements violents. Ainsi, avant même que les photos de la prison d'Abou Ghraïb ne commencent à circuler, un rapport confidentiel avait averti le Pentagone que certains interrogateurs du JSOC faisaient subir des traitements condamnables aux prisonniers qu'ils détenaient dans des installations secrètes, et que cela pourrait nourrir l'insurrection irakienne en *« se faisant des ennemis gratuits »*.

Ce ne fut pas là la seule dérive : dans le but de forcer les insurgés à se rendre, certains soldats du JSOC ont également arrêté des mères, des épouses et des filles lorsque les hommes qu'ils cherchaient n'étaient pas chez eux. Ces arrestations et détentions massives ont rempli les prisons de personnes terrifiées et innocentes – dont certaines étaient plus des otages que des suspects – ce qui était particulièrement contre-productif pour gagner le soutien de la population irakienne[16].

Aujourd'hui, le JSOC possède une longue liste de cibles à abattre, parmi lesquelles des citoyens américains. Selon John Nagl, ancien conseiller de David Petraeus pour les opérations de contre-insurrection, sa propension aux

exécutions extrajudiciaires l'apparente à « *une machine à tuer aux dimensions quasi industrielles*[17] ».

L'extension du théâtre des opérations

À partir de 2011, le JSOC a étendu son action à la Syrie, soutenant des groupes de combattants opposés à Damas afin de pousser Bachar El-Assad à agir contre eux et de donner au gouvernement américain un moyen de pression sur le régime syrien. Dans le cadre de cette opération, le JSOC eut accès aux renseignements israéliens, car, depuis le milieu des années 2000, Delta avait établi une cellule de renseignement à Tel-Aviv. Celle-ci échangeait les renseignements qu'elle avait obtenus en Irak – sur des réseaux islamistes sunnites actifs au Liban, en Jordanie et en Irak – contre des renseignements israéliens sur le Hezbollah et d'autres groupes chiites au Levant et en Irak.

À partir de 2013, le JSOC multiplia également les opérations dans la Corne de l'Afrique (opération *Jupiter Garret*). Puis, lorsque les djihadistes de l'État islamique (Daech) commencèrent à être chassés de leurs bastions en Irak et en Syrie, l'administration Obama donna son feu vert au JSOC pour les traquer dans le monde entier, par crainte de nouveaux attentats. Dénommée Counter-External Operations Task Force, la composante du JSOC chargée de cette mission opère selon le concept F3EA et s'appuie sur une vaste coopération internationale en matière de renseignement, appelée *Gallant Phoenix*. Lancée à l'initiative du JSOC, il s'agit d'un vaste réseau de partage de renseignements entre une vingtaine d'États étrangers possédant une vision commune de la menace représentée par Daech, l'US Central Command, l'US European Command et Europol. L'opération est pilotée depuis une base militaire américaine en Jordanie. Son but est d'exploiter la masse de données récupérée par le JSOC sur les terroristes de l'État islamique dans les anciens bastions du groupe, en Syrie et en Irak (identité, empreintes digitales, traces ADN). *Gallant Phoenix* permet aux pays membres de transmettre ces renseignements à leurs forces de sécurité afin qu'ils les appréhendent[18].

Conséquences sur l'évolution et le rôle du JSOC

En développant constamment ses capacités de renseignement depuis 2001, le JSOC – même s'il collabore avec les autres agences – a réussi à devenir quasiment indépendant en la matière, disposant d'impressionnantes capacités,

HUMINT, SIGINT et IMINT, notamment clandestines. La Delta Force a développé son G Squadron, le DevGru son Black Squadron[19], les Rangers leur Reconnaissance Detachment et l'amiral McRaven a créé la JSOC Intelligence Brigade (IB) en 2008. Sans oublier bien sûr, la MSA, bien antérieure, dont les capacités n'ont cessé de se développer.

Le focus constant du JSOC sur le renseignement – dont il était un important consommateur pour ses propres opérations – a généré des besoins nouveaux. Ainsi, en 2008, le DevGru a dû créer un quatrième escadron d'assaut (Silver) pour accompagner l'expansion du JSOC. En effet, la recherche du renseignement devenant une mission prioritaire, les *squadrons* d'intervention des Seals avaient négligé certaines de leurs missions traditionnelles et importantes, comme la libération d'otages.

Cette spécialisation de plus en plus poussée sur le renseignement est telle, qu'en 2014, le JSOC a remplacé le terme *Advanced Force Operations* – utilisé pour les missions de reconnaissance à haut risque – par *Clandestine Forces*. Une telle évolution traduit le passage d'un renseignement tactique, en soutien des opérations, à une recherche secrète plus large et de plus long terme. Ainsi, le JSOC s'affirme donc désormais comme un acteur à part entière de la communauté américaine du renseignement.

Le JSOC, nouvel acteur majeur du renseignement américain

Désormais, le JSOC agit comme un service de renseignement. Il est capable d'exécuter des missions spéciales ou clandestines que les autres agences gouvernementales ne sont plus capables de réaliser, notamment d'agir là où la CIA est défaillante. Son principal domaine de compétence est celui de la « chasse à l'homme » où il est l'organisation leader. Ce qui est plus incroyable, c'est que le JSOC est désormais meilleur en matière de recherche du renseignement que la CIA, sur bien des aspects. Certaines sources prétendent même que, depuis 2008, la capacité de la CIA à mettre des agents sous couverture non officielle a été dépassée par le Pentagone, et par le JSOC en particulier.

Selon ses détracteurs, depuis le 11 septembre 2001, la CIA aurait multiplié les échecs. En Irak, l'Agence s'est révélée incapable d'anticiper l'insurrection locale. Elle a ensuite essayé d'utiliser des agents recrutés au sein de l'Iraki National Intelligence Service (INIS) pour l'infiltrer, mais tous ses opérateurs

locaux ont été identifiés et éliminés parce qu'en contact avec des officiers traitants trop facilement repérables.

Les hommes du JSOC – notamment ceux du G Squadron de la Delta Force – se sont révélés mieux préparés et plus efficaces que les officiers de l'Agence pour conduire des missions dans un environnement à haut risque et y construire des réseaux de sources. La raison principale réside dans le fait que ses opérateurs sont entraînés à faire face à des situations dangereuses et peuvent se dissimuler facilement dans les nombreuses bases militaires américaines disséminées en Irak, et non opérer depuis l'ambassade[20]. Partout dans le monde, les opérateurs du JSOC se sont révélés plus à l'aise et plus performants pour mener des *« missions à faible visibilité dans des environnements à haut risque*[21] *».* Cette capacité a été particulièrement exploitée en Syrie.

À la décharge de la CIA – qui n'est qu'une agence parmi les seize de la communauté américaine du renseignement –, il convient de rappeler qu'elle se concentre généralement sur le renseignement de niveau « stratégique ou national » et non sur les niveaux « tactique et opérationnel » à la charge des militaires. Le rythme du renseignement militaire, surtout en opération, n'est pas celui du renseignement stratégique et les objectifs diffèrent fondamentalement, ce qui explique logiquement la persistance de structures adaptées à chacun des besoins, gouvernementaux et militaires. Par conséquent, la CIA devrait conserver son rôle traditionnel d'acquisition des renseignements utiles à la Maison-Blanche pour conduire sa politique étrangère et ne garder qu'une petite branche « action », car il est peu probable qu'elle abandonne cette capacité. En parallèle, le JSOC devrait voir se développer son rôle en matière d'opérations paramilitaires clandestines, en partenariat davantage qu'en concurrence avec l'Agence.

Le développement de la coopération JSOC/CIA

Déjà, en 2004, le rapport de la commission d'enquête du Congrès sur les attaques terroristes de « 9/11 » formulait la recommandation suivante :

> *« La responsabilité première dans la direction et l'exécution des opérations paramilitaires, qu'elles soient clandestines ou secrètes, devrait être transférée au département de la Défense. Là, elle devrait reposer sur des moyens de formation, de direction et d'exécution d'opérations de ce type déjà en cours d'élaboration au*

Commandement des opérations spéciales.

[…] les États-Unis ne peuvent pas se permettre de bâtir deux entités distinctes pour mener à bien des opérations paramilitaires secrètes, utiliser secrètement des missiles à distance, et entraîner secrètement des militaires ou des forces paramilitaires étrangères.

[…] Le précédent qui a consisté, dans l'Afghanistan de l'après 11 septembre, à utiliser conjointement des équipes de la CIA et des militaires dans des opérations secrètes et clandestines, a fait ses preuves. […] Chaque agence se concentrerait sur les avantages comparatifs qu'elle trouverait à construire des moyens de missions conjointes. L'opération serait elle-même planifiée en commun[22]*. »*

Cette recommandation a bien été suivie d'effets. Depuis le déclenchement de la guerre américaine contre le terrorisme, les opérations du JSOC se sont substituées à l'action paramilitaire que la CIA conduisait pendant la Guerre froide.

La même année, Donald Rumsfeld signait l'*Al-Qaeda Senior Leadership Execute Order* permettant au JSOC d'opérer dans plus de vingt pays (Afghanistan, Irak, Pakistan, Syrie, Éthiopie, Kenya, Somalie, Iran, Yémen, etc.). Sur le plan légal, le JSOC dispose donc de l'autorisation d'agir clandestinement à l'étranger au même titre que la CIA, laquelle est autorisée à mener des actions clandestines au titre de l'article 50 du Code des États-Unis. Puis en 2009, le général Petraeus – alors commandant de l'US Central Command – signa le *Joint Unconventional Warfare Task Force Execute Order* qui demandait à l'armée de se tenir prête à exécuter des missions que la CIA ne pouvait pas mener et à *« préparer l'environnement »* pour de futures opérations au Moyen-Orient, c'est-à-dire à accroître ses opérations de renseignement. Tous les grands commandements militaires américains à l'étranger, qui disposaient déjà depuis longtemps de leurs propres unités de collecte de renseignements, furent conduits à les renforcer[23].

C'est dans ce cadre que s'est effectué le rapprochement CIA/JSOC. Dans certains cas, le JSOC opère sous le Titre 50 de la CIA qui permet de transformer temporairement des militaires en opérateurs de l'Agence[24]. L'illustration la plus célèbre en est l'opération *Neptune Spear* (2011) du Seal Team 6 destinée à éliminer Oussama Ben Laden et au cours de laquelle les

commandos du DevGru agirent clandestinement dans un pays allié des États-Unis.

Un modèle pour le futur ?

L'action et les innovations du JSOC en Irak ont été exceptionnelles. Sa *task force* a su inventer de nouveaux modes opératoires, portant des coups extrêmement sévères aux réseaux terroristes et contribuant grandement à la défaite de l'insurrection. C'est surtout sous la direction du général McChrystal (2004-2011) que sont intervenus le plus grand nombre de changements en termes d'organisation, de développement de nouvelles compétences, d'emploi, d'intégration de technologiques nouvelles et de coopération avec les autres acteurs de la lutte contre-insurrectionnelle.

Grâce à ces innovations et à l'expérience acquise en Irak, le JSOC est désormais capable d'accomplir des missions qu'aucune autre agence gouvernementale ne peut réaliser. Mais ces changements sont-ils suffisamment importants pour en déduire qu'un nouveau modèle de contre-insurrection a vu le jour ? Rien n'est moins sûr. L'expérience du JSOC en Irak, certes exceptionnelle, semble difficilement reproductible avec le même niveau d'efficacité sur d'autres théâtres d'opérations, car les conditions en Irak étaient tout à fait spécifiques. En effet, la même expérience tentée en Afghanistan à partir de 2007[25] a été un échec pour plusieurs raisons :

– une topographie différente : terrain morcelé, zones très montagneuses difficiles d'accès (surtout de nuit), une structure urbaine moins développée qu'en Irak, un habitat bien plus dispersé ;

– un réseau de téléphonie mobile beaucoup moins développé, réduisant la collecte de renseignements SIGINT ;

– une insurrection principalement de type rural, des rivalités ethniques prononcées entraînant des situations très différentes d'une région à l'autre ;

– une grande difficulté à recruter des sources de renseignement fiables au sein de la population ;

– la capacité de la guérilla à remplacer rapidement les leaders éliminés ;

– une tradition du combat et de la résistance à l'étranger bien plus prononcée qu'en Irak.

Ajoutons que le JSOC déploya moins de moyens humains et matériels en Afghanistan et que, généralement, ses meilleurs éléments étaient affectés en

Irak, pays prioritaire pour Washington. Il n'y obtint donc qu'un succès relatif[26] et ses opérations se caractérisèrent par un niveau beaucoup plus élevé de dommages collatéraux.

1. D. Priest et W. Arkin, *op.cit.*, p. 232.

2. Steve Coll, *Directorate S*: *The CIA and America's Secret Wars in Afghanistan and Pakistan. 2011-2016*, Penguin Press, New York, 2018, p. 489.

3. Andrew Krepinevich, *Operation Iraqi Freedom: A First-Blush Assessment*, Center for Strategic and Budgetary Assessments, Washington, DC, 2003, p. 18-19 ; Phillip Dine, « Covert Ops », *St. Louis Post*, 23 avril 2003.

4. Le groupe Al-Tawid de Zarkaoui a déclaré son allégeance à Al-Qaïda en octobre 2004, d'abord sous le nom Jama'at al-Tawhid wal-Jihad (« Groupe du monothéisme et du djihad »), puis de Tanzim Qaïdat al-Jihad fi Bilad al-Rafidayn (« Organisation de base du djihad dans le pays des deux rivières »).

5. *My Share of the Task: A Memoir*, Portfolio/Penguin, New York, 2014. Le général McChrystal fut à la tête du JSOC de 2003 à 2008.

6. La composante du JSOC engagée en Irak a connu plusieurs changements de désignation. La Task Force 20 a été fusionnée avec la Task Force 5 (anciennement Task Force 11/Task Force Sword) en Afghanistan en juillet 2003 et est devenue la Task Force 21. Elle a ensuite été rebaptisée Task Force 121, et plus tard Task Force 626, Task Force 145 et Task Force 88. Au moment où le général McChrystal en a pris le commandement, la composante JSOC était connue sous le nom de Task Force 714… (S. McChrystal, *My Share of the Task*, *op. cit.*)

7. *International Mobile Subscriber Identity.* Le rôle de l'IMSI-catcher est simple. Il imite le fonctionnement d'une antenne-relais de téléphonie mobile de manière à ce que les appareils situés à proximité s'y connectent. Cet équipement reçoit ensuite les communications de ces téléphones et peut dans certains cas accéder à leur contenu. Il transmet ensuite les communications à l'opérateur. Les appels ont lieu normalement, les utilisateurs ne s'aperçoivent de rien.

8. La NSA déploya également sur le terrain ses propres équipes HUMINT appelées Detachment Target Exploitation (TAREX). Elles interrogeaient les prisonniers et examinaient les codes capturés, les équipements de communication et les documents pour essayer d'aider les briseurs de code de la NSA à casser les systèmes de chiffrement ennemis ou inversement à protéger les communications et les codes américains contre le déchiffrement par l'adversaire (Matthew M. Aid, *Intel Wars*, *op. cit.*, p. 47).

9. Erik Schmitt et Thom Shanker, *Counter Strike: The Untold Story of America's Secret Campaign against Al-Qaeda*, Times Books, New York, 2011, p. 77.

10. *Ibid.*, p. 79-80.

11. *Ibid.*, p. 91-92.

12. *Ibid.*, p. 98.

13. *Insurgencies and Countering Insurgencies*, United States Government, US Army, mai 2014.

14. « Observer, orienter, décider et agir. » Concept inventé par le colonel John Boyd de l'US Air Force en 1960.

15. En Irlande du Nord, une opération typique, comprenant une reconnaissance de cible rapprochée (*Close Target Reconnaissance*) suivie d'une embuscade, pouvait souvent prendre des jours.

16. D. Priest et W. Arkin, *op. cit.*, p. 247.

17. Nick Turse, *Les Nouvelles armes de l'Empire américain*, la Découverte, Paris, 2014, p. 17.

18. « Operation Gallant Phoenix », *GlobalSecurity.org,* 5 février 2018 [en ligne]. https://www.globalsecurity.org/military/ops/gallant-phoenix.htm [consulté le 08/05/2021].

19. À noter que les escadrons « clandestins » sont désormais considérés comme les plus prestigieux à commander au sein des deux SMU.

20. D. Priest et W. Arkin, *op.cit.*, p. 233

21. En Somalie, la CIA aurait fait une erreur en soutenant l'Alliance for the Restoration of Peace and Counter-Terrorism (ARPCT) – les seigneurs de guerre – à Mogadiscio (2006). Le résultat a été que ses opérations secrètes ont explosé au visage de l'Agence et, au lieu d'affaiblir les islamistes, elles les auraient renforcés.

22. *11 septembre. Rapport de la commission d'enquête. Rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis*, éditions des Équateurs, Paris, 2004, p 481-482.

23. Matthew M. Aid, *Intel Wars, op. cit.*, p. 47.

24. Cet arrangement n'a rien de nouveau : il a été utilisé pour prêter des pilotes de l'US Air Force et des hommes des forces spéciales à la CIA au Laos pendant la guerre du Viêt Nam. À bien des égards, le JSOC et la CIA ont repris ce schéma.

25. Avant 2007, l'acquisition de renseignements fiables pour conduire des opérations était déjà très problématique. Certes, les unités américaines ont eu l'avantage de pouvoir coopérer avec la police, l'armée et les services afghans, qui luttaient déjà depuis quelque temps contre les talibans et Al-Qaïda. Mais ils étaient également infiltrés par leurs adversaires qui disposaient de bons renseignements sur eux. Si la volonté de divers combattants et seigneurs de guerre afghans de changer de camp a apporté un flux constant de renseignements aux forces de la coalition, la quantité d'informations peu fiables fournies par les sources locales a été un problème permanent. Les chefs de guerre locaux confiaient principalement des informations destinées à éliminer leurs rivaux…

26. Rappelons toutefois que 80 % des cadres d'Al-Qaïda et des talibans furent éliminés.

CHAPITRE 15

LES ACTIONS PARAMILITAIRES DE LA CIA

Parallèlement à sa mission d'espionnage, la CIA est chargée de conduire des opérations paramilitaires clandestines à l'étranger. Selon l'*Executive Order* présidentiel du 4 décembre 1981, les *« activités spéciales »* sont *« des actions menées en appui d'objectifs de politique étrangère nationale, planifiées ou exécutées de sorte que le gouvernement des États-Unis ne joue pas un rôle qui soit apparent ou reconnu publiquement, bien qu'il appuie ces activités »*. La branche « action » de la CIA assure, depuis le début de la Guerre froide, la propagande, l'action politique, les renversements de régime et le soutien aux guérillas alliées. Elle a été particulièrement active en Amérique latine, contribuant au renversement de plusieurs gouvernements (Guatemala, 1953 ; Chili, 1973, etc.). Mais c'est dans le Sud-Est asiatique que sa composante paramilitaire conduisit ses opérations de plus grande ampleur.

La guerre spéciale de la CIA au Viêt Nam[1]

À la fin des années 1950, face à l'intensification des opérations subversives menées par le Nord-Viêt Nam, le Sud-Viêt Nam fit appel à l'aide américaine. La CIA fut alors chargée des missions d'assistance au profit du gouvernement de Saïgon et s'engagea dans des opérations de guerre spéciale.

En 1956, l'Agence créa le First Observation Group, une organisation paramilitaire opérant indépendamment de la chaîne de commandement de l'Armée sud-vietnamienne et placée directement sous le contrôle direct du président Ngô Dinh Diêm. Sa mission était de mettre en place un réseau *stay-behind* derrière le 17e parallèle, chargé d'entrer en action (guérilla, renseignement) en cas d'invasion nord-vietnamienne.

Puis, les premiers éléments des forces spéciales – douze hommes du 14th Special Forces Detachment – arrivèrent au Sud-Viêt Nam en novembre

1957 afin de prendre en charge la formation de l'encadrement d'unités militaires locales. Trois ans plus tard, trente hommes appartenant au 7th SFG rejoignirent à leur tour Saïgon pour y former des Rangers ; cette opération était entièrement contrôlée par la CIA sous la couverture du Military Assistance Advisory Group (MAAG).

Sous son contrôle, le Combined Studies Group – une unité spéciale stationnée à Thu Duc – lança en 1961 les premières opérations d'infiltration en territoire nord-vietnamien. Les commandos sud-vietnamiens formés par l'Agence furent infiltrés par sampans ou parachutés. Mais ces opérations se soldèrent par un échec : tous les opérateurs engagés furent capturés ou exécutés par Hanoï, qui avait réussi à infiltrer des agents dans ce programme. Lorsque William Colby, alors chef de poste de la CIA à Saïgon, décida de mettre un terme à l'opération, près de 200 commandos avaient disparu. Toutefois, en dépit de ce bilan déplorable, le secrétaire à la Défense Robert McNamara réussit à convaincre le président Johnson de transférer le programme aux militaires. Ceux-ci le poursuivirent pendant cinq ans, avec la même absence de résultats. Au final, plus de 450 agents disparurent dans ces opérations hasardeuses et les États-Unis ne purent jamais implanter un mouvement de résistance au Nord-Vietnam[2].

La CIA mit alors sur pied le programme *Civil Defence Irregular Group* (CIDG). Il connut très rapidement un succès indéniable et l'Agence manifesta son intention de l'étendre à tout le pays. Mais, suite au fiasco de la baie des Cochons en novembre 1962, la Maison-Blanche retira le pilotage des opérations spéciales à l'Agence et le transféra aux militaires du Military Assistance Command/Vietnam (MAC/V). Dès lors, pour les experts de Langley, les forces spéciales ne furent plus jamais correctement employées et le programme CIDG perdit de son efficacité. Seules quelques rares unités demeurèrent sous le contrôle de l'Agence, notamment le détachement A 413 chargé des infiltrations au Nord-Viêt Nam et les *trail watchers*, unités chargées de détecter et de neutraliser les unités nord-vietnamiennes au cours de leurs tentatives d'infiltration.

Face à l'intensification du conflit, l'Agence créa en 1964 une nouvelle unité clandestine au sein du MAC/V : le Studies and Observation Group (SOG). Le SOG avait pour missions d'effectuer des assassinats ainsi que des enlèvements ciblés, de miner les itinéraires, de détruire les moyens de communication

ennemis, de mener des opérations psychologiques et des campagnes d'intoxication, et de récupérer les pilotes abattus. Sa zone d'action ne se limitait pas au Sud-Viêt Nam : le SOG était autorisé à opérer en Birmanie, au Cambodge, au Laos, au Nord-Viêt Nam et dans quatre provinces du sud de la Chine (Yunnan, Kwangsi, Kwangtung et Haïnan).

Le SOG comprenait six branches opérationnelles :

– le groupe d'études terrestres était chargé des opérations transfrontalières de longue durée et du soutien des groupes ethniques, principalement au Laos ;

– le groupe d'études aéroportées était responsable de la conduite de projets très spéciaux, tels que les missions *Oodles* (infiltration de petits groupes de combattants au Nord-Viêt Nam et jusqu'à la frontière chinoise) et *Singleton* (nom donné aux agents opérant en solo au Nord-Viêt Nam). Il se chargea également de l'intoxication de l'armée de Hanoï, grâce aux agents doubles relevant du projet *Borden* ;

– le groupe de récupération recherchait les pilotes d'aéronefs abattus au-dessus du territoire ennemi ;

– le groupe d'études psychologiques s'occupait des interceptions et du brouillage, des opérations de guerre psychologique et de la désinformation (programme *Forae*[3]) ;

– le groupe d'études navales prenait en charge les reconnaissances et les sabotages des installations côtières du Nord-Viêt Nam, notamment dans le port de Haïphong, principal point d'entrée de l'aide soviétique (programme *Plowman*) ;

– le groupe d'études aériennes était chargé du soutien aérien des opérations clandestines (nom de code « Midriff[4] »).

Les programmes ICEX et Phoenix

La CIA mena également des actions plus ciblées dans le but de démanteler l'organisation politico-administrative du Viêt-Cong implantée au Sud-Viêt Nam : ce fut l'objet des programmes ICEX (*Intelligence and Exploitation*) puis *Phoenix*. Leur but était d'identifier et d'éliminer les cadres et sympathisants communistes. À cette fin, la CIA forma 500 officiers de renseignement, lança le programme *Chieu Hoi* – campagne d'amnistie destinée à provoquer la défection des éléments Viêt-Cong – et créa les Provincial Reconnaissance Units (PRU). Les PRU étaient de petites unités d'une dizaine d'hommes composées

de mercenaires locaux et de transfuges du Viêt-Cong, voire de criminels sud-vietnamiens, dont l'encadrement était confié au Seal Team One ou aux Bérets verts. Le mode opératoire était bien rodé : une équipe de renseignement était chargée de localiser l'ennemi. Elle alertait alors une équipe de tueurs – surnommés « The Hunter Killers » – qui entrait en action.

L'efficacité des programmes ICEX et *Phoenix* fut telle que, fin 1968, l'organisation politico-militaire du Viêt-Cong était largement détruite, tant dans le delta du Mékong que dans la région de Saïgon. Le bilan officiel de ces programmes, présenté par William Colby au Sénat, fit état de plus de 20 000 Viêt-Cong tués, 28 000 prisonniers et de 17 000 retournements. Cependant, d'autres rapports considérèrent que le nombre de victimes était deux fois plus important. De plus, de par les méthodes utilisées, ces opérations restèrent parmi les plus controversées de la CIA. Ces programmes d'éliminations devinrent l'objet de violentes critiques des milieux parlementaires américains. Pour empêcher la reproduction de telles dérives, ils œuvrèrent afin de modifier la législation et y parvinrent au bout de plusieurs années. Le décret 12 333, promulgué par Ronald Reagan en décembre 1981, interdit à la CIA de perpétrer des assassinats et, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, tous les officiers de l'Agence furent tenus de respecter cette obligation. Ce décret a été abrogé dans le cadre de la guerre américaine contre le terrorisme.

Les missions clandestines au Cambodge et au Laos

Au cours de la guerre du Viêt Nam, les forces d'Hanoï n'étaient pas les seules à violer allègrement les frontières : les Américains menaient également des opérations au Cambodge et au Laos. Pour ces incursions transfrontalières, le SOG recrutait des irréguliers parmi les tribus montagnardes, les minorités tribales ou chez les Cambodgiens vivant dans le delta du Mékong. Parmi ces derniers se trouvaient de nombreux Khmers Sereï[5] qui s'enrôlaient non seulement pour lutter contre les Vietnamiens, ennemis héréditaires, mais aussi pour affirmer leur opposition à Norodom Sihanouk. Le but de ces incursions était la recherche du renseignement, la localisation de pistes, d'hôpitaux, de camps et de dépôts communistes et nord-vietnamiens, mais les commandos étaient également chargés de détruire ces installations et de miner certains itinéraires.

Dans le cadre de ces missions, ils avaient le droit de s'enfoncer d'une trentaine de kilomètres en territoire cambodgien et laotien. Les équipes étaient composées de deux ou trois Américains qui encadraient généralement une dizaine de combattants locaux. Tous portaient des tenues camouflées étrangères ou des uniformes Viêt-Cong et étaient dotés d'armes récupérées sur les troupes communistes. Tous les Américains étaient volontaires et astreints au secret : ils étaient passibles d'une amende de 10 000 dollars et jusqu'à 10 ans de prison s'ils révélaient l'existence de ces opérations, désignées sous les noms de code « Daniel Boone » puis « Salem House » pour le Laos, et « Pikes Hill » pour le Cambodge. De 1965 à 1972, le SOG effectua plus de 2 600 opérations transfrontalières dont la plupart demeurent encore secrètes.

C'est au Laos que la CIA réalisa ses opérations clandestines les plus ambitieuses dans le Sud-Est asiatique. Elle y conduisit une action paramilitaire de grande ampleur qui dura dix ans et impliqua 400 agents. L'Agence maintint, pendant toute la durée de la guerre, un réseau de plus de 200 pistes d'atterrissage disséminées dans les montagnes du pays et y disposa de nombreuses balises électroniques pour le guidage des aéronefs allant bombarder le Nord-Viêt Nam. Air America, la compagnie aérienne écran de la CIA, effectua par ailleurs d'importantes livraisons de matériel au gouvernement de Vientiane afin de soutenir son combat contre le Pathet Lao. Ce dispositif fonctionna jusqu'au retrait américain en 1973[6].

Les opérations paramilitaires de la Guerre froide : des succès contrastés

Tout au long de la Guerre froide, la CIA multiplia les opérations paramilitaires clandestines afin de contrer l'influence grandissante de l'URSS et de la Chine dans le tiers-monde : aux Philippines lors de l'insurrection des Huks ; en Corée du Nord au début de la guerre ; au Tibet de 1955 à 1959 ; en Indonésie en 1958 ; au Congo et à Cuba en 1962 ; au Pérou en 1965 ; en Bolivie en 1967 ; ainsi qu'au Chili en 1975. Ce faisant, elle s'éloignait de sa mission de renseignement et gérait de plus en plus de véritables armées parallèles.

Au milieu des années 1970, Zbigniew Brzezinski, le conseiller pour la Sécurité nationale du président Carter parvint à convaincre ce dernier de jouer la carte islamique afin d'affaiblir l'URSS. Ainsi, à partir de 1977, la CIA mit sur pied, en collaboration avec les services spéciaux turcs et saoudiens, des

réseaux de propagande islamiste destinés à réveiller les groupes fondamentalistes sunnites en Asie centrale. Des exemplaires du coran, de la littérature interdite par Moscou, ainsi que des armes y furent introduits en masse. En Afghanistan, la CIA commença à aider les moudjahidines opposés au régime de Kaboul six mois avant l'invasion soviétique. Au travers de cette opération clandestine, l'Agence aurait sciemment augmenté la probabilité de l'invasion soviétique, réussissant ainsi à attirer Moscou dans le piège afghan. Après le déclenchement de l'intervention soviétique fin 1979, ne souhaitant pas voir leurs organisations trop visiblement impliquées, le directeur de la CIA William Casey et le chef des services secrets saoudiens, le prince Turki bin Fayçal, décidèrent d'agir par l'intermédiaire des services secrets pakistanais, l'Inter Services Intelligence (ISI). Ces derniers se chargèrent du recrutement, de la formation des moudjahidines et de l'acheminement de l'aide financière et matérielle. Entre 1980 et 1989, la résistance afghane recevra des Américains plus de 15 milliards de dollars d'assistance militaire, dont un millier de missiles antiaériens Stinger. La CIA effectua de très importantes livraisons d'armes, d'un volume annuel moyen de l'ordre de 65 000 tonnes. Les fondamentalistes de tous les pays musulmans furent également encouragés à aller faire le djihad en Afghanistan. Ainsi, des milliers de militants islamistes parmi les plus remuants du Proche-Orient partirent pour l'Afghanistan. Un riche saoudien, Oussama Ben Laden, coordonna leur recrutement.

La guerre d'Afghanistan fut probablement le plus grand succès de la CIA au cours de la Guerre froide. Au plus fort des combats, Langley soutint, à travers les services pakistanais et saoudiens, 300 000 moudjahidines contre les forces soviétiques présentes dans le pays, lesquelles ne comptaient guère que 120 000 hommes. Pour Washington, il n'y a aucun doute que l'action conduite en Afghanistan a été un facteur capital dans l'accélération de la chute de l'URSS. Malheureusement, des dérapages n'ont pas tardé à se produire et de nombreux mouvements islamistes ont échappé au contrôle de Washington. L'exemple d'Oussama Ben Laden en a été le plus funeste.

Suite aux attentats de 1998 contre les ambassades de Dar es-Salaam (Tanzanie) et de Nairobi (Kenya), le président Clinton donna son feu vert aux opérations clandestines destinées à frapper le réseau terroriste Al-Qaïda. En octobre 1999, la Special Activities Division (SAD), bras armé paramilitaire de la CIA, entraîna clandestinement une soixantaine de commandos des services secrets pakistanais en vue d'un raid en Afghanistan pour capturer ou éliminer

Ben Laden. Des équipes de la SAD s'infiltrèrent dans le pays afin d'aménager une piste d'aviation devant permettre la récupération du terroriste, s'il venait à être capturé par les équipes de chasse, ou l'exfiltration de ces dernières en cas de difficulté. Mais l'opération fut annulée suite à la prise de pouvoir au Pakistan du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999.

Puis, une attaque de nuit héliportée fut ensuite envisagée, au cours de laquelle les hélicoptères devaient parcourir près de 1 500 km, ce qui nécessitait de refaire le plein en vol. Mais l'échec de l'opération *Eagle Claw* (Iran, 1980) restait présent dans les esprits et la mission n'eut pas lieu.

Certaines informations laissèrent entendre que le Special Collection Service – un service conjoint de la CIA et de la National Security Agency – infiltra également des équipes en Afghanistan pour implanter des systèmes d'interception des communications à portée des radios utilisées par Al-Qaïda. L'opération, montée avec le soutien de l'ISI, fut également annulée après le coup d'État du général Pervez Musharraf. Elle permit cependant à Langley de reprendre pied dans un pays abandonné suite aux coupes budgétaires de la fin de la Guerre froide. Dès lors, la CIA commença à rebâtir ses réseaux d'informateurs en Afghanistan. En septembre 2001, lors du déclenchement des opérations, elle disposait de plus d'une centaine de sources dans le pays.

En Colombie, le rôle de l'action clandestine des services secrets américains demeure opaque. Selon des informations qui ont fuité, il est cependant possible d'établir qu'entre les années 1980 et le début des années 1990, la CIA a mené dans ce pays des opérations basées sur le modèle de l'expérience vietnamienne, en visant à éliminer les cadres civils et militaires de l'insurrection communiste locale. Lors de la réorganisation du renseignement colombien en 1991, piloté par les Américains, une quarantaine d'unités chargées d'assassiner les leaders civils soutenant la guérilla furent créées. Mais malgré l'élimination de ces cadres, la guérilla continua de progresser sur le terrain.

Tout au long de la Guerre froide, le recours des États-Unis aux opérations clandestines comme mode d'action extérieur a permis à la Maison-Blanche, sans demander aucune autorisation au Congrès, de mener des guerres secrètes peu coûteuses et peu susceptibles de dégénérer en conflit ouvert. Néanmoins, force est de constater que les opérations de la CIA ont souvent défrayé la chronique : échec du débarquement de la baie des Cochons (1962) ; excès du programme *Phoenix* (Viêt Nam) ; *Irangate* ; compromission de la CIA avec certains narcotrafiquants d'Amérique latine ; dérive du soutien aux

moudjahidines (Afghanistan), etc. Leur bilan apparaît donc contrasté. Mais comme toujours, les quelques événements portés à la connaissance du public ne concernent que les échecs les plus cuisants des organismes de renseignement et ne rendent pas compte des actions souterraines réussies. La réalité est donc souvent beaucoup plus contrastée.

La lutte contre les talibans et Al-Qaïda en Afghanistan

Après les attentats du 11 septembre 2001, lorsque Washington décida d'intervenir en Afghanistan, la CIA se retrouva en première ligne, car elle disposait d'une grande expérience du pays, ce qui n'était alors pas le cas du Pentagone.

Le renversement du régime taliban

Dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, la SAD fut ainsi largement mise à contribution. Les paramilitaires de l'Agence furent les premiers à pénétrer en Afghanistan dès fin septembre 2001 pour y préparer l'arrivée des forces spéciales. Il s'agissait non seulement d'acquérir le renseignement sur place, mais également de conseiller les commandants de l'Alliance du Nord ainsi que de leur fournir des informations sur les mouvements des unités talibanes et des membres d'Al-Qaïda. Les hommes de la SAD assurèrent aussi l'infiltration des spécialistes de la division Proche-Orient de l'Agence (Near East Division), maîtrisant les langues et dialectes locaux (pachtou, dari, etc.), et des spécialistes de son Centre antiterroriste (Counter-Terrorism Center) en Afghanistan pour collecter le maximum de renseignements sur Oussama Ben Laden et son organisation.

Pour renverser le régime taliban, la CIA déploya en tout 110 officiers sur le terrain. Les différentes équipes de l'agence distribuèrent des millions de dollars aux chefs de l'Alliance du Nord pour les pousser à l'action contre les talibans et Al-Qaïda. Sur le terrain, les hommes de la SAD opérèrent par groupes d'une demi-douzaine d'individus. À l'image des Jedburghs de la Seconde Guerre mondiale, ils furent chargés d'encadrer les unités de l'Alliance du Nord, de leur assurer l'appui aérien ainsi que de coordonner les combats. Ces hommes rendaient exclusivement compte de leurs actions à la direction de la CIA à Langley, laquelle prenait ou non la décision de les répercuter sur le Central Command de Tampa, état-major qui assurait la direction des opérations militaires. Les équipes de la SAD furent également engagées dans des missions

de chasse aux membres d'Al-Qaïda, parfois aux côtés des unités spéciales ou de manière totalement indépendante. Elles investirent les camps d'entraînement de Zhawar Kili Al Badr, à un jet de pierre de la frontière pakistanaise, ainsi que la forteresse de Qala-e-Jhangi, à proximité de Mazar-e-Sharif. C'est au cours de ces opérations que Mike Spann, membre de la SAD, trouva la mort.

À l'occasion de son engagement en Afghanistan, l'Agence utilisa pour la première fois des drones armés. Le 4 février 2002, à proximité de Zhawar Kili Al Badr, un drone Predator de la CIA tira un missile Hellfire contre un groupe d'individus identifiés comme étant des responsables d'Al-Qaïda. Dès lors, les drones armés allaient être utilisés à de nombreuses reprises. L'une de leurs attaques aurait en particulier causé la mort de Mohammed Atef, alors considéré comme le chef des opérations d'Al-Qaïda.

Ce déploiement des drones de la CIA a provoqué quelques dissensions avec l'US Air Force, qui a reproché à l'Agence d'empiéter sur son pré carré en menant des missions hors de toute planification de théâtre. Les responsables militaires des opérations se sont plaints d'avoir vu apparaître à de nombreuses reprises sur leurs écrans de contrôle des explosions qui ne correspondaient à aucune frappe, avant d'apprendre qu'il s'agissait de missiles tirés par les drones de la CIA.

En revanche, à l'occasion d'*Enduring Freedom*, le partenariat entre la CIA et les forces spéciales fonctionna à merveille. Ce fut l'exemple parfait de l'intégration du renseignement en appui direct des opérations militaires, à un niveau décentralisé jamais réalisé auparavant. Un exemple permet de comprendre dans quelles conditions ce partenariat fonctionnait. Fin 2001, à l'aube, un informateur de la CIA prévint son contrôleur qu'un convoi de combattants quittait un village. L'US Navy déploya aussitôt un P-3 Orion de surveillance sur la zone et repéra trois véhicules suspects. L'aéronef fut alors relayé par un drone de surveillance qui pista le convoi. Après avoir analysé les images, une équipe de la SAD et des combattants afghans interceptèrent le convoi avant la frontière pakistanaise. Les trois véhicules s'enfuirent alors vers l'intérieur de l'Afghanistan, ce qui laissa le temps à une équipe des Seals d'arriver par hélicoptère. Ceux-ci lancèrent aussitôt une attaque au cours de laquelle 17 terroristes tchétchènes périrent. Il n'y eut aucun blessé côté américain.

Par beaucoup d'aspects, l'action conduite en Afghanistan par Washington a été couronnée de succès puisque le régime taliban a été renversé et que les

infrastructures afghanes du réseau Al-Qaïda ont été détruites. Les opérations de fin 2001 ont permis d'éliminer ou de capturer 25 % des leaders d'Al-Qaïda, de détruire plus de 20 camps d'entraînement, de recueillir des centaines de documents, vidéos, téléphones, accès internet et de découvrir les sites d'expérimentation d'armes chimiques d'Al-Qaïda. Entre 5 000 et 10 000 combattants ont été tués et il y a eu plus de 5 000 prisonniers[7]. La nébuleuse a perdu son seul soutien étatique et s'est trouvée obligée de se réfugier dans quelques poches sur la frontière pakistanaise. Cependant, aucun des leaders de premier plan d'Al-Qaïda n'a été capturé et la quasi-totalité des combattants d'élite de la brigade 55 ont pu fuir : ceux qui ont été faits prisonniers étaient pour l'essentiel des « fantassins de base » ou des terroristes en formation.

Le projet Omega

À partir de 2002, George W. Bush donna un mandat clair à la CIA : traquer et éliminer Al-Qaïda et ses alliés talibans. L'Agence créa alors le projet *Omega*, selon une approche similaire au programme *Phoenix*, et des Counter-terrorist Pursuit Teams (CTPT). Celles-ci étaient composées de membres de la branche paramilitaire de la CIA, de forces spéciales (Bérets verts, Seals, Rangers), de spécialistes des interceptions, d'officiers de renseignement et de miliciens afghans. Ces unités pourchassaient les combattants djihadistes et talibans sans les restrictions que connaissaient les unités militaires. Elles agissaient en civil et se déplaçaient dans des camions Toyota Hilux, et non dans des véhicules militaires. Elles opéraient régulièrement jusqu'à 15 km en territoire pakistanais pour y gérer des sources clandestines et y conduire des opérations[8].

L'Agence installa 26 bases *Omega* dans le sud et l'est de l'Afghanistan, notamment le long de la frontière afghano-pakistanaise : les principales étaient Assadâbâd, Jalalabad, Shank, Khost, Shkin, Spin Boldak. Mais les véritables « hubs » de ces opérations[9] furent surtout Gardez et Bagram. La base aérienne de Bagram abritait un important contingent de paramilitaires de la CIA, de membres de forces spéciales et de mercenaires afghans dans un complexe séparé appelé Camp Vam[10]. Bagram était aussi la base principale de tri et de *dispatching* des prisonniers vers différents centres d'interrogation. Tous ceux qui y sont passés, détenus, traducteurs ou gardiens en gardèrent un souvenir pesant et diffusèrent dans le pays des informations sur les pratiques américaines

d'humiliation systématique des prisonniers. Les interrogatoires des détenus étaient en très grande majorité conduits par des *contractors*, les officiers traitants de Langley n'ayant reçu aucune formation en la matière[11].

Mais la décision de Washington d'envahir l'Irak en 2003 – en dépit du manque de preuves justifiant une telle intervention – déstabilisa profondément les opérations en Afghanistan. Les meilleurs éléments de la CIA et des forces spéciales furent retirés de ce pays afin de préparer l'offensive contre Bagdad.

Timber Sycamore : l'action de la CIA en Syrie

Alors que les forces américaines demeuraient engagées en Afghanistan et en Irak, en octobre 2011, Barack Obama autorisa David Petraeus, le nouveau patron de la CIA, à lancer une guerre secrète en Syrie. Dénommée *Timber Sycamore*, cette opération prit toute son ampleur à partir du printemps 2012. Certains estiment que cela a été l'une des plus importantes opérations clandestines de l'Agence, impliquant à ses côtés de nombreux services spéciaux européens et moyen-orientaux.

Principalement financée par l'Arabie saoudite, qui fut de loin le plus gros contributeur à l'opération, *Timber Sycamore* avait pour but de renverser à tout prix le régime de Bachar El-Assad, en armant contre lui les mouvements djihadistes ayant fait allégeance à Al-Qaïda ou à Daech, car contrairement aux déclarations américaines, aucune véritable opposition armée non islamiste n'existait à Damas.

Les Qataris et les Saoudiens commencèrent à fournir des armes aux groupes djihadistes dès 2012. Les efforts saoudiens étaient pilotés par le prince Bandar ben Sultan, alors responsable des services secrets du royaume wahhabite. Il ordonna à ses services d'acheter des milliers d'AK-47 et des millions de cartouches en Europe de l'Est au profit des rebelles syriens, ainsi que des missiles antichars TOW. Les Qataris leur livrèrent des cargaisons de missiles chinois portatifs FN-6 via la frontière turque. Ankara fermait les yeux sur ces actions, laissant combattants, argent et armes parvenir aux groupes islamistes.

La CIA opéra surtout en coulisses durant cette période, car sur ordre de la Maison-Blanche, *Timber Sycamore* n'autorisait initialement que la fourniture d'aide non létale aux rebelles. Toutefois, fin 2012, David Petraeus réunit les services de renseignement des nations du Golfe et leur reprocha d'envoyer des armes en Syrie sans se coordonner entre eux ni avec les officiers de la CIA

présents en Jordanie et en Turquie. Puis, début 2013, Barack Obama donna son accord à l'Agence pour armer et entraîner les djihadistes depuis une base en Jordanie. Elle prit alors la direction des opérations[12]. La CIA accorda préférentiellement son aide à l'Armée syrienne libre (ASL), dont l'importance était négligeable dans les combats en Syrie, car elle apparaissait à Langley comme la moins islamiste. Cela n'empêcha pas une part importante de ses combattants de rejoindre les groupes djihadistes une fois formés et armés par les Américains…

Les Qataris aidèrent et contribuèrent également au financement d'entraînements et autorisèrent l'utilisation d'une base au Qatar comme terrain supplémentaire de formation pour les groupes djihadistes.

Mais l'opération *Timber Sycamore* ne parvint pas à son but, notamment en raison de l'intervention russe en Syrie, à partir de septembre 2015. Elle sera progressivement stoppée à partir de la mi-2017. Elle n'aura finalement servi qu'à renforcer la nébuleuse djihadiste opérant en Syrie et en Irak. Elle aura surtout contribué à prolonger le conflit syrien, à provoquer de nombreuses morts civiles et militaires dans le pays et à entraîner les interventions russe et iranienne dans le conflit.

La nouvelle organisation des moyens d'action clandestins de la CIA

Aujourd'hui, le Special Activities Center (SAC[13]) de la CIA est la branche « action » de l'agence, rattachée au National Clandestine Services (NCS, ex-direction des opérations). Il comprend deux composantes : le Special Operations Group (SOG), branche paramilitaire de l'Agence ; et le Political Action Group (PAG), en charge de l'action politique clandestine. Le SAC comprendrait plus de 300 membres – dont des femmes – presque tous issus des forces spéciales américaines, ainsi que de nombreux intervenants ponctuels. Il est organisé en cinq groupes spécialisés :

– le Special Operations Group (SOG), véritable service « action » de la CIA. Il comprendrait plus de 150 commandos, ex-militaires rompus aux techniques d'infiltration terrestres, aéroportées et maritimes, conduisant des missions de reconnaissance, de sabotage, de libération d'otages, d'élimination de terroristes ou de criminels de guerre. Ils sont également chargés de pénétrer clandestinement dans des pays étrangers et d'y former des mouvements qui ne souhaitent pas être ouvertement associés avec les États-Unis. Le SOG est

intervenu principalement en Amérique latine (Honduras, Nicaragua) et, récemment, en Afghanistan ;

– le Foreign Training Group (FTG), chargé d'entraîner les unités militaires, de renseignement et de police étrangères ;

– le Covert Action Staff, spécialiste de la désinformation et de l'action psychologique ;

– le Computer Operations Group (COG), chargé de l'action sur les systèmes d'information ;

– le Proprietary Management Staff (PMS), qui gère les multiples sociétés fantômes servant de couverture et de paravent aux opérations de la CIA.

Le SAC assure également la mise en œuvre des drones de renseignement et de combat de l'Agence. En effet, la CIA s'est très tôt intéressée aux capacités offensives des avions sans pilotes en les équipant de missiles. L'Afghanistan fut la première occasion de les employer au combat, contre les talibans. L'un de ces engins aurait causé la mort de Mohammed Atef, le chef des opérations d'Oussama Ben Laden, en novembre 2001.

Le Global Response Staff et ses *contractors*

Après les attentats du 11 septembre 2001, un Global Response Staff (GRS) a été créé au sein du SAC de la CIA. Il s'agit d'une unité chargée d'assurer la sécurité rapprochée et discrète des officiers traitants opérant à l'étranger dans les zones à risque. En effet, la lutte contre le terrorisme présente un niveau de risque sans commune mesure avec les missions d'espionnage de la Guerre froide. Le travail de renseignement exigeait auparavant d'opérer en solo dans ses villes d'Europe de l'Est. Dorénavant, la recherche clandestine consiste à opérer dans des contrées hostiles ou des zones de guerre pour rencontrer des agents. Cela ne peut donc se faire sans une protection adéquate, afin d'éviter toute tentative d'enlèvement ou d'assassinat des membres de l'agence.

Le GRS compte environ 300 employés, la moitié déployée à l'étranger, les autres en formation ou au repos aux États-Unis. Une grande partie d'entre eux sont des *contractors* qui gagnent 150 000 dollars ou plus par an[14] et effectuent généralement des missions de 90 ou 120 jours dans des zones particulièrement exposées à l'étranger. Tous sont d'ex-membres des forces spéciales américaines (Deltas et Seals) ayant pris récemment leur retraite, ou des vétérans des équipes SWAT[15] des services de police.

Pour la CIA, les équipes du GRS sont désormais un élément primordial des missions de renseignement. Les gardes du corps sont devenus si essentiels à l'action des officiers traitants que l'Agence a remanié son programme de formation à « la Ferme » – son centre d'instruction situé dans le sud de la Virginie – pour enseigner aux nouvelles recrues les bases du travail avec les équipes GRS. Ces derniers, combattants déjà expérimentés, reçoivent de leur côté une formation supplémentaire afin de ne pas attirer l'attention sur leur présence ou sur leurs déplacements avec les officiers de la CIA qu'ils sont chargés de protéger. Ils apprennent donc à travailler dans l'ombre et sous couverture. En revanche, ils n'étudient pas les langues locales, ne rencontrent pas de ressortissants étrangers et ne rédigent pas de rapports de renseignement. Leurs tâches principales sont de cartographier les voies d'évacuation des lieux de rencontre, de fouiller les informateurs et d'assurer une « bulle » de sécurité lors de rencontres. Et en cas de danger, procéder à une exfiltration sous le feu.

Bien que l'agence ait créé le GRS pour protéger ses officiers en Afghanistan, au Pakistan et en Irak, ses missions se sont rapidement étendues à d'autres parties du monde (Somalie, Yémen, Liban, Djibouti, etc.). Le GRS assure également la protection des bases secrètes de drones, les installations clandestines de l'Agence et, dans certains cas, la sécurité du personnel d'autres agences, notamment ceux de la NSA lorsqu'ils déploient des capteurs ou des équipements d'écoute dans les zones de conflit.

Puis, progressivement, anciens des forces spéciales et *contractors* ont été employés pour les missions les plus dangereuses, principalement la reconnaissance, la surveillance, les filatures et les effractions dans les pays hostiles[16].

Sur les quatorze employés de la CIA tués depuis 2009, cinq travaillaient pour le GRS, tous en tant que *contractors*. Trois ont trouvé la mort, à Khost, en Afghanistan, le 31 décembre 2009, lorsqu'un agent double jordanien s'est fait exploser dans un complexe de la CIA. Deux autres ont été tués à Benghazi lors de l'attaque contre l'ambassade américaine (11 septembre 2012).

Des *contractors* de l'unité ont également été impliqués dans des fusillades au cours desquelles des ressortissants étrangers ont été tués. L'une d'elles a notamment déclenché une crise diplomatique. Alors qu'il travaillait pour le GRS au Pakistan, Raymond Davis, pris en filature par deux hommes en moto durant un travail de « familiarisation avec la zone » – c'est-à-dire apprendre à

connaître son environnement et à cartographier les voies d'évacuation –, se sentit menacé et abattit ses deux « suiveurs » au milieu d'une rue animée de Lahore (27 janvier 2011). Arrêté, il fut emprisonné pendant des semaines au Pakistan avant que les États-Unis obtiennent son expulsion, cette affaire venant compliquer les relations déjà tendues entre Islamabad et Washington[17].

La difficile remise en cause des actions paramilitaires

Le rapport de la commission d'enquête sur les attaques terroristes du 11 septembre a mis en lumière la redondance des moyens d'action de la CIA et de l'USSOCOM et proposé de transférer l'essentiel de ces missions au Pentagone.

> *« La responsabilité première dans la direction et l'exécution des opérations paramilitaires, qu'elles soient clandestines ou secrètes, devrait être transférée au département de la Défense. Là, elle devrait reposer sur des moyens de formation, de direction et d'exécution d'opérations de ce type déjà en cours d'élaboration au Commandement des opérations spéciales.*
>
> *[…] Que le prix à payer s'exprime en agents ou en individus, les États-Unis ne peuvent pas se permettre de bâtir deux entités distinctes pour mener à bien des opérations paramilitaires secrètes, utiliser secrètement des missiles à distance, et entraîner secrètement des militaires ou des forces paramilitaires étrangères. Les États-Unis devraient concentrer la responsabilité et les nécessaires autorités légales dans une seule entité.*
>
> *Le précédent qui a consisté, dans l'Afghanistan de l'après 11 septembre à utiliser conjointement des équipes de la CIA et des militaires dans des opérations secrètes et clandestines, a fait ses preuves. Nous pensons que la présente proposition s'y accorde. Chaque agence se concentrerait sur les avantages comparatifs qu'elle trouverait à construire des moyens de missions conjointes. L'opération serait elle-même planifiée en commun*[18]*. »*

La Commission a fait cette recommandation parce qu'elle estimait que *« la CIA n'avait pas suffisamment investi dans le développement d'une capacité solide à conduire des opérations paramilitaires avec du personnel américain. Elle préférait recourir à des mandataires étrangers encadrés par des agents opérationnels de la CIA qui ne disposaient pas de la formation militaire requise. Les résultats ont été*

insatisfaisants[19]*. »*

Pourtant, au cours des deux dernières décennies, dans le cadre de la GWOT, la CIA a connu un développement de ses activités et de ses capacités paramilitaires sans précédent. Au-delà de l'embauche d'anciens commandos, l'agence a considérablement accru sa coopération avec les forces spéciales du JSOC et tué des milliers de terroristes islamistes et de civils avec sa flotte de drones armés.

En septembre 2011, le général David Petraeus a été nommé directeur de la CIA. Aux yeux de certains, le fait qu'Obama ait porté son choix sur cet officier en dit long sur la nouvelle orientation de l'Agence. Petraeus souhaitait faire de la CIA un mini-JSOC déguisé en agence de renseignement, allant dans le sens des responsables de la sécurité nationale qui souhaitaient étendre les guerres secrètes des États-Unis un peu partout dans le monde[20]. Ainsi, « *la CIA s'est militarisée et travaille en étroite collaboration avec le JSOC, au point de lui offrir une couverture officielle, ce qui aurait été inimaginable il y a dix ans*[21] », affirme un ex-officier traitant de la CIA. *« Une grande partie du budget de la CIA n'est plus allouée à ses activités de surveillance, mais aux forces paramilitaires qui travaillent de concert avec le JSOC à planifier des attaques de drones et à éliminer des terroristes*[22]*. »* Sous sa direction, la branche paramilitaire de l'Agence n'a cessé de croître en budget, en effectifs et en influence et *« est devenue une véritable machine à tuer »*.

Néanmoins, cette militarisation de la CIA pourrait se voir remise en question. Lors de son audition de confirmation devant la commission du renseignement du Congrès, John Brennan, son successeur à la tête de la CIA (2013-2017), a déclaré qu'il était temps de recentrer l'agence vers des rôles plus traditionnels d'espionnage, de collecte et d'analyse du renseignement. Selon lui, la mission antiterroriste de la CIA menaçait d'affaiblir ses autres activités, notamment celles consistant à pénétrer des gouvernements étrangers et à anticiper l'évolution des tendances mondiales. La piètre performance de l'Agence concernant les révolutions arabes en est un exemple[23]. Quelques mois plus tard, le président Obama reprit ce thème, annonçant que les opérations de drones deviendraient progressivement la responsabilité du Pentagone. Mais, dans les faits, ce changement est long à se faire sentir.

Toutefois, des parlementaires républicains et démocrates influents se sont

battus pour préserver le rôle de la CIA dans les frappes de drones et empêcher le transfert proposé vers le Pentagone, notamment en raison de ce que certains considèrent comme la *« mauvaise performance des militaires dans les opérations meurtrières en dehors de l'Irak et l'Afghanistan »*. Un certain nombre de frappes ratées de drones menées par l'USSOCOM au Yémen, lancées depuis la base américaine de Djibouti, ont en effet amené Washington à interdire temporairement les attaques de drones par l'armée. Cette décision est intervenue après qu'une frappe ait tué en décembre 2013 un certain nombre de civils qui faisaient partie d'un cortège nuptial dans une région désolée au sud de Sanaa, la capitale du Yémen.

En conséquence, au Pakistan, la CIA reste en charge des opérations de drones et pourrait continuer à assurer cette mission longtemps après le départ des troupes américaines d'Afghanistan. Au Yémen, l'Agence continue de mener sa propre guerre, lançant ses avions sans pilotes depuis l'Arabie saoudite. En Jordanie, c'est elle et non le Pentagone qui gère le programme d'entraînement et d'armement des rebelles syriens – une concession faite au gouvernement jordanien, qui ne voulait pas une présence militaire américaine sur son sol.

1. À ce sujet, le lecteur pourra également se reporter au livre d'Éric Denécé, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, *op. cit*.

2. John Prados, *Les Guerres secrètes de la CIA*, *op. cit.*, p. 425 ; Richard H. Schultz Jr., *The Secret War Against Hanoi: The Untold Story of Spies, Saboteurs and Covert Warriors in North Vietnam*, Perennial, New York, 2000, p. 14.

3. Il s'agissait d'une tentative pour convaincre Hanoï que la menace de subversion à l'intérieur de ses frontières était bien plus grave que ce qu'il imaginait, afin de créer diversion et paranoïa.

4. Richard H. Schultz Jr., *op. cit.*, p. 49-50.

5. *Sereï* signifie « libre » en khmer.

6. Joshua Kurlantzick, *A Great Place to Have War: America in Laos and the Birth of the Military CIA*, Simon & Schuster, New York, 2018.

7. Avant l'ouverture des hostilités, on estimait à environ 40 000 le nombre de combattants taliban en Afghanistan.

8. Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit.*, p. 117.

9. *Ibid.*, p.160.

10. Outre les membres de la SAD, les CTPT d'*Omega* réunirent plus de 1000 Bérets verts et Navy Seals, et 3000 mercenaires afghans. Contrairement à leurs homologues de l'armée et de la police, ces derniers étaient bien équipés, bien entraînés et avaient fait leurs preuves au combat. Leur loyauté n'était pas une question parce qu'ils étaient payés quatre fois le salaire mensuel d'un soldat ou d'un policier afghan moyen (Matthew M. Aid, *Intel Wars*, *op. cit.*, p. 78).

11. Steve Coll, *op. cit.*, p. 165, 170 et 176. Dans la majorité des cas, les interrogatoires coercitifs

conduits par la CIA ou dans des prisons d'États arabes alliés ne donnèrent jamais de renseignements de qualité ou fiables.

12. Maxime Chaix, *La Guerre de l'ombre en Syrie*, Érick Bonnier, Paris, 2019 ; Éric Verhaeghe, « Opération Bois de Sycomore : quand le *New York Times* détaille la manière dont la CIA a entraîné l'État islamique », *Atlantico*, 25 janvier 2016.

13. Cette appellation est récente. Jusqu'en 2016, elle était dénommée Special Activities Division (SAD). Les noms Special Activities Staff et Military Special Projects (MSP) semblent également désigner cette composante de l'Agence.

14. Toutefois, les *contractors* ne disposent d'aucune assurance maladie ni assurance-vie de la part de la CIA.

15. Special Weapons and Tactics. Groupes d'intervention des polices américaines.

16. Steve Coll, *op. cit.*, p. 26.

17. Greg Miller et Julie Tate, « CIA's Global Response Staff emerging from shadows after incidents in Libya and Pakistan », *The Washington Post*, 26 décembre 2012.

18. *11 septembre. Rapport de la commission d'enquête*, *op. cit.*, p. 481-482.

19. *Ibid*.

20. Steve Coll, *op. cit.*, p. 26.

21. Jeremy Scahill, *Dirty Wars : Le nouvel art de la guerre*, *op. cit.*, p. 599.

22. *Ibid.*

23. De même, les agences de renseignement américaines ont été accusées par des parlementaires d'avoir été surprises lorsque la Russie a annexé la Crimée. Des critiques particulières ont été adressées à la DIA pour avoir conclu que les mouvements de troupes russes près de la frontière ukrainienne étaient peu susceptibles de conduire à une invasion de la péninsule.

CHAPITRE 16

L'HYBRIDATION OPÉRATIONS SPÉCIALES/ ACTIONS PARAMILITAIRES CLANDESTINES

La stratégie et les opérations de combat conjointes des forces spéciales américaines et de la CIA dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* ont permis la naissance d'une nouvelle forme de lutte contre-insurrectionnelle. Leur étroit partenariat a été un succès majeur[1]. Le renseignement a façonné le champ de bataille, dominé l'ennemi, ouvert des possibilités pour les forces de la coalition et guidé chaque étape de la campagne. Selon le général Richard Myers, président des chefs d'état-major interarmées : *« Le nouveau mode de guerre américain est plus rapide, plus agile, plus précis et intègre la collecte de renseignements et des armes et des communications de haute technologie. »*

Mais c'est la JSOC Task Force, en opération en Irak de 2004 à 2011 sous les ordres du général McChrystal, qui a apporté le plus de changements en termes d'organisation et de technologie. Elle est parvenue à établir une parfaite interopérabilité dans les opérations entre les forces spéciales, les unités conventionnelles et les services de renseignement – civils et militaires, américains et britanniques –, en basant toute son action sur le recueil et l'exploitation immédiate et largement partagée du renseignement de terrain.

La combinaison renseignement/action, clé des succès de la contre-insurrection et du contre-terrorisme

Ayant parfaitement intégré le rôle du renseignement dans la lutte contre-insurrectionnelle, McChrystal a mis en place une nouvelle forme d'organisation au sein de la JIATF d'Irak :

– recrutement et manipulation de sources humaines par les unités militaires de renseignement spécial ;

– arrestation et interrogatoire de suspects ou de terroristes ;

– accroissement de la collecte du renseignement SIGINT par la surveillance et le contrôle du réseau de télécommunication mobile permettant l'interception, l'analyse, la localisation et la cartographie du trafic téléphonique mobile. Développement d'opérations de cyberespionnage et mise en place d'une Interagency Support Activity regroupant la NSA et la MSA ;

– saisie systématique de tous les éléments possibles lors d'une intervention (téléphones portables, ordinateurs, documents, etc.) ;

– traitement et exploitation immédiate des renseignements obtenus. McChrystal fit sauter le cloisonnement traditionnel : les analystes étaient présents sur le terrain au côté des opérateurs, permettant une exploitation instantanée ;

– mise en réseau de l'ensemble des acteurs de la lutte : forces d'intervention, opérateurs du renseignement humain, moyens d'interception (SIGINT) et de surveillance (IMINT), analystes – qu'ils soient américains ou britanniques – et partage systématique des données pour que chacun ait une vue d'ensemble de la situation et puisse établir des rapprochements utiles.

Le renseignement et les opérations se nourrissant mutuellement, un nouveau concept d'opération vit le jour : *Find, Fix, Finish, Exploit, Analyze* (F3EA). Cette nouvelle organisation entraîna le raccourcissement de la « boucle » OODA (observation, orientation, décision et action), et l'accélération considérable du cycle de renseignement et du rythme des opérations (jusqu'à 60 par mois !) :

– accroissement du nombre d'interventions ;

– augmentation des renseignements obtenus ;

– déclenchement de nouvelles interventions.

Cette accélération du rythme des actions, visant le niveau intermédiaire de l'insurrection, détruisit l'infrastructure et le commandement de l'ennemi. Celui-ci, en cherchant uniquement à se protéger, perdit toute initiative offensive.

Le JSOC concentra également son action sur la recherche et l'élimination des cibles à haute valeur ajoutée (HVT) en affectant cette mission à des équipes de poursuite dénommées Omega Teams. Dès lors, la chasse à l'homme devint l'activité première du JSOC en Irak.

Le général McChrystal a ainsi démontré qu'*« un réseau [intégré] est seul capable de détruire un réseau [terroriste] »*. Sous son impulsion, le JSOC a révolutionné les opérations de contre-terrorisme par une organisation

décentralisée et transverse, permettant à chacun des acteurs du réseau d'avoir accès, à chaque instant, à toute l'information disponible, créant ainsi un nouvel art de la guerre collaboratif. La combinaison des capacités de renseignement et d'action des services de renseignement et des unités spéciales a été le facteur clé du succès de la contre-insurrection en Irak.

La disparition des frontières traditionnelles

Ce nouvel art de la guerre collaboratif a entraîné une atténuation des frontières traditionnelles entre renseignement et action. Dans le cadre de la GWOT, la CIA s'est remilitarisée et le JSOC a considérablement développé ses capacités en matière de renseignement.

Certes, la militarisation de la CIA a commencé à grande échelle avec l'implication de l'Agence au Laos, au cours des années 1960. Puis, en dépit du fiasco de la baie des Cochons (Cuba, 1962), la CIA a conduit de nombreuses paramilitaires avec le plein accord de la Maison-Blanche : au Nicaragua (1980-1984), en Somalie (1992) au Kosovo (fin 1990), en Afghanistan (à partir de 1990) et surtout en Irak (1991-2003). L'Agence a tenu, tout au long de la Guerre froide, à conserver une capacité paramilitaire, ce qui a permis aux États-Unis de mettre rapidement « les bottes sur le terrain » en Afghanistan après le 11 septembre. L'Armée américaine, quant à elle, n'a pu se déployer qu'après que les capacités de recherche et de sauvetage aériens aient été mises en place pour protéger leur traversée des montagnes escarpées de l'Hindou Kush.

Dans le cadre de la GWOT, la CIA a joué un rôle majeur – surtout hors des théâtres afghan et irakien – en fournissant du renseignement et un soutien logistique secret aux forces spéciales militaires. Son Counter-Terrorism Center (CTC) a connu une croissance considérable, tant en budget qu'en personnel. Aujourd'hui, environ 20 % de ses analystes fonctionnent comme des « cibleurs », dont la tâche principale est d'identifier et de localiser des terroristes, qui sont ensuite éliminés par un drone armé. Les opérations paramilitaires se sont également multipliées. Pour l'Agence, cela a représenté un retour à ses origines de la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'OSS parachutait ses officiers paramilitaires derrière les lignes ennemies, en France et dans l'Europe occupée par les nazis, pour établir des liens avec les organisations de résistance et combattre les Allemands. Selon son ancien directeur, le général Michael Hayden, *« la CIA n'a jamais ressemblé plus à son ancêtre direct, l'OSS,*

qu'à l'heure actuelle[2] ». Elle fonctionne maintenant comme une force militaire.

Mais alors que les opérateurs du Special Activities Center ont connu beaucoup de succès dans la poursuite d'Al-Qaïda et des talibans sur le théâtre afghano-pakistanais, et que ses drones armés ont éliminé de nombreux terroristes – non sans dommages collatéraux – en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Ouest, la question se pose désormais : est-ce là le rôle de la CIA ? Comme l'a déclaré l'ancien directeur du renseignement national (DNI), l'amiral Dennis Blair, les drones Predator armés de missiles Hellfire sont essentiellement une arme militaire. Ne devraient-ils pas être placés plutôt sous le commandement du Joint Special Operations Command ?

En effet, depuis le 11 septembre, des changements majeurs sont intervenus du côté des forces spéciales. En miroir à la militarisation accrue de la CIA, il s'est produit une « *intelligencification* » du JSOC, car la maîtrise du renseignement est devenue pour lui essentielle dans le cadre de ses missions contre-terroristes ou contre-insurrectionnelles. Ainsi, le JSOC est désormais capable d'accomplir des missions de renseignement opérationnel que la CIA ne sait plus ou ne peut plus faire.

Dans le passé, il existait une claire distinction entre les activités des forces spéciales et les missions gérées par la CIA. Avant les attentats du 11 septembre 2001, le Pentagone ne faisait que très peu d'espionnage humain et la CIA n'était plus autorisée à tuer. Depuis, chacun a fait beaucoup des deux.

Une telle évolution a conduit à un effacement des frontières entre ces deux acteurs :

– en se militarisant, la CIA en est devenue une vraie machine de guerre recourant à l'utilisation massive de drones armés dans la lutte antiterroriste ;

– en renforçant son volet *Intelligence, Surveillance, Reconnaissance* (ISR), le JSOC a réussi à devenir quasiment indépendant en matière de renseignement par la maîtrise complète du processus OODA.

Par ailleurs, la *Global War on Terror* a conduit à une plus grande coopération entre les forces spéciales et la CIA, à l'image ce que les Britanniques ont expérimenté depuis les années 1970[3]. En Irak, avec la stratégie mise en place par le JSOC (JIATF), le rapprochement entre ces deux acteurs s'est encore accru. Alors que l'on pouvait craindre un accroissement de leurs rivalités, ils ont au contraire amélioré leur interopérabilité et ont conduit des opérations communes.

Aujourd'hui, le rapprochement CIA/JSOC est si complet que les responsables politiques et militaires américains et les membres du Congrès reconnaissent qu'il leur est souvent difficile de distinguer les uns des autres. *« On ne peut pas faire la différence entre les officiers de la CIA, les gars des forces spéciales et les contractors. Ils sont tous les trois mélangés »*, a déclaré un haut responsable américain après une tournée en Afghanistan. Pour réaliser des missions de renseignement en milieu hostile, les opérateurs du JSOC sont en effet mieux entraînés que les agents de la CIA. Ils sont donc temporairement affectés à l'Agence le temps d'une opération, ce qui leur permet d'agir sous couvert de l'article 50 du Code des États-Unis. Décrivant cette situation nouvelle, un haut fonctionnaire du Pentagone résume : *« Nous sommes dans les systèmes les uns des autres, nous parlons les langues des autres. »* Rien ne symbolise mieux cette symbiose que le fait que le général David Petraeus (auparavant commandant en chef en Irak puis en Afghanistan) soit ensuite devenu directeur de la CIA, tandis que Leon Panetta – l'ancien directeur de la CIA qui a grandement contribué militariser l'Agence – a déménagé au Pentagone pour remplacer Robert Gates, lui-même ancien directeur de la CIA, en tant que secrétaire à la Défense[4].

Ainsi, le rapprochement CIA/JSOC s'est considérablement développé depuis que les premières équipes combinées ont soutenu les efforts de l'Alliance du Nord pour renverser les talibans. Bien que leurs membres n'aient pas toujours été d'accord entre eux et qu'il y ait eu des frictions, le partenariat s'est renforcé en raison de la nécessité de tirer parti des capacités de chacun[5]. Puis, ce partenariat a continué à se développer à l'occasion de la préparation de la guerre d'Irak. Au cours de l'été 2002, les équipes de la CIA ont contribué à la préparation du champ de bataille et à la planification militaire en fournissant des renseignements au CENTCOM. Puis en 2003, lors de l'offensive, elles ont fourni en temps réel des informations aux unités de combat, tout en les informant de leurs positions afin d'éviter les tirs fratricides[6].

Il existe désormais une interaction permanente entre la CIA et le Pentagone à de nombreux niveaux. Le SAC de la CIA traite directement avec les commandements des opérations spéciales de théâtre, et son Counter-Terrorism Center (CTC) est en relation directe avec l'USSOCOM. En outre, les chefs des divisions géographiques de la CIA interagissent avec le personnel des forces spéciales de leur région. De plus, l'Agence accueille tous les nouveaux

capitaines des forces spéciales à Langley pour leur présenter son personnel et ses missions. Elle forme également ses équipes à mieux connaître la culture et les préoccupations des militaires[7]. Au début des années 1990, il n'y avait qu'une poignée d'officiers de liaison militaires au siège de la CIA. Aujourd'hui, des centaines de personnes en uniforme y servent quotidiennement[8].

Limites et dangers de l'hybridation

Depuis l'opération *Desert Storm* (1991), la CIA se consacre davantage au soutien aux opérations militaires. En 1992, elle a créé l'Office of Military Affairs (OMA) pour accroître la coopération avec le Pentagone et a mis en place des équipes appelées Crisis Operation Liaison Teams, chargées de fournir aux commandants militaires un accès direct aux produits et au personnel de la CIA[9]. Puis, en 1995, elle a créé le poste d'*Associate Director of Central Intelligence/Military Support* (ADCI/MS), plaçant un officier responsable du partenariat entre la CIA et la Défense directement auprès du directeur de l'Agence. Enfin, après le 11 septembre, la CIA a regroupé l'ADCI/MS et l'OMA au sein du bureau de l'*Associate Director of Military Affair*s (ADMA)[10].

Bien que l'amélioration du partenariat CIA/Pentagone présente des avantages opérationnels certains à court terme, la polarisation croissante de la CIA sur les affaires militaires et le contre-terrorisme est susceptible d'avoir à long terme des répercussions négatives. En effet, de nombreux experts du renseignement américain craignent que ces orientations finissent par affecter la capacité de la CIA à suivre et comprendre l'évolution du monde, car elles mobilisent l'essentiel de ses ressources au détriment d'autres activités permettant d'éclairer la politique étrangère.

Le sénateur David Boren, ancien président de la sous-commission du Sénat pour le renseignement, a exprimé sa préoccupation à ce sujet dès 2013 :

> *« Je pense que le grand danger est que si la CIA devient avant tout une agence dédiée au soutien des opérations militaires, elle néglige son rôle principal qui est de fournir des renseignements stratégiques aux décideurs politiques. […] Le soutien de la CIA aux opérations militaires en Irak et en Afghanistan a entraîné une réduction de la collecte et de l'analyse de renseignements dans des parties du monde qui sont plus vitales pour les intérêts à long terme de l'Amérique. […] À long terme, qu'est-ce qui est le plus important pour*

l'Amérique ? Des sujets tels que la montée en puissance de la Chine et l'agressivité de la Russie[11]. »

Nombreux sont ceux qui affirment que l'accent mis par la CIA sur la lutte contre le terrorisme et le soutien aux opérations militaires ont entraîné sa militarisation. En 2011, le général Michael Hayden – ancien directeur de la NSA (1999-2005) et de la CIA (2006-2009) – a averti l'un de ses successeurs, le général David Petraeus, qu'il risquait de transformer l'agence en un OSS du XXIe siècle, c'est-à-dire une organisation menant des actions paramilitaires pour gagner des conflits au lieu de conduire des opérations de renseignement pour nourrir l'analyse stratégique[12].

Par ailleurs, en matière d'opérations spéciales, le rapprochement JSOC/CIA présente plusieurs dangers légaux et opérationnels. D'abord, il augmente le risque de rendre l'action secrète plus visible pour l'ennemi, les forces spéciales n'ayant pas la même maîtrise de la clandestinité que la CIA. Ensuite, l'augmentation des effectifs de l'un pourrait avoir un impact sur l'autre, le réservoir de personnel qualifié n'étant pas inépuisable[13]. Ainsi, le Special Activities Center de la CIA recrute presque exclusivement dans les unités d'opérations spéciales de l'Armée américaine. Enfin, ce rapprochement restreint la capacité de contrôle des membres du Congrès, puisque le partenariat permet aux forces spéciales d'agir dans la clandestinité et en des lieux où les forces armées ne sont pas autorisées à intervenir, en passant sous le contrôle de la CIA dans le cadre d'une mission. Et il permet à l'agence d'agir sans en informer le Congrès en opérant dans le cadre d'une opération spéciale pilotée par le Pentagone, donc en échappant au titre 50. Les règles existantes qui s'appliquent aux opérations militaires et de renseignement peuvent donc être facilement contournées par une simple autorisation du pouvoir exécutif (Maison-Blanche, Pentagone) sans notification au corps législatif[14].

Dès 2002, suite à l'adoption des propositions du Defense Science Board, les législateurs avaient exprimé leur inquiétude face à la volonté du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld d'étendre les capacités secrètes du Pentagone, ce dernier n'étant pas soumis à des règles qui l'obligent à rendre compte de ses activités secrètes au Congrès, contrairement à la CIA[15]. Pourtant, le Pentagone a continué d'investir, furtivement d'abord puis ouvertement, le domaine des opérations clandestines, orientant les jeunes officiers les plus prometteurs vers

ses forces spéciales[16]. L'*Al-Qaeda Senior Leadership Execute Order* signé par Donald Rumsfeld en 2004 a donné au JSOC une possibilité d'action quasiment identique à celle de la CIA, lui permettant d'opérer non seulement en Afghanistan, Irak, Pakistan et Syrie, mais aussi en Éthiopie, Kenya, Somalie, Iran et Yémen.

Ainsi, dans le cadre de la GWOT, la Maison-Blanche a confié aux militaires de nouvelles missions de renseignement et d'action clandestine à l'étranger, alors qu'elles étaient jusqu'alors l'apanage de la CIA. Le sous-secrétaire au Renseignement du Pentagone a été promu au troisième rang de la hiérarchie du département de la Défense, ce qui a provoqué des remous dans la communauté du renseignement[17]. La militarisation du renseignement s'est ainsi accélérée[18].

Lorsque Robert Gates s'est installé au Pentagone (2006), il a regardé autour de lui qui étaient les dirigeants du renseignement américain et il n'a vu que des militaires : un général dirigeait la CIA (Petraeus), un autre était sous-secrétaire au renseignement au Pentagone, un autre encore était en charge de la lutte contre le terrorisme au Département d'État. Auparavant, ces postes étaient tous occupés par des civils depuis de nombreuses années. Gates a découvert un monde dans lequel le Pentagone avait écrasé la CIA, comme il s'était juré de le faire soixante ans auparavant[19].

Mais, selon les responsables du Pentagone, le rôle de plus en plus dominant des militaires reflète au contraire la frustration des autorités face aux piètres performances de l'Agence, ainsi que l'a mis en lumière le rapport de la commission d'enquête sur les attentats de « 9/11 » :

> *« Avant le 11 septembre, la CIA n'avait pas investi dans le développement d'une capacité solide à conduire des opérations paramilitaires avec du personnel américain. Elle préférait recourir à des mandataires étrangers encadrés par des agents opérationnels de la CIA qui ne disposaient pas de la formation militaire requise. Les résultats ont été insatisfaisants*[20]*. »*

Ainsi, depuis 2001, le Pentagone a mis sur pied une armée secrète d'élite dotée de ressources exceptionnelles (armes et technologies incomparables, avions, hélicoptères et navires spéciaux, réseau de bases et de prisons secrètes partout dans le monde, drones et satellites, fonds discrétionnaires) et dont les

missions couvrent tout l'éventail des actions secrètes afin de lutter contre le terrorisme et surveiller « l'axe du mal ». Les dirigeants américains estiment que l'ampleur de la menace exige, et donc justifie, de nouvelles tactiques agressives « hors normes » comme l'a déclaré Donald Rumsfeld dès mai 2002 : « *La prévention et la préemption sont [...] les seules défenses contre le terrorisme. [...] Notre tâche est de trouver et de détruire l'ennemi avant qu'il ne nous frappe*[21]. »

Bien que l'évolution des relations entre le DoD et la CIA ait permis une plus grande coopération et ait résolu bon nombre des problèmes identifiés à la fin des années 1980, tout montre que depuis *Enduring Freedom* le Pentagone cherche à prendre le contrôle de l'ensemble des activités paramilitaires à l'étranger, y compris celles aujourd'hui du ressort de la CIA. De nombreux officiers de l'USSOCOM plaident pour qu'il leur soit accordé, au cours de leurs opérations, la possibilité et les fonds afin de recruter localement des opérateurs étrangers et se voir davantage impliqués dans les opérations clandestines. Or, le DoD contrôle déjà 80 % à 90 % du budget national du renseignement. L'Agence est donc la seule organisation de renseignement véritablement indépendante au sein de l'Intelligence Community, car le NRO, la NSA et la NGA sont des structures relevant du Pentagone. Pour de nombreux observateurs, il est donc important que la CIA ne se concentre pas sur les seuls besoins des militaires et continue de remplir son rôle de fournisseur d'informations stratégiques au profit de la Maison-Blanche[22].

1. Jeremy Scahill, *Dirty Wars : Le nouvel art de la guerre*, *op. cit.*, p. 599.

2. Robert Chesney, « Military-Intelligence Convergence and the Law of the Title 10/Title 50 Debate », *Journal of National Security Law & Policy*, n° 5(2), 2012, p. 562.

3. Rappelons cependant que le SIS ne dispose pas de capacités d'action paramilitaires clandestines comparables à celles de la CIA… ou de la DGSE.

4. Robert Chesney, *op. cit.*, p. 579.

5. David P. Oakley, *Partners or Competitors? The Evolution of the Department of Defense/Central Intelligence Agency Relationship since Desert Storm and its Prospects for the Future*, *op. cit.*, p. 20.

6. David P. Oakley, *Subordinating Intelligence: The DoD/CIA Post–Cold War Relationship*, University Press of Kentucky, 2019, p. 143-145.

7. David P. Oakley, *Partners or Competitors?*, *op. cit.*, p. 24.

8. David P. Oakley, *Subordinating Intelligence*, *op. cit.*, p. 156.

9. David P. Oakley, *Partners or Competitors?*, *op. cit.*, p. 8.

10. *Ibid.*, p. 13.

11. *Ibid.*, p. 31-32.

12. David P. Oakley, *Subordinating Intelligence*, *op. cit.*, p. 158.

13. Lawrence E. Cline, « Special Operations and the Intelligence System », *International Journal of Intelligence and Counter-Intelligence*, vol. 18, n° 4, 2005, p. 575-592.

14. Robert Chesney, *op. cit.*, p. 540.

15. William M. Arkin, « The Secret War », *The Los Angeles Times*, 27 octobre 2002.

16. Tim Weiner, *Legacy of Ashes: The History of the CIA,* Doubleday, New York, 2007, p. 505.

17. *Ibid.*, p. 505.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*, p 511.

20. *11 septembre. Rapport de la commission d'enquête*, *op. cit.*, p. 481-482.

21. William M. Arkin, *op. cit.*

22. David P. Oakley, *Subordinating Intelligence*, *op. cit.*, p. 158.

TROISIÈME PARTIE :
ISRAËL

CHAPITRE 17

ISRAËL FACE AUX MENACES ASYMÉTRIQUES

Depuis sa création, l'État hébreu a été confronté à deux menaces simultanées : celle d'une invasion militaire de son territoire, qui mettrait fin à son existence ; et celle du terrorisme arabe, en Israël et contre les intérêts israéliens dans le monde, dont le but est de faire pression sur Tel-Aviv afin de défendre la cause palestinienne. Depuis la fin des années 1980, un troisième danger est également apparu, celui du nucléaire iranien.

Avec le temps, en raison de l'écrasante supériorité conventionnelle de l'Armée israélienne – et des succès remportés au cours des guerres de 1948, 1967 (Six-Jours) et 1973 (Kippour) –, la menace d'invasion s'est largement estompée. Et le risque que fait peser une hypothétique arme atomique iranienne semble pour le moment contenu. En revanche, les actions terroristes contre l'État hébreu n'ont cessé de prendre de l'ampleur depuis les années 1970, et plus encore à l'orée des années 2000. D'autant que les événements intervenus depuis le début du XXIe siècle au Moyen-Orient – émergence du terrorisme djihadiste (Al-Qaïda), invasion américaine de l'Irak, apparition de Daech, printemps arabes, guerre en Syrie, etc. – ont accru l'instabilité régionale, renforçant cette menace. L'État hébreu doit aujourd'hui faire face au Hamas à Gaza et au Hezbollah au Sud-Liban. Il doit également surveiller les combattants djihadistes qui se sont installés en Syrie et dans la péninsule du Sinaï. Et composer avec le soutien qu'apportent les Iraniens à tout ou partie de ces mouvements.

Au cours des deux dernières décennies, l'environnement sécuritaire d'Israël – par ailleurs toujours confronté aux intifadas et au terrorisme palestiniens – s'est vu profondément bouleversé, ce qui préoccupe dirigeants et militaires israéliens. Si l'époque où le pays devait livrer des guerres conventionnelles majeures contre ses voisins semble révolue, l'État hébreu est désormais la cible

de menaces asymétriques accrues, tant sur son propre territoire, sur ses frontières, qu'à l'étranger[1].

Le Hezbollah, menace n° 1

La principale menace provient aujourd'hui du Hezbollah (« Parti de Dieu »), mouvement chiite libanais créé en 1982, et qui bénéficie du soutien de la Syrie et de l'Iran. Il présente aujourd'hui deux risques majeurs pour Israël.

En premier lieu, depuis quinze ans, avec le soutien de Téhéran, le Hezbollah a considérablement renforcé son arsenal de missiles et de lance-roquettes[2]. Il a quadruplé ses capacités de tir depuis le conflit de 2006. Israël estime que le mouvement libanais dispose aujourd'hui de plus de 130 000 roquettes et missiles de différents types, capables d'atteindre n'importe quel point de l'État hébreu, y compris la centrale nucléaire de Dimona, située dans le sud du pays[3]. Selon les experts de Tsahal, ces armements ne sont actuellement équipés que de têtes « classiques » – certains sont capables d'emporter plusieurs milliers de kilos d'explosifs –, mais pourraient également être dotés d'armes chimiques.

Si une nouvelle guerre avait lieu avec le Hezbollah, les services de renseignement israéliens estiment que leur pays ferait face à des défis encore plus grands qu'en 2006. À l'époque, le Hezbollah avait tiré en moyenne 150 roquettes par jour. Dans un futur conflit, le nombre de tirs serait probablement trois à quatre fois plus important. Certains évoquent même le fait qu'il serait en mesure de tirer quotidiennement 1 500 roquettes ou missiles contre l'État hébreu[4]. De plus, les combattants chiites auraient à leur disposition des missiles antichars de dernière génération ainsi que des armes antiaériennes capables de nuire gravement aux actions de l'Armée de l'air israélienne[5].

Le mouvement chiite libanais a par ailleurs considérablement amélioré les capacités de son unité de drones. Selon le renseignement militaire israélien, le Hezbollah dispose de très nombreux drones, en majorité fournis par l'Iran, dont certains peuvent être équipés de charges explosives de plusieurs dizaines de kilos[6]. Pour le moment, il ne les a utilisés qu'à des fins de « guerre psychologique », en envoyant à plusieurs reprises des appareils survoler le territoire israélien[7]. Mais leur emploi à des fins offensives ne saurait tarder.

En second lieu, la guerre de l'été 2006 au Sud-Liban a mis en lumière le fait que le Hezbollah dispose d'une organisation de type militaire, très disciplinée,

bien équipée, capable d'infliger des pertes significatives à l'Armée israélienne. Les combattants de la « Résistance islamique » – le bras armé du mouvement – sont rompus à toutes les méthodes de combat irrégulières et disposent désormais de l'expérience acquise lors des conflits contre Tsahal et au cours de la guerre de Syrie.

En effet, à la demande de Téhéran, le Hezbollah s'est engagé en Syrie depuis 2012 aux côtés des forces et milices gouvernementales syriennes pour combattre les mouvements djihadistes. Il y aurait envoyé entre 4 000 et 5 000 combattants, soit près du tiers de sa force opérationnelle[8]. Ils y sont intervenus encadrés par des centaines de conseillers, d'instructeurs voire de combattants de la force Al-Qods des Gardiens de la révolution iraniens qui assuraient la direction et le contrôle tactique des opérations.

En cette occasion, le Hezbollah a beaucoup appris et a significativement développé ses compétences en matière de conduite d'opérations militaires tactiques :

– rôle de la puissance de feu dans les opérations offensives et défensives ;

– combat dans la durée qui implique des obligations de planification, de commandement, de contrôle, de relève du personnel et du matériel ;

– complexité à mener des opérations conjointes avec d'autres unités qui n'appliquent pas les mêmes procédures (milices syriennes et chiites irakiennes, Pasdarans iraniens, armée de Damas) ;

– maniement d'armes modernes et de drones d'observation, coopération interarmes avec des unités blindées, l'artillerie et l'aviation ;

– manœuvre à l'échelon de la compagnie voire du bataillon.

L'expérience que le Hezbollah a acquise en Syrie pose un problème majeur pour Israël. L'endurcissement des recrues lors des affrontements, comme l'accroissement de la cohésion et de la résilience des unités constituent une réelle valeur ajoutée pour le mouvement, ce qui est particulièrement préoccupant pour Tsahal[9]. De plus, les nombreux combattants étrangers qui ont servi au sein des milices chiites en Syrie (Afghans, Pakistanais, Irakiens, etc.) pourraient constituer une unité « internationale » encadrée par des membres de la force Al-Qods des Pasdarans qui viendrait épauler le Hezbollah en cas de guerre contre l'État hébreu[10].

Depuis 2006, le mouvement chiite libanais renforce constamment ses effectifs et ses infrastructures le long de la frontière nord d'Israël, dans la

perspective d'un nouvel affrontement avec Tsahal. Ses forces sont aujourd'hui estimées à environ 30 000 hommes – contre un peu moins de 15 000 en 2006 – assistés et instruits par les Pasdarans iraniens, qui ont installé leur quartier général dans la région de Baalbek. L'objectif principal du Hezbollah est de s'opposer à toute tentative d'invasion israélienne au Sud-Liban et d'infliger le maximum de pertes à Tsahal. Mais ils sont également chargés de la mise en œuvre de l'arsenal de roquettes et de missiles afin de frapper Israël[11].

En raison de l'évolution de son organisation et de sa politique, le Hezbollah est devenu aujourd'hui davantage un mouvement « combattant » que terroriste. Il n'a plus guère eu recours aux attentats contre Israël depuis plusieurs années. Rappelons toutefois que le mouvement dispose d'une branche « renseignement et opérations spéciales » appelée « Appareil de sécurité spéciale », laquelle a été longtemps dirigée par Imad Moughniyeh, jusqu'à son élimination par Israël (2008). En matière terroriste, le Hezbollah fut l'un des premiers groupes à théoriser l'emploi de kamikazes et de véhicules piégés et avait même créé un véritable centre d'instruction en la matière dans la plaine de la Bekaa, ouvert à tous les groupes terroristes du Moyen-Orient.

Tel-Aviv craint qu'une fois le conflit syrien terminé, ce mouvement, poussé en coulisses par Téhéran, ne profite de l'expérience acquise sur ce théâtre et des grandes quantités d'armements récupérées pour déclencher une nouvelle guerre contre lui. Les Israéliens redoutent particulièrement les missiles guidés, qui pourraient frapper leur territoire dans la profondeur.

Depuis 2012, l'Armée de l'air israélienne a mené des douzaines de raids en Syrie, visant principalement des convois transportant des armes vers le Liban pour équiper le Hezbollah[12]. Et sur le plan tactique, Tsahal se prépare à ce nouveau conflit pour ne pas renouveler les erreurs de la guerre de 2006[13].

Même le Liban – et en particulier son armée – ne paraît plus disposer de moyens de pression contre le mouvement chiite qui domine désormais la scène politico-militaire locale. Les Américains ont d'ailleurs décidé, depuis 2018, de réduire de moitié l'aide militaire accordée à Beyrouth. L'Armée libanaise est en effet considérée par Israël comme une force « supplétive » du Hezbollah.

Les groupes terroristes palestiniens

Une autre menace est celle des mouvements armés palestiniens dont certains prônent encore la disparition de l'État hébreu. Ces groupes considèrent en effet

la lutte armée comme le seul moyen de parvenir à leurs fins et voient dans chaque citoyen israélien – voire dans chaque Juif, où qu'il se trouve – un adversaire, donc une cible légitime. Ainsi, les plus radicaux multiplient les actions terroristes contre Israël afin de faire pression pour la reconnaissance d'un État palestinien ou en rétorsion aux actions de l'armée (en Cisjordanie et à Gaza) et des services secrets israéliens (assassinats ciblés, etc.).

Sept groupes palestiniens poursuivent leurs actions violentes contre Israël : le Fatah ; les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa ; le Front populaire de libération de la Palestine ; le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine ; le Djihad islamique palestinien ; les Brigades d'Allah ; et le plus actif d'entre eux, le Hamas (Harakat Al Moukawama Al-Islamiya – « Mouvement de la résistance islamique »).

La branche militaire du Hamas compte un millier de combattants aguerris opérant en petites cellules indépendantes[14]. Deux branches politiques se partagent la propagande, le recrutement et l'instruction des combattants, le financement du mouvement et la coopération internationale : l'A'Alam et la Dawa. Très actif dans les territoires occupés – en particulier dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie – et dans la bande de Gaza, le Hamas s'attache à supplanter les représentants du Fatah[15] dont beaucoup de dirigeants sont à ses yeux corrompus ou accusés de collaborer avec l'État hébreu. Le service de sécurité du mouvement est quant à lui chargé de l'élimination des « traîtres ».

Bien qu'il soit considéré comme un mouvement infréquentable par les États-Unis et que l'Union européenne l'ait inscrit sur la « liste noire » des organisations terroristes, le Hamas a participé à certains processus électoraux palestiniens. Le 26 janvier 2006, il remportait la majorité des sièges à l'Assemblée palestinienne et s'emparait du pouvoir. Depuis lors, il se considère comme le gouvernement légitime de l'Autorité palestinienne. À partir de juin 2007, le mouvement contrôle seul l'intégralité de la bande de Gaza et bénéficie d'une indépendance de fait par rapport à l'Autorité palestinienne. La bande de Gaza, qu'Israël a évacuée en 2005, recèle de nombreuses installations de stockage de lance-roquettes, de centaines de tunnels de contrebande et d'entrepôts d'armes contre lesquels les services et l'Armée israélienne interviennent régulièrement.

Les groupes palestiniens sont, comme le Hezbollah, soutenus par les États ennemis d'Israël, lesquels, à défaut de pouvoir engager des opérations militaires

contre lui, financent et appuient les actions terroristes, tout en menant leur propre guerre secrète contre l'État hébreu.

Depuis la décision du Premier ministre Benjamin Netanyahou d'annexer la Cisjordanie en mai 2020, le Shin Bet – service de sécurité intérieure – et Aman – le renseignement militaire – sont très inquiets d'une nouvelle intifada et d'une possible recrudescence des actions terroristes des groupes palestiniens pour défendre leur cause. Ces services ont fait savoir au Premier ministre et à son nouveau ministre de la Défense, le général Benny Gantz, qu'il fallait s'attendre à un regain de violence à Ramallah et Gaza, ainsi qu'à des troubles dans la Jordanie voisine. En réaction, Mahmoud Abbas, le leader de l'Autorité palestinienne a demandé à ses services de sécurité de stopper la coopération avec les services israéliens. Or, le Shin Bet estime que la moitié des attentats déjoués en Israël l'ont été avec la coopération du service de sécurité palestinien. De même, il craint que l'annexion rende caducs les accords de coopération sécuritaire passés avec le General Intelligence Directorate (GID) jordanien.

La menace djihadiste

Israël est depuis une décennie la cible d'Al-Qaïda. La lutte contre l'État hébreu tient en effet une place de choix dans la rhétorique et dans l'imaginaire du djihad développé par l'organisation fondée par Ben Laden. Ainsi, Al-Qaïda a multiplié les tentatives pour s'implanter dans les pays voisins d'Israël, avec plus ou moins de succès.

L'organisation terroriste désormais dirigée par l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri a lancé une véritable opération d'encerclement d'Israël, profitant de la situation chaotique qui règne actuellement chez les voisins de l'État hébreu (Liban, Syrie, Gaza, Cisjordanie, Sinaï, etc.). En effet, les mesures de sécurité existant en Israël interdisent toute implantation locale du groupe terroriste islamique. Les opérations ne peuvent donc être déclenchées que depuis l'extérieur.

L'état-major de Tsahal voit avec une certaine inquiétude les derniers développements sur le plateau du Golan où Daech s'est s'installé, contré par le Hezbollah. Hormis quelques villages encore contrôlés par les forces soutenant le régime d'Assad, la frontière du plateau du Golan est largement entre les mains des groupes combattants islamistes radicaux.

Le général Aviv Kochavi, directeur d'Aman – devenu chef d'état-major de Tsahal en 2019 –, estimait en 2014 qu'environ 30 000 djihadistes opéraient en Syrie. Ce pays est devenu un aimant pour les extrémistes d'Europe, d'Asie,

d'Australie et même d'Amérique et leurs activités pourraient entraîner des attaques contre l'État hébreu. *« Pour le moment, ils ne s'en prennent pas encore à Israël, mais nous connaissons leur idéologie. [...] Il se pourrait que, dans les années à venir, nous nous retrouvions entraînés dans une confrontation avec eux. »*

Certaines sources évoquent cependant le fait qu'au moins trois factions rebelles « modérées » auraient été en contact régulier avec des responsables du renseignement israélien, lequel leur aurait versé d'importantes sommes d'argent afin d'obtenir des informations sur les combattants islamistes évoluant sur sa frontière nord. Elles avancent même que certaines factions résolument anti-israéliennes ont adopté une position pragmatique et se sont dites disposées à coopérer avec l'ennemi hébreu afin de vaincre le président Bachar El-Assad.

La présence de l'État islamique à Gaza date de février 2014. Il s'y est implanté sous le nom des Partisans de l'État islamique à Jérusalem. Il est surtout actif depuis mai-juin 2015, avec une série d'attentats à la bombe contre des quartiers généraux de *« l'État hérétique du Hamas »*. Les sources palestiniennes à Gaza affirment que, depuis l'été 2015, Daech est parvenu à recruter des centaines de jeunes. La plupart d'entre eux sont d'anciens membres des branches armées du Hamas et du Djihad islamique ou des miliciens du Fatah mécontents de la ligne de Mahmoud Abbas, en particulier de son opposition aux attentats terroristes contre Israël[16].

Selon les services israéliens, les miliciens opérationnels dans la bande de Gaza seraient au moins 600 ; selon des sources proches du Fatah[17], il y aurait de 4 000 à 5 000 combattants organisés en 350 cellules opérant sous un commandement unifié. Un de leurs bastions se trouve à Rafah, où les premiers portraits d'Al-Baghdadi, l'ex-calife de Daech, sont apparus pendant la troisième guerre de Gaza (été 2014). Le Hamas a beaucoup de mal à contenir ces extrémistes qui s'affichent dans les rues avec le drapeau noir de l'organisation, qui tiennent les islamistes au gouvernement pour corrompus, les considèrent comme trop peu religieux et les accusent de mollesse vis-à-vis d'Israël.

En Cisjordanie, une telle menace n'existe pas encore, en raison des mesures drastiques de sécurité mises en place par les Israéliens. Mais le Shin Bet a néanmoins identifié plus de 300 cellules salafistes opérant dans l'ensemble des territoires occupés[18].

En dépit de l'action de l'Armée égyptienne, les groupes liés à Al-Qaïda

implantés dans le désert du Sinaï ne cessent de multiplier leurs attaques. Ils se sont renforcés depuis le « printemps arabe » de 2011 et suite la destitution du gouvernement des Frères musulmans dirigés par Mohamed Morsi (2013). Israéliens et Égyptiens sont inquiets de l'afflux de djihadistes dans la région, d'autant que de nombreuses armes provenant des stocks de l'Armée libyenne et du Soudan transitent régulièrement par le Sinaï pour rejoindre la bande de Gaza. En effet, les autorités politiques égyptiennes ne sont pour l'heure pas parvenues à éradiquer ces trafics qui traversent le pays. La situation sécuritaire se dégrade considérablement et les actions des terroristes contre les forces égyptiennes se multiplient.

Les principaux groupes armés implantés dans cette zone sont :

– Al-Qaïda dans la péninsule du Sinaï et son bras armé, Ansar Al-Jihad, apparus en décembre 2011 ;

– les Brigades Abdullah Azzam de l'organisation « Al-Qaïda au pays du Levant et en Égypte » ;

– Al-Tawhid Wal Jihad (« Unité et guerre sainte »), un groupe connu pour avoir fait allégeance à Ben Laden ;

– le groupe Ansar Beit Al-Maqdis (« les Partisans de Jérusalem »), d'abord vassal d'Al-Qaïda, qui a fait allégeance à l'État islamique le 10 novembre 2014 et s'est rebaptisé « Province du Sinaï » ;

– Mujahideen Al-Shura (« les Moudjahidines du Conseil consultatif ») ;

– Jund Al-Shura (« les Soldats de la loi islamique »).

La présence des djihadistes à ses frontières nord et sud est une menace majeure pour la sécurité d'Israël. Toutefois, le général Kochavi relativise cette menace : *« Le nouveau phénomène du djihad mondial à nos frontières est inquiétant, mais notre ennemi mortel reste l'axe du mal qui ne cesse de se renforcer, formé par le Hezbollah, la Syrie et le régime iranien. »*

Les menaces provenant d'États étrangers

Si l'hypothèse d'un conflit conventionnel majeur avec ses voisins semble peu probable, le risque d'une agression provenant d'un État étranger n'a toutefois pas totalement disparu.

La Syrie a longtemps été l'ennemi juré d'Israël, mais ne représente plus une menace sérieuse pour l'État hébreu. En effet, ses capacités d'action sont largement réduites présentement. Depuis 2011, le pays est en proie à une sanglante guerre civile. Par un étonnant paradoxe de l'histoire, le régime syrien

est aujourd'hui directement confronté, sur son sol, aux djihadistes liés à Al-Qaïda qui menacent également Israël. Damas n'a plus le temps ni les moyens de planifier des actions contre son voisin israélien, car sa priorité est la lutte pour la reconquête de son territoire, contre les djihadistes, mais aussi contre la Turquie qui en occupe une partie. Surtout, ses forces armées sont épuisées par plus de dix ans de guerre.

C'est aujourd'hui l'Iran qui est l'ennemi numéro un d'Israël. L'État hébreu craint en premier lieu que Téhéran ne se dote à moyen terme d'une capacité nucléaire militaire, d'autant que les vecteurs capables d'emporter de telles charges sont déjà opérationnels. En second lieu, le régime des mollahs soutient depuis trois décennies les groupes terroristes qui s'attaquent régulièrement à Israël. L'unité responsable de la formation de ces mouvements est la force Al-Qods du Corps des Gardiens de la révolution islamique (Pasdaran). Cette unité composée de plusieurs milliers d'hommes a été créée dans les années 1990 pour exporter la révolution islamique au-delà des frontières de l'Iran. C'est le véritable « service Action » de Téhéran. Il est chargé des opérations clandestines anti-israéliennes, mais aussi des actions contre les États-Unis – notamment en Irak et en Afghanistan – et contre l'ennemi saoudien au Yémen. Son chef charismatique, le général Qassem Soleimani, a été éliminé par les Américains via une frappe de drone, à Bagdad, en janvier 2020. Le conflit syrien a permis à l'Iran, à ses milices et à ses alliés – notamment le Hezbollah – d'implanter des bases aux frontières nord de l'État hébreu et de développer très significativement leurs capacités de combat. À terme, il est à craindre qu'elles décident de mener des attaques contre Israël et s'engagent dans une stratégie de déstabilisation du Liban.

Les menaces pesant sur la sécurité de l'État hébreu sont donc nombreuses et variées. Les renversements des régimes en Tunisie, en Libye et en Égypte ainsi que la guerre civile en Syrie ont considérablement accru l'instabilité régionale et renforcé les adversaires d'Israël. Depuis 2011, on assiste à la multiplication des territoires incontrôlés où prolifèrent de nombreux groupes radicaux islamistes, pour lesquels Israël est une cible. L'absence de contrôle sur ces zones a permis la création de camps d'entraînement. En outre, le pillage des arsenaux à l'occasion des « printemps arabes » a permis à ces groupes de renforcer considérablement leur armement.

Aussi, le haut commandement israélien considère qu'il lui faut concevoir une défense tous azimuts, car il doit être capable de faire face à chacune de ces

éventualités, isolément ou ensemble.

1. À ce sujet, le lecteur pourra également se reporter au livre d'Éric Denécé et David Elkaïm, *Les services secrets israéliens : Mossad, Aman, Shin Beth*, Tallandier, Paris, 2014.

2. Après le retrait d'Israël du Liban en 2000, la force Al-Qods a commencé à fournir des milliers de missiles de diverses portées au Hezbollah : lance-roquettes multiples de courte portée Katyusha et de longue portée Zelzal et Fajr (cf. Yaakow Katz et Yoaz Hendel, *Israel vs Iran: The Shadow War*, Potomac Books, Lincoln, 2012, p. 17).

3. Y. Katz et Y. Hendel, *op. cit.*, p.25.

4. Marc Brzustowski et Esther Feingold, « Les trois dilemmes d'Israël », *Outre-Terre*, n° 44, 2015/3, p. 289-298.

5. Y. Katz et Y. Hendel, *op. cit.*, p. 26.

6. En août 2006, le Hezbollah a envoyé deux drones équipés de 40 kg d'explosifs pour détruire « un objectif stratégique » dans le nord d'Israël. Mais les deux engins ont été interceptés à temps par l'aviation israélienne, non sans difficulté (« Le Hezbollah améliore ses drones », *TTU*, n° 849, 6 juin 2012).

7. « Le Hezbollah améliore ses drones », *op. cit.*

8. Ses pertes au combat s'élèvent à au moins 1 300 morts (16 à 20 % des effectifs). Cf. M. Brzustowski et E. Feingold, *op.cit.*, p. 289-298.

9. Alain Rodier, « Syrie : le Hezbollah dans la guerre », *Note d'actualité*, n° 353, mai 2014 [en ligne]. https://www.cf2r.org/wp-content/uploads/2014/05/na-353.pdf [consulté le 09/05/2021].

10. Alain Rodier, « Comment Israël voit la situation en Syrie », *Note d'actualité*, n° 484, septembre 2017 [en ligne]. https://cf2r.org/actualite/comment-israel-voit-la-situation-en-syrie/ [consulté le 09/05/2021].

11. Y. Katz et Y. Hendel, *op. cit.*, p. 27.

12. Alain Rodier, « Raid israélien contre le Hezbollah en Syrie », *Note d'actualité* n° 381, janvier 2015 [en ligne]. https://cf2r.org/actualite/raid-israelien-contre-le-hezbollah-en-syrie/ [consulté le 06/05/2021].

13. Alain Rodier, « Comment Israël voit la situation en Syrie », *op. cit.*

14. Notamment les tristement célèbres Brigades Ezzedine Al-Qassam.

15. Mouvement laïque de libération de la Palestine créé en 1959 par Yasser Arafat.

16. M. Brzustowski et E. Feingold, *op. cit.*, p. 289-298.

17. Lequel trouve évidemment un avantage à gonfler les chiffres pour discréditer le Hamas, incapable de tenir Daech en échec, bien qu'il ait emprisonné des dizaines de ses militants et détruit une mosquée salafiste.

18. M. Brzustowski et E. Feingold, *op. cit.*, p. 289-298.

CHAPITRE 18

LA MÉTHODE ISRAÉLIENNE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Pour faire face aux défis auxquels il est confronté et à des adversaires qui lui livrent une lutte sans merci, Israël a bâti le plus puissant appareil militaire du Moyen-Orient. *« Frapper fort, loin, le premier et par surprise, mobiliser rapidement les troupes, porter les combats en territoire adverse, diviser ses ennemis, conduire une guerre rapide, sanctuariser le territoire israélien et punir l'adversaire pour qu'il ne recommence pas*[1] *»* : tels sont les piliers de la doctrine militaire de l'État hébreu. Pour assurer sa mise en œuvre, Israël a notamment concentré ses efforts dans deux domaines majeurs : le renseignement, développant des services parmi les plus efficaces au monde, sans lesquels les forces armées ne pourraient agir avec succès ; et les forces spéciales.

Le rôle essentiel du renseignement

En Israël, les services de renseignement sont une composante essentielle de la sécurité nationale. En effet, aucun autre État ne repose d'une manière aussi cruciale sur la performance de ses services afin d'assurer sa survie. Les dirigeants israéliens ont pleinement conscience qu'il n'est pas possible de baisser la garde, car ils doivent être en mesure d'assurer la protection effective de leur population. Le renseignement israélien est attentif à la situation des pays voisins, aux humeurs de leurs dirigeants, à leurs intentions et à leurs projets, tout particulièrement en ce qui concerne l'Iran et son programme nucléaire. Il poursuit ses efforts pour détecter le plus en amont possible la préparation d'attaques terroristes et les infiltrations de combattants adverses sur son territoire. Il surveille enfin étroitement les tendances subversives au sein de la société israélienne, chez les Arabes israéliens et chez les Juifs ultra-orthodoxes, dont il convient de ne jamais oublier qu'ils sont à l'origine de l'assassinat de

Yitzhak Rabin.

Ces missions relèvent de trois services : le Shin Bet, service de sécurité intérieur qui a également sous sa responsabilité la Cisjordanie et Gaza ; le Mossad, véritable service spécial qui agit dans la planète entière ; et l'Aman, agence de renseignement militaire qui surveille principalement les États voisins d'Israël. Tous trois – ainsi que la police – disposent d'unités spéciales pour libérer des otages ou prolonger leur action par des opérations violentes d'arrestation ou d'élimination.

Ces services, même s'ils ont connu quelques déboires au cours des dernières décennies, demeurent parmi les plus performants au monde. L'investissement consenti sur les hommes, l'excellence de la formation, le soutien des dirigeants politiques et surtout l'adversité permanente leur ont permis d'atteindre et de conserver un haut niveau de professionnalisme.

Mais sans la protection du secret et des intentions, le renseignement ne serait rien. La sécurité en est donc l'autre versant. En la matière, l'État d'Israël se caractérise par un état d'esprit particulier, celui de l'obsession du secret. C'est un mode de fonctionnement hérité de l'histoire. En effet, dès avant la création officielle de l'État et de son armée, les groupes armés de la communauté juive de Palestine opéraient dans la clandestinité, de façon à ne pas attirer l'attention des autorités britanniques. Cette culture de la clandestinité s'est depuis profondément ancrée dans les armées comme dans la société. Il existe au sein de Tsahal une unité chargée de la censure. Elle contrôle ce qui s'écrit dans la presse israélienne et toute publication portant sur les questions de sécurité et de défense. L'objectif est de s'assurer qu'aucune information susceptible d'éclairer l'adversaire ne puisse lui être accessible :

> *« Différentes méthodes sont utilisées afin de préserver le mystère qui entoure Tsahal et son organisation. Pour les protéger, de faux noms sont attribués aux officiers et aux membres de certaines unités spéciales. Leur identité est tenue secrète et il est absolument impératif qu'aucune information concernant l'identification des unités ou des détails opérationnels ne filtre dans les médias. La localisation et la numérotation des unités changent en permanence*[2]*. »*

De nombreuses unités ont été dissoutes, reconstituées et renommées. Tout est fait pour accroître l'opacité entourant le fonctionnement de Tsahal[3].

Le recours intensif aux opérations spéciales

Depuis sa création, l'État hébreu recourt largement à l'emploi d'unités spéciales pour conduire des opérations au-delà de ses frontières, notamment afin d'acquérir du renseignement, libérer des otages, éliminer des terroristes ou détruire le potentiel militaire de ses adversaires avant que ceux-ci ne l'utilisent contre lui. Cette capacité d'action préemptive est un des piliers de la doctrine de défense d'Israël. Le pays dispose à cette fin de nombreuses unités de qualité, bénéficiant toutes d'une très grande expérience opérationnelle, qu'elles ont acquise à l'occasion des conflits dans lesquels s'est trouvé engagé l'État hébreu. La quantité et la diversité de ces formations mérite qu'on s'attarde à les décrire en détail, mais aussi à en présenter la genèse.

Pendant les quinze premières années de l'État hébreu, diverses unités spéciales jouèrent le rôle d'une véritable force de dissuasion destinée à décourager les dirigeants arabes de se lancer dans toute action militaire d'envergure. Il faut reconnaître que cette stratégie de dissuasion s'est révélée payante. Elle fut utilisée jusqu'à ce qu'Israël se dote d'une force aérienne puissante et d'un arsenal nucléaire lui permettant d'assurer la dissuasion par d'autres moyens.

À l'automne 1964, sous l'impulsion de Yitzhak Rabin, alors chef d'état-major des armées, les forces spéciales israéliennes – désignées sous le terme de *sayerot* – sont réorganisées en quatre unités. Trois d'entre elles se voient affectées aux grands commandements de l'Armée de terre : Egoz (front Nord), Haruv (front Centre) et Shaked (front Sud[4]). La quatrième, dénommée Matkal, est rattachée directement à l'État-Major général. Parallèlement, le cadre d'emploi de ces unités se précise. Les forces spéciales vont désormais se voir confier trois types de missions : les actions spéciales en appui des opérations militaires, la lutte contre les groupes palestiniens en Israël, en Cisjordanie et à Gaza[5], et la lutte contre le terrorisme international à l'étranger[6].

La lutte contre le terrorisme devient une priorité nationale au cours des années 1970, lorsque se déclenche la vague de détournements d'avions orchestrée par le groupe Septembre noir et après qu'une série d'attentats meurtriers contre les intérêts israéliens à Athènes, Rome et Munich porte gravement atteinte à la crédibilité du gouvernement. Parallèlement, les unités spéciales israéliennes multiplient les missions à finalité militaire, qu'il s'agisse

de reconnaissance profonde, de raids de sabotage, de désignation de cibles au profit de l'Armée de l'air, d'assaut direct contre des objectifs adverses ou de libération de soldats israéliens prisonniers derrière les lignes ennemies. La guerre des Six-Jours (1967), la Guerre d'usure[7] (1967-1970), la guerre du Kippour (1973) et la guerre du Liban (1982) sont autant d'occasions qui permettent aux commandos de Tsahal de faire la preuve de leur efficacité et contribueront au mythe d'invincibilité des forces spéciales israéliennes.

Une nouvelle évolution du cadre d'emploi des forces spéciales intervient à la fin des années 1980, avec l'explosion de la première Intifada (1987), la désagrégation de l'URSS qui met fin à la Guerre froide et la première guerre du Golfe (1991). Ces trois événements bouleversent la donne au Moyen-Orient et donc l'environnement d'Israël et sa sécurité. Avec la disparition de l'Union soviétique, principal soutien politique et fournisseur d'armement des pays arabes opposés à l'État hébreu, et avec la destruction du potentiel militaire de Saddam Hussein, le risque d'une invasion militaire directe s'estompe. Mais celui-ci est aussitôt remplacé par de nouvelles menaces plus insidieuses et plus difficiles à appréhender et à combattre : celles des mouvements armés. Ces derniers multiplient les opérations terroristes, notamment après la conclusion des accords d'Oslo (1993), car ils refusent les négociations de paix avec Israël.

L'apparition du terrorisme djihadiste à partir de 2001 sous l'impulsion d'Al-Qaïda, le développement du programme nucléaire iranien, la montée en puissance du Hezbollah au Liban, et enfin les conséquences des « printemps arabes » (2011) – déstabilisant profondément les voisins directs d'Israël – vont venir compliquer encore davantage l'environnement sécuritaire de l'État hébreu. Les occasions d'emploi des unités spéciales vont s'en trouver multipliées.

Ainsi, depuis quatre décennies, les unités spéciales de Tsahal ont sans cesse dû s'adapter à de nouvelles menaces et aux tactiques utilisées par leurs adversaires[8]. Leur doctrine d'emploi est résumée par la formule suivante : « *Tout système de défense est vulnérable ; il est indispensable d'être imaginatif, audacieux et de faire preuve d'initiative pour surprendre l'adversaire en créant des situations qu'il n'aura pas anticipées*[9] ». Choyées par les plus hautes autorités, elles bénéficient d'armements et d'équipements à la pointe de la technologie, souvent sans équivalent chez leurs adversaires. Par leur efficacité, les forces spéciales israéliennes ont ainsi significativement contribué à donner de l'État hébreu

l'image d'un pays fort et déterminé, n'hésitant pas user de la force chaque fois que cela s'avère nécessaire et ne cédant jamais face au terrorisme. Leur capacité d'action dans la profondeur, sous forme de raids de destruction stratégiques, n'a cessé de se développer.

Tsahal a par ailleurs créé des unités spéciales opérant clandestinement au sein des territoires palestiniens, habillées comme la population locale pour passer inaperçues. Leurs hommes s'infiltrent en Cisjordanie ou à Gaza pour de courtes missions de renseignement et de désignation de cibles[10], et pour des enlèvements et des exécutions.

Éliminations et arrestations ciblées

Une spécificité de la doctrine antiterroriste israélienne est en effet la pratique des « éliminations ciblées » et la multiplication des arrestations.

Suite à l'assassinat de onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de 1972 à Munich, le Mossad, sur instruction du Premier ministre de l'époque Golda Meir, va mettre sur pied un groupe – le Kidon – afin d'éliminer les Palestiniens responsables de cette tuerie. De cette opération naîtra le concept de *sikul memukad* (prévention ciblée[11]) autorisant les assassinats, pudiquement appelés « traitements négatifs ». Israël y aura dès lors largement recours contre ses adversaires : terroristes des organisations palestiniennes et du Hezbollah, scientifiques iraniens, etc. Grâce à ces actions ciblées, l'État hébreu a réussi à éliminer en quelques années l'essentiel des recruteurs, formateurs et planificateurs des opérations kamikaze, ainsi que nombre d'apprentis commandos-suicide.

L'efficacité relative des « traitements préventifs »

Pour certains responsables – notamment l'ancien directeur du Shin Bet, Avi Dichter –, les assassinats ciblés ont été très efficaces et ont permis de faire baisser de manière très significative les attentats-suicides. Selon eux, ces mesures ont porté des coups sérieux aux organisations terroristes[12].

Toutefois, l'efficacité des assassinats ciblés est un sujet de discussion au sein des forces de sécurité israélienne, d'autant que « *depuis l'opération Rempart, en 2002, ils ont lieu essentiellement dans la bande de Gaza. Or ce n'est pas de Gaza, bouclée, entourée d'une solide clôture de protection et dépourvue de communications aériennes et maritimes que partent les kamikazes, mais de*

Cisjordanie, à de très rares exceptions près[13] ». Il convient d'ajouter que les nombreuses éliminations ciblées réalisées entre 2006 et 2008 contre les terroristes mettant en œuvre les missiles Kassam à partir de la bande de Gaza n'ont jamais fait cesser ces tirs. L'élimination systématique des centres de décision adverses n'est donc pas une méthode infaillible contre les groupes terroristes.

Le travail le plus productif demeure donc l'infiltration de long terme des groupes terroristes, laquelle conduit à des arrestations ciblées, effectuées par le Shin Bet et l'armée. Celles-ci sont un moyen particulièrement efficace d'affaiblir les mouvements armés palestiniens, car *« elles fournissent des renseignements précieux qui peuvent perturber les attentats ou conduire à l'arrestation d'autres personnes soupçonnées de terrorisme. Au fil du temps, une série d'arrestations peut dévaster un groupe terroriste, dont un grand nombre de dirigeants sont emprisonnés et dont les opérations de niveau inférieur et les partisans sont démoralisés et sans direction*[14]. » C'est pourquoi Israël privilégie ces arrestations, mettant particulièrement l'accent sur ceux qui planifient les opérations – recruteurs, fabricants de bombes et agents de liaison –, car une cellule terroriste dont les membres ne peuvent pas communiquer en toute sécurité est une cellule inefficace. Malgré les risques liés à l'utilisation de « courriers » humains, les capacités d'interception des communications de l'unité 8200 d'Aman ont, au fil des ans, obligé les groupes terroristes palestiniens à recourir de plus en plus aux agents de liaison, offrant ainsi de nouvelles possibilités aux forces de sécurité israéliennes d'obtenir des renseignements via des arrestations[15].

Le Shin Bet et l'armée n'attendent plus qu'un attentat se produise pour agir. Les unités d'élite de Tsahal et de la police arrêtent ainsi, jour après jour, des centaines d'activistes et démantèlent leurs cellules et leurs laboratoires de fabrication de bombes. Mais pour des raisons opérationnelles, tous les terroristes ne peuvent ou ne doivent être arrêtés. En effet, généralement, leurs complices modifient aussitôt leurs habitudes et leur comportement ou se réfugient dans la clandestinité, craignant d'être les prochains arrêtés. Aussi, les services israéliens limitent souvent le nombre d'interpellations en attendant de disposer d'un « tableau » plus complet de la situation afin de démanteler une cellule terroriste au grand complet[16].

Si les éliminations ciblées ont généralement moins de valeur que les

arrestations – car il est impossible d'interroger les morts –, Israël continue toutefois d'y avoir recours. Dans de nombreuses circonstances, il est en effet difficile d'arrêter les terroristes qui préparent activement des attentats sans faire courir de risque important aux forces de sécurité. De plus, certains terroristes sont difficiles à isoler d'innocents potentiels ou sont protégés par les membres de leur groupe, voire par des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne qui s'opposent aux forces israéliennes afin d'améliorer leur image auprès du public palestinien[17].

Les Israéliens ont adopté deux principes. Premièrement, le nombre de terroristes efficaces est limité. En arrêtant ou en éliminant les plus dangereux, il est possible de perturber considérablement les opérations d'une organisation terroriste. Deuxièmement, tous les terroristes n'ont pas besoin d'être tués ou arrêtés pour qu'une stratégie antiterroriste soit couronnée de succès. Si le rythme des arrestations et des éliminations est suffisamment rapide, l'organisation ciblée peut alors perdre la masse critique de compétences et de capacités dont elle a besoin pour fonctionner[18].

Il convient cependant d'exonérer les services spéciaux d'une responsabilité qui n'est pas la leur, car elle est avant tout celle des politiques : la décision d'éliminer un terroriste. Les agences de renseignement ou de sécurité, comme les militaires, n'ont que la responsabilité opérationnelle de ces actions ; le bien-fondé des opérations elles-mêmes n'est pas de leur compétence. Il n'est par ailleurs nullement établi que les exécutants de ces (basses) œuvres y soient tous favorables[19].

Le processus de choix des cibles

Une élimination ciblée est ce que le général Amos Yadlin, ancien chef d'Aman, a qualifié de « dilemme tragique » : *« un terroriste va entrer dans un restaurant et faire exploser vingt personnes. Mais si l'on fait exploser la voiture dans laquelle il se trouve, trois innocents dans la voiture mourront*[20]*. »* Aussi les Israéliens ont mis au point une méthode très précise pour décider d'un « traitement préventif ».

Premièrement, il y a le « test miroir », dans lequel les opérateurs qui sont appelés à exécuter un terroriste doivent déterminer si la décision respecte leurs propres normes éthiques. Ensuite, il y a le « test de société », dans lequel un décideur doit déterminer si la politique répond aux normes morales de la

société au sens large. Enfin, il y a le « test international », dans lequel Israël examine si la décision satisfait aux normes morales internationalement reconnues, et évalue ce que pourrait être la réaction de la communauté internationale.

Ehud Barak, lorsqu'il était Premier ministre (1999-2001), a fait appel à Daniel Reisner, ancien chef de la division juridique de Tsahal, pour déterminer si les assassinats étaient légaux. Reisner a conclu que la tactique était légale dès lors que six conditions étaient respectées : l'arrestation s'avère impossible ; les cibles sont des combattants ; les membres du cabinet autorisent l'opération ; les pertes civiles sont réduites au minimum ; les opérations sont limitées aux zones qui ne sont pas sous contrôle israélien ; et les cibles sont reconnues comme une menace future.

Il n'est pas surprenant que les éliminations ciblées bénéficient du soutien populaire en Israël, en grande partie en raison de la transparence du processus. En collaboration avec les médias israéliens, le Shin Bet s'assure que le public soit au courant de ce que les attaques impliquent. Un certain nombre d'ONG les surveillent et n'hésitent pas à contester la politique dans les médias et les tribunaux[21].

L'adoption d'un nouveau concept opérationnel

En raison de l'accroissement des menaces asymétriques, un nouveau concept d'opérations, approuvé en avril 2006, a été élaboré à partir de l'expérience de l'Intifada d'Al-Aqsa (2000-2005) et des deux opérations menées contre le Hezbollah : *Responsability* (1993) et *Grapes of Wrath* (1996).

En effet, en s'appuyant sur le réseau de renseignement exceptionnel mis en place par le Shin Bet au cours de l'Intifada d'Al-Aqsa, Tsahal a pu lancer des opérations chirurgicales contre des cibles précises, coordonnant et synchronisant les moyens employés (unités terrestres, aériennes et renseignement) grâce à la haute technologie. L'état-major a privilégié les opérations à petite échelle et les actions chirurgicales basées sur l'utilisation de petites unités d'infanterie liées à des hélicoptères d'assaut, des avions de chasse ou des drones de reconnaissance[22].

Au printemps 2003, le chef d'état-major israélien, le général Moshé Ya'alon, constitua une équipe de réflexion « alternative » qu'il chargea de revisiter les présupposés stratégiques dominants et de conduire une critique systématique

de la doctrine de Tsahal[23]. Inspirée à la fois de la théorie soviétique des « opérations en profondeur » et de la théorie américaine *AirLand Battle*, la nouvelle doctrine d'opérations israélienne qui en est issue repose principalement sur le concept américain des *effects-based operations* (EBO[24]). Celles-ci sont définies comme un processus destiné à produire des effets de portée stratégique sur l'ennemi (physique, fonctionnel ou psychologique) via des actions militaires ou non militaires spécifiques. Le concept d'EBO rejette l'idée d'un affrontement frontal avec l'ennemi et insiste sur la nécessité d'affecter sa conscience par des frappes contre des points-clés de son organisation, générant des effets cognitifs majeurs ayant un impact significatif sur le champ de bataille. Par exemple, frapper des nœuds-clés de son infrastructure provoquerait une réaction en chaîne entraînant son effondrement cognitivo-stratégique, plutôt que militaire.

Cela signifie l'abandon de l'approche mécaniste visant la destruction des forces ennemies, qui était celle de Tsahal depuis plusieurs décennies, au profit d'une « approche systémique » destinée à perturber la logique opérationnelle de l'adversaire. Selon ce nouveau concept opérationnel, l'Armée israélienne doit désormais adopter une posture de défense active à travers une combinaison de frappes aériennes et navales, et de raids d'infanterie limités effectués par les unités d'élite et les forces spéciales[25].

Bien qu'au sein de Tsahal les opérations spéciales aient toujours été appréciées, dans la doctrine traditionnelle il n'était pas prévu qu'elles jouent un rôle majeur en temps de guerre, leur utilisation se limitant plutôt à des opérations distinctes des combats frontaux. Le nouveau concept d'opérations a conduit à une réévaluation de la contribution que les forces spéciales pouvaient apporter aux opérations militaires. Dotées de haute technologie, déployables rapidement, exploitant les ressources des systèmes d'information et de commandement, elles peuvent désormais intervenir dans toutes les phases d'un conflit, en étroite coopération avec les forces conventionnelles.

Toutefois, parce qu'il venait à peine d'être adopté, le nouveau concept d'opérations n'a pas été mis en œuvre à l'occasion de la seconde guerre du Liban (2006) contre le Hezbollah. Il a en fait été approuvé alors que Tsahal se trouvait dans une phase de profonde désorientation intellectuelle. Même s'il était destiné à servir de nouveau document militaire de référence pour les officiers, il n'était pas tout à fait clair s'il devait être mis en œuvre à la lettre ou

simplement considéré comme une sorte de cadre d'action indicatif[26].

L'engagement des forces spéciales au cours de la seconde guerre du Liban

La guerre contre le Hezbollah (juillet 2006) a été un véritable choc pour Israël. Tsahal, tenu en échec par quelques milliers de combattants, n'a pas été capable de neutraliser son ennemi après trente-trois jours de combat. Les Israéliens ont essuyé de lourdes pertes (121 morts) face à un ennemi recourant aussi bien à la guérilla qu'à des tactiques conventionnelles et ont été surpris par le niveau opérationnel de leur adversaire.

Au cours de la guerre, Tsahal aurait mené entre 15 et 30 opérations spéciales dont l'impact tactique et stratégique sur l'issue des affrontements semble avoir été négligeable :

– les forces spéciales ont été engagées dès les premières heures du conflit, le 12 juillet, notamment pour tenter de retrouver les soldats israéliens enlevés par le Hezbollah ;

– une opération, baptisée *Sharp and Smooth*, a été menée conjointement par les *sayerot* Matkal et Shaldag dans la ville de Baalbek, à plus de 100 kilomètres derrière les lignes ennemies. Les forces spéciales ont attaqué l'hôpital de la ville, qui abritait un siège du Hezbollah, ainsi qu'un autre établissement, kidnappant cinq citoyens libanais, l'un d'eux portant le nom d'Hassan Nasrallah – mais il ne s'agissait pas du leader du mouvement libanais. L'opération avait apparemment pour but d'enlever de hauts responsables du Hezbollah, voire même le secrétaire général de l'organisation, à des fins de négociation ;

– le 4 août, la shayetet 13 a mené un raid depuis la mer, prenant le contrôle d'un compound dans la ville de Tyr. L'opération visait à éliminer une unité du Hezbollah ainsi qu'à kidnapper un membre de haut rang de l'organisation. Le refus des combattants libanais de se rendre a déclenché un échange de tirs intense qui a entraîné la mort de presque toute l'unité du Hezbollah, permettant néanmoins à la principale cible de l'opération de s'échapper.

– trois jours plus tard, la shayetet 13 a mené une autre opération similaire dans le village de Ras al-Biyad, où un complexe d'appartements a été pris pour cible ;

– le sayeret Matkal a opéré dans la vallée de la Bekaa, attaquant le siège local du Hezbollah afin de collecter des renseignements et, encore une fois, d'enlever des membres de l'organisation. Bien que le porte-parole de Tsahal ait affirmé

que l'opération était une réussite, au cours de la phase d'extraction le commando a été attaqué par des combattants du Hezbollah, un officier a été tué et deux membres de l'unité ont été blessés[27].

Le premier objectif de ces opérations était d'obtenir des renseignements en attaquant les infrastructures du Hezbollah. Il convient de rappeler qu'après son retrait du Sud-Liban (2000), Israël a perdu la plupart de ses réseaux d'agents dans le pays. Néanmoins, au cours des six années précédant le déclenchement de la guerre, un effort conjoint du Mossad et de Tsahal – qui ont lancé une quarantaine d'opérations spéciales – a permis à Israël d'acquérir de nombreux renseignements concernant l'arsenal stratégique du Hezbollah et les centres de commandement de l'organisation. Ces informations se sont avérées cruciales pour le succès de l'opération *Specific Gravity* dans la nuit du 12 au 13 juillet, au cours de laquelle l'Armée de l'air israélienne aurait détruit environ 90 % des lance-missiles du Hezbollah et de son stock de missiles et de roquettes.

Le second objectif, vraisemblablement prioritaire, était l'enlèvement – ou l'élimination – de membres de haut rang du Hezbollah, une mission désormais « classique » pour les forces spéciales israéliennes, qu'au fil des ans, Tsahal a employé à de nombreuses reprises sur les théâtres libanais et palestinien[28].

Les opérations spéciales de la seconde guerre du Liban ont été conduites, d'une part, selon la doctrine traditionnelle – actions de renseignement ou d'enlèvement déconnectées des autres opérations militaires – ; d'autre part, selon le nouveau concept opérationnel fondé sur les EBO : opérations contre des cibles hautement symboliques au sein de l'infrastructure ennemie – telles que les chefs et les commandants opérationnels – afin d'éroder ou d'annihiler sa volonté de combattre (stratégie de décapitation).

Cela ne veut pas dire que l'état-major de Tsahal était convaincu de la possibilité de désorganiser ou de vaincre le Hezbollah en ne s'appuyant que sur des opérations spéciales. Il s'agissait plutôt de montrer que l'emploi de celles-ci pouvait permettre de paralyser rapidement l'organisation chiite à travers une série d'opérations offensives contre des cibles-clés de hiérarchie[29].

Tout au long de la guerre, et surtout au cours de sa dernière phase, l'état-major a engagé des unités spéciales pour attaquer les bastions de l'organisation. De plus, le chef d'état-major Dan Halutz a continué d'exiger des assassinats ciblés de membres de haut rang du Hezbollah, de préférence le secrétaire général Nasrallah ou son responsable militaire Imad Mughniyeh[30].

Malheureusement, si cette méthode a produit des résultats contre le Hamas palestinien et le Djihad islamique, ses résultats contre le Hezbollah ont été assez limités. En effet, les renseignements nécessaires à ces opérations au Liban n'ont pas été de même niveau que ceux fournis par le Shin Bet en Cisjordanie et à Gaza, zones que connaissent parfaitement les Israéliens. Par ailleurs, le Hezbollah avait anticipé ces pratiques et renforcé considérablement la sécurité de ses dirigeants.

Certes, le mouvement libanais est structuré de manière hiérarchique, ce qui rend opportune une stratégie de « décapitation ». Toutefois, le secret qui l'entoure empêche d'en avoir une image satisfaisante. De plus, il n'est pas certain que cette organisation hiérarchique s'étende à ses unités opérationnelles, qui opèrent de manière autonome et décentralisée. En conséquence, la connaissance qu'avaient Aman et le Mossad de leur adversaire demeurait limitée. Pendant toute la durée du conflit, ils n'ont jamais pu disposer d'informations fiables sur le lieu où se trouvaient les hauts dirigeants du mouvement chiite libanais. Ainsi, Tsahal a opéré presque aveuglément lorsqu'elle a tenté de frapper la direction du Hezbollah[31]. Finalement, Israël n'a pas réussi à décapiter le Hezbollah, ni à générer sa paralysie stratégique ou tout autre effet pouvant nuire à sa volonté ou à son fonctionnement.

Ainsi, les effets des opérations spéciales pendant la guerre de 2006 ont été limités et n'ont pas réussi à influencer l'issue du conflit. Au niveau tactique, les forces spéciales se sont bien comportées, montrant un haut degré d'efficacité au combat et menant des opérations bien planifiées au cœur même du territoire ennemi. Pourtant, leur emploi par l'état-major s'est révélé peu pertinent dans ce conflit, ce qui a conduit ces unités à ne fournir qu'une contribution négligeable aux opérations[32].

Les enseignements de la guerre de 2006

À l'issue du conflit, les nombreuses insuffisances constatées ont été soigneusement recensées par la commission Winograd : manque de combativité des fantassins ; mauvaise préparation au combat ; lacunes du renseignement ; coordination interarmes insuffisante ; incohérence de certaines décisions d'état-major et, plus grave, une stratégie globalement inadaptée. Le général Gabi Ashkenazi – qui a remplacé Dan Haloutz à la tête de Tsahal – puis son successeur Benny Gantz se sont attachés à redresser la situation,

permettant au pouvoir israélien de lancer dans de meilleures conditions l'opération *Plomb durci* à Gaza (hiver 2008-2009[33]).

Conscients de leurs erreurs, les Israéliens ont procédé à de profondes réformes dans leurs modes opératoires ainsi qu'en matière de renseignement. Depuis 2006, ce domaine a bénéficié d'investissements considérables, notamment concernant l'acquisition de nouveaux équipements afin de conserver une avance technologique sur leurs adversaires. Il est devenu l'élément central de la stratégie israélienne contre le Hezbollah. Tsahal doit être capable de détecter à tout moment les indices de changement de posture du mouvement chiite libanais et d'y réagir aussitôt[34].

Par ailleurs, les leçons de la seconde guerre du Liban ont accéléré la mise en œuvre du nouveau concept opérationnel et son évolution pour produire ce que Tsahal appelle le « combat disséminé », conçu pour répondre aux défis d'ennemis asymétriques qui, par nature, opèrent de manière décentralisée.

Cette nouvelle doctrine est présentée par ses promoteurs comme une révolution conceptuelle et comme la solution la plus adaptée aux nouveaux défis auxquels l'armée israélienne est confrontée en ce début de XXI[e] siècle. En effet, ils estiment que face à des adversaires asymétriques, les armées de type occidental sont dépassées si elles continuent de mener la guerre selon le mode classique. Il leur fallait donc repenser la guerre à partir de zéro[35] : *« Alors que la guerre traditionnelle, clausewitzienne, insistait sur les notions de concentration des forces, de masse physique, comme facteurs-clés de la victoire, le nouveau paradigme promeut une "dissémination", un "essaimage" des forces en une multitude de petites molécules*[36]*. »*

Plus question de concentrer les moyens militaires ; il convient désormais d'adopter une organisation en réseau. La guerre doit être menée via l'action coordonnée d'une multitude de petites unités autonomes, très mobiles – quelques dizaines d'hommes au maximum –, opérant en synergie entre elles et avec les autres composantes du réseau (avions, hélicoptères, drones, etc.). Par exemple, une petite unité gênée par une position fortifiée sur une colline peut en quelques secondes prendre le contrôle d'un drone survolant le secteur et tirer un missile pour la détruire.

Chacune de ces unités met à disposition de l'ensemble sa vision du champ de bataille. Ensemble, elles repèrent, identifient, détruisent et confirment la neutralisation de cibles ponctuelles. Selon les situations, elles se trouvent en

situation de « capteur » ou de « tireur ». Elles peuvent opérer séparément, mais aussi se regrouper pour fondre en essaim sur une cible, puis se disséminer de nouveau et préparer leur prochain engagement. L'ensemble de ces composantes constitue une « masse virtuelle » plus importante que la « masse physique » d'unités concentrées[37].

Dans cette nouvelle approche, la coordination et les technologies de renseignement, de surveillance et de communication – dont Israël est un des acteurs les plus avancés au monde – sont primordiales. Elles permettent aux unités de fonctionner en réseau, de partager leurs capacités de détection, de tir et de vérification du résultat. Le « combat disséminé » est également rendu possible par l'emploi de munitions « intelligentes », censées atteindre leur cible de manière imparable en minimisant les dégâts collatéraux.

« *Plus efficace que la guerre traditionnelle, cette forme de guerre post-moderne se veut aussi plus "morale", car censée être capable de ne s'en prendre qu'à des cibles "légitimes" et ainsi épargner les populations non combattantes*[38]*.* »

Ce nouveau concept accorde donc la part belle aux unités de renseignement et aux forces spéciales qui voient leur importance renforcée.

1. Sarah Nahoum, « La doctrine d'emploi de Tsahal : entre rupture et continuité », *Cahier de la recherche doctrinale*, CDEF, ministère de la Défense, janvier 2012, p. 56.

2. *Ibid.,* p. 18.

3. *Ibid.,* p. 19.

4. Après la guerre du Kippour, la plupart de ces unités furent démantelées et fusionnées avec des bataillons réguliers. Certaines furent réactivées à partir des années 1980.

5. Dans ce but, de nouveaux *sayerot* furent mis sur pied : Rimon (Gaza), créé en 1969 ; Duvdevan (Cisjordanie) et Shimshon (Gaza également), créés en 1988.

6. Pierre Razoux, « Les forces spéciales israéliennes : évolution du concept et missions », in *Les Forces spéciales : concept et histoire. Actes du colloque des 11 et 12 juin 2001*, cahier n° E-1 32, ministère de la Défense – secrétariat général pour l'administration, 2007, p. 27-34.

7. Après la guerre de 1967, les mouvements palestiniens et l'Armée égyptienne mènent des raids contre Israël qui occupe le Sinaï et la Cisjordanie. Cette période, appelée « Guerre d'usure » parce qu'elle ne donne pas lieu à des affrontements d'ampleur et ne remet pas en cause le *statu quo* territorial, prend fin en juillet 1970 avec la signature d'un accord de cessez-le-feu qui tient jusqu'à la guerre du Kippour, même s'il est utilisé par les deux belligérants pour renforcer leurs capacités militaires.

8. P. Razoux, « Les forces spéciales israéliennes : évolution du concept et missions », *op.cit.*

9. *Ibid.*

10. La frappe est le plus souvent déléguée à des hélicoptères d'assaut, type AH-64D Apache, voire à des F-16C/D Falcon de l'Armée de l'air.

11. Les Israéliens n'ont pas attendu les années 1970 pour éliminer leurs adversaires. Dès juillet 1952,

leurs services procédèrent à des envois de courriers piégés remis, de la main à la main, aux cibles par des agents doubles. Furent ainsi visés le patron des renseignements militaires égyptiens pour Gaza, le colonel Mustafa Hafez, responsable aux yeux d'Israël des opérations de *fedayin* dans cette zone ; et l'attaché militaire égyptien à Amman, le colonel Salah Mustafa, lui aussi impliqué dans l'envoi de *fedayin* sur le front (colonel Olivier Passot, « La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement », *Note de recherche*, n° 87, IRSEM, 28 janvier 2020).

12. Samy Cohen, « Tsahal face au défi de la seconde Intifada », in *Israël et son armée : société et stratégie à l'heure des ruptures*, Études de l'IRSEM, n° 3, mai 2010, p. 153.

13. *Ibid.*, p. 156.

14. Daniel Byman et Avi Dicter, « Israel's Lessons for Fighting Terrorists and their Implications for the United States », *Analysis Paper*, n° 8, Saban Center for Middle East Policy/Brookings Institution, mars 2006, p. 5-6.

15. *Ibid.*

16. D. Byman et A. Dicter, *op. cit.*, p. 5-6.

17. *Ibid.*, p. 8-9.

18. *Ibid.*, p. 12-13.

19. Seymour Hersh, *Permission de tuer : les nouveaux services secrets*, collection « Point de vue d'Amérique », Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2004, p. 9.

20. Laura Blumenfeld, « In Israel, a Divisive Struggle Over Targeted Killing », *The Washington Post*, 27 août 2006.

21. Alex Grobman, « Israel's Targeted Killings of Terrorists: a Life-Saving Tactic that is Legal, Effective, Precise and Just », *The Jewish Voice and Opinion*, 13 novembre 2012 [en ligne]. https://thejewishvoiceandopinion.com/israels-targeted-killings-of-terrorists-a-life-saving-tactic-that-is-legal-effective-precise-and-just/ [consulté le 06/05/2021].

22. Niccolà Petrelli, « The missing dimension: IDF special operations forces and strategy in the Second Lebanon War », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 56-73.

23. Sous la direction de Yedidia Groll-Ya'ari, commandant en chef de la Marine, elle était composée d'anciens officiers connus pour leur pensée non conventionnelle, voire provocatrice, dont certains avaient créé l'Operational Theory Research Institute (OTRI). Voir : Pascal de Crousaz, « Israël : la doctrine du combat disséminé. Vers une surviolence sans rationalité militaire ? », *A contrario. Revue interdisciplinaire de sciences sociales*, 2008/1, vol. 5, BSN Press, Lausanne, p. 79.

24. Concept militaire américain qui a émergé pendant la première guerre du Golfe (1991) et qui consiste à cibler des objectifs civils et militaires adverses spécifiques pour parvenir à la victoire.

25. N. Petrelli, *op. cit.*

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

33. Pierre Razoux, « Une armée israélienne en pleine mutation », *Politique étrangère*, Institut français des relations internationales, printemps 2013, p. 24.

34. Colonel Olivier Passot, « La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement », *op. cit*.

35. P. de Crousaz, *op. cit.*, p. 76 et p. 82.

36. *Ibid.*

37. *Ibid.*, p. 82-83.
38. *Ibid.*, p. 76.

CHAPITRE 19

AMAN ET LE RENSEIGNEMENT DE COMBAT

Ignorant quelle forme revêtira la prochaine guerre, les forces de défense israéliennes doivent se préparer à toutes les éventualités et tous les types d'engagements possibles : raid en profondeur, lutte anti-insurrectionnelle, guerre urbaine, guerre mécanisée de haute intensité, interception de missiles, opérations littorales, etc.

> *« Concilier ces défis multiples requérant des armements et des savoir-faire parfois radicalement différents constitue une gageure que les stratèges de Tsahal espèrent atteindre en revenant aux principes fondamentaux qui ont assuré le succès initial des armées israéliennes : en vrac, frapper fort, loin, le premier et par surprise, mobiliser rapidement les troupes, porter les combats en territoire adverse, diviser ses ennemis, conduire une guerre rapide, sanctuariser le territoire israélien et punir l'adversaire pour qu'il ne recommence pas*[1]*. »*

Pour les forces combattantes, tout cela implique de maintenir un haut niveau de préparation et d'excellence opérationnelle. Mais cela sous-entend d'abord et surtout de disposer de renseignements d'alerte et de ciblage garantissant d'être prévenus à temps des intentions adverses et de disposer de toutes les informations utiles pour les localiser, les vaincre et les détruire. C'est là le rôle primordial du renseignement militaire, organisé autour d'Aman.

Le plus important service israélien

Aman (Agaf Hamodiin) est la direction du renseignement militaire. Créé en juin 1948, ce service rattaché au chef d'état-major des armées (*Ramatkal*) a une position particulière comparée à beaucoup d'autres agences de renseignement militaires dans le monde : au sein des forces de défense israéliennes, il bénéficie

d'un statut « d'armée » à part entière au même titre que l'Armée de terre, la Marine et l'Armée de l'air. C'est dire toute la considération dont il jouit.

Aman est le plus important service de renseignement d'Israël. Ses effectifs (près de 9 000 hommes) sont supérieurs à ceux du Shin Bet et du Mossad réunis, mais aussi à ceux des plus grands services européens[2]. Il produit une synthèse quotidienne d'évaluation des menaces pour l'état-major et le Premier ministre, leur fournit des alertes régulières concernant le développement du potentiel militaire des États hostiles et leur propose des cibles potentielles. Aman est également en charge de l'interception des communications adverses, des opérations cybernétiques offensives et défensives et du programme national de renseignement spatial. Le service dirige aussi les opérations des forces spéciales en territoire ennemi, coordonne le renseignement de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air et de la Marine, et pilote l'activité des attachés militaires israéliens. Enfin, il a la charge de la censure de la presse et de la sécurité de l'information, actions ayant pour but de prévenir les divulgations d'informations relatives aux armées.

Pour assurer l'ensemble de ces missions capitales pour la sécurité de l'État hébreu, Aman est organisé en cinq divisions.

La division « Renseignement » (Cha'man) oriente, pilote et contrôle tous les moyens de collecte du renseignement, y compris clandestins, dans les zones d'opérations de Tsahal et assure la coordination des moyens de renseignement des trois armées. Comme tous les grands services de renseignement du monde, Aman recourt à toutes les formes de recherche et l'on trouve dans la division « Renseignement » un vaste ensemble d'unités et de services spécialisés :

– le renseignement humain (HUMINT) relève de l'unité 504, qui gère de nombreux agents et informateurs – dénommés *katamim*, « agents pour des tâches spéciales » – opérant clandestinement au-delà des frontières d'Israël[3] ;

– le département Mem-Mem (Mivtza'im Meyuchadim) pilote les unités spéciales de Tsahal (*sayerot*) qui conduisent régulièrement des missions de reconnaissance et de renseignement derrière les lignes ennemies et y dissimulent des dispositifs électroniques (balises de guidage destinées aux aéronefs ou capteurs techniques de renseignement) ;

– les interceptions (SIGINT) sont la mission de l'unité 8200. Basée à Herzliya au nord de Tel-Aviv et comprenant environ 5 000 hommes, elle

dispose de plusieurs stations d'écoute disséminées sur le territoire hébreu[4]. Depuis les années 1990, elle compte également plusieurs centaines de spécialistes de la guerre informatique offensive chargés de pénétrer et de saboter les réseaux et les installations ennemis[5] ;

– l'imagerie (IMINT[6]) est le domaine de l'unité 9900. Trois méthodes de recueil permettent au renseignement israélien de « voir de l'autre côté de la colline » : la reconnaissance aérienne ; la surveillance terrestre par satellite ; et les drones, dont l'utilisation s'est considérablement développée ces dernières années, faisant d'Israël l'un des pionniers en la matière. L'unité 9900 maîtrise toutes les formes de collecte de renseignements « image » : l'imagerie classique, thermique ou radar, l'analyse photographique, la cartographie, les réalités augmentées et virtuelles, etc. ;

– l'unité Hatzav (Homer Tsevai Bariah) a pour mission de collecter les renseignements ouverts (OSINT) dans les médias étrangers (télé, radio, presse et internet). Selon certaines sources, cette unité produirait plus de la moitié de l'ensemble des renseignements mis à la disposition de la communauté israélienne du renseignement[7] ;

– l'unité 3060, créée en 2014, est chargée de mettre le renseignement à la disposition des unités sur le terrain en temps réel. Pour cela, elle a développé une infrastructure technologique et des applications spécifiques destinées à tous les commandants de Tsahal. Environ 400 soldats y servent : la plupart sont diplômés en génie électrique et en informatique[8] ;

– la recherche opérationnelle relève principalement du corps du Renseignement de combat (Hel-Modi'in Ha-Sadeh ou Modash), composante de l'Armée de terre placée pour emploi sous la direction d'Aman ;

– à cela, il convient d'ajouter les informations transmises par les attachés militaires présents dans toutes les ambassades israéliennes dans le monde.

La division « Production » (Machleket Ha'afaka) est chargée de l'exploitation du renseignement. À cette fin, elle reçoit et analyse les informations recueillies par Aman, mais aussi par l'ensemble de la communauté israélienne du renseignement (Mossad, Shin Bet, Malmab[9], forces de sécurité, etc.). Elle publie un bulletin quotidien d'informations pour les hautes autorités et réalise diverses évaluations périodiques, dont l'évaluation annuelle du renseignement national. Elle se compose de trois départements :

– le département de la recherche (Machleket Mechkar) regroupe plus de 600 personnes. Il est chargé de l'analyse des renseignements et de l'évaluation des risques de guerre. Il produit des rapports de niveau tactique, opérationnel et stratégique pour ses différents « clients ». Son action ne se limite pas au renseignement militaire et il suit les questions économiques, industrielles ou politiques intéressant la Défense. Ce département est organisé par théâtres d'opérations : le théâtre Nord s'occupe du Liban et de la Syrie ; le théâtre Central de l'Iran, de l'Irak, de la partie nord de la Jordanie et de l'Arabie saoudite ; le théâtre Sud de l'Égypte et de la partie sud de la Jordanie. Le théâtre Terreur, le théâtre Monde et le théâtre Technologique viennent compléter le dispositif[10] ;

– le département « Connaissance de l'ennemi » diffuse aux trois armées des renseignements sur les tactiques employées par les forces des pays arabes et les armes dont elles sont dotées ;

– la section « Revue » est chargée d'examiner les rapports de renseignement, quelle qu'en soit leur origine, et d'en faire une évaluation critique. Elle a notamment été mise en place afin d'éviter que l'analyse d'un cadre subalterne ne soit écartée par un supérieur.

La division « Technique » développe et produit tous les dispositifs techniques (balises, capteurs, moyens de transmission spécialisés, etc.) et les armes spéciales que demandent les diverses composantes d'Aman. Elle est surnommée « l'usine à jouets ». Au cours de la guerre des Six-Jours, sa plus grande réussite consista à implanter une barrière d'écoute électronique dans le Sinaï, afin de détecter les mouvements de l'Armée égyptienne. De petits émetteurs contenant un microphone extrêmement sensible furent dissimulés sur les arrières égyptiens, à proximité des principaux points de passage obligés, par des équipes des services spéciaux. Parallèlement, de nombreux systèmes d'écoute miniaturisés furent placés sur les lignes téléphoniques traversant le Sinaï, si bien que les Israéliens furent en mesure d'intercepter un nombre important de conversations entre les unités de première ligne et les états-majors. Ils réussirent même à capter une conversation téléphonique entre le président égyptien Nasser et le roi Hussein de Jordanie.

La division « Sécurité » contrôle la diffusion d'informations classifiées et

assure leur protection. Elle dispose à cet effet de deux services :

– la censure militaire (Ha'tzenzura Ha'tzva), qui assure le filtrage de toute information publiée en Israël (TV, radio, journaux, internet, etc.) susceptible de renseigner l'adversaire. Elle dispose d'une autorité considérable et s'impose aux juridictions civiles. C'est elle qui décide d'autoriser ou non la publication du nom d'un officier supérieur, l'emblème ou la désignation numérique d'une unité, etc. Aucune photographie, aucun texte ni aucun livre relatifs à Tsahal ne peuvent être publiés sans son accord ;

– la sécurité militaire (Bitaron Sadeh) est notamment chargée de la surveillance des conscrits et des réservistes, lesquels se montrent fort rétifs aux règles de la discipline militaire. Les services de renseignement adverses – ceux de l'Iran et du Hezbollah notamment – l'ont parfaitement compris et l'interception des communications des téléphones portables des appelés est l'une de leurs principales sources de renseignement. Les jeunes Israéliens sont, en ce domaine, aussi inconscients des risques que les nouvelles générations occidentales. Régulièrement, des mesures sont prises pour limiter l'usage des téléphones portables personnels dans les unités militaires, toutefois sans grand succès.

Aman comprend également une ***école du renseignement*** (Beit Ha'sefer Le'modi'in), dans laquelle sont formés les cadres des trois armées, et a mis en place plusieurs programmes prémilitaires pour détecter et recruter de futurs spécialistes du renseignement dans la société civile.

La réforme du renseignement militaire

Au cours des récentes années, Israël n'a pas connu d'échec majeur en matière de renseignement qui soit comparable à celui de la guerre du Kippour (1973[11]). Néanmoins, à la fin des années 2000, parallèlement à l'adoption du nouveau concept d'opérations, Aman a jugé nécessaire de reformuler les théories et les pratiques du renseignement, car les méthodologies existantes ne permettaient plus pleinement de prendre en compte la complexité croissante de l'environnement de sécurité, en particulier les menaces émergentes. Ainsi, une réforme a eu lieu afin de considérer les nouveaux changements géostratégiques et les nouvelles situations tactiques[12].

La nécessité de s'adapter aux évolutions de l'environnement et des conflits

Dans le passé, la plupart des guerres auxquelles Israël a participé étaient des conflits intervenant dans un espace-temps bien délimité et face à un ennemi clairement identifié, disposant d'un commandement centralisé et recourant à des processus de prise de décisions classiques. Mais au cours de la dernière décennie, la nature de la guerre a changé. Dans de nombreux cas, le champ de bataille est devenu celui des sociétés entières, car l'adversaire cherche à s'en prendre à la résilience de celles-ci. Les processus de prise de décision de l'ennemi sont désormais ambigus ou difficiles à percer et ses centres de commandement à localiser, car il recourt à une stratégie de dissimulation. En conséquence, les facteurs clés de succès et les besoins opérationnels de Tsahal ont évolué.

En premier lieu, c'est l'impact de la révolution de l'information des années 1990 qui a conduit le renseignement israélien à reconsidérer ses méthodes de raisonnement et ses modes d'action afin de faire face aux nouveaux défis technologiques. L'accroissement exponentiel des moyens de communication et la généralisation du chiffrement ont rendu beaucoup plus difficiles et coûteuses les interceptions. Les terroristes disposent désormais d'un grand nombre de téléphones cellulaires différents, dont ils se servent pour envoyer des messages écrits par courrier électronique, communiquer via les réseaux sociaux et WhatsApp ou utiliser des réseaux chiffrés (Skype, Signal, etc.) offrant un niveau de protection élevé. L'approche, les méthodes et toutes les ressources du SIGINT durent donc être revues afin de pouvoir continuer à intercepter les communications adverses[13].

En second lieu, la deuxième guerre du Liban a joué un rôle essentiel dans la prise de conscience des changements auxquels le renseignement devait procéder pour appuyer les opérations de combat. Le conflit a révélé l'écart entre la qualité et la quantité de renseignements disponibles aux niveaux supérieurs et la déficience des services aux niveaux opérationnels. Il a mis en lumière la faible production par Aman de renseignements de combat utiles et exploitables par les opérationnels, notamment la désignation précise d'objectifs tactiques[14].

***Ma'asei Aman* : une réforme majeure**

Les changements majeurs qu'a expérimentés le renseignement militaire israélien depuis 2011 sont le résultat du processus de réflexion stratégique et du changement organisationnel connu sous le nom de *Ma'asei Aman* (« Œuvre d'art »), un programme qui a été élaboré au cours d'une série d'ateliers auxquels ont participé des centaines d'officiers d'Aman et de Tsahal. Son objectif était d'adapter le renseignement militaire aux changements géopolitiques, tactiques et technologiques majeurs survenus dans le monde : printemps arabes, développement de l'islamisme, généralisation de l'emploi des drones par les acteurs asymétriques, imagerie satellitaire privée, etc[15].

Lorsqu'il prit ses fonctions de directeur d'Aman en 2010, le général Aviv Kochavi souligna *« la nécessité de relever le défi d'une réalité en mutation. Parfois, les changements sont linéaires et se produisent dans des directions identifiables, à d'autres moments ils sont chaotiques, ou paraissent tels. Quoi qu'il en soit, le changement constant est la caractéristique la plus importante de notre réalité. La nature des conflits change, la guerre prend une nouvelle forme et, parallèlement, de nouvelles menaces, de nouvelles opportunités se présentent. […] Un objectif principal sur lequel j'ai insisté est la nécessité pour la direction du renseignement, comme pour toute entreprise moderne, d'être capable de changement permanent afin de s'adapter à la réalité changeante. La capacité de réagir rapidement aux changements peut s'avérer plus importante que la détermination d'objectifs à long terme, qui devront bientôt changer de toute façon. Par conséquent, Aman doit être construit pour avoir la capacité première de changer rapidement, garantissant ainsi que l'organisation reste pertinente, adaptée à la réalité et capable de l'influencer*[16]*. »*

Aussi, Aman a lancé une réforme en profondeur afin de développer une nouvelle approche du renseignement et de créer un nouvel état d'esprit mettant l'accent sur un processus continu d'amélioration et d'apprentissage. Les axes de travail ont concerné :

– une nouvelle façon d'appréhender l'environnement extérieur ;

– l'introduction de la pensée systémique comme outil analytique ;

– la concentration sur le facteur humain ;

– l'évolution de l'organisation des unités d'analyse et la relation entre analystes, collecteurs et opérateurs ;

– le développement du renseignement au profit des opérations ;

– la mise en place d'un nouveau type de relation entre les services de renseignement et les décideurs ;

– la redéfinition des objectifs et produits du renseignement ;
– la création de nouveaux outils de diffusion ;
– le renforcement des relations avec les services de renseignement étrangers[17].

Ma'asei Aman a par ailleurs distingué quatre types de renseignements qui n'avaient pas été correctement définis jusque-là :

– le renseignement national (*national intelligence*), au niveau de la grande stratégie, à l'intention des décideurs nationaux ;
– le renseignement stratégique (*strategic intelligence*), pour comprendre les objectifs des ennemis et permettre la formulation d'une stratégie militaire ;
– le renseignement opérationnel (*operational intelligence*), nécessaire pour identifier les forces et les vulnérabilités de l'ennemi et permettre la formulation d'un concept d'opérations ;
– le renseignement tactique (*tactical intelligence*), pour appuyer les opérations militaires au niveau tactique, en premier lieu pour cibler les positions ennemies[18].

L'innovation la plus significative intervenue dans le cadre de *Ma'asei Aman* est un programme appelé *Network Intelligence*, grâce auquel toutes les composantes du service, auparavant presque totalement isolées les unes des autres, peuvent dorénavant communiquer. Jusqu'alors, chaque division ou secteur d'Aman avait développé ses propres systèmes. Désormais, une « couche infrastructure » et une « couche application » communes sont mises en place, de sorte que toutes les composantes du service peuvent communiquer entre elles, utilisant un réseau standardisé, la même base de données et les mêmes applications informatiques.

Si la technologie est au cœur des transformations d'Aman, ses responsables sont toutefois pleinement conscients qu'il leur faut parvenir à une meilleure prise en compte des facteurs culturels afin d'affiner la compréhension de l'ennemi et des situations, ainsi que la conduite des opérations, comme le concède le général Yossi Kuperwasser, ancien directeur de Cha'man, la division de la recherche d'Aman : « *aujourd'hui, nous sommes meilleurs en technologie qu'en connaissance culturelle de notre environnement.* » Il est essentiel à ses yeux que le renseignement militaire recrute et forme des spécialistes dans ce domaine. Ainsi a été créé le programme *Havatzalot* qui comprend trois années de formation, avec des volets académique, culturel et technologique. *« Cela coûte beaucoup d'argent, mais nous devons le faire »,* affirme le général

Kuperwasser[19].

L'une des priorités majeures de *Ma'asei Aman* a été de développer le renseignement opérationnel et tactique. En matière de ciblage en particulier, il a été reconnu que les renseignements devaient avoir une résolution beaucoup plus élevée pour être utile aux forces. Ils doivent également leur être transmis en temps réel pour appuyer leurs opérations sur le champ de bataille au niveau tactique. Aman a créé dans ce but un programme appelé *Intelligence Based Warfare* (IBW), dont l'objectif est de fournir des renseignements tactiques jusqu'à l'échelon de la section engagée sur le terrain[20]. Les effets bénéfiques de ce programme ont été observés lors de l'opération *Pilier de défense* (Gaza, 2012). Des outils, des méthodes et des processus développés dans le cadre du concept IBW ont été utilisés pendant l'opération et ont conduit à une amélioration majeure de l'efficacité des forces[21].

Grâce à cette remise en question et à ces réformes, les capacités de renseignement de Tsahal s'améliorent de manière constante. Ancien directeur d'Aman (2014-2018), le général Herzl Halevi explique que l'intégration entre son service et l'Armée de l'air a créé une véritable « usine » de production de renseignements qui n'a pas d'équivalent dans le monde en termes de précision.

> *« L'Armée de l'air israélienne dispose notamment de nouveaux drones pouvant voler pendant de longues périodes, chargés de recueillir des renseignements, de surveiller et de désigner des cibles. Le concept d'Area Acquisition mis au point par le renseignement militaire israélien est la capacité d'observer en continu une certaine zone sur une période de temps à travers une gamme de capteurs, puis de fusionner toutes les données de renseignement en une seule image. En conséquence, l'écart entre la capacité de détecter une cible puis de la frapper avec précision ne cesse de diminuer et permet à l'Armée de l'air d'exprimer son potentiel au maximum. L'efficacité des frappes nécessite aussi de pouvoir certifier qu'un ennemi se trouve à l'intérieur de la cible, et de mener une évaluation pour confirmer qu'il a été détruit*[22]*. »*

À travers *Ma'asei Aman*, le renseignement militaire israélien a subi des changements profonds. Près de 1 000 officiers ont changé de poste et sa structure organisationnelle a été révolutionnée. De plus, il est devenu une priorité pour le ministre de la Défense et le chef d'état-major. Aman est l'une

des rares composantes de Tsahal bénéficiant de budgets supplémentaires et de l'accroissement de ses effectifs, alors même que le reste des armées est confronté à de sévères restrictions budgétaires. En outre, le ministère a décidé, en 2011, de construire un grand complexe du renseignement militaire autour de Beer-Sheva, dans le sud du pays. Il doit regrouper sur une seule base plusieurs unités du renseignement qui sont actuellement éparpillées dans le centre d'Israël. La base d'une superficie de 2,5 km^2 devrait accueillir 12 000 soldats, dont environ 5 000 officiers de carrière et sous-officiers. Le ministère a indiqué avoir pour objectif de faire venir la majorité des unités du renseignement militaire sur le complexe d'ici 2026. Toutefois, ce transfert rencontre une forte résistance dans les rangs d'Aman et de Tsahal[23].

Les autres moyens du renseignement militaire

Si Aman est le plus important service de renseignement israélien et concentre l'essentiel des moyens de recherche et d'analyse, l'Armée de terre, l'Armée de l'air et la Marine disposent toutefois de leurs propres unités spécialisées, qui répondent à leurs besoins propres ou œuvrent au profit d'Aman.

Le Corps du renseignement de combat

Début 2000, l'état-major de l'Armée de terre décida d'améliorer le renseignement destiné aux unités combattantes, afin d'accroître leur efficacité et de séparer la collecte de renseignements de terrain de la recherche d'informations de nature plus stratégique, relevant d'Aman.

Ainsi, en avril 2000 a été créé au sein des forces terrestres le Corps du renseignement de combat (Hel-Modi'in Ha-Sadeh ou Modash) – également dénommé **Corps de collecte de renseignements (Hel HaYssouf HaKravi**[24]) –, bénéficiant d'un statut « d'arme » à part entière, au même titre que l'infanterie, l'artillerie, les blindés et le génie. Il est chargé de collecter toutes les informations tactiques nécessaires à la conduite des opérations et de les transmettre aux unités combattantes. Avec la création de ce corps, toutes les unités de l'Armée de terre israélienne s'occupant jusqu'alors de collecte de renseignements ont été regroupées sous une seule et même direction.

Le corps est composé d'un état-major, de cinq bataillons opérationnels, d'une unité d'instruction et de formations de réserve :

– le bataillon Shahaf (« Mouette ») ou unité 869, opère dans la région nord,

près de la frontière avec le Liban ;

– le bataillon Nitzan (« Bourgeon »), opère dans la région centre, c'est-à-dire en Cisjordanie et près de la frontière avec la Jordanie. Créée en 1993, cette unité d'élite a été engagée au Sud-Liban. Elle est aussi dénommée unité 636 ou unité Yakhmam (acronyme pour Yekhidat Modi'in Matara). Elle est spécialisée dans l'identification et la désignation d'objectifs pour l'artillerie. Parce qu'elle est destinée à opérer en territoire ennemi, son existence a longtemps été tenue secrète et n'a été révélée qu'en 1999.

– le bataillon Nesher (« Vautour ») ou unité 414, opère dans la région sud, dans la bande de Gaza et près de la frontière avec l'Égypte ;

– le bataillon Ait (« Aigle ») ou unité 595, placé sous les ordres du commandement de la région nord. Il opère le long de la frontière syrienne ;

– le bataillon Eitam ou unité 727, rattaché au commandement de la région sud, il opère le long des frontières avec l'Égypte et la Jordanie. Basé à Camp Hayoun, il a été créé en 2011. Il surveille un système de clôture long d'environ 500 km, tout le long de la frontière avec l'Égypte et face à la Jordanie[25] ;

– le Centre d'instruction à la collecte de renseignements, situé dans le sud du désert du Néguev, forme l'ensemble des hommes et femmes du corps, quel que soit leur grade.

Chaque bataillon de renseignement comprend des radars de surveillance du champ de bataille, des combattants dotés de véhicules 4x4 spécialement conçus pour les patrouilles de reconnaissance, et des unités féminines de guetteuses (Tatspitaniot) qui contrôlent différentes caméras depuis un centre de contrôle.

La formation des hommes s'étend sur 20 semaines et est assez proche de l'instruction de base dispensée aux forces spéciales. Ils apprennent à maîtriser l'ensemble des techniques de collecte adaptées à leurs missions (orientation, topographie, observation), à utiliser des moyens de communication spécialisés et à maîtriser diverses techniques de combat spécifiques à l'unité. Les femmes quant à elles, après une période d'instruction initiale, se voient offrir deux options : soit une filière consacrée à l'observation et à l'analyse, pendant laquelle elles sont formées au recueil de renseignements par moyens optiques[26], à la détection d'attaques terroristes et à la production de rapports de renseignements sur une zone particulière (8 semaines) ; soit une spécialisation à la collecte de terrain. Elles suivent alors un entraînement plus poussé au cours duquel elles apprennent, comme les hommes, les méthodes d'orientation, le

camouflage, l'observation et sont initiées aux techniques de combat d'infanterie (16 semaines).

Les unités de reconnaissance de secteur ou de brigade

Aman fait également appel à d'autres unités afin de conduire des missions de reconnaissance :

– le bataillon de reconnaissance Herev (« Sabre ») : composé uniquement de soldats druzes ;

– le bataillon HaBedoui (ou unité 585), formation composée de Bédouins israéliens chargée des reconnaissances en milieu désertique. Ce bataillon a participé activement à tous les conflits majeurs dans la bande de Gaza[27] ;

– le bataillon de reconnaissance Ha Sinaï, constitué de commandos équipés de matériels d'origine soviétique capturés. C'est grâce à ce bataillon que les Israéliens, lors de la guerre du Kippour, purent confirmer l'existence d'une faille dans le dispositif égyptien entre les 2e et 3e armées égyptiennes. C'est encore grâce à son action que l'avant-garde que la division du général Sharon a pu slalomer entre les positions égyptiennes et traverser sans encombre le canal de Suez dans la nuit du 15 au 16 octobre 1973 ;

– l'unité T'zasam (acronyme de T'Zevet Siour Modi'in, encore dénommée unité 869), est une formation de reconnaissance lointaine, composée de trois compagnies, une par secteur critique (Liban, Syrie et Cisjordanie).

Le corps blindé dispose également d'unités à capacité spéciale, chargées de l'éclairage. Les Palsars n° 7 et n° 500 (anciennement sayeret Shirion 500 et 700) sont les unités de reconnaissance des 7e et 500e brigades blindées, unités d'élite d'Israël qui seraient utilisées pour percer les lignes ennemies en temps de guerre. À ce titre, elles ont besoin d'unités de reconnaissance pour leur indiquer des itinéraires et dégager des voies de passage dans les champs de mines. Les Palsars 7 et 500 jouent ce rôle[28].

Les Palsars sont de petites unités, comptant seulement 18 à 20 hommes chacune, et fonctionnent indépendamment les unes des autres. Chaque Palsar est divisée en deux équipes de 9 à 10 soldats. Ils sont formés à la navigation, à la reconnaissance, au déminage et à la collecte de renseignements. Ils reçoivent également une instruction aux techniques d'infanterie standard, puis aux tactiques antichar et aux transmissions. Ils suivent également un cours de conduite nocturne en 4x4 pour s'assurer qu'ils peuvent évoluer jour et nuit et

par mauvais temps. Les unités sont équipées de nombreuses armes et équipements pour accomplir leurs tâches, notamment du système israélien de déminage Viper. Les membres des Palsars sont considérés comme faisant partie des meilleurs experts de la navigation terrestre en Israël et ils finissent souvent par enseigner à l'École israélienne de reconnaissance et de patrouille située sur la base de Balish.

Par ailleurs, les cinq brigades d'infanterie de Tsahal (Golani, Givati, Nahal, Kfir et parachutiste) disposent d'un bataillon de reconnaissance dédié (Gadsar) :

– 93e bataillon de reconnaissance : brigade Kfir ;

– 631e bataillon de reconnaissance : brigade Golani ;

– 846e bataillon de reconnaissance : brigade Givati ;

– 934e bataillon de reconnaissance : brigade Nahal ;

– 5135e bataillon de reconnaissance (sayeret Tzanhanim) : brigade parachutiste.

Toutes ces unités sont organisées selon la même structure :

– une compagnie de reconnaissance (Palsar), chargée des reconnaissances, des patrouilles de sûreté et de la collecte de renseignements. Elle est parfois également chargée de conduire certains raids offensifs ;

– une compagnie du génie (Palhan), ayant pour mission principale de dégager le terrain afin d'ouvrir le passage au reste des troupes. Elle est aussi chargée d'effectuer des sabotages en territoire ennemi, de neutraliser des charges explosives, de poser de mines, etc. ;

– une compagnie antichar (Palnat), montée sur véhicules ;

– une compagnie de transmission (Palhik).

Par ailleurs, depuis de 2010, dans le cadre du programme surnommé *Sky Rider*, chaque commandant de bataillon a été doté de drones, afin de disposer de ses propres capacités de reconnaissance et de surveillance aérienne et ne pas être dépendant de l'Armée de l'air.

Les moyens des autres armées

Depuis la création de l'État hébreu, l'Armée de l'air (Heyl Ha'Avir) a toujours été engagée en premier et a joué un rôle déterminant dans tous les conflits. En son sein, la division des Renseignements aériens (Lahak Modi'in ou Lamdan) est chargée de réunir l'ensemble des informations nécessaires pour l'exécution

des missions de combat. Elle recourt principalement à la reconnaissance aérienne et aux interceptions des communications radio pour recueillir des informations sur les forces aériennes ennemies (suivi des capacités et des activités aériennes, identification des cibles à frapper, etc.). Lamdan comporte plusieurs unités de recherche :

– l'unité 9200, qui regroupe les drones de reconnaissance, largement utilisés pour observer les installations ennemies. Trois escadrons, les 166e et 200e – basés à Palmachim – et le 210e – installé à Tel Nof – exploitent différents types de drones : MALE Heron, HALE Hermes 900, Eitan/Heron TP, etc. ;

– l'unité technique d'assistance, qui analyse les photos aériennes ;

– l'unité Zoom, qui surveille les acquisitions de nouveaux appareils (avions, hélicoptères) par les pays de la région.

Dans la Marine (Heyl Ha'Yam), c'est le département du Renseignement naval (Mahleket Modi'in ou Mahman) qui est chargé de recueillir des informations sur les forces maritimes des pays hostiles à Israël, ainsi que sur tous les mouvements de navires en Méditerranée et en mer Rouge, en particulier ceux de la flotte russe, principal allié de la Syrie. Il a également pour mission de prévenir les attaques terroristes par mer et de détecter les trafics maritimes clandestins d'armes, notamment à destination du Liban (Hezbollah) et de Gaza (Hamas).

1. Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'Armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *Focus stratégique*, n° 45, Ifri, juillet 2013, p. 19.

2. BND (Allemagne) : plus de 7 000 employés ; DGSE (France) et GCHQ (Royaume-Uni) : environ 6 000.

3. Cf. chapitre 20.

4. Au nord, sur les hauteurs du Golan, sur les monts Avital, Bental et Hermon ; à l'ouest, dans le désert du Néguev, sur la base d'Urim ; à une trentaine de kilomètres de Beer-Sheva. Enfin, depuis 1996, elle dispose également de stations d'écoute en Turquie, dirigées contre la Syrie.

5. L'unité 8200 ne se charge que des opérations offensives. Les mesures défensives sont le domaine de l'unité Lotem de la direction C4I de Tsahal.

6. Les Israéliens utilisent plutôt l'expression de VISINT (*Visual Intelligence*).

7. En 1973, les conscrits arabophones de l'unité prédirent que la guerre allait éclater entre l'Égypte et Israël grâce à une source improbable : un entretien avec le commandant adjoint de l'OLP, Abou Iyad, dans un magazine de mode libanais (Samuel M Katz, *Soldier Spies: Israeli Military Intelligence*, Presidio Press, Novato, 1992, p. 5).

8. Les « produits » qu'elle a développés ont permis d'améliorer significativement l'efficacité des manœuvres et opérations grâce au traitement d'images, à la fusion d'informations de toute nature (HUMINT, SIGINT, IMINT, OSINT), à la cartographie dynamique (GEOINT) et à l'utilisation de l'intelligence artificielle. Par exemple, le système *Broadcast Researcher* permet à un commandant qui doit opérer dans un quartier spécifique de Gaza, du sud du Liban ou de Syrie d'obtenir une photo aérienne du quartier dans lequel il se prépare à entrer et de voir une rue spécifique ou un bâtiment, ainsi que de recevoir un flux vidéo instantané du site. Une autre application, baptisée *The King's Way*, est capable de calculer les itinéraires les plus rapides lors d'une manœuvre en territoire ennemi. Le programme calcule les distances des différents itinéraires disponibles, les heures d'arrivée estimées, les temps de trajet des véhicules blindés et affiche les pentes qui peuvent être dangereuses pour les véhicules blindés, tout en tenant compte des conditions météorologiques et de leurs effets sur le sol (ruissellement, éboulements, etc.). Elle fournit également une analyse des zones dans lesquelles les unités peuvent être exposées aux vues ou aux tirs de l'ennemi. Le logiciel est mis à jour en temps réel et prend même en compte les modifications de la topographie qui se sont produites quelques heures, voire quelques minutes auparavant, comme un bombardement aérien qui aurait transformé le terrain de la zone.

9. Service chargé de la sécurité du ministère de la Défense et de ses installations de recherche, en particulier de la protection du réacteur nucléaire de Dimona.

10. Ephraïm Kahana, *Historical Dictionary of Israeli Intelligence*, Scarecrow Press, Lanham, 2006.

11. Cf. Éric Denécé et David Elkaim, *Les Services secrets israéliens*, *op. cit*.

12. Yosef Kuperwasser, « Lessons from Israel's Intelligence Reforms », *Analysis Paper*, n° 14, The Saban Center for Middle East Policy/The Brookings Institution, octobre 2007.

13. *Ibid.*

14. Aviv Kochavi et Eran Ortal, « Ma'asei Aman: Permanent Change in a Changing Reality », *The Dado Center Journal for Operational Art*, vol. 2, juillet 2014, p. 15.

15. Amir Rapaport, « Revolution in the Intelligence Agencies », *Israel Defense*, 19 avril 2014.

16. Document de position n° 1 du directeur d'Aman, mai 2011, *in* Aviv Kochavi et Eran Ortal, *op. cit.*, p. 12 (traduction des auteurs).

17. Y. Kuperwasser, *op. cit.*

18. Aviv Kochavi et Eran Ortal, *op. cit.*, p. 27.

19. Y. Kuperwasser, *op. cit.*

20. Aviv Kochavi & Eran Ortal, *op. cit.*, p. 27.

21. *Ibid.*, p. 77-78.

22. Colonel Olivier Passot, « La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement », *op. cit.*

23. Judah Ari Gross, « Shikun & Binui va construire un complexe du renseignement de Tsahal dans le sud », *The Times of Israel*, 13 juillet 2020.

24. Armée de défense d'Israël, « Corps de collecte de renseignements », *Idf.fr* [en ligne]. https://www.idf.il/fr/minisites/corps-de-collecte-de-renseignements/ [consulté le 20/05/2021].

25. Le bataillon Eitam comprend environ 600 conscrits et quelque 200 réservistes, et dispose de la plus importante compagnie féminine de Tsahal avec 190 femmes soldats.

26. Les bataillons de renseignement sont dotés de technologies fixes et mobiles (clôtures intelligentes, caméras, drones, etc.). Ils utilisent notamment le système Granite, qui comprend des capteurs radar et optiques à longue portée. Les données sont transmises aux centres opérationnels et fournissent une image en temps réel de la frontière.

27. Dès 1956, les Druzes ont eu l'obligation d'effectuer leur service militaire. En revanche, Bédouins et Circassiens ne servent dans l'armée que sur la base du volontariat.

28. La nécessité et l'efficacité des Palsars ont été prouvées lors de la guerre de Yom Kippour en 1973,

lorsqu'ils ont conduit leur brigade blindée respective sur les hauteurs du Golan. En cette occasion, leurs pertes ont été élevées – 29 morts et 7 blessés –, mais l'Armée syrienne a été vaincue et les hauteurs du Golan sont toujours sous contrôle israélien.

CHAPITRE 20

L'UNITÉ 504 ET LA RECHERCHE HUMAINE CLANDESTINE

Depuis la création de l'État hébreu, le renseignement militaire israélien a toujours disposé de ses propres unités clandestines et a souvent dû faire face à la volonté du Mossad de les récupérer à son profit, au prétexte qu'il devait être le seul à conduire ce type d'opérations.

Les unités précurseures

En 1948 fut créé au sein du département politique du ministère des Affaires étrangères – alors chargé du renseignement sur l'étranger, notamment contre l'ennemi le plus menaçant d'Israël, l'Égypte –, une unité ultra-secrète connue sous le nom de Heker 2, trouvant ses origines dans le département arabe du Palmach[1]. Ses missions étaient le sabotage et la propagande dans les pays ennemis d'Israël. Lorsque ce département fut dissout en 1951, ses missions furent transférées à Aman qui mit en place un département dénommé Shin Mem 13[2], chargé de mener des activités de renseignement, de sabotage et de propagande à l'étranger, composé de deux unités : les unités 131 et 132.

L'unité 132 était en charge de la conduite de la guerre psychologique contre les pays en pays arabes hostiles à Israël. Par exemple, avant la révolution égyptienne de juillet 1952, les agents de l'unité conçurent et distribuèrent de nombreux tracts et documents antimonarchistes au Caire. Ils utilisaient également les programmes de Kol Israel (« La voix d'Israël ») en arabe pour diffuser leur propagande.

L'unité 131 fut chargée des missions clandestines de renseignement et de sabotage dans tous les pays arabes hostiles à Israël. Comme ses activités avaient des objectifs militaires et pouvaient avoir des retombées politiques, ses opérations devaient être validées par deux personnes : le chef du Mossad et le

chef d'état-major adjoint de Tsahal. Ils devaient décider non seulement du moment où il serait fait appel à l'unité, mais aussi de sa mission et des limites s'appliquant à celle-ci.

Pour conduire ses actions clandestines, outre ses propres opérateurs, l'unité 131 développa des réseaux de soutien dans les pays voisins de l'État hébreu. Le premier fut mis en place en Égypte, dès 1951. Tous les agents recrutés devaient être des Juifs, fiables et idéologiquement déterminés à aider le jeune État hébreu. Ces « agents dormants » étaient chargés d'accueillir et d'assister des opérateurs envoyés localement pour une mission de renseignement ou de sabotage. Ils ne devaient en aucun cas éveiller de soupçons ni prendre de risques pour obtenir des renseignements ou participer à des opérations susceptibles d'attirer l'attention de la police ou des forces de sécurité locales[3].Toutefois, ces règles ne furent guère respectées.

En 1954, l'unité 131 connut un échec majeur intitulé « Affaire Lavon », du nom du ministre de la Défense de l'époque. Envoyé en Égypte pour constituer un réseau dormant, un officier de l'unité 131 recruta plusieurs Juifs égyptiens dont certains reçurent une formation militaire en Israël. Malgré leur inexpérience et leur méconnaissance du métier d'espions, ces agents furent chargés de saboter des cibles occidentales en Égypte, dans l'espoir que cela conduirait le gouvernement britannique à reconsidérer sa décision d'évacuer le canal de Suez, ce qu'Israël craignait. Mais toutes les opérations de sabotage furent des échecs et l'ensemble du réseau fut démantelé. Ses membres furent arrêtés par le contre-espionnage égyptien et condamnés à de longues peines[4]. Deux d'entre eux furent même exécutés[5].

L'affaire déclencha un énorme scandale en Israël. Plusieurs ministres, dont Moshe Dayan et Shimon Peres, se rejetèrent la responsabilité de cet échec[6], allant même jusqu'à forger de fausses preuves pour incriminer Lavon. *In fine*, le scandale toucha Ben Gourion qui fut contraint de se retirer de la vie politique. L'unité 131 fut officiellement dissoute, mais remplacée par l'unité 188. Cet échec eut pour conséquence la décision de ne plus recruter de Juifs opérant dans leur pays de résidence, règle qui s'applique encore aujourd'hui à tous les services israéliens.

À la fin des années 1950, l'***unité 188*** relança ses activités, continuant d'implanter clandestinement des militaires israéliens, sous couverture, dans les pays ennemis, notamment en l'Égypte et en Syrie, où Israël était resté pendant

des années sans source humaine importante. Pour combler cette lacune, l'unité 188 recruta et forma deux Israéliens : Zeev Gur Arie (nom de couverture « Wolfgang Lotz[7] »), qui fut infiltré en Égypte ; et Eli Cohen (nom de couverture « Kamil Amin Ta'abet[8] »), qui partit pour Damas. Leur tâche principale était de fournir un avertissement stratégique d'une nouvelle attaque arabe. Tous deux s'intégrèrent très bien au sein des élites politiques et militaires locales, et transmirent à Aman des renseignements d'une grande valeur.

À partir du milieu des années 1950, Isser Harel, le patron du Mossad, tenta de persuader Ben Gourion de transférer cette unité à son service, ou du moins de lui en confier le commandement opérationnel. Mais Tsahal s'y opposant farouchement, Ben Gourion refusa[9]. En 1963 cependant, à la suite de la nomination du directeur d'Aman à la tête du Mossad, l'unité 188 fut finalement transférée. Amit voulait que toutes les opérations clandestines de renseignement et de sabotage à l'étranger soient réunies sous une seule autorité. Il obtint satisfaction et fusionna l'unité 188 avec le département des opérations spéciales du Mossad (Mifratz[10]) alors dirigé par Yitzhak Shamir, futur Premier ministre[11].

Aman conserva cependant une composante HUMINT, ***l'unité 154***, créée en 1948 sous le nom d'Intelligence Service 10, dont les missions se limitaient toutefois au recrutement et à la manipulation d'agents arabes dans les zones frontalières d'Israël. Certains des hommes de l'unité 154 avaient été élevés dans les quartiers arabes de Palestine et étaient donc intimement familiers avec la langue et les coutumes de la population locale. L'unité fut placée sous le commandement de Rehavia Vardi, ancien officier de renseignement de la Haganah[12] avant la création de l'État hébreu[13]. Vardi et ses hommes recrutèrent 400 à 500 agents qui leur transmirent des informations inestimables sur les principaux responsables *fedayins*. Plusieurs d'entre eux furent identifiés, localisés et éliminés, les Israéliens ayant persuadé leurs agents arabes de placer une bombe près de ces cibles[14]. L'unité 154 joua également un rôle essentiel lors de la préparation de la guerre des Six-Jours. Ses officiers traitants recrutèrent de nombreux agents arabes dans la péninsule du Sinaï, alors sous contrôle égyptien, qu'ils dotèrent d'appareils photographiques et formèrent aux prises de vues. Ils obtinrent ainsi de nombreux renseignements sur les installations et les forces égyptiennes, surtout sur les bases aériennes, ce qui

permit leur destruction dès les premières heures du conflit.

L'unité 504, unité de traitement de sources

Unique composante HUMINT d'Aman, l'unité 504 a d'abord été nommée Shin Mem 10, puis unité 154 et, après sa fusion avec l'unité 560 qui s'occupait des interrogatoires des prisonniers, elle a reçu le numéro 504[15]. Installée dans la base ultra-sécurisée d'Heritage Center à Glilot, elle est l'une des formations les plus secrètes et protégées de Tsahal. Toutes ses missions sont couvertes par le secret le plus strict. Ses membres ne sont jamais photographiés, même de dos, et leurs noms sont généralement représentés par une seule lettre, voire pas du tout. En conséquence, cette unité, son histoire, son travail et ses succès demeurent peu connus en Israël.

À l'origine, l'unité 504 menait ses opérations dans les quatre pays frontaliers d'Israël : Syrie, Liban, Jordanie et Égypte. Cependant, au fil des années et en fonction de l'évolution des menaces, l'unité s'est concentrée essentiellement sur le Liban. Pendant les dix-huit années de présence de Tsahal dans ce pays (1982-2000), ses membres y ont été particulièrement actifs. Depuis une vingtaine d'années, elle a redéployé plus largement ses activités, ainsi qu'en témoigne l'un de ses officiers : « *Nous sommes aujourd'hui de nouveau présents dans des endroits où nous ne l'étions pas dans le passé, et agissons d'une manière différente que par le passé. Notre but, c'est d'être efficace et de répondre aux besoins de Tsahal et de l'État d'Israël*[16]. »

Missions et savoir-faire

L'unité 504 joue, en matière de renseignement, un rôle essentiel au profit de Tsahal. En effet, si les forces israéliennes disposent de très nombreux capteurs techniques, il y a des choses qu'elles ne peuvent apprendre que par le contact direct avec des sources humaines, agents ou prisonniers. Les informations que les interrogateurs obtiennent auprès des personnes capturées dans les zones de combat peuvent sauver des vies et modifier les plans d'action offensifs ou défensifs.

Spécialisée en recherche humaine, sa mission est double : d'une part, recruter et diriger des agents en Cisjordanie, à Gaza et dans les États ennemis limitrophes d'Israël ; d'autre part, interroger des prisonniers, en temps de paix (terroristes) comme en temps de guerre. Les renseignements recueillis sont

ensuite transmis à Aman et aux chefs d'unités concernés.

En matière de recrutement et de manipulation d'agents, l'unité 504 opère dans l'espace compris entre les domaines d'action du Mossad – qui intervient pour l'essentiel dans des pays plus lointains – et du Shin Bet – qui agit principalement sur le territoire israélien. Cette mission est confiée à des officiers traitants : *« Nous ne nous occupons pas de savoir si l'on peut recruter un agent, quelqu'un qui puisse donner des informations. Nous connaissons la réponse, c'est possible. La vraie question, c'est comment ? »*, déclare l'un de leurs officiers. *« Nous rencontrons les ennemis, parfois les plus répugnants. Nous créons un système de liens et de confiance. Mais nous nous souvenons toujours qu'il s'agit de l'ennemi et parfois, quand tu fais confiance à l'ennemi, il peut se retourner contre toi et te blesser*[17]*. »* De telles rencontres peuvent être extrêmement risquées, aussi chaque réunion entre un officier et son agent est planifiée comme une véritable opération. Cela n'empêche pas toutefois les mauvaises surprises. En juin 2001, un lieutenant-colonel attendait un de ses informateurs de Cisjordanie, près de Bethléem. Il se trouvait dans sa voiture avec deux personnes chargées de sa sécurité. L'agent palestinien avec lequel ils avaient rendez-vous a réussi à les surprendre et a tiré sur l'officier traitant, avant d'être à son tour abattu par un des gardes du corps.

En temps de paix, dans le cadre de la lutte antiterroriste, l'unité 504 est conduite à interroger de nombreux individus arrêtés par les forces de sécurité, en Cisjordanie et à Gaza. Pourtant, ces deux théâtres ne font pas partie des zones d'engagement attribuées à l'unité ; c'est celle du Shin Bet, responsable du recrutement et de la manipulation des agents dans ces zones. Mais dès lors qu'une opération militaire a lieu, les membres de l'unité 504 interviennent, recueillant des renseignements auprès des personnes qu'ils rencontrent sur le terrain. Ils savent que les civils voient beaucoup de choses pouvant être utiles à Tsahal. Toutefois, parce qu'ils ne connaissent pas la bande de Gaza – à la différence de leurs autres zones d'intervention classique – les membres de l'unité n'y recrutent pas d'agents ; leur action se limite à l'interrogatoire des détenus capturés par les forces combattantes.

En temps de guerre, 504 concentre ses efforts principalement sur les interrogatoires sur le terrain, car il est plus difficile de manipuler des agents en situation de conflit.

La conduite d'un interrogatoire nécessite un savoir-faire spécifique. Cette

mission est confiée à des professionnels, dont une grande part de réservistes. Le recours à la violence est rare :

> *« Imaginez que vous êtes assis avec un membre du Hamas à Khan Younis et que vous l'interrogez pendant que les combats font rage ; sous la pression d'un interrogatoire musclé, il vous donne les informations qu'il pense que vous voulez entendre, mais ce n'est pas nécessairement la vérité. Chaque information que vous lui demandez doit provenir d'une volonté de coopérer*[18]*. »*

L'utilisation de la force dans les interrogatoires de terrain ne produit que rarement des renseignements et les individus impulsifs ne sont pas faits pour l'unité. Il faut donc procéder différemment et développer d'autres compétences. La grande majorité des informations sont obtenues par l'emploi de pressions psychologiques.

Les interrogateurs de l'unité 504 doivent d'abord avoir une excellente maîtrise de l'arabe et connaître les différents dialectes. Une grande stabilité émotionnelle et la capacité d'établir un lien avec les autres sont également indispensables, sans négliger la sécurité. *« Nous vérifions d'abord que les détenus ne portent pas de charges explosives »*, explique un membre de l'unité 504. *« Nous leur bandons les yeux avec un chiffon ou leur chemise et nous leur attachons les mains derrière le dos*[19]*. »* À distance de sécurité, des soldats assurent la sécurité. Sur le théâtre des combats, les interrogatoires ont lieu dans un endroit sûr, un bâtiment qui n'a pas été touché par un bombardement. Il est important d'isoler les prisonniers de ce qui se passe à l'extérieur afin qu'ils ne se soucient pas de savoir si quelqu'un voit qu'ils sont interrogés. Les interrogateurs de l'unité 504 doivent en permanence avoir deux préoccupations : se concentrer sur l'interrogatoire, mais aussi connaître la situation du bataillon auquel ils sont rattachés afin de poser les bonnes questions. *« Vous essayez de faire en sorte que le sujet vous parle des menaces potentielles dans la région où vous vous trouvez, comme les puits, les tunnels, les tireurs d'élite, les pièges et les engins piégés*[20]*. »*

L'interrogateur doit ensuite faire preuve de beaucoup de psychologie, étudier l'homme – ou la femme – qui se trouve face à lui, analyser ses points faibles et trouver les arguments et leviers pour obtenir les renseignements qu'il souhaite. Une des qualités primordiales d'un bon interrogateur, c'est de savoir identifier si la personne répond pour lui faire plaisir ou lui donne la bonne information.

Pour cela, il doit déjà disposer de renseignements, connaître parfaitement la situation dans laquelle se trouve le bataillon auquel il est rattaché, créer une bonne interaction avec l'interrogé et savoir poser les bonnes questions. Si le prisonnier a le potentiel pour fournir davantage de renseignements, il est ensuite emmené pour un nouvel interrogatoire en Israël.

Les interrogateurs de l'unité 504 observent depuis quelques années qu'ils ont à faire à des adversaires (Hamas, Hezbollah) d'un meilleur niveau, qui ont tiré les leçons du passé, ont amélioré leurs capacités de combat et reçu une solide formation militaire et idéologique, principalement fournie par les États ennemis d'Israël. La tâche en est donc devenue plus ardue et plus essentielle.

Recrutement et formation

L'unité 504 est une petite unité d'élite dirigée par un colonel qui se caractérise par des particularités spécifiques :

– ses membres ne sont pas des appelés. L'unité recrute en priorité des arabophones âgés de 20 à 30 ans qui ont auparavant servi dans des unités combattantes. Ils doivent être dotés de solides qualités humaines et de communication, être vertueux, idéalistes et capables de collaborer facilement ;

– la proportion d'officiers – d'active ou de réserve, appelés *katamim* – y est largement prédominante ;

– l'âge moyen de ses membres est élevé : certains ont commencé à y servir dans les années 1980 et ont plus de 60 ans, voire 78 ans pour l'un d'entre eux. Contrairement aux unités de combat, en matière de renseignement l'efficacité des enquêteurs s'améliore avec l'âge[21] ;

– une autre spécificité de l'unité 504 est son imbrication avec les forces actives sur le terrain, ce qui est assez rare pour une unité de renseignement. Rattachés à différents bataillons, ses membres s'entraînent avec eux en vue de les accompagner au combat et de leur fournir en temps réel des informations utiles aux opérations. Ils simulent également des interrogatoires afin que le commandant de bataillon, les officiers et les soldats soient informés de leurs capacités.

Lors du recrutement, tous les membres passent par des tests psychologiques similaires à ceux réservés aux pilotes de chasse. Leur langage corporel et leur créativité sont également testés et analysés.

Au cours de la formation pour devenir interrogateur (5 semaines), les

stagiaires de l'unité vivent, parlent et respirent l'arabe. Ils doivent parfaitement connaître la culture arabe, discuter entre eux en arabe et adopter les politesses et coutumes sociales arabes. C'est seulement de cette façon qu'ils pourront recueillir d'importantes informations d'un soldat syrien ou d'un terroriste palestinien arrêté.

Pour l'unité, la principale difficulté du recrutement actuel concerne la maîtrise de cette langue, dont la connaissance s'est réduite en Israël depuis plusieurs décennies. S'il y a encore quelques années les membres de 504, qui provenaient de familles séfarades arabophones, avaient grandi dans cette atmosphère culturelle, aujourd'hui cet héritage se perd. C'est une grave lacune selon le commandant de l'unité au regard de la nature de l'environnement et des ennemis de l'État hébreu.

Succès et dérives

L'unité 504 a reçu une décoration officielle en avril 2019 pour ses activités dans la zone nord (Liban et Syrie) au cours des cinq dernières années. Tsahal a déclaré que l'unité avait *« empêché des attaques terroristes et neutralisé des menaces qui mettaient en danger l'État d'Israël. […] De 2013 à 2018, l'unité a reçu pour mission de lutter contre le terrorisme et de s'opposer à l'implantation d'éléments terroristes dans la zone nord. Déterminée à saisir la moindre opportunité de renseignement et d'opération, l'unité a fait preuve de compétences majeures et fortes. […] Cela a contribué à la supériorité de Tsahal et à la sécurité de l'État d'Israël*[22]. » En cette occasion, le général Aviv Kochavi, directeur d'Aman, a reconnu le caractère unique de l'unité et félicité ses membres pour leur créativité, leur audace et leur imagination, autant d'éléments ayant assuré le succès de leurs missions.

Depuis sa création, l'unité est restée dans l'ombre, comme l'exige la nature de ses opérations, mais un effort a été fait récemment pour archiver correctement la mine de documents dont elle dispose, ce qui donne un aperçu partiel de son fonctionnement interne. On y apprend par exemple que jusqu'au début des années 1970, l'unité utilisait occasionnellement des pigeons voyageurs comme moyen de communication. Dans le cadre de la première étape de ce projet ambitieux, quelque 40 000 documents et photos ont été catalogués et transférés aux archives de Tsahal, au ministère de la Défense, dans l'espoir qu'ils pourraient aider les futurs soldats à se renseigner sur les efforts et les méthodes

adverses de collecte de renseignements par agents d'infiltration.

L'une des raisons pour laquelle l'unité 504 reste peu considérée au sein de la communauté israélienne du renseignement est que plusieurs de ses cadres ont été impliqués dans des affaires controversées. Notamment la gestion du camp 1391 au sud du Liban, dans lequel des Libanais soupçonnés par Israël d'appartenir au Hezbollah étaient transférés – parfois après avoir été enlevés – pour être interrogés et quelquefois torturés. Face à l'urgence de certaines situations, les membres de l'unité ont en effet parfois utilisé des « moyens intensifs[23] ».

Un colonel de réserve de l'Armée israélienne a par ailleurs révélé les conditions de détention très dures et les méthodes de torture utilisées contre des prisonniers arabes et iraniens en Israël, dans le centre d'interrogatoire de l'unité 504 : ils sont enchaînés à des chaises pendant de longues périodes, privés de sommeil, constamment intimidés, etc.

Fin décembre 2010, un groupe de défense des droits de l'Homme – le Comité public contre la torture en Israël – a révélé que les détenus palestiniens se voyaient systématiquement refuser le droit de rencontrer un avocat durant les interrogatoires. En réponse, Tsahal a affirmé qu'elle était *« l'une des armées les plus morales »* dans le monde et qu'elle traitait les prisonniers et les détenus avec décence. Mais ces dernières années, des séquences vidéo ont été divulguées, montrant comment les soldats israéliens humilient et maltraitent leurs détenus palestiniens, menottés et les yeux bandés. L'unité 504 affirme aujourd'hui avoir abandonné ces méthodes qui ont suscité beaucoup de critiques.

1. Plugot Makahaz (groupe d'assaut) : branche de la Haganah chargée des opérations spéciales.

2. *Shin* et *Mem* étant les initiales hébraïques de *sherout modi'in*, ou « service de renseignement ».

3. Samuel M. Katz, *Soldier Spies: Israeli Military Intelligence*, *op. cit.*, p. 80.

4. Les membres du réseau emprisonnés durent attendre la fin de la guerre de 1967 pour être libérés en échange de prisonniers de guerre égyptiens et… 2004 pour être réhabilités !

5. S. M. Katz, *Soldier Spies*, *op. cit.*, p. 80.

6. Moshe Dayan, alors chef d'état-major, considérait que ce n'était pas la vocation de Tsahal ni d'Aman d'être engagés dans des activités clandestines. Le directeur d'Aman, Yehoshafat Harkabi, estimait pour sa part que l'unité 131 ne devait pas être activée en temps de paix.

7. Wolfgang Lotz était la taupe parfaite : fils d'un père « gentil » et d'une mère juive, il n'était pas circoncis et ressemblait à un Allemand typique. Il se construisit une couverture en tant qu'ancien officier

de la Wehrmacht de l'Afrikakorps de Rommel, devenu éleveur de chevaux et retourné en Égypte pour créer un haras. En peu de temps, Lotz, un acteur doué, était devenu membre du cercle social allemand en pleine croissance au Caire. Il fournit à l'unité 188 de nombreux détails sur les programmes égyptiens de missiles et sur le personnel allemand chargé de les développer. Il ne pouvait cependant pas les éliminer, car sa participation directe compromettrait sa couverture. Le chef de l'unité 188, Yosef Yariv, décida de supprimer les scientifiques allemands en utilisant des lettres et des colis piégés. La R&D sur de nouveaux types d'explosifs fut réalisée en collaboration avec les services de renseignement français, en échange d'informations transmises par Lotz sur les activités du Front de libération nationale (FLN) au Caire. L'unité 188 aurait également aidé les Français à introduire des explosifs au Caire pour assassiner des membres du FLN. Lotz sera arrêté en 1965 et libéré en 1968.

8. Eli Cohen a été arrêté et pendu par les Syriens en 1965. Durant les trois années passées à Damas, il a fourni à Tel-Aviv une masse de renseignements politiques et militaires de haut niveau, y compris beaucoup de détails sur la ceinture de fortifications syriennes sur le plateau du Golan, qui a été conquise par Tsahal en juin 1967 (Ian Black et Benny Morris, *Israel's Secret Wars: A History of Israel's Intelligence Services*, Warner Paperbacks, New York, 1992, p. 227-228).

9. Ronen Bergman, *Rise and Kill First*, Penguin Random House, New York, 2018, p. 66-67.

10. Ce département changea alors de nom et devint Caesarea. Il est aujourd'hui dénommé Masada (*Metsada* en hébreu).

11. R. Bergman, *op. cit.*, p. 86.

12. Armée du mouvement sioniste avant la création de l'État d'Israël. C'est l'ancêtre de Tsahal.

13. Il était connu pour ses déclarations franches : « *N'importe quel Arabe peut être recruté sur la base de l'un des trois P : Praise, Payment or Pussy* » (*« la fierté, l'argent et le sexe »*). Voir R. Bergman, *op. cit.*, p. 40.

14. *Ibid.*, p. 40.

15. Elle serait aujourd'hui également dénommée unité 6154.

16. Armée de défense d'Israël, « 504 : l'unité qui récolte et accède aux renseignements humains de l'ennemi », *Idf.il* [en ligne]. https://www.idf.il/fr/minisites/entraînement-et-préparation/504-l-unité-qui-récolte-et-accède-aux-renseignements-humains-de-l-ennemi/ [consulté le 06/05/2021].

17. *Ibid.*

18. Oded Shalom, « Human intelligence under fire », *Ynet*, 26 septembre 2014 [en ligne]. https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4574927,00.html [consulté le 06/05/2021].

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

21. *Ein Hakham keba'al nissayon* (*« Il n'y pas plus intelligent que l'homme expérimenté »*).

22. Judah Ari Gross, « Une unité du renseignement militaire humain récompensée pour son travail », *Times of Israel*, 14 avril 2019.

23. « Révélations sur les tortures pratiquées par l'unité 504 de l'Armée israélienne : perversion et cruauté », *Info.palestine.net,* 26 décembre 2011 [en ligne]. http://newsnet.fr/61447 [consulté le 10/05/2021].

CHAPITRE 21

LES SAYEROT : RECONNAISSANCE ET ACTION

Statutairement, c'est à la division « Renseignement » (Cha'man) d'Aman qu'est rattachée la majorité des *sayerot* (unités de reconnaissance), les forces spéciales de Tsahal. Les unités spéciales israéliennes sont nombreuses et se sont développées au fur et à mesure de la succession des conflits auxquels a dû faire face l'État hébreu. On distingue aujourd'hui les *sayerot* rattachés à l'État-Major général de Tsahal, chargées des missions les plus stratégiques ; les unités de « front », opérant au profit de chacun des trois commandements militaires (Nord, Centre et Sud), regroupées depuis 2015 au sein d'une brigade spécifique ; et les *sayerot* portant le nom de la brigade à laquelle ils sont rattachés (Golani, Nahal, Givati) et au profit de laquelle ils opèrent.

Très peu d'informations sont disponibles sur les unités spéciales de Tsahal. Dresser leur ordre de bataille est donc une gageure. Les *sayerot* changent périodiquement de dénomination ou portent simultanément plusieurs appellations pour égarer l'adversaire et ses services de renseignement.

Les unités rattachées à l'État-Major général

Sayeret Matkal

Le sayeret Matkal – également désignée sous les noms d'unité 269 ou unité 424 – est considéré comme la meilleure et la plus secrète des unités spéciales de Tsahal et l'une des meilleures au monde. Créée en 1957, elle a participé à la plupart des opérations spéciales majeures lancées par le gouvernement israélien depuis cinquante ans.

Matkal s'est vu attribuer trois missions : expérimenter des modes d'action et des armements susceptibles d'être adoptés par l'ensemble des forces armées ; préparer et conduire des opérations spéciales ; inventer de nouvelles formes de

combat adaptées aux menaces qu'impose le terrorisme international. Aux ordres d'un colonel, l'unité jouit d'une indépendance dont aucune autre ne bénéficie au sein de Tsahal. Disposant de son propre budget, Matkal décide elle-même de développer ou d'acheter les matériels et équipements dont elle a besoin. Ayant accès directement aux échelons les plus élevés du commandement, l'unité peut obtenir renseignements et soutien logistique des trois armées, prendre l'initiative de certaines opérations ou en proposer de nouvelles.

Pendant longtemps, Tsahal a eu pour politique officielle de nier l'existence de Matkal, ses opérations étant généralement attribuées à des « unités parachutistes d'élite ». Le public en ignora l'existence jusqu'à ce qu'un commando du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) détourne un avion de la Sabena à destination d'Israël, en 1972. Matkal prit alors l'avion d'assaut et libéra les otages. Nombre de ses opérations sont encore classifiées à ce jour. Toutefois, le secret a été levé sur un certain nombre d'autres, ce qui permet de mesurer l'impressionnant palmarès de l'unité.

Lors de la guerre des Six-Jours, Matkal ne fut pas engagée dans les combats, car son fondateur, Avraham Arnan, considérait qu'« *un combattant de Matkal est trop précieux pour le chaos d'une guerre* ». Elle participa en revanche activement à la Guerre d'usure contre l'Égypte (1967-1970). En 1968, elle sabota une centrale hydroélectrique et des ponts sur le Nil (opération *Shock*). La même année, elle détruisit également 14 avions de ligne appartenant à des compagnies arabes sur l'aéroport de Beyrouth, au Liban (opération *Gift*). En 1969, l'unité intervint de nouveau en Égypte afin couper des lignes à haute tension. Quelques mois plus tard, en coopération avec la shayetet 13, l'unité spéciale de la Marine, elle participa à l'assaut contre la forteresse de l'île Verte, qui contrôlait l'entrée sud du canal de Suez (opération *Bulmus*).

En avril 1973, Matkal participe, de nouveau avec la shayetet 13, à l'élimination des chefs du groupe terroriste Septembre noir – une branche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) – à Beyrouth (opération *Spring of Youth*). Sous les ordres du futur Premier ministre Ehud Barak, 40 commandos de l'unité, arrivés par la mer et guidés par les hommes du Mossad, prennent d'assaut les bâtiments occupés par l'OLP dans la capitale libanaise. De nombreux cadres de l'organisation palestinienne et de Septembre noir sont tués au cours du raid, et les Israéliens récupèrent des dizaines de kilos d'archives. Leur exploitation permettra de reconstituer et d'éliminer les réseaux

de soutien du groupe terroriste en Europe.

Lors de la guerre du Kippour, Matkal, appuyée par la brigade d'infanterie Golani reprend le mont Hermon aux commandos syriens. Parallèlement, l'unité multiplie les embuscades contre les forces syriennes et égyptiennes, au cœur même de leur territoire, provoquant psychose et désorganisation dans leurs rangs. Puis, elle se spécialise dans les interventions antiterroristes : elle sauve les élèves de l'école de Maalot (1974), avant de libérer l'année suivante (1975) des otages retenus par l'OLP dans un hôtel de Tel-Aviv (opération *Savoy*). En juillet 1976, elle libère les passagers de l'Airbus d'Air France, retenus en otages dans l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda[1]. Cette opération reste à ce jour le succès le plus emblématique de Matkal. En 1982, lors de la première guerre du Liban, l'unité effectue des reconnaissances profondes en avant des forces israéliennes.

En 2006, lors de la seconde guerre du Liban, Matkal conduit de nombreuses actions – conjointement avec l'unité Shaldag – afin de perturber le trafic d'armes à destination du Hezbollah. À l'occasion de l'une d'entre elles, des éléments de l'unité tombent dans une embuscade et un officier supérieur est tué et plusieurs cadres blessés (opération *Sharp and Smooth*). En août 2007, les Israéliens obtinrent la preuve formelle que le site syrien de Deir al-Zour abritait bien un réacteur nucléaire. La preuve en fut apportée par Maktal, suite à une opération d'infiltration périlleuse. Les hommes du commando entrèrent en Syrie de nuit à bord de deux hélicoptères, portant l'uniforme de l'Armée syrienne, avant de poursuivre leur progression à pied. Après avoir traversé des zones d'habitation, frôlé des bases militaires et plusieurs stations radars, ils arrivèrent près de Deir al-Zour, s'approchèrent du réacteur et collectèrent des échantillons de sol. De retour en Israël, ces échantillons se révélèrent hautement radioactifs. C'était la preuve irréfutable que des substances radioactives se trouvaient sur le site[2].

Depuis cette date, ses opérations ne sont pas connues, mais Matkal intervient souvent au profit de la communauté israélienne du renseignement, avec laquelle elle entretient des liens étroits. D'ailleurs, beaucoup de ses membres rejoignent le Shin Bet, l'Aman ou le Mossad à l'issue de leur passage dans l'unité. Ce *sayeret* est ainsi une sorte de « faiseur de rois », car il a été dirigé par des hommes qui sont ensuite devenus Premier ministre, ministre ou directeur du Shin Bet ou du Mossad : Ehud Barak, Benjamin Netanyahu, Danny Yatom,

Avi Dichter et Moshe Ya'alon.

Shayetet 13

Créée en 1948 par Yohai Ben-Nun à partir de quelques hommes issus du Palyam[3], la branche de sabotage naval de la Haganah, la shayetet 13 – également connue sous la dénomination de Kommando Yami, Flotille n° 13 ou S'13 – dépend de la marine. C'est l'une des unités spéciales les plus prestigieuses d'Israël : ses commandos et nageurs de combat sont souvent comparés aux Navy Seals américains. Son existence ne fut révélée qu'en 1960.

Basée à Atlit, la shayetet 13 a pour mission de conduire des opérations de reconnaissance, des sabotages et des embuscades en territoire ennemi. Elle vise principalement les navires de guerre amarrés dans les ports adverses par le biais d'attaques sous-marines. L'unité est aussi spécialisée dans les opérations amphibies (raids de reconnaissance et sécurisation de « têtes de pont ») et le contre-terrorisme maritime. La sélection et la formation de ses membres durent 20 mois au cours desquels ils subissent un entraînement intensif, extrêmement sélectif, comparable à celui de Matkal : formation à la plongée et à la navigation, pilotage d'embarcations rapides, techniques de combat et de sabotage, parachutisme, formation à la survie en milieu hostile, etc.

Entre 1978 et 1980, la shayetet 13 a effectué 23 raids contre l'OLP sur le territoire libanais ou en mer. Au cours de ces opérations, plus de 130 ennemis ont été tués, des centaines ont été blessés et de nombreux stocks d'armes et de munitions ont été détruits. Certaines attaques ont éliminé des escouades entières de terroristes se préparant à attaquer Israël. D'autres ont ciblé des individus spécifiques, en particulier les hommes d'Abu Jihad[4]. La shayetet 13 a également été engagée au cours de l'opération *Plomb durci* à Gaza, fin 2008, où elle a désigné des cibles du Hamas aux avions de l'Armée de l'air. L'unité a conduit une mission similaire au Soudan (26 mars 2009), afin de détruire un convoi de 17 camions transportant des armes à destination des groupes palestiniens et un quai d'amarrage servant aux navires iraniens.

Brigade Oz

La 89e brigade Oz (« courage » en hébreu) – également dénommée brigade Commando – est entièrement dédiée aux opérations spéciales. Créée le 27 décembre 2015, elle est composée d'unités spéciales retirées de leur

ancienne chaîne de commandement pour créer cette nouvelle formation spécifique. La brigade commando a vu le jour suite aux enseignements opérationnels tirés de la seconde guerre du Liban de 2006 et de l'opération *Bordure protectrice* à l'été 2014. Elle est destinée à fournir un cadre dédié aux unités spéciales et à conduire la réflexion opérationnelle et tactique afin d'établir une nouvelle doctrine de guerre spéciale. La 89e brigade se compose de trois unités : Maglan, Duvdevan et Egoz. Elle comptait auparavant un quatrième *sayeret*, Rimon, aujourd'hui dissout[5].

Sayeret Egoz

Le sayeret Egoz (« Noisette ») – ou unité 621 – a vu le jour en 1956. À l'origine, sa mission était de conduire des raids derrière les lignes ennemies. Egoz a été dissout à la fin de la guerre du Sinaï pour être reconstitué en 1963 afin de surveiller la frontière nord avec la Syrie. Mais l'unité n'est plus guère employée à partir de 1985. Elle est à nouveau réactivée en 1995 par le patron du commandement Nord, le général Amiram Levin[6], comme unité spéciale de contre-terrorisme pour lutter contre le Hezbollah au Sud-Liban. Elle est rattachée à la brigade Golani et se voit renforcée de vétérans en provenance du sayeret Shimshon et de la brigade Golani pour atteindre la taille d'un bataillon.

Pendant cinq ans, Egoz opère dans la zone de sécurité israélienne au Sud-Liban, conduisant de nombreux raids et embuscades dans les zones où le Hezbollah se sentait en sécurité, surprenant les miliciens et tuant un grand nombre d'entre eux, dont Hadi Nasrallah, le fils du chef du mouvement[7]. L'aptitude d'Egoz à affronter les terroristes sur leur terrain et les tactiques opérationnelles innovantes qu'elle a développées dans ce but font rapidement sa réputation et seront reprises par d'autres unités de combat déployées dans la zone. Egoz a ensuite combattu en Cisjordanie pendant la deuxième Intifada (2000), ainsi qu'à Gaza, suite au retrait unilatéral israélien 2005, s'adaptant avec succès à de nouvelles formes de guerre dans des configurations rurales et urbaines[8].

Sayeret Maglan

Le sayeret Maglan (« Ibis ») – également connu sous le nom d'unité 212 – a vu le jour en 1986[9] comme commando antichar d'élite. Il aurait participé à la chasse aux Scuds en territoire irakien au cours de la première guerre du Golfe

(1991). Montées sur des Land Rover équipées de missiles antichars, ses équipes auraient localisé et détruit plusieurs lance-missiles Scud irakiens. Maglan a ensuite été employé comme unité antiterroriste d'élite à partir du milieu des années 1990 au Sud-Liban, puis au cours de l'Intifada Al-Aqsa. Elle est aujourd'hui chargée de conduire des raids en profondeur en territoire ennemi. Outre l'action directe et le contre-terrorisme, elle est spécialisée dans la désignation des cibles pour les raids aériens (avions et hélicoptères d'attaque).

Le niveau d'excellence de Maglan est comparable à Matkal. La sélection, d'une durée de 18 mois, est extrêmement dure et moins d'un tiers des candidats parvient à son terme. Il faut être extrêmement motivé pour intégrer l'unité. Mais, fait relativement rare parmi les commandos, Maglan a la réputation d'être un repaire de contestataires et de « pacifistes ». En effet, nombre de ses membres sont issus des classes moyennes ou des kibboutz, et marqués à gauche. Certains d'entre eux se sont singularisés par leurs prises de position politiques. Ainsi, au début des années 1990, des membres de Maglan ont adressé une lettre au Premier ministre Yitzhak Shamir, lui demandant de se retirer de la bande de Gaza. Puis, au début des années 2000, d'autres ont refusé de servir dans les territoires occupés, réclamant le statut d'objecteurs de conscience.

L'unité a cependant su faire taire les critiques grâce à ses succès. Les commandos de Maglan ont ainsi conduit de très nombreuses opérations à haut risque derrière les lignes ennemies, dont la plupart restent encore secrètes. Au cours de la seconde guerre du Liban (2006), l'unité a été la première à être engagée contre les forces du Hezbollah. Elle aurait notamment opéré dans la zone littorale du Liban, détruisant 150 objectifs (sites de commandement, véhicules, caches de munitions, infrastructures diverses), dont 40 lance-roquettes (opération *Beach Boys*). Ses objectifs se trouvaient dans des zones que l'Armée de l'air ne pouvait atteindre. Maglan a ainsi acquis une remarquable expertise dans la localisation et la destruction des lance-missiles et des lance-roquettes du Hezbollah et ses opérations ont entraîné une réduction de 40 % des tirs ciblant les villes du nord d'Israël. Pour ses nombreux succès, l'unité a reçu une citation de l'état-major.

Comme Matkal, Maglan dispose d'une division de développement d'armes et d'équipements spéciaux dont le but est de trouver des solutions nouvelles et des innovations technologiques au profit des besoins opérationnels de l'unité.

Sayeret Douvdevan

Le sayeret Douvdevan (« Cerise ») – ou unité 217 – a été créée en 1988 par Ehud Barak, alors chef d'état-major adjoint de Tsahal, pour faire face à l'Intifada. Son existence ne fut révélée qu'en 1994. Elle est subordonnée à la division de Judée-Samarie (Cisjordanie, front Centre) de Tsahal, mais intervient souvent au profit du Shin Bet. Douvdevan est spécialisée dans la neutralisation des groupes terroristes palestiniens. C'est une unité *mistaravim*[10]. Ses membres – qui proviennent principalement de la brigade parachutiste –, tous arabisants, opèrent en petites équipes, le plus souvent en civil, au milieu de la population palestinienne[11]. Ils conduisent des opérations de reconnaissance et de surveillance, des arrestations et des éliminations ciblées, en milieu urbain hostile.

À l'occasion de la vague de terrorisme de 2015, l'unité a joué un rôle important dans la lutte contre les terroristes en Judée-Samarie. La plupart des arrestations importantes au cours de cette période lui sont attribuées. Les actions de Douvdevan ont largement contribué à la neutralisation des chefs historiques du Hamas et du Djihad islamique. Toutefois, la réputation de l'unité a été entachée par une série de bavures et de tirs fratricides ayant entraîné la démission d'un de ses commandants.

Les autres *sayerot*

Sayeret Tzanhanim

Le sayeret Tzanhanim – unité 5135 – regroupe, depuis 1954, les meilleurs éléments des troupes aéroportées. Il fait office d'unité de reconnaissance de la brigade parachutiste et s'est spécialisé dans l'infiltration à longue distance par voie aéroportée. Cette unité a conquis ses titres de gloire lors de l'assaut sur le col de Mitla pendant la campagne du Sinaï, en 1956, puis lors de la prise de la vieille ville de Jérusalem, durant la guerre des Six-Jours. En 1968, plusieurs Tzanhanim furent déposés près du barrage d'Assouan, plusieurs centaines de kilomètres en territoire ennemi, où ils parvinrent, avec Matkal, à détruire une installation électrique et deux ponts (opération *Shock*). Pendant la guerre du Kippour, l'unité fut chargée de détruire un pont stratégique dans la profondeur du territoire syrien afin de stopper l'arrivée de renforts blindés irakiens. Par la suite, Tzanhanim s'est spécialisée dans le combat urbain et a été très largement

engagée lors de la première Intifada. Elle a enfin été spécialement entraînée pour rechercher et détruire les Scuds irakiens pendant la guerre du Golfe (1991), mais son engagement dans ce conflit fut toutefois annulé par le gouvernement israélien, pour des raisons politiques, et cette mission fut confiée aux forces spéciales américaines et britanniques.

Sayeret Golani

Le sayeret Golani – ou unité 631 – est l'unité de reconnaissance de la brigade d'infanterie d'élite Golani, traditionnellement affectée au front Nord. Ses éclaireurs, surnommés les « Tigres volants », sont particulièrement aguerris au combat urbain et aux missions spéciales. Créée en 1948, l'unité s'est illustrée pendant la guerre des Six-Jours en s'emparant de positions clés sur le Golan, puis lors de la guerre du Kippour en reprenant le contrôle du mont Hermon avec Matkal. Elle participa également au raid sur Entebbe, puis à l'opération *Litani* au Liban (1978). L'un de ses plus fameux faits d'armes eut lieu en juin 1982, lors de l'opération *Paix en Galilée*, lorsque l'unité délogea les *fedayins* palestiniens retranchés dans le château de Beaufort, puis en combattit victorieusement d'autres dans Beyrouth assiégée. Le sayeret Golani a été durement affecté au cours des combats contre le Hezbollah durant la guerre de 2006.

Sayeret Givati

Le sayeret Givati – ou unité 846 – est l'unité de reconnaissance et d'éclairage de la brigade d'infanterie Givati. Il participa aux combats les plus féroces de la guerre d'indépendance et ses commandos se firent rapidement surnommer les « Renards de Samson ». Lors de la guerre du Kippour, les membres de l'unité tentèrent sans succès de s'emparer de la ville de Suez. Au cours des combats, ils subirent de lourdes pertes et durent se replier dans des conditions périlleuses. L'opération *Paix en Galilée* (1982) ayant démontré le besoin, pour l'Armée israélienne, de disposer de davantage de fantassins et de commandos, le sayeret Givati fut reformé en juin 1983 et se spécialisa dans les opérations amphibies. Pendant plus de quinze ans, Givati a été, avec Golani, au premier rang des forces spéciales israéliennes engagées au Sud-Liban.

Sayeret Nahal

Le sayeret Nahal – ou unité 934 – est l'unité de reconnaissance de la brigade

d'infanterie du même nom, rattaché au commandement Centre (Cisjordanie). Elle est réputée pour son efficacité, ayant conduit près d'une centaine d'opérations contre les combattants palestiniens. Nahal a accueilli les Bérets verts américains avant leur déploiement en Irak afin de les préparer au combat urbain en Irak.

Sayeret Hadruzim

Le sayeret Hadruzim – également connu sous le nom d'unité 300 – a été créé en août 1951 par le chef du commandement Sud, le général Moshe Dayan. Constituée d'Israéliens issus des minorités non juives (druzes principalement, mais aussi, circassiens et arabes), c'était à l'origine une unité d'éclaireurs et de commandos chargée d'empêcher les incursions des soldats égyptiens en Israël et de mener des raids de représailles transfrontaliers. Pendant la guerre des Six-Jours, les membres de l'unité se sont emparés de la ville de Jénine, en Cisjordanie, en se faisant passer pour des soldats irakiens. Hadruzim a également conduit des raids de représailles dans les pays voisins, comme à Karameh en 1968 ou à Beyrouth en 1973.

De nombreuses autres composantes de l'Armée de terre disposent d'une petite unité d'élite regroupant leurs meilleurs éléments, capable de conduire ponctuellement des opérations spéciales :

– le sayeret Yahalom (« Diamant ») est l'unité spéciale du génie israélien et a pour missions la reconnaissance d'obstacles, la destruction d'objectifs, ainsi que la prise en charge d'armements NRBC. Depuis quelques années, il se spécialise également dans la recherche et la destruction des tunnels et caches d'armes ennemis ;

– le sayeret Meitar (« Corde ») est l'unité d'élite de l'artillerie ;

– l'unité d'alpinisme (Yehidat HaAlpinistim), subordonnée au commandement Nord, est une unité spécialisée dans le combat en montagne. Elle est composée de réservistes ayant tous servi dans des unités d'élite pendant leur service militaire qui continuent de suivre un entraînement poussé de combat en montagne, été comme hiver.

L'Armée de l'air a également développé plusieurs unités à vocation spéciale. Le sayeret Shaldag (« Martin-pêcheur ») – ou unité 5101 – s'est vu confier la récupération des pilotes abattus en territoire ennemi et la désignation

d'objectifs au profit des aéronefs d'attaque (chasseurs-bombardiers ou hélicoptères). L'unité 669, qui comprend à la fois des combattants et du personnel de santé, s'est spécialisée dans le sauvetage de combat, le secours aérien aux victimes et la recherche des soldats disparus. Enfin, l'unité 5707 est chargée des missions d'évaluation des bombardements (*Bomb Damage Assessment*), mais également de la désignation des cibles, en complément de Shaldag.

Depuis sa création, Tsahal a été sans cesse confronté à de nouveaux défis auxquels il lui a fallu apporter de nouvelles réponses. Dans certains cas, l'état-major décida de développer de nouvelles capacités en créant de nouvelles unités ; dans d'autres, les *sayerot* existants ont élargi leur domaine d'action pour faire face à de nouvelles missions. La transformation rapide des menaces et des modes opératoires adverses explique la réactivité dont a dû faire preuve l'Armée israélienne, ainsi que les innovations tactiques et technologiques qu'elle a produites pour garder une longueur d'avance sur ses adversaires. Et c'est la lutte antiterroriste qui reste leur principal aiguillon.

1. Une autre unité israélienne se trouvait à Djibouti, avec l'accord du gouvernement français. En cas d'échec de la première intervention, elle était prête à entreprendre une opération terrestre via l'Éthiopie et le Kenya. Le SDECE, service de renseignement extérieur français, aida les Israéliens en leur fournissant une partie des informations indispensables à l'opération.
2. Michel Bar-Zohar et Nissim Mishal, *Mossad : les grandes opérations*, Plon, Paris, 2012, p. 304.
3. Cf. *Palyam.org* [en ligne]. http://www.palyam.org/English/ [consulté le 10/05/2021].
4. R. Bergman, *op. cit.*, p. 229.
5. Cf. chapitre 22.
6. Il s'agit de l'un des plus grands experts commando de Tsahal.
7. R. Bergman, *op. cit.*, p. 426-427.
8. Yoav Tilan et Eli Michelson, *op. cit.*, p. 182 à 184.
9. Son existence n'a été révélée qu'en 2006.
10. Cf. chapitre 22.
11. L'appellation de *mistaravim* – contraction de *misatavim* (déguisés) et *aravim* (arabes) – apparaît souvent. Elle ne désigne pas une formation particulière, mais le fait que des unités spéciales se déguisent en Arabes pour conduire certaines de leurs interventions.

CHAPITRE 22

LES MISTARAVIM

L'apparition d'unités juives opérant déguisées en Arabes est antérieure à la création de l'État d'Israël. Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, le Special Operations Executive (SOE) britannique forma, finança et alimenta en armes la Haganah, en échange de la participation de ses hommes à des missions de renseignement et de sabotage. L'instruction des membres du Shaï[1] eut lieu dans un centre commando dédié, désigné sous le nom de code « ME 102 ». Leurs premières missions eurent lieu en Irak, par crainte d'une action allemande dans ce pays. En 1941, le danger s'étant estompé, ceux-ci revinrent en Palestine et formèrent la section syrienne (Ha'magilaka Ha'surit) du SOE.

Les unités précurseures

Les unités mixtes SOE/Palmach

La section syrienne

Cette unité de renseignement, sous le double contrôle du SOE et du Palmach, était composée de Juifs palestiniens arabophones pouvant se faire passer pour des Arabes. Vêtus de vêtements propres aux Bédouins, aux Libanais et aux Syriens, ils s'infiltraient dans les territoires de Vichy et surveillaient les mouvements militaires français, les effectifs des unités et leur ordre de bataille, et transmettaient ces renseignements au SOE.

Le 8 juin 1941, lorsque les Alliés envahirent le Levant contrôlé par Vichy, la section syrienne joua un rôle déterminant. Grâce à leurs fréquentes incursions dans les lignes ennemies[2], ses membres avaient pu localiser et cartographier les garnisons qui allaient être les cibles des frappes aériennes et d'artillerie alliées. Leurs missions de reconnaissance permirent de découvrir des routes dont les

Britanniques ignoraient l'existence et de localiser des barrages et des embuscades militaires françaises, ce qui permit de prendre les forces de Vichy par surprise. Ils sécurisèrent également les principales voies d'invasion et prirent le contrôle de plusieurs ponts[3].

La section allemande

Au cours du conflit, une section allemande (Ha'machlaka Ha'germanit) fut également créée – toujours sous le double contrôle du SOE et du Palmach – à partir de réfugiés juifs ashkénazes, d'évadés d'Allemagne et d'Autriche. Grâce à leur physique européen et leurs compétences linguistiques, ces hommes pouvaient se faire passer pour des soldats allemands.

La section ne comptait que 45 combattants, car la plupart des volontaires ne réussirent pas à passer les très rigoureuses épreuves de sélection, tant sur le plan physique qu'émotionnel. Leur base d'entraînement ressemblait à une installation de l'Armée allemande, et les soldats de la section allemande ne parlaient entre eux que la langue de Goethe, l'hébreu étant strictement interdit.

À l'origine, la section allemande fut conçue comme une force de harcèlement pour attaquer les arrières de l'Afrikakorps si celle-ci envahissait la Palestine. Lorsque l'avance de Rommel fut arrêtée en Égypte, la section allemande devint une unité de renseignement à la pointe des opérations spéciales britanniques en Afrique du Nord et en Méditerranée. Ses hommes se faisaient passer pour des membres de l'Afrikakorps afin de conduire des missions de reconnaissance et de renseignement dans les lignes ennemies. Ils infiltraient également les camps de prisonniers de guerre allemands où ils recueillirent une quantité impressionnante de renseignements que les interrogatoires et les photographies aériennes n'avaient pu obtenir.

Plusieurs membres de la section s'entraînèrent pour conduire un raid audacieux : s'infiltrer dans le désert et faire sauter le quartier général de Rommel ; mais elle ne put le réaliser. D'autres servirent avec le Long-Range Desert Group (LRDG[4]). Il fut même envisagé qu'un peloton soit parachuté – toujours revêtu d'uniformes allemands – en Allemagne et en Autriche pour y effectuer des missions de renseignement. En 1943, lorsque les Britanniques ordonnèrent la dissolution du Palmach, le peloton allemand devint l'unité de renseignement de la Brigade juive[5] et combattit en Italie[6].

Pendant leurs deux années de collaboration avec les Britanniques, les agents

des sections arabe et allemande du SOE furent formés aux activités clandestines et purent développer leurs compétences en matière d'infiltration et de création de couvertures. Leurs opérations en Syrie et au Liban furent importantes non seulement pour les renseignements transmis aux Britanniques, mais aussi parce qu'elles furent l'occasion pour les membres du Palmach d'acquérir de l'expérience opérationnelle en territoire ennemi. Les villes de Beyrouth, Tripoli et Damas étaient, bien sûr, plus faciles à infiltrer que les montagnes de Galilée et les collines de Judée, où les villageois locaux pouvaient identifier des étrangers plus efficacement. Mais pour un juif yéménite, se fondre dans la vie quotidienne de Beyrouth était déjà en soi un exploit. Et un tremplin pour être ensuite envoyé dans les zones palestiniennes.

Une section balkanique beaucoup plus petite, composée de Juifs originaires des Balkans, servit aussi aux côtés du SOE et des commandos SAS britanniques dans les îles grecques et en Yougoslavie. Une section roumaine, dont le principal objectif était la destruction des champs pétrolifères de Ploesti, aurait également été mise sur pied[7].

Shachar, la section arabe du Palmach

Depuis sa création (1940), le Shaï disposait d'une petite cellule constituée de Juifs arabophones et arabes qui menaient des missions de renseignement. Les hommes de cette unité reçurent une formation poussée afin de maîtriser les subtilités de l'argot arabe, les accents, et tous les détails de la vie quotidienne qui leur permettraient de ne pas être démasqués.

Au printemps 1943, suite à la décision britannique de mettre fin à ses relations avec le Palmach, ce dernier créa sa propre Section arabe (Ha-Machlaka Ha-Aravit) – plus connue sous le nom de Shachar (« Aube »), composée de vétérans de la section syrienne et du département arabe du Shaï. Elle fut alors orientée contre les objectifs arabes en Palestine, Transjordanie, en Syrie et au Liban.

Les hommes de l'unité – principalement des Juifs *mizrahim*[8] – devaient pouvoir opérer déguisés dans tout le Moyen-Orient en se faisant passer pour des Arabes palestiniens, afin de s'y livrer à des actions de renseignement et à la guerre irrégulière. À cet effet, ils furent formés à parler et penser comme les Arabes. Outre la version classique, ils apprenaient les différentes variantes locales de cette langue, ainsi que les accents régionaux et les expressions

distinctives, notamment palestiniens. Ils eurent également un enseignement sur l'islam, ainsi que sur l'histoire et les traditions arabes. Au cours de leur formation, ils recevaient par ailleurs une instruction en matière de tir, de sabotage, de combat à mains nues et effectuaient de nombreux exercices militaires[9].

En 1947, dans la perspective du conflit qui s'annonçait, Shachar déploya ses agents – qui n'étaient alors que 33 : 18 conscrits et 15 réservistes – au Liban, en Syrie, en Jordanie et en Égypte – afin de repérer des cibles pour les attaques du Palmach.

Une fois implantés dans ces pays, les hommes de Shachar y ouvrirent un commerce – généralement une librairie ou un kiosque à journaux – à partir duquel ils nouaient des contacts, recueillaient des informations et organisaient leur recherche de renseignements. Ils s'intéressaient aux forces armées locales (implantation, moyens, état de préparation) et à l'état d'esprit de la population. Ils infiltrèrent également différentes organisations palestiniennes, notamment le groupe nationaliste N'jada. Mais les deux objectifs principaux de Shachar étaient le plateau du Golan et la vallée du Jourdain, dans laquelle était stationnée la fameuse Légion arabe. Tous les renseignements qu'ils recueillaient étaient transmis au Shaï et au Palmach, afin de planifier les opérations.

Au cours de leur mission, les hommes de Shachar durent faire face à un énorme défi opérationnel : leurs indemnités financières étaient minuscules – seulement 15 livres palestiniennes par mois – et devaient couvrir le coût des sources de renseignement ouvertes (livres et périodiques), des vêtements indigènes et des cotisations aux diverses organisations politiques et militaires ennemies qu'ils infiltraient. Pourtant, tous ses membres étaient volontaires ; les combattants ne recevaient pas de solde et étaient soutenus par leur famille et leurs amis. Une curieuse particularité de la Section arabe était que les hommes refusaient de se présenter comme des agents ou des espions. Ces termes étaient jugés déshonorants. Au lieu de cela, ils choisirent un mot curieux, *mistaravim*[10], qui se traduit par « ceux qui passent pour des Arabes[11] ».

Pendant la guerre d'indépendance d'Israël (1948), les hommes de Shachar livrèrent de nombreux combats contre les armées arabes et des bandes d'irréguliers qui tentaient d'attaquer les colonies juives. Après la guerre, de nombreux clandestins de la Section arabe qui avaient été postés dans les capitales du Moyen-Orient jouèrent un rôle important en facilitant la

migration des Juifs de la diaspora arabe vers le jeune État hébreu.

Le 16 septembre 1948, le directeur des services secrets, Isser Harel, rédigea une note déclarant que la Section arabe, qui faisait jusqu'alors partie du Palmach, serait désormais une unité des Forces de défense israéliennes. Elle s'appellerait Shin Mem 18. Toutefois, certains membres de la section choisirent de rejoindre le Mossad ou le Shin Bet[12].

L'unité 101

L'unité 101 fut créée en août 1953 afin de conduire des représailles envers les Arabes menant des attaques contre les villages situés en territoire israélien – dont les frontières étaient encore mal délimitées et peu défendues – à l'occasion desquelles ils commettaient des actes de mutilation et des assassinats. Ariel Sharon – officier très peu conventionnel et futur Premier ministre d'Israël – fut choisi pour diriger l'unité et reçut carte blanche pour agir.

Cette formation d'une petite centaine d'hommes multiplia alors les raids nocturnes à l'encontre des villages palestiniens d'où partaient les attaques arabes. Pour les membres de l'unité 101, le terme « renseignement de terrain » n'était pas une formalité militaire, mais la monnaie de la vie quotidienne. Leur base – et camp d'entraînement –, située dans les collines de Jérusalem, était organisée pour ressembler à un village arabe, ce qui permettait aux combattants de se familiariser avec leurs cibles, et l'unité disposait d'une équipe de renseignement agissant déguisée en Arabes. Afin de préparer ses opérations, l'unité 101 ne s'appuyait pas sur les renseignements d'Aman, les vols de reconnaissance de l'Armée de l'air ou l'étude des cartes topographiques. Ses combattants menaient eux-mêmes leurs propres reconnaissances de terrain, au cours d'audacieuses incursions transfrontalières. Lorsqu'un village arabe était pris pour cible, l'équipe de renseignement de l'unité 101 mettait en place une surveillance plusieurs jours avant l'attaque, identifiant les bâtiments cibles, les individus recherchés, les routes d'accès et de repli, et les éventuelles positions d'embuscade. Ces données étaient ensuite étudiées avant de passer à l'action[13].

Toutefois, l'unité 101 se fit rapidement connaître par une série d'opérations efficaces, mais se singularisa par sa violence, notamment en Jordanie, où elle tua de nombreux civils. Elle se spécialisa également dans l'enlèvement d'officiers supérieurs arabes qui constituaient une monnaie d'échange précieuse pour Israël. Mais ses hommes furent souvent incontrôlables, n'obéissant qu'à

leurs propres règles, et l'unité fut bientôt contestée par les dirigeants politiques israéliens eux-mêmes, qui y virent une menace potentielle pour les institutions de leur pays. Elle fut dissoute en janvier 1954 et ses membres intégrés dans l'unité de reconnaissance du corps des parachutistes, le sayeret Tzanhanim.

Les unités *mistaravim* modernes

Aujourd'hui, l'expression *mistaravim* désigne des unités spéciales de Tsahal ou de la police israélienne qui mènent des opérations clandestines de contre-terrorisme dans les villes palestiniennes, déguisées en Arabes. Ces unités très particulières ont fait l'objet d'une série TV israélienne très populaire, *Fauda*. Non seulement leurs membres s'habillent comme des Arabes, mais ils sont formés pour agir et penser comme eux. Toutefois, il reste éminemment difficile de parvenir à imiter l'apparence d'un Arabe, sa manière de parler et de se comporter – par son lieu de vie, le choix de ses loisirs – ainsi que de trouver la couverture idoine, les papiers appropriés, et de se conformer à l'apprentissage de sa légende. Pour jouer le rôle d'un Palestinien né et élevé en Cisjordanie, l'accent et le déguisement doivent être parfaits, surtout dans les petits villages où les étrangers attirent immédiatement l'attention. Aujourd'hui rares sont ceux qui peuvent y parvenir[14]. Les opérateurs *mistaravim* se déguisent en ouvriers, vieillards et même en femmes pour pénétrer furtivement dans les territoires sous contrôle palestinien, puis localiser, capturer ou éliminer des cibles de grande valeur recherchées par les services de renseignement[15].

Les unités mistaravim de Tsahal

Lorsque la première Intifada a éclaté en 1987, le haut commandement israélien a été pris au dépourvu : l'Armée israélienne a d'abord essayé d'utiliser des tactiques militaires traditionnelles, ce qui a entraîné des échecs cuisants. Immédiatement reconnaissables à leurs Uzis et M-16, les unités spéciales se sont retrouvées prises au milieu de violentes émeutes – elles furent parfois contraintes d'ouvrir le feu sur la population pour se dégager – ou arrivaient trop tard au refuge d'un terroriste présumé, la cible ayant disparu depuis longtemps.

Ainsi, la nécessité de nouvelles unités et tactiques antiterroriste apparut nécessaire, en particulier des équipes pouvant effectuer des opérations d'infiltration rapides au cœur des villes palestiniennes. Si les premiers

mistaravim des années 1940 furent principalement des unités de collecte de renseignements et parfois de sabotage, les unités modernes sont d'abord conçues comme des forces d'intervention et de combat.

En 1986, Tsahal créa donc deux unités de *mistaravim*, dédiées spécifiquement aux missions d'infiltration et de lutte contre le terrorisme en milieu urbain. Chacune fut affectée à une zone d'opération différente : Shimshon opérait dans la bande de Gaza et Duvdevan en Cisjordanie. Bien que les deux nouvelles entités soient virtuellement identiques en termes de formation et d'expertise, chaque région, ville ou village palestiniens avait ses propres caractéristiques et coutumes avec lesquelles les membres des forces spéciales devaient être parfaitement familiarisés.

Début 1986, Ehud Barak demanda à Uri Bar-Lev de créer une petite force antiterroriste très mobile qui pourrait recueillir des renseignements pour « loger » des cibles et conduire des frappes ponctuelles à l'intérieur des zones palestiniennes impossibles d'accès aux forces armées et aux unités de police. Il créa alors le sayeret Duvdevan.

Bar-Lev recruta des officiers et des sous-officiers parachutistes qu'il connaissait et en qui il avait confiance[16], pas nécessairement séfarades ou *mizrahim*. Nombreux étaient les blonds aux yeux bleus, avec des antécédents familiaux d'Allemagne ou d'Europe de l'Est. Certains des opérateurs avaient toutefois le teint et les cheveux sombres et pouvaient facilement se déguiser en habitants de Naplouse ou d'Hébron. Pour les autres, le maquillage et les accessoires permirent la transformation des hommes : l'unité constitua une garde-robe qui aurait fait l'envie d'un ensemble théâtral et, pour compléter ces déguisements, des maquilleurs furent employés pour grimer les hommes avant leurs incursions secrètes au cœur des zones palestiniennes[17].

Les capacités de l'unité étaient limitées : Duvdevan ne comptait que quatre escouades. Chacune était composée d'un commandant, de deux infirmiers, de deux chefs d'équipe, de deux tireurs d'élite et de quelques hommes. Mais rapidement, Bar-Lev parvint à constituer une force de plus de 150 hommes, opérant principalement dans la partie sud de la Cisjordanie – en particulier la ville d'Hébron – et en Judée, mais pouvait élargir sa zone d'intervention en cas de besoin et de demande du Shin Bet[18].

L'objectif de Bar-Lev était simple : mettre les terroristes sous pression en leur faisant croire que tous leurs refuges étaient infiltrés par les forces israéliennes et

qu'ils ne pouvaient plus opérer librement. Le commandant de Duvdevan voulait que chaque terroriste planifiant clandestinement une attaque se méfie aussi bien des hommes habitant de l'autre côté de la rue, que de ceux installés à l'intérieur d'une berline stationnée à proximité ou de la vieille femme passant dans la rue avec ses provisions… parce que chacun pouvait dissimuler un combattant israélien expérimenté cachant une mitraillette mini-Uzi sous son déguisement. Le but de cette action psychologique était d'empêcher les terroristes d'élaborer des attaques contre Israël en créant un climat de suspicion généralisé[19].

L'empreinte de Bar-Lev se retrouve dans l'unité actuelle. À côté de l'apprentissage de la langue arabe, l'essentiel de l'entraînement est consacré à la maîtrise des tactiques antiterroristes les plus avancées jamais conçues. Chaque équipe opérationnelle travaille selon un cycle de trois semaines. La première semaine, en formation ; la deuxième semaine, en opération ; la troisième semaine, en alerte à 5 minutes ("*Ready 5" status*), ce qui signifie que les hommes ne sont pas autorisés à quitter la base : ils jouent au volley-ball, au backgammon, ou fument des cigarettes, en attendant une éventuelle alerte[20].

Les règles d'engagement de l'unité sont particulièrement claires : *« Si la personne recherchée est vue avec une arme à la main, c'est-à-dire qu'elle représente un danger pour nos troupes, elle doit être immédiatement abattue. »* Des entretiens avec d'anciens membres de l'unité ont révélé que dans un grand nombre d'opérations, le suspect étant armé, leur intervention se transformait *de facto* en mission d'élimination, sans lui donner la chance de se rendre. Il était même obligatoire de lui tirer plus de balles dans le corps après qu'il soit tombé, afin d'éviter toute mauvaise surprise[21]. Après un engagement, tout commando ayant éliminé un adversaire est retiré des opérations pendant un mois. Il est autorisé à poursuivre l'entraînement, mais pas à participer à d'autres missions[22].

Les hommes de Duvdevan disposent de deux autorisations spéciales : une carte militaire stipulant qu'ils sont exemptés de se raser[23] afin qu'ils puissent passer inaperçus lors de leurs missions en civil ou déguisés en Arabes ; et un laissez-passer spécial qui leur confère le plus haut niveau d'habilitation de sécurité dans l'Armée israélienne. Les membres de l'unité peuvent ainsi se rendre dans n'importe quelle base militaire du pays sans qu'on leur pose de questions, entrer dans des salles opérationnelles classifiées et participer à des réunions avec des officiers planifiant des opérations secrètes. Ce laissez-passer

leur permet également de prendre en charge une scène d'attaque terroriste, quel que soit le rang des militaires ou des officiers de police chargés de l'application des lois[24].

Le sayeret Shimson (Samson) – ou unité 367 – était l'unité d'infiltration *mistaravim* de Tsahal à Gaza. Elle fut créée en 1986 peu de temps après Duvdevan par le général de Yitzhak Mordechai, patron du commandement Sud de Tsahal. Shimson était numériquement moins importante que Duvdevan[25]. En 1994, à la suite des accords d'Oslo, la bande de Gaza passa aux mains de l'Autorité palestinienne, devenant un territoire autonome où les Forces de défense israéliennes n'étaient pas autorisées à entrer. Shimshon fut alors dissout. La majorité de ses membres furent intégrés à Duvdevan, les autres formant Egoz, une unité d'élite spécialisée dans la lutte antiguérilla qui fut affectée au commandement Nord (Liban)[26].

Ces deux unités, composées de quelques dizaines d'hommes opérant en civil au milieu de la population palestinienne, ont largement contribué à la neutralisation des chefs historiques du Hamas et du Djihad islamique en épaulant le Shin Bet, le service antiterroriste[27].

Trois autres unités militaires semblent avoir opéré comme *mistaravim* : Rimon, Shaked et Haruv.

– Le sayeret Rimon (« Grenade ») – ou unité 5176 – fut créé en 1969 par Meir Dagan[28], à la demande d'Ariel Sharon, alors à la tête du commandement Sud, pour lutter contre les activités terroristes dans la bande de Gaza et les infiltrations dans le sud d'Israël. Ses combattants d'élite établirent leur base dans une villa abandonnée sur la plage, au sud de la ville de Gaza, autrefois utilisée par le président égyptien Nasser[29].

Rimon fut la première unité spéciale israélienne dont les hommes opérèrent clandestinement, déguisés en Arabes, au cœur des villes ennemies. Ils furent rapidement surnommés « les tueurs d'Arik ». Des années plus tard, Meir Dagan expliqua que *« Rimon n'était pas une équipe de tueurs […]. Ce n'était pas le Far West, où tout le monde était des cinglés de la gâchette. Nous n'avons jamais fait de mal à des femmes ou à des enfants […]. Nous nous attaquions à des gens qui étaient des assassins violents. Nous les éliminions et dissuadions les autres. Pour protéger la population civile, l'État doit parfois entreprendre des choses qui sont contraires à un comportement démocratique. C'est vrai, dans des unités comme la nôtre, les limites peuvent devenir floues. C'est pour cela qu'il faut veiller à ne*

recruter que des gens doués des meilleures qualités. Les actions les plus douteuses devraient être commises par les plus honnêtes des hommes[30]. »

Les opérations de l'unité étaient secrètes et la plupart n'ont jamais été rendues publiques, mais elles ont été d'une grande efficacité contre le terrorisme. Rimon a développé des tactiques non conventionnelles qui servirent de modèle lors de la création de nouvelles unités spéciales, telles que Duvdevan et Shimshon. Rimon a ensuite commencé à intervenir dans d'autres parties du pays – notamment dans le secteur nord – avant d'être dissout[31].

Rimon a été recréé en août 2010 – sous l'appellation d'unité 685 – après que Tsahal a reconnu la nécessité d'une unité spéciale pour opérer dans la bande de Gaza et combattre l'infiltration de terroristes depuis la péninsule du Sinaï et dans le Néguev. Rimon se spécialisa alors dans la guerre du désert. L'unité a joué un rôle très actif au cours de l'opération *Protective Edge* (2014), ce qui lui a valu une citation à l'ordre de l'armée. Rimon sera rattaché à la 89e brigade commando Oz lors de sa création (2015), avant d'être à nouveau dissout et de voir une partie de son effectif intégrer Maglan.

– Le sayeret Shaked (« Amande »), unité de reconnaissance du front Sud, fut créé en 1955 pour faire face aux infiltrations auxquelles était confronté Israël sur son flanc sud, considéré comme la zone la plus problématique du point de vue de la sécurité. Shaked opéra notamment sous couverture dans la bande de Gaza dans les années 1970. L'unité de reconnaissance a été dissoute en 1982 pour devenir un bataillon d'infanterie de la brigade Givati[32].

– Enfin, l'unité Hermesh opéra dans la région de Judée-Samarie en Cisjordanie jusqu'en 1994, date à laquelle elle fut intégrée à la brigade Kfir.

Une formation très particulière

La formation de membres des unités *mistaravim* dure environ 15 mois et comprend :

– une formation d'infanterie de base de quatre mois au centre d'entraînement spécial de Tsahal de Mitkan Adam ;

– deux mois et demi de formation avancée d'infanterie dans la même base militaire[33] ;

– deux mois de formation portant sur la navigation urbaine avancée et début de la formation antiterroriste ;

– un cours de *mistaravim* de quatre mois, couvrant tous les aspects :

apprentissage des traditions, de la langue et de la pensée arabes… mais aussi art du déguisement (teinture des cheveux, lentilles de contact, vêtements) ;

– un cours spécialisé d'un mois : tireur d'élite, conduite rapide, etc.

Les *mistaravim* reçoivent en particulier une formation très poussée au tir aux armes de poing, au combat en milieu clos et au combat à mains nues, notamment parce que l'usage des armes peut blesser des civils innocents dans des zones très peuplées. Ils sont équipés de petites armes – Uzi Pro – facilement dissimulables. Les M-16 à canon court et les fusils de sniper ne sont emportés que lorsqu'une puissance de feu plus importante est nécessaire. Les *mistaravim* utilisent également beaucoup les drones qui leur permettent de se repérer et de se déplacer dans des agglomérations en constante évolution où rues et bâtiments changent souvent.

Les *mistaravim* ne se déguisent pas seulement en Arabes. Certains se griment en touristes européens (principalement à Jérusalem) et les séfarades à la peau mate endossent le rôle de soldats de la police des frontières, dont ils revêtent l'uniforme distinctif vert foncé à manches courtes, avec des pattes d'épaule bleues[34]. Lors de l'enlèvement de l'activiste Nizar Dakdouk en Cisjordanie (1988)[35], des membres de l'unité ont prétendu être une équipe de la télévision américaine ABC.

Parfois, les membres de Duvdevan se font même passer pour des Juifs israéliens. En février 1990, le Shin Bet avait appris qu'une escouade armée liée au Fatah avait l'intention d'attaquer des réservistes de Tsahal au centre de Ramallah, en Cisjordanie. Des commandos habillés comme des réservistes – uniformes débraillés, ventres proéminents et fusils hors de portée alors qu'ils mangeaient du houmous dans un restaurant – furent déployés en ville. Après deux semaines d'attente, l'attaque attendue se produisit. Les « réservistes » entrèrent alors en action, arrachant leur ventre en latex et sortant leur micro-Uzi. Avec l'appui de tireurs d'élite postés à proximité, ils abattirent les assaillants[36].

Les unités mistaravim de la police

La police nationale israélienne est une force centralisée de près de 30 000 agents couvrant le territoire israélien (7 districts, 19 sous-districts et des postes locaux). Elle compte dans ses rangs près de 5 000 appelés effectuant leur service militaire obligatoire, dont plus de 3 000 sont affectés à la police des

frontières.

Créée en 1953, la police des frontières (Mishmar Ha'Gvul/Magav) est la branche paramilitaire de la police israélienne. Outre le contrôle et la protection des frontières et des aéroports, c'est une force chargée d'intervenir dans les situations difficiles (émeutes, terrorisme, prise d'otages, etc.). C'est également elle qui fait appliquer la loi israélienne dans les territoires occupés. La police des frontières se caractérise par une diversité culturelle très forte. Les Séfarades y sont majoritaires. Les policiers de ce corps ont pour coutume de dire qu'il n'y a chez eux ni religion ni langue, juste leur béret vert caractéristique. C'est le seul service en Israël où les fêtes juives, chrétiennes, musulmanes et druzes sont respectées et traitées sur un pied d'égalité. L'âge moyen des hommes y est plus élevé que dans Tsahal. Elle accueille notamment de nombreux immigrants – qui lui sont fort utiles en raison de leurs connaissances linguistiques et culturelles – auxquels elle permet de s'intégrer au sein de la société israélienne avec statut et salaire[37].

C'est le 20 mai 1990 que le premier cours d'infiltration contre-terroriste a été mis en place au sein de la police des frontières, pour une trentaine de participants. D'une durée de quatre semaines, il comprenait : tactiques d'assaut, conduite d'évasion, tir toutes armes et combat en milieu clos. À l'occasion de cette première formation, des procédures spécifiques ont été développées et des tactiques qui n'existaient pas auparavant ont été inventées[38].

Les formations, ont mis ensuite l'accent sur l'apprentissage approfondi de la topographie des zones d'opération, afin que les opérateurs puissent s'y déplacer comme s'ils en étaient natifs, monter leurs opérations et fuir d'urgence. C'est une méthode développée par le Shin Bet[39]. Cette connaissance pointue de leur théâtre d'opérations est devenue l'une des caractéristiques des unités de la police, tout comme la capacité de ses hommes à se fondre dans le paysage et à passer totalement inaperçus. Tout cela est le fruit d'une longue préparation, rigoureuse et professionnelle, particulièrement exigeante et constamment actualisée[40].

La police israélienne dispose de quatre unités spéciales chargées de lutter contre le terrorisme : Gideonim (police nationale), Matilan, YaMaM et Yamas (police des frontières).

– Gideonim (Gédéon) ou unité 33 est l'unité de surveillance et de

pénétration de la police de Jérusalem, créée en 1994. Elle excelle par ses capacités techniques, notamment les écoutes et l'effraction. Elle reçoit toutefois souvent ses missions opérationnelles du renseignement militaire.

Dans les derniers jours de la première Intifada, alors que la violence diminuait, les gangs palestiniens eurent recours au vandalisme et aux incendies criminels dans leur lutte contre Israël. Des voitures furent ainsi brûlées dans toute la ville et les dégâts matériels s'élevèrent à plusieurs millions de shekels[41]. Le commerce et le tourisme furent gravement touchés. Le Shin Bet essaya en vain de repérer et d'arrêter les responsables de ces actions de vandalisme, mais ses efforts échouèrent. Aussi, le directeur de la police contacta le fondateur de Duvdevan, Uri Bar-Lev, pour obtenir de l'aide. Ce dernier accepta de rejoindre la police nationale et d'y former une nouvelle unité de renseignement et d'intervention contre les vandales et les terroristes[42].

Bar-Lev nomma sa nouvelle force unité 33, mais elle adoptera rapidement le nom de Gideonim. La connaissance de l'arabe était l'un des critères de sélection de Bar-Lev. Il fit appel à plusieurs hommes avec lesquels il avait travaillé au sein de Duvdevan pour encadrer cette nouvelle unité. Certains étaient devenus officiers, voire chefs d'équipe dans des unités d'opérations spéciales de Tsahal ; ils acceptèrent cependant de le rejoindre, notamment parce qu'ils commençaient à trouver la discipline militaire trop pesante[43].

– Matilan (« Arbuste ») est une unité d'opérations spéciales des gardes-frontières opérant principalement dans la banlieue nord de Jérusalem et la région allant jusqu'à Ramallah. Elle est spécialisée dans la surveillance clandestine et la recherche de renseignements, notamment concernant les cellules du Hamas et la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa à Jérusalem, qui ont été parmi les plus violentes de l'Intifada.

– YaMaM[44] est l'unité antiterroriste de la police des frontières, chargée des interventions et de la lutte contre le crime organisé (libération d'otages, interpellations délicates, etc.).

En mai 1974, suite à l'échec des *sayerot* Matkal et Golani dans la prise d'otages de l'école de Ma'alot[45], organisée par trois membres du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), la police des frontières décida de créer sa propre unité d'intervention antiterroriste.

YaMaM est une unité d'élite : seuls les soldats ayant précédemment servi dans des unités de combat sont acceptés. Ils sont soumis à une phase de sélection extrêmement difficile (une semaine), puis à une formation rigoureuse et exigeante de huit mois. Moins de 1 % des milliers de candidats intègrent finalement l'unité. Les membres de YaMaM doivent maîtriser toutes les armes, y compris celles que leurs ennemis peuvent posséder, des couteaux aux grenades propulsées par fusée. Les tireurs d'élite de l'unité sont considérés comme les meilleurs d'Israël.

Leur premier succès en matière de libération d'otages eut lieu le 7 mars 1988, lorsque trois membres de la Force 17 du Fatah ayant pénétré en Israël prirent en otage une dizaine de passagers d'un bus et en exécutèrent deux. YaMaM fut chargé d'intervenir : les trois terroristes furent abattus et les otages libérés.

Depuis deux décennies, l'excellence de YaMaM est reconnue et ses compétences sont de plus en plus recherchées, y compris hors de sa vocation d'origine. Ainsi, l'unité intervient de plus en plus fréquemment au profit du Shin Bet. Certains de ses membres opèrent en *mistaravim*. D'autres auraient même participé à des missions de reconnaissance en profondeur au Liban, bien que leurs actions aient été attribuées à d'autres unités.

– Yamas (Yechidat Mista'aravim) est l'unité d'action clandestine de la police des frontières, qui intervient essentiellement à la demande du Shin Bet dans l'ensemble des territoires palestiniens.

C'est une unité professionnelle composée de policiers de carrière, qui comprend cependant quelques conscrits. Elle regroupe principalement des sous-officiers et des officiers issus des minorités israéliennes de langue maternelle arabe – Druzes et Bédouins principalement, mais aussi Circassiens et Chrétiens – qui connaissent et comprennent les coutumes, l'état d'esprit et les vulnérabilités de la communauté palestinienne. De nombreux opérateurs de Yamas sont des Juifs dont les parents ou grands-parents sont originaires de la diaspora arabe et qui ont parlé ou entendu l'arabe dans leur maison dès leur plus jeune âge. D'autres opérateurs – dont certains figurent parmi les combattants les plus décorés d'Israël – sont nés en Union soviétique et dans les anciennes républiques d'Asie centrale[46]. Certains des opérateurs sont appelés « *Speakers* ». Ce sont les éléments précurseurs de toute opération. Ces hommes parlant couramment l'arabe avec l'accent de leur zone d'action conduisent les

véhicules banalisés, effectuent les reconnaissances et, si nécessaire, engagent le dialogue avec les habitants[47].

Les hommes de Yamas sont donc des flics de rue pouvant se fondre dans n'importe quel environnement, sous n'importe quel déguisement, capables de s'exprimer sans problème dans pratiquement tous les dialectes et de nombreuses langues. Ils ont grandi dans les banlieues des villes d'Israël ou dans les républiques d'ex-Union soviétique, luttant pour survivre dans les rues de Moscou, de Tachkent ou d'Astana.

Les unités Yamas opèrent en petites équipes d'une poignée d'hommes, parfois jusqu'à une douzaine. Ils conduisent des actions de type « commando » dans le pur style israélien qui reposent sur l'audace, le courage et la rigueur des professionnels. Des militaires israéliens parmi les plus expérimentés, ayant participé à de nombreux combats pour la défense de l'État hébreu, ont été très impressionnés par le courage quotidien dont font preuve les opérateurs de Yamas opérant clandestinement en zone palestinienne, en situation de danger permanent[48].

Il existe trois unités régionales de Yamas : une pour la Judée-Samarie (Cisjordanie), une pour Jérusalem, et une connue sous le nom de Southern Yamas[49], responsable du sud d'Israël. Chacune des trois unités a mené son propre type de guerre pendant l'Intifada, effectuant plus de 1500 opérations sur des terrains ayant leurs caractéristiques propres. Elles ont éliminé certains des principaux commandants terroristes et en ont appréhendé des milliers d'autres[50].

Yamas Cisjordanie

En raison de l'importance de la menace, en Cisjordanie, un partage des tâches eut avoir lieu entre le Yamas et Duvdevan. L'unité spéciale de la police des frontières opérait dans le nord, en Samarie, et le sayeret dans le sud. Yamas y a mené une campagne d'infiltration afin de repérer et de capturer ou éliminer les terroristes responsables d'attentats-suicides durant l'Intifada. Grâce à leur formation et à leurs déguisements, ils y sont souvent parvenus sans même avoir besoin de faire usage de leurs armes. En d'autres occasions cependant, leurs raids ont entraîné des affrontements particulièrement violents[51].

Yamas Jerusalem

Jérusalem est le plus petit des trois théâtres d'opérations du Yamas. Outre la ville sainte, il comprend les villes voisines de Bethléem et de Ramallah et leur périphérie, ainsi qu'Hébron et Yatta. C'est un terrain urbain et bondé[52]. Le Yamas de Jérusalem est la plus petite des trois unités – moins d'une centaine d'hommes –, mais c'est l'une des plus actives d'Israël. Lors de l'apogée de l'Intifada, de 2001 à 2004, l'unité réalisa en moyenne 600 arrestations par an.

Les hommes de l'unité Yamas de Jérusalem sont en moyenne plus âgés que leurs homologues de Gaza et de Cisjordanie et, par conséquent, plus expérimentés dans leur approche du travail d'infiltration sous couverture. La plupart ont la trentaine et certains ont plus de 40 ans. L'unité est composée presque exclusivement de policiers professionnels, alors que les conscrits représentent environ 30 % de l'effectif en Cisjordanie et à Gaza[53].

Yamas Gaza

En septembre 1989, une unité d'infiltration des gardes-frontières fut créée dans la bande de Gaza, sous le commandement d'un officier druze. Ce fut la première des unités Yamas à voir le jour, avant même la création de l'instruction spécialisée[54]. Elle ne comprenait qu'une poignée d'hommes, qui utilisaient des costumes achetés sur les marchés locaux pour bricoler une garde-robe de déguisements à utiliser sur le terrain. Les quelques véhicules banalisés de l'unité avaient été réquisitionnés dans les parcs automobiles de la police, notamment ceux des véhicules confisqués. L'unité se composait alors de deux forces distinctes : une équipe responsable des opérations dans la partie sud de la bande de Gaza, l'autre dans la partie nord. La charge de travail était telle et les terroristes si nombreux que l'unité fut renforcée dès 1990[55].

Le Yamas Gaza opère dans un univers entièrement différent de ses homologues de Cisjordanie et de Jérusalem. À Gaza, le principal défi n'est pas d'atteindre la cible sans être remarqué, mais de sortir vivant des opérations. Ainsi que le rappelle un ex-opérateur :

> *« Les arsenaux constitués dans la bande de Gaza et dans les camps de réfugiés étaient énormes. Tout le monde avait des fusils d'assaut, des grenades et des explosifs. Des RPG et des IED étaient partout. Et quand une de nos équipes a été découverte alors qu'elle opérait à l'intérieur d'un camp ou d'un quartier*

surpeuplé, tout le monde est sorti avec ses armes. Dix ou douze hommes, attaqués par un millier de personnes se refermant de toutes parts[56]*. »*

Il y a en effet trois millions d'AK-47 pour un million d'habitants.

Contrairement à la Cisjordanie et à Jérusalem, à Gaza, le Yamas ne déclenchait une opération que si une force d'intervention militaire était prête à lancer une opération de secours au cas où les choses tourneraient mal. Chaque entrée du Yamas dans la bande était coordonnée avec des unités d'hélicoptères de combat de Tsahal survolant la zone, prêtes à intervenir contre les forces menaçant l'unité d'infiltration.

Même la plus petite opération d'infiltration était considérée comme extrêmement risquée. Les membres du Yamas savaient, en dépit du soutien de l'armée en cas de coup dur, qu'ils pouvaient y laisser la vie. L'unité s'est retrouvée engagée dans des combats à grande échelle à l'intérieur du territoire contrôlé par le Hamas. C'est pour cela que ses membres devaient disposer d'un entraînement extrêmement rigoureux, d'une connaissance parfaite des lieux où ils devaient opérer, de déguisements parfaits et d'une maîtrise linguistique très poussée[57].

La qualité et l'efficacité de Yamas Gaza étaient telles qu'en dépit de la présence d'unités spéciales de Tsahal dans ce territoire (Shimson, etc.), le Shin Bet préféra utiliser presque exclusivement cette unité pour le renseignement, la capture ou l'élimination de terroristes, et pour conduire des opérations destinées à interrompre le flux d'armes et d'explosifs via les tunnels de contrebande passant sous la frontière égyptienne[58].

Il convient de noter que la conception des forces spéciales en Israël est diamétralement opposée à celle des Européens et des Américains, lesquels mettent l'accent sur le développement de la polyvalence et l'acquisition de compétences variées afin de pouvoir faire face à toutes les situations. Tsahal n'essaie pas de transformer ses hommes en super-commandos aptes à toutes les missions. Au contraire, il les spécialise dans des domaines précis, en fonction de leurs qualités individuelles spécifiques : certains sont physiquement aptes à jouer une femme ou un vieil homme ; d'autres parlent le dialecte palestinien de manière si convaincante qu'ils font d'excellents agents d'infiltration ; d'autres encore ont des compétences particulières en tir ou en conduite et agissent en

soutien, sans fausse barbe ni maîtrise de l'arabe[59].

De plus, contrairement à de nombreuses unités spéciales et antiterroristes occidentales, la méthode antiterroriste israélienne pour arrêter une cible ou libérer des otages est lente et prudente. Aux yeux des Américains, cela pourrait sembler ridiculement lent. Pourquoi bouger si lentement ? La théorie israélienne est que s'il y a des otages, les terroristes ne fuiront pas. À moins qu'il y ait une urgence particulière – exécution en cours –, l'approche d'une unité d'intervention de Tsahal se fait de la manière la plus sécurisée possible. Il existe un protocole complet pour balayer les angles et les couloirs à 90 degrés. Quand elle est exécutée correctement, elle est comparable à une danse chorégraphiée, réalisée avec des M-16 à canon court et des gilets pare-balles : chacun sait exactement où il est censé être, et la coordination entre les opérateurs est parfaite. Pendant l'entraînement, si un commando exécute son approche de manière trop rapide ou agressive, l'instructeur lui hurle : *« Qu'est-ce qui te presse ? Tu veux mourir plus vite[60] ? »*

1. Créé en 1940, le Shaï (Sherout ha'Yediot ha'Artzit ou Service d'information national) fut le premier service de renseignement juif en Palestine, dépendant de la Haganah. Il fut officiellement dissout le 30 juin 1948, un mois et demi après la création de l'État d'Israël.

2. Pour ces incursions, ils faisaient appel à des guides druzes et musulmans circassiens.

3. Parmi ceux qui servirent d'éclaireurs pendant cette offensive figurait Moshe Dayan, qui perdra un œil au cours des combats (Samuel M. Katz, *Soldier Spies*, *op. cit.*, p. 19).

4. Unité de reconnaissance de la VIII[e] armée britannique spécialisée dans la navigation dans le désert, qui transporta régulièrement les combattants SAS.

5. Jewish Brigade Group of the British Army : unité de la VIII[e] armée britannique composée de volontaires juifs recrutés principalement en Palestine mandataire.

6. S. Katz, *Soldier Spies*, *op. cit.*, p. 21.

7. *Ibid.*, p. 33.

8. Les Juifs *mizrahim* (« Orientaux ») sont les descendants des différentes communautés juives du Moyen-Orient, d'une origine ethnique et culturelle différente des Séfarades.

9. S. Katz, *Soldier Spies*, *op. cit.*, p. 21 et p. 23.

10. C'était un nom ancien. Il était par exemple employé dans la communauté d'Isaac, à Alep, pour désigner les Juifs nés en Syrie qui avaient toujours vécu là et adopté la culture arabe après la conquête islamique de 637. Ce nom les différenciait de la seconde partie de la communauté, les Séfarades, arrivés seulement après l'expulsion espagnole de 1492 (Matti Friedman, *Espions de nulle part : l'avant Mossad*, Liana Levi, Paris, 2019, p. 81).

11. S. Katz, *Soldier Spies*, *op. cit.*, p. 35 et p. 38.

12. Samuel M. Katz, *The Ghost Warriors*, Berkley Calibre, New York, 2016, p. 11-12.

13. S. Katz, *Soldier Spies*, *op. cit.*, p. 105-106.

14. M. Friedman, *op. cit.*, p. 253.

15. Aaron Cohen (avec Douglas Century), *Brotherhood of Warriors: Behind Enemy Lines with a Commando in One of the World's Most Elite Counterterrorism Units*, Ecco Books, New York, 2009, p. 15-17 et p. 152.

16. Selon d'autres sources, le noyau initial de Duvdevan comprenait notamment des hommes issus de la shayetet 13.

17. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. 15-16.

18. *Ibid.*, p. 52.

19. *Ibid.*, p. 16.

20. A. Cohen, *op. cit.*, p. 114 et p. 176.

21. Ronan Bergman, *Rise and Kill First*, *op. cit.*, p. 327.

22. A. Cohen, *op. cit.*, p. 209.

23. Autorisation traditionnellement accordée aux seuls conscrits ultra-orthodoxes qui refusent de violer les préceptes bibliques.

24. A. Cohen, *op. cit.*, p. 4.

25. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. 277.

26. A. Cohen, *op. cit.*, p. 15-17.

27. *Ibid.*

28. Futur directeur du Mossad (2002-2011).

29. R. Bergman, *op. cit.*, p. 126.

30. M. Bar-Zohar et N. Mishal, *op. cit.*, p. 17-19.

31. Yoav Tilan et Eli Michelson, *op. cit.*, p. 181.

32. *Ibid.*, p. 175.

33. Selon d'autres sources, la formation « infanterie » de base serait réduite à trois semaines, car cela ne correspond pas aux compétences dont ont besoin les *mistaravim*, qui opèrent principalement en petits groupes dans des villes surpeuplées.

34. A. Cohen, *op. cit.*, p. 187.

35. Les hommes choisis pour la mission – l'un d'entre eux né et élevé au Canada et un autre aux États-Unis – avaient suivi quelques jours de formation intensive dans les studios de la télévision d'État d'Israël à Jérusalem. Ils apprirent comment fonctionne une équipe de télévision, comment une interview est menée, comment la caméra est utilisée et comment le preneur de son tient sa micro-perche. La télévision israélienne leur a également prêté le matériel. Le Shin Bet était responsable de la falsification des signes et logos d'ABC (R. Bergman, *Rise and Kill First*, *op. cit.*, p. 325-326).

36. *Ibid.*, p. 328.

37. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. 9.

38. *Ibid.*, p. 20.

39. Yaakov Peri, qui a rejoint le Shin Bet en 1966 et finira directeur de ce service, a raconté une fois : *« J'ai servi à Naplouse pendant près de deux ans. J'ai appris à connaître chaque quartier, chaque rue et chaque ruelle, chaque toit permettant de passer à un autre toit dans la casbah, chaque cour menant à une autre cour, chaque bosquet ou champ abandonné. Je pourrais marcher autour de la zone dans l'obscurité totale. »*

40. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. 22.

41. Un shekel vaut environ 0,25 euro.

42. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. 204.

43. *Ibid.*, p. 218.

44. Yechida Mishtartit Meyuchedet : unité spéciale de police. Elle est également connue sous le nom de Yechida Meyuchedet Le'Milchama baterror (« unité spéciale pour la guerre contre le terrorisme »).

45. Sur 100 enfants détenus, 22 furent tués et plus de 60 blessés lors de l'intervention.

46. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. XIII.
47. *Ibid.*, p. 20.
48. *Ibid.*, p. 107.
49. Anciennement Yamas Gaza.
50. S. Katz, *The Ghost Warriors*, *op. cit.*, p. XIV.
51. *Ibid.*, p. XIII.
52. *Ibid.*, p. 222.
53. *Ibid.*, p. 221.
54. *Ibid.*, p. 280.
55. *Ibid.*, p. 281.
56. *Ibid.*, p. 298-299.
57. *Ibid.*
58. *Ibid.*, p. 307.
59. A. Cohen, *op. cit.*, p. 153.
60. *Ibid.*, p. 187.

CHAPITRE 23

KIDON : LE SERVICE ACTION DU MOSSAD

Au sein du Mossad, c'est un département hautement secret qui est chargé de conduire les opérations d'élimination et d'exécution des terroristes. À cet effet, il dispose d'une unité spécialisée dénommée Kidon (« le Glaive »), dans lequel sont regroupés les combattants secrets du Mossad. En effet, à côté des forces spéciales de Tsahal, le Mossad dispose lui-même d'un appareil d'action clandestine. La branche « action » du service israélien est composée d'une soixantaine d'hommes et de femmes rompus aux opérations clandestines : les *kidonim*.

L'origine des éliminations ciblées

Depuis sa création en 1948, Israël a fréquemment eu recours aux assassinats ciblés de ses ennemis à l'étranger. Il a même utilisé cette forme d'action violente davantage que n'importe quel autre pays. D'ailleurs, les premières opérations d'élimination eurent lieu avant même la création de l'État hébreu.

À Bucarest (Roumanie), au printemps 1945, se constitua un groupe d'opérateurs clandestins dénommés les Nokmin (« les Vengeurs »). Réunis autour d'Abba Kovner – qui avait organisé la résistance du ghetto de Vilnius (Lituanie) et deviendra une figure littéraire et morale d'Israël –, ils décidèrent de faire payer ceux qui avaient voulu anéantir le peuple juif[1]. Dans un scénario qui n'est pas sans rappeler le film de Quentin Tarantino *Inglorious Bastards* (2009), ces exécuteurs de l'ombre assassinèrent de très nombreux SS et les militaires allemands ayant participé activement à la « solution finale ». La plus remarquable de leurs opérations eut lieu à Nuremberg, en avril 1946 : près de 2 000 prisonniers allemands détenus dans le Stalag 13 furent empoisonnés à l'arsenic, au nez à et à la barbe de leurs geôliers américains[2]. Il semblerait que les Nokmin aient planifié plusieurs autres opérations d'envergure, en Europe,

jusqu'au début des années 1950, allant même jusqu'à envisager d'empoisonner les réseaux d'eau de plusieurs grandes villes allemandes[3]. Mais ce projet échoua parce que les membres des Nokmin furent alors arrêtés, vraisemblablement sur dénonciation de leaders du mouvement sioniste qui craignaient que ce type d'action n'entache la légitimité morale de leur combat pour la création de l'État d'Israël.

En Palestine, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'autres groupes clandestins juifs passèrent à l'action afin de mettre fin au mandat britannique. Ils n'hésitèrent pas à organiser des attentats et à commettre des assassinats de diplomates, militaires et policiers anglais. Pire, ces groupes allèrent jusqu'à s'affronter entre eux.

La Haganah s'attacha à neutraliser les militants des groupes minoritaires qui refusaient l'alliance provisoire avec les Britanniques : l'Irgoun (droite ultranationaliste) et le Lehi (« Combattants pour la liberté d'Israël »). Ce dernier était un groupuscule dissident de l'Irgoun – aussi connu sous le nom de groupe Stern –, dirigé par Yitzhak Shamir. Il rejetait l'autorité du Yichouv[4] et du mouvement sioniste mondial, et s'opposait à la Haganah. S'inspirant des pratiques de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et des mouvements communistes révolutionnaires, il n'hésita pas à éliminer ceux de ses coreligionnaires qu'il soupçonnait de collaborer avec les Britanniques et fut impliqué dans plusieurs meurtres, dont celui de Folke Bernadotte, un diplomate suédois de l'ONU[5]. Aussi, la Haganah traqua sans pitié les sternistes comme les hommes de l'Irgoun, livrant les plus jusqu'au-boutistes aux Britanniques[6].

La pratique des éliminations violentes est ainsi présente dès la genèse de l'État hébreu. Toutefois, son premier chef de gouvernement, David Ben Gourion, rejeta longtemps cette pratique, car il la considérait comme contraire aux règles de la guerre et du droit international. Néanmoins, en 1956, ce fut lui qui autorisa la première élimination ciblée d'Israël : l'assassinat de Mustafa Hafi, le chef des services secrets égyptiens dans la bande de Gaza[7].

Cinq ans plus tard (1961), une nouvelle opération (*Damoclès*) fut montée par le Mossad pour éliminer des scientifiques allemands, anciens employés de l'usine de Peenemünde – dans laquelle l'Allemagne nazie avait développé les missiles V1 et V2 pendant la Seconde Guerre mondiale –, désormais au service du gouvernement égyptien afin de l'aider à développer son programme de

missiles. Mais cette opération dut être abandonnée après que deux opérateurs du Mossad furent arrêtés en Suisse[8].

La vengeance de Munich

Ces pratiques vont connaître un fort développement au cours des années 1970, notamment suite à l'assassinat des onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich (1972) par un commando de Septembre noir. Suite à cet acte sanglant, Golda Meir, le Premier ministre israélien, jura qu'aucun des responsables de ce massacre n'échapperait à la colère d'Israël. En représailles, le pays déclenche l'opération *Colère de Dieu*, qu'elle confie au Mossad, qui dresse une liste des membres de l'OLP et de l'organisation terroriste Septembre noir vivant en Europe. Au cours des dix mois qui suivent les événements de Munich, au moins neuf hommes en relation avec le terrorisme palestinien périssent de mort violente. Le 16 octobre 1972, Wael Zwaiter, représentant de l'OLP en Italie, est abattu à Rome. À Paris, le 8 décembre, le coordinateur du massacre de Munich, Mahmoud Hamshari, meurt des blessures occasionnées par l'explosion de son téléphone. Le 25 janvier 1973, Hussein Al-Bashir perd la vie à Nicosie dans l'explosion d'une bombe dans sa chambre d'hôtel. La même année, le docteur Basil Al-Baissi est assassiné à Paris et Zaiad Muchasi, représentant du Fatah à Chypre, trouve la mort dans l'explosion de sa chambre d'hôtel à Athènes.

C'est le Kidon, le service action du Mossad alors dirigé par Mike Harari, qui fut désigné pour cette opération. Cette unité a commencé à prendre forme à la mi-1969, mais pendant de nombreuses années Harari n'a pu l'utiliser sur le terrain, et a dû limiter ses activités uniquement à la formation et à l'élaboration d'une doctrine de combat. Golda Meir, bien que méfiante envers les pays occidentaux, respectait néanmoins leur souveraineté. Elle avait compris que des nations amies ne coopéreraient jamais avec Israël s'il procédait à des tueries ciblées sur leur territoire sans leur permission. Mais le massacre de Munich allait changer la donne et les assassinats ciblés de terroristes en Europe furent autorisés[9].

Chaque équipe du Kidon lancée après un dirigeant de Septembre noir était doublée de plusieurs équipes auxiliaires. Six agents, hommes et femmes, étaient chargés d'identifier et de suivre le suspect : ils devaient localiser leurs cibles, les

démasquer et s'assurer qu'ils ne se trompaient pas d'individu. Pour ce faire, ils devaient se déployer dans la ville de résidence du suspect, trouver son adresse exacte, le prendre en filature, le photographier, noter ses habitudes, identifier ses amis, les bars et les restaurants qu'il fréquentait, et établir son emploi du temps quotidien heure par heure. Une autre équipe plus réduite – généralement un homme et une femme – se chargeait de la logistique, c'est-à-dire de la location des appartements, des chambres d'hôtel et des voitures. Une troisième équipe s'occupait des communications avec les centres opérationnels avancés – généralement établis dans une ville européenne – et le quartier général du Mossad, en Israël. Les agents chargés de l'exécution à proprement parler étaient les derniers à arriver en ville. Leur travail consistait à se rendre à une adresse donnée à un moment précis et à éliminer l'homme dont ils avaient reçu la photographie permettant son identification. Pendant ce temps, ils agissaient sous la protection d'une autre équipe constituée d'agents armés et de chauffeurs, positionnés aux alentours et prêts à disparaître par des itinéraires de secours établis à l'avance. Leur mission était de protéger les tueurs, en faisant usage de leurs armes si nécessaire[10].

Toutefois, cette série d'opérations ne sera pas sans bavure, notamment celle de Lillehammer (Norvège)[11]. Elle se poursuivra néanmoins jusqu'en 1992, avec l'élimination à Paris d'Atef Bseiso, un des dirigeants du service de renseignement de l'OLP. Suivi depuis Berlin par une équipe du Kidon, il sera abattu de trois balles dans la tête devant son hôtel. Ainsi, cette mission prit fin vingt ans après la tragédie de Munich et seulement un an avant la signature des Accords d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens[12].

L'élimination systématique des responsables de Septembre noir au début des années 1970 marqua une évolution au sein du Mossad où les actions clandestines prirent progressivement le pas sur le renseignement. Cette tendance se renforça encore durant les années 1980 et 1990. Le Mossad se chargeait désormais de l'essentiel des opérations visant les menaces non militaires et non conventionnelles dirigées contre l'État hébreu. Les chefs terroristes vivaient en sécurité à l'étranger, d'où ils préparaient leurs attentats et envoyaient des hommes attaquer des citoyens israéliens partout dans le monde. La seule solution pour le Mossad était de les trouver et de les éliminer[13].

Afin de piloter ces opérations, Golda Meir créa le Comité X, une cellule ultra-secrète du gouvernement israélien présidée par le Premier ministre

chargée d'autoriser les exécutions extrajudiciaires. Des règles furent établies afin de définir les conditions dans lesquelles le gouvernement israélien pouvait ordonner de telles actions. La proposition des « cibles » était faite par le Mossad et Aman, qui classaient les ennemis de l'État hébreu en trois catégories : les terroristes ; les dirigeants politiques et militaires des États menaçant Israël ; et les individus fabricant ou vendant des armes de destruction massive aux ennemis du pays.

Kidon, le bras armé d'Israël

Rattaché à la division des opérations du Mossad (Metsada), le Kidon est une unité ultra-secrète chargée de l'élimination des cibles ne pouvant être « traitées » par des opérations « classiques » de l'Armée de l'air, c'est-à-dire par tir de missiles depuis un avion, un hélicoptère ou un drone. Le Kidon ne compte qu'une soixantaine de combattants, dont une dizaine de femmes. Tous ont moins de 30 ans. La majorité d'entre eux provient des forces spéciales (*sayerot* Matkal, Shaldag, Golani et shayetet 13, notamment). Leur identité est soumise au secret le plus strict et les *kidonim* ne sont pas connus des autres membres du Mossad. Ils ne restent d'ailleurs que quelques années dans l'unité, compte tenu de la nature particulièrement dangereuse de leurs activités.

Les *kidonim* vivent et s'entraînent sur la base aérienne de Kfar-Tsin, dans le désert du Néguev. Leur camp d'entraînement reproduit toutes les situations dans lesquelles une exécution peut avoir lieu et leur permet de se préparer à mener à bien leurs missions. Tous leurs instructeurs sont d'anciens opérateurs de terrain. Ils leur apprennent les techniques de surveillance et de contre-surveillance pour s'approcher d'une cible, et l'art du maquillage et du déguisement afin qu'ils puissent changer rapidement d'apparence. Ils leur enseignent également à tuer de toutes les façons possibles : à mains nues, avec un couteau, un stylo et même une carte de crédit. Les *kidonim* doivent pouvoir utiliser n'importe quel type d'armes, savoir concevoir et manipuler les explosifs et être en mesure d'administrer une injection mortelle de poison à une cible en pleine foule. Surtout, ils doivent être capables de donner à un assassinat les apparences d'un accident. Afin de préparer leurs opérations, les *kidonim* visionnent et étudient en détail tous les films sur les grands assassinats du passé. Ils mémorisent également les visages et les biographies de dizaines de cibles potentielles.

Au cours de leur formation, les futurs opérateurs se rendent régulièrement à

l'étranger pour se familiariser avec les grandes capitales européennes ou nord-américaines où ils seront conduits à agir[14]. Ils sont toujours accompagnés de leurs instructeurs, dont le rôle est d'évaluer leur capacité à organiser une exécution sans attirer l'attention. Chaque *kidonim* dispose de 3 à 5 identités fictives pour ses missions[15]. Les cibles choisies sont des *sayanim* locaux[16], à qui l'on dit simplement qu'ils vont participer à un exercice de sécurité visant à améliorer la protection d'une synagogue ou d'une école juive. Ces volontaires se retrouvent alors brutalement ceinturés dans une rue déserte et embarqués dans un véhicule, quand ils ne sont pas menacés d'une arme chez eux, en pleine nuit.

Toutes les actions entreprises par le Kidon sont approuvées par le Comité X. Deux types de cibles sont traitées : certaines sont éliminées dans l'urgence, pour secourir un *katsa* (officier traitant) par exemple ; les autres sont assassinées au fur et à mesure selon une liste à laquelle seuls les *kidonim*, le directeur du Mossad et le Premier ministre ont accès. Toute personne qui menace la vie d'Israéliens peut donc se retrouver, un jour ou l'autre, sur la liste noire du Kidon.

En opération, les équipes du Kidon se composent de quatre éléments : généralement trois hommes et une (jolie) femme – le piège idéal pour éliminer les cibles masculines. Le premier est chargé de la surveillance de la cible, le second est responsable de l'acheminement de l'équipe sur les lieux où se déroulera l'opération d'élimination, puis de son évacuation. Ce sont les deux derniers membres qui ont la responsabilité d'éliminer la cible. En appui, des *sayanim* s'occupent de la logistique opérationnelle.

Une fois décidée, une opération d'exécution peut prendre des mois, voire des années. Par exemple, les équipes du Mossad et d'Aman ont surveillé pendant plusieurs mois le chef militaire de l'OLP Khalil Al-Wazir – alias Abou Jihad – avant de l'éliminer à Tunis, en 1988. Il en a été de même pour neutraliser Imad Mughniyeh, le responsable des opérations du Hezbollah.

Les principales opérations du Kidon[17]

La plus célèbre mission du Kidon fut la traque et l'élimination des membres de l'organisation palestinienne Septembre noir, responsable du meurtre de onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich en 1972. Paradoxalement, son objectif ne correspondait pas à ceux définis par le

Comité X, à savoir intervenir contre des menaces imminentes et majeures contre la sécurité d'Israël. Il s'agissait au contraire d'une action de vengeance, dans la grande tradition de la loi du talion[18].

Une fois les auteurs de cette attaque neutralisés, la lutte contre les organisations terroristes ne prit pas fin pour autant. Au contraire, le Kidon allait se consacrer à ***l'élimination des dirigeants palestiniens*** afin d'empêcher les nombreux attentats que ceux-ci planifiaient et réalisaient, ou en éliminer les auteurs.

En 1978, Wadih Haddad, le leader d'une faction du Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) est assassiné en Allemagne à l'aide d'un dentifrice empoisonné. Puis en 1988, c'est au tour de Khalil Al-Wazir – plus connu sous son pseudonyme d'Abou Jihad –, l'un des fondateurs du Fatah et l'un des principaux adjoints de Yasser Arafat à la tête de l'OLP, d'être assassiné en Tunisie[19]. En 1991, Salah Khalaf, chef du renseignement de l'OLP et commandant en second du Fatah, est à son tour éliminé, toujours en Tunisie. Puis en 1995, c'est Fathi Shiqaqi, l'un chef du Djihad islamique palestinien, qui est abattu de plusieurs balles dans la tête dans un hôtel, à Malte.

En dépit de certains échecs – notamment la tentative d'assassinat de Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, à Amman (Jordanie), en 1997[20] –, les assassinats ciblés se poursuivent. En 2002, Ahmed Jibril, le chef de l'aile militaire du FPLP-CG, est assassiné à Beyrouth. Puis en septembre 2004, à Damas, Izz Al-Din Sheikh Khalil, un membre de la branche militaire du Hamas, trouve la mort dans l'explosion de sa voiture. En 2006, à Saïda (Liban), Mahmoud Al-Majzoub, l'un des responsables du Djihad islamique palestinien, est éliminé. Puis, le 25 avril 2008, alors qu'il se rend à un rendez-vous dans Damas, Hisham Faiz Abu Libda, conseiller personnel de Khaled Mechaal, est assassiné dans sa voiture.

Mais l'opération la plus célèbre et la plus médiatisée du Kidon a eu lieu le 19 janvier 2010, à Dubai[21]. Le responsable de l'approvisionnement en armes du Hamas, Mahmoud Al-Mabhouh, est retrouvé mort dans sa chambre de l'hôtel. L'examen des multiples enregistrements vidéo des caméras de l'hôtel, de l'aéroport et d'un centre commercial voisin permet à la police émiratie d'identifier onze personnes pouvant être impliquées dans l'assassinat. En réalité, le meurtre aurait été perpétré par une équipe de huit hommes[22]. Au moins deux binômes assuraient la couverture l'opération, l'un à l'étage de la

chambre de la victime, l'autre dans le hall de l'hôtel. Une fois la cible éliminée, tous les opérateurs ont pu quitter le pays sains et saufs et la mort d'Al-Mabbouh est d'abord apparue naturelle avant que l'État hébreu n'en soit désigné responsable. En professionnels, les *kidonim* ne pouvaient ignorer la présence des nombreuses caméras de surveillance, dont une partie avait été achetée en Israël. Ils ont donc agi en sachant qu'ils seraient filmés et se sont grimés en conséquence. C'est pourquoi en dépit de sa médiatisation, cette opération fut un succès. Le Mossad est parvenu à identifier Al-Mabbouh, à suivre ses déplacements, à localiser son hôtel et à l'éliminer sans que personne ne soit arrêté. Toutefois, de nombreux États ont condamné cet acte, d'autant que de faux passeports allemands, australiens, britanniques, français et irlandais ont été utilisés. Mais ces protestations diplomatiques n'ont eu aucune espèce d'influence sur les comportements israéliens et les éliminations ciblées se sont poursuivies.

Un autre objectif du Kidon est ***l'élimination des responsables des programmes d'armement des États ennemis d'Israël, des scientifiques à leur service et des vendeurs d'armes internationaux***, dès lors qu'ils aident les adversaires de l'État hébreu à fabriquer ou acquérir des armes nucléaires, chimiques ou des missiles à longue portée. La sensibilité des Israéliens en la matière est à fleur de peau. Ce type de menaces revêt en effet une signification psychologique majeure : celle d'un risque d'élimination du peuple juif, d'un « nouvel Holocauste ». Cela justifie aux yeux des dirigeants israéliens leur politique d'éliminations ciblées.

L'une des premières éliminations connues de ce type de cibles a été l'assassinat en 1980, en France, du responsable du programme nucléaire militaire irakien, Yehia El-Mashad. Le Mossad a été également accusé de l'assassinat de l'ingénieur canadien Gerald Bull, expert en balistique, abattu de plusieurs balles dans la tête à Bruxelles, le 22 mars 1990. Bull travaillait pour l'Irak sur le projet d'un supercanon. Saddam Hussein, qui a tout fait pour acquérir des armes de destruction massive et qui n'hésita pas à tirer des missiles Scud sur Israël pendant la première guerre du Golfe (1991), a lui-même fait l'objet d'un projet d'assassinat. L'opération devait être réalisée conjointement par les *kidonim* et le sayeret Matkal, mais dut être annulée au dernier moment.

Les dirigeants syriens et leurs alliés ont également été ciblés par le Mossad. Le 3 avril 2002, le général Anatoly Kuntsevich, qui avait vendu des agents chimiques militaires aux Syriens, trouve mystérieusement la mort à bord d'un

vol reliant Damas à Moscou. Puis, le 2 août 2008, les hommes de la shayetet 13 assassinent le général Mohammed Suleiman, chef du programme nucléaire syrien, dans sa résidence de Tartous. Enfin, le 29 septembre 2008, en riposte au démantèlement d'un de leur réseau de renseignement au Liban par le Hezbollah et le Moukhabarat[23] syrien, les Israéliens ripostent en éliminant un haut gradé des services secrets de Damas, le général Abdul Abbas, dans un attentat à la voiture piégée.

Le Mossad intervient également pour perturber les approvisionnements en missiles de croisière de son ennemi iranien. Ainsi, en août 2009, le cargo *Artic Sea*, battant pavillon maltais, disparaît mystérieusement pendant plusieurs semaines au large des côtes européennes. La cargaison du navire ne comprenait pas seulement du bois, comme l'affirmait le gouvernement russe, mais également des missiles de croisière X-55 – dont le rayon d'action excède 3 000 kilomètres – destinés Téhéran. Parallèlement, des scientifiques travaillant au sein du programme nucléaire iranien disparaissent les uns après les autres, à l'image du professeur Ardeshir Hosseinpour, empoisonné au gaz début 2007.

À partir du début des années 1990, le Mossad va multiplier ses actions contre un nouvel adversaire : ***le Hezbollah***. Après l'élimination du chef du parti chiite libanais, le cheikh Abbas Al-Moussaoui – tué dans son véhicule par un tir de missile depuis un hélicoptère en février 1992 –, le Kidon, déjà responsable des assassinats de plusieurs hauts dirigeants du mouvement, va s'en prendre à l'une de cibles les plus difficiles qu'il ait eu à « traiter » : Imad Mughniyeh.

L'homme est soupçonné par la CIA d'avoir participé à la première attaque suicide dirigée contre le quartier général des forces israéliennes à Tyr, le 11 novembre 1982 (141 morts). Il a également pris part à de nombreux enlèvements, dont celui de William Buckley, le chef de station de la CIA à Beyrouth, en mars 1984, lequel sera sauvagement torturé avant d'être assassiné. En 1985, Mughniyeh dirige le détournement du vol TWA 847 Rome-Athènes au cours duquel un Américain est assassiné. Sa tête est alors mise à prix 25 millions de dollars par le FBI. En mars 1992, il organise l'attentat contre l'ambassade d'Israël en Argentine (29 morts et 220 blessés), puis en juillet 1994, l'attaque contre l'Association mutuelle israélite argentine de Buenos Aires (86 morts et 220 blessés). À la suite de ces opérations, un mandat d'arrêt international est lancé contre lui.

Imad Mughniyeh devient alors l'un des terroristes les plus recherchés au monde, d'autant qu'il dirige l'Appareil de sécurité spéciale du Hezbollah (Jihaz al-Amn al-Khas) et est donc chargé de toutes les opérations offensives du mouvement chiite libanais. Mughniyeh ne rend compte de ses activités qu'à son secrétaire général, Hassan Nasrallah, et travaille en très étroite coopération avec le ministère du Renseignement iranien (Vezarat-e Ettela'at Va Amniat-e Keshvar/VEVAK).

Le Mossad cherche à le localiser pour le neutraliser depuis 1992, mais sans succès. Toutefois, en 2007, le service israélien retrouve sa trace dans une petite ville du Sud-Liban[24]. Puis, en janvier 2008, le service israélien apprend que Mughniyeh doit se rendre au Centre culturel iranien de Damas afin de commémorer l'anniversaire de la révolution de 1979 et y rencontrer ses contacts iraniens et syriens. Le Kidon décide alors de profiter de cette occasion pour l'éliminer. Ses hommes effectuent la reconnaissance des lieux et mettent en place une surveillance, avant de placer des explosifs à l'intérieur d'un véhicule garé à proximité. Le 12 février 2008, lorsqu'Imad Mughniyeh arrive sur place, un *kidonim* fait exploser les charges. Le corps du terroriste est projeté à plusieurs dizaines de mètres. Mission accomplie[25].

En décembre 2013, Hassan Al-Lakis, un autre cadre important du Hezbollah, va connaître un sort similaire : il est abattu de deux balles dans la tête. Jusqu'en 2010, il avait supervisé certains des projets les plus secrets du Hezbollah, notamment l'achat de drones et l'installation du réseau téléphonique du Hezbollah au Sud-Liban, à Beyrouth et dans la plaine de la Bekaa. Entré en fonction au printemps 2013, ce réseau totalement indépendant des télécoms libanaises permet au mouvement chiite libanais d'échapper aux écoutes de ses communications par ses adversaires.

Importance et limites des éliminations ciblées

Depuis sa création, le Kidon s'est vu attribuer un grand nombre d'assassinats ciblés, même si, compte tenu du secret entourant ses opérations, il est très difficile d'affirmer qu'il en soit responsable chaque fois. Beaucoup de morts « mystérieuses » sont attribuées à tort au Mossad par les médias… mais on ne prête qu'aux riches ! En effet, les éliminations à l'étranger demeurent plus rares qu'on ne le pense parce qu'elles sont extrêmement périlleuses, chères et complexes. En général, le Mossad y est plutôt défavorable, sauf quand elles

sont le seul moyen d'empêcher des actions violentes contre l'État hébreu ou ses ressortissants.

Néanmoins, les éliminations ciblées n'ont cessé de se multiplier depuis l'opération *Colère de Dieu*. Au cours des années 1980 et 1990, le Kidon s'est vu chargé de traiter l'essentiel des menaces terroristes visant Israël, car il était le seul à pouvoir agir contre les chefs des groupes armés vivant en sécurité à l'étranger. Ces missions, particulièrement difficiles, ont représenté un véritable défi pour les agents chargés de les exécuter, mais elles ont permis de désorganiser et d'affaiblir certaines organisations terroristes[26].

Le nombre d'opérations a notamment augmenté de façon spectaculaire sous Meir Dagan (2002-2011), principalement à l'encontre de l'Iran. Aux yeux du directeur du Mossad, le régime des mollahs incarnait à lui seul les deux dangers majeurs menaçant Israël : le terrorisme et la guerre nucléaire. En revanche, Meir Dagan s'est toujours prononcé contre des frappes militaires ciblant l'Iran. Il croyait fermement que la guerre devait être une solution de dernier recours, considérant que les opérations clandestines pouvaient régler, en partie tout au moins, le problème[27].

Paradoxalement, l'efficacité du Kidon n'a pas été sans créer des problèmes à Israël. En effet, grâce aux assassinats ciblés, le Mossad a réussi à éliminer en quelques années l'essentiel des dirigeants terroristes ainsi que les organisateurs et les exécutants des opérations suicide. Mais Israël s'est alors retrouvé face à une multitude de groupuscules indépendants, incontrôlables, pouvant passer à l'action sans l'aval du haut commandement du Hamas… ce qui est pire ! Les éliminations des cadres dirigeants et des responsables opérationnels adverses ont rendu les Israéliens aveugles et sourds quant aux intentions des cellules de base. Le Mossad en a conclu qu'il valait finalement mieux infiltrer les centres de décisions ennemis afin de connaître leurs intentions et de contrecarrer leurs plans plutôt que de poursuivre une politique de décapitation systématique de l'organisation[28].

Plus grave encore, selon le point de vue de certains experts, les dirigeants assassinés auraient pu, par leur charisme et leur autorité, devenir un jour des interlocuteurs de l'État hébreu. Par exemple, un certain nombre d'Israéliens considèrent que l'élimination d'Abou Jihad a été une erreur, car ce dernier serait probablement devenu un leader plus crédible et respecté par les Palestiniens que Yasser Arafat ou Mahmoud Abbas, l'actuel président de

l'Autorité palestinienne. Certains ajoutent même qu'il aurait peut-être été en mesure de mettre fin au conflit entre Israël et les Palestiniens, compte tenu de propos modérés qu'il avait tenus[29].

Par ailleurs, les éliminations ciblées peuvent avoir des conséquences extrêmement néfastes pour l'État hébreu lorsqu'elles échouent. La meilleure illustration en est l'opération ratée contre Khaled Mechaal (1997), dont les conséquences diplomatiques furent catastrophiques pour Israël. Afin d'obtenir la libération de ses opérateurs et de ne pas remettre en cause l'accord de paix entre les deux pays, Tel-Aviv du fournir l'antidote du poison aux autorités jordaniennes et libérer le chef du Hamas, cheikh Ahmed Yassine, incarcéré dans une de ses prisons. De plus, Benyamin Netanyahou dut se rendre à Amman pour s'excuser personnellement auprès du roi Hussein. Pire, après sa libération, cheikh Yassine se rendit dans de nombreux pays arabes afin d'organiser une collecte de fonds que le Hamas utilisa, à partir de 2000, pour lancer une nouvelle vague d'attentats meurtriers contre Israël. Il multiplia les opérations offensives jusqu'à ce qu'il soit tué par les Israéliens en 2004. Khaled Mechaal lui succéda à la tête du mouvement. Aussitôt entré en fonction, il noua des liens étroits avec l'Iran, un partenariat que son prédécesseur cheikh Yassine, sunnite fondamentaliste, n'aurait jamais permis[30].

Un autre assassinat ciblé a changé le cours de l'histoire du Moyen-Orient : celui du cheikh Abbas Al-Moussaoui, le secrétaire général du Hezbollah libanais, en février 1992. Si l'opération fut préparée grâce à des renseignements recueillis par le Mossad, elle ne fut pas exécutée par le Kidon, mais par une attaque d'hélicoptère. Le plan initial du Mossad était d'enlever le chef du mouvement chiite libanais pour l'utiliser comme monnaie d'échange afin d'obtenir la libération de prisonniers israéliens. Mais un changement de dernière minute conduisit le Premier ministre Yztahk Shamir à ordonner son élimination. Il semble que personne dans les hautes sphères du gouvernement et du renseignement israéliens n'avait sérieusement envisagé les conséquences d'une telle action. Celle-ci provoqua alors une véritable catastrophe, car le Hezbollah ne tarda guère à riposter : un mois après le meurtre de son leader, une bombe explosa dans l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, tuant 29 Israéliens et des employés argentins. Al-Moussaoui fut remplacé à la tête du mouvement par Hassan Nasrallah, lequel se révéla être un leader charismatique et un remarquable organisateur. Sous son impulsion, le Hezbollah devint une

milice puissante et très bien armée, en particulier grâce à l'assistance iranienne. Elle parvint à prendre le contrôle du Sud-Liban, représentant une menace majeure pour le nord d'Israël. Lors de la seconde guerre du Liban, au cours de l'été de 2006, le mouvement chiite libanais parvint ainsi à tenir Tsahal en échec. Ce succès renforça le prestige et l'influence de Nasrallah qui devint un acteur majeur du paysage politique libanais[31].

À chaque assassinat attribué au Mossad, de nombreux médias qualifient ces pratiques de « terrorisme d'État », ce qui est un grave contresens. En effet, même si l'on est farouchement opposé au fait qu'un État démocratique demande à ses services spéciaux de conduire des assassinats, il est tout à fait erroné de qualifier ce type d'opérations « terrorisme d'État ». Il s'agit bien en réalité « d'éliminations ciblées ». Cela n'est pas plus moral, mais la démarche est totalement différente. Une « élimination ciblée » est techniquement l'exact opposé d'un attentat terroriste. D'un côté, un homme seul va essayer de faire le maximum de victimes innocentes avec sa ceinture d'explosifs ou sa voiture piégée. De l'autre, une équipe conçoit et exécute une action – certes moralement condamnable – pour éliminer une seule cible, qui n'est généralement pas un « innocent », en faisant le maximum afin d'éviter tout dommage collatéral. Par ailleurs, les assassinats ciblés n'ont pas vocation à « terroriser » les populations civiles – ce qui ne veut évidemment pas dire que les Palestiniens ou les Libanais ne vivent pas dans l'angoisse d'une attaque israélienne. Leur but est la réduction des capacités d'action de l'organisation visée.

Cependant, il convient de reconnaître qu'en de très nombreuses occasions, les opérations israéliennes ont provoqué des « victimes collatérales », qu'il s'agisse de proches des individus visés (enfants, famille, voisins) ou de simples badauds ayant eu la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. C'est particulièrement vrai pour les éliminations effectuées par des tirs de missiles (depuis un avion, un hélicoptère ou un drone), mais cela l'a été également pour certaines opérations du Kidon (jardinier d'Abou Jihad, erreur de Lillehammer, etc.). C'est la raison pour laquelle cette politique d'éliminations ciblées fait l'objet de virulentes critiques en Israël.

1. Jonathan Freedland, « Revenge », *The Guardian*, 26 juillet 2008 [en ligne].

http://www.theguardian.com/world/2008/jul/26/second.world.war [consulté le 10/05/2021].

2. *The New York Times*, 20 Avril 1946.

3. Rich Cohen, *The Avengers: A Jewish War Story*, Jonathan Cape, Londres, 2001 ; Michael Elkins, *Forged in Fury*, Ballantine Books, New York, 1971.

4. Communauté juive de Palestine avant la création de l'État d'Israël.

5. Dieter Bednarz et Ronen Bergman, « Mossad Zeros in on Tehran's Nuclear Program », *Der Spiegel*, 17 janvier 2011 [en ligne]. http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,739883,00.html [consulté le 10/05/2021].

6. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Histoire mondiale du renseignement : les maîtres espions* (vol. 2), Robert Laffont, Paris, p. 97.

7. D. Bednarz et R. Bergman, *op. cit.*

8. *Ibid*.

9. Ce fut longtemps le sayeret Matkal qui eut la charge des éliminations ciblées des terroristes au Moyen-Orient, jusqu'à ce que le Mossad reprenne également cette mission à son compte au début des années 1970.

10. Michel Bar-Zohar et Nissim Mishal, *Mossad : les grandes opérations*, Plon, Paris, 2012, p. 213.

11. Assassinat par erreur, le 21 juillet 1973, d'Ahmed Bouchiki, un serveur maroco-norvégien confondu avec Ali Hassan Salameh, leader de Septembre noir.

12. D. Bednarz et R. Bergman, *op. cit.*

13. M. Bar-Zohar et N. Mishal, *op. cit.*, p. 281.

14. Le Kidon intervient bien sûr dans les capitales du monde arabe, mais ne peut s'y entraîner aussi facilement qu'en Europe, aux États-Unis ou au Canada.

15. C'est l'unité Teud du Mossad qui procure les faux-papiers nécessaires aux opérations.

16. Juifs de la diaspora chargés de fournir des informations d'environnement et d'assurer la logistique de certaines opérations.

17. À ce sujet, le lecteur pourra se reporter au livre d'Éric Denécé et David Elkaïm, *Les Services secrets israéliens*, *op. cit*.

18. D. Bednarz et R. Bergman, *op. cit.*

19. Israël reconnut l'assassinat d'Abou Jihad le 1er novembre (« Israël reconnaît l'assassinat de Jihad », *Le Figaro*, 1er novembre 2012 [en ligne]. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/11/01/97001-20121101FILWWW00345-israel-reconnait-l-assassinat-de-jihad.php [consulté le 10/05/2021]).

20. Les opérateurs du Kidon sont parvenus à empoisonner leur cible, mais ont été appréhendés quelques instants plus tard par la police jordanienne. Le gouvernement israélien dut alors livrer l'antidote aux autorités jordaniennes.

21. Alain Rodier, « Dubaï/Israël : Retour sur l'opération "homo" contre un responsable du Hamas », *Note d'Actualité*, n° 221, CF2R, août 2010 [en ligne]. https://cf2r.org/actualite/dubaiisrael-retour-sur-l-operation-homo-contre-un-responsable-du-hamas/ [consulté le 10/05/2021].

22. Dan Raviv et Yossi Melman, *Spies against Armageddon*, Levant books, New York, 2012, p. 307.

23. Services de sécurité.

24. Erol Araf, « Death of a master terrorist: How the "Iranian Jackal" was killed », *The National Post*, 12 février 2013.

25. Une autre version des faits avance que c'est la voiture même de Mughniyeh qui aurait été piégée (D. Raviv et Y. Melman, *Spies against Armageddon*, *op. cit.*).

26. M. Bar-Zohar et N. Mishal, *op. cit.*

27. D. Bednarz et R. Bergman, *op. cit.*

28. Seymour Hersh, *Permission de tuer : les nouveaux services secrets*, collection « Point de vue d'Amérique », Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2004.

29. D. Bednarz et R. Bergman, *op. cit.*
30. *Ibid.*
31. *Ibid.*

QUATRIÈME PARTIE : FRANCE[1]

1. Éric Denécé est le seul auteur de cette partie.

CHAPITRE 24

FRANCE : UNE SITUATION ET UNE DOCTRINE PARTICULIÈRES

En dépit de sa riche expérience des conflits, du renseignement, des opérations spéciales et des actions clandestines – et bien qu'elle dispose de nombreuses unités et moyens d'action spécialisés –, la France n'a pas, *stricto sensu*, d'unités militaires clandestines répondant aux « normes » américaines, britanniques ou israéliennes, c'est-à-dire :

– autorisées à intervenir secrètement, en civil comme en uniforme ;

– sur le territoire national ou à l'étranger, y compris dans des pays avec lesquels la France n'est pas en guerre et sans leur autorisation ;

– pour conduire des opérations (renseignement ou action) dont l'effet final recherché est militaire ;

– au profit de l'état-major des armées (EMA) ou d'un commandement de théâtre.

Il existe trois raisons pour lesquelles la France n'a pas à proprement parler d'unités militaires clandestines :

– la doctrine d'emploi des armées interdit aux militaires d'agir en civil (à l'exception des unités affectées à la DGSE), y compris aux unités spéciales ;

– les armées interviennent rarement sur le territoire national – à l'exception récente de l'opération *Sentinelle* –, car c'est le rôle de la Gendarmerie, force armée chargée de la sécurité intérieure ;

– l'Armée française n'a pas été confrontée, depuis la fin de la Guerre froide, à des opérations majeures sur des théâtres urbains à l'étranger.

Surtout, jamais aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Israël, les armées ne se sont ingérées dans la vie politique, ce qui a parfois été le cas en France jusqu'en 1962. Aussi, la crainte d'une tentative de putsch demeure présente dans

l'inconscient de certains politiques. D'où une certaine méfiance et des restrictions à l'engagement des armées sur le territoire national.

La doctrine française : les unités spéciales n'interviennent pas en civil

En France, les unités spéciales d'action ou de renseignement n'ont pas l'autorisation de remplir leurs missions en civil. Jusqu'à il y a peu, cette règle était aussi valable pour la Gendarmerie. C'est là un trait tout à fait spécifique de la doctrine française.

Son origine remonte à la Seconde Guerre mondiale et surtout à l'après-guerre, lorsqu'a été conçue notre doctrine d'action clandestine. Elle a établi une séparation stricte et excessive entre les unités commandos – on ne parlait pas alors de forces spéciales –, opérant en uniforme et relevant des armées, et les unités d'action clandestine dépendantes du service spécial et autorisées à agir en civil ou sous uniforme étranger. Il est intéressant de comprendre comment cette dichotomie entre les deux domaines s'est établie.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques disposaient de trois composantes pour conduire leurs opérations spéciales ou clandestines :

– un service de renseignement clandestin, le MI6, ne faisant que du renseignement ;

– un service d'action clandestine, le SOE, dont la majorité des membres provenaient du civil, chargé de conduire des actions de sabotage, des assassinats et d'assister les mouvements de résistance partout dans le monde contre le III^{e} Reich et ses alliés. Ses membres n'agissaient qu'en civil et sous identité fictive, même s'ils conduisirent de nombreuses opérations paramilitaires ;

– des unités spéciales, nombreuses et diverses (SAS, SBS, SRS, etc.), chargées d'opérations le plus souvent stratégiques au profit du haut commandement, ou d'opérations tactiques au profit d'un commandant de théâtre (cf. SAS en Libye).

À la fin du conflit, le SOE fut dissout et la guerre devenant « froide », les opérations paramilitaires clandestines furent très significativement réduites. Les rares qui furent conduites furent confiées au SAS et non au MI6.

De leur côté, Américains et Français n'eurent, pendant le conflit, qu'un service unique (OSS et BCRA), chargé du renseignement et des opérations clandestines, en sus de leurs unités spéciales.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les combattants français qui ont mené

de vraies opérations spéciales – en particulier la Force 136 et les Jedburghs – dépendaient du SOE ou du BCRA. Leurs missions étaient toutes de nature militaire, avec parfois un volet politique – la Force 136 fut chargée de rétablir l'autorité française en Indochine. Il s'agissait bien d'opérations spéciales et non d'actions clandestines : l'adversaire était généralement vite informé des actions derrière ses lignes ou de l'organisation d'un maquis. Ce n'était secret qu'un temps ; c'était parfois dissimulé, mais ce n'était pas du clandestin.

À la fin de la guerre, aux États-Unis comme en France, les opérations paramilitaires clandestines restèrent de la responsabilité des services spéciaux et ne furent pas confiées aux forces spéciales.

Outre-Atlantique, il fallut que survienne le tragique épisode de la baie des Cochons (1961) pour que la CIA se voie interdire de lancer des opérations paramilitaires de grande ampleur et que le Pentagone s'intéresse à nouveau aux opérations spéciales (cf. chapitre 8). Puis il faudra attendre la création du JSOC (1980) et surtout la déclaration de guerre au terrorisme (GWOT) pour que ces missions soient majoritairement reprises par les forces spéciales (JSOC), la CIA ne conservant qu'une petite structure chargée de ces opérations.

Si la situation a évolué aux États-Unis suite aux préconisations de la commission du 11 septembre, cela n'a pas été le cas en France où les opérations paramilitaires clandestines sont toujours restées dans le domaine du service spécial (DGER, puis SDECE, puis DGSE), qui a développé dans ce but un véritable service Action, composé exclusivement de militaires, seuls autorisés à intervenir en clandestins.

Ce dispositif, hérité de la Seconde Guerre mondiale, a été conservé en Indochine, avec une séparation entre les actions commandos (commandos marine, commandos du Nord-Vietnam, commandos de reconnaissance, 11e choc, etc.), rattachées aux armées, et les actions spéciales (GCMA[1]), pilotées par le SDECE. Or, l'encadrement des maquis indigènes était en tout point une action spéciale et non clandestine.

Cela s'est poursuivi pendant la guerre d'Algérie où les unités d'élite (commandos marine, centaines du 11e choc, etc.) agiront en tant qu'infanterie légère, comme les commandos de chasse ou les unités de réserve générale (parachutistes, Légion étrangère, commandos de l'air). À noter toutefois qu'en Indochine et en Algérie, certaines unités militaires reçurent l'autorisation

d'opérer déguisées et d'organiser des commandos composés d'ex-guérilleros repentis ou retournés[2].

La montée en puissance de « l'Action »

À l'issue des conflits liés à la décolonisation de son empire, la France allait être confrontée sur le continent africain à la subversion orchestrée par Moscou. Au cours des années 1960, l'Afrique subsaharienne fut agitée de soubresauts consécutifs à l'indépendance. Les assassinats politiques et les coups d'État se multiplièrent. La France intervint alors essentiellement à travers des opérations clandestines pilotées par le service Action, faisant appel à des agents locaux ou à des mercenaires : en Guinée, à partir de 1958, pour renverser le leader Sékou Touré qui s'était rapproché de Moscou ; au Katanga (Congo) à partir de 1969, et au Biafra (Cameroun) à partir de 1967.

Au milieu des années 1970, le colonel Alain de Marolles fut appelé au SDECE par Alexandre de Marenches pour développer l'Action, suite aux opérations qu'il avait conduites en Indochine et en Algérie, et aux enseignements qu'il en avait tirés. De Marolles définit alors une nouvelle conception de l'Action et créa un dispositif original réunissant, sous une même direction, les moyens clandestins et les forces spéciales. Il en fit un instrument d'une redoutable efficacité et cette nouvelle conception allait rester pour longtemps en vigueur.

Sous son commandement, le SA comprenait :

– un état-major Action, chargé d'analyser les situations, de concevoir et de conduire des opérations complexes ;

– un appareil clandestin en mesure de mener des actions invisibles grâce à ses infrastructures secrètes à travers le monde. Avant l'arrivée de de Marolles, il n'existait aucune infrastructure clandestine au SA, les opérationnels se contentant de couvertures offertes ou garanties par d'« honorables correspondants » (HC)[3]. Selon lui, les forces spéciales ne pouvaient être efficaces que si elles disposaient de l'appui d'un appareil clandestin, ce que ne faisaient jamais les militaires conventionnels. Elles devaient disposer, pour leurs missions, de leur propre dispositif de renseignement et de sécurité. Une force spéciale interarmées servant de réservoir humain pour la conduite des missions clandestines, capable d'agir en liaison avec cet appareil clandestin (interventions en appui et en relation avec les services secrets ou un réseau de

guérilla) ou en autonomie (formation de gardes présidentielles, encadrement de maquis ou d'armées étrangères). Le SA pouvait aussi conduire des actions directes, dans lesquelles ses forces spéciales opéraient revêtues d'uniformes étrangers[4].

L'Action occupait ainsi l'espace compris entre les missions clandestines et les opérations commando. Selon de Marolles, il n'était pas incompatible que les forces spéciales restent chargées des raids commandos de nature stratégique. Cela permettait d'augmenter leur expérience et de se maintenir au meilleur niveau en multipliant les engagements opérationnels.

Le service Action du SDECE se spécialisa alors principalement dans l'assistance aux mouvements armés anticommunistes, partout dans le monde. Après une première évaluation de terrain pour étudier la faisabilité de l'opération, ses hommes étaient dépêchés sur place afin de former des combattants et de mobiliser, à leur profit, un vaste réseau de sympathisants grâce à l'action psychologique.

Le chef de l'Action, officier ayant une double culture de la clandestinité et des forces spéciales, avait autorité sur les forces spéciales (notation, rémunération, avancement) pour les opérations concernant le SDECE. Pour leurs autres missions de caractère stratégique, celles-ci relevaient ponctuellement de l'autorité du chef d'état-major des armées.

Mais l'Action avait besoin d'une unité « réservoir » dans laquelle puiser ses opérateurs. Or, à l'issue de la guerre d'Algérie et de la rébellion d'une partie des cadres des armées contre le général de Gaulle, plusieurs régiments, dont le 11e choc, furent dissout. Seule la partie strictement clandestine de l'Action fut conservée. Le besoin d'un « bras armé » capable de réaliser des opérations paramilitaires secrètes se fit de nouveau sentir. Jusque-là, l'Action travaillait en prélevant des éléments au sein des différents régiments parachutistes composés d'engagés. Mais ni la spécialisation ni la confidentialité n'étaient assurées.

Il fut alors décidé que le 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (1er RPIMa) – alors chargé de la formation des engagés de la 11e division parachutiste – remplacerait le 11e choc comme réservoir du service Action. À cet effet, cette unité créa en son sein en janvier 1973 un groupement opérationnel (GO), comptant au départ une centaine d'hommes qui reçurent une instruction très poussée dans tous les domaines du combat, et qui devint le

bras armé du SDECE[5]. Le GO passa rapidement à l'action. En 1977, au Zaïre, ses équipes assurèrent des reconnaissances face aux rebelles venus d'Angola. Puis un an plus tard, elles y furent de nouveau déployées avant que le 2e REP ne vienne au secours de Kolwezi. Le GO fut également engagé à de très nombreuses reprises en Afrique. Il participa notamment à l'opération *Caban* (renversement de Bokassa en Centrafrique en 1979), mais il sera critiqué par le SDECE pour avoir opéré de manière trop visible, en uniforme français. Le GO fut dissout en 1981 par François Mitterrand. Une partie de ses éléments furent intégrés au service Action. Le reste du régiment rejoignit la 11e division parachutiste et se vit confier un rôle plus classique de reconnaissance[6].

À la fin des années 1970, le SDECE apporta son soutien au service marocain pour lutter contre le Polisario. Le SA organisa alors, avec l'accord du souverain chérifien et de ses généraux, « *une sorte de Long Range Desert Group, à l'image de cette unité britannique formée en Égypte pour monter des opérations derrière les lignes allemandes dans le désert d'Afrique occidentale pendant la campagne 1941-1943*[7] *»*. C'est le général Georges Grillot qui fut chargé de cette mission en liaison avec le service Action de Rabat dirigé par le colonel Dlimi. Puis le SA forma les Marocains afin qu'ils accueillent et forment à leur tour les combattants angolais de l'UNITA de Jonas Savimbi. La France avait choisi de soutenir le mouvement de Savimbi qui luttait dans son pays contre un régime soutenu par Moscou et appuyé par des conseillers militaires est-allemands et des unités cubaines. Ainsi le SA parvint à faire avec les services marocains ce que le KGB faisait avec les services des pays de l'Est : ils agissaient à sa place afin de ne pas engager la France.

Le SDECE participa ensuite activement au soutien apporté par les Occidentaux aux Afghans lors de l'invasion soviétique (1979). Le SA entraîna des combattants du commandant Massoud en France, au camp de Cercottes, et détacha divers conseillers auprès du « Lion du Panshir ».

Les années 1970 et 1980 verront ainsi l'apogée de l'action non conventionnelle française, dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest en Afrique et au Moyen-Orient. Le SA deviendra une composante majeure du SDECE et sera alors largement employé par les gouvernements de l'époque. Toutefois, une grande partie de ses missions – telles que la constitution de gardes présidentielles (GP), la protection de personnalités à l'étranger ou la conduite d'actions de guérilla et de contre-guérilla – relevèrent plus des opérations

spéciales que de l'action clandestine et la majorité d'entre elles eurent lieu dans le cadre des conflits dans lesquels l'Armée française était engagée. Si les hommes du SA firent la preuve de leur efficacité, ils n'en restaient pas moins des militaires, même non conventionnels. Cette culture montra ses limites en plusieurs occasions, au Liban (1983) et lors du fiasco d'Auckland (1985).

Aussi, bien que la France dispose depuis la Seconde Guerre mondiale d'une tradition de forces spéciales, elle n'en a pas tiré, à la différence des pays anglo-saxons, une culture spécifique au sein de l'institution miliaire. Notre pays a mis en place une segmentation poussée entre les unités commandos, opérant toujours en uniforme et parfois utilisées comme de simples unités de choc, et les unités relevant de la DGSE, plus proches de la conception anglo-saxonne, autorisées à intervenir en civil… mais n'agissant qu'au profit du service et non à celui des armées.

La création du COS

Cette stricte séparation des tâches fut confirmée lors de la création du Commandement des opérations spéciales (COS), à l'issue de la première guerre du Golfe[8].

Selon le texte de l'arrêté du 24 juin 1992, les attributions du COS comprennent la planification, la coordination et la conduite des actions *« menées par des unités des forces armées spécialement organisées, entraînées et équipées pour atteindre des objectifs militaires ou paramilitaires »*. Le domaine d'emploi privilégié du Commandement des opérations spéciales est celui des opérations non conventionnelles, incluant l'acquisition du renseignement à fin d'action. Les missions du COS, en autonomie ou au sein d'une force conventionnelle, sont de deux types :

– les actions directes, qui recouvrent l'appui opérationnel d'unités sur le terrain grâce à la mise en œuvre de savoir-faire spécifiques ; la reconnaissance dans la profondeur (renseignement) ; la neutralisation, relevant de compétences propres aux commandos et concernant en particulier le contre-terrorisme ; la libération d'otages ; les actions en profondeur ; l'arrestation de personnes ; les opérations de diversion et de déception dans le camp adverse ; l'extraction de ressortissants ;

– les actions dites « d'environnement », qui comprennent l'assistance militaire à l'étranger ; la protection rapprochée des autorités militaires

nationales ; les affaires civilo-militaires (ACM), via la réalisation d'expertises initiales de théâtres consistant à évaluer de façon précise une zone de crise (contexte politique, économique, humain) afin de faciliter le déploiement de troupes conventionnelles.

Dans le cadre de la doctrine française, les unités agissant pour le compte du COS accomplissent des opérations spéciales au profit du commandement militaire et non des opérations clandestines au bénéfice de la politique étrangère. Qui dit « unité des forces armées » dit opération en uniforme. Les opérations paramilitaires clandestines à l'étranger constituent en revanche toujours la chasse gardée de la DGSE.

Le rôle de la Gendarmerie en matière de renseignement et d'antiterrorisme

La seconde raison pour laquelle des unités militaires clandestines n'ont pas émergé en France est l'existence de la Gendarmerie nationale. La recherche du renseignement est l'une des missions constitutives de cette arme, ainsi que le stipulent les textes régissant son fonctionnement (lois et ordonnances de 1778, 1791, 1820, 1903, etc.). Son action en la matière concerne trois domaines : la surveillance générale du territoire et des populations (manifestations, troubles), la lutte contre les activités et organisations criminelles, et la détection des actions touchant à la sûreté de l'État (espionnage, subversion, terrorisme[9]). La Gendarmerie intervient aussi à l'étranger. Certains de ses éléments spécialisés sont systématiquement engagés avec les armées sur les théâtres d'opérations extérieurs pour des missions prévôtales (police militaire), d'expertise judiciaire (police scientifique) et surtout, de recherche opérationnelle. Elle entretient à ce titre des relations permanentes avec les services de renseignement militaire (DRSD, DRM), ainsi qu'avec la DGSE.

Depuis le début des années 1990, la fonction « renseignement » de la Gendarmerie s'est encore développée pour faire face notamment aux événements en Corse. Des unités spécialisées ont été mises sur pied et la possibilité d'intervenir en civil leur a été accordée dans certains contextes. Puis la loi de 2015 relative au renseignement a fait de l'armée un acteur spécialisé du « deuxième cercle » de la communauté du renseignement. Aux termes de l'article L. 811-3 du Code la sécurité intérieure, la Gendarmerie – et plus spécifiquement la sous-direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO) –

peut recourir aux techniques de renseignement permises pour prévenir « *les atteintes à la forme républicaine des institutions, les actions tendant au maintien ou à la reconstitution de groupements dissout ainsi que les violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique* ». En conséquence, de nombreux opérateurs – en particulier des acteurs de la chaîne judiciaire et du GIGN – ont été formés à la recherche opérationnelle du renseignement pour faire face à la montée en puissance de nouvelles menaces (criminalité organisée transnationale, djihadisme, mouvements contestataires violents).

Les unités de renseignement de la Gendarmerie s'organisent aujourd'hui en trois niveaux :

– les cellules départementales d'observation et de surveillance (CDOS), placées auprès de certaines brigades départementales de renseignement et d'investigations judiciaires (BDRIJ) ;

– les groupes d'observation et de surveillance (GOS) intervenant au profit des sections d'appui judiciaire (SAJ) au niveau régional ;

– la « Force Observation/Recherche » (FOR[10]) du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN), seule apte à intervenir à l'étranger. La formation particulièrement poussée reçue par cette unité en fait un acteur reconnu en matière de mise en œuvre des techniques avancées de renseignement. Ses membres sont rodés à la pose de capteurs dans les milieux les plus dangereux.

La FOR a notamment développé une forte expertise dans le domaine du *tracking* (procédé de suivi à distance en posant une balise radio ou satellite sur un véhicule) et de la sonorisation (pose de microphones dans des locaux ou des lignes téléphoniques). En effet, vu qu'il est impossible d'infiltrer les groupes terroristes, elle a mis au point des techniques et des outils pour le faire à distance. Ses balises électroniques sont intégrées dans les endroits les plus anodins, tout comme ses micros. Le GIGN est aussi connu pour intégrer ses capteurs, notamment des caméras, dans les endroits les plus improbables : fausses caches ou faux parpaings, pare-chocs de voiture, etc[11]. L'unité s'est ainsi dotée des capacités d'observation à distance et d'intégration de capteurs. Le recours à ces moyens ne permet pas de s'affranchir du nécessaire renseignement humain de contact, mais autorise à ne pas entretenir en permanence une surveillance visible autour des suspects[12].

Ces compétences développées en France pour lutter contre la grande

délinquance et le terrorisme intérieur – basque, corse et islamiste – vont trouver une autre application sur les théâtres d'opérations extérieurs, car jusqu'à la fin des années 1990, les forces spéciales, essentiellement centrées sur leur techniques commando, ne possèdent alors encore pas cette capacité[13]. C'est le général Philippe Rondot, alors conseiller « renseignement et opérations spéciales » du ministre de la Défense, qui a eu l'idée de faire appel au GIGN pour repérer, surveiller et interpeller les criminels de guerre dans les Balkans. La DGSE aurait pu s'en charger, mais son engagement sur un théâtre d'opérations militaires pour une opération de police n'apparaissait pas pertinent. C'est donc à la FOR que fut confiée cette mission de recherche de renseignements. Entre 1992 et 1998, une quinzaine d'opérations seront ainsi menées sur des cibles définies par le général Rondot, dont Radovan Karadzic[14]. Les gendarmes opèreront en civil la plupart du temps afin de se fondre dans l'environnement local.

À noter que si une insurrection majeure survenait en France – en Corse, au Pays basque, en Nouvelle-Calédonie ou dans certaines banlieues –, cela serait d'abord à la Gendarmerie – notamment via ses groupes d'observation et de surveillance (GOS) et ses unités d'intervention (GIGN et ses antennes) – voire à la police (DGSI, BRI) que ce type de mission serait confié et non aux armées, même si ces dernières peuvent être mobilisées pour des missions d'appui (cf. opération *Sentinelle*). Les événements de Nouvelle-Calédonie (1988) ont toutefois montré que les autorités n'hésitaient pas à faire appel au SA de la DGSE et aux unités relevant aujourd'hui du COS pour conduire une intervention.

L'absence d'opérations majeures en milieu urbain à l'étranger

Troisième explication : le type de conflits auxquels la France a été confrontée depuis soixante ans n'a pas créé le besoin d'unités militaires clandestines de renseignement.

Pendant la guerre d'Algérie, les armées étaient engagées sur un théâtre considéré alors comme un territoire français, et évoluaient en milieu urbain (bataille d'Alger). Certaines unités d'élite intervenaient parfois sous déguisement et en intégrant dans leurs rangs des combattants du FLN retournés pour conduire des opérations antiguérilla. Mais depuis la fin de ce conflit, la France n'a pas connu le type de situations auxquelles Américains

(Irak), Britanniques (Ulster, Irak) et Israéliens (Cisjordanie, Gaza), voire Russes (Tchétchénie), ont été confrontés : terrorisme majeur en milieu urbain avec le soutien d'une partie de la population et de réseaux internationaux. Nos interventions ont lieu le plus souvent en milieu naturel – Sahel, désert, etc. – contre des groupes armés ne bénéficiant pas ou prou de soutien populaire[15].

En conséquence de ces trois explications, la France n'a guère fait évoluer son dispositif hérité de la Seconde Guerre mondiale et se caractérise aujourd'hui par la persistance d'un double dispositif d'action (COS/SA) et de lacunes en matière de « renseignement spécial » au sein des armées.

La persistance d'un double dispositif d'opérations spéciales

Les moyens du COS

Le COS est un organisme interarmées placé directement sous l'autorité du chef d'état-major des armées (CEMA). Commandement opérationnel, il planifie et conduit sur son ordre des opérations spéciales. Il regroupe environ 4 500 hommes. Ses moyens opérationnels sont organisés en plusieurs « cercles » d'unités, autour d'un noyau central regroupant les forces spéciales proprement dites. En complément, il peut faire appel à d'autres unités – provenant des trois armées et de la Gendarmerie – qui ne lui sont pas organiquement subordonnées. Elles constituent un réservoir de forces dans lequel il puise en fonction des missions.

Le COS comprend les unités suivantes :

– le commandement des forces spéciales terre (CFST), regroupant le 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (1er RPIMa, Bayonne) ; le 13e régiment de dragons parachutistes (13e RDP, camp de Souge) et le 4e régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4e RHFS) ;

– le groupement des fusiliers-marins commandos, composé des quatre commandos d'assaut amphibie Jaubert, Trepel, de Montfort et de Penfentenyo, d'un commando de soutien (Lorient) et du commando des nageurs de combat Hubert (Saint-Mandrier) ;

– des unités dépendantes de l'Armée de l'air : commandos parachutistes de l'air (CPA) n° 10 et n° 30 ; escadron d'hélicoptères 1/67 Alpilles ; escadron de transport 3/61 Poitou.

En complément, le COS peut faire appel notamment au Groupe

d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN), au groupement des commandos parachutistes (GCP) de la 11e brigade parachutiste et au groupement des commandos de montagne (GCM) de la 27e brigade de montagne.

Enfin, un « troisième cercle » regroupe les nombreuses autres unités de l'Armée de terre à capacité spéciale : 2e régiment de hussards, plongeurs du génie chargés des interventions offensives, 2e régiment étranger de parachutistes, 17e régiment de génie parachutiste, etc.

Les forces spéciales de la DGSE

Parallèlement au COS, la DGSE dispose toujours de ses propres moyens d'action spéciale. Rattaché à la direction des opérations (DO), le SA regroupe environ 1 000 hommes[16] et se compose d'un état-major (situé au fort de Noisy-le-Sec, en banlieue parisienne) et de quatre unités :

– du Centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES, clandestins de Cercottes) ;

– du Centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS, commandos de Perpignan) ;

– du Centre parachutiste d'entraînement aux opérations maritimes (CPEOM, nageurs de combat de Quelern) ;

– du groupe aérien mixte 56 Vaucluse (Évreux).

Le Centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES) est la composante la plus secrète du SA, regroupant des éléments opérant toujours en civil pour des missions de renseignement à fin d'action et surtout d'action (élimination, sabotages, exfiltration, protection de chefs de poste, etc.), ainsi que diverses cellules spécialisées développant des savoirs spécifiques aux actions clandestines (explosifs, effraction, etc.).

Le Centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS) a repris les missions jadis dévolues au GO du 1er RPIMa. Ses hommes sont organisés en plusieurs commandos et s'entraînent en montagne, en jungle comme en zone désertique. Ils pratiquent aussi bien la libération d'otages et la protection rapprochée que l'instruction de mouvements de guérilla. Ils réalisent également des missions de renseignement en territoire hostile, soit de type militaire (caches), soit en civil. Le CPIS dispose également d'une section spécialisée en matière de chute à très grande hauteur (TGH) et de dérive sous voile (DSV). À partir de l'automne

2001, certains de ses hommes ont été envoyés en Afghanistan afin de participer à l'instruction des combattants de l'Alliance du Nord et à la traque des terroristes d'Al-Qaïda, aux côtés des forces spéciales américaines et britanniques.

Auparavant installé à Aspretto, en Corse, le Centre parachutiste d'entraînement aux opérations maritimes (CPEOM) a été déplacé en Bretagne suite à l'affaire du *Rainbow Warrior* (1985). Ses nageurs de combat se sont spécialisés dans les actions subaquatiques, entretenant des savoir-faire comparables à ceux du commando Hubert de la Marine nationale. Le CPEOM dispose également d'une section nautique : à l'origine, celle-ci était chargée de préparer et d'entretenir le matériel des nageurs de combat ainsi que de les amener à pied d'œuvre. Mais elle s'est ensuite spécialisée dans les interventions antiterroristes en milieu maritime (navires, ports, plateformes off-shore). Elle s'est dotée à cet effet de navires d'attaque rapides et ses hommes ont effectué de nombreux stages à l'étranger, notamment auprès des SAS et SBS. Au cours de la seconde moitié des années 1990, les membres du CPEOM ont notamment assuré – avec les commandos du CPIS – la protection des navires de passagers effectuant la liaison entre la France et l'Algérie, afin de prévenir tout risque de prise d'otages à bord, grâce à des équipes embarquées en civil.

Le groupe aérien mixte 56 Vaucluse est la composante aérienne du SA. Il dispose d'une dizaine d'aéronefs : avions de transport tactique (Transall, Hercules), avions de transport léger (Twin Otter) et hélicoptères. Il est chargé de l'entraînement des différentes composantes du SA (parachutisme, aérocordage, assaut aérien, etc.) et d'assurer leur mise en place, leur ravitaillement et leur récupération par voie aérienne. Il est également responsable de l'acheminement des valises diplomatiques. Ses pilotes sont hautement qualifiés, spécialistes du vol tactique dans de mauvaises conditions, de la navigation de nuit et par tous les temps, ainsi que des largages en mer au profit du CPEOM. Ils ne respectent pas les règles de l'aviation civile, ce que sont obligés de faire l'Armée de l'air et généralement le COS.

Les unités « action » de la DGSE, héritières d'un passé prestigieux (11e choc), sont, par leur vocation et leurs compétences, en tout point comparables aux unités spéciales britanniques (SAS/SBS) ou aux unités du JSOC américain. Mais, différence majeure, elles n'agissent pas au profit du commandement

militaire.

Une réforme impossible ?

Lorsqu'il était commandant des opérations spéciales, le général Christophe Gomart avait émis l'idée d'intégrer au sein du COS, *« compte tenu de la similitude des missions, environ cinq cents personnes du SA (CPIS et CPEOM) qui se trouvaient disponibles, bien formées, et auraient renforcé nos effectifs, tout en apportant des savoir-faire utiles*[17] ». Mais cette proposition fut rejetée.

Pourtant, selon lui, *« les hommes du CPIS ou du CPEOM, tout comme ceux du GAM 56, exercent des métiers assimilables à ceux du COS. […]. Ces derniers procèdent comme des militaires, utilisent le même type de vecteurs aériens que ceux utilisés par le COS (Transall C160, Hercules C130, DHC-6 Twin Otter, hélicoptères Cougar ou Caracal), se retrouvent ensemble sur les mêmes théâtres d'opérations (Tchad, Afghanistan, Libye, Irak, Syrie, Mali, Niger, Mauritanie, etc.), participent à la formation et l'instruction opérationnelle de militaires de même pays (Mauritanie, Niger, Irak...), tout comme de groupes de l'opposition armée (Syrie entre autres)*[18]. » Il ajoute : *« L'opérateur des forces spéciales ressemble à s'y méprendre au clandestin du SA. D'ailleurs, parmi ces derniers, un bon nombre sont d'abord passés par les unités du COS. Sinon, ils sont passés de façon quasi systématique par des unités parachutistes ou les troupes alpines et n'ont pas pu accéder aux forces spéciales au début de leur carrière. Ils rejoignent alors directement les unités du SA*[19]. »

Illustration de la confusion des genres jusque dans l'esprit des opérateurs, en 1991, parce qu'ils n'étaient pas engagés dans la guerre du Golfe à laquelle participèrent le 13e RDP et les CRAP, plusieurs membres du CPIS Perpignan quittèrent le SA. Or ce n'est pas le rôle d'un SA de participer à une intervention militaire.

La question mérite donc d'être posée : un rapprochement est-il envisageable entre le COS et une partie du SA afin de mettre un terme à la redondance et à la dispersion des moyens ? En 1993, un groupe de travail chargé de proposer une réorganisation de la DGSE à Jacques Chirac, présidé par Michel Roussin, suggéra qu'il était inutile de conserver autant d'effectifs combattants au sein du service, là où un petit noyau de clandestins, voire un groupe d'intervention spécialisé, suffisait. Il préconisa, en vain, le transfert de la majorité des capacités du SA au COS[20].

En effet, la DGSE s'est toujours opposée à voir ses forces spéciales intégrées au sein du COS, comme l'explique Claude Silberzahn, ancien directeur du service (1989-1993) :

« Lorsque le chef d'état-major des armées a voulu créer, en 1991, un Commandement interarmées des forces spéciales, une discussion vive s'est engagée, puis un conflit. Car son idée était, à cette occasion, de récupérer le service Action pour le placer dans son giron. […] Mes arguments contre ce rattachement reposaient in fine sur une idée simple : si les forces spéciales de la DGSE avaient dû rejoindre le COS, notre pays se serait privé de toute possibilité d'action clandestine. Et certaines opérations ouvertes mais extrêmement délicates n'auraient pu être menées dans la confidentialité, dans la mesure où la longueur de la chaîne hiérarchique des armées et leur volonté permanente de médiatisation de leurs actions constituent des obstacles infranchissables pour ce qui doit être accompli dans le secret[21]*. »*

Le président de la République et le ministre de la Défense d'alors donnèrent raison au directeur de la DGSE. Car, à l'époque, dans le système français, lorsqu'une opération devait être menée discrètement et rapidement, seul le SA était capable d'agir en limitant le nombre de personnes au courant.

« Ce que la DGSE appelle forces spéciales, ce sont des groupes, généralement armés, dont la fonction est d'agir dans la clandestinité. Quand les forces de la DGSE interviennent quelque part, elles sont la plupart du temps vouées à le faire anonymement, alors qu'il ne saurait être question que ce que les armées appellent leurs forces spéciales ôtent leurs uniformes et leurs bérets pour partir en opération : elles constituent des unités de l'Armée française qui, déployées sur un théâtre extérieur, engagent l'État, la nation. En revanche, lorsque les forces de la DGSE agissent quelque part, elles n'engagent personne d'autre qu'elles-mêmes[22]*. »*

Un tel argument apparaît pour le moins fallacieux lorsque l'on connaît la réalité d'une grande partie des missions du SA et la capacité de ce service à agir vraiment clandestinement, à l'image de l'opération de neutralisation du *Rainbow Warrior* (1985). Les services britanniques, russes, américains et

israéliens ne disposent pas, comme nous, d'un service action aussi développé, doté de sa propre escadrille aérienne. Ils confient ces tâches aux forces spéciales et ne se concentrent que sur des activités vraiment clandestines.

Une séparation des tâches peu pertinente

La doctrine française oppose donc davantage que dans les pays anglo-saxons les opérations spéciales aux opérations paramilitaires clandestines. En France, la différenciation entre les opérations spéciales et les opérations clandestines passe principalement par la capacité à opérer en civil. Du point de vue anglo-saxon, cette capacité s'applique parfaitement aux forces spéciales, qui se doivent de prendre toutes les mesures possibles afin d'assurer la dissimulation d'une opération. En effet, le mode clandestin ne se limite pas à cette seule technique, laquelle n'est discriminante que dans les états-majors français.

Opérer en civil, en uniforme indéterminé voire sous uniforme étranger n'est pas un critère suffisant.

Si intervenir sous uniforme ennemi ou en civil contrevient aux lois de la guerre, cela n'est pas pour autant une opération clandestine… mais une ruse de guerre. Une opération clandestine nécessite de fausses identités, de faux papiers, des légendes, des moyens d'infiltration et d'exfiltration clandestins, une action normalement indétectée, etc. Ainsi, une unité commando peut être conduite à agir déguisée pour s'emparer de points stratégiques dans le cadre d'une offensive militaire pour surprendre l'ennemi. D'ailleurs, en Indochine et en Algérie, diverses unités françaises ont agi déguisées en viêt-minh ou en fellaghas pour conduire leurs opérations.

C'est en l'espèce le point de vue que défend le général Gomart :

> *« Cette question du port de l'uniforme, ou pas, n'a, de mon point de vue, plus lieu d'être. La tenue doit être adaptée à l'environnement afin de ne pas être vu ou reconnu pour ce que l'on est. Sinon, il n'y a plus de discrétion. […] La tenue dans mon esprit doit s'adapter à l'environnement. C'est la méthode britannique. Peu importe le port ou le non-port d'un uniforme, la carte d'identité militaire dans la poche fait foi et indique l'appartenance, quand bien même l'individu est en tenue civile adaptée. C'est ce que j'appelle le silhouettage. Des reproches peuvent être faits aux forces spéciales sur le thème : "Vous n'êtes pas en tenue militaire ? Quelle est cette tenue non réglementaire ?"*

La réponse, c'est que la mission commande. La tenue est adaptée à l'environnement dans lequel nous devons évoluer[23]*. »*

L'exemple du conflit libyen

À l'occasion de l'intervention de l'OTAN en Libye (avril 2011), 70 membres du personnel du COS ont été déployés en Libye – à Benghazi, à Misrata et dans le djebel Nefoussa. Ces détachements n'avaient pas pour mission de faire le coup de feu. Ils ne se sont rendus à proximité des lignes qu'accompagnés des membres des katibas insurgées. *« Leur mission consistait pour l'essentiel à : aider les Libyens à mettre en place des centres opérationnels coordonnant l'activité des insurgés ; fournir des renseignements à Paris ; permettre un contact fiable et sécurisé entre les insurgés et l'OTAN, sans jamais aller jusqu'à une véritable coordination*[24]*. »*

Les forces spéciales françaises opéraient en civil, aux côtés de leurs homologues britanniques, italiennes, qataries et émiraties. En effet, comme l'explique le général Gomart : « *En Libye, le COS s'est vu contraint de demander à chacun de ses membres de laisser son uniforme au vestiaire, à la demande des Libyens eux-mêmes qui […] refusent mordicus de reconnaître la présence de troupes étrangères à leurs côtés. De ce fait, les uniformes étrangers étaient proscrits*[25]*. »*

En revanche, les commandos marine qui ont conduit les raids côtiers opéraient en tenue :

« À moins de cinq reprises, les commandos marine, embarqués sur des frégates croisant au large, ont mené des raids contre des objectifs au sol. Ils l'ont fait à leur manière traditionnelle, c'est-à-dire en arrivant à bord de Zodiacs et en repartant dès la mission accomplie, ne restant que quelques courtes heures sur le sol libyen. Ces raids, dont l'existence n'avait jamais été révélée […] visaient les flux logistiques des forces kadhafistes et se déroulaient au même moment que les frappes des hélicoptères de l'ALAT autour de Bréga[26]*. »*

À partir de 2014, le SA de la DGSE a apporté son soutien au maréchal Khalifa Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne (ANL). Malheureusement, le 17 juillet 2016, un hélicoptère de l'ANL est touché par missile antiaérien des milices pro-Daech. L'appareil s'écrase et ses passagers trouvent la mort. Or, parmi eux figurent trois sous-officiers du CPIS[27].

« Leur détachement prétendait auprès de ses interlocuteurs libyens faire partie des forces spéciales. Ils portaient un uniforme alors même que les hommes du COS se trouvaient en tenue civile. […] Dans les faits, il arrive à la DGSE d'utiliser sans la moindre autorisation une soi-disant appartenance au COS comme une couverture. […] Ses avions vont même jusqu'à utiliser sans vergogne les immatriculations de ceux du COS. Cela crée un mélange des genres qui n'est bon ni pour les uns ni pour les autres[28]*. »*

De même, lors de la prise de Derna en juin 2018, entre 35 et 60 opérateurs du CPIS auraient participé à l'opération aux côtés de l'ANL, notamment en assurant son appui avec des mortiers. Qui peut dire dès lors que la présence française a été clandestine ?

Une opération véritablement clandestine est bien plus qu'une opération secrète.

Former des guérilleros étrangers au fin fond de la brousse ou de la jungle ne nécessite pas beaucoup de clandestinité. Il faut seulement ne pas être détecté lorsque l'on se rend sur le théâtre d'opérations et si possible en revenir discrètement. Ce n'est pas comme opérer plusieurs années dans Beyrouth en solo. Certes, en matière de sécurité, les vulnérabilités sont réelles : les stagiaires connaîtront le visage de leurs instructeurs – sûrement pas leur vrai nom, mais probablement leur nationalité. Ils comprendront que ce sont des militaires d'active ou des ex-militaires, voire des mercenaires... Peu importe, cela signifie qu'il n'est nul besoin de les doter d'une couverture élaborée, il faut seulement protéger leur identité réelle. Pour ce type de mission, il suffit d'envoyer des opérateurs des forces spéciales et non des clandestins qui seraient alors « grillés » définitivement. En effet, comme il y a probablement parmi les stagiaires quelqu'un qui renseigne d'autres services, les instructeurs seront photographiés, leurs empreintes digitales et leur ADN pourront être prélevés, ce qui ne leur permettra plus d'opérer ensuite.

Par ailleurs, comme le fait justement remarquer le général Gomart :

« Quand la clandestinité ne résiste que quelques jours, ce n'est plus de la clandestinité. J'observe incidemment que les nageurs du CPEOM disposent

d'un bâtiment de soutien à la plongée (BSP), l'Alizé, armé par la Marine nationale et identifié sans conteste possible comme un navire français, puisqu'il arbore le pavillon tricolore et autres marques de nos navires de guerre. Où se trouve donc la clandestinité de ce navire ? Sa présence dans n'importe quel port du monde n'est-elle pas "attribuable" à la France et "revendicable" par elle[29] *? »*

Il ajoute :

« Il faudrait qu'on m'explique très longtemps quelle serait la vraie différence entre les nageurs de combat du COS et ceux du CPEOM. Les nageurs de combat du commando Hubert, donc du COS, suivent exactement le même stage de formation, le fameux "cours nageurs", à ceci près que les uns appartiennent à la Marine alors que ceux du SA appartiennent à l'Armée de terre. Quand j'interroge mes camarades de la DGSE, ils me répondent que leurs nageurs de combat sont clandestins. Mais encore ? Quand on sort à la palme d'un sous-marin noir en immersion, ce navire est discret, c'est vrai, mais il n'est pas (du tout) clandestin. Sa présence est "attribuable" à la France, sa signature acoustique est française. Mon argument faisant mouche, ils poursuivent : "Oui, mais bon, quand ils vont récupérer un type sur une côte, c'est clandestin." Ce que le commando Hubert fait d'ailleurs exactement de la même façon… C'est-à-dire clandestinement, s'il le faut, ou discrètement[30]*. »*

Pour le général Gomart, un exemple illustre à merveille cette situation *:*

« Peu après l'élection de François Hollande, à l'été 2012, le général syrien Manaf Tlass, jusqu'alors soutien du régime de Bachar el-Assad, avait été exfiltré de Syrie par les nageurs de combat de la DGSE. Opération clandestine, jusqu'à ce que quelques jours plus tard, le général lui-même déclare sur BFM TV : "Des services français m'ont aidé à sortir de Syrie et je les en remercie." Il ne faut guère de temps pour que le ministre Jean-Yves Le Drian le confirme lors d'une conférence de presse : "Si [le général Tlass] le dit, c'est que ce doit être vrai. Je ne puis pour ma part faire aucun commentaire". Il n'a pas donné la marque des jet-skis utilisés pour le faire sortir ni le nom du yacht "ami" qui l'a recueilli… Mais pour ce qui est de l'action "clandestine", on en est très loin ! Donc, dès lors que la France la revendique, on est dans le cadre de l'opération discrète, pas

clandestine[31]*. »*

Selon lui, ce qui compte, c'est la « revendicabilité » ou non de l'action. Si celle-ci est reconnue, en cas de découverte de l'opération, elle n'est plus clandestine (cf. opération *Satanic*, 1985). Si l'action n'est pas revendiquée, même en cas d'échec, alors elle est clandestine.

> *« Ce cas de figure n'arrive plus jamais, car aujourd'hui tout se sait très vite, en particulier via les réseaux sociaux diffusant les images prises par les smartphones. La limite entre action clandestine et action discrète est de ce fait devenue très ténue, voire inexistante. À telle enseigne que le gouvernement français n'annonce jamais l'envoi de ses forces spéciales dans une opération, pas plus qu'il ne le fait pour le SA, bien sûr*[32]*. »*

Au Royaume-Uni, en Israël et aux États-Unis, les services spéciaux disposent tous d'une petite branche action, mais aux effectifs réduits. Elles ne sont chargées que des opérations véritablement clandestines et n'engagement jamais plus qu'une poignée d'hommes sur un objectif afin que leur action demeure indétectée ou inattribuable. L'essentiel des autres opérations – renseignement ou action – est confié aux forces spéciales. Cette répartition des rôles s'est encore renforcée dans la cadre de la lutte contre le terrorisme djihadiste.

Des quatre pays, c'est la France qui dispose de la branche action la plus importante au sein de son service de renseignement et d'action extérieure. Et de très loin. Les effectifs du SA sont nettement plus important que ceux des unités Shadow du SIS, du SAC de la CIA, ou du Kidon du Mossad, en nombre comme en proportion.

Service	**Effectifs**	**Effectifs « Action »**
SIS	3 500 à 4 000	environ 100
CIA	22 000 à 24 000	quelques centaines
Mossad	2 000	environ 50
DGSE[33]	6 500 hors SA	environ 1 000

Aux États-Unis, c'est le rapport de la commission d'enquête sur les attaques

terroristes du 11 septembre qui a mis en lumière la redondance des moyens d'action de la CIA et de l'USSOCOM et proposé de transférer l'essentiel de ces missions au Pentagone, ce qui a été fait en partie (cf. chapitre 15). En conséquence, aujourd'hui, les forces spéciales américaines interviennent sur les deux modes *covert* et *clandestine*. Dans le second cas, elles peuvent être amenées à opérer en civil. Cette possibilité a été mise largement à profit au cours des conflits afghan et irakien.

En France, nous avons conservé deux appareils parallèles, souvent redondants, parfois complémentaires, pour les opérations spéciales et les actions paramilitaires clandestines, en raison d'une doctrine qui fait la confusion entre le secret, la dissimulation et la clandestinité. L'argument selon lequel l'exécutif ne peut déclencher des interventions rapides sans l'aval du Parlement n'est plus valable depuis la création du COS et de la délégation parlementaire au renseignement (DPR[34]).

En réalité, le service Action de la DGSE est bien une unité militaire clandestine gérée et financée par le ministère de la Défense. Ses hommes sont tous des militaires d'active, susceptibles de reprendre un poste dans une unité classique à l'issue de leur séjour au SA. Toutefois, il n'intervient jamais au profit des opérations et parfois même en rivalité avec elles. Le SA pourrait presque être comparé au JSOC américain, car ses quatre composantes – Perpignan, Cercottes, Quelern, GAM 56 – sont en quelque sorte les pendants clandestins du 1er RPIMa, du 13e RDP, des commandos marine et du 4e RHFS. Cependant, le JSOC ne relève pas de la CIA, mais du Pentagone.

1. Créé à la fin de 1950 par le colonel Belleux, chef du SDECE à Saïgon, et par le patron du service Action à Paris, le groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA) avait pour mission d'entretenir l'insécurité en zone Viêt-Minh (embuscades, sabotages) en procédant à la mise en place clandestine d'agents du renseignement chargés de la constitution de réseaux anti-Viêt-Minh et en implantant des maquis au sein des minorités ethniques ou religieuses. Le GCMA intervenait également parfois au profit des forces conventionnelles, en recherchant du renseignement ou en effectuant des destructions au profit des opérations majeures. Il réalisa de nombreux débarquements sur les côtes d'Annam, missions qui, si elles l'éloignaient de sa vocation première, avaient pour but de faire reconnaître son utilité par les autorités militaires classiques. Car tout au long de son existence, le GCMA ne cessa de se heurter à des problèmes en tout genre : difficultés à obtenir des matériels en quantité suffisante, hostilité de la hiérarchie militaire vis-à-vis des formes non orthodoxes de la guerre, pénurie d'officiers et de cadres, etc. Il ne parviendra jamais à honorer son tableau d'effectifs.

2. Notamment le commando Vandenberghe en Indochine et les commandos George, Yatagan, ou

Cobra en Algérie.

3. Entretiens du 19 janvier et du 12 février 1998 avec le général de Marolles.

4. Général Alain de Marolles, « La tradition française de l'action invisible », *in* Pierre Lacoste (dir.), *Le Renseignement à la française,* Paris, Economica, 1998, p. 335-354.

5. Le 1er RPIMa est *« mis à la disposition du gouvernement pour l'exécution de missions particulières définies par le Premier ministre ou le ministre de la Défense »* à compter du 27 janvier 1975. Un protocole d'accord est signé entre le CEMA et le SDECE le 2 mai 1976. L'emploi du GO est dès lors confié au service Action, mais il faudra attendre deux années pour que cette unité soit en capacité de remplir ses missions (Damien Mireval, *Tchad : les guerres secrètes de la France*, VA Éditions, Paris, 2020, p. 150).

6. Le 1er RPIMa se recentra alors sur des missions moins secrètes, constituant des détachements d'assistance opérationnelle et militaire (DAO et DAMI) chargés d'assister des forces alliées, notamment en Afrique. Il se spécialisa ensuite en fournissant des unités de recherche (URH) avant de devenir l'unité de reconnaissance de la Force d'action rapide (FAR). Il assura également l'entraînement des commandos de recherche et d'action dans la profondeur (CRAP) de la 11e division parachutiste. Le 1er RPIMa participa à l'opération *Manta* au Tchad à partir de 1983 et à l'opération *Oside* aux Comores en 1989. Pendant la guerre du Golfe (1991), il encadra un groupement de commandos de renseignement et d'action dans la profondeur, fournis par les régiments de la 11e division parachutiste, affecté à la division Daguet. En 1992, le 1er RPIMa sera affecté au Commandement des opérations spéciales nouvellement créé. Depuis cette date, le régiment participe à toutes les opérations menées par le COS.

7. Michel Roussin, *Le Gendarme de Chirac*, Albin Michel, Paris, 2006, p. 103-104.

8. La décision de créer le COS date du tout début des années 1990, soit avant la guerre du Golfe. Le CEMA de l'époque, le général Schmitt, avait lancé les travaux visant à la création d'une entité commando subordonnée à l'EMA, capable d'actions fulgurantes, mais en agissant sous identité réelle et en uniforme (D. Mireval, *op. cit.*, p. 281).

9. Il convient de rappeler que, dès le milieu des années 1970, pionnière en la matière, la Gendarmerie a développé ses moyens d'action antiterroriste avec la création du GIGN, unité chargée d'intervenir en France comme à l'étranger.

10. Anciennement Groupe d'observation et de recherche (GOR).

11. Jean-Marc Tanguy, *Missions extrêmes : le GIGN et l'EPIGN en opération, 1976-2017*, Histoire & Collections, Paris, 2017, p. 18.

12. *Ibid.*, p. 43-44.

13. *Ibid.*, p. 41.

14. En cette occasion (décembre 1998), le GIGN parvint à placer deux balises électroniques sur les véhicules du fils et de la fille de celui-ci, mit sur écoute son épouse et installa un système de surveillance vidéo en face du chalet familial. Les véhicules des gardes du corps du leader serbe ainsi que les domiciles de ses proches furent également « piégés » par divers systèmes (J.-M. Tanguy, *op. cit.*, p. 128).

15. Nos interventions à Beyrouth (1982-1984) ont été des missions de maintien de la paix et non de combat.

16. La DGSE compte environ 5 600 agents à plein temps, hors service Action, et environ 1 000 militaires au sein de ce service.

17. Général Christophe Gomart, *Soldat de l'ombre : au cœur des forces spéciales*, Tallandier, Paris, 2020, p. 264.

18. *Ibid*.

19. *Ibid.,* p. 232.

20. Cf. Éric Denécé, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, *op. cit*.

21. Claude Silberzahn, *Au cœur du secret : 1500 jours aux commandes de la DGSE*, Fayard, Paris, 1995.

22. *Ibid.*

23. Ch. Gomart, *op. cit.*, p. 232-234.

24. Billet de Jean-Dominique Merchet, disponible sur le blog de l'auteur : « Secret Défense », *L'Opinion.fr*, 20 décembre 2012 [en ligne]. https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense [consulté le 11/05/2021].

25. Ch. Gomart, *op. cit.*, p. 233.

26. J.-D. Merchet, *op.cit.*

27. Ch. Gomart, *op. cit.*, p. 234.

28. *Ibid.*, p. 235.

29. *Ibid.*, p. 264.

30. *Ibid.*, p. 263.

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*, p. 234.

33. À la différence des trois autres services qui ne sont chargés que du renseignement humain, la DGSE est un service « intégré » au sein duquel le SIGINT (DT) représente environ la moitié de l'effectif.

34. Commission mixte de l'Assemblée nationale et du Sénat chargée du suivi des questions de renseignement, créée en 2007.

CHAPITRE 25

DES MOYENS DE RENSEIGNEMENT MILITAIRE SPÉCIAL PEU DÉVELOPPÉS

En raison de cette doctrine et de cette organisation particulières, la France ne dispose pas, au sein des armées, de capacités de renseignement spécial. Pourtant, certaines de ses unités ont rempli ce rôle lors des nombreux conflits auxquels notre pays a été confronté ou des opérations extérieures dans lesquelles il a été engagé.

Une expérience significative de la recherche humaine

Le renseignement spécial pendant la guerre d'Algérie

Dès le début de l'insurrection algérienne, l'état-major eut recours aux forces spéciales et aux unités d'action clandestine. En décembre 1954, le 11e choc déploya un groupement de marche (GM 11), basé en Kabylie, qui effectua un travail classique de commandos parachutistes. Puis, au début de 1956, ce régiment mit sur pied un groupement léger d'intervention (GLI) d'une trentaine d'hommes, pour des missions spéciales effectuées à la demande du SA de Paris ou à celle du commandement en chef en Algérie.

En 1957, le général Salan créa le Centre de coordination interarmées (CCI) à Alger, structure rassemblant les services de renseignement, de sécurité et d'interception, afin de les coordonner efficacement. Il lui rattacha une section A (pour « action[1] ») ayant pour mission d'opérer clandestinement au-delà des frontières de l'Algérie – principalement en Tunise et au Maroc – afin de conduire :

– des opérations ayant pour but l'élimination d'individus hostiles (terroristes, trafiquants d'armes, etc.), dites *homo* ;

– des opérations ayant pour objet le sabotage de matériels ou d'installations

(dépôts d'armes, stations radio, etc.), dites *arma* ;

– des opérations d'intoxication et des manipulations diverses (créer des affrontements entre les forces du FLN et les unités des armées tunisienne ou marocaine).

Le personnel chargé de ces missions était le plus souvent constitué d'irréguliers nord-africains, infiltrés clandestinement en territoire étranger, par voie terrestre, aérienne (parachutage) ou nautique (débarquement). En effet, pour des raisons politiques, il était exclu que des militaires français soient compromis dans ces opérations en territoire étranger. Les autorités tunisiennes ou marocaines, qui n'étaient pas en guerre avec Paris même si elles hébergeaient la guérilla, ne devaient disposer d'aucune preuve contre la France. D'où l'impossibilité.

Sur le territoire algérien, le CCI disposait par ailleurs d'autres moyens d'action, les détachements opérationnels de protection (DOP). Ceux-ci avaient plusieurs fonctions : ils recherchaient et centralisaient les renseignements sur l'organisation politico-administrative (OPA) de la rébellion, en y infiltrant des informateurs ; et ils procédaient eux-mêmes à l'arrestation et à l'interrogatoire des prisonniers et des suspects. Dix-huit DOP et trente-six antennes de renseignement opérationnel furent mis en place sur tout le territoire. Ils regroupaient des officiers et des sous-officiers du SDECE et de la sécurité militaire, des policiers de la Sûreté nationale, des gendarmes et des interprètes[2]. Les DOP furent ensuite réorganisés au sein d'une demi-brigade de recherches (DBR) qui compta jusqu'à quatre bataillons interarmées chargés du renseignement[3].

Parallèlement, l'Armée de l'air déploya sur chacune de ses bases des brigades de recherche et de contre-sabotage (BRCS), reprenant le concept développé en Indochine. Rattachées à la Sûreté air, elles avaient pour but d'assurer la sécurité extérieure des bases sur une zone de 10 km autour de celles-ci, par la création de réseaux de renseignement, la mise en place d'embuscades et l'élimination des implantations du FLN[4].

Puis à l'occasion de la bataille d'Alger (1957), le gouvernement donna les pleins pouvoirs de police au général Massu, afin de démanteler les réseaux terroristes dans la ville. Avec l'aide du colonel Trinquier, il mit en place une surveillance étroite de la population d'Alger : toute la ville fut quadrillée, chaque quartier avait son numéro, chaque arrondissement était divisé en îlots avec un chef d'îlot qui devait répondre des habitants. Le colonel Trinquier avait

baptisé ce système « détachement de protection urbaine » (DPU). En six mois à peine, les réseaux opérationnels du FLN dans la ville furent démantelés[5].

Ces succès ne passèrent pas inaperçus aux yeux des Américains. En 1961, Pierre Messmer, ministre des Armées du général de Gaulle, reçut une demande d'aide du Pentagone, car l'Armée américaine ne savait pas trop comment combattre le Viêt-Cong. Ses officiers ignoraient tout de la guerre subversive. Les stratèges américains pensaient de manière classique qu'en envoyant de plus en plus de combattants, ils régleraient le problème[6]. Toutefois, certains avaient observé que la France bénéficiait d'une remarquable *« expérience de combat contre les guérillas dans les pays sous-développés. Ils sont allés plus loin que nous dans la contre-guérilla et la guerre psychologique. L'expérience des Français procurerait la meilleure base pour la doctrine et l'enseignement dans nos écoles de guerre spéciales*[7]*. »*

La France apporta donc alors son aide à l'US Army. Cette mission fut confiée au général Aussaresses.

> *« Je leur apprenais les techniques de la guerre subversive, la lutte contre la guérilla urbaine, le quadrillage des quartiers, l'infiltration comme je l'avais fait à Philippeville et pendant la bataille d'Alger, et puis, surtout, nos méthodes pour récolter du renseignement. Je leur apprenais comment l'état-major français avait procédé pour lutter contre la guérilla urbaine. Je leur décrivais les différentes étapes des opérations à mener pour éradiquer le terrorisme, d'abord les arrestations préventives pour neutraliser les meneurs, puis […] le quadrillage des quartiers, l'exploitation du renseignement et les arrestations*[8]*. »*

Le 13e RDP et la MMFL pendant la Guerre froide[9]

Parallèlement, en Europe, apparurent dès les années 1950 de nouveaux besoins en renseignement au profit du corps de bataille. En 1955, la manœuvre *Éclair* engagea des équipes de commandos motorisés de six hommes, dotés de postes radio, ayant pour mission de rechercher le renseignement dans une profondeur de 5 à 20 km en avant des forces. Les enseignements de cette expérimentation conduisirent, dès 1959, le chef du Deuxième Bureau du 2e corps d'armée à envoyer des officiers de renseignement se former aux techniques de survie sur les arrières ennemis, à Corte, en Corse.

Cette expérience va conduire le commandement à créer une unité spécialisée

dans la recherche du renseignement derrière les lignes adverses au profit des Forces françaises en Allemagne (FFA). C'est ainsi qu'en 1960, dans la plus grande discrétion, est mise sur pied, à titre expérimental, la 7e compagnie de commandos, placée sous les ordres directs du Deuxième Bureau des FFA.

Après trois années d'expérimentation, cette unité, composée de petites équipes agissant en autonomie, donna pleinement satisfaction. Le ministre des Armées décida alors de la développer en transformant un régiment de cavalerie – le 13e régiment de dragons parachutistes (RDP) – en une unité interarmes de recherche aéroportée. Le 13e RDP reçut alors pour missions d'évaluer la nature et le volume des forces adverses, de renseigner sur des objectifs ainsi que sur les résultats d'actions engagées par les forces amies ou ennemies. Il fut classé unité de réserve ministérielle et rattaché directement au Deuxième Bureau de l'état-major des armées (EMA). Le régiment s'installa dans l'est de la France et implanta un de ses escadrons en République fédérale d'Allemagne, à proximité immédiate du Rideau de fer.

Ses équipes de recherche étaient constituées de six hommes, répartis en deux groupes de trois : l'un était chargé du renseignement, l'autre des transmissions. Les renseignements collectés étaient communiqués à la station directrice du régiment – en écoute permanente – puis de là, au Deuxième Bureau du corps d'armée. Très tôt, le 13e RDP développa des compétences de haut niveau en matière de transmission instantanée de renseignements cryptés grâce à des moyens informatiques et des télécommunications performantes.

La durée d'une mission de renseignement en autonomie ne dépassait pas en général cinq jours. Cette limitation dans la durée était liée aux capacités d'emport d'une patrouille (postes radio, batteries, vivres, moyens d'observation, armement). Les équipes étaient mises en place à pied ou en véhicule, par héliportage, parachutage, ou encore en empruntant les cours d'eau. L'infiltration avait toujours lieu en première partie de nuit afin de laisser un délai suffisant à la patrouille qui devait ensuite construire la cache – avant le lever du jour – dans laquelle elle se dissimulerait pour pouvoir renseigner et transmettre en toute discrétion. Les membres du 13e RDP avaient l'interdiction formelle de se livrer à des actions de combat contre l'ennemi ou de faire usage de leurs armes, sauf pour assurer leur propre défense. Enfin, la sécurité était drastique : chaque équipe avait une mission spécifique et ignorée des autres.

En complément de ces missions, le 13e RDP fournissait également du personnel à la Mission militaire française de liaison (MMFL) en Allemagne de l'Est[10]. Celle-ci avait pour mission de sillonner – légalement – le pays afin d'y surveiller les troupes du Groupe de forces soviétiques en Allemagne (GFSA) qui y étaient présentes.

Des équipages de deux ou trois personnes patrouillaient ainsi dans des véhicules spécialement modifiés, dotés de réservoirs supplémentaires, d'un châssis renforcé afin de pouvoir évoluer en tout-terrain, d'un système électrique permettant de couper les feux-stops (très utile pour freiner de manière discrète), de rideaux permettant de dissimuler le matériel spécial embarqué à bord du véhicule, etc. Les voitures étaient également équipées d'appareils photo perfectionnés dotés d'optiques à haute performance, et parfois de dispositifs d'interception des communications radio. Toutefois, les accords imposaient aux véhicules le port de plaques minéralogiques spéciales reconnaissables de loin et comportant le drapeau de la nation d'origine.

Pour remplir ses missions, la MMFL reçut le renfort d'éléments du 13e RDP. Tous les quatre mois, de jeunes sous-officiers du régiment rejoignaient Potsdam pour y servir de conducteurs. Ils en profitaient pour parfaire leur formation à la recherche du renseignement et leur connaissance des matériels adverses. Les missions n'étaient pas sans danger. Il n'était pas rare en effet que lorsqu'un équipage se montrait trop curieux, le véhicule se retrouve criblé de balles par une sentinelle allemande ou russe. Une autre méthode très prisée des Soviétiques consistait à essayer de bloquer les véhicules de la MMFL entre deux blindés afin de provoquer une immobilisation forcée de l'équipage[11].

Tout au long de la Guerre froide, le 13e RDP se consacra entièrement à la menace des armées du pacte de Varsovie. Cependant, à partir de 1977, il se mit peu à peu à remplir des missions de renseignement stratégique hors d'Europe. C'est en Mauritanie, en 1977, que le régiment effectua ses premières missions africaines. À l'époque, il était encore mal connu des états-majors chargés des interventions outre-mer. Ceux-ci méconnaissaient notamment sa capacité à réaliser des liaisons radio exceptionnelles à très grandes distances. En conséquence, plusieurs chefs de corps successifs allaient devoir démontrer leur savoir-faire tout en s'adaptant la recherche du renseignement dans un nouveau contexte. Le 13e RDP intervint ainsi en précurseur de l'intervention de Kolwezi (1978) – aux côtés d'éléments du GO – et fut déployé en Mauritanie

pour faire face aux agissements du Front Polisario. Puis il assura de nombreuses missions en Centrafrique, au Tchad (opérations *Manta* et *Épervier*), au Rwanda et au Zaïre. Il participe à la guerre du Golfe (1991), puis se voit rattaché à la brigade de renseignement et de guerre électronique (BRGE), dépendant de la direction du renseignement militaire lors de la création de ces deux structures (1992). Il est finalement transféré au COS en 2002.

Innovations à l'occasion des engagements dans les Balkans

À partir de 1999, les modes opératoires du 13e RDP vont de nouveau évoluer afin de répondre à ses nouvelles missions de chasse aux criminels de guerre dans les Balkans et de lutte contre-terroriste. Des détachements du régiment testent de nouvelles procédures lors de deux exercices menés conjointement avec les commandos marine. D'abord dans le cadre de l'exercice *Varan*, dans la région de Contrexéville, puis à l'occasion d'*Aruspice*, à Djibouti. Ils engagèrent des équipes de recherche assurant la surveillance et l'acquisition de cibles au profit du commando Hubert et du groupe de combat en milieu clos (GCMC[12]), chargés de libérer des otages.

À l'été 1999, le colonel Bertrand Bourgain, chef du bureau de la recherche humaine à la DRM, convainc son directeur, l'amiral de Kersauson, que le service ne consacre pas d'efforts suffisants à la recherche des criminels de guerre. Bourgain prend alors l'initiative de faire entrer dans le dispositif un officier du GIGN, l'idée étant d'utiliser les savoir-faire et compétences très pointues du groupement d'observation recherche (GOR) de l'escadron parachutiste d'intervention de la Gendarmerie nationale (EPIGN) pour poser des micros, des caméras et des outils techniques perfectionnés permettant de surveiller les mouvements des individus recherchés[13].

La DRM va alors associer à son action les GIGN et EPIGN et obtenir des moyens nouveaux : deux hélicoptères Gazelle équipés de caméras thermiques et des voitures civiles. Le détachement du 13e RDP est également renforcé. Comme le raconte le général Gomart :

> *« Nous avons monté toute une série d'opérations avec les hommes du GIGN, pendant une bonne dizaine de nuits, posé des caméras pour observer les entrées et sorties de la maison de "K", mis en place des balises de localisation sous les voitures de ses proches et de ses gardes du corps, installé des moyens*

d'interception pour écouter ce qui se disait dans la maison de Mme Karadžić, où elle vivait avec sa sœur et les deux filles de celle-ci[14] ».

Suite à son intervention réussie au Kosovo, la DRM envisage la création d'unités autonomes agissant directement à son profit – unités de recherche humaine/URH –, dotées de moyens d'acquisition et de transmission performants : équipements de vision nocturne, appareils photo numériques dotés de téléobjectifs puissants dont les clichés peuvent être transmis par ordinateur, poste HF à évasion de fréquence, etc[15].

En complément à l'action des forces spéciales, l'Armée de terre va développer dans les Balkans une nouvelle unité, chargée de la recherche humaine non clandestine de terrain, le groupement de recueil de l'information (GRI).

Créé en 2000 et basé à Metz, le GRI était une unité comprenant moins d'une centaine d'hommes, chargée de recueillir des renseignements d'origine humaine (HUMINT/ROHUM) sur les théâtres d'opérations. Sa spécialité était la recherche humaine conversationnelle : recueillir les informations détenues par les différents acteurs et protagonistes d'une crise ou d'un conflit (population locale, autorités, ONG présentes sur le terrain, contacts ouverts avec les belligérants, etc.) en se protégeant d'éventuelles opérations de désinformation adverses. Le personnel du GRI animait des réseaux de contacts sur les différentes zones de déploiement des forces françaises et était chargé de l'interrogatoire des prisonniers de guerre ainsi que du débriefing de ressortissants français présents sur zone[16]. Tous volontaires, ils recevaient une formation de 23 semaines centrée sur l'enseignement de techniques de communication, de manipulation et d'interrogatoire de prisonniers de guerre ou de personnes capturés. Cette formation était validée par le déploiement sur des théâtres d'opérations[17].

Au cours de son existence, le GRI a été déployé au Kosovo, en Bosnie, en Afghanistan, au Liban et dans plusieurs pays africains dans le cadre d'opérations d'évacuation de ressortissants français. Certains de ses spécialistes ont également été mis à disposition du Commandement des opérations spéciales. L'unité sera dissoute le 1er août 2010, dans le cadre de la restructuration de l'Armée de terre. Son personnel sera alors intégré au 2e régiment de hussards.

En Bosnie toujours, des Liaison and Observation Teams (LOT) ont été mises

en place. Et au Kosovo, des Liaison and Monitoring Teams (LMT). Il s'agissait d'équipes légères non spécialisées, composées de six à huit militaires en uniforme, faiblement armés, vivant au sein de la population et chargés de connaître son état d'esprit. Les LOT/LMT ont été mises en œuvre au moment où il fut décidé d'alléger le dispositif militaire sur ces théâtres : les équipes ont alors pris le relais des unités déployées auparavant et ont assuré la collecte des informations nécessaires aux forces, leur permettant de conserver une capacité de renseignement d'ambiance et d'alerte par des procédés ouverts. Elles ont eu également pour rôle de relayer les messages du commandement français à l'égard des acteurs locaux, afin d'éviter toute incompréhension ou méprise. La mise en place de ces équipes légères s'est révélée très utile et efficace. Toutefois, celles-ci étant peu armées, leur déploiement est tributaire de la situation sécuritaire locale. Cela implique que les forces disposent de la capacité à les évacuer en cas de tensions ou de troubles, par des moyens terrestres ou aériens, voire en organisant une opération d'extraction confiée aux forces spéciales[18].

Nouvelles évolutions lors des opérations en Afghanistan et au Sahel

Puis en 2008, à l'occasion de son déploiement en Afghanistan, l'Armée française déployée dans l'est de Kaboul (Task Force La Fayette) décide de développer une Search Task Unit (STU) à partir d'éléments du 13e RDP et du groupement de commandos de montagne (GCM). Très vite, il apparaît que les gendarmes disposent de compétences naturelles pour ce type de mission et sont intégrés au dispositif[19]. Le concept de STU combine les compétences des URH et des gendarmes avec du renseignement de source militaire française ou afghane. Son but est de cibler les chefs insurgés et de monter des opérations pour les neutraliser. Le STU dispose par ailleurs d'une capacité de fouille valorisée et de méthodes de police scientifique. Il lui est possible de détecter si un Afghan a manipulé quelque temps auparavant une arme ou de l'explosif[20].

En 2013, lors de son engagement au Sahel, la DRM franchit une nouvelle étape. Elle récupère sur le terrain différents matériels abandonnés par les groupes armés terroristes (GAT) – GPS, téléphones, appareils photo, etc. – contenant de nombreux renseignements. Mais elle n'est alors pas en mesure de les exploiter.

« Nous ne disposions malheureusement pas des moyens de l'analyser aussi

rapidement que nous l'aurions souhaité. Nous avons donc demandé à l'USSOCOM s'ils en avaient la capacité. Ils nous ont envoyé une équipe de quatre hommes qui ont fouillé dans tous les composants. C'est ainsi que nous avons obtenu une multitude d'informations : points de passage et itinéraires fréquentés grâce aux GPS, de même que les plots où ils avaient enterré carburant, armes, munitions et vivres… Ce qui nous a permis de leur offrir quelques mauvaises surprises[21]*. »*

Ainsi, l'expérience acquise par les Américains en Irak se révéla fort utile pour le renseignement français.

« Nous avons aussi recueilli des preuves irréfutables que depuis le fin fond du Mali ou du Niger, ils se rendaient jusqu'en Tunisie. En rasant la frontière algérienne, ils transitaient par la passe de Salvador entre le Niger et la Libye, avant de revenir ensuite au Mali par le même itinéraire. Au passage, ils allaient se procurer l'armement en Libye dans les anciens stocks de l'armée de Kadhafi. Nous n'avions pas seulement trouvé des GPS, mais aussi des téléphones cellulaires et satellitaires. Les numéros de téléphone d'un certain nombre de combattants djihadistes s'y trouvaient, ainsi que leurs localisations régulières, des photos de lieux, de personnes et de visages, très utiles par la suite. Si elle ne disposait à cette époque que de faibles capacités en ce domaine, la DRM développera ensuite rapidement ces compétences[22]*. »*

Depuis cette date, la DRM a développé ses compétences afin d'exploiter elle-même les matériels saisis et le 13e RDP a considérablement développé ses moyens de surveillance, de *tracking* et l'emploi de capteurs spécialisés. Il intervient même désormais en soutien de certaines unités de police ou de gendarmerie sur le territoire national.

Doctrine et moyens du renseignement militaire opérationnel français

Une doctrine qui exclut le recueil clandestin et le traitement d'agents

Selon la doctrine du renseignement militaire français, il existe trois formes de recherche humaine :

« – Ouvert : les actions ouvertes sont conduites sans mesure particulière de discrétion ni de sécurité. Pour autant, leur exécution n'a pas à être forcement connue ou identifiée par toute la Force. Cependant, les informations recueillies et le renseignement qui en est produit peuvent nécessiter un certain degré de protection.

– Discret : une action est conduite de manière discrète lorsque le niveau de sensibilité et le risque nécessitent certaines mesures de précaution. Le but n'est pas nécessairement de camoufler l'activité, mais d'en déguiser la vraie nature de manière à assurer le niveau de protection minimum requis (différents degrés peuvent exister au sein du procédé "discret" pour certaines unités spécialisées de la recherche humaine. Ils sont précisés dans leurs manuels de mise en œuvre).

– Certains pays, partenaires de la France en opération, pratiquent des actions de recherche clandestine, reconnue par l'OTAN dans l'AJP 2.3. S'il est utile de savoir qu'elles peuvent exister, notamment au titre des mesures de coordination qu'elles pourraient entraîner de manière occasionnelle lors d'une opération multinationale, les capteurs des armées françaises n'effectuent pas de recherche clandestine[23]*. »*

Cette décision de ne pas recourir à des moyens d'action clandestins dans le cadre des opérations militaires est donc très claire et totalement assumée. Par ailleurs, ce même document stipule :

« Le traitement d'agents n'est pas un procédé mis en œuvre par les capteurs militaires français. Le traitement d'agent est le recrutement, l'entraînement, le contrôle et l'emploi d'agents par des traitants spécifiquement entraînés pour obtenir des informations sans que cela soit connu de tiers. Il vise à obtenir des informations et du renseignement par :

– l'utilisation de personnes travaillant au sein d'une organisation ;

– toute personne qui pourrait avoir accès à une organisation ou à des individus ciblés[24]. »

De manière très claire, la France n'a donc pas souhaité se doter d'unités militaires clandestines de surveillance et de traitement de sources.

La DRM et les acteurs de la recherche humaine militaire

La direction du renseignement militaire (DRM) est le service de renseignement des armées. Constituée de plus 2 000 membres du personnel

civil et militaire issu des trois armées[25], elle fournit du renseignement d'intérêt militaire aux forces en opération et éclaire la prise de décision des hautes autorités politiques et militaires.

Sur le plan opérationnel, elle dispose notamment d'un Centre interarmées de recherche et de recueil du renseignement humain (CI3RH), dont la mission est de :

– former les spécialistes HUMINT des armées avant leur envoi en mission ;

– déployer des spécialistes de haut niveau sur les théâtres d'opérations, parmi lesquels des équipes « armement-technologie » chargées, lors d'attaques par engins explosifs improvisés (EEI), de recueillir des échantillons de composants utilisés afin d'en identifier la provenance ;

– recueillir, centraliser et analyser le renseignement d'origine humaine (ROHUM) collecté sur le terrain.

Le CI3RH a développé ces dernières années ses capacités en matière de biométrie – principalement afin d'identifier les terroristes capturés ou éliminés – et de gestion des sources, et a accru sa coopération avec la DGSE sur les théâtres extérieurs.

En complément de la DRM, l'Armée de terre dispose d'un Commandement du renseignement (COMRENS[26]), héritier de la brigade de renseignement et de guerre électronique (BRGE, 1993-1993), puis de la brigade de renseignement (BR, 1998-2016). Fort de 4 300 personnes, il regroupe des unités couvrant tous les moyens d'acquisition du renseignement : SIGINT/ROEM (44e et 54e régiments de transmissions, 785e compagnie de guerre électronique) ; IMINT/ROIM (61e régiment d'artillerie/drones) ; cartographie (28e groupe géographique) ; HUMINT/ROHUM (2e régiment de hussards), ainsi que l'École du renseignement de l'Armée de terre (ERAT) et le Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE/*PsyOps*).

Au sein du COMRENS, c'est le 2e RH qui est en charge de la recherche humaine. Régiment blindé de recherche dans la profondeur, il est spécialisé dans l'infiltration afin de renseigner le commandement sur des objectifs à haute valeur ajoutée. Il peut assurer leur désignation aux aéronefs de l'Armée de l'air, aux hélicoptères de combat, aux pièces d'artillerie ou aux unités de manœuvre de la force terrestre.

Depuis l'intégration dans ses rangs du personnel du GRI (2010), le 2e RH s'est spécialisé dans la recherche du renseignement d'origine humaine. Il ainsi

repris les missions de traitement de contacts et d'interrogation des prisonniers de guerre de cette unité. À cet effet, à côté de ses escadrons blindés de recherche en profondeur, le 2e RH dispose de deux escadrons de recueil de l'information, d'un escadron de traitement et de diffusion du renseignement – dans lequel servent des spécialistes des transmissions et des experts des bases de données – et d'un centre de formation à la recherche humaine, au sein duquel sont enseignés les savoir-faire nécessaires à la constitution d'un réseau de contacts et à l'interrogation de personnes capturées.

Forces spéciales, reconnaissance et surveillance spécialisée

Les modes d'action clandestins ne font donc pas partie du registre d'action des forces françaises. Celles-ci se limitent à pratiquer des actions de surveillance dites « spécialisées », actions qui – comme l'ont montré les opérations communes DRM/13e RDP/GIGN dans les Balkans – peuvent déjà apporter beaucoup de résultats.

La doctrine française définit la surveillance spécialisée comme *« l'observation méthodique d'une personne à son insu, d'un lieu, d'un objet ou d'une activité à partir d'un poste d'observation statique ou mobile, à pied, en véhicule, en bateau ou en aéronef, de façon à en tirer du renseignement, avec des procédés et des moyens particuliers. Cette surveillance doit être conduite avec la plus grande discrétion. Elle peut être menée pendant des périodes relativement longues pour détecter ou identifier des événements, ou bien pour caractériser des comportements. Éviter la compromission est une priorité absolue. Les actions de surveillance spécialisée permettront la planification et l'appui d'autres actions de recueil du renseignement conduites par la Force. Elles confirmeront, en particulier, les informations obtenues par d'autres capteurs*[27]*. »*

Toujours en matière de renseignement opérationnel, la doctrine actuellement en vigueur au sein des forces spéciales distingue :

– le « renseignement à but opératoire » (RBO), qui permet de déterminer le type d'action qui doit être mené ;

– le « renseignement en vue d'action » (RVA), qui précise les points d'application de la force ;

– le « renseignement à fin d'action » (RFA), soit l'acquisition furtive des informations indispensables à la prise en compte d'un objectif par une équipe d'assaut des forces spéciales en évitant la compromission ;

– et enfin la « reconnaissance à fin d'action » (RECOFA), l'acquisition de renseignements particuliers en acceptant un certain niveau de risque en matière de compromission.

Au sein du COS, c'est le 13e RDP qui est plus particulièrement en charge du renseignement à fin d'action (RFA), tandis que le 1er RPIMa prend à son compte la RECOFA censée précéder immédiatement l'assaut. Toutefois, aucune de ses unités, qui interviennent parfois en civil, ne conduit d'opérations clandestines.

Si la France n'est nullement démunie en matière de moyens de renseignement militaire (DRM, COMRENS, DRSD) et d'action clandestine (DGSE), elle a toutefois délibérément fait le choix de ne pas se doter d'unités militaires clandestines de renseignement dédiées au soutien des opérations, contrairement au Royaume-Uni, aux États-Unis ou à Israël. Cela est principalement dû à la configuration des conflits dans lesquels les armées françaises ont été engagées ; à l'existence d'une gendarmerie – force qui n'existe pas dans les trois autres pays et qui les a conduits à combler ce rôle en confiant une partie de ses missions à des unités militaires – ; et à une doctrine quelque peu dépassée, qui interdit aux forces spéciales d'agir en civil et aux unités de recherche humaine de recruter et de manipuler clandestinement des agents.

1. Donnant ainsi naissance au concept RAP (Renseignement/Action/Protection).

2. Jacques Isnard, « Les DOP étaient chargés des interrogatoires musclés », *Le Monde*, 1er décembre 2000.

3. 58e, 61e, 157e et 163e bataillons d'infanterie, mais qui n'eurent d'infanterie que le nom.

4. Raymond Noël, Édouard Chollier, Roger Dejean et Claude Merviel, « Les brigades de recherche et de contre-sabotage (BRCS) en Algérie », *Guerres mondiales et conflits contemporains,* n° 208, PUF, Paris, 2002, p. 91-117.

5. Général Paul Aussaresses et Jean-Charles Deniau, *Je n'ai pas tout dit : ultimes révélations au service de la France,* éditions du Rocher, Monaco, 2008, p. 57 et p. 117.

6. *Ibid.*, p. 116.

7. *Ibid.*, p. 117.

8. *Ibid.,* p. 128-129.

9. Général Robert Gaget, *Au-delà du possible : recherche du renseignement en régions hostiles*, Jacques Grancher, Paris, 2002.

10. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les puissances occupantes de l'Allemagne (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSSS) décidèrent d'échanger des missions dont la tâche était d'assurer les liaisons entre les divers états-majors afin d'éviter tout risque de conflit. La France créa donc la Mission militaire française de liaison près le Haut commandement soviétique en Allemagne (MMFL), implantée à

Postdam en République démocratique allemande. Au même titre que les missions britannique et américaine, sous couvert des visites de vérification, elle accomplit de nombreuses missions de renseignement sur les forces soviétiques de RDA.

11. Cela entraîna la mort, le 22 mars 1984, de l'adjudant-chef Mariotti, un ancien du SDECE.

12. Unité des commandos marine spécialisée dans l'antiterrorisme en milieu maritime.

13. Général Christophe Gomart, *op. cit.*, p. 96-97.

14. *Ibid.*, p. 99.

15. *Ibid.*, p. 280-281.

16. *Manuel d'emploi du Groupement de Recueil de l'Information (GRI)*, instruction n° 00010/DEF/EMAT/B.EMP/ES, Armée de terre, 9 janvier 2008, p. 7.

17. Plusieurs d'entre eux ont suivi la formation britannique dispensée au Joint Services of Intelligence d'Ashford (Kent).

18. *Retour d'expérience des équipes d'observation et de liaison (LOT-LMT) dans les Balkans*, instruction n° 500, 126/DEF/CDEF/DREX/B.RENS/DR, ministère de la Défense, Centre de doctrine et d'emploi des forces, 21 mars 2006, p. 9 et p. 23.

19. J.-M. Tanguy, *op. cit.*, p. 31.

20. *Ibid.,* p. 31 et p. 35.

21. Ch. Gomart, *op. cit.*, p. 279.

22. *Ibid.*

23. *Le renseignement d'origine humaine (ROHUM)*, instruction n° 261/DEF/CICDE/DR, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentation, 24 novembre 2008, p. 8.

24. *Ibid.*, p. 14.

25. Les effectifs des trois armées dédiés à la fonction renseignement s'élèvent à 8 000 personnes.

26. « Commandement du renseignement », ministère des Armées [en ligne]. https://www.defense.gouv.fr/terre/l-armee-de-terre/le-niveau-divisionnaire/commandement-du-renseignement/commandement-du-renseignement [consulté le 11/05/2021].

27. *CICDE : le renseignement d'origine humaine*, *op. cit.*, p. 15.

CONCLUSION

LA REMILITARISATION DU RENSEIGNEMENT

Historiquement, le renseignement extérieur et le contre-espionnage – voire parfois le renseignement intérieur – ont longtemps été l'affaire des militaires. De l'Antiquité à la Seconde Guerre mondiale, quasiment partout dans le monde – sauf en URSS à partir de 1917 –, ces missions étaient assurées par des services relevant des armées, car elles faisaient partie intégrante de la conduite de la guerre ou relevaient de la défense nationale.

Ce n'est qu'avec la Guerre froide que sont apparues les agences de renseignement civiles (CIA, BND, DST, etc.) ou que se sont progressivement « démi-litarisés » certains services militaires (SIS, GCHQ, DGSE, etc.). Cela est dû au fait que le conflit Est/Ouest était d'une nature idéologique et que l'affrontement direct entre les deux camps était rendu impossible par la dissuasion nucléaire. Dans ce contexte, les renseignements recherchés n'étaient plus seulement militaires, mais aussi politiques, diplomatiques, économiques, et scientifiques. Seule une partie du renseignement technique est restée militaire (NSA) et, en Occident, il faudra attendre les années 1960 pour voir renaître des services de renseignement militaires (DIA) parallèlement aux services spéciaux civils.

En conséquence, pendant la Guerre froide et les conflits de la décolonisation, les armées se sont concentrées sur la recherche de renseignements militaires opérationnels, afin de se préparer à un conflit conventionnel et aux opérations de contre-guérilla dans lesquelles elles allaient être engagées. Ces dernières ont en particulier entraîné :

– la nécessité de renforcer le renseignement militaire tactique pour quadriller le terrain et vaincre une insurrection, car les services de renseignement civils ne pouvaient agir au niveau tactique et qu'il leur a fallu combler cette lacune ;

– la recréation de forces spéciales pour des missions de contre-guérilla[1].

Puis, l'émergence d'une menace terroriste à partir des années 1970 a conduit les armées à :

– développer de nouvelles méthodes contre-insurrectionnelles urbaines, notamment la création d'unités clandestines de renseignement pour pénétrer les groupes terroristes ;

– renforcer les forces spéciales et les spécialiser dans de nouvelles missions de libération d'otages, d'arrestation de criminels de guerre ou d'élimination de terroristes.

Renseignement militaire, forces spéciales, et unités clandestines sont donc successivement réapparus au cours des années 1950, 1960 et 1970. Si le renseignement stratégique à l'usage des responsables politiques et les opérations clandestines destinées à déstabiliser des États étrangers sont restés du domaine des services spéciaux, les armées ont progressivement redéveloppé leurs moyens d'acquérir du renseignement tactique et opérationnel et de conduire des opérations spéciales, voire clandestines.

Le phénomène a pris une nouvelle dimension depuis la première Intifada (1987) et les attentats islamistes du 11 septembre 2001. Aujourd'hui, la collecte et l'exploitation rapide de renseignements pour identifier, localiser et démanteler les réseaux djihadistes sont essentielles. En conséquence, le Royaume-Uni, les États-Unis et Israël ont donc renforcé leurs unités militaires clandestines chargées des missions de surveillance, d'infiltration et d'élimination des organisations terroristes et sont à la pointe de l'innovation et de l'efficacité en la matière. Toutefois, si dans ces trois pays les missions de ces unités sont globalement similaires, leur contexte de naissance et leurs zones d'emploi sont toutefois différents.

En Israël, les formations militaires clandestines ont vu le jour en 1951, avec l'unité 131, issue des sections arabes du Palmach œuvrant au profit du SOE (section syrienne Shachar, unité 131, unité 188, unité 154, unité 504 et *mistaravim*). Parallèlement, Israël a multiplié, quoi que de manière discontinue, ses unités *mistaravim*. Celles-ci ont été créées pour intervenir uniquement sur le territoire national (territoires occupés) et dans les zones frontalières. Ces unités travaillent dans un environnement extrêmement précis et localisé (Gaza, Jérusalem ou Cisjordanie) et sont difficilement « permutables ». Elles n'interviennent pas dans les opérations de rétorsion que l'État hébreu lance régulièrement contre ses ennemis, lesquelles relèvent de l'Armée de l'air, des forces spéciales ou du Mossad.

Au Royaume-Uni, la Military Reaction Force (MRF) a été créée en 1971 pour opérer en Irlande du Nord, c'est-à-dire sur le territoire national. Lui ont succédé deux unités spécialisées dans la surveillance (14th ISC) et le traitement de sources humaines (FRU). Après avoir failli être dissoutes à l'issue des accords de paix en Ulster (1998), ces formations ont été déployées en ex-Yougoslavie pour traquer les criminels de guerre, et ont ensuite été renommées et renforcées (SRR, JCG) afin de faire face à la menace du terrorisme islamique, d'abord sur le territoire national (en soutien des unités de police), puis au Moyen-Orient (Afghanistan, Irak, etc.) dans le cadre des interventions militaires extérieures britanniques. L'Armée britannique n'a ainsi jamais cessé de développer ses capacités de renseignement clandestin (SOE, SAS, MRF, 14 ISC + FRU, SRR + JCG).

Aux États-Unis, la première unité militaire clandestine est apparue en 1980 avec la création du Field Operations Group (FOG) suite l'échec de l'opération *Eagle Claw* en Iran. Puis les Américains ont développé les moyens de collecte clandestins du Pentagone et surtout l'US Army Intelligence Activity (ISA), avant de transformer le JSOC en une gigantesque machine à acquérir du renseignement et à conduire des opérations, ainsi que l'illustre son action en Irak (OSS/SO, US/SF, MACV SOG, DET-A, FOG, ISA, MSA, JSOC). Ces unités ont été mises sur pied uniquement pour intervenir à l'étranger et répondre à une menace terroriste croissante. Leur emploi s'est toujours effectué dans le cadre d'opérations militaires extérieures, particulièrement nombreuses pour les États-Unis. Elles sont toutefois également déployées depuis deux décennies dans de nombreux pays dans lesquels Washington n'envoie pas de troupes, voire même avec lesquels il n'existe pas de contentieux. Cette extension de leur domaine d'action s'inscrit dans la doctrine préemptive conçue dans le cadre de la GWOT afin de neutraliser les réseaux terroristes, où qu'ils soient dans le monde.

L'affirmation d'une vocation spécifique

Les unités militaires clandestines de renseignement qui se sont développées depuis trois décennies présentent des caractéristiques communes qui leur confèrent une véritable spécificité :

– ce sont d'abord des unités militaires, dont le personnel appartient aux forces armées et respecte la hiérarchie militaire, même si elles se sont

affranchies des règles classiques en vigueur afin de pouvoir agir clandestinement ;

– elles sont dérivées des forces spéciales ou ont été formées en recourant aux critères de sélection et de formation adoptées par celles-ci ;

– elles sont entourées du secret le plus strict : leur existence est dissimulée et le reste des forces ignore leur activité réelle ;

En appui des opérations, leurs missions couvrent trois domaines différents mais complémentaires, qui illustrent la segmentation et la spécialisation des métiers :

– surveillance clandestine (*covert surveillance*), technique ou humaine, de cibles ;

– traitement et manipulation de sources (*sources handling*) ;

– actions de vive force (*direct action*), lesquelles demeurent toutefois plutôt marginales.

Ces unités opèrent en étroite relation avec la police et les services de sécurité sur le territoire national, avec les forces armées et le renseignement extérieur à l'étranger. En effet, si elles ont été conçues à l'origine pour intervenir sur le territoire national – à l'exception des États-Unis – elles ont ensuite été déployées avec succès dans des opérations extérieures – à l'exception d'Israël.

On observe toutefois que ces unités ne sont pas aussi « clandestines », que les services spécialisés, en effet :

– elles ne développent pas d'infrastructures clandestines sophistiquées (boutique, résidence, fausses sociétés[2]) ;

– elles n'entrent pas clandestinement sur un théâtre d'opérations ; elles y arrivent grâce aux moyens des armées et utilisent leurs aéronefs et véhicules – ou ceux de forces spéciales – et des voitures banalisées ;

– elles n'utilisent pas de moyens de communication clandestins (boîte aux lettres mortes, etc.) ;

– dans la plupart des cas, leurs opérateurs ne se servent pas de faux papiers.

Ce n'est donc là qu'une clandestinité partielle. Ainsi, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Israël, la différence de vocation entre ces unités et les services de renseignement civils semble toujours reconnue, même si elle s'est fortement estompée.

Derniers points communs entre ces unités, il convient de rappeler :

– qu'elles ont généralement été créées à l'insu des instances chargées du

contrôle parlementaire du renseignement ou pour les contourner ;

– que si elles ont été très efficaces dans leur domaine, elles n'ont jamais permis à l'un de ces trois pays d'emporter, grâce à elles seules, un conflit ;

– que toutes – en totalité ou via certains de leurs membres – ont, à un moment ou un autre, dérivé de leur cadre initial. Soit en se transformant en « escadrons de la mort », en abusant de leur autonomie d'action ou en torturant ; soit en étant impliquées dans des affaires financières opaques. Le contrôle étroit par les autorités militaires est un des points clés de l'emploi et de la pérennité de ces unités.

Vers une remilitarisation du renseignement ?

Depuis trente ans, les unités militaires clandestines britanniques, américaines et israéliennes ont développé un registre de tactiques efficaces – et parfois contestées – qui sont aujourd'hui largement employées dans le cadre de leurs opérations de lutte contre le terrorisme.

En raison du développement simultané de ces unités, des forces spéciales et des moyens du renseignement militaire[3], les armées de ces trois pays ont reconstitué entre leurs mains un système complet (HUMINT, SIGINT, IMINT, etc.) et sont aujourd'hui capables d'assurer la totalité des missions de renseignement et d'action de l'État. Elles relèguent ainsi les agences civiles à un rôle secondaire[4] et illustrent une véritable remilitarisation du renseignement.

Il en résulte un double phénomène paradoxal. D'une part, on assiste à une coopération et une complémentarité accrues entre forces spéciales, unités militaires clandestines et services de renseignement civils dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Au Royaume-Uni, SAS et SRR assurent de nombreuses missions de terrain au profit du SIS. Aux États-Unis, après une période de rivalités entre le JSOC et la CIA, les deux organismes paraissent avoir trouvé une complémentarité utile, en particulier lorsqu'il s'agit de camoufler des missions aux yeux des parlementaires…

Mais on observe d'autre part une duplication des moyens, car les services civils se militarisent. La CIA en est l'illustration la plus significative par ses frappes de drones et le recrutement d'anciens opérateurs des forces spéciales pour son Special Activities Center. Mais le SIS britannique redéveloppe également ses moyens d'action paramilitaire clandestins. Il y a donc une hybridation globale traduisant bien la remilitarisation du renseignement civil

en cours.

Est-ce un modèle pour le futur ? Peut-être, mais il nous semble trop tôt pour l'affirmer, bien que cela soit une orientation déjà prise par les Américains et les Britanniques. Bien que disposant à la fois d'un Commandement des opérations spéciales (COS) rattaché aux armées et d'un service Action (SA) – composé de militaires – dépendant de la DGSE, la France pourrait s'approcher de ce modèle, bien qu'elle soit réticente à laisser intervenir les forces spéciales en civil ou à créer des unités clandestines subordonnées aux armées.

Il convient de se demander si ce modèle n'est pas valable que dans le contexte actuel de lutte antiterroriste et avec certaines limites, notamment celle de rester soumis à une forme de contrôle démocratique. De plus, en dépit de son efficacité réelle, nous avons également souligné certaines de ses dérives. Certes, la tentation existera toujours pour les dirigeants politiques ou militaires de disposer d'un outil discrétionnaire pour conduire certaines opérations. Le principe n'est pas fondamentalement mauvais, mais son utilisation doit être questionnée. Il convient d'y prêter particulièrement attention, notamment dans le cadre de l'*hubris* qui caractérise la politique américaine depuis deux décennies.

1. En 1945, la plupart des forces spéciales et des unités militaires chargées de missions clandestines au cours de la Seconde Guerre mondiale – notamment au sein du Special Operations Executive (SOE) au Royaume-Uni et de l'Office of Strategic Services (OSS) aux États-Unis – furent dissoutes. Il faudra attendre les conflits de la décolonisation pour les voir renaître, sous des formes nouvelles.

2. Ou plus exactement, Britanniques (MRF) et Américains (SOD) l'ont tenté et semblent l'avoir abandonné.

3. Il convient de rappeler qu'aux États-Unis (NSA) et en Israël (unité 8200), les moyens nationaux d'interception (SIGINT) relèvent des armées. Ce n'est pas le cas au Royaume-Uni (GCHQ).

4. Par exemple, le JSOC est aujourd'hui en mesure d'accomplir des tâches qu'une agence comme la CIA ne sait ou ne peut plus faire.

GLOSSAIRE

A-Team : Unité de base d'une équipe de forces spéciales (USA)
ACSI : Assistant Chief of Staff for Intelligence (USA)
ADCI/MS : Associate Director of Central Intelligence/Military Support (CIA/USA)
ADM : Atomic Demolitions Munition
ADMA : Associate Director of Military Affairs (CIA/USA)
AFO : Advance Force Operations (USA)
ASA : Army Security Agency (USA)
ASU : Active Service Unit (IRA)

BATT : British Army Training Team
BCRA : Bureau central de renseignement et d'action
BFST : Brigade de forces spéciales Terre
Bleep : Opérateur radio (argot)
BSI : Business Security International (USA)
BR : Brigade de renseignement
BRGE : Brigade de renseignement et de guerre électronique

CAG : Combat Applications Group (USA)
CCI : Centre de coordination interarmées
CCT : Combat Control Team
CCTV : Closed Circuit Television
CEMA : Chef d'état-major des armées
CI : Counter-Intelligence
CIA : Central Intelligence Agency (USA)
CIC : Counter-Intelligence Corp (USA)
CIDG : Civil Defense Irregular Groups (USA)
CIFA : Counter-Intelligence Field Activity (USA)
CINC : Commander in Chief

CI3RH : Centre interarmées de recherche et de recueil du renseignement humain
CNOS : Computer Network Operations Squadron (USA)
COIN : Counter-Insurgency
Collators : Opérateurs en charge de dossiers de surveillance (UK)
COMINT : Communication Intelligence
COMRENS : Commandement du renseignement
COPs : Close Observation Platoons (UK)
COS : Commandement des opérations spéciales
CPEOM : Centre parachutiste d'entraînement aux opérations maritimes
CPES : Centre parachutiste d'entraînement spécialisé
CPIS : Centre parachutiste d'instruction spécialisée
CQB : Close Quarter Battle
CRWW : Counter Revolutionary Warfare Wing (UK)
CT : Counterterrorism
CTR : Close Target reconnaissance
CTC : Counter-Terrorism Center (CIA)
CSAR : Combat Search and Rescue

DBR : Demi-brigade de recherches
DGER : Direction générale des études et recherches
DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure
DARISSA : Department of Army Receipt, Issue and Support Activity (USA)
DCS : Defense Clandestine Service (USA)
DET : Terme diminutif pour désigner un détachement de la 14th ISC (UK)
DEVGRU : Naval Warfare Development Group (USA)
DHO : Defence HUMINT Organisation (UK)
DHSUS : Defense HUMINT Service (US)
DHU : Defence HUMINT Unit (UK)
DIA : Defense Intelligence Agency (USA)
DNI : Director of National Intelligence (USA)
DOD : Department of Defense (USA)
DOP : Détachements opérationnels de protection
DPU : Détachement de protection urbaine
DRM : Direction du renseignement militaire
DRSD : Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense

DSF : Director Special Forces (UK)

E4A : RUC surveillance unit (UK)
E4B/SSU : RUC Headquarters Mobile Support Unit (UK)
ELINT : Electronic Intelligence
EMA : État-major des armées
EPIGN : Escadron parachutiste d'intervention de la Gendarmerie nationale
ExOrd : Executive Order (USA)

FBI : Federal Bureau of Investigation (USA)
F3EAD : Find, Fix, Finish, Exploit, Analyze, Disseminate (USA)
FINCO : Field Intelligence NCO (UK)
FLIR : Forward Looking Infra-Red
FOG : Field Operation Group (USA)
FOR : Force Observation/Recherche (GIGN)
Freds : Terroriste retourné et agissant comme source (argot) (UK)
FRU : Force Research Unit (UK)

GAM : Groupe aérien mixte
GCHQ : Government Communications Headquarters (UK)
GCM : Groupement de commandos de montagne
GCMA : Groupement Mixte de Commandos Aéroportés
GEOINT : Geospatial Intelligence
GIGN : Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale
GO : Groupement opérationnel
GOR : Groupe d'observation recherche
GOS : Groupes d'observation et de surveillance
GRI : Groupement de recueil de l'information
GRS : Global Response Staff (CIA)
GSB : General Support Branch (UK)
GS(R) : General Staff (Research) (UK)
GWOT : Global War on Terror

HMSU : RUC Headquarters Mobile Support Unit (UK)
HQ : Headquarters
HQNI : Headquarters Northern Ireland (UK)

HUMINT : Human Intelligence
HVT : High Value Target

IJS : Irish Joint Section (UK)
IMINT : Imagery Intelligence
INLA : Irish National Liberation Army
INSCOM : Army Intelligence and Security Command (USA)
INTSYGP-NI : Intelligence and Security Group (UK)
IRA : Irish Republican Army
ISA : Intelligence Support Activity (USA)
ISR : Intelligence, Surveillance and Reconnaissance

JCSUS : Joint Chiefs of Staff (USA)
JCU : Joint Communication Unit (USA)
JCU-NI : Joint Communications Unit – Northern Ireland (UK)
JIATF : Joint Interagency Task Force (USA)
JIB : JSOC Intelligence Brigade (USA)
JIC : Joint Intelligence Committee (Prime Minister cabinet office) (UK)
JSG : Joint Support Group (UK)
JSOC : Joint Special Operations Command (USA)

LMT : Liaison and Monitoring Teams (France)
LOT : Liaison and Observation Teams (France)

MACV : Military Assistance Command Vietnam (USA)
MARSOC : Marine Corps Special Operations Command (USA)
MASINT : Measurement and Signature Intelligence
MBE : Member of the Most Excellent Order of the British Empire (UK)
MIA : Missing in Action
MILO : Military Intelligence Liaison Officer (UK)
MI(R) : Military Intelligence (Research) (UK)
MI5 : Ancienne dénomination du Security Service (UK)
MI6 : Ancienne dénomination du Secret Intelligence Service (UK)
MMFL : Mission militaire française de liaison
MML : Missions militaires de liaison
MOD : Ministry of Defence (UK)

MOE : Methods of Entry
MP : Military Police
MRF : Military Reaction Force (UK)
MSA : Mission Support Activity (USA)

NavSpecWarCom : Naval Special Warfare Command (USA)
NCO : Non-Commissioned Officer (sous-officier)
NCS : National Clandestine Services (USA)
NEDEX : Détection et neutralisation d'explosifs
NGA : National Geospatial Agency
NI : Northern Ireland (UK)
NITAT : Northern Ireland Training and Tactics Team (UK)
NOC : Non Official Cover
NRO : National Reconnaissance Office (USA)
NSA : National Security Agency (USA)
NSC : National Security Council (USA)
NSWDG : Naval Special Warfare Development Group (USA)

OG : Operational Groups (USA)
OMA : Office of Military Affairs (CIA/USA)
OODA : Observe, Orient, Decide, Act (USA)
OPB : Operation Preparation of the Battlefield (USA)
OPs : Observation Posts
OPSEC : Operational Security
OPSO : Operation Officer (UK)
OPW : Office de Psychological Warfare (USA)
OSS/SO : Office of Strategic Services – Special Operation Branch (USA)
OT : Officier traitant
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PA : Pistolet automatique
PIRA : Provisional Irish Republican Army
PM : Pistolet-mitrailleur
PO2G : Proactive Preemptive Operations Group (USA)
POW : Prisoner of War
Pronto : Sous-officier transmetteur (argot) (UK)

Provos : Membres de l'IRA Provisoire (argot) (UK)
PSNI : Police Service of Northern Ireland (UK)
PSSE-B : US Army Physical Security Support Element – Berlin (USA)
PsyOps : Psychological Operations
PW : Psychological Warfare
PWE : Political Warfare Executive (UK)

Q-Car : Véhicule customisé pour la surveillance clandestine (UK)
QRF : Quick Reaction Force
QRT : Quick Reaction Team

RAF : Royal Air Force (UK)
RBO : Renseignement à but opératoire
RECOFA : Reconnaissance à fin d'action
RFA : Renseignement à fin d'action
ROEM : Renseignement d'origine électromagnétique
ROHUM : Renseignement d'origine humaine
ROIM : Renseignement d'origine image
RRC : Rangers Regimental Reconnaissance Company (USA)
RSTB : Ranger Special Troops Battalion (USA)
RTRG : Real Time Regional Gateway (USA)
RTU : Return to Unit
RUC : Royal Ulster Constabulary (UK)
RUC/SB : Royal Ulster Constabulary/Special Branch (UK)
RVA : Renseignement en vue d'action

SA : Service Action
SAC : Special Activities Center (CIA)
SACEUR : Supreme Allied Command in Europe
SAD : Special Activities Division (CIA)
SAMD : Special Atomic Demolitions Munition
SATCOM : Satellite Communication
SCTNI : Special Communication Units Northern Ireland (UK)
SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SEAL : Sea-Air-Land (USA)
SFG : Special Forces Group (USA)

SFOD-F : 1st Special Forces Operational Detachment – Delta (USA)
SO/LIC : Special Operations & Low Intensity Conflicts (USA)
SIGINT : Signal intelligence
SIS : Secret Intelligence Service (UK)
SMU : Special Mission Unit (USA)
SOAR : 160th Special Operations Aviation Regiment (USA)
SOD : Special Operation Division (USA)
SOD : Special Operations Department (UK)
SOE : Special Operations Executive (UK)
SOG : Studies and Observations Group (USA)
SRR : Special Reconnaissance Regiment (UK)
STU : Search Task Unit (France)
SSB : Strategic Support Branch (USA)
SSE : Sensitive Site Exploitation
SSU : Strategic Services Unit (USA)

TCD : Tactical Coordination Detachment (USA)
TCG : Tasking and Co-ordination Group (UK)
TECHINT : Technical Intelligence
TF : Task Force

UDA : Ulster Defence Association (UK)
UDR : Ulster Defence Regiment (UK)
UFF : Ulster Freedom Fighters (UK)
UKSF : United Kingdom Special Forces (UK)
URH : Unité de recherche humaine
USAF : US Air Force
USAFSOC : US Air Force Special Operation Command
US Army : US Army
USASOC : US Army Special Operation Command
USCOB : US Army Commander in Berlin
USN : US Navy
USSOCOM : US Special Operation Command
UW : Unconventional Warfare
UVF : Ulster Volunteer Force (UK)

ANNEXES

1. Répartition des confessions par comté en Irlande du Nord (1991)

2. Implantation des forces spéciales britanniques en Irlande du Nord

3. Table chronologique des unités spéciales britanniques présentes en Ulster

4. Organigramme des forces spéciales britanniques

5. Carte de l'opération *Eagle Claw* (1979)

6. Organigramme de l'USSOCOM

7. Organigramme de l'USASOC

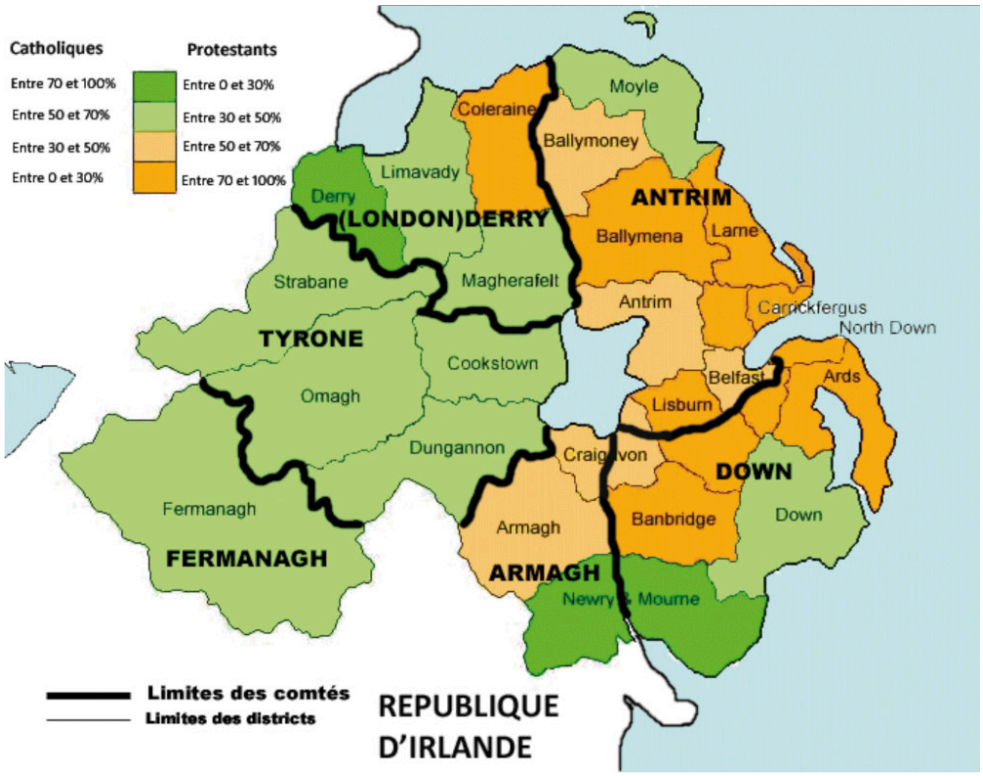
8. Organigramme du JSOC

9. Organigramme du Naval Special Warfare Command

10. Organigramme d'Aman

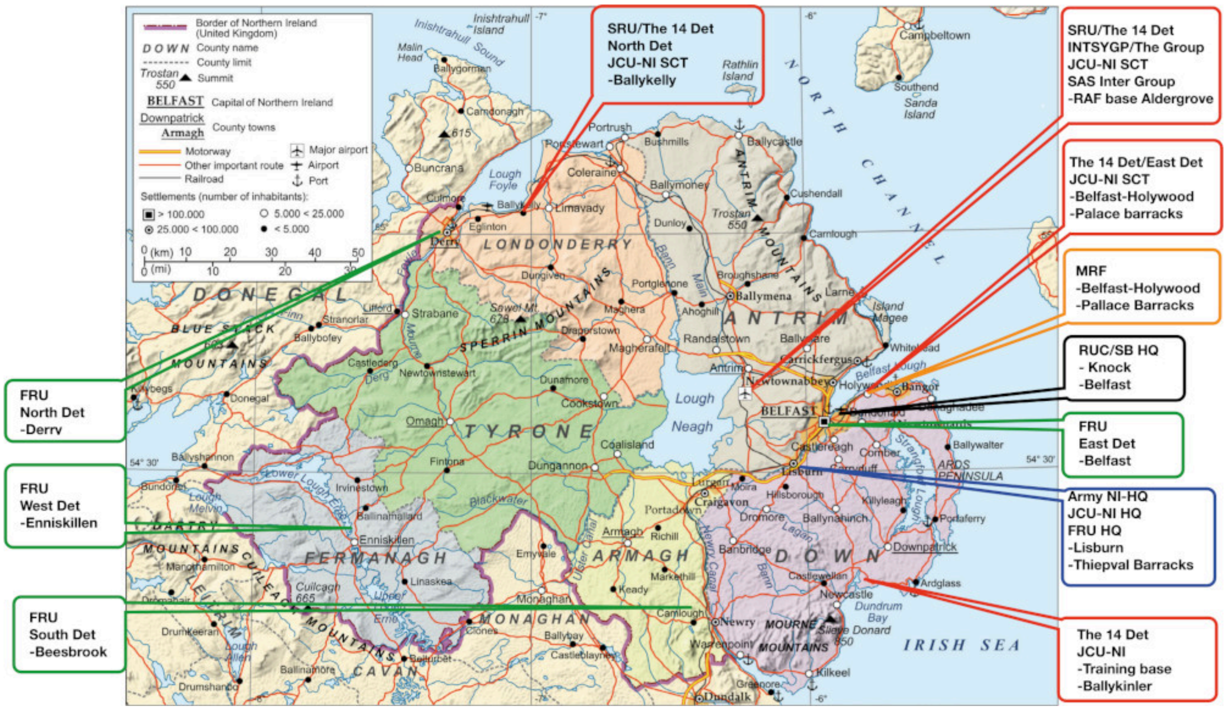
11. Organigramme des forces spéciales et des unités de renseignement militaires israéliennes

Annexe 1 : Répartition des confessions par comté en Irlande du Nord (1991)



source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Irlande_du_Nord#/media/Fichier:Irlande-du-nord-religions-1.png

Annexe 2 : Implantation des forces spéciales britanniques en Irlande du Nord

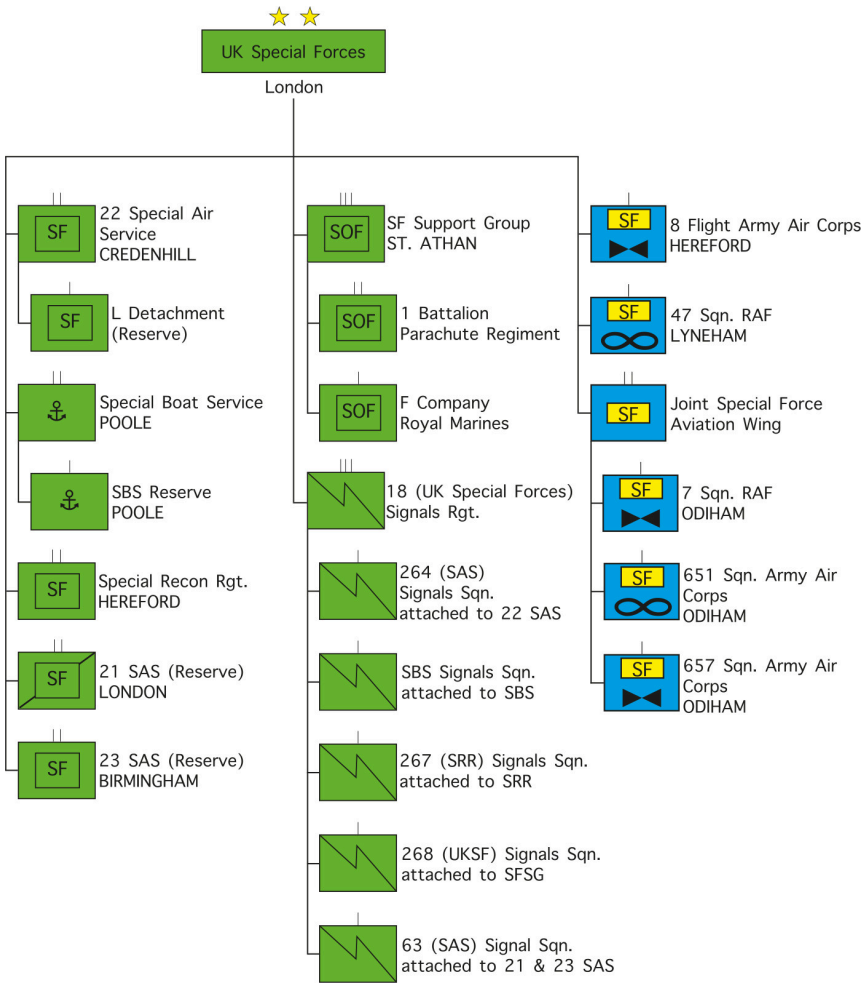


source : auteurs

Annexe 3 : Table chronologique des unités spéciales britanniques présentes en Ulster

	Armée britannique				Services spéciaux	Coordination terrain	RUC nord-irlandais		
	Groupe action Intervention	Groupes Surveillance	Groupes militaires	Traitement des sources			Groupe action Intervention	Groupes Surveillance	Traitement des sources
1969				G2 - Unités	MI5 / MI6 IJS				
1970		MRF							RUC/ Special Branch
1971									
1972					MI5 / IJS				
1973									
1974		SRU. The DET NITAT					Special Patrol Group		
1975									
1976	Déploiement Squadron SAS		Close Obs Platoons				Bronze Section		
1977		14 INT SEC Cie The Det	Quick Reaction Force - QRF				SB / E4B	SB / E4A	
1978						Tasking & Coord. Group - TCG			
1979							Special Support Unit		
1980	Eléments SAS/SBS détachés au Det						Divisional & HQ Mobile Support Unit		
1981									
1982				FRU					
1983	Déploiement SAS Support du Det	INTSY GP-NI The Group							
1984									
1985...									
2000...		JCU-NI		JSC-NI					PSNI Intel Br.

Annexe 4 : Organigramme des forces spéciales britanniques



source :

https://fr.wikipedia.org/wiki/United_Kingdom_Special_Forces#/media/Fichier:Special_Forces_(UK).png

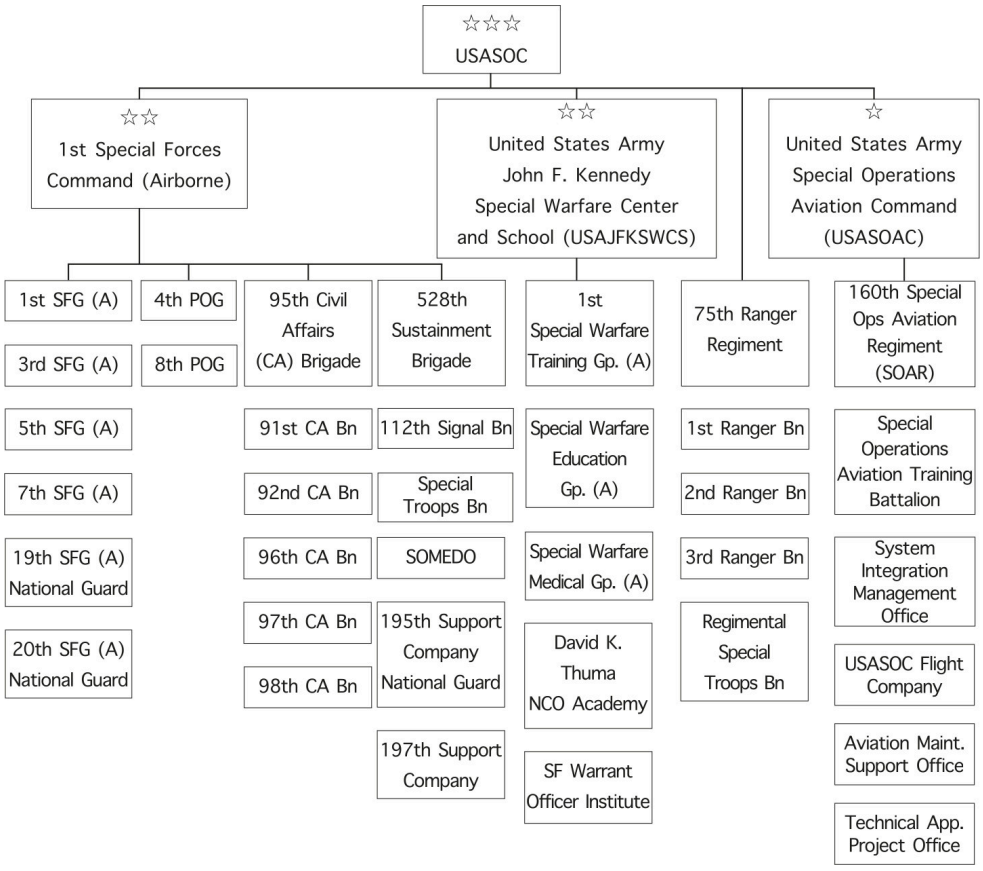
Annexe 5 : Carte de l'opération *Eagle Claw* (1979)

source : https://www.lefigaro.fr/international/commandos-de-legende-le-24-avril-1980-eagle-claw-la-chute-de-l-aigle-americain-en-iran-20190710

Annexe 6 : Organigramme de l'USSOCOM

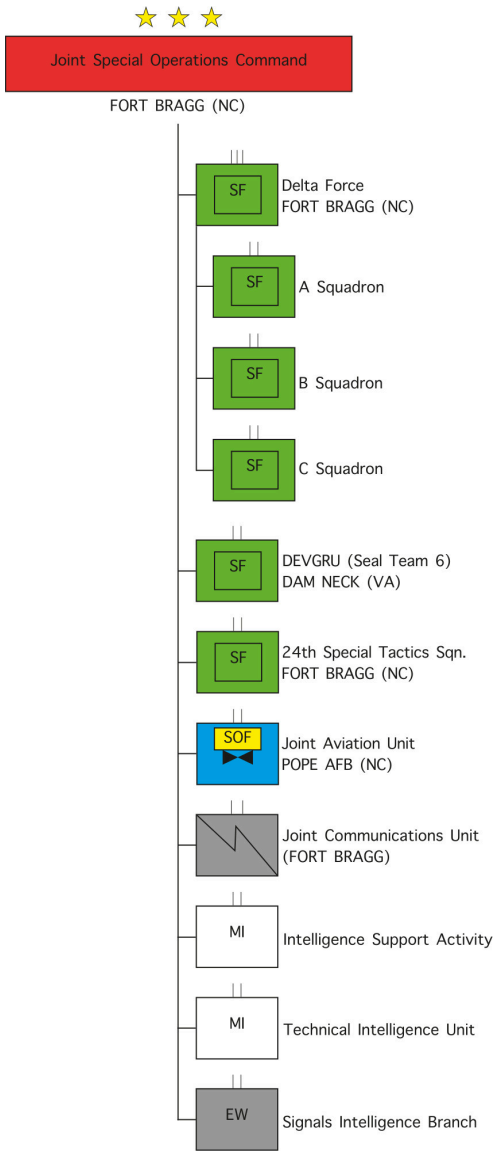
source : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (pôle géographique)

Annexe 7 : Organigramme de l'USASOC



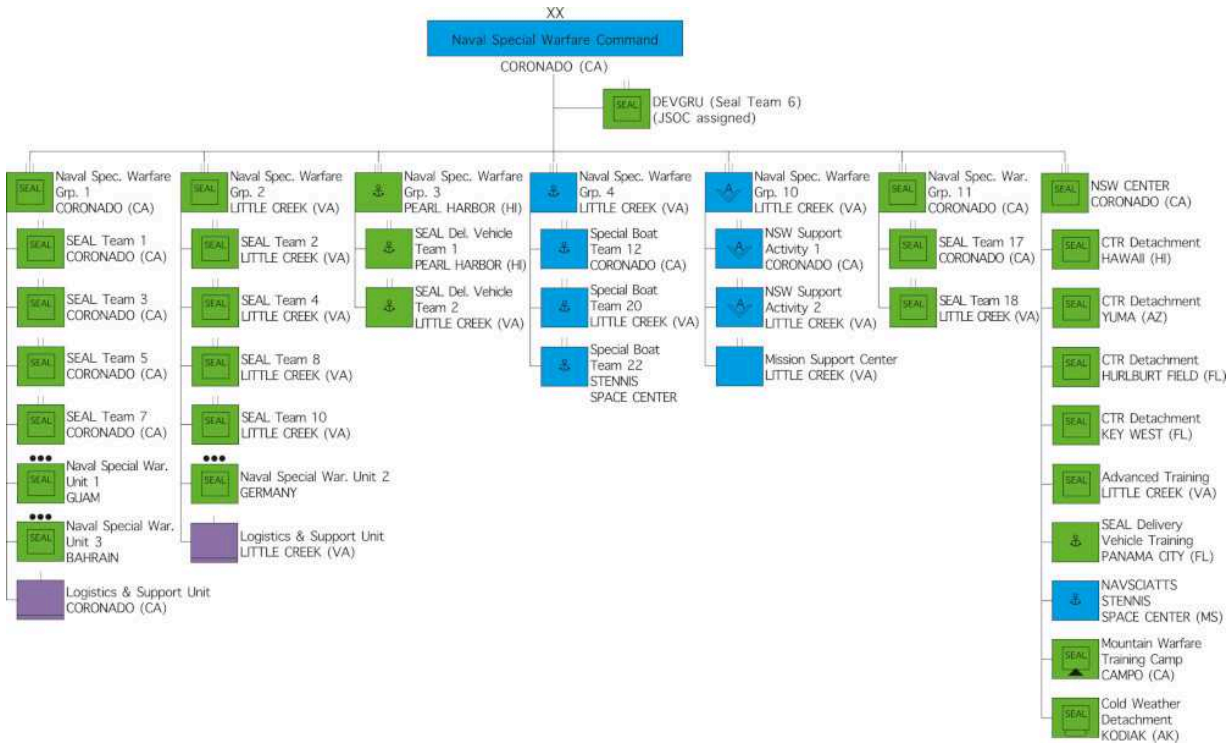
source : https://www.socom.mil/FactBook/2018%20Fact%20Book.pdf

Annexe 8 : Organigramme du JSOC



source : https://military.wikia.org/wiki/Joint_Special_Operations_Command?file=US_Joint_Special_Operations_Command.png

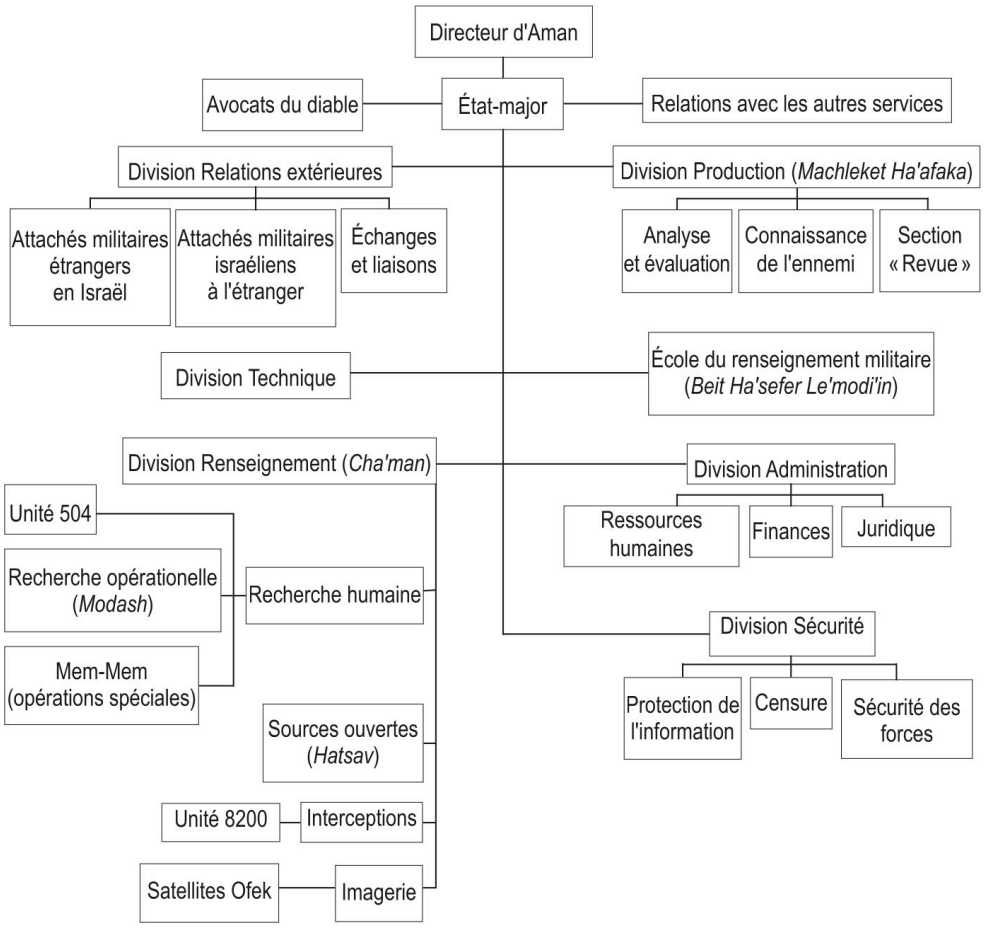
Annexe 9 : Organigramme du Naval Special Warfare Command



source :

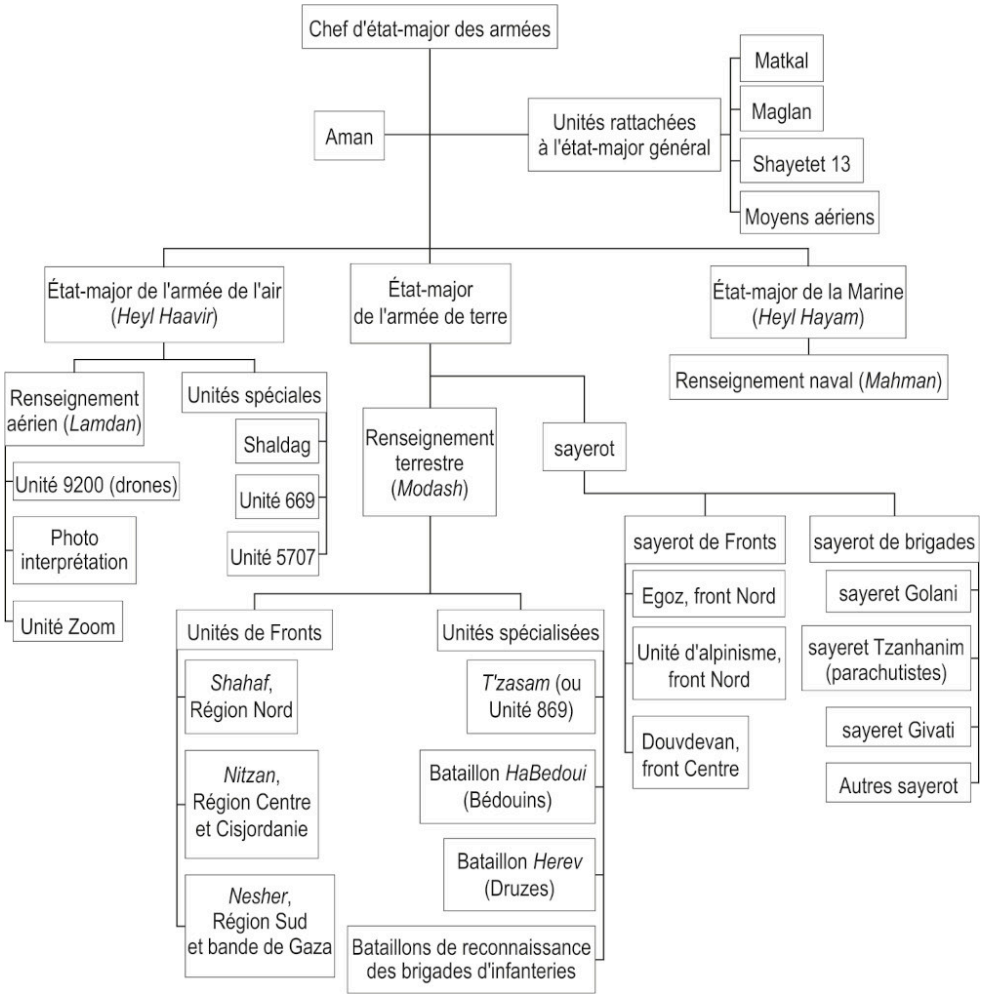
https://en.wikipedia.org/wiki/United_States_Naval_Special_Warfare_Command#/media/File:US_Naval_Special_Warf%20are_Command.png

Annexe 10 : Organigramme d'Aman



source : Éric Denécé et David Elkaïm, *Les Services secrets israéliens*, Tallandier, 2014.

Annexe 11 : Organigramme des forces spéciales
et des unités de renseignement militaires israéliennes



source : Éric Denécé et David Elkaïm, *Les Services secrets israéliens*, Tallandier, 2014.

BIBLIOGRAPHIE

ROYAUME-UNI

ADAMS, James, BAMBRIDGE, Anthony, et MORGAN, Robin, *Ambush: The War between SAS and the IRA*, Pan Books, Londres, 1988.

ALDRICH, Richard J., et CORMAC, Rory, *The Black Door. Spies, Secret Intelligence and British Prime Ministers*, HarperCollins, New York, 2016.

ANDERSON, Nicholas, *Non Official Cover*, 4 tomes, Miura!, 2013, 2014, 2016 et 2019.

ARASCAIN, R.-J., *Intelligence Services in Northern Ireland 1969-80*, Broxholm Books, 2014.

CONNOR, Ken, *Ghost Force: The Secret Story of the SAS*, Weidenfeld and Nicholson, Londres, 1998.

CORMAC, Rory, *Disrupt and Deny. Spies, Special the Secret Pursuit of British Foreign Policy*, Oxford University Press, 2018.

CRAWFORD, Steve, *The SAS at Close Quarters*, Sidgwick & Jackson, Londres, 1994.

CURSEY, Simon, *MRF Shadow Troop*, Thistle Books, Londres, 2013.

DAVIES, Nicholas, *Dead Men Talking*, Mainstream Publishing, Édimbourg, 2004.

DAVIES, Nicholas, *Ten-Thirty-Three: The Inside Story of Britain's Secret Killing Machine in Northern Ireland*, Mainstream Publishing, Édimbourg, 1999.

DAVIES, Philip H. J., *MI6 and the Machinery of Spying*, Frank Cass & Co., Londres, 2004.

DILLON, Martin, *The Dirty War*, Hutchinson, Londres, 1990.

DUNN, Matthew, *Spartan* (roman), Swordfish, 2011.

FALCONER, Duncan, *En première ligne* (roman), Nimrod, Bagnolet, 2007.

FALIGOT, Roger, *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, Paris, 1980.

FALIGOT, Roger, *Les Services spéciaux de sa majesté*, Temps actuels, Paris, 1982.

FOOT, Michael R. D., *Des Anglais dans la résistance. Le SOE en France (1940-1944),* Tallandier, Paris, 2008.

FORD, Sarah, *One Up: A woman in Action*, HarperCollins, New York, 1997.

GEORGE, Jackie, *She Who Dared: Covert Operations in Northern Ireland with the SAS,* Leo Cooper Ltd, Londres, 1999.

HARNETT, Sean, *Charlie One,* Merrion Press, Newbridge, 2016.

IGNATIUS, David, *The Increment* (roman), Norton & Company, New York, 2009.

KITSON, Frank, *Gangs and Counter-Gangs*, Barrie & Rockliff, Londres, 1960.
KITSON, Frank, *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping*, Faber & Faber, Londres, 1971.
KITSON, Frank, *Bunch of Five,* Faber & Faber, Londres, 1977.
LINDERMAN, A. R. B., *Rediscovering Irregular Warfare: Colin Gubbins and the Origins of Britain's Special Operations Executive*, University of Oklahoma Press, Norman, 2016.
MARCUS, Tom, *Spy Soldier,* Macmillan Publishers, New York, 2019.
MCCALLION, Harry, *Undercover War: Britain's Special Forces and Their Secret Battle Against the IRA*, John Blake Publishing, Londres, 2020.
RENNIE, James, *The Operators,* Pen & Sword Books, Barnsley, 1997.
RYAN, Chris, *The Increment*, Arrow Books, Londres, 2005.
SIEGRISTE, Tom, *SAS Warlord: Shoot to kill*, Casemate, Philadelphie, 2010.
STONE, Steve, *Afghan Heat*, Digital Dreams Publishing, 2017.
TAYLOR, Peter, *BRITS: The war against the IRA*, Bloomsbury, Londres, 2002.
TOMLINSON, Richard, *The Big Breach,* Cutting Edge Press, 2001.
URBAN, Mark, *Big Boys' Rules*, Faber & Faber, Londres, 1992.
URBAN, Mark, *Task Force Black*: *UKSF Counter-Insurgency Operations in Iraq,* Abacus, Londres, 2010.
WARNER, Philip, *Phantom*, Pen & Sword Books, Barnsley, 1982.
WEST, Nigel, *Secret War: the Story of SOE, Britain Wartime Sabotage Organisation*, Coronet Books, Londres, 1993.

ÉTATS-UNIS

AID, Matthew M., *Intel Wars: The Secret History of the Fight against Terror*, Bloomsbury, Londres, 2017.
AMBINDER, Marc, et Grady, D. B., *The Command: Deep Inside the President's Secret Army*, John Wiley & Sons, Hoboken, 2012.
COLL, Steve, *Directorate S. The CIA and America's Secret Wars in Afghanistan and Pakistan*, 2011-2016, Allen Lane/Penguin, Londres, 2018.
COLL, Steve, *Ghost Wars: The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Penguin Books, Londres, 2005.
EMERSON, Steven, *Secret Warriors: Inside the Covert Military Operations of the Reagan Era,* Putnam's Sons, New York, 1988 (paru en français sous le titre : *Les Guerriers de l'ombre*, Economica, Paris, 1991).
ENRIKSEN, Thomas H., *Eyes, Ears and Daggers*, Hoover Institution Press, Stanford, 2016.
GATES, Robert M., *From the Shadows,* Simon & Schuster, New York, 2006.
GROMBACH, John, *The Great Liquidator,* Doubleday, New York, 1980.
HERSH, Seymour, *Dommages collatéraux : la face obscure de la « guerre contre le terrorisme »,* coll. « Folio

documents », Gallimard, Paris, 2006.

HERSH, Seymour, *Permission de tuer : les nouveaux services secrets*, Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2004.

KURLANTZICK, Joshua, *A Great Place to Have War: America in Laos and the Birth of the Military CIA,* Simon & Schuster, New York, 2018.

MCCHRYSTAL, Stanley, *My Share of the Task*, Penguin Books, Londres, 2014.

MARCINKO, Richard, *Rogue Warrior*, Arrow Books, Londres, 1993.

MAZZETTI, Mark, *The Way of the Knife: The CIA, a Secret Army, and a War at the Ends of the Earth*, Penguin Books, Londres, 2013.

NAYLOR, Sean, *Relentless Strike: The Secret History of Joint Special Operations Command*, St Martin's Press, New York, 2015.

OAKLEY, David P., *Subordinating Intelligence. The DoD/CIA Post–Cold War Relationship*, University Press of Kentucky, Lexington, 2019.

OAKLEY, David P., *Partners or Competitors? The Evolution of the Department of Defense/Central Intelligence Agency Relationship since Desert Storm and its Prospects for the Future*, rapport n° 14-2, Joint Special Operations University, Tampa, mars 2014.

PRADOS, John, *Presidents' Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations since World War II*, William Marrow & Cie, New York, 1986 (paru en français sous le titre : *Les Guerres secrètes de la CIA*, éditions du Toucan, Paris, 2008).

PRIEST, Dana, et Arkin, William, *Top Secret America*, Back Bay Books, New York, 2011.

RISEN, James, *State of War: The Secret History of the CIA and the Bush administration*, Free Press, New York, 2006.

SCAHILL, Jeremy, *Dirty Wars : le nouvel art de la guerre*, Lux éditeur, Montréal, 2014.

SCHMITT, Eric, et SHANKER, Thom, *CounterStrike: The Untold Story of America's Secret Campaign against Al-Qaeda*, Times Books, New York, 2011.

SCHULTZ JR., Richard H., *The Secret War Against Hanoi: The Untold story of Spies, Saboteurs and Covert Warriors in North Vietnam*, Harper Perrenial, New York, 2000.

SCHROEN, Gary, *First In*, Ballantine Books, New York, 2006.

SMITH, Michael, *Killer Elite: The Inside Story of America's Most Secret Special Operations Team*, Weidenfeld and Nicholson, Londres, 2007.

STEJSKAL, James, *Special Forces Berlin: Clandestine Cold War Operations of the US Army's Elite, 1956-1990,* Casemate, Philadelphie, 2017.

WALLER, Douglas C., *The Commandos: The Inside Story of America's Secret Soldiers*, Dell Publishing, New York, 1994.

WEINER, Tim, *Legacy of Ashes: The History of the CIA,* Doubleday, New York, 2007.

ISRAËL

BAR-ZOHAR, Michel, et MISHAL, Nissim, *Mossad: les grandes opérations*, Plon, Paris, 2012.

BERGMAN, Ronen, *Rise and Kill First: The Secret History of Israel's Targeted Assassinations*, Random House, New York, 2018.

BETZER, Moshé, et ROSENBERG, Robert, *Le Commando secret*, Plon, Paris, 1996.

BLACK, Ina, et MORRIS, Benny, *Israel's Secret Wars: A History of Israel's Intelligence Services*, Grove Press, New York, 1991.

COHEN, Aaron (avec Douglas Century), *Brotherhood of Warriors: Behind Enemy Lines with a Commando in one of the World's Most Elite Counterterrorism Units*, HarperCollins, New York, 2009.

DENÉCÉ, Éric, et ELKAÏM, David, *Les Services secrets israéliens : Mossad, Aman, Shin Beth*, Tallandier, Paris, 2014.

FRIEDMAN, Matti, *Espions de nulle part : l'avant Mossad*, Liana Levi, Paris, 2019.

GORDON, Thomas, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2006.

KAHANA, Ephraim, *Historical Dictionary of Israeli Intelligence*, The Scarecrow Press, Lanham, 2006.

KATZ, Samuel, *Guards without Frontiers: Israel's War Against Terrorism*, Arms and Armour Press, Londres, 1990.

KATZ, Samuel, *Soldier Spies: Israeli Military Intelligence*, Presidio Press, Novato, 1992.

KATZ, Samuel, *Israeli Special Forces*, Motorbooks, Beverly, 1993.

KATZ, Samuel, *Israeli Elite Units since 1948*, coll. « Elite Series », Osprey, Oxford, 1988.

KATZ, Samuel, *The Ghost Warriors*, Berkley Caliber, New York, 2016.

KATZ, Yaakow, et HENDEL, Yoaz, *Israel vs. Iran: The Shadow War*, Potomac Books, Lincoln, 2012.

MELMAN, Yossi, et RAVIV, Dan, *The Imperfect Spies: The History of Israeli Intelligence*, Sidgwick & Jackson, Londres, 1989.

PEDAHZUR, Ami, *The Israeli Secret Services & the Struggle against Terrorism*, Columbia University Press, New York, 2009.

RAVIV, Dan, et MELMAN, Yossi, *Spies against Armageddon,* Levant Books, Calcutta, 2012.

FRANCE

AUSSARESSES, Paul, et DENIAU, Jean-Charles, *Je n'ai pas tout dit : ultimes révélations au service de la France,* éditions du Rocher, Monaco, 2008.

BERGOT, Erwan, *11e Choc*, Presses de la Cité, Paris, 1986.

CÉCILE, Jean-Jacques, *Les Commandos-marine français*, Marines éditions, 2003.

CÉCILE, Jean-Jacques, *Du Golfe au Kosovo : renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial*, Lavauzelle, Paris, 2000.

CÉCILE, Jean-Jacques, *Le Renseignement français à l'aube du XXIe siècle*, Lavauzelle, Paris, 1998.

DAVID, Michel (lieutenant-colonel), *Guerre secrète en Indochine : les maquis autochtones face au Viêt-Minh, 1950-1955*, collection « Renseignement et guerre secrète », Lavauzelle, Paris, 2002.

DENÉCÉ, Éric, *Histoire secrète des forces spéciales : de 1939 à nos jours*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2007.

DENÉCÉ, Éric, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, coll. « L'art de la guerre », éditions du Rocher, Monaco, 2002.

FAIVRE, Maurice, *Le Renseignement dans la guerre d'Algérie*, Lavauzelle, Paris, 2006.

GAGET, Robert, *Au-delà du possible : recherche du renseignement en zones hostiles*, Jacques Grancher, Paris, 2002.

GAGET, Robert, *Commando Georges : des harkis de feu*, Jacques Grancher, Paris, 1990.

GAGET, Robert, *Commando Cobra : les ceinturons noirs en Algérie*, Jacques Grancher, Paris, 1988.

GOMART, Christophe, *Soldat de l'ombre : au cœur des forces spéciales*, Tallandier, Paris, 2020.

JACQUIN, Henri, *Guerre secrète en Indochine*, Olivier Orban, Paris, 1979.

JACQUIN, Henri, *Guerre secrète en Algérie*, Olivier Orban, Paris, 1977.

MANIFICAT, Patrick, *Les Centurions d'Alexandre*, Histoire & Collections, Paris, 2019.

MARTINET, Pierre, *DGSE : service action. Un agent sort de l'ombre*, Privé éditions, Paris, 2005.

MELNIK, Constantin, *La mort était leur mission : le service Action pendant la guerre d'Algérie*, Plon, Paris, 1996.

MILLOUR, Philippe, *Le Service Action au Laos : 1945, missions Kay 1 et Kay 2*, Histoire & Collections, Paris, 2020.

MUELLE, Raymond, *Commandos et forces spéciales en Indochine*, Lavauzelle, Paris, 2001.

MUELLE, Raymond, *Commandos et maquis : service action en Indochine. GCMA, Tonkin, 1951-1954*, Presses de la Cité, Paris, 1993.

SASSI, Jean, et TREMBLAIS, Jean-Louis, *Opérations spéciales : 25 ans de guerre secrète*, Nimrod, Paris, 2009.

TANGUY, Jean-Marc, *Missions extrêmes : le GIGN et l'EPIGN en opération, 1976-2017*, Histoire & Collections, Paris, 2017.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Special Intelligence : l'émergence d'un nouveau type de renseignement

PREMIÈRE PARTIE : ROYAUME-UNI

Chapitre 1 : Naissance des unités spéciales et clandestines britanniques

Chapitre 2 : Le laboratoire de l'Irlande du Nord

Chapitre 3 : Les unités de reconnaissance et de surveillance

Chapitre 4 : Les unités de traitement de sources

Chapitre 5 : Les autres capacités britanniques en matière de renseignement militaire et d'opérations spéciales

Chapitre 6 : Les unités d'action clandestine du MI6

Chapitre 7 : Analyse des modes opératoires britanniques

DEUXIÈME PARTIE : ÉTATS-UNIS

Chapitre 8 : Opérations spéciales et renseignement militaire clandestin aux États-Unis

Chapitre 9 : Les capacités de renseignement clandestin du Pentagone

Chapitre 10 : 10th Special Forces Group « Detachment A » - Berlin (1956-1990)

Chapitre 11 : The Activity

Chapitre 12 : La Special Operations Division (1981-1983)

Chapitre 13 : Les capacités de renseignement du JSOC

Chapitre 14 : Les leçons de l'expérience irakienne

Chapitre 15 : Les activités paramilitaires de la CIA

Chapitre 16 : L'hybridation opérations spéciales/actions paramilitaires clandestines

TROISIÈME PARTIE : ISRAËL

Chapitre 17 : Israël face aux menaces asymétriques

Chapitre 18 : La méthode israélienne de lutte contre le terrorisme

Chapitre 19 : Aman et le renseignement de combat

Chapitre 20 : L'unité 504 et la recherche humaine clandestine

Chapitre 21 : Les sayerot : reconnaissance et action

Chapitre 22 : Les mistaravim

Chapitre 23 : Kidon, le service action du Mossad

QUATRIÈME PARTIE : FRANCE

Chapitre 24 : Une situation et une doctrine particulières

Chapitre 25 : Des moyens de renseignement militaire spécial peu développés

CONCLUSION

La remilitarisation du renseignement

GLOSSAIRE

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

Dans le cadre de la guerre menée contre le terrorisme, les armées occidentales sont conduites à intervenir hors de leurs frontières pour neutraliser les menaces à leur source. Engagées dans un environnement chaotique, elles doivent sans cesse s'adapter à des adversaires déterminés et créatifs. Cela rend le renseignement, sous toutes ses formes, essentiel pour le succès de leurs opérations. Pour acquérir les informations nécessaires au démantèlement des réseaux terroristes, le besoin de nouvelles unités militaires spécialisées, agissant clandestinement, est apparu. **Plusieurs pays ont ainsi créé de petites unités de recherche humaine, opérant en civil et en secret**, chargées de conduire des opérations de renseignement antiterroriste au profit des forces spéciales, des forces régulières ou des services de renseignement.

Pour la première fois, ce livre identifie et décrit **ces unités militaires clandestines** qui **jouent un rôle primordial dans les conflits actuels,** celles-là même que **Washington, Londres et Tel Aviv font tout pour garder secrètes**, en changeant régulièrement leur nom, en dissimulant leurs budgets et leur déploiement. C'est notamment le cas des **unités *mistaravim* de Tsahal** popularisées par la célèbre série israélienne *Fauda* et de nombreuses autres unités britanniques et américaines. Car cette pratique n'est pas nouvelle. Ce livre révèle l'**existence de The Pond, le service de renseignement secret du Pentagone** qui exista, durant 20 ans, parallèlement à la CIA et de **l'unité de renseignement militaire britannique Phantom**, qui opéra secrètement pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Un ouvrage plus que jamais essentiel pour mieux comprendre les coulisses de la guerre antiterroriste et des opérations clandestines.

Eric Denécé, ancien analyste du renseignement, est directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R). Il est l'auteur de nombreux livres sur le renseignement et les opérations spéciales.

Alain-Pierre Laclotte, ancien cadre des troupes aéroportées (1er RCP, 11e RPC), a passé vingt ans au service du ministère de la Défense avant de créer et de diriger l'une des principales sociétés de sécurité privée française.

Couverture : Le-petitatelier.com